N°20
2019-2020

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

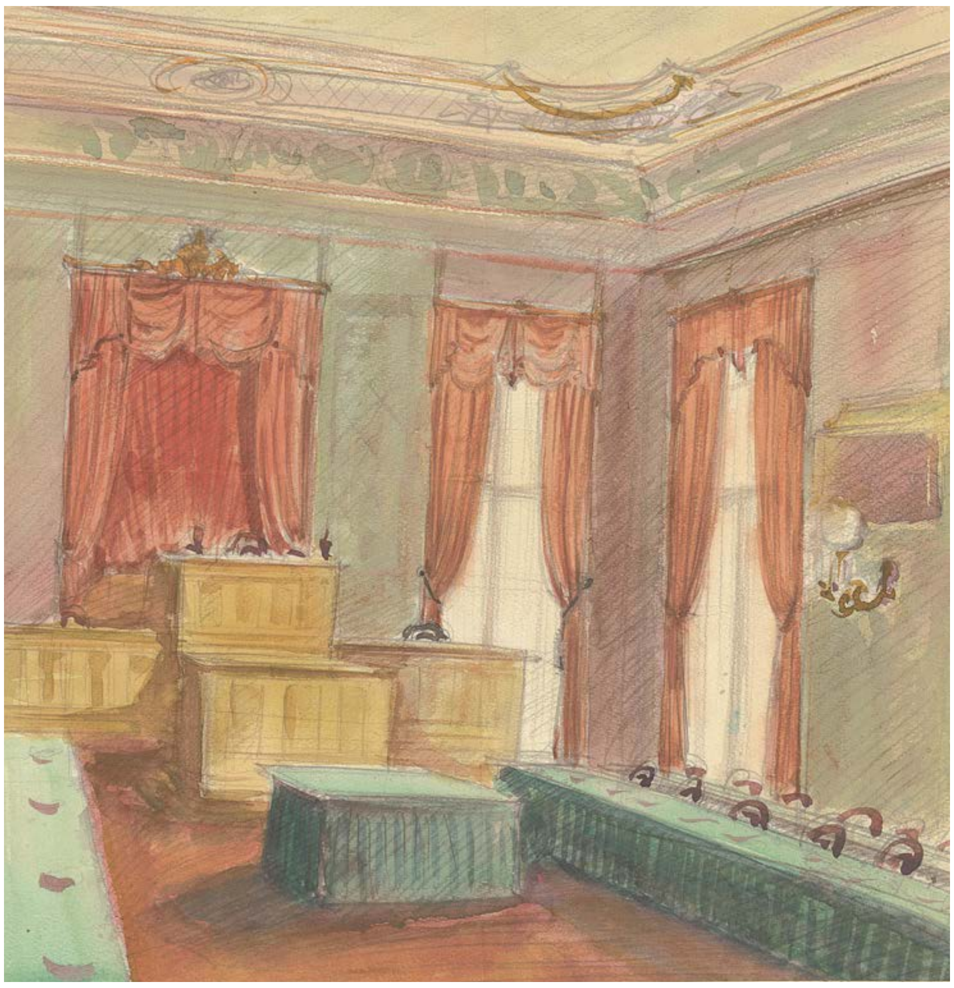
COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 20 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Mesures anti-Covid - personnes physiques	p. 697			45e séance	Samedi 20 juin 2020
- activités sportives et culturelles	p. 710	Sommaire des séances publiques nos 45 à 48	p. 736	46e séance	Lundi 22 juin 2020
Aides financières pour petites entreprises	p. 691	Sommaire des questions parlementaires	p. Q426	47e séance	Lundi 22 juin 2020
Chômage chez les jeunes entre 16 et 25 ans	p. 732			48e séance	Mardi 30 juin 2020

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Numérisation des archives de la Chambre des Députés (1848-1940)

Accès digital inédit à l'histoire parlementaire



Dans le souci de faciliter l'accès aux sources historiques originales, la Chambre des Députés et les Archives nationales de Luxembourg (ANLux) ont mis en ligne plus de 184.000 scans d'archives du fonds de la Chambre des Députés. Ce fonds, conservé aux ANLux, s'étale de la création du Parlement luxembourgeois en 1848 jusqu'au début de la Deuxième Guerre mondiale. Il est composé de quelque 3.200 dossiers, soit environ 30 mètres linéaires.

Une source importante pour l'histoire du Luxembourg

Ces archives donnent un regard inédit sur la quasi-totalité du premier siècle d'histoire parlementaire au Luxembourg et constituent une source importante pour l'histoire du Grand-Duché en général.

Le fonds touche à tous les aspects de la vie socio-économique, culturelle ou encore sanitaire, comme le projet de loi datant de l'année 1885 relative à la lutte contre la propagation d'une épidémie au Luxembourg - en l'occurrence le choléra - l'illustre *(cf. extrait d'archives ci-contre)*.

Outre les projets et propositions de loi et les travaux parlementaires, on y trouve également des documents concernant l'organisation et le fonctionnement internes du Parlement (règlement interne, comptes, personnel) ou la correspondance nationale et internationale des organes décisionnels et du Président de la Chambre ainsi que les résultats des élections.

Une politique active de numérisation du patrimoine écrit

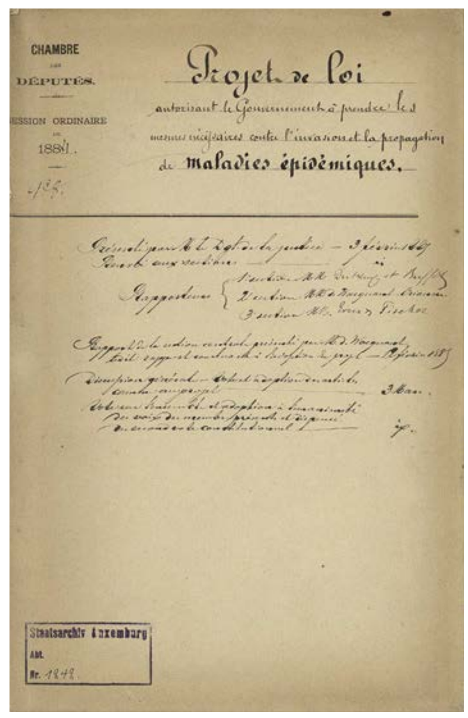
La réalisation de ce projet de numérisation commun à vocation patrimoniale s'est étalée sur deux années, d'octobre 2018 à décembre 2020.

Les ANLux ont retravaillé l'inventaire et préparé physiquement les documents pour la numérisation, effectuée par un prestataire externe. Suite au contrôle qualité des scans effectué par les deux partenaires et à la préparation informatique de leur mise en ligne, le fonds peut désormais être consulté via le moteur de recherche des ANLux (https://query.an.etat.lu).

Avec ce projet, les ANLux et la Chambre des Députés poursuivent leur politique active de numérisation et de mise en ligne de documents d'archives conservés dans leurs fonds respectifs dans un souci de faciliter l'accès du grand public et des chercheurs au patrimoine historique écrit en leur permettant une consultation à distance et structurée des sources.

La numérisation de documents d'archives est également destinée à éviter une détérioration des documents originaux due à des consultations physiques régulières.

Tous les documents parlementaires datant d'après 1945 sont déjà numérisés et consultables par une recherche d'archives sur le site de la Chambre.



L'Administration parlementaire recrute :

un ASSISTANT / SECRÉTAIRE pour son Service juridique et pour le secrétaire général adjoint (m/f)

(réf. CHD 42S) - CDI tâche complète

Nous vous invitons à consulter le lien suivant :

https://www.chd.lu/wps/portal/public/Accueil/Actualite/AnnonceEmploi

un RÉDACTEUR-CORRECTEUR pour son Service du compte rendu

Groupe de traitement B1 - tâche complète

(poste à pourvoir par changement d'administration, par des fonctionnaires déjà nommés)

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant :

https://govjobs.public.lu/fr/postuler/recrutement-interne/changement-administration

Dans le cadre de la mise en place d'une cellule scientifique et d'expertise

3 SPÉCIALISTES (bac +8) disposant d'une expertise avérée dans l'un des domaines suivants : sciences juridiques, sciences économiques et/ou financières, sciences naturelles (m/f)

(RÉF. CHD 47S) - tâche complète

Pour plus de renseignements, prière de consulter le lien suivant :

https://www.chd.lu/wps/portal/public/Accueil/Actualite/AnnonceEmploi

« Zuch vun der Demokratie »

Le Président de la Chambre a discuté par visioconférence avec les enfants.

Dans le cadre de la Journée mondiale de l'enfance, le Président de la Chambre et les députés ont rencontré le 20 novembre 2020 une centaine d'enfants, non pas à la Chambre des Députés, mais en ligne. Il s'agit de la troisième édition du « train de la démocratie », coorganisé avec le Zentrum fir politesch Bildung (ZpB) et le Kannerbureau Wooltz.

À cause de la crise sanitaire, ni les enfants, ni les députés n'ont pu se déplacer en train au Parlement, mais ils ont discuté au cours d'un échange virtuel. Le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen, et le Directeur du Zentrum fir politesch Bildung, M. Marc Schoentgen, étaient présents au Parlement pour accueillir les enfants en mode vidéoconférence.

Quelque 100 enfants du Grand-Duché âgés entre 8 et 12 ans ont participé à cette édition virtuelle du « Zuch vun der Demokratie ». Les enfants ont été répartis par classe, en six groupes, avec les députés. Les réflexions des jeunes citoyens étaient présentées sous forme de figurines en carton que les élèves avaient préparées au cours des semaines précédentes.

Lët'z say no to violence against women

Am Kader vum internationalen Dag géint d'Gewalt géint Fraen huet d'Chamber un der Campagne „Orange Week 2020" deelgeholl a war eng Woch laang owes orange beliicht. D'Deputéiert hunn d'Campagne och ënnerstëtzt, andeem si deen Dag fir d'ëffentlech Sëtzung eng orange Mask unhaten.

Conférence virtuelle de la COSAC

Organisation de la Conférence sur l'avenir de l'Europe

Un des sujets principaux de la conférence virtuelle de la COSAC (Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires) les 30 novembre et 1er décembre 2020 fut l'organisation de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Y ont participé les membres des délégations des parlements nationaux des 27 États membres de l'Union européenne ainsi que du Parlement européen.

Annoncée dans les orientations politiques de la Présidente de la Commission européenne, Mme Ursula von der Leyen, la Conférence sur l'avenir de l'Europe sera l'occasion pour les citoyens et la société civile de s'exprimer sur leurs attentes envers l'Union européenne. Les institutions de l'UE négocient actuellement une déclaration commune sur l'organisation de la Conférence. Dans une lettre signée par les présidents des délégations, la COSAC revendique que les parlements nationaux y soient associés à pied d'égalité.

Les autres sujets figurant à l'ordre du jour de la conférence virtuelle étaient les enseignements de la crise du coronavirus, les relations avec les États-Unis, le bilan de la présidence allemande du Conseil et le partenariat avec l'Afrique.

Crise sanitaire, relations États-Unis/UE et défis de la présidence allemande du Conseil

Parmi les enseignements de la crise sanitaire, il a été constaté que les parlements nationaux doivent rester impliqués dans les décisions sur les mesures à prendre pour endiguer la pandémie et pour soutenir l'économie. Sur le plan européen, le blocage du financement du plan de rétablissement par la Pologne et la Hongrie a été vivement critiqué. La coopération dans les domaines des capacités hospitalières et de l'approvisionnement en matériel médical et pharmaceutique est tout aussi importante que la coordination européenne en matière de vaccins. La Commission européenne a réussi à signer des contrats avec plusieurs producteurs de vaccins Covid-19 et à réserver ainsi un grand nombre de doses destinées aux citoyens de l'Union européenne et, dans le cadre de la solidarité avec le continent africain, aux populations des pays africains qui ne sont pas capables de procurer à eux seuls cette opportunité à leurs citoyens.

Mme Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission européenne

Quant aux futures relations avec les États-Unis, les participants à la COSAC se sont exprimés de manière optimiste sur le retour au partage des valeurs et des stratégies communes dans le cadre de l'OTAN et des organisations multilatérales. La Chancelière allemande, Mme Angela Merkel, a présenté les défis des dernières semaines de la présidence allemande du Conseil. Elle a dit espérer que des compromis seraient trouvés en ce qui concerne le mécanisme de la conditionnalité liée au respect de l'état de droit ainsi que les relations futures avec la Grande-Bretagne avant le Conseil européen des 10 et 11 décembre 2020.

La Chambre des Députés était représentée par M. Yves Cruchten, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de la COSAC, ainsi que M. Gilles Baum, Mme Chantal Gary, M. Claude Lamberty et Mme Viviane Reding, membres.

Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

Élection d'un nouveau Président

Pour la première fois dans l'histoire de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN une session annuelle s'est tenue en ligne, du fait des restrictions de déplacement liées à la crise du Covid-19. La 66e session annuelle de l'OTAN, organisée du 18 au 23 novembre 2020, a été marquée par la pandémie et les participants se sont notamment penchés sur pas moins de six rapports concernant le Covid-19. Parmi leurs sujets figurait notamment l'importance de l'assistance militaire et du maintien des niveaux de dépenses en matière de défense alors même que le virus a des effets dévastateurs sur les économies nationales. En réponse à sa propagation, les Alliés ont joué un rôle important en fournissant des équipements médicaux vitaux, en coordonnant les vols et en luttant contre la désinformation.

Au cours de la session, les membres ont élu comme Président le chef de la délégation des États-Unis auprès de l'APOTAN, M. Gerald E. Connolly, qui s'est engagé solennellement à défendre les valeurs démocratiques de l'OTAN à un moment crucial de l'histoire de l'Alliance en insistant sur la liberté de la presse, la liberté de réunion, la liberté d'opinion, le droit de s'organiser politiquement et l'état de droit. Ces valeurs, a-t-il déclaré, « sont l'arme la plus forte dont nous disposons ».

Durant une réunion tenue en présence du Secrétaire général, M. Jens Stoltenberg, des parlementaires membres de l'Assemblée ont formulé à son adresse une série de recommandations concrètes sur les changements à opérer dans le cadre du processus de réflexion OTAN 2030 lancé l'an dernier. Il a été souligné que l'Alliance arrivait à un moment crucial de son existence et que son avenir serait déterminé par le processus de réflexion et la révision du concept stratégique en cours.

À travers les recommandations adoptées, les parlementaires mettent en évidence que l'OTAN doit maintenir une politique de dissuasion et de défense robuste vis-à-vis de la Russie. Ils soulignent qu'il faut tenir Moscou pour responsable de ses violations du droit international en ne sous-estimant ni ses dépenses militaires ni son effort de moderniser les troupes, mais qu'il faut rester ouverts au dialogue.

S'agissant de la Chine, l'OTAN devra selon les parlementaires évaluer les opportunités ainsi que les défis découlant des ambitions et de l'action de ce pays à l'échelle mondiale, tout en étudiant, ici aussi, les possibilités d'établir un dialogue plus étroit.

La Chambre des Députés était représentée par Mme Lydia Mutsch, Présidente de la délégation, M. Gilles Baum, Vice-Président, et Mme Nancy Arendt, membre effectif, ainsi que par les membres suppléants Mme Semiray Ahmedova, M. Sven Clement et M. Jean-Marie Halsdorf.

Le Président a reçu…

… S. E. M. Ullrich Wilhelm Klöckner, Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne

Covid-19 : tenue de réunions à distance

7566 - Projet de loi portant prorogation des mesures concernant la tenue des réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales

Le projet de loi n° 7566 a pour objet de proroger les effets du règlement grand-ducal du 20 mars 2020 portant introduction de mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales en ce qui concerne les modalités de tenue d'assemblées générales et d'autres réunions des organes des sociétés et des personnes morales à une date postérieure à la fin de l'état de crise.

Pour de telles assemblées, le projet de loi permet qu'elles se tiennent sans la présence physique des participants même si ceci n'est pas prévu dans leurs statuts.

Le projet de loi prévoit le régime permettant la tenue des assemblées générales et des autres réunions à distance : le vote à distance par écrit ou sous forme électronique, par visioconférence ou un autre moyen de télécommunication permettant l'identification des participants. Les actionnaires ou associés peuvent se faire remplacer par un mandataire désigné par la société. Les réunions des autres organes de toute société peuvent être tenues par résolutions circulaires écrites ou par visioconférence ou un autre moyen de télécommunication permettant l'identification des participants.

Le projet de loi propose encore de permettre, d'une part, aux associations sans but lucratif, aux syndicats de copropriété, à l'Ordre des experts-comptables et à l'Institut des réviseurs d'entreprises de reporter leurs assemblées générales jusqu'au 30 septembre 2020 au plus tard et, d'autre part, au Fonds du logement de disposer de délais supplémentaires pour faire aboutir le processus d'approbation de ses comptes et de certains documents connexes.

Finalement, la possibilité d'organiser des assemblées générales selon les modalités prévues à l'article 1er du projet de loi pour les entités énumérées à l'article 1*septies* est introduite.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 21.04.2020

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

22.04.2020	Présentation et examen des articles
	Désignation d'un rapporteur
	Examen de propositions d'amendements
27.05.2020	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen d'une deuxième série de propositions d'amendements
05.06.2020	Adoption des propositions d'amendements
17.06.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20.06.2020

Loi du 20 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 541, page 1

Covid-19 : réunions d'information publiques des communes

7571 - Projet de loi portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Le projet de loi a pour objet d'introduire une mesure temporaire complémentaire à la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain pour adapter aux réalités de la pandémie Covid-19 le fonctionnement des réunions d'information publiques avec la population que le collège des bourgmestre et échevins doit organiser dans les quinze jours suivant la publication du dépôt du projet d'aménagement général dans le cadre de la procédure d'adoption des plans d'aménagement général des communes.

Cette mesure temporaire permettra d'organiser les réunions d'information visées à l'article 12 de ladite loi en recourant à des moyens de transmission électronique en direct et de manière interactive, permettant la communication entre la population et le collège des bourgmestre et échevins pendant la réunion.

Le collège des bourgmestre et échevins aura ainsi trois options, en ce qui concerne l'organisation de la réunion d'information publique :

- la réunion classique nécessitant la présence physique des citoyens ;
- une réunion organisée exclusivement par le biais d'un webinaire ;
- un système hybride, avec la présence physique d'un nombre limité de citoyens, ainsi que la participation à travers un webinaire.

La future loi s'appliquera pendant douze mois après la fin de l'état de crise.

Dépôt par Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 30.04.2020

Rapporteur : M. Dan Biancalana

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

(Président : M. Dan Biancalana) :

28.05.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'un amendement
18.06.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'un amendement supplémentaire
22.06.2020	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22.06.2020

Loi du 24 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 532, page 1

Covid-19 : réunions virtuelles du conseil communal

7568 - Projet de loi portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Le projet de loi prévoit une série de mesures temporaires pour adapter le fonctionnement de certaines réunions ou séances du conseil communal pour lesquelles la législation actuelle impose une présence physique des membres qui y prennent part, afin que des décisions puissent être prises en toute sécurité juridique, lorsque cette présence physique ne peut pas être assurée. Certaines de ces mesures figurent actuellement dans le règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

À cet effet, le projet de loi instaure le cadre juridique permettant aux conseillers communaux de participer par visioconférence aux séances publiques du conseil communal, disposition qui vise notamment les personnes vulnérables, et admet les votes par visioconférence, ainsi que le vote par procuration.

Par ailleurs, les réunions du conseil communal peuvent avoir lieu dans un local particulier sans devoir solliciter l'approbation ministérielle.

Le champ d'application de la future loi, qui reste en vigueur douze mois après la fin de l'état de crise, s'étend aux organes délibérants des syndicats de communes et des établissements publics placés sous la surveillance des communes.

Dépôt par Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 27.04.2020

Rapportrice : Mme Simone Asselborn-Bintz

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

(Président : M. Dan Biancalana) :

28.05.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
18.06.2020	Examen des avis complémentaires du Conseil d'État et du Syvicol
	Adoption de deux amendements supplémentaire
22.06.2020	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 22.06.2020

Loi du 24 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 531, page 1

Covid-19 : aides de minimis (entreprises)

7580 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime temporaire d'aide de minimis en faveur de certaines entreprises commerciales et artisanales dans le cadre de la pandémie du Covid-19

Ce projet de loi vise à maintenir temporairement des aides financières d'urgence instituées par voie de règlement grand-ducal pendant l'état de crise en faveur des petites entreprises les plus touchées par les conséquences de la pandémie afin de leur fournir des liquidités pour faire face à leurs besoins les plus urgents.

Il s'agit des subventions suivantes :

- l'indemnité d'urgence certifiée complémentaire (5 000 euros) ;
- l'aide forfaitaire unique de 12.500 euros.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 13.05.2020

Rapportrice : Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

(Présidente : Mme Simone Beissel) :

16.06.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État et des avis des chambres professionnelles
19.06.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20.06.2020

Loi du 20 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 534, page 1

Covid-19 : aides de minimis (indépendants)

7581 - Projet de loi relative à la mise en place d'un régime temporaire d'aide de minimis en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19

Ce projet de loi vise à maintenir temporairement l'aide financière d'urgence, instituée par voie de règlement grand-ducal durant l'état de crise, en faveur des travailleurs indépendants confrontés à des difficultés financières en raison de la pandémie de Covid-19. L'aide, dénommée « indemnité d'urgence certifiée », a la forme d'une subvention en capital forfaitaire et unique.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 13.05.2020
Rapportrice : Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme
(Présidente : Mme Simone Beissel) :
16.06.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État et des avis des chambres professionnelles
19.06.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20.06.2020
Loi du 20 juin 2020
Mémorial A : 2020, n° 535, page 1

Mesures de lutte contre la pandémie I

7606 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments

Le projet de loi sous rubrique vise à créer un cadre légal pour les mesures à prolonger, voire à adopter, à l'égard des personnes physiques pour continuer la lutte contre la pandémie de Covid-19 après la fin de l'état de crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 et prorogé de trois mois par la loi du 24 mars 2020 portant prorogation de l'état de crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19. Ce catalogue limité de mesures est donc destiné à contenir la propagation du virus Sars-CoV-2 sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Les mesures, centrées sur les personnes physiques, s'articulent autour de trois axes :

- la limitation des rassemblements de masse,
- l'application de mesures de protection,
- l'identification, le suivi et la mise à l'écart rapide des personnes infectées et susceptibles d'être infectées.

Tant qu'il n'existe pas de médicament efficace contre la maladie Covid-19 et tant qu'un vaccin contre le virus Sars-CoV-2, à l'origine de cette maladie, n'aura été développé, ces mesures sont le moyen le plus efficace pour lutter contre l'épidémie.

La particularité du présent projet de loi, se limitant à conserver et adapter les outils nécessaires pour éviter une recrudescence du virus Sars-CoV-2, repose sur son applicabilité dans le temps. La loi cessera à produire ses effets après un mois. La raison de cette limitation repose sur le fait que les mesures doivent être nécessaires à la finalité poursuivie, à savoir la protection de la santé publique, répondre à l'évolution de la situation et être proportionnées par rapport aux limites et atteintes à certaines libertés publiques.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 29.05.2020
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
02.06.2020 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
03.06.2020 Examen du projet de loi
05.06.2020 Continuation des travaux
11.06.2020 Continuation des travaux
16.06.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
17.06.2020 Continuation des travaux
Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement
19.06.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
20.06.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
03.06.2020 Examen du projet de loi
16.06.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État
17.06.2020 Continuation des travaux
Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement
19.06.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Vote en séance publique : 22.06.2020
Loi du 24 juin 2020
Mémorial A : 2020, n° 524, page 1

Mesures de lutte contre la pandémie II

7607 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les activités sportives, les activités culturelles ainsi que les établissements recevant du public, dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Le présent projet de loi a été élaboré parallèlement au projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre le virus Sars-CoV-2 (Covid-19) (doc. parl. 7606). Il vise à créer le cadre juridique se rapportant aux mesures à prendre à l'égard des activités sportives, des activités culturelles ainsi que des établissements recevant du public afin de limiter la propagation du virus Sars-CoV-2 sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

La particularité de cette loi repose sur son applicabilité dans le temps. Ainsi, il est prévu que la loi cesse de produire ses effets après un mois. La raison pour cette limitation de l'applicabilité dans le temps repose sur le fait que les mesures prises doivent être nécessaires à la finalité poursuivie, à savoir la protection de la santé publique, être proportionnées par rapport aux limites et atteintes à certaines libertés publiques, dont notamment la liberté de commerce et l'exercice de la profession libérale, et limitées dans le temps.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 29.05.2020
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :
02.06.2020 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
03.06.2020 Examen du projet de loi
05.06.2020 Continuation des travaux
11.06.2020 Continuation des travaux
17.06.2020 Continuation des travaux
20.06.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :
03.06.2020 Examen du projet de loi
17.06.2020 Continuation des travaux

Vote en séance publique : 22.06.2020
Loi du 24 juin 2020
Mémorial A : 2020, n° 525, page 1

Régime d'aides « PRIMe House »

7618 - Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2016

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Le projet de loi modifie la loi du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement.

Élaboré dans le contexte de la pandémie du Covid-19 et faisant partie intégrante du paquet de la relance verte pour le Luxembourg, le projet de loi renforce pour une courte durée (du 20 avril 2020 au 31 mars 2021) plusieurs des subventions étatiques prévues par le régime d'aides « PRIMe House ». Il a pour objectif d'augmenter les incitatifs pour les mesures d'économie d'énergie et de recours aux sources d'énergie renouvelables dans le domaine du logement.

Les mesures visent à soutenir les citoyens et l'artisanat et entendent encourager la relance économique du pays tout en redoublant les efforts en matière de lutte contre le changement climatique. Ils s'insèrent également parfaitement dans le contexte du plan national intégré en matière d'énergie et de climat pour la période 2021-2030, dans le cadre duquel le Luxembourg s'est doté d'objectifs ambitieux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (-55 %), d'énergies renouvelables (25 %) et d'efficacité énergétique (de 40 à 44 %) à l'horizon de 2030.

Les modifications apportées au régime actuellement en vigueur par le projet de loi sont les suivantes :

- les subventions accordées pour l'assainissement des différents éléments de construction de l'enveloppe thermique du bâtiment, la mise en place d'une ventilation mécanique contrôlée, ainsi que pour le conseil en énergie à la base de tout projet de rénovation énergétique sont augmentées de 50 % par rapport à leur niveau actuel ;
- les aides financières pour la promotion des systèmes de chauffage basés sur les énergies renouvelables, à savoir les installations solaires thermiques, pompes à chaleur, les chaudières à bois et les raccordements à un réseau de chaleur sont augmentées de 25 % par rapport à leur niveau actuel.

Ces modifications s'appliquent à toutes les rénovations pour lesquelles la demande d'accord de principe a été introduite entre le 20 avril 2020 et le 31 mars 2021. Les travaux doivent être réalisés au plus tard le 31 décembre 2022 ;

- lorsqu'une chaudière existante alimentée en combustible fossile est remplacée par une pompe à chaleur ou un raccordement à un réseau de chaleur, à l'image du bonus qui existe d'ores et déjà pour le remplacement d'une chaudière existante par une chaudière à bois, les aides financières prévues par le régime actuellement en vigueur peuvent être augmentées d'un bonus de 30 %.

Les hausses des aides financières précitées sont accompagnées par la hausse des plafonds de ces aides, tels que définis dans le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 2016 fixant les mesures d'exécution de la loi du 23 décembre 2016. Les nouveaux plafonds sont fixés par le biais d'adaptations apportées au règlement grand-ducal précité.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 12.06.2020
Rapportrice : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
(Présidente : Mme Tess Burton) :
17.06.2020 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :
17.06.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20.06.2020
Loi du 20 juin 2020
Mémorial A : 2020, n° 513, page 1

SÉANCE 45

SAMEDI
20 JUIN 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Fernand Etgen, Président*
2. 7566 - Projet de loi portant prorogation des mesures concernant la tenue des réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales
   - *Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue*
   - *Discussion générale : Mme Octavie Modert - M. Guy Arendt - Mme Cécile Hemmen - M. Roy Reding - M. Marc Goergen*
   - *Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
3. 7618 - Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2016

   1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;

   2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre
   - *Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : Mme Semiray Ahmedova*
   - *Discussion générale : M. Paul Galles - M. Max Hahn - M. Georges Engel - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Marc Goergen*
   - *Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
4. 7580 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime temporaire d'aide de minimis en faveur de certaines entreprises commerciales et artisanales dans le cadre de la pandémie du Covid-19
   - *Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme : Mme Simone Beissel*
   - *Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Francine Closener - Mme Stéphanie Empain - M. Roy Reding - M. Marc Baum - M. Sven Clement*
   - *Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
5. 7581 - Projet de loi relative à la mise en place d'un régime temporaire d'aide de minimis en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19
   - *Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme : Mme Simone Beissel*
   - *Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Francine Closener - Mme Stéphanie Empain - M. Sven Clement*
   - *Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes - M. Sven Clement (parole après ministre)*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Carole Dieschbourg, Mme Sam Tanson et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 10.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Nee!

2. 7566 - Projet de loi portant prorogation des mesures concernant la tenue des réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den éischte Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 7566 iwwert d'Organisatioun vun den Assemblées générales. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur*.- Merci, Här President. Gudde Moien um Samschdeg, léif Kolleeginnen a Kolleegen! Ech presentéieren lech elo a kuerze Wierder de mëndleche Rapport iwwert de Gesetzesprojet - entschëllegt, ech maachen den Handy aus - iwwert de 7566. En ass änlech wéi de 7541, wou et ëm d'Verlängerung vun den Delaie vun de Publikatioune vun de Konte goung.

Ëm wat geet et hei? Wat ass, wann de wichtegsten Dag am Liewe vun enger Societéit, enger Associatioun a Coronazäite fält? Deen Dag, wou hir Assemblée générale soll sinn, wou d'Aktionäre Jo oder och vläicht Nee soen zum Rapport d'activité, zu de Konten oder zu der strateegescher Ausriichtung?

An de leschte Wochen an Deeg hu muncher vun eis vläicht schonn un esou enger Generalversammlung deelgeholl per Bréif oder Videokonferenz. Mam Projet 7566 huele mer de Relais vu verschiddene Mesuren, déi iwwer Règlement grand-ducal vum 20. Mäerz agefouert goufen an déi iwwert d'Durée vum État de crise erausginn, fir se ze verlängeren, wéi scho sou oft dëser Deeg.

Et geet ëm d'Modalitéiten, ënnert deenen Assemblée-généralen oder aner Reunioune vu Societéiten ofgehal kënne ginn, och wann dës Reuniounen op engem Datum nom État de crise stattfannen, well vill där AGe goufe jo op Basis vum Krisereglement respektiv vum Gesetz vum 22. Mee dëst Joer, dat mer kierzlech hei gestëmmt hunn, op e spéideren Zäitpunkt verluecht, deen och nom État de crise ka sinn. An et geet mer drëm ze preziséieren, dass just AGen a Reuniounen, déi op Basis vun dësem Text verluecht goufen, ënnert dëst Gesetz falen.

Hei déi weesentlech Elementer: Den Artikel 1 erlaabt AGe per Videokonferenz oder ënner enger anerer Kommunikatiounstechnik, déi physesch Presenz oder Zesummekommen net erfuerdert an awer eng Identifikatioun vun de Bedeelegten erméiglecht, de Vote à distance per Bréif oder digital, natierlech och sous condition, dass déi Bedeelegt identifizéierbar sinn, an dat, wichtege Punkt, och wann d'Statute vun der Societéit dëst net ausdrécklech, net explizitt virgesinn. Fir de Fall, wou en Aktionär, Associé oder anere Participant sech an enger AG duerch e Mandataire ersetze léisst, kann dësen Ersatz dann och just via eng vun de Méiglechkeeten, déi am Artikel 1 Paragraf 1 Punkt 1 an 2 virgesi sinn, un dëser AG deelhuelen. Virtuell Participanten, dat ass och erëm e wichtege Punkt, zielen dann och fir de Calcul vum Quorum.

De Paragraf 2 gesäit vir, dass och aner Reuniounen dematerialiséiert kënne ginn, sous forme de circulaire oder Videoconference, natierlech och sous condition, dass déi Bedeelegt identifizéierbar sinn.

An den Artikelen 2, 3, 5 a 6 gi mer den ASBLen, de Syndicats de copropriété, dem Ordre des experts-comptables, de Réviseurs d'entreprises Méiglechkeeten, hir AGe bis den 30. September dëst Joer ofzehalen, net bis um Enn vum Joer, mee bis den 30. September.

Mam Artikel 4, e ganz speziellen, dee fir eng Kategorie agefüügt ginn ass, dee geet retroaktiv op den 30. Mee, verlängert d'Gesetz d'Delaien, déi am Artikel 25 Paragraf 3 an am Artikel 27 vum Gesetz vum 24. Abrëll 2017 iwwert d'Reorganisatioun vum Fonds du logement definéiert ginn, an déi Delaie ginn ëm dräi Méint verlängert.

Den Artikel 7, do ass elo d'Opzielung vun de Personnes morales dran, op déi d'Dispositioune vum Artikel 1 an dësem Projet gegeebenefalls uwendbar sinn. Et geet do ëm d'ASBLen an ëm d'Stëftungen, d'landwirtschaftlech Associatiounen, d'Mutuellen, d'GIEen, d'GIE européens, de Fonds du logement wéi gesot, d'Koproprietéiten, Syndikater, den Institut des réviseurs d'entreprises an déi vum Ordre des experts-comptables. Dir gesitt: allgemeng an awer och e puer ganz prezis Personne-morallen erausgegraff.

De Werdegang vun den Aarbechten: De Projet de loi 7566 gouf den 21. Abrëll vun der Madamm Justizministesch deposéiert. An der éischter Sitzung vun der Justizkommissioun, den 22. Abrëll, krute mer den Text presentéiert an hunn en Artikel par Artikel duerchgeschafft, Amendementer ugeholl an de Rapporter ass designéiert ginn.

De 5. Mee huet de Conseil d'État säin Avis ofginn - deen éischten. An der Kommissiounssëtzung vum 27. Mee gouf dësen Avis analyséiert an eng zweet Serie vun Amendementer per lettre circulaire de 5. Juni ugeholl.

Den Zousazavis vum Staatsrot koum dunn den 12. Juni, soudass d'Justizkommissioun an hirer Sitzung vum 17. Juni de Projet de loi mat der Adoptioun vum Rapport konnt finaliséieren.

Wat steet an den Avise vum Staatsrot? Deen ënnersträicht d'Wichtegkeet vum Projet, ouni dee beim Auslafe vum État de crise d'Mesuren, déi op Basis vum Reglement, Krisereglement geholl goufen, och geifen auslafen, wat d'Societéiten natierlech par rapport zu hire Verflichtunge géif a gréisser Schwieregkeete bréngen. Hie weist drop hin, dass d'Gesetz vum 15. August 1915 iwwert d'Sociétés commerciales op d'Statute vun de Societéite verweist, déi expressement musse virgesinn, dass Videokonferenzen oder Votes par correspondance fir d'AGe méiglech sinn.

Des Weidere gesäit d'Gesetz keng komplett Dematerialisatioun vu Reunioune vir, déi physesch Presenz kéint ersetzen. An deem Sënn war de Krisereglement eng substanziell Neierung, déi mer am Gesetz, wéi gesot, verlängeren, fir de Societéiten deen néidege Spillraum ze ginn.

Fir dem Staatsrot Rechnung ze droen, gouf am Text preziséiert, dass d'Statute vun de Societéiten d'Méiglechkeete vu Videokonferenz, Vote à distance an esou weider, wéi scho gesot, net explizitt musse virgesinn.

Weider huet de Staatsrot opmierksam gemaach op de Fait, dass muss drop opgepasst ginn, dass d'Dispositioune vun dësem Gesetz, wat mer haut stëmmen, mussen artikuléiert gi mat deene vum Gesetz vum 15. August 1915 iwwert d'Sociétés commerciales an deene vum 24. Mee 2011 iwwert d'Ausübe vu verschiddene Rechter vun den Aktionäre bei den AGe vu cotéierte Societéiten. D'Entrée en vigueur ass dann den Dag vun der Publikatioun am Journal officiel, mat der Ausnam vum Artikel 4 iwwert de Fonds du logement, dee retroaktiv ab dem 30. Mee a Kraaft trëtt. A mer si jo elo no bei der Fin vum État de crise a bei der Publikatioun, soudass mer do och kee Vakuum de facto opkomme loossen.

Mir haten awer och eng Opposition formelle vum Staatsrot kritt. An zwar bei der Propositioun, fir d'Dispositiounen aus dem Artikel 1 op all Personnes morales auszeweiten. Do kéinten nëmme Societéiten a Fro kommen, déi an hirer Funktiounsweis no genuch u kommerziell Societéiten erukéimen. An duerfir ass eng genee Opzielung noutwendeg. Mir hate länger Diskussiounen an der Kommissioun driwwer, mee mir sinn awer där Opfuerderung nokomm, soudass de Projet de loi am Artikel 7 preziséiert, wéi eng Personnes morales a Fro kommen. Mat där Propositioun war de Staatsrot dunn och zefridden an huet seng Opposition formelle opgehoff.

Fir weider Detailer iwwert de Staatsrot a seng Remarke verweisen ech op de schrëftleche Rapport.

Avisen zu dem Projet koumen dunn och vun der Handwierkerkummer den 20. Abrëll, déi de Projet begréisst. Dee vun der Chambre de Commerce den 23. Abrëll, dee begréisst, dass de Projet Rechtssécherheet gëtt, wat d'Ofhale vun den AGen als Videokonferenz ugeet, a proposéiert, dës Méiglechkeet op all Societéiten auszedeenen an deem Mooss, wou se d'Personnalité morale hunn. Wéi gesot, do war eng Appréciation de vue, déi verschidde war mam Staatsrot, dofir hu mer et prezis dragemaach.

Den Ordre des experts-comptables huet och e spontanen Avis zoukomme gelooss, den 19. Mee, an drop opmierksam gemaach, dass de Staatsrot, wéi gesot, net d'accord ass, fir d'Méiglechkeet vun de Video-AGen op sämtlech Personnes morales auszedeenen, mee dass eng genee Opzielung vun dësen Entitéiten noutwendeg ass. Den Ordre vun den Experts-comptables wëllt da logescherweis an där Opzielung berücksichtegt ginn, wat mer jo gemaach hunn.

De 4. Juni da koum nach en Avis vun der Chambre des Notaires, deen déi legal Kompetenze vun den Nottären am Zesummenhang mat den aussergewéinlechen AGe vu Societéite rappeléiert an dass dëst och kloer am Text misst gesot ginn. Heizou huet d'Kommissioun festgehal, dass déi generell Referenz am Projet de loi op d'Assemblées générales duergeet, well den Objet vun dëse jo just doranner besteet, temporaire Mesurë par rapport zu der Participatioun unzehuelen, an all aner Dispositioune bleiwen onverännert, y compris déi vun der Roll vun den Nottären.

Ech si geschwë fäerdeg.

Si wieren dann och - si, d'Nottären - op engem zweete Level vun den Dispositioune vum Gesetz betraff, well si hir AG schonn op Basis vum Règlement grand-ducal no hanne verluecht hunn, wat mer d'lescht Woch och am Gesetz 7587 festgehalen hunn.

Ech schléissen heimat mäi mëndleche Rapport a soe jidderengem Merci, deen un den Aarbechte bedeelegt war vun dësem Gesetzesprojet: um Ministère, an der Chamber, an de Fraktiounen, d'Kolleegen an der Kommissioun an och d'Auteure vun den Avisen natierlech.

Ech froen also Är Zoustëmmung zu dësem Projet, deen all deenen, déi a Coronazäiten AGen a soss Versammlungen organiséieren, d'Liewe weesentlech méi einfach mécht duerch eng manner kompliziéiert Prozedur a manner Zäitopwand, a vergiesse mer net, et och méi einfach mécht, als Member un dëse Versammlungen deelzehuelen. An an engems ginn ech den Accord vun der gréng Fraktioun fir dëse Projet.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Margue. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Octavie Modert agedroen. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Merci, Här President. Merci, Här Rapporter, fir Äre ganz ausféierlechen an detailléierte Rapport elo grad iwwer en zwar kuerzt Gesetz, un deem mer awer vill Ännerunge gemaach hunn, an déi ginn dem Text elo méi Konsistenz an och en Deel méi Kloerheet.

D'CSV gëtt den Accord, well dëst Gesetz fir Rechtssécherheet suergt an der Kontinuitéit vum Urgencëreglement vum 20. Mäerz, well vill Firmen, Betriber oder Gesellschaften awer och vill Vereenegungen oder Veräiner wéinst Corona hir Generalversammlungen net konnten ofhalen, soudatt se eigentlech elo géint d'Gesetzgeebung verstoussen.

Natierlech huet d'Nullitéit vun Entscheedunge vun Organer vu Sociétés commerciales méi grouss Konsequenzen a puncto wirtschaftlechen Impakt a juristesch Responsabilitéit. An awer hu Veräiner a Vereenegungen dach och eng grouss Bedeitung fir d'Zesummeliewen an den Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft. Do muss ee sech eigentlech scho wonneren, datt

net méi un d'Spezifissitéite vun ASBLe gedeucht gi war. Datt se elo méi Flexibilitéit hunn, ass der Interventioun vun der CSV ze verdanken. Den Text ass erweidert ginn. Si hu méi Zäit kritt. Bis den 30. September kënne se elo hir Generalversammlungen ofhalen an, wa gewollt, iwwer aner Forme wéi physesch zesummekommen. Et muss ee bedenken: Et sinn nach e ganze Koup Generalversammlungen uechtert d'Land, déi nach nozehuele sinn. A wéi gesot: Bis den 30. September ass elo Zäit do derfir.

Duerno, nom 30. September, komme mer zréck op den Droit commun, well, effektiv, dëst Gesetz bleift zäitlech begrenzt, bis elo jiddefalls, et sinn also temporaire Ausnamebestëmmungen, temporaire Ausnameprozeduren och, déi heimadder erméiglecht ginn iwwert d'Zäit vum Ausnamezoustand eraus. Dëst Gesetz bleift also eng Loi d'exception.

Vläicht kéint ee spéiderhi verschidden Agencementer, verschidden Dispositiven iwwerhuelen an déi normal Gesetzgeebung, an awer ass et wichteg, datt d'Leit, d'Memberen, d'Aktionären, d'Obligatairen, d'Associéë sech begéinen a gesinn a physeschen AGen. Den Austausch ass besser. De Kontakt ass wichteg. Froe stellen, ass méi einfach. Dat huet natierlech eng sozial Importenz. Dat ass awer besonnesch wichteg, fir den Droit d'information auszeüben, a soumat och d'Kontroll vun de Féierungsorganer an deenen hirer Verantwortung auszeüben. An dat ass jo d'Essenz vun de Generalversammlungen an och e wichtege Punkt vun der Gesetzgeebung. An den Ofschloss vun engem Exercice social ass keng Banalitéit schliisslech.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Modert. An da wier et um honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt *(DP)*.- Merci, Här President. Ech géif och dem Rapporteur e grousse Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Et ass schonn ugeklongen, déi Modifikatioun oder dat Gesetz, wat mer haut hei stëmmen, huet scho seng Wichtegkeet fir d'Liewe vun de Gesellschaften, mee net nëmmen, a mir hunn am Artikel 7 jo eng ganz Partie Entitéiten, déi dovunner betraff sinn.

Et ass och schonn drop higewise ginn, dass et wichteg ass, an dass och d'Gesellschaften haaptsächlech, mee awer och déi aner Entitéiten, sech un d'Gesetz halen, dat heescht, hir Rapporten, hir Generalversammlungen ofhalen, wou dann d'Kontroll kann ausgeüübt ginn.

Ech huele just d'ASBLen eraus. Fir déi ass et natierlech och extrem wichteg, datt déi eng Prozedurvereinfachung kréien, déi elo hei, wéi gesot, am Gesetz virgesinn ass. Do sinn nämlech eng ganz Partie eeler Leit, Memberen, déi eeben och net onbedéngt wëllen a kënne sech deplacéiere fir eng physesch Generalversammlung. Elo kréie se hei d'Méiglechkeet, aneschters awer hir Iddien an hir Wënsch auszedrécken.

Dat selwecht gëllt och fir d'Syndicats de copropriété, wou et och net onwichteg ass, dass do déi Kontroll vun de Kopropriëtäre kann duerchgezu ginn an enger vereinfachter Prozedur. Dofir begréisse mer och hei, dass d'Syndicat-de-copropriétéen och materakomm sinn.

Dat gesot, mer wëssen zwar net, ob dat elo mat de Syndicats de copropriété zäitlech duergeet, well se eng ganz Partie Assembléeën nozehuelen hunn. E Veräin, dee brauch nëmmen eng Assemblée nozehuelen. Mee déi Syndicken, déi beoptraagt sinn, fir d'Syndikater zesummenzeruffen, déi hunn eebe ganz, ganz vill nozehuelen. Eventuell misst do nogebessert ginn. Mee dat gesi mer Enn September, wann dësen Text, wéi gesot, an deem Sënn ausleeft.

Ech géif op alle Fall jiddwerengem Merci soen, deen och hei matgeschafft huet, a géif den Accord vun der DP-Fraktioun ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Arendt. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Merci, Här President. E grousse Merci un de Charles Margue fir dee wierklech ganz detailléierte Rapport, deen och genee dat erëmginn huet, d'Emramung, wat an der Kommissioun och beschwat a geschafft gouf.

Och fir d'LSAP ass et ganz kloer, dass mer dëst Gesetz natierlech gäre matdroen. Net zulescht well, an ech erënneren drun an ech schléisse mech do de Wierder vum honorabelen Här Guy Arendt un, och d'ASBLe jo e bëssen opgereegt waren, well se net sécher waren, ob se ënnert dës Reegelung géife falen, wat jo da schlussendlech an der Opléschtung och spezifesch festgehale gouf.

Voilà, dat gesot, ass näischt bäizefügen deem, wat meng Virriedner gesot hunn. An ech ginn nach eng Kéier den Accord, wéi gesot, vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hemmen. Dann huet sech agedroen: den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Och am Numm vun der ADR wollt ech dem Rapporteur, mee och menge Virriedner häerzlech Merci soen. Ech mengen, zu dësem Text ass elo dat gesot ginn, wat huet musse gesot ginn. Ech wëll et net nach eng Kéier widderhuelen. An ech bréngen den Accord vun der ADR.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Reding. An da wier et um honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Och merci dem Rapporter fir säin exzellente Rapport. Och mir Piraten wäerten d'Zoustëmmung ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert. D'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Merci villmools, Här President, mee och all de Membere vun der Justizkommissioun. Mir hunn hei op en Neits ganz gutt zesummegeschafft gehat. An do si Remarken an Demandë vun deenen engen an deenen aneren natierlech an deen Text agefloss. Duerfir gëtt et jo déi parlamentaresch Aarbecht. An dofir diskutéiere mer déi Saache jo och zesummen.

Dat hei ass erëm en Text wéi déi, déi mer déi lescht Woch schonn ugeholl hunn, wou et drëms geet, de Gegeebenheete vun den aktuellen Emstänn Rechnung ze droen an och ze kucken, dass awer dat normaalt Liewe vun de Societéiten, vun den ASBLe ka fonctionéieren, mat alle Mesuren, déi musse geholl ginn. Do geet et natierlech engersäits ëm d'Societéiten an op där anerer Säit, dat ass ganz vill elo schonn ernimmt ginn, och ëm d'ASBLen an ëm déi aner Entitéiten, déi mer elo expressis verbis och am Gesetz opgezeilt hunn, no natierlech den Diskussiounen, déi mer haten.

Zu der Remark vum Här Arendt: Mir mussen hei, wéi och bei deenen anere Projeten, d'Situatioun am A halen. Wa mer gesinn, dass deen Delai, dee mer elo fixéiert hu vum 30. September, ech hunn dat jo schonn an der Kommissioun gesot, wann dat net duergeet, da kënne mer am Summer nach eng Kéier kucken, wou mer do dru sinn, en Echange hu mat de Syndicats de copropriété an da gegeebenefalls deen Delai verlängeren, wéi mer dat jo och scho bei anere Mesurë virgesinn hunn.

Dat hei vereinfacht elo, wéi gesot, d'Liewe vun den ASBLen, awer och vun de Societéiten, an der Hoffnung dann, dass déi Mesurë bis dohinner duerginn. A wann net, da musse mer nach eng Kéier den Delai verlängeren.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, der Justizministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen dann zum Ofstëmme vum Projet de loi 7566. Den Text steet am Document parlementaire 7566[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7566 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi 7566 eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. 7618 - Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2016

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Deen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 7618 iwwert d'erneierbar Energiebäihëllefen am Logementsberäich. An ech géif direkt d'Wuert un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi ginn, déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech stellen lech haut de mëndleche Rapport vir zum Gesetzesprojet 7618, mat deem d'Gesetz vum 23. Dezember 2016 ofgeännert gëtt. E Gesetz, wat e Regimm vun Hëllefe fir d'Promotioun vun der Durabilitéit am Gebrauch vun erneierbaren Energien am Logement agefouert huet, vläicht och besser bekannt ënnert dem Numm „PRIMe House".

Mat dësem Projet de loi 7618, och nach de Pak „Clever wunnen" genannt, ginn d'Subventiounen eropgesat, an dat fir energeetesch Sanéierung, Heizungssystemer, déi kënne geännert ginn, mee op Basis vun erneierbaren Energien, an d'Energieberodung. Net ze verwiesselen mam Energiepass.

Am Kontext vun der Relance verte an dem „Neistart Lëtzebuerg" geet et also ëm en Top-up vu Mesurë vum besteeënde System vun der PRIMe House. Et geet drëm, fir am Beräich vum Logement e klimaschutzfrëndlechen Impuls ze ginn, an dat a Kohärenz mat den Ziler vun dem Lëtzebuerger Energie- a Klimaplang PNEC.

Kuerz gesot, gesäit de PNEC follgend Ziler fir 2030 vir:

- eng Reduktioun vu 55 % vun den Zäregasemissiounen;
- en Energieeffizienzzil vu 40 % bis 44 %, an
- d'Zil vu 25 % un erneierbaren Energien.

A Kohärenz mat dësen Ziler wëllt de Projet de loi de Bierger kuerzfristeg méi e groussen Incentive ginn, fir hiert Doheem energeetesch ze sanéieren an doduerjer laangfristeg Suen ze spueren. Dat heescht, e bessere Wunnconfort mat besserem Klimaschutz. An dovunner profitéieren natierlech och déi Handwierksbetriber, déi an deem Beräich täteg sinn.

Konkreet gesäit de Projet de loi follgend Ännerungen um Gesetz vun 2016 vir: 50 % méi Subventioune fir d'energeetesch Sanéierung vun engem Gebai a fir d'Installatioun vun enger mechanescher Beléftung. Hei geet de Plaffong vun de Subventioune vu 50 % op ganzer 75 % erop vum effektiven Invest.

50 % méi Subventioune fir d'Energieberodung. Wat och souzesoe wéi en éischte Schratt ze gesinn ass fir déi Leit, déi iwwerhaapt iwwer eng energeetesch Sanéierung nodenken. Hei schwätze mer vun 2.200 Euro, déi eropginn op ganzer 3.300 Euro fir en Eefamilljenhaus, an 2.800 Euro, déi eropginn op 4.200 Euro fir Méifamilljenhaiser.

De Projet de loi gesäit och 25 % méi Hëllefe vir fir Heizungen, déi op erneierbaren Energië baséieren. De Plaffong vun de Subventioune fir Solarthermie, Wärmepompelen, Holzpelletsheizungen, geet hei vu 50 % op 62,5 % vum effektiven Invest erop. Och de Plaffong vum Uschloss un e Wärmenetz ass ëm 25 % eropgesat ginn.

An et gëtt en zousätzleche Bonus vu ganzer 30 % agefouert fir déi, déi hir fossill Heizungen duerch Wärmepompelen ersetzen. Dat heescht, hei kann een zum Beispill eng Masuttsheizung duerch eng Wärmepompel ersetzen an da kënnen d'Subventioune sech cumuléieren an et kënnt een op ganzer 81 % Subventioune vun den effektive Käschten.

Une voix.- Dat ass ganz vill!

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng), rapportrice*.- Jo, ganz wichteg!

Et muss ee wëssen, datt d'Hausse vun den Hëllefen zäitlech limitéiert ass. Graff gesot, mussen d'Commanden zwëschent dem 20. Abrëll vun dësem Joer an dem 31. Mäerz 2021 gemaach ginn. D'Aarbechte kënnen awer och nom Delai vum 31. Mäerz duerchgefouert ginn. An d'Rechnunge musse spéitstens bis Enn 2022 an der Ëmweltverwaltung eragereecht ginn.

Ech wëll elo kuerz op d'Aarbechte vun der Ëmweltkommissioun agoen. De Gesetzesprojet gouf den 12. Juni vun dësem Joer deposéiert. A sengem Avis vum 9. Juni huet de Staatsrot Remarke gemaach zu verschiddene Referenzen an huet proposéiert, den Text ze restrukturéieren. E wor och awerstane mat der Retroaktivitéit vum Text, well dës Mesuren en faveur vun de Bierger sinn.

De Remarke vum Staatsrot gouf op alle Punkte Rechnung gedroen. Bis op eng Ausnam, wou d'Textpropos vum Staatsrot net prezis genuch war a mir den initialen Text zréckbehalen hunn.

D'Chambre des Métiers ass an hirem Avis vum 8. Juni ganz positiv, well si sech erwaarden, dass d'Erhéijung vun de Subventiounen e positiven Impakt op de Chiffre d'affaires vun de concernéierten Handwierksbetriber wäert hunn. Si wënsche sech och eng Informatiounscampagne iwwert d'Mesuren an d'Ëmsetzung vun der Simplification administrative an dësem Beräich.

D'Chambre des Salariés huet dee selwechten Dag hiren Avis och ofginn. Si begréisst de Prinzip vun der Erhéijung vun de Primmen, mee vermësst, datt d'Primmen net no soziale Krittären a méi cibléiert op akommesschwaach Haushalter ausbezuelt ginn.

An dësem Kontext ass et wichteg ervirzehiewen, datt d'Erhéijung vun de Subventiounen, iwwert déi mer haut schwätzen, net déi méi déif gräifend Upassunge vun de PRIMe-Housë sinn, déi am Energie- a Klimaplang festgehale goufen an déi méi laangfristeg solle gräifen.

Am PNEC gouf festgehalen, datt, en vue vun der Verlängerung vum Regimm, d'Montanten iwwerpréift a gegeebenefalls ugepasst solle ginn; datt déi administrativ Vereinfachung soll weidergefouert ginn an datt nach zousätzlech Nohaltegkeetskrittären a Gesondheetskrittären integréiert solle ginn.

Um Niveau vun der sozialer Gerechtegkeet soll bei döser Upassung och gekuckt ginn, wat déi richteg Krittäre sinn, fir méi sozial Selektivitéit an de Regimm PRIMe House eranzekréien. Dat ass wichteg, fir déi finanziell méi fragill Stéit verstäerkt an enger energeetescher Transitioun ze ënnerstëtzen; fir datt déi besser ënnerstëtzt ginn.

De Projet de rapport ass de 17. Juni an der Ëmweltkommissioun ugeholl ginn. Ech wëll op dëser Plaz de Membere vun der Ëmweltkommissioun Merci soen, well och hei bei dësem Projet huet et natierlech misse ganz schnell goen.

An der Kommissioun huet d'Madamm Ministesch erkläert, datt vill Nofro bei der Energieberodung zu dëse Primme war. Dofir wollt ech d'Madamm Dieschbourg haut och froen, ob si eis méi prezis Zuele ka ginn, wivill Leit sech bis ewell bei der Energieberodung iwwert déi ugekënnegt Subventiounen informéiert hunn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Projet de loi 7618 erhéije mer, wéi gesot, en Deel vun de Subventioune vun der PRIMe House. Domadder kënne méi Bierger hire Logement energeetesch sanéieren, wéi zum Beispill eng Masuttsheizung ersetzen oder besser hiren Daach isoléieren, fir datt och d'Energie an d'Wäermt am Haus ka bleiwen. An dat Ganzt trotz enger Onsécherheet, déi duerch d'Pandemie ausgeléist gouf.

Duerch déi palpabel Erhéijung vun de Subventioune fir dës Renovatiounsaarbechte kënne

mer dem Bierger an dem Handwierk zu dësem Zäitpunkt op eng schnell Aart a Weis ënnert d'Äerm gräifen a gläichzäiteg e Schratt no vir maachen a puncto Energieeffizienz an Nohaltegkeet am Beräich vum Logement.

Dat gesot, ginn ech dann och am Numm vun der grénger Fraktioun den Accord fir dëse Gesetzesprojet an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Ahmedova. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul Galles *(CSV)*.- Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen hei déi Mesuren, déi als „Clever wunnen" bekannt sinn, an dat fënnt d'Zoustëmmung vun der CSV. Ech soen der Rapportrice och e ganz häerzleche Merci fir hir gutt schrëftlech a mëndlech Ausféierungen. An et war jo keng einfach Aarbecht. De leschten Avis ass nach gëschter Owend spéit erakomm. An och deen huet et nach gegëllt, dann ze kucken.

Als CSV, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, gehéiert et zu eiser DNA, Ëmwelt an Natur ze konservéieren, ze schützen, ze beschützen, an dofir och mat eiser Energie effizient a gutt ëmzegoen. Mee dat geschitt bei eis ëmmer mat Hëllef vun zwee Prinzippien: Engersäits, dass d'Mesuren net nëmme gutt ausgesinn a gutt klénge, mee dass se eiser grousser Verantwortung gerecht ginn, déi mer alleguerten zesummen droen. An anerersäits, den zweete Prinzip, dass dës Mesuren net zu enger ökologescher Elittebildung féieren, esou dass herno just déi matmaachen, déi sech et leeschte kënnen, an déi, déi et am dréngendste bräichten, sech et net leeschte kënnen, vläicht souguer trotz allen Hëllefen.

Une voix.- Dat ass wouer!

M. Paul Galles *(CSV)*.- An dofir erlaabt mer awer, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, unhand vun deenen zwee Prinzippien trotzdeem ee méi genauen a méi kritesche Bléck op dëse Projet de loi ze werfen an dozou sechs Bemierkungen ze maachen.

Déi éischt ass déi heiten: Et geet jo eigentlech ëm eng Majoratioun vun de PRIMe House fir eng gewëssen Zäit, an zwar bis Enn éischt Trimester 2021. Also mat engem gewëssenen Drock, deen ausgeüübt gëtt. Iwwregens bedauere mir, dass d'Retroaktivitéit op den 20. Abrëll festgesat gouf an net op den Dag vun der Deklaratioun vum État de crise.

Deen Drock huet eppes Guddes. Wann ech dat richteg gesinn, da ginn d'Hëllefen elo op de Maximum vun deem eropgesat, wat Europa erlaabt, an dat ass ausdrécklech an eisem Numm begréissenswäert. Dat huet e positiven Aspekt. Et ass eng Win-win-Situatioun. De Client kann elo Hëllefen an Usproch huelen an d'Handwierk brauch elo déi Opträg, fir seng eege Relance ze erliewen. Wuel wëssend, dass et héchstwarscheinlech privat Clientë sinn, déi momentan an d'Handwierk investéiere kënnen, well Commerce an Horeca sinn am Moment net an der Situatioun, fir kënnen ze investéieren.

Mee et huet och en negativen Aspekt. An dat ass dat Zweet, wat ech wollt soen. Et ass iergendwann eng Kéier ervirun, an zwar den 31. Mäerz 2021. An da gi mer erëm zréck bei déi normal PRIMe House. An dofir besteet hei en akuten Handlungsbedarf. Wann ech dat richteg gesinn, lafen d'PRIMe House insgesamt 2021 aus. An dat gëtt eng enorm Chance, fir de System insgesamt fundamental ze änneren, ze erweideren, sozial ze staffelen, sou wéi d'Chambre des Salariés et och gesot huet, nom Prinzip, deen eis esou wichteg ass, nämlech alleguerten d'Leit mat an d'Boot ze kréien. An anere Wierder: Et ass eng Chance, fir en neit an aktualiséiert Gesetz dann ze schreiwen.

Well d'Gefor ass awer grouss, dass et hannen um Enn just eppes fir eng Elitt ass, fir déi, déi sech et leeschte kënnen. Well um Schluss vun der PowerPoint-Presentatioun vum „Clever wunnen" gëtt et e Beispill vun engem Haus vun 150 m^2, un deem elo eng Rei Mesurë virgeholl ginn. Nei Fassad, dräifachverglaste Fënsteren, Wärmepompel an esou weider. Mat allem drun und dran. D'Rechebeispill ergëtt ronn 65.000 Euro Subsiden. Dat klèngt mega. Mee wann ech versichen, mat engem Handwierker de Gesamtpräis vun all deene Mesuren ze schätzen, da seet dee mer: De Gesamtpräis läit méi no bei 200.000 Euro wéi bei 70.000 Euro. Dat wären trotzdeem dann nach 100.000, 135.000 Euro Eegebäitrag, deen ech leeschte misst. An ech fäerten, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass dat fir vill Leit vill ze vill ass.

(Interruption)

Dat Drëtt, wat ech soe muss, ass: Et si lauter Mesuren, déi et scho gëtt. Ech hätt mer gutt kënne virstellen, dass mer fir eng ökologesch Relance zesummen driwwer nodenken, wat fir eng nei Mesuren elo nach kéinten agefouert ginn.

Dat Véiert ass, dass vun deenen Energiemesuren insgesamt der eng Rei vill Succès hunn an anerer praktesch guer keen. Solarpanelen, déi elo hei ausgeholl sinn, funktionéieren zum Beispill gutt. Mee bei de Chaudièren, ëm déi et hei jo och geet, ass et vill méi schwiereg. Et gëtt jo éischter bei ville Leit nach op Gas zréckgegraff, well Wärmepompel a Pellets deier a komplizéiert sinn. Alles fält a steet mam déiwen Energiepräis; wéi och d'Chambre de Commerce et bemierkt. Wat eigentlech e Virdeel ass, gëtt hei och eng Kéier zum Nodeel. Well woufir fir deier Suen ëmklammen, wann al Maschinnen de Client net ze deier ginn? Et ass vläicht eng Geleeënheet, fir all déi eenzel Mesuren nach eng Kéier ganz éierlech ze evaluéieren an ze kucken, wéi déi, déi net gutt ukommen, elo kënne besser ukommen.

An dat Fënneft, wat ech wëll soen, dat sinn déi administrativ Hürden, op déi och d'Chambre des Métiers higewise huet. Mir falen der zum Beispill bei de Wärmepompelen eleng schonn zwou an. Déi éischt ass, dass d'Handwierker fir d'Buere musse schrëftlech mat Recommandé hir Demande eraschécken. Ech hunn den Androck, dat wär an der Tëschenzäit technesch iwwerholl. An dat Zweet: D'Kaart um Geoportail ass zum gréissten Deel giel, an dat bedeit, et weess een net esou richteg, ob et geet. An dat läit dorun, dass et e méiglecht Quelleschutzgebitt ass, wat gesetzlech awer nach net ausgewise ass. Giel ass also eigentlech rout, soulaang dat net geschitt ass, a rout bedeit, et geet net.

An dat Lescht ass dat, wat mäi Kolleeg Claude Wiseler bei senger Aktualitéitsstonn hei schonn iwwert déi sougenannte gréng Relance gesot huet: Dee grousse Kader feelt eis ëmmer nach. Déi Froe vu Wuesstum, Reindustrialiséierung, Wäertschëpfungsketten, Entspriechung mat de Besoine vun de Leit an esou weider an esou virun. Vill gréng Têppelen, hu mir den Androck, awer mat Sécherheet kee richtegen neien Ufank, keen neie Start.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Galles. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President. Jo, d'Gesetz vun 2016 gëtt nach eng Kéier ugepasst. D'Aidë ginn no uewen ugepasst. Dat ass eppes, wat natierlech ganz am Sënn vun der Demokratescher Partei ass. Ech mengen, keng Obligatiounen, keng Verbuetspolitik, mee Ureizer schafen, fir d'Leit mat op de Wee ze bréngen.

Jo, et gëtt dacks vun enger Win-win-Strategie geschwat. Ech géif soen, hei ass et eng véierfach Win-Strategie, Win-win-win-win deemno, wou op där enger Säit natierlech - an dat wäert de Mëttelstandsminister Lex Delles besonnesch freeën - d'Betriber solle gehollef kréien, andeems se nei Opträg, méi Opträg an deem heite Beräich solle kréien. Op där anerer Säit natierlech och d'Bierger selwer, déi méi Wunnconfort kréie respektiv manner héich Energiekäschte wäerten ze droen hunn. Op där anerer Säit, jo, ganz kloer och d'Ëmwelt duerch manner CO_2-Emissiounen. A jo, last but not least natierlech och mir als Staat, well et ons natierlech och hëlleft, eis Klimaschutzziler ze erreechen.

Mir begréissen och, dass d'Regierung hei wëllt eng breet Informatiounscampagne och nach an deem heite Kontext starten an dass och d'Zil sech gesat ginn ass, fir nach ze probéieren, den administrativen Opwand wäitgeeëndst ze reduzéieren.

Dëst gesot, bleift mir nach den Accord vun der Demokratescher Partei ze ginn an natierlech och der Rapportrice e grousse Merci ze soen. Ech mengen, mir hunn alleguerte gesinn, dass si vum Fach ass. Dir wësst et vläicht, dass d'Madamm Ahmedova jo och an hirem fréiere Liewen Energieberoderin war. Dat huet een hei och nach eng Kéier ganz gutt gesinn. Deemno Iech och e ganz grousse Merci nach eng Kéier fir Är zwee Rapporten, Äre mëndlechen an Äre schrëftlechen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hahn. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Villmools merci, Här President. Merci och der Rapportrice fir déi zwee Rapporten, dee mëndlechen an dee schrëftlechen, déi ware ganz gutt.

Deen heite Gesetzesprojet, deen ännert jo dann d'PRIMe House, esou wéi dat jo schonn elo e puermol gesot ginn ass. D'Subside gi fir eng begrenzten Zäit erhéicht, fir dem Moossnamepak „Clever wunnen" aus dem Pak „Gréng Relance fir Lëtzebuerg" Rechnung ze droen.

Dat sinn zousätzlech Mesuren, déi och de gesellschaftleche Prioritéiten, déi mer jo alleguerten hei schéngen, wann ech dat richteg verstanen hunn, an der DNA ze hunn, déngen. Souwuel déi eng wéi déi aner hu mer alleguerten den Erhalt oder d'Beschützen an d'Schütze vun der Ëmwelt an der DNA. Dat ass gutt esou. An ech freeë mech dann och, wann elo weider Diskussiounen iwwert den Ëmwelt- an de Klimaschutz kommen. Da sinn ech och frou, dass mer hei eng ganz grouss a breet Zoustëmmung wäerte kréie fir all déi Mesuren, well mer et jo alleguer an der DNA hunn. Dat ass och gutt. Ech sinn och frou, dass de Paul Galles dat hei esou gesot huet. An ech sinn och frou iwwert déi Proposen, déi e gemaach huet. Well do sinn der dobäi, déi ech honnertprozenteg mat em deelen.

Dee Gesetzesprojet hei, dee setzt dee richtegen Akzent, fir weider un der Klimakris ze schaffen, well en och weist, datt d'Energie- a Klimapolitik weiderhin eng vun den zentrale Prioritéite vun eis ass. An duerfir gi mir och den Accord vun der LSAP, ginn ech hei den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Et wier awer och noutwendeg, e bësse méi wäit ze kucken. Als LSAP ënnerstëtze mir all déi Moossnamen, déi hei presentéiert goufen, mee mir pochen awer och drop, datt déi sozial Komponent berücksichtegt gëtt. Et misst ee séier Analyse maache vun deem, wat hei agefouert gëtt, fir ze kucken, wat da lo de Käschtepunkt a wat d'Resultat ass. Ob déi Mesuren hei och do ukommen, wou se sollen ukommen, an ob se deen Effekt hunn, dee mer gären hei hätten.

Et muss een awer och net bei dëse Moossname stoe bleiwen, déi sécherlech an dëser Phas deene Leit mat enger méi grousser Kafkraaft wäerten hëllefen. Als LSAP wëlle mer awer net, dass déi vulnerabel Leit ..., a mir hu ganz vill vun deene vulnerabele Leit geschwat an der leschter Zäit, déi vun der Covidkris betraff waren. Hei sinn och vulnerabel Leit, déi net nëmme vun der Covidkris, mee och vun all deene soziale Mesure vläicht manner betraff sinn, well se net fir si a Fro kommen. Den Här Galles huet dat Beispill genannt: Wann s de nach 135.000 Euro muss hunn, fir weider ze investéieren, jo, natierlech, dat huet net all Mënsch. Dofir, fir déi vulnerabel Leit do musse mer och eppes maachen, fir dass déi net duerch déi sanitär Kris nach méi am Stach gelooss ginn. Mir mussen un enger nohaltеger Entwécklung fir eis all schaffen.

A bezuchneemend op dat, wat de Paul Galles virdru gesot huet: Rout bedeit net, et geet net! Dach, am Plang heescht dat natierlech esou. Mee ech wëll et politesch huelen. Rout bedeit hei fir eis net: Et geet net! Rout bedeit fir eis: Et muss goe fir jiddwereen! Och fir déi, déi e bësse méi aarm sinn.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engel. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci der Madamm Ahmedova fir e ganz flotte Rapport, dee se eis hei presentéiert huet. Ech mengen, de Kontext vun dësem Gesetz muss een och kloer gesinn: Lëtzebuerg wäert aller Viraussiicht no d'Klimaziler, déi fixéiert goufen, net erreechen. Wéinstens ass dat déi Richtung, wou déi lescht Statistiken hiweisen. Ereischt an engem gudde Joer wäerte mer méi genee kënnen evaluéieren, wéi no mer wierklech da komm sinn.

Mee déi Klimaziler sinn därmoossen ambitionéiert, datt dat warscheinlech net erreechbar ass. Mir haten dat och ëmmer als ADR gesot, datt mer mussen oppasse bei deene ganz ambitionéierten Ziler, well mer einfach eng grouss Croissance hei am Land hunn, an aller Hisiicht. Dat ass zwar elo duerch déi lescht Méint natierlech gebremst ginn op eng dramatesch Manéier, mee de grondsätzleche Problem, dee bleift, souwäit mer dat gesinn, datt nämlech mat där Croissance, déi mer hunn, mer och musse Realismus bei de Klimaziler weisen. Do kann net Ideologie einfach sech iwwert d'Realitéiten ewechsetzen.

E Projet wéi deen hei, dee beurteele mir no verschiddene Krittären. Ekonomesch, politesch an dann natierlech ekologesch. Ekonomesch ass e gutt, an dofir stëmme mer en och haut mat, well mer einfach eis Betriber mussen ënnerstëtzen, fir elo no der Kris kënnen an dësem Beräich och aktiv ze sinn. Ech mengen, dat ass wierklech néideg, datt mer alles maachen, fir eis Entreprisen elo ze ënnerstëtzen.

Politesch, do hu verschidde Kummere jo och Krittären a Kritiche genannt, d'Virriedner hu se och scho resuméiert, wéi zum Beispill d'Datumen, wéi d'Bürokratie oder anerer, wéi elo zum Beispill, ob déi sozial Schwaach kënnen dervu profitéieren. Dat ass eppes ganz Wichteges.

Do ass zum Beispill déi Iddi opkomm vun der Chambre des Salariés, datt de Staat direkt d'Rechnunge bezilt bis zur Héicht vun de Subventiounen. Dat sinn alles interessant Iddien. An ech mengen, wa mer wierklech jiddwereen wëlle profitéiere loosse vun esou Moossname wéi där hei, sollte mer dann och op dee Wee goen.

Och den Impact budgétaire ass natierlech eng Saach, déi mer musse laangfristeg verfollegen, datt mer wierklech e genaut Bild hu vun de Käschten.

Ekologesch ass dat hei awer e ganz gemëschtent Bild. Mir hu Moossnamen, déi sinn ekologesch sécher gutt. Mir hunn anerer, wéi déi Chaudièren, Holzchaudièren, déi sinn diskutabel. Déi sinn diskutabel! An et muss ee wierklech soen, datt ee soll ganz virsiichteg sinn, och bei Ëmweltprojeten, datt een näischt ënnerstëtzt, wat der Ëmwelt herno vläicht méi schuet wéi notzt. Wann een och nëmmen eng kleng Recherche mécht zu deene Pellets, da fënnt een déi erstaunlechst Saachen.

Ech ginn elo mol net op déi Risiken duerch Kuelemonoxid an esou weider an, mee et muss een einfach wëssen, datt bei der Verpressung och Miel gebraucht gëtt. Dat sinn Narungsmëttel, do hu mer dann eng änlech Diskussioun wéi beim Biodiesel. Déi däitsch Ëmwelthëllef seet, datt och zum Deel Tropenholz benotzt gëtt, fir déi Pellets ze maachen. An an Däitschland ass dat net penal belaascht. Ass et hei zu Lëtzebuerg penal belaascht? Well mir wëlle jo net, datt Tropenholz dann herno hei einfach verhëtzt gëtt.

Mir hunn de Problem vun der ëmmer méi grousser Nofro u Pellets, dat schuet dem Bësch an där Manéier, wéi se gewonne ginn a wéi een Holz benotzt gëtt. Wann déi Pellets gedréchent ginn, gëtt Palmueleg matbenotzt. Dat ass natierlech och duerch d'Ofholzung vum Tropebësch zum Deel eppes, wat mer jo net wëllen.

Bei der Kuelendioxidbilanz stellt ee fest, datt d'Pellets méi schlecht ofschneide wéi de Pëtrol. Et ass wierklech erstaunlech! An d'Europäesch Ëmweltagentur huet festgestallt, datt d'Stëbsemisiounen, d'Feinstëbsemissiounen duerch Pellets- an Holzheizunge méi héich si wéi duerch den Diesel zum Beispill.

Also, wann een dat alles kuckt, an dat kann een natierlech alles am Detail diskutéieren an esou weider, mee da freet ee sech: Ass da wierklech alles sënnvoll, wat mer hei ënnerstëtzen? Sollte mer net och ënnert deene Moossnamen, déi ënner ekologesch hei verkaaft ginn oder promouvéiert ginn, vill méi e strengen Tri nach maachen, fir wierklech ze wëssen, wat der Ëmwelt ënnert dem Strëch wierklech notzt? An dat solle mer och ënnerstëtzen. An Technologien, déi awer zweifelhaft sinn oder och grouss Nodeeler kënnen hunn, awer dann och zréckstellen. Ech mengen, da wäre mer och kohärent an der Ëmweltpolitik.

Fir eis gëtt et Krittären, wéi een en Ëmweltprojet ka beurteelen. An déi solle mer och ëmmer applizéiere fir ze wëssen: Ënnerstëtze mer dat oder net?

Deen éischten ass natierlech: Et däerf kee Mënsch a wa méiglech och keen Déier zu Schued kommen! Dat ass emol grondsätzlech.

Dat Zweet: Eng Ëmweltpolitik muss éierlech a wouer sinn. Et kann ee keng Propaganda maachen, mee et muss een ëmmer alles op den Dësch leeën.

En drëtte Krittär ass: Ass et eng reell Plus-value fir d'Ëmwelt, wann een alles rechent, de Gesamtbilan, zum Beispill och bei der Fotovoltaik oder bei der Wandenergie? Ass wierklech do vum Ufank bis zum Schluss, vun der Produktioun, vum Transport, vun der Entsuergung, d'Energiebilanz positiv oder negativ?

De véierte Krittär: Natierlech däerf d'Kompetitivitéit an déi ekonomesch Leeschtungsfäegkeet vun eiser Gesellschaft net drënner leiden, notamment och zum Beispill iwwert d'Energiepräisser.

De fënnefte Krittär: Si solle fräiwëlleg sinn. Mir wëlle keen Zwang!

De sechste Krittär: D'Privatsphär vun de Leit muss respektéiert ginn.

An dee siwente Krittär: Eng Moossnam muss sozial gerecht sinn.

Wann déi siwe Krittären erfëllt sinn, dann ass et eng gutt Politik, eng gutt Ëmweltpolitik am Besonneschen. Hei an dësem Gesetz sinn eng Rei vun deene Krittäre leider net erfëllt. Mee, wéi gesot, fir eis ass am Abléck d'Prioritéit d'Ennerstëtzung fir eis Ekonomie, an dofir stëmme mir als ADR deen hei Projet och mat.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et um honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Also, wann d'Diesellobby iergendeng Kéier fäerdeg ass, da gëtt et ganz spannend, well a leschter Zäit héieren ech, datt quasi alles méi schlëmm wéi den Diesel ass. A wa mer fäerdeg sinn, wäerte mer erkläert kréien, datt een Diesel och nach moies beim Kaffi muss drénken a wa méiglech och nach an de Biberon maache vun de Klengkanner, dat wär och nach extra gesond. Mee soit.

Dat gesot, bon, mir wäerten eis enthale bei dësem Projet de loi, well, esou wéi den Här Hahn et zu Recht gesot huet, dee Projet de loi ass ganz am Sënn vun der Demokratescher Partei. Ech stëmmen deem och zou. Ech stëmmen deem och zou! Dat ass eng Ursaach, firwat mir net mat Jo wäerte stëmmen, mee eis enthale wäerten.

Ech weess net, ob ech erëm eng Kéier all déi Argumenter muss derouléieren, firwat mer skeptesch sinn. Ech hunn dat schonn e puermol gemaach. Mir hunn dat e puermol gemaach. Mee mir hunn einfach de Problem, datt mer grondsätzlech den Androck hunn, datt hei zu Lëtzebuerg an der Regierung den Esprit vum Service public u sech net ëmmer esou priméiert par rapport zu enger anerer Politik vu Steiererliichterungen a Primmen.

Et gëtt aner Länner, déi aner Methoden hunn. Notamment d'ailleurs a Frankräich, wat e Land ass, wou se deen Esprit vum Service public nach e bësse méi staark hunn, op jidde Fall bei de politeschen Decideuren an de Regiounen an esou weider, wou ee seet, datt een esou Mesurë muss ëffentlech duerchzéien, mat ëffentleche Programmer, an net systematesch Steiererliichterungen oder Primme fir Proprietären. Dat ass e bëssen esou de Lëtzebuerger Wee, deen net effikass an och net gerecht ass.

An de Problem ass jo och deen, meng Virriedner hunn dat och gesot, den Här Engel huet dat gesot, den Här Galles huet dat gesot, ech soen dat dann eeben erëm eng Kéier: Déi heite Primm, déi elo majoréiert gëtt, profitéiert prinzipiell nach ëmmer nëmme weiderhin éischtens de Proprietären an deenen, déi sech et kënne leeschten an déi och a Konditioune liewen, déi energeetesch gesi vläicht schonn eendeiteg besser sinn, wéi Leit, déi a Konditioune liewen, déi energeetesch méi vulnerabel sinn, an deementspriechend och méi grouss Schwieregkeete wäerten hunn, fir iwwerhaapt technesch a praktesch voire juristesch an de Genoss ze komme vun dëser Primm, ob majoréiert oder net majoréiert.

Mir hunn duerno och nach en anere Problem, deen awer wierklech komesch gëtt. Also, wann déi energeetesch Sanéierungsaarbechte gemaach ginn, da wäert dat derzou bäidroen, datt d'Wunneng u Wäert gewënnt an datt deementspriechend de Capital investi och eropklëmmt. Allerdéngs ass et awer esou, datt deen, deen déi Aarbechte mécht, Primme vum Staat kritt.

Dat heescht, e gëtt subventionéiert vum Staat. Déi Subventiounen, déi verschwannen, souwäit ech verstanen hunn, awer net aus dem Capital investi. Dat heescht, datt theoreetesch de Proprietär no dësen Aarbechten, déi zum Deel subventionéiert gi vum Staat, säi Loyer kéint erhéijen. Dat heescht, e kéint eng vum Staat subventionéiert Loyerserhéijung hunn. Dat kéint dozou féieren!

Dat Zweet ass awer, dass dann och nach d'Subention loyer derbäikënnt, déi ee vläicht kéint froen, well de Loyer erhéicht gouf. Dat heescht, mir kommen hei an eng Situatioun, wou erëm eng Kéier de Staat e Proprietär subventionéiert, étant donné datt d'Subvention loyer jo u sech eng indirekt Subventioun ass fir de Proprietär. E Kolleeg huet mer gesot: „Wann een dat op d'Spëtzt géif dreiwen, da fänkt een un, an eng Richtung ze goe vu komeschem Ëmgang mat ëffentleche Gelder en faveur vu Privatleit."

Ech mengen net, datt dat de Sënn ass vun deem Gesetz. Mee et kann awer esou interpretéiert ginn. A souwäit ech verstanen hunn, souwäit ech verstanen hunn, kann een déi Primmen net aus dem Capital investi erauschuelen. Dat ass awer problematesch an eisen Aen.

Dofir si mer der Meenung, datt ee wierklech muss an eng ganz aner Richtung goen, ewech vu Subventiounen a Primmen, mee e richtege Service public vun der Sanéierung vun de Wunnengen op d'Bee bréngen.

Ech mengen, déi hei Regierung ass awer scho siwe Joer am Amt. Wann een no siwe Joer nach ëmmer mat soss näischt kënnt wéi mat Primmen oder Erliichterungen, dann ass d'Fantasie relativ staark ageschränkt, wann een och nach d'Klimaziler sozial gerecht wéilt erhalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Fir d'Iwwerraschung virewech ze huelen: Also d'Piraten wäerten dem Projet zoustëmmen! Mir hunn awer e klenge „Mee" derbäi, dee mer schonn e puermol uklénge gelooss hunn, sief et bei de Primmen wéi och beim Elektroauto. Eis deet et einfach am Bauch wéi, dass se net sozial gestaffelt sinn.

Huele mer e klengt Beispill: Et geet een eng Kéier hin, et huet ee sech e schéint Familljenhaische kaaft, et huet een dat schéin ageriicht, an da wëllt een dat energeetesch renovéieren. Et ass jo nun emol esou, dass déi meescht Leit scho mol, wa se bei d'Banke ginn, fir d'éischt e Problem hunn, fir de Prêt ze kréie fir de Logement. Da muss een elo och nach en zweete Prêt ophuele fir déi energeetesch Renovatioun. Dat gëtt net einfach fir déi meescht Familljen. Dat heescht, et misst ee schonn esou vill Geld um Spuerkont hunn, fir iwwerhaapt kënnen déi energeetesch Renovatiounen ze maachen.

Duerfir stelle mir Piraten eis vir, dass et vill méi einfach sollt ginn, dass de Staat mat enger Bürgschaft higeet an e seet: „Déi Prête garantéiere mir!" Dat heescht deementspriechend, dass déi Familljen dat kënnen iwwer 10, 15 Joer zréckbezuelen. Awer och do, dass, wat de Revenu méi kleng ass, de Subsid an d'Luucht geet fir d'Familljen.

Dat ass e bëssen dat, wat mer och ëmmer beim Elektroauto kritiséieren. Et kann ee sech zwar herno en Auto vun iwwer 100.000 Euro kafen, an da kritt een déi Primm. Mee d'Fro ass: Brauch een déi Primm dann nach ëmmer? Oder ass et éischter, dass mer sollten dat Geld investéiere fir déi Leit, déi sech et net aus fräie Mëttele kënne leeschten, fir d'Haus energeetesch ze renovéieren? Dat ass e bëssen dee klenge „Mee", dee mer gären hätten.

An dat anert, wat mer umierken, ass - et ass och virdrun ugeklongen - , dass d'Subside bezéiungsweis d'Primme wäerten iwwerschafft ginn. Et muss een oppassen, wéi een dat dobausse kommunizéiert. Well et ass jo elo esou, dass déi Leit spekuléiert hunn a gesot hunn: „O, et kënnt e Klimaplang, kommt, mir waarden nach e bëssen, bis mer eng Renovatioun maachen!" Déi hu jo elo emol richteg geleeën, dat war jo mol gutt! Déi, déi am Januar hir Commande net gemaach hunn, do ass et jo gutt, dass déi elo gewaart hunn.

Et ass awer elo geféierlech, wann d'Politik higeet a si seet: „Et kënnt nach e Klimaplang, vläicht kéinten d'Primmen nach eng Kéier an d'Luucht goen." Dat wär schlecht fir eist Handwierk, well déi waarden dann elo erëm. Et ass e bësse wéi op der Bourse! Et spekuléiert een dann: Komm, wann dat doten ausleeft, maache se vläicht méi eng héich Primm!

Dofir wier et do wichteg, dass ee kohärent géif bleiwen an d'Datumen och net grad esou kuerz hält, well mir mussen och eng Sécherheet an eist Handwierk bréngen. Et sinn nun emol héich Montanten, wann een déi Renovatioune mécht, an et sinn och héich Investitioune fir eis Handwierksbetriber.

An en anere Punkt, wou mer nach wollte matubréngen, dat ass, mir hunn et schonn e puermol uklénge gelooss, och op aneren Dossieren, dass et immens wichteg ass, dass mer an der Zukunft, wat d'Formatiounen ubelaangt, vill méi an de Schoulen op d'Handwierk setzen bezéiungsweis op déi Beruffer, déi eppes mat Energie ze dinn hunn.

Et ass hautzudaags esou, dass, wann ee Solarpanele wéilt installéiere loossen, een op eng Waardelëscht vun engem Joer kënnt. Bei de Chaudièrë läit een am Moment bei sechs Méint. Vläicht ass et no Corona liicht anescht ginn. Mee ech schwätze mol nach dervun, wéi et virdru war. De Problem ass ganz einfach, wann een do mat de Patrone schwätzt: D'Leit wëllen nach eppes fir d'Ëmwelt maachen an eng Renovatioun lancéieren, mee dann ass et esou, dass de Patron net genuch Leit huet, fir d'Aarbechten auszeféieren.

Do misste mer an der Educatioun e bësse méi op de Wee goe fir dës wichteg Beruffer, well d'Theema Ëmwelt wäert jo bleiwen. A mir mussen eis weiderhin an deene Beruffer vill méi staark opstellen, fir dass mer méi Leit hunn, déi d'Renovatioune bezéiungsweis d'Installatioune kënnen ausféieren.

Mir Piraten wäerten eisen Accord ginn an hoffen op weider Mesuren, déi d'Regierung wäert huelen, fir d'Handwierksbetriber an deem Beräich ze ënnerstëtzen, awer och d'Leit, déi wëllen hir Haiser energeetesch renovéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*.- Villmools merci, Här Chamberspresident. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol e ganz häerzleche Merci un d'Semiray Ahmedova fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport a fir déi schnell an onkompliziéiert Zesummenaarbecht an dësem Dossier. Och de Kommissiounsmemberen e grousse Merci.

Et ass Flexibilitéit an dëser Zäit gefrot an et ass schnell Reaktioun an dëser Zäit gefrot. An dofir hu mer als Regierung entscheet, op besteeënd Primmen, déi et zanter dem 23. Dezember 2016 gëtt, en Top-up ze maachen, op där enger Säit, well déi jo schonn eng Kéier aviséiert waren, op där anerer Säit, well een huet wëlle schnell reagéieren, fir souwuel dem Handwierk wéi de Bierger ze hëllefen an och de Klimaschutz konkreet virunzedreiwen.

An dofir freeën ech mech iwwert déi grouss Zoustëmmung, déi et hei an dësem Haus gëtt an iwwert déi gutt Zesummenaarbecht. An natierlech hunn all d'Riedner Recht, déi soen: „Mir brauchen nach méi eng déif gräifend Reform vum Primmesystem!" An esou steet et och am Energie- a Klimaplang. Mir hunn eis d'ailleurs virgeholl, Här Galles - mir falen net zréck op deen ale System - , dass mer wäerte bis de Mäerz d'nächst Joer en neie System stoen hunn, wou grad d'sozial Krittäre matgekuckt ginn, wou mer grad wëllen de Gesondheetsaspekt bei der Renovatioun a bei de Materialien, déi mer brauchen, matkucken a wou mer natierlech och d'Zil hunn, eng administrativ Vereinfachung ze maachen.

Wat awer elo eist Zil war: Mat dem Bestand, deene Formulairen, déi och d'Acteure kennen, der Virgeeënsweis, op déi mer eis gëeenegt hunn an déi säit Joren elo besteet, dass mer do op eng schnell Hëllef fir jiddweree setzen. An ech mengen, dass kee ka soen, dass, wann een de Masuttersatzprogramm notzt a bei enger Äerdwärmepompel 81 % vun de Käschte rembourséiert kritt, dat kee fairt Angebot wär, fir d'Leit elo ze motivéieren, schnell ze investéieren. Natierlech brauch een net dat ganzt Haus ze maachen, dee ganze Programm. Ech mengen, mir stellen dat op a mir kucken, wivill dat kéint sinn um Totalen. An den Här Galles huet dat och hei eng Kéier zitéiert. Mee natierlech kann een déi eenzel Elementer och eleng maachen!

An zum Beispill grad am ländleche Raum, mengen ech, ass et awer wichteg, dass mer eeben dee Masuttersatzprogramm hunn, fir am Bestand de Leit de Passage a Richtung Fit 4 Future, a Richtung klimafit Wunnengen ze garantéieren. An dat ass och ukomm.

D'Madamm Ahmedova hat gefrot: Gëtt et da rezent Zuelen? Mir hunn ëmmer nach en immense Rush op eiser Hotline vu „myenergy", déi mer gëschter nach eng Kéier d'Zuele vermëttelt hunn. Mir haten déi lescht Wochen ëm déi 300 Uriff. Déi sinn opgedeelt op 30 % Froen, wat „Clever fueren" ugeet, 30 % Froen, wat d'Solarenergie an d'Notzung an d'Installatioun dovun ugeet, a 35 % Wunnen. De Rescht ass divers. Wunnen, dat heescht „Clever wunnen", d'PRIMe House oder eeben och aner Beräicher, insgesamt alles, wat ech ka maachen.

Ronn e Véierel - dat ass vläicht och wichteg fir d'Deputéiert ze wëssen - , e Véierel vun deenen Uriff endegt herno och a Berodungen, soudass fir déi nächst Wochen 180 konkreet Berodunge fir Projeten um Ordre du jour stinn. Ech mengen, dat weist, dass awer eng Dynamik entstanen ass an deem Beräich. Dat hëlleft dem Handwierk. Dat hëlleft de Leit, fir herno eng besser Liewensqualitéit, eng besser Wunnqualitéit ze hunn a fir fortzekomme vun de fossillen Energien. An dofir freeën ech mech dann och wierklech iwwert dee Rush. An ech hoffen, dass mer mat eiser Sensibiliséierungscampagne, déi och nach gemaach gëtt iwwert de Summer, dass mer domat alle kënnen e Stéck no vir hëllefen an e gemeinsamen Attrait zum Klimaschutz maachen.

Et koumen och e puer kritesch Remarken. Ech mengen, dass mer tatsächlech mussen oppassen: Mir hunn eng Staffelung tëschent Holzchaudière an Äerdwärmepompel. Do gëtt et Staffelungen. Do gëtt et jo och ënnerschiddlech Tauxen, wivill d'Leit do bäikréien. Beim Holz speziell, Här Kartheiser, steet am PNEC dran, an dat ass d'ailleurs eng vun de Verbesserungen, de Radius, an dass mer mussen nohalteg Krittären hunn.

Ech ginn all deenen, déi dat kritesch betruechten, natierlech Recht. Mer wëllen iwwert d'Zäit eis Instrumenter alleguerte besser maachen, dat souwuel fir de soziale Volet wéi fir den Ëmweltvolet, wou mer no an no eis alleguerte gemeinsam verbesseren.

Domadder soen ech Iech e grousse Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Dieschbourg. D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung vum Projet de loi 7618. Den Text steet am Document parlementaire 7618[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7618 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Projet de loi mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 7580 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime temporaire d'aide de minimis en faveur de certaines entreprises commerciales et artisanales dans le cadre de la pandémie du Covid-19

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 7580 iwwert den De-minimis-Hëllefsregime zugonschte vu verschiddene Betriber. An ech géif dann d'Wuert direkt un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi ginn, déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

Mme Simone Beissel *(DP), rapportrice*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech presentéieren Iech elo u sech noeneen zwee Projet-de-loien, mir maachen an der Mëtt awer de Vott, de 7580 an de 7581, d'Krisenhëllefe vun der Regierung, virgesi fir déi kleng Entreprises commerciales an artisanales a fir d'Independanten.

Komme mer fir d'éischt zum 7580. Ëm wat geet et? Et geet drëm, fir d'Krisenhëllefe fir kleng Entreprisen, déi d'Regierung via Règlement grand-ducal an d'Liewe geruff huet, iwwert d'Enn vum État de crise ze verlängeren. Et geet hei ëm zwee Règlement-grand-ducallen, vun deene mer schonn oft héieren hunn, vum 24. Abrëll 2020.

Deen éischten, dat ass d'Mise en place vun enger Indemnité d'urgence certifiée complémentaire en faveur vun de Mikroentreprisen,

an dann och, portant modification vun dem éischte Règlement grand-ducal vum 25. Mäerz, deen dee selwechten Objet hat an deen och Aidë fir Independantë virgesäit.

An dann den zweete Règlement grand-ducal vum 24. Abrëll, selwechten Datum, deen och Aidë virgesäit fir Entreprisen, déi zwëschen 10 an 20 Leit beschäftegen, natierlech alles Aiden am Kader vun der Lutte géint de Coronavirus an d'Pandemie, déi dozou entstane sinn.

Här President, mir wëssen alleguerten, dass den État de crise den nächste Mëttwoch, 24. Juni, soll ophalen. Géife mer haut dëst Gesetz net stëmmen, da kéinten alleguerten déi concernéiert Acteure keng Hëllefe méi nom 24. Juni ufroen.

Wéi gesäit déi Hëllef aus? Ganz wichteg, et geet ëm zwou direkt Krisenhëllefen, net remboursabel a steierfräi. 5.000 Euro fir Mikroentreprisen, 12.500 Euro fir d'Entreprisen, wéi ech scho gesot hunn, déi zwëschen 10 an 20 Leit beschäftegen.

Wat muss een dann elo maachen, fir dass een dës Hëllef kritt? Do gëtt et e ganze Koup Konditiounen. Déi eng sinn am Artikel 2 vun dem Projet festgesat. Et muss een, an hei si mer elo am Secteur vun den Entreprisen, eng Autorisation d'établissement hunn, fir dass ee kann als Commerçant, Artisan, Industriel oder gegeebenefalls als Profession libérale schaffen. Da mussen déi Leit, déi Salariéen agestallt hunn, beweisen, dass déi dee Moment um Centre commun de la sécurité sociale regulär enregistréiert sinn. An drëttens, de Jores-Chiffre-d'affaires muss minimum 15.000 Euro sinn.

Doniewent muss awer eng vun dëse Konditiounen erfëllt sinn, a mir hunn lech schonn oft dovunner geschwat, Dir kennt déi verschidden Hypotheesen.

Déi éischt Hypothees ass: Wann et ëm Entreprisë geet, déi hu mussen zoumaachen oder hir Aktivitéiten astellen an déi net hunn dierfen, wéi déi éischt Lockerunge komm sinn de 24. Abrëll, erëm opmaachen.

Zweet Hypothees: Dat sinn déi Betriber, déi hu mussen zoumaachen oder keng Aktivitéite méi konnten halen an déi erëm hunn dierfen opmaachen de 24. Abrëll, mee déi duerch dat ganzt Zoumaachen eng Perte vun hirem Chiffre d'affaires haten zwëschent dem 15. Abrëll an dem 15. Mee vu 50 %.

An dann déi drëtt Hypothees: Dat sinn déi Betriber, déi net hu mussen zoumaachen oder hir Aktivitéiten astellen an dann awer duerch déi ganz Ëmstänn eng Perte vun hirem Chiffre d'affaires kritt hu vu 50 %, an zwar an där selwechter Period vum 15. Abrëll bis de 15. Mee.

D'Perten, déi gi gekuckt par rapport zum Chiffre d'affaires mensuel moyen vun 2019. Da kënnt awer derbäi, an dat war eng Fro, do sinn Entreprisen, déi sinn eréischt nom Abrëll 2019 gegrënnt ginn, an do ass gesot ginn: „Jo, wéi kucke mer dann deenen hir Perten?" An do ass gesot ginn, do géif da vum 15. Abrëll 2019 bis de 17. Mäerz 2020 gekuckt ginn, wat fir eng Perte vum Chiffre d'affaires déi dann eventuell hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn lech elo e kuerzen Iwwerbléck iwwert déi wichtegst Punkten, déi an deene verschiddenen Avisen erakomm sinn. Dat Éischt ass den Avis vun der Chambre des Métiers, dann den Avis vun der Chambre de Commerces an natierlech den Avis vum Staatsrot. Fir all Detailer, well et si ganz technesch Avisen, verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport an dann och op déi eenzel Avisen.

Zu der Chambre des Métiers: D'Chambre des Métiers begréisst natierlech, dass déi Aiden elo iwwert d'Enn vun dem État de crise verlängert ginn. Si insistéiert awer, dass wierklech soll envisagéiert ginn, fir nach weider Aidë virzegesinn, well si fäert, dass, compte tenu vun der Situatioun, déi Aiden eventuell net géifen duergoen.

D'Chambre de Commerce reagéiert an där selwechter Richtung. Fir d'éischt begréisst se déi Aiden, wou se seet: „Déi direkt Subventiounen, déi sinn elementar, fir dem Secteur ze hëllefen." Och si insistéiert, dass soll envisagéiert ginn, eventuell nach weider Hëllefe virzegesinn.

D'Chambre de Commerce huet awer dann och ënnerstrach, dass de Krittär vun der Berechnung fir d'Perte vum Revenu vu 50 % misst ogelockert sinn. An dann insistéiert se an all hiren Avisen, et misst onbedéngt en Délai de réponse obligatoire an d'Gesetz ageschriwwe ginn - dat ass natierlech terribel coercitif -, et misst drageschriwwe ginn, wéini dann d'Regierungssäit misst op d'Demande vum Requerent äntweren.

De Staatsrot huet e ganze Koup Remarke gemaach, déi och ganz pertinent sinn. Fir d'éischt stellt e sech emol d'Fro, wat d'Pertinenz ass vun dësem Projet de loi, well déi Aiden, also d'Demandë musse bis de 15. Juli vun dësem Joer era sinn. Dann huet de Staatsrot sous réserve oder Menace vun enger Opposition formelle beanstandet, dass d'Period, déi soll berechent gi vun deenen neien Entreprisen, déi nom 14. Abrëll 2019 kreéiert gi waren, misst anescht berechent ginn, fir eeben déi Betriber net ze laiséieren. D'Classes-moyennes-Kommissioun huet deem Rechnung gedroen. Dat hu mer du verbessert.

Bei de Konditiounen, fir dass déi Hëllefe kënne kommen, war am initialen Text och virgesinn, dass Betriber géifen ausgeschloss gi vun deenen Aiden, déi keng Leit agestallt hätten, dat heescht d'ganz Mikroentreprisen. No Diskussiounen an der Kommissioun hu mer deen Oubli och nogeholl, an elo kënnen alleguerten déi Entreprisen, déi keng Leit agestallt hunn, och an de Genoss vun den Aidë kommen.

Op Urode vum Staatsrot hu mer dann och preziséiert, dass d'Verurteelung, déi ee riskéiert, kritt ze hunn, an déi dann dee Moment eng Exklusioun géif virgesinn, dass déi op dräi Joer no der Condamnatioun, wann déi Force de chose jugée oder décidée huet, limitéiert wär.

Dann huet d'Kommissioun och nach eng Diskussioun gehat, an ech mengen, dat ass wichteg fir sämtlech Projeten, déi elo nach géife kommen, déi éiweg Fro: Muss ee bei esou Demanden e Casier judiciaire bäileeën oder geet et duer, wann een eng Déclaration sur l'honneur mécht?

De Staatsrot huet hei bei de Societéiten, bei den Entreprisen u sech gefuerdert, et soll e Casier judiciaire derbäikommen. Mir hunn awer no Diskussiounen an der Kommissioun decidéiert, mir géife festhalen, dass eng Déclaration sur l'honneur géif duergoen, an dat aus zwee Grënn.

Éischtens: Momentan ass et esou, dass op guichet.lu an de Formulairen eng Déclaration d'absence de condamnation drasteet. Dat ass zwar elo juristesch e wéineg en extrat Déier. Dat ass weeder e Certificat nach e Casier, mee eng Déclaration sur l'honneur.

Mee et ass awer elo déi gängeg Verwaltungspraxis, dass op de Formulairen, wann d'Leit dat ausfëllen, si u sech eng Déclaration sur l'honneur maachen, an dann ass dat esou ugeholl ginn.

An deen zweete Grond: Mir schwätzen ëmmer vu Simplification administrative! Hei hu mer eng Méiglechkeet, fir dat ze konkretiséieren. Et muss een net op de Casier goen, fir en Extrait ze kréien, mee et kann ee sech selwer déi Déclaration sur l'honneur maachen. Do spuert ee ganz vill Zäit an och Administratives. Nach muss ee soen, dass d'Beamten, wann déi esou en Dossier traitéieren an do wär eng Suspicion légitime, dat heescht, déi géife mengen, et wär iergendwéi do gemauschelt ginn, dann hunn déi à tout moment d'Méiglechkeet, fir zousätzlech Stéchprouwen ze maachen oder nach zousätzlech Detailer ze froen.

Fir de Rescht hu mer natierlech de legisteschen Demandë vun dem Staatsrot Rechnung gedroen, wéi mer dat ëmmer maachen, well de Staatsrot meeschtens ganz pertinent Remarke mécht, deene mer follegen.

Här President, mir hunn hei séier, awer akribesch genau a ganz intensiv geschafft. A mir hunn et fäerdegbruecht, well et waren awer technesch Diskussiounen an technesch Rapporten, fir dat a kuerzer Zäit hinzekréien. Ech wëll dofir en häerzleche Merci soen dem Minister Lex Delles a senger ganzer Ekipp, mee och dem Staatsrot fir seng ganz konstruktiv a gutt formuléiert Proposen. An dann onse Membere vun der Commission des Classes moyennes en häerzleche Merci, well mir hate richteg gutt Diskussiounen, ech hunn lech et elo gesot, mir hu verschidde Saache completéiert an eventuell och riichtgebéit. An dann eisen zwee Sekretären, dem Timon Oesch an dem Gigo Lamesch en häerzleche Merci fir dësen Text.

Ech géif ëm ganz grouss Zoustëmmung bieden. An ech brénge natierlech den Accord vun der DP. Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Beissel. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- All Kris ass ze iwwerstoen. D'Fro ass just, wéi a wéini. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat hei ass eng Hëllef fir d'Betriber an et ass domadder och eng Hëllef fir d'Aarbechtsplazen. Mir hunn dës Woch déi nei Zuelen héieren, wat de Chômage ubelaangt, a mir wëssen, wann d'Betriber a Schwieregkeete kommen oder sinn, dass dat och en negativen Impakt huet op d'Aarbechtsplazen.

An dofir ass et gutt a richteg, de Betriber déi Hëllef ze ginn, déi d'Betriber brauchen, fir dass mer do d'Aarbechtsplaze kënnen erhalen. Ech erënneren nach eng Kéier un dat, wat ech en Dënschdeg gesot hunn: „Mir wëllen Aarbechtsplaze finanzéieren a kee Chômage!" An dofir ass et gutt a richteg, dass déi Primme kommen.

All Betrib soll gehollef kréien. An et ass do, wou mer e bëssen eng Diskussioun haten, den Här Delles kennt se auswenneg, d'Kolleegen an der Kommissioun och. Mir si mat der Definitioun net ëmmer esou ganz glécklech. Ech sinn awer frou, dass déi héich Kierperschaft, de Conseil d'État, eng aner Propos gemaach huet, wéi se am initiale Projet stoung. Et ass schonn e bësse méi no un dat erukomm, wat mir als CSV gefuerdert hunn a wat an der Proposition de loi, wéi den Här Mosar, den Här Gloden an den Här Roth se eraginn hunn, drastoung, wat mir als Definitioun léiwer gehat hätten. Da wier et nämlech nach méi kloer, wat fir eng Betriber dozou Urecht hätten oder net.

Wa mer elo schwätzen iwwer all déi Detailer, wou d'Madamm Beissel eis elo en exzellente Rapport gemaach huet an enger dach technescher Matière, dann erlaben ech mer awer nach eng Kéier, déi eng oder déi aner Remark ze maachen. Den Här Delles kennt se! Déi vun der Autorisation d'établissement, déi hunn ech scho gemaach.

Da géif ech och nach gären eng Kéier agoen op déi Saach vun den Dekonten, mat deene Jonken a mat deenen neie Betriber, wou eng Kéier dosteet de 15., eng Kéier dosteet de 17., wou och de Conseil d'État eng Opposition formelle gemaach huet, soudass mer d'Datumen hu musse réckelen.

An do drängt sech awer fir mech eng Fro op vis-à-vis vum Reglement. Do si jo schonn, wa meng Informatioune richteg sinn, mee dat kann den Här Minister eis soen, do si jo scho Refusen erausgaang vun deene Primmen, déi iwwert dat Reglement gefrot gi sinn. Net iwwert d'Gesetz, well d'Gesetz ass jo nach net do. Mee elo ass jo awer den Inhalt net méi dee selwechten. Elo si jo do bei deenen Datumen Ännerunge komm. Do ginn et aner Moyennen, well doduerch, dass een aner Deeg hëlt, gëtt et jo och aner Moyennen.

Wat bedeit dat? Sollen déi Leit eng nei Demande maachen? Well menger Meenung no kann dat méi favorabel fir d'Betriber sinn, an domadder wären déi Refusen dann net méi ginn. Ginn déi Betriber doriwwer informéiert, dass en neie Modus do ass elo mam Gesetz? Oder musse se dat an der Zeitung an an dem Public gewuer ginn? Ech weess, kee Mënsch ass dervu befreit, d'Gesetzer ze kennen. Mee da maache mer e ganz groussen Appell, dass all déi Betriber, déi e Refus kritt hunn, an där Form nach eng Kéier hir Demande solle maachen, well d'Krittäre geännert hunn a se domadder d'Méiglechkeet hunn, elo vläicht awer drënner ze falen, well d'Moyennen anescht gerechent ginn.

Dat, Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn déi Froen, déi mer eis stellen.

An da kënnt nach eng derbäi: Dat hei sinn net remboursabel Aiden. An ech géif de Minister bieden, opfuerderen, driwwer nozedenken, och eng Primm anzeféiere fir alleguerten déi Betriber, déi elo Schoulofgänger astellen, déi de 15. Juli hoffentlech mat engem Diplom an der Täsch kommen a ganz grouss Schwieregkeeten um Aarbechtsmaart wäerten hunn. Och do kéint een eppes maachen, fir de Betriber ze hëllefen, wa se Aarbechtsplaze kreéieren, fir dass mer eiser Jugend, déi elo fäerdeg gëtt mat der Schoul, eng Perspektiv ginn a fir dass mer se net ausgebilt hunn, fir dass se duerno doheem musse sëtze bleiwen. Och si kënnen net fir déi Kris, déi mer de Moment hunn, a mir sollen alles maachen, fir och deene Leit eng Perspektiv ze ginn, fir och deenen ze hëllefen, well dat ass d'Zukunft vun eis. Dat ass d'Zukunft vum Lëtzebuerger Land!

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Lockdown war fir jiddwereen eng ellen Zäit. Virop natierlech fir déi, déi krank waren, fir déi, déi isoléiert waren, a fir déi, déi ëm hir Existenz hu musse fäerten an nach haut fäerten. 32.000 kleng a mëttelgrouss Entreprisë gëtt et zu Lëtzebuerg. A fir vill vun hinnen ass d'Kris alles anescht wéi iwwerstan. An domat och net fir déi ronn 200.000 Leit, déi do schaffen.

De Mëttelstand gëtt jo esou gär an och zu Recht als Réckgrat vun eiser Ekonomie bezeechent. En ass dat effektiv och. An dofir hu mir alleguerten en ureegent Interessi drun, datt dat Réckgrat net nohalteg beschiedegt, mee am Géigendeel esou gutt wéi méiglech ënnerstëtzt gëtt mat engem adaptéierte Corselet. An an deem Sënn ass et eigentlech eng Selbstverständlechkeet gewiescht, datt d'Regierung esou en adaptéierte Corselet geschafen huet mat enger ganzer Panoplie vu Moossnamen, fir d'Ekonomie ze relancéieren. Neistart!

A gradesou normal war et, datt se fir d'PMEen, nach ier dee Pak vum Neistart ficeléiert war, direkt Subventiounen annoncéiert an ëmgesat huet, déi fir vill Betriber carrement iwwerliewenswichteg waren, eeben déi net remboursabel Hëllefe vu 5.000 respektiv 12.500 Euro, där hir Verlängerung mer haut stëmmen. A bei där Geleeënheet wëll ech der Rapportrice nach e ganz grousse Merci soe fir hiren exzellente Rapport.

Dass dat déi richteg Instrumenter waren, dat weisen d'Zuelen, déi d'Ministeren dës Woch virgestallt hunn. Iwwer 18.000 Aidendossiere goufe positiv aviséiert. A wann ech dat richteg nogerechent hunn, da waren et 84 Milliounen Euro, déi ausbezuelt goufen, just wat dës Aiden an déi fir d'Independantë betrëfft, iwwert déi mer herno nach wäerte schwätzen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Chambre de Commerce huet an hirem Avis en Delai gefrot, bis wéini eng Hëllef spéitstens soll ausbezuelt ginn. Ech verstinn dës Demande. Ech verstinn awer och, datt bei där enormer Zuel un Demanden, déi erakommen, d'Traitéiere vun den Dossieren e bësse méi laang dauere kann. Ech si mer sécher, datt déi zoustänneg Leit am Ministère alles maachen, fir esou séier wéi méiglech ze äntweren an och auszebezuelen.

Mam Projet vun haut kréien d'Entreprisë méi laang Zäit, fir déi erwäänte Subventiounen unzefroen, fir datt effektiv och e Maximum u PMEe se kënnen an Usproch huelen.

Här President, ech hoffen an ech mengen och, datt eis Wirtschaft sech séier erhëlt an datt déi meescht Betriber dës schwéier Zäit iwwerliewen, och wann et naiv wär ze mengen, et kéime keng Faillitten. Ech war awer och ganz frou, gëschter ze héiere vum Mëttelstandsminister, datt d'Demanden, d'Zuel vun den Demandë fir nei Handelsermächtegungen erëm ferm unzitt a geschwënn erëm um Niveau ass wéi virun der Kris.

Ech sinn och iwwerzeegt, datt de Mëttelstand wéi ëmmer Courage, Charakterstäerkt a Steeverméige wäert un den Dag leeën, Réckgrat wäert beweisen an dës Kris wäert meeschteren.

Dat gesot, ginn ech natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Closener. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Alleréischt wollt ech der Rapportrice e grousse Merci soe fir dee gudden Exercice, deen hei gemaach ginn ass; e schnellen Exercice. Mir haten an der Kommissioun e bësselche méi sportlech Momenter, esou wéi dat an all de Kommissiounen de Moment de Fall ass. Ech mengen, mir hunn dat gutt gemeeschtert. An ech si wierklech frou, ech géif dat allgemeng gäre soen, net just fir dëse Projet de loi, iwwert déi Zesummenaarbecht, déi mer hunn, fir hei wierklech virunzekommen an den Neistart, net just den Neistart Lëtzebuerg an dësem Kader, mee den Neistart postcorona esou gutt wéi méiglech ze meeschteren.

Wat mer musse kloerstellen am Kader vun dësem Projet de loi, dat ass, dass et sech net ëm eng nei Aide handelt, mee dass et sech kloer ëm d'Verlängerung vu verschiddenen Aiden, Direktaiden handelt. Déi Aiden, déi iwwerliewenswichteg waren, an och nach sinn, fir eis Betriber. An dofir ass et wichteg, dass mer dat weiderféieren an den Delai verlängert hu bis de 15. Juli.

Dann ass d'Fro opkomm: Jo, wat ass dann nom 15. Juli? Sinn dann eis Betriber ..., gi se da vergiess? An dat ass eebe carrement ... Also, et ass wichteg ze soen, dass dat net de Fall ass, well dat heiten ass ze gesinn am Kader vum Gesamtpaquet, mat all den Initiative ronderëm den Neistart Lëtzebuerg, deen eis Betriber, wéi gesot, a Postcoronazäite begleede sollen an déi och eng kloer Bereetschaft weisen, souwuel vun der Regierung wéi och vun der Chamber, fir hei Ënnerstëtzung ze bidden, wou se néideg ass.

Déi Froen, déi wäerte sech mat Sécherheet och nach eng Kéier Enn des Joers stellen, wann d'Bankmoratoiren auslafen, a wou dann och muss gekuckt ginn, ob déi néideg Mesuren dee Moment en place sinn, déi dee Moment dann och gebraucht ginn, an ob eventuell muss nogebessert ginn, falls néideg.

Wat ech nach wéilt umierken, dat ass, dass et - Stand 11. Juni - just 186 Demandë gouf fir Kreditter mat staatlecher Garantie; wann déi Zuel richteg ass. An dat weist eigentlech, dass de Worst-Case-Zenario net agetraff ass an dass d'Entreprisen zu engem ganz groussen Deel net hu missen op Kreditter zréckgräifen.

Dat ass och zu engem groussen Deel dorobber zréckzeféieren, dass déi Direkthëllefen, déi mir heimadder jo och verlängere wëllen, an och de Chômage partiel gegraff hunn. Esou konnten da bis elo iwwer 82 Milliounen un net remboursabelen Hëllefen u kleng a mëttelstänneg Entreprisen an Independanten ausbezuelt ginn. D'Zil war et, wéi schonn e puermol gesot, kee Betrib, keen Independant am Stach ze loossen, an, ech mengen, dat Zil hu mer zu engem ganz, ganz, ganz groussen Deel erreecht.

Mir begréissen als Gréng natierlech, dass d'Texter via dësen an och de kommende Projet de loi weidergefouert an och preziséiert gi sinn. Notamment wat d'Anticumulsreegelen ubelaangt an och d'Méiglechkeet, eeben eng Hëllef unzefroen op Basis vun enger Déclaration sur l'honneur. Dat alles huet d'Rapportrice jo am Detail erkläert.

An an deem Sënn, wéi gesot, ass dëse Projet de loi fir eis ganz begréissenswäert. An domadder ginn ech dann och den Accord vun eiser Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Mir als ADR begréisse béid Projeten a wäerte se och allebéid matstëmmen.

Et gëtt ee grousse Kritikpunkt fir eis, dee mer schonn ëfters gesot hunn, och d'Kolleege vun der CSV, dat ass déi Obligatioun vun der Autorisation d'établissement. Ech hat hei e Beispill genannt, wou Verschiddener gelächelt hunn, vum Ponyhaff, deen, par Definitioun, keng Autorisation de commerce huet, deen awer och gelidden huet an hei net konnt gehollef kréien.

A wann ech ganz gutt verstinn, datt am Stress, am éischte Stress vun der Urgence, vläicht net all Konsequenzen duerchduecht gi sinn, da muss ech soen: Elo, wou mer e Gesetzestext maachen, hätte mer ganz gutt kënne mam Aemooss soen: „Kommt mir maachen hei och dat doten op fir Betriber, déi eebe just keng Autorisation de commerce hunn, aus dem einfache Grond, well se keng brauchen." Ech bedaueren, datt dat hei net geschitt ass!

An da wollt ech ganz kuerz op meng Virriednerin agoen, d'Madamm Empain vun deene Gréngen. Et ass ëmmer schéin, wann een iwwer Saache schwätzt, déi mat dësem Text näischt ze dinn hunn. Mee da soll ee bei der Wourecht bleiwen.

Déi remboursabel Kreditter, datt déi net esou an Usproch geholl gi sinn, heescht net, datt mer kee Worst-Case-Zenario hunn. Ganz am Contraire!

Gott sei Dank hu mer d'Moratoiren! Dat war ee ganz gutt Instrument, wat d'Regierung agesat huet, an dat ass massiv benotzt ginn, soudatt Firmen iwwert déi éischt schlecht Zäiten iwwert d'Moratoiren ewechkoumen. An Dir wäert gesinn, an Dir wäert mech kee Ligener fannen, datt déi remboursabel Kreditter an enger zweeter Phas eng ganz grouss Roll wäerte spillen a ganz vill wäerten an Usproch geholl ginn. A mir als ADR si frou, datt déi Mesure, datt déi Méiglechkeet fir d'Betriber vun der Regierung geschafe ginn ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. D'Regierung huet an der Kris eng Aide d'urgence agefouert, fir kleng Betriber noutdürfteg iwwer Waasser ze halen. An elo freet se d'Chamber haut, ob mer d'accord sinn, datt den Delai, fir esou eng Aide unzefroen, ëm 15 jours ouvrables verlängert gëtt. Well dat ass den Inhalt: Bis de 15. Juli mécht et vum Akraafttriede vum Gesetz ongeféier 15, zimmlech genau souguer 15 jours ouvrables. Bon. Sou wäit, sou gutt. Dat ass an der Rei. A mir sinn d'accord, datt deen Delai ëm 15 Deeg verlängert gëtt a vottéieren dat och mat.

D'Fro, déi eis haut awer eigentlech beschäftege muss, ass, wéi mer all déi kleng Betriber schnellstméiglech nees un d'Rulle kréien. An do, muss ech soen, ass d'Äntwert vun der Regierung awer alles anescht wéi iwwerzeegend.

Fir unzefänken ass hiren Timing net un d'Urgence vun der Situatioun ugepasst. D'Regierung huet hire grandiose Relanceplang „Neistart Lëtzebuerg" den 20. Mee mat ganz vill Pomp virgestallt, mee mer stellen awer fest, datt déi zentral Mesurë fir déi kleng Betriber, nämlech engersäits de Fonds de relance an anerersäits déi Aide de redémarrage fir d'Commercer, viraussiichtlech nach Woche brauchen, bis se operationell sinn. Virun allem awer huet d'Approche vun deenen zwou Mesurë guer näischt mat Relance ze dinn. D'Regierung gesäit jo vir, iwwer e puer Méint de klenge Betriber, jee no Unzuel vu Salariéen, monatlech Zouschëss ze ginn. Dat ass awer keng Mesure fir d'Relance, dat ass eng Hëllef fir ze iwwerliewen.

Dir haalt domadder vläicht déi kleng Betriber esou just iwwer Waasser, mee dir relancéiert se net. Wann d'Regierung de klenge Betriber wierklech wëllt hëllefen an domadder déi dausenden Aarbechtsplazen nohalteg ofsécheren wëllt, da muss d'Regierung derfir suergen, datt d'Leit erëm an de Restaurant ginn, datt se erëm d'Handwierker bestellen an akafe ginn. An do geet och eng einfach Pub-Campagne vum Mëttelstandsministère leider net duer!

Här President, et ass keng Rocketscience. Déi wirtschaftlech Relance hänkt maassgeeblech dovunner of, ob d'Leit aus Angscht virun der Zukunft hir Suen ënnert d'Matrass leeën oder ob se mat Zouversiicht an d'Zukunft kucken a sech eppes leeschte wëllen. An et gëtt keng besser Méiglechkeet, fir bei de Leit déi Zouversiicht an d'Zukunft hierzestellen, wéi hinnen eng Stäerkung vun hirer Kafkraaft an Aussiicht ze stellen an dann natierlech och ëmzesetzen.

Ech hunn et schonn e puermol hei gesot an ech soen et och ganz gären nach eng Kéier: Mir mussen d'Demande ukuerbelen, wa mer déi kleng Betriber relancéiere wëllen. Souguer déi däitsch Regierung huet dat mëttlerweil verstanen, och wann ee sécherlech iwwer hir eenzel Mesuren, déi eenzel konkreet Mesuren natierlech streide kann.

D'lëtzebuergesch Regierung, do hunn ech awer den Androck, datt dee Message nach ëmmer net ukomm ass. Hire Refus, fir d'Steierbelaaschtung vun den einfache Bierger erofzesetzen, ass eng grondleeënd falsch Entscheedung an eisen Aen, déi eis am Endeffekt méi wäert kaschten, wéi se aspuert. Jo, schonn eleng déi Ukënnegung vum Finanzminister huet de klenge Betriber geschuet.

Mir fuerderen duerfir d'Regierung op, nach eng Kéier d'Besteierung vun der Aarbecht erofzesetzen, zemools fir déi ënnescht a mëttel Revenuen. A wann Der Angscht hutt virun engem méigleche Budgetsdefizit, ma da setzt am Géigenzuch d'Besteierung vum Kapital a gläichem Mooss erop. Esou stäerke mer d'Relance nohalteg, mir entschäerfen déi sozial Kris, mer hëllefen eise klengen a mëttele Betriber a mer erhalen domadder Aarbechtsplazen, a mer suerge gläichzäiteg nach fir ee Minimum u Steiergerechtegkeet hei am Land.

Donieft muss d'Regierung och iwwer eng Erhéijung vum Mindestloun an, dorunner gekoppelt, vum REVIS nodenken. Viru Kuerzem hunn an Däitschland honnerte vu Wëssenschaftler en Opruff un d'Bundesregierung ënnerschriwwen, fir de Mindestloun unzehiewen. Net trotz der Kris, mee wéinst der Kris!

Et ass e staarkt Signal, fir d'Vertraue vun de Privatstéit erëm hierzestellen, well de Mindestloun natierlech och eng Wierkung huet op alleguerten déi aner Salairen. An et gi ganz vill wëssenschaftlech Etüden, déi weisen, datt dat net zu manner, mee zu méi Beschäftegung féiert.

Vun de wirtschaftlechen Iwwerleeungen emol ofgesinn, denke mer, datt et och eng moralesch Obligatioun ass, deenen essentiellen Aarbechterinnen an Aarbechter no dem Applaus an der Fënster och endlech finanziell Merci ze soen.

Mat enger substanzieller Stäerkung vun der Kafkraaft géife mer all deene klenge Betriber nohalteg ënnert d'Äerm gräifen an d'Wirtschaft vun ënne relancéieren. An dat wier dat, wat mer dréngend bräichten.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, wärend dem État de crise goufen duerch de Règlement grand-ducal vum 25. Mäerz eng ganz Rei Hëllefe fir Betriber decidéiert. D'Zil vun dësem Projet ass et elo, déi verschidden Aiden, déi et gëtt, an engem Gesetz ze fusionéieren, fir d'Aide d'urgence temporaire bäizebehalen an nach e puer weider Méint zur Verfügung ze stellen.

Alles schéin a gutt, kann ee soen. Wieren do net eng Rei Schéinheetsfeeler, déi mer elo, leider, net behuewen hunn, ...

(Interruption)

... ier mer dat Gesetz hei elo stëmmen.

Betriber, déi wëllen an de Genoss vun dësen Aidë kommen, mussen hir Demande bis de 15. Juli agereecht hunn.

Här President, de 15. Juli, dat ass schonn net méi laang. Souwuel d'Chambre de Commerce wéi och de Staatsrot kritiséieren dësen Delai dofir och ferm a fuerderen, datt een hei nobessert an den Delai nach eng Kéier verlängert.

Ech mengen, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ee weess, viru wéi engen Erausfuerderungen d'Betriber am Moment stinn, da wier et nëmme fair, hei nozebesseren. Och mir Piraten sinn der Meenung, datt dräi Woche respektiv, wéi de Kolleeg Marc Baum et richteg gesot huet, 15 Schaffdeeg ze kuerz si fir Entreprisen, fir dës Aiden ze sollicitéieren.

Här President, hei kéinte mer méi kulant sinn. A mir hu jo nach virum 15. Juli Chamber a vläicht geschitt nach e Wonner am Interêt vun de Betriber!

Mir gesinn alleguerten, wéi staark d'Kris d'Entreprisen trëfft. Mir Piraten gesinn dat dofir änlech wéi d'Chambre de Commerce, déi verlaangt, datt weider Aidë solle geschafe ginn. Wëssend, datt d'Kris eeben esou schlëmm ass, wéi se ass.

Mir gesinn de Moment, wéi Betriber hir Aktivitéiten opginn. Ech mengen, mir sollten dat als Warnsignal gesinn. E Warnsignal, elo net op der falscher Plaz ze spueren. Well seele waren esou vill Horeca-Fonds-de-commercen um Marché ze kréie fir esou niddreg Montante wéi am Moment. Seele gouf et esou vill Betriber, déi a Schwieregkeete sinn.

Wien huet missen zoumaachen, an domadder direkt eligibel ass fir déi Aiden, a wien net, do ginn et och nach ëmmer keng méi konkreet Erklärungen. Et gëtt weiderhin op déi bestoend Texter verwisen. A mir wëssen alleguerten - an déi Diskussioun ass hei am héijen Haus gefouert ginn -, datt déi net ëmmer richteg oder stringent oder kohärent applizéiert goufen.

Et gi Betriber, déi krute vum Ministère op hir Demande fir eng Aide gesot: „Dir sidd net eligibel. Dir hätt kënnen opmaachen." Genau déi selwecht Betriber kruten awer vu Beamte vun der Police oder Douane gesot: „Nee. Dir musst zou hunn!"

Ech hat dozou eng Question parlementaire gestallt, well et eng Zäit laang d'Gerücht gouf, datt do de Code NACE gegollt hätt. Deem ass net esou, wéi de Minister mer op d'Question parlementaire 2158 geäntwert huet. Mee da froen ech: Wat waren dann déi konkreet Krittäre fir zouzemaachen, wann de Ministère op där enger Säit dat eent seet a Beamten, déi anere Ministèren ënnerstinn, muss ech éierlech soen, eppes anescht um Terrain gemaach hunn? Ech mengen, datt mer do an dësem Text hei hätte kënne méi prezis sinn an net nëmmen déi Konditiounen, déi mer elo festgeschriwwen hunn, huelen.

Da muss ee sech natierlech och d'Fro stellen: Wéi kënne mer d'Betriber méi séier ënnerstëtzen? Méi séier, well et ginn nach ëmmer keng Limitten, wéi séier de Ministère muss äntweren. Mir krute gesot, datt an deene leschte Wochen déi Äntwerten ëmmer méi zügeg erausgaange sinn an datt d'Beamten do och Heroesches geleescht hunn, datt dat séier geet - deenen och Merci gesot fir hiren Effort -, mee nach ëmmer kommen eenzel Dossieren zustanen, déi eeben eng ganz laang Zäit brauchen.

Entrepreneuren, déi an der Kris, wou et wierklech op all Dag an der Tresorerie ukënnt, wochelaang waarden, fir Aiden ze kréien, an domadder an enger Ongewëssheet sinn. Hei wär et gutt, wann een nach eng Kéier kéint eng Schëpp dropleeën.

Här President, iergendwou ass de Wuerm dran. An awer, mir Piraten begréissen dëse Projet de loi, well et ass absolutt néideg, eis Entreprisen, souwäit et geet, ze ënnerstëtzen. An awer hätte mer eis eebe gewënscht, datt et plazeweis méi wäit géif goen, generell méi Aiden zur Verfügung géife stoen a generell och d'Krittäre méi kloer wieren a méi oppe wieren, a schlussendlech, datt et natierlech séier geet. Ech weess, dat ass net ëmmer ganz trivial, an och dofir nach eng Kéier: Mir begréissen dëse Projet.

Eng lescht Fro, wou de Minister mer awer vläicht da kann drop äntweren: Wien ersetzt deene Betriber, déi laut dem Ministère hunn dierfen opbleiwen an awer vun de Forces de l'ordre zougemaach goufen, hir Perten, déi iwwert déi Aiden, déi se hei kënne kréien, erausginn?

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech fir unzefänken der Madamm Rapportrice villmools Merci soe fir dee ganz gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Et ass ganz gutt an den Ausféierungen erkläert ginn, wourop dëst Gesetz sech baséiert. Et geet eebe grad drëm, Hëllefen hei kënnen auszebezuelen. An ech wëll, well ech net ganz vill Zäit hunn, awer op déi sëlleche Froen agoen, déi gestallt gi sinn.

Jo, et geet hei drëm, dem Réckgrat vun der Ekonomie, d'Madamm Closener huet et nach eng Kéier ënnerstrach, eebe grad Hëllefe kënnen auszebezuelen. Et geet drëm, Hëllefe kënnen auszebezuelen, fir iwwert dës Zäit kënnen erauszekommen.

Jo, den Här Spautz huet et gesot, et gi Changementer am Gesetz par rapport zum Reglement. Majo, natierlech hu mer eis op d'Reglement baséiert. Dat war déi Base, déi mer haten, fir kënnen auszebezuelen. Wann do Refuse waren, déi sech elo op d'Gesetz baséieren, kënne se natierlech nach eng nei Ufro maachen. Ech kann Iech awer direkt soen: Et waren net ganz vill Refusen, déi op deem dote Volet waren. Mee natierlech kann ... Wann ee mengt, do wier eng Differenz, soll e ganz gären nach eng nei Demande maachen. Well da gëtt nämlech den Dossier net méi op Basis vum Reglement traitéiert, mee natierlech op Basis vum Gesetz traitéiert.

Et ass vun e puer Riedner ugeschwat ginn, et hätt een elo just 15 Deeg Zäit, fir d'Demande hei ze maachen. Jo, et huet een elo just nach 15 Schaffdeeg, fir déi Demande hei ze maachen. Mir schwätzen awer hei vun engem Reglement, wat et scho ginn ass, vum 24. Abréll. Dat heescht, et ass net, dass et elo nëmme 15 Deeg ginn, fir hei kënnen Aiden auszebezuelen. Mir schwätzen hei vu 15 Schaffdeeg, déi nach méiglech sinn, fir op Basis vum Gesetz déi Aiden auszebezuelen. Déi ganz Durée muss een awer kucken, déi ass vum 24. Abréll un. Also net esou, wéi et hei vläicht fälschlecherweis duergestallt ginn ass.

Et si ganz vill Aiden ausbezuelt ginn. Jo, mir schwätzen hei vu ronn 80 Milliounen Euro, déi als direkt, non remboursabel Hëllefen ausbezuelt gi sinn. An et war eng Diskussioun iwwert déi verschidden Hëllefen, déi et gëtt: d'Moratoiren, d'Staatsgarantien an natierlech déi direkt, non remboursabel Aiden. Hei si mer natierlech am Kader vun deenen non remboursabelen.

Mee do gëtt et och nach eng kleng Nuance: Mir schwätze vun deenen 80 Milliounen, déi non remboursabel ausbezuelt gi sinn. Et ginn awer donieft nach iwwert d'Avances remboursables u mëttelstänneg Betriber eng ronn 60 Milliounen Euro, déi als Avances remboursables ausbezuelt gi sinn. An ech mengen, dass do, esou wéi den Här Reding gesot huet, ganz vill verschidden Aiden, déi en place gesat ginn, aneneegräifen. Et gëtt natierlech d'Moratoiren, et gëtt déi direkt Hëllefen, et gëtt d'Avance-remboursablen, et gëtt de Chômage partiel. Also, et gesäit een, dass hei d'Regierung eng ganz Panoplie vu verschiddenen Aiden en place gesat huet, fir eebe kënnen all Secteur do ënnert d'Äerm ze gräife wärend dëser Kris.

Jo, wa mer dem Här Baum seng Remark huele vun der Relance: Jo, et gëtt e Volet vun den Aiden - vun den Aiden, wéi ech se elo grad nach eng Kéier ervirgestrach hunn. Bei der Relance gëtt et awer och verschidde Voleten, déi nach matspillen. Dat sinn éischtens emol ganz héich Investissementer, wéi et natierlech nach eng Kéier ënnerstrach ginn ass vun der Regierung, dass och weiderhin d'Investissementer héich wäerte bleiwen. Da gëtt et awer och eng Campagne „Smile Again", déi awer ganz wichteg ass, fir awer ze weisen ... Do gëtt et esou e klenge Button - ech weess net, ob den Här Baum dee scho kennt -, deen eebe grad och do nach eng Kéier soll weisen: Majo kuck, ech gi bei mäi Liblingsgeschäft, ech gi bei mäi Liblingshandwierker, ech ginn a mäi Liblingsrestaurant, fir och do erëm kënnen déi Sécherheet ze hunn.

Et gëtt d'Campagne „Safe to Serve" vun der Horesca, fir och do erëm eng Kéier kënnen de Client ze assuréieren: Hei an dësem Lokal gëtt drop opgepasst. Wann ech dohinner ginn, sinn ech a Sécherheet.

Et gëtt de Bong vu 50 Euro, wou d'Bréiwer d'nächst Woch wäerten erausgoen, fir och do erëm eng Relance ze hunn, dass d'Residenten an d'Frontalieren och sollen zu Lëtzebuerg an eng Structure d'hébergement goen, wat jo e ganzen Effet hannendrun huet. Net nëmmen de Bong, mee natierlech och well een op enger Plaz ass, et beweegt ee sech, et mécht ee vläicht Aktivitéiten, déi ee soss net mécht. Dat ass ee Volet vun der Relance.

Ech mengen, de Chômage partiel, dass deen ugepasst ginn ass, dass deen net kann ënnert de Mindestloun falen, ass ee Volet och dovun, dass solle Suen dobleiwen, dass een och ka Suen hunn. An dann déi verschidde Campagnen.

Den Här Clement huet gesot ..., jo, dat hunn ech net ganz verstanen: „Seele gouf et esou bëlleg an esou vill Horeca-Lokaler ze lounen, wou de Fonds ze kafen oder ze loune war."

Kënnt Der mer just, wannechgelift, déi Zuele ginn. Well ech kenne just anerer. Wann Der déi fonnt hutt am Verglach zu aneren, géif ech mech froen, op wéi eng Etüd Dir lech do baséiert. Well ech kennen déi net. An ech héieren och vum Secteur déi Saachen do net. Dat heescht, wann een esou Saache seet, wär ech just ganz frou ...

(Interruption)

Dir hutt dat jo doudsécher!

(Interruptions)

Dann d'Differenze vum éischte Reglement zum zweete Reglement. Dat éischt Reglement, dat war ... An ech mengen, do huet ee jo verschidde Saachen duerjerneegehäit. D'Krittäre beim éischte Reglement, fir kënnen déi Aiden auszebezuelen, dat waren déi, déi sech baséiert hunn op Fermeturen. Mir schwätzen hei vum zweete Reglement, wou et drëm geet, eng Perte vum Chiffre d'affaires vu 50 % oder méi ze hunn, wou mer dorophin d'Gesetz hei deposéiert hunn, fir eebe kënnen déi Hëllefen och weiderhin auszebezuelen. Dat heescht, dat sinn zwou verschidde Saachen.

An ech wëll och hei nach eng Kéier just soen, dass dat éischt Reglement souwuel fir d'Independantsaide 2.500 Euro wéi awer och déi éischt Aide fir d'Fermeturen - wou net d'NACE-Codë gekuckt gi sinn, well mer eis op d'Reglement baséiert hunn, wat d'Fermeturë gemaach huet -, och do, déi lafen aus. Dat heescht, mam État de crise wäert et déi zwou éischt Aiden net méi ginn. An dofir war et esou wichteg, dass mer déi heiten hunn.

Wa mer dann nach eng Kéier ganz kuerz just op den Delai kommen: Firwat bis de 15. Juli? Majo, fir do e Parallelismus ze maachen tëschent där éischter Aide an där zweeter Aide. Dat heescht, déi éischt Aide - 5.000 Euro - an déi zweet Aide, wat hei e Gesetz ass, wäerten duerno déi nämmlecht Durée hunn, wou ee kann d'Demande areechen. Dofir ass déi Durée esou.

Zu der Durée vum Traitement: Jo, mir hunn ... Am Ufank si mer iwwerschwemmt ginn. Et sinn eng ronn 18.000 Demanden erakomm. Wéi gesot, 135 Milliounen, déi iwwert d'Classes moyennes ausbezuelt gi sinn. An engem normale Joer hu mer 16, 17 Milliounen. Mir haten awer net vill méi Leit. Natierlech hate mer d'Leit aus dem Tourismus matgeholl a mir haten nach lénks a riets Hëllefen, fir kënnen auszebezuelen. Dofir gouf et eng Durée de traitement, déi gëtt et awer elo net méi.

Den Här Clement huet nach gesot, „[...] iergendwou ass de Wuerm dran", bei deenen Aiden, déi elo ausbezuelt ginn. Bei eenzelnen Dossiere kommen ëmmer nach Froen. Mir sinn där am Moment keng bekannt vun Dossieren, déi nei erakommen, an ech suivéieren déi awer. Vläicht hutt Der do Beispiller, fir mer déi da kënnen ze ginn.

Ech weess, dass déi Dossieren, déi elo erakommen, dat sinn der eng ronn 60 bis 80 den Dag, fir déi zweet Hëllef, 5.000 Euro, respektiv d'Aide pour indépendants kënnen auszebezuelen. A grad déi Dossiere sinn awer bannent enger Woch traitéiert.

Merci villmools!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Mëttelstandsminister Lex Delles. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung vum Projet de loi 7580. Den Text steet am Document parlementaire 7580[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7580 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Da maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par M. Gilles Roth), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7581 - Projet de loi relative à la mise en place d'un régime temporaire d'aide de minimis en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19

De leschte Punkt vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7581 iwwert den De-minimis-Hëllefsregimm, dës Kéier zugonschte vun de Fräiberuffler. An nach eng Kéier huet d'Rapportrice, d'Madamm Simone Beissel, d'Wuert. Madamm Beissel, wannechgelift.

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

Mme Simone Beissel *(DP), rapportrice*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ëm wat geet et bei dësem Projet? Och hei geet et drëm, fir déi zweet Krisenhëllef, déi d'Regierung fir d'Independantë via Règlement grand-ducal an d'Liewe geruff huet, iwwert d'Enn vum État de crise eraus ze verlängeren.

Et handelt sech hei konkreet ëm de Règlement grand-ducal vum 6. Mee, deen eeben eng nouvelle indemnité d'urgence certifiée en faveur vun den Travailleurs indépendants méiglech gemaach huet.

Vu - an ech kommen nach eng Kéier drop zréck - dass den État de crise nächste Mëttwoch, de 24. Juni, soll ophalen, ass et elementar wichteg, dass mer haut dëse Gesetzesprojet stëmmen, fir dass déi concernéiert Independantë kënnen nom 24. Juni nach virun hir Aiden ufroen, an dat bis de 15. Juli.

Ëm wat geet et hei? Souwéi bei deem Projet virdrun, dat ass ganz wichteg: Et geet ëm direkt Krisenhëllefen, net remboursabel a steierfräi. Déi Hëllefen, déi variéieren en fonction vum Revenu vun dem Independant a sinn zwëschent 3.000 oder 4.000 Euro pro Demande. 3.000 Euro - an ech simplifiéieren elo, well den Text ass ganz komplizéiert -, 3.000 Euro wann de Revenu méi kleng oder d'selwecht ass wéi 1,5-mol de Mindestloun; 3.500 Euro wann de Revenu d'selwecht oder méi kleng ass wéi 2-mol de Mindestloun; a 4.000 Euro wann de Revenu d'selwecht oder méi kleng ass wéi 2,5-mol de Mindestloun.

Wat muss een dann elo maachen? Wat muss een als Konditiounen erfëllen, fir dës Aiden ze kréien? Et muss een d'Konditioune vum, an dësem Fall ass et den Artikel 3, erfëllen. Dat heescht, et muss een de 15. Mäerz beim Centre commun de la sécurité sociale afiliéiert sinn. An da muss een natierlech, an dat variéiert, wéi gesot, och mat der Formulatioun zum Projet virdrun, déi néideg Konditiounen erfëllen, fir kënnen als Independant ze schaffen. An dat gëtt dann och dem Marc Spautz Satisfaktioun, well mir hate grouss Diskussiounen ëm d'Autorisation d'établissement oder generell d'Konditiounen, fir kënnen als Independant ze schaffen. An drëttens, dat hunn ech scho gesot, de Revenu muss méi kleng si wéi 2,5-mol de Mindestloun.

An dann: Den Independant, deen d'Demande mécht, muss beweisen, dass en duerch, awer nëmmen duerch de Coronavirus an d'Pandemie, déi da vum Covid-19 komm ass, an déi finanziell Situatioun oder d'finanziell Problemer erakomm ass.

Wéi gesinn elo d'Formalitéiten aus? Et muss een natierlech fir d'éischt e Certificat eraginn, dass een affiliéiert ass bei der Sécurité sociale. Da muss een en Dokument eraginn, wéi d'Assiette vun de Charge-socialle berechent gëtt oder, de Cas échéant, e Certificat de pension vun 2019. Da muss een en Dokument eraginn, an do komme mer erëm op dee selwechte Punkt, dat beweist, dass een als Independant en tant que tel dierf schaffen.

Dann d'Déclaration sur l'honneur, hu mer och hei an dësem Text festgehalen, dass een net condamnéiert ass. An dann, och wichteg, eng Deklaratioun, dass een net schonn aner Aides de minimis an de leschten zwee Joer kritt huet.

Här President, zu den Avisen, do hu mer erëm eng Kéier den Avis vun der Chambre des Métiers, den Avis vun der Chambre de Commerce an natierlech den Avis vum Staatsrot. Hei och verweisen ech op d'Detailer vu mengem schrëftleche Rapport an zu de gutt fournéierten Avise selwer.

D'Chambre des Métiers begréisst natierlech hei och, dass dës Aidë weidergefouert ginn iwwert d'Enn vum État de crise. Se seet och erëm eng Kéier: „Oppassen, vläicht missten nach zousätzlech Hëllefe kommen!" A si verweist, an dat huet se iwwerhaapt an hirem Avis zum Projet virdrun och gemaach, op hire Plan global de relance mat 36 konkreete Propositiounen, wéi dem Secteur ka gehollef ginn.

D'Chambre de Commerce fir hiren Deel, erëm eng Kéier, begréisst déi zousätzlech Aiden an d'Verlängerung dervun. Se seet och: „Wannechgelift envisagéiert, eventuell weider Aidë virzegesinn." Si beanstant awer, oder regrettéiert, dass déi éischt Aide vun 2.500 Euro net duerch dëst Gesetz nach eng Kéier kéint widderholl ginn. A si freet awer och, oder regrettéiert, dass et net méiglech wär, iwwert de Seuil vun 2,5-mol de Mindestloun dann awer an de Benefiss vun dësen Aiden ze kommen.

Finalement - an dat ass, wéi gesot, d'Leitmotiv, dat selwecht wéi an dem Avis virdrun - freet d'Chambre de Commerce erëm, dass géif en Délai de réponse obligatoire an d'Gesetz geschriwwe ginn, an deem d'Regierung also misst dem Requerant op seng Demande Récksprooch ginn.

Fir de Conseil d'État. De Conseil d'État, anescht wéi bei dem Projet virdrun, beanstant direkt, dass keng Anticumulbestëmmung an dësem Text steet. Anticumulbestëmmung, dat heescht, dass misst u sech kënne verhënnert ginn, dass een ënnert dem Règlement grand-ducal déi éischt Aide ugefrot huet an, le cas échéant, kritt huet an dann no dem Règlement grand-ducal, wann dëst Gesetz a Kraaft wär, déi selwecht Aide nach kéint eng zweete Kéier ufroen. D'Kommissioun huet zesumme mam Minister ... Mir hunn dësen Oubli constatéiert a mir hunn dat direkt am Text derbäigesat, dass also elo eng Reegel fir den Anticumul virgesinn ass.

Dann huet d'Kommissioun och d'Formulatioun iwwerholl, déi definéiert, dass eebe just net muss fir dee ganze Secteur vun den Independanten eng Autorisation d'établissement virleien, mee dass just einfach d'generell Konditiounen, fir dass ee kann als Independant schaffen, mussen erfëllt ginn.

An d'Kommissioun huet an dësem Projet erëm eng Kéier an der Diskussioun iwwert d'Déclaration sur l'honneur déi selwecht Attitüd gehat wéi mat dem Projet de loi virdrun. Et geet duer, eng Déclaration sur l'honneur ze maachen. Wéi gesot, nach eng Kéier: All Kéier wann d'Suspicion legitimm ass, kann de Beamten, deen den Dossier traitéiert, natierlech nach weider Elementer nofroen, fir dass net gemauschelt gëtt.

An, wéi gesot, nach wéi virdrun, an ech ginn do net méi drop an: Et sinn déi selwecht zwee Grënn - éischtens, d'gängeg Praxis mam Guichet.lu an, zweetens, d'Simplification administrative -, déi d'Kommissioun derzou beweegt hunn, fir bei der Déclaration sur l'honneur ze bleiwen.

Mat de legistesche Propositioune vum Staatsrot ware mer och allegueren averstanen, well mir wëlle jo de beschtméiglechen Text och an de franséische Formulatioune bréngen.

Här President, ech sinn elo schonn zum Enn komm. Ech hu gekierzt, well mir hu ganz vill d'selwecht Iwwerleeung gehat an deenen zwee Projeten. Ech mengen, nach eng Kéier vu menger Säit aus de ganzen Ekippen, déi hei gehollef hunn, fir dass mer schnell, awer mat seriöer Preparatioun an uerdentleche Formulatiounen dësen Text awer och de Rapport konnte finaliséieren, en häerzleche Merci.

Ech bieden ëm Är staark Ënnerstëtzung a gi bien entendu hei och den Accord vun der DP-Fraktioun.

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Beissel. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt e grousse Merci un d'Madamm Beissel fir deen ausféierlechen an detailléierte Rapport.

Déi global Approche, déi ech scho virdru gemaach hunn, gëllt och hei. Ech wëll awer nach zweemol op en Detail agoen.

Ech hu lo wärend eiser Debatt eng SMS kritt. Do steet dran: „Du kriss e Casier judiciaire genausou séier wéi eng Déclaration sur l'honneur. Wann s de en deen een Dag ufrees, hues de en och den zweeten Dag." Dat war jo eng Diskussioun bei eis an der Kommissioun, wou se soen: „Du hues en den Dag drop." Domadder wier dat och net eng Verzögerung ginn, mee en ass direkt do. Well dat kanns de haut an Zwëschenzäit och elektronesch ufroen. A wann s de e siche gees, kriss de e souguer nach dee selwechte Moment.

Dofir erlaben ech mer, déi Remark nach eng Kéier ze maachen. D'Kolleegen aus der Kommissioun wëssen, dass mer do e bëssen, ech wëll net soen hannertenee gerode waren, mee eng kleng Diskussioun driwwer haten.

Da begréissen ech och d'Definitioun betreffend d'Independanten. Do ass ëmmer erëm eng Diskussioun mat enger Autorisation de commerce oder net mat enger Autorisation de commerce. Dofir ass dat hei elo e bësse besser, mee ech soen nach eng Kéier: Ech ginn nach eng Kéier op d'Proposition de loi a vu mengen dräi Kolleegen, wou et nach an eisen Ae méi kloer definéiert war.

A fir de Rescht, wëll ech awer soen, ass et gutt, dass mer den Independanten hëllefen, ass et gutt, dass mer déi Primm ausbezuelen. An duerfir ginn ech och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. Ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Francine Closener.

Mme Francine Closener *(LSAP)*.- Villmools merci, Här President. Ech wëll der Rapportrice och e ganz grousse Merci soe fir och dëse ganz ausféierlechen an exzellente Rapport.

Hanner all klenger a mëttelstänneger Entreprise stoung oder steet en Independant. Eng Persoun, déi sech zu engem gewëssene Moment selbststänneg gemaach huet, vill Risiken op sech geholl huet, sech getraut huet, an dat an enger Gesellschaft, déi jo quasi gär Vollkasko hätt. Duerfir: Trau dech!, dat ass wichteg. Trau dech!, dat soll och no der Kris nach ëmmer gëllen.

Lëtzebuerg ass ugewisen op innovativ an dynamesch Käpp, op seng Entrepreneuren, eebe seng Independanten. Si innovéieren, si beliewen eis Wirtschaft, a virun allem schafe se Aarbechtsplazen. Duerfir musse se och a schwieregen Zäiten ënnert d'Äerm gegraff kréien. Dat huet d'Regierung gemaach. Dat mécht se mat dësem Projet.

Mir brauchen, mir wëllen zu Lëtzebuerg staark Independanten! Ouni si gëtt et keng Wirtschaft, keng Steieren, kee Sozialstaat. Si verdéngen eis Ënnerstëtzung an eise Respekt. An deem Sënn ginn ech natierlech och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Closener. Da wier et un där honorabeler Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng)*.- Jo. Villmools merci och, Här President. Och hei nach eng Kéier e grousse Merci un d'Rapportrice, déi hei och de Kader gutt gestach huet par rapport zum Projet de loi, dee mer virdrun ofgestëmmt hunn. Et handelt sech, wéi gesot, hei nach eng Kéier ëm direkt, net remboursabel, steierfräi Aiden, déi awer dës Kéier dann, wéi gesot, op d'Independantë gemënzt sinn, déi hei separat an engem separate Projet de loi extra betruecht ginn. An ech ka mech dann natierlech och der Rapportrice hiren Ausféierungen uschléissen.

Et gëtt zu Lëtzebuerg ëm déi 28.000 Independanten. Dat si vill Leit, déi vun dësem Gesetz betraff sinn. An dat si Leit, déi, wéi d'Madamm Closener och gesot huet, e Risiko geholl hunn, fir sech selbststänneg ze maachen, fir fir sech eng Aarbechtsplaz ze schafen, eventuell och fir aner Leit Aarbechtsplazen ze schafen. An och si dierfen hei an däser Kris net ënnert d'Rieder kommen.

Stand 9. Juni waren ëm déi 2.270 recevabel Demandë fir d'Indemnité d'urgence vun 2.500 Euro agereecht ginn an 2.585 Demandë fir d'Aide directe supplémentaire bis 4.000 Euro. Wat och weist, wéi ville Leit heimadder konnt ënnert d'Äerm gegraff ginn. Dat sinn, wéi gesot, ganz konkreet Direkthëllefen, déi den Independanten direkt zeguttkommen an déi, wéi gesot, och net mussen zréckbezuelt ginn.

Wichteg ass hei, nach eng Kéier drop zréckzekommen, well et jo do och bei deenen éischten Aiden e bësse Tumult ginn ass respektiv vill Froen, déi opkomm sinn, dat ass, dass et sech un all d'Independante riicht. Och un déi, déi fir den Exercice vun hirer Funktioun keng Autorisation de commerce brauchen.

Voilà. Ech mengen, et ass alles dozou gesot. Vun dohier géif ech dann heimadder och den Accord vun der grénger Fraktioun ginn a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Empain. Da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Dëse Projet de loi kënnt den Independanten zegutt. Iwwert den État de crise eraus sollen d'finanziell Hëllefe fir déi Selbstständeg, déi opgrond vun der Kris a Schwieregkeete koumen, maintenéiert ginn. Mir kennen alleguer d'Poleemik ëm d'Independanten, déi wärend der Kris opgrond vum Här Minister Kersch sengen Aussoen ausgebrach ass. Ech wëll dat och net nach eng Kéier hei am Detail oprullen, ma et revoltéiert mech am Nachhinein schonn, ...

Une voix.- O.

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... wann ech elo gesinn, a wéi enger Situatioun vill vun deene Fräischaffende sinn.

Här President, ech si selwer Independant, meng Fra ass Independant. Dofir erlaabt mer, datt ech mech ëmmer erëm wonneren, wéi wéineg Bewosstsäin awer fir d'Situatioun vun den Independanten herrscht, a virun allem och wivill Independantë sech selwer net bewosst sinn, wat et heescht, Independant ze sinn.

Et geet net duer ze soen: „Mir sinn eng Start-upnation a mir wëllen nei Entreprisë förderen." Et muss een dat och Dag fir Dag weisen.

An ech zitéieren do elo ee Beispill, wat weist, oder, besser gesot, zwee Beispiller, déi weisen, wou dat awer e bëssen ze kuerz kënnt.

Mir hunn, am Kader vun den Aidë vun dëser Kris, de Fit-4-Resilience-Projet lancéiert. De Fit-4-Resilience-Projet soll et Entreprisen oder Independanten erlaben, sech Berodung ze huelen, wéi se méi resilient fir eng zukünfteg Kris kënne ginn. Dat kléngt op den éischte Bléck super.

Beim méi genauen Hikucken heescht dat awer, datt déi Hëllefe just ausbezuelt ginn, wann ee sech Hëllef sicht bei engem vun de konventionnéierte Partner vun deem Projet. An do ass et dann erëm vill méi komplizéiert, datt nei Independanten, nei kleng Entreprisen eligibel sinn, fir konventionéiert ze ginn, wéi déi bestoend. Et kënnt hei also aus enger gudder Iddi, et ginn d'Sue schlussendlech awer bei etabléiert Berodderfirmen.

An och beim Fit 4 Start ass et net esou, datt do all Firma sech ka konventionéiere loossen. Beim Fit 4 Start - erëm esou ee Fit 4, dat ass jo e beléiften Term zu Lëtzebuerg - ass et esou, datt verschidde Kategorië vu Firme guer net méi als konventionéierte Partner ugeholl gi mat der Begrënnung, et géifen der scho genuch ginn.

Ma do stellen ech mer d'Fro: Ass et un engem staatlech finanzéierte Projet ze entscheeden, wie seng Servicer a wéi engem Secteur däerf offréieren oder ob en net vun engem staatlech finanzéierte Projet gesot kritt: „Ma nee, da musst Der Iech vläicht ëmorientéieren a vläicht aner Servicer offréieren, fir datt Der kënnt vun dësem Programm profitéieren."

Ech fannen, datt dat immens schued ass an datt dat weist, wéi wéineg u sech eis dru geleeën ass, fir nei Firmen an alle Secteuren ze ënnerstëtzen. A genau do ass de Wuerm - ech hunn et virdru schonn eng Kéier gesot -, genau do ass de Wuerm dran: an all deenen Aiden an all deene Programmer, déi mer maachen.

Et ass ëmmer erëm - an der Informatik seet een - den Happy Path. Et ass dee Wee, wou mer déi mannsten Objektioune gesinn. Et ass dee Wee, wou et am einfachsten ass, et ze erklären. Et ass awer net dee Wee, wou mer déi eenzel Fäll, déi vläicht net genau an de Raster passen, erfaassen.

Et sinn e puer Beispiller vu villen, datt mer zu Lëtzebuerg nach wäit vun där sougenannter Grënnerkultur ewech sinn. Sécherlech, et ass begréissenswäert, wa mer mat dësem Projet de loi weiderhin Independanten ënnert d'Äerm gräifen. Besser den Aascht fält wéi de Bam. Mir maachen hei just dat Néidegst. Och bei dësen Aidë falen erëm eng ganz Partie Leit duerch de Raster. Et ass nun emol esou, datt Flexibilitéit net ganz groussgeschriwwe gouf.

Virun allem, Här President, musse mer an Zukunft awer och verstäerkt kucken, de Problem vun der Schäiselbststännegkeet an de Gréff ze kréien, déi sech grad elo an Zäite vun Teletravail nach eng Kéier wäert verschäerfen. Mir mussen d'Freelancer besser encadréieren, se vu virera sensibiliséieren, wat net nëmmen hir Rechter, mee och hir Flichte sinn, fir datt mer verhënneren, datt d'Leit, déi sech lancéieren, schlussendlech net nohalteg kënne wirtschaften, well se verschidde Konditiounen net um Schierm hunn.

Mat dësem Projet hei weise mer, datt eis d'Independanten net egal sinn, datt mer se net ganz vergiess hunn. An awer bleiwen nach Efforten ze maachen. Domadder ginn ech awer trotzdeem den Accord vun de Piraten fir dëse wichtege Projet.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, nach eng Kéier den Här Mëttelstandsminister Lex Delles.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech och bei dësem Projet de loi der Madamm Rapportrice villmools Merci soe fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport, dee se gemaach huet. Ech mengen, et ass ganz vill zu dësem Text gesot ginn. Et ass also eng weider Aide, déi fir d'Independanten ass. Eng zweet, déi hei gemaach gëtt.

An och do nach eng Kéier de Rappell: Déi éischt Aide, 2.500 Euro, wäert mam État de crise auslafen. Dofir ass et esou wichteg, dass mer hei e Gesetzesprojet hunn, fir déi zweet Aide Independant, 3.000, 3.500 oder 4.000 Euro, kënnen auszebezuelen, och iwwert den État de crise eraus.

Ech wëll awer nach ganz kuerz just op déi verschidde Remarken agoen. An do ass just eng, dat ass déi vum Här Clement. Ech fannen d'Generaliséiere vu verschiddene Saachen ëmmer schwiereg, besonnesch wann ee seng Argumentatioun opbaut op ee Programm, Fit 4 Resilience, dee vu Luxinnovation gemaach gëtt.

Et gëtt eng ganz Rëtsch Fit-4-Programmer. Zum Beispill de Fit 4 Digital Packages, e ganz neie Programm, deen awer op ass fir jiddwereen, deen och iwwer Luxinnovation ofgewéckelt gëtt. Ech fannen et just generaliséierend, wann ee seet: „Well bei Luxinnovation Verschiddener net kënne materakommen, ass et ganz schwéier hei zu Lëtzebuerg, Independant ze ginn." Dat gesinn ech net esou. An d'Zuele schwätzen och fir sech.

Vun 2018 op 2019 si ronn 5 % méi Autorisation-d'établissementen ugefrot ginn. An och do si mer eeben amgaangen, drun ze schaffen, den Delai ze verkierzen, fir och do nach anescht, méi séier kënnen ze verfueren. Ech mengen, dass hei zu Lëtzebuerg ganz vill souwuel fir d'Startuppe wéi och fir d'Independantë gemaach gëtt. Ech mengen awer, wat wichteg ass, an do ginn ech Iech Recht, Här Clement: Et kann een ëmmer nach méi maachen. An d'Regierung schafft och natierlech drun, och an dëse Beräicher nach méi ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Mëttelstandsminister Lex Delles. Et ass nach eng Fro do vum honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Parole après ministre, well ech hei ugeschwat gouf. Ech mengen, datt de Minister mech falsch verstanen huet, wéi ech vun de Fit-4-Programmer geschwat hunn. Ech hunn net gesot, datt et doduerjer schwéier ass, fir Independant zu Lëtzebuerg ze ginn. Ech hunn drop higewisen, datt et staatlech subventionéiert Programmer sinn, déi entscheeden, a wéi engem Feld ee kann an deem Programm aktiv ginn. Dat heescht, datt ee gesot kritt: „Wann s de an deem Feld bass, wou mer schonn ze vill Leit hunn, da bass de net méi eligibel." Dat wollt ech kloerstellen.

An dat Zweet ass, de Minister huet elo grad d'Autorisations d'établissement ugeschwat, e bëssen en Dada vu mir. Well ech rezent erëm hautno erliewe konnt, datt eng Autorisation d'établissement, wou de Virgängerminister Étienne Schneider eng Kéier op enger Table ronde gesot huet: „An dräi Deeg ass dat méiglech", a wou ech schonn e puermol nogefrot hunn, erëm rezent erliewe konnt, datt eng Autorisation d'établissement, déi just eng Transcriptioun war vu enger bestoender op eng nämmlecht Aktivitéit, just vun Indépendant en nom propre op eng Société commerciale, dräi Woche gebraucht huet.

Et huet eng Woch gedauert, bis den Accusé de réception op myguichet do war. Ech mengen, do ass nach e wäite Wee ze maachen. An ech begréissen, datt de Minister seet: „Mir schaffen drun." An ech hoffen, datt mer séier dru schaffen, well dat ass wierklech eppes, wou de Schong bei enger ganzer Rëtsch vun Independanten dréckt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. An ech ginn d'Wuert direkt zréck un den Här Mëttelstandsminister.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes.*- Jo, villmools merci. Ech wëll, an ech schwätzen net ze laang, just ganz kuerz eng kleng Reaktioun dodrop ginn.

Mir sinn am Moment bei ronn, an der Moyenne, 9,4 Deeg, fir eng Autorisatioun kënnen auszestellen. Jo, mir schaffen dodrun. Normalerweis, wann d'Delaie méi laang sinn, dann ass et ganz oft, well eng Pièce nach feelt.

Et ass virdrun awer scho beim éischte Projet de loi gesot ginn: Et mierkt een awer elo schonn, dass bei eis d'Autorisation-d'établissementen ëmmer erëm méi ugefrot ginn. A mir si bal um Stand vu virun der Kris. Also, et gesäit een, dass och do bei den Autorisatiounen erëm eng Relance, wéi den Här Baum se virdru genannt huet, do ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Minister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7581. Den Text steet am Document parlementaire 7581[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7581 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par M. Gilles Roth), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass den nächste Méindeg, moies um néng Auer.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 12.09 heures.)

Le saviez-vous ?

LÉGISLATURE

La législature est la période pour laquelle sont élus les députés. Elle a en principe une durée de cinq ans à moins qu'il n'y ait d'élections anticipées.

ENQUÊTE PARLEMENTAIRE

L'article 64 de la Constitution réserve à la Chambre le droit d'enquête qui lui confère la possibilité d'entendre des témoins et de consulter des experts pour réunir des éléments d'information sur une question d'intérêt public. La Chambre exerce ce droit par une commission formée en son sein. L'exercice du droit d'enquête est réglé par la loi du 27 février 2011 qui a abrogé l'ancienne loi du 18 avril 1911. La commission, ainsi que son président, peuvent prendre toutes les mesures d'instruction prévues par le Code de procédure pénale.

VOTE DE LA LOI

La Chambre des Députés se prononce sur les projets et propositions de loi dans le cadre de plusieurs votes. Un projet ou une proposition de loi peut être soumis au vote par division sur demande de cinq députés au moins. Si des modifications ont été adoptées, la Chambre procède ensuite au second vote réglementaire sur ces amendements après que le Conseil d'État a donné son avis à leur sujet. Ce vote tient son nom du fait qu'il est prévu par le Règlement de la Chambre. L'étape suivante concerne le vote sur l'ensemble du projet ou de la proposition de loi. Finalement, au moins trois mois après le vote sur l'ensemble, le second vote constitutionnel achève l'œuvre législative de la Chambre. Néanmoins, la Chambre, avec l'accord du Conseil d'État, peut décider de se dispenser de ce second vote constitutionnel.

Présidence : M. Fernand Etgen, Président • M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Fernand Etgen, Président*
2. Discours de M. le Président
   - *M. Fernand Etgen, Président*
3. Communications
   - *M. Fernand Etgen, Président*
4. Ordre du jour
   - *M. Fernand Etgen, Président*
5. 7606 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments
   - *Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo*
   - *Discussion générale : M. Claude Wiseler (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, Mme Martine Hansen et M. Gast Gibéryen) - M. Gilles Baum - M. Georges Engel (interventions de Mme Martine Hansen, M. Claude Wiseler, Mme Octavie Modert, M. Marc Spautz et M. Claude Haagen) - Mme Martine Hansen - M. Mars Di Bartolomeo (dépôt de la motion 1) (intervention de M. Gilles Roth) - Mme Josée Lorsché (dépôt de la motion 2) - M. Roy Reding - M. Marc Baum - M. Sven Clement - M. Jeff Engelen*
   - *Prises de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - Mme Martine Hansen (parole après ministre) (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel) - M. Claude Wiseler (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert (intervention de M. Claude Wiseler)*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
   - *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
6. Question urgente n° 2424 de Mme Martine Hansen concernant la fin des classes séparées
   - *Mme Martine Hansen (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel)*
7. 7607 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les activités sportives, les activités culturelles ainsi que les établissements recevant du public, dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19
   - *Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo*
   - *Discussion générale : M. Jean-Marie Halsdorf - M. Gilles Baum - Mme Josée Lorsché - M. Jeff Engelen - M. Sven Clement - M. Laurent Mosar (dépôt de la motion 1)*
   - *Prises de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (intervention de M. Laurent Mosar) - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de Mme Martine Hansen et M. Claude Wiseler)*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel (interventions de Mme Martine Hansen, M. Claude Wiseler et M. Marc Goergen)*
8. 7606 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments (suite)
   - *M. Fernand Etgen, Président*
9. 7607 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les activités sportives, les activités culturelles ainsi que les établissements recevant du public, dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 (suite)
   - *Mme Martine Hansen*
10. 7606 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments (suite)
    - *Motion 2 : M. Claude Wiseler - Mme Josée Lorsché*
    - *Vote sur la motion 2 modifiée (adoptée)*
11. 7607 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les activités sportives, les activités culturelles ainsi que les établissements recevant du public, dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 (suite)
    - *Vote sur la motion 1 (rejetée) (interventions de M. Marc Goergen, M. Gast Gibéryen, M. Michel Wolter, Mme Lydie Polfer, M. Laurent Mosar, M. Sven Clement, Mme Simone Beissel et M. Mars Di Bartolomeo)*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Paulette Lenert et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président*.- Léif Kolleegen a Kolleegen, ech maachen d'Sitzung op.

2. Discours de M. le Président

Den État de crise geet sengem Enn entgéint. D'Regierung hat den 18. Mäerz den Noutstand ausgeruff fir zéng Deeg. Duerno huet d'Chamber eestëmmeg de Krisenzoustand fir dräi Méint verlängert bis de 24. Juni Mëtternuecht. Dat ass iwwermuer.

De Krisenzoustand wäert dann automatesch eriwwer sinn. D'Kris ass awer nach net eriwwer. A vill Efforte wäerten awer nach néideg sinn, fir all d'Konsequenzen ze bewältegen. Doweinst stëmme mer haut wichteg Gesetzer, grad ewéi mer dat d'lescht Woch an an deene Woche virdru gemaach hunn.

D'Unanimitéit, fir de Krisenzoustand vun Enn Mäerz bis iwwermuer ze verlängeren, war awer kee Chèque en blanc fir d'Regierung. Ech si stolz drop, datt d'Chamber solidaresch a konstruktiv mam Executif an och mam Staatsrot ganz enk zesummegeschafft huet an dat awer och op eng ganz kritesch Aart a Weis gemaach huet.

D'Chamber ass nieft hirer legislativer Funktioun och hirer Kontrollfunktioun nokomm um Niveau vun der Conférence des Présidents an dem Bureau vun der Chamber grad ewéi um Niveau vun de Kommissiounen. Och duerch ganz vill Questions parlementaires, d'Froen an d'Hannerfroen, duerch Aktualitéitsstonnen an Debate gouf dem Parlament seng Kontrollfunktioun wouergehoII.

Ech wëll Iech alleguer Merci soe fir Ären demokratesche Reflex, alles, wat d'Regierung gemaach a proposéiert huet, esou akribesch ënnert d'Lupp ze huelen. An ech wëll och der Administratioun parlementaire en häerzleche Merci soen. Am Haus selwer war et méi roueg, well bal jiddereen am Teletravail war. Ganz vill vun eisen iwwer honnert Mataarbechter hu wärend Méint awer e Kräiz iwwer hire Schlof gemaach, fir datt d'Deputéiert hir politesch Aarbecht konnte maachen. Näischt war onméiglech.

Schonn e puer Deeg ier den État de crise ausgeruff gouf, war eng Nott iwwert den État de crise do. E Visiokonferenzsystem, dee mer net haten, gouf vun haut op muer en place gesat. Ganz vill sanitär Sécherheetsmesuré goufe geholl. D'Chamber huet sech ufangs iwwer verschidde Säll verdeelt, fir kënnen ze fonctionéieren, ier mer dunn an de Cercel geplënnert sinn, woufir ech och dem Lydie Polfer an der Stad Lëtzebuerg e grousse Merci wëll soen.

Nach ni goufen et esou vill parlamentaresch Reunioune wéi an deene leschte Méint. Dat muss alles organiséiert a geplangt ginn, logistesch an och legistesch. An och um internationalen Niveau huet d'Chamber weider fonctionéiert a mir hu Kontakt konnten hale mat de Parlamenter an Europa an doriwwer eraus. E ganz besonnesche Merci gëllt haut eisem Kommissiounsservice, dem Chef vum Kommissiounsservice, dem Laurent Besch, grad wéi der Secrétaire-administrateur Patricia Pommerell fir hiren onermiddlechen Asaz um Niveau vun der Santéskommissioun.

Den exzellente President vun der Santéskommissioun wäert dat bestëmmt och nach eng Kéier ënnersträichen. Dat kann net oft genuch ënnerstrach ginn.

Besonnesch ervirhiewe wëll ech awer och eisen neie Generalsekretär Laurent Scheeck, dee seng nei Missioun mam Ufank vun dëser Krisenzäit ugefaangen huet. Dat nennt een „an d'äiskaalt Waasser gehäit ginn"! Hien huet awer d'Chamber op eng magistral Aart a Weis duerch dës Zäit gefféiert a war eng exzellent Stäip fir jiddereen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools! Dat war en exemplareschen Engagement un der Spëtzt vun der Administratioun vum éischte Pouvoir.

Ech wëll alles dat net mat Superlative beschreiwen. Ech wëll hei mäi Respekt ausdrécken. Et ass einfach schéin ze gesinn, datt jiddereen ouni ze zécken eng voll Bereetschaft beweist, wann et wierklech drop ukënnt. Ech wëll Iech Deputéiert a Mataarbechter alleguer Merci soen, datt Dir eis Demokratie an eis Institutioun oprechterhalen a gestäerkt hutt. Merci fir Ären Asaz. Merci fir Är Solidaritéit, fir Är Kritik. Ech sinn iwwerzeegt, datt mer alleguer aus dëser Kris méi grouss erauskommen.

Plusieurs voix.- Très bien!

3. Communications

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn. D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 22 juin 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) La proposition de révision de la Constitution suivante a été déposée à l'Administration parlementaire :

***7620** - Proposition de révision de l'article 32 de la Constitution*

Dépôt : M. Roy Reding, Député, le 16.06.2020

3) Les demandes de pétition publique et la demande de pétition ordinaire suivantes ont été déposées :

***1623** - Demande de pétition publique : Schoulzäiten a Maison-relais-Zäiten esou bäibehale wéi an der Zäit vum Covid-19*

Dépôt : Magali Funez, le 12.06.2020

***1624** - Demande de pétition publique : Toutes les entreprises doivent, à partir d'un chiffre d'affaires assez élevé, engager un certain nombre de salariés*

Dépôt : Claire Gutenkauf, le 13.06.2020

***1625** - Demande de pétition publique : Place pour garer la voiture*

Dépôt : Marcelo Filipe Figueiredo Sequeira, le 13.06.2020

***1626** - Demande de pétition publique : Intégration des avances sur les impôts/recalculs annuels d'impôts dans le salaire mensuel pour les couples imposés collectivement - Integrierung der Steuervorschüsse in den monatlichen Gehaltszahlungen für gemeinschaftlich besteuerte Paare*

Dépôt : Olivier Buschmann, le 15.06.2020

***1627** - Demande de pétition publique : Un système pour le remboursement des frais de vétérinaire - Eng Zousazversécherung fir d'Déieren*

Dépôt : Christophe Grisius, le 15.06.2020

***1628** - Demande de pétition publique : Abolir les dates obligatoires des congés collectifs dans le secteur du bâtiment*

Dépôt : Léandre Halbout, le 15.06.2020

***1629** - Demande de pétition publique : Das Erhalten der Schulgruppen A und B*

Dépôt : Miriam Kesselhut, le 16.06.2020

***1630** - Demande de pétition publique : Umstellung von Kleingeräten mit Verbrennungsmotoren zur Garten-, Wald- und Wegepflege auf Elektrobetrieb - Conversion des petits appareils à moteur à combustion pour l'entretien des jardins, des forêts et des chemins au fonctionnement électrique*

Dépôt : Carl-Egbert Stever, le 16.06.2020

***1631** - Demande de pétition publique : Extension du catalogue d'autorisation et de remboursement de la CNS pour inclure les méthodes de traitement alternatives et la naturopathie*

Dépôt : Carl-Egbert Stever, le 16.06.2020

***1632** - Demande de pétition publique : Les uniformes à l'école*

Dépôt : Beatriz Alves, le 16.06.2020

***1633** - Demande de pétition publique : Conversion de tous les véhicules de service et de livraison jusqu'à 3,5 t au fonctionnement électrique d'ici à la fin de 2025*

Dépôt : Carl-Egbert Stever, le 16.06.2020

***1634** - Demande de pétition publique : La lutte contre la pollution par des mégots de cigarettes*

Dépôt : Jean-Pierre Santer au nom de Pickitup Luxembourg a.s.b.l., le 18.06.2020

***1635** - Demande de pétition ordinaire : Schoulzäiten*

Dépôt : Lynn Jung, le 14.06.2020

***1636** - Demande de pétition publique : Pour la création d'un système d'auto-dépistage des infections sexuellement transmissibles (IST)*

Dépôt : Eleanor Surbey, le 20.06.2020

***1637** - Demande de pétition publique : Sauvegarde d'urgence de maisons et immeubles d'avant 1950 du pays au caractère architectural du pays*

Dépôt : Emmanuel Hanus, le 20.06.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. 7606 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments

Mir fänken d'Sitzung vun haut de Moie mam Projet de loi 7606 iwwert d'Aféierung an d'Verlängerung vun enger Rei Mesuren am Kader vun der Covidpandemie un. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Claude Wiseler, den Här Gilles Baum, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Roy Reding, den Här Sven Clement an den Här Jeff Engelen. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, léif Matbiergerinnen a Matbierger, merci dem President fir d'éischt fir déi exzellent Aleedung.

Normalerweis wären haut d'Virfeiere vun Nationalfeierdag um Programm. Déi fannen dëst Joer net statt oder just a symbolescher Form. Och d'Feierlechkeete vun eisem Nationalfeierdag hu missen ofgesot ginn. An de Virus huet an deene leschte Méint eist soziaalt, ekonomescht a berufflecht Liewen op d'Kopp gestallt. An trotzdeem gëtt et haut Grond, sech e bëssen ze freeën, net mat Freedefeier oder mat Halligalli, mat grousse Manifestatiounen, mee mat Famill a Frënn.

De Krisenzoustand leeft de 24. Juni op Mëtternuecht aus. An haut solle mer déi Gesetzer diskutéieren, déi eisen Ausstig aus dem Krisenzoustand an den Astig a méi Normalitéit solle begleeden.

Déi Gesetzer brauche mer, well och wann de Krisenzoustand ausleeft de Virus nach ëmmer do ass. Dat gesäit een, wann een iwwert d'Grenz kuckt. Et gesäit een et och bei deene schwankenden Ustiechungszuelen a virun allem, wann ee kuckt, wou déi Zuele vun Ustiechungen hierkommen.

Niewebäi bemierkt, hätte mer haut fir d'éischt sollen iwwert de Projet 7605 diskutéieren, mat deem de Krisenzoustand abrogéiert gi wär, oder d'Gesetz iwwert de Krisenzoustand abrogéiert gi wär. Mee well den État de crise souwisou iwwermuer ausleeft, also op de Punkt vun deene maximalen dräi Méint, war dee Projet net méi onerlässlech oder souguer noutwendeg an d'Regierung huet en zu Recht zréckgezunn.

Här President, viru bal genee dräi Méint, et war den 21. Mäerz, stoung ech als Rapporter vum Gesetzesprojet 7534 mat zidderege Knéie virun Iech, fir de Krisenzoustand, dee vun der Regierung e puer Deeg virdrun ausgeruff gi war, ëm maximal dräi Méint ze verlängeren. Et war dat dat wäitreechendst Gesetz, dat mir zënter dem Zweete Weltkrich hei an der Chamber an Applikatioun vum Artikel 32 (4) vun eiser Verfassung mat enger Zweedrëttelmajoritéit hu misse stëmmen, well säit Woche bei eis an an der Welt dee Virus - deem säin Numm een net méi kann héieren oder scho bal net méi kann héieren, well en engem laang nogelaf ass, a mer sinn amgaang, en ofzehänken - vill Leit krank an dout gemaach huet an et kee Medikament, keen Impfstoff géint deen onsiichtbaren a winzegen, mee brutale Krankheetserreger gëtt.

De Covid-19 ass verantwortlech fir déi schlëmmst weltwäit Gesondheetskris säit der Spuenescher Gripp vun 1919. Am Krisenzoustand krut d'Regierung duerfir d'Vollmacht, fir do schnell ze reglementéieren, wou an normalen Zäite Gesetzer noutwendeg sinn, déi, egal wéi schnell mer sinn, méi Zäit brauchen. A gleeft mer, an der leschter Zäit ware mer schnell, mee net esou schnell, wéi mer am Ufank jiddefalls vun der Kris hätte misse sinn.

D'Suitte kennt Dir. An ech hu se am schrëftleche Rapport am Detail opgezeechent. Lëtzebuerg huet am Ralenti, jo, deelweis mat enger Vollbremsung fonctionéiert, wann ee vun deene Secteuren ofgesäit, déi mat formidabelem Asaz derfir gesuergt hunn, dass alles gemaach gouf, wat méiglech war, fir eis Gesondheet ze erhalen oder erëmzekréien, fir eis Versuergung mat deem, wat wichteg war, ze sécheren, bref, déi noutwendeg Servicer ofzesécheren.

Hinnen all - ob Mataarbechter aus dem Gesondheetssecteur oder déi Leit, déi eis mat Liewensmëttel versuergt hunn, Uerdnungskräften, Hëllefsservicer, déi Beschäftegt aus Ekonomie, Schoul, Hygiènedéngschter, Administratiounen, Gemengen, Staat, Benevoller - eise Respekt, eis Unerkennung an Dankbarkeet.

A Kolleeginnen a Kolleegen, si hu vill geklappt kritt. Ech mengen, dat wär och haut en Ulass, wou mir dat selwecht kéinte maachen, wann Der wëllt.

(Applaudissements)

Mir dierfen hinnen dat no der Kris net vergiessen. An no deem verdéngten Applaus och hei am Haus musse mer Fakte schafen. An deenen dräi Méint ass vill geschitt an et huet richteg wéigedoen, éischtens, well ganz vill Leit schlëmm krank goufen oder gestuerwe sinn, awer zweetens och, well d'Land als solches mat senge Leit gelidden huet duerch Krankheet, Deelzäitaarbecht, Schléissung, Existenzen, déi um Spill stinn. Haut kann a muss ee soen, datt mer richteg gehandelt hu virun dräi Méint, a glécklecherweis zu deem richtegen Zäitpunkt.

Duerch déi resolutt Moossnamen, déi um politeschen Niveau decidéiert goufen, duerch déi beispilllos Solidaritéit an den Zesummenhalt, duerch dee Kraaftakt, dee mer gemeinsam gepackt hunn, gesi mer Liicht um Tunnel, mee mir sinn nach net um Enn vum Tunnel. An Ofwiesenheet vun engem Géigemëttel ware mir selwer mat eisem Verstand - jiddefalls bal all - déi beschte Waff géint deen heimtückesche Virus.

Säit e puer Woche gesäit et aus, wéi wa mer dee Krankmécher am Grëff hätten: D'Zuel vun den Infektiounen ass niddreg, d'Zuel vun den Doudesfäll ass stabill bei null ..., loosse mer Holz upaken! Eise solidaresche Gesondheetssystem ass erëm an normale Regimm an d'Regierung huet an deene leschte Woche munches erëm opgemaach: de Bau, d'Schoulen, d'Commercen, d'Spillplazen, d'Restauranten, d'Caféen, an ech hale mat der Opzielung op, well ganz vill Saachen erëm, mat méi oder manner Oplagen, versteet sech vum selwen, fonctionéieren. A mir hunn zesumme Moossname getraff, fir deene vun der Kris am schlëmmste Getraffenen ënnert d'Äerm ze gräifen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamber huet zwar der Regierung déi Spezialpouvoire ginn, mee sech ni ausgeklinkt, am Contraire. D'Jalonen hate mer scho mat eiser gemeinsamer Motioun vum 21. Mäerz gesat, wou mer d'Regierung opgefuerdert haten, sech am Wocherhythmus mat eis ze konzertéieren an eis schnellstméiglech iwwer all Ännerung an Evolutiounen ze informéieren, déi nächst Schrëtt mat eis duerchzediskutéieren an ze preparéieren.

D'Regierung huet sech doru gehalen an ass mindestens eng Kéier d'Woch mat eisem Bureau an der Presidentekonferenz zesummekomm, insgesamt 18-mol an deenen dräi Méint. Sou vill Kontakt zwëschent Parlament a Regierung hunn ech an deene 35 Joer, wou ech dobäi sinn, net erlieft. Ech mengen, dat war wichteg, richteg, nëtzlech, noutwendeg.

D'Chamber ass mat groussem logisteschen Opwand - de President huet zu Recht dorop higewisen - voll operationell bliwwen an huet hir legislativ Aarbecht an hir Kontrollfonctioun voll iwwerholl. An deenen dräi Méint hate mer 189 Kommissiounssëtzungen, 21 Plenarsëtzungen an hu méi wéi 60 Gesetzer gestëmmt. Och dozou e speziellt Kapitel an eisem Rapport.

Déi ganz Lëtzebuerger Gemeinschaft an déi Leit, déi op Lëtzebuerg schaffe kommen, am Gesondheetssystem besonnesch staark vertrueden, hunn et fäerdegbruecht, dem Virus säi Liewensnerv ze blockéieren, hunn derfir gesuergt, dass eise Gesondheetssystem ni iwwerfuerdert war, d'Logistik no Ufanksengpäss gutt fonctionéiert huet, siehe Tester, siehe Masken an esou weider, an datt eist Land wéinst sengem Krisemanagement, eist Land a seng Leit selbstverständlech, Luef kritt huet.

Ech huelen nëmmen ee Beispill eraus. D'Editioun vum 10. Juni vum „Le Monde", enger vun deene beschten Zeitungen op der Welt, seet, titréiert: « Au Luxembourg, une stratégie anticipée et réussie de lutte contre Sars-CoV-2 », a weider: « Le [...] Luxembourg aura sans doute été le laboratoire d'une gestion efficace des risques liés au Covid-19. » Wann dat e Luef ass, da muss en u jiddwereen heibannen a jiddwereen dobaussen, dee verstanen huet, ëm wat dass et hei geet, weidergeleet gi mat engem grousse Merci.

Duerch dee gemeinsamen Asaz sinn haut déi dräi Haaptkonditiounen erfëllt, déi laut Weltgesondheetsorganisatioun an Europäeschem Zentrum fir ustiechend Krankheeten noutwendeg sinn, fir d'Gesellschaft erëm opzemaachen: Éischtens, ganz niddreg Infektiounszuelen, do si mer ukomm. E Gesondheetssystem, dee prett ass. Deen ass prett! E seriöe Suivi - „Tracing", wéi dat heescht -, deen Anormalitéiten direkt ka weisen, wann de Virus erëm géif wakereg ginn. Och deen hu mer, ouni App, mee mat groussem mënschlechen Asaz.

Elo dann zum Detail vum Gesetzesprojet 7606.

Plusieurs voix.- A!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Kolleegen, ech mengen, déi ausseruerdentlech dräi Méint, déi mer hannerun eis hunn, waren e puer Wuert wäert. An dat, wat nach dozou ze soen ass, fannt Der am schrëftleche Rapport vun der Kommissioun ganz am Detail. Mir wäerten iergendeng Kéier dorop zréckblécken als eng Zäit, wou mer eis bewäert hunn a vun där mer hoffen, dass se net méi erëmkënnt.

Also elo den Detail vum Gesetzesprojet 7606, deen den 29. Mee deponéiert gouf an deen d'Santéskommissioun iwwer wäit Strecke mat der Commission de la Justice analyséiert, amendéiert an zesumme mam Conseil d'État an der Regierung verbessert huet.

D'Chamber huet hei voll hir Roll gespillt, och wann d'Delaie knapp waren, huet sech iwwer 20 Stonnen an ëm déi 10 Sëtzunge geholl, fir seriö parlamentaresch Aarbecht ze leeschten. Kolleegen, mir hunn heimat d'Lat héich gehaangen a bei ganz wichtege Projeten däerfe mer eis heirun inspiréieren. Majoritéit an Oppositioun zesumme mat der Regierung hu gutt Aarbecht geleescht. Merci der Gesondheets- an der Justizministerin an hire Mataarbechterstief, merci awer och eise Leit an der Chamber, un der Spëtzt d'Patricia Pommerell, de Laurent Besch, de Laurent Scheeck, an de Mataarbechter aus de Fraktiounen, eiser Fraktioun, dem Nadine Entringer, fir dee groussen Asaz bis an d'Nuecht heiansdo eran, fir dass mer d'Pabeieren erauskréien.

Merci och de Kolleegen aus deenen zwou Kommissiounen. Dir hutt esou gutt geschafft, dass mer dat Gesetz eigentlech zesumme misste stëmmen. Mee dat ass wuel nëmmen e fromme Wonsch vun Ärem Rapporter. An ech mengen, och jee nodeem ..., och egal wéi de Vott ausfält, mir hunn alleguer zesummen d'Gefill vun enger gutt gemaachtener Chambersaarbecht. Duerfir soen ech Iech Merci, deenen aus der Gesondheetskommissioun, deenen aus der juristescher Kommissioun. An hei war et net ee géint deen aneren, mee mir hunn doru gewonnen, dass d'Kompetenz a Saache Santé an d'Kompetenz en matière juridique zesummegetraff sinn. Merci, Kolleeginnen a Kolleegen!

Eise Rapport gëtt en Iwwerbléck iwwert den internationalen an de Verlaf vun der Krankheet hei zu Lëtzebuerg, wou mer iwwer 4.000 Leit hunn, déi krank gi sinn, a leider - leider, an eis Gedanke si bei de Familljen! - 110 Doudesaffer. An der Welt sinn aacht Millioune Leit - an der Zwëschenzäit sinn et der scho warscheinlech erëm vill méi - ugestach ginn, eng hallef Millioun Doudesaffer.

D'Zil vun dësem Projet de loi ass et, nom État de crise de Relais ze huelen an eng Partie Reegelen a Mesurë festzehalen, fir Ustiechungen an d'Verbreedung vum Virus och weider ze verhënneren.

Ech erspueren Iech d'Lëscht, wat mer an der Zwëschenzäit scho vu Schrëtt ënnerholl hunn, fir d'Gesellschaft erëm méi opzemaachen. Dat fannt Der detailléiert am Rapport.

Nom totale Confinement an no virsiichtege Schrëtt an den Deconfinement mat lues a lueser Ännerung vun der Philosophie vun der Strategie si mer vun enger Approche vum Verbuet mat Ausnamen elo nees a Richtung Fräiheet mat eenzelnen Aschränkungen ënnerwee, mat Obligatiounen, fir de Schutz vun der Gesondheet vun der Populatioun ze garantéieren. Et ass eng Approche vu Vertrauen a Responsabilitéit fir sech selwer a fir déi Leit, déi ronderëm ee liewen.

D'Haaptmesuren a Reegele sinn d'Obligatioun, fir de Mondschutz, ob dat eng Mask oder aner Mondschutze sinn, am ëffentlechen Transport an op alle Plazen a bei Aktivitéiten, déi Public empfänken, ze droen. Ausname vun der Obligatioun, fir d'Mask unzedoen, gëlle fir de Chauffer am ëffentlechen Transport, wann eng Distanz vun zwee Meter agehale ass oder de Chauffer duerch eng aner Separatioun ofgetrennt ass, Ausnam fir Kanner ënner sechs Joer, fir Kanner ënner 13 Joer, wa se dobausse sinn, Ausnam ënner Persoune vun deem selwechten Haushalt a Persoune mat engem Handicap, mat enger Behënnerung, wa se eng entspriechend Erklärung respektiv en entspriechende Certificat vum Dokter hunn.

Aschränkunge gëllen och bei organiséierte Versammlungen: „rassemblements". Do gouf et Stëmmen, mir sollten dat méi genee definéieren. Ech muss soen, ech hunn iwwerall nogesicht, bei der WHO, beim ECDC, déi si gradsou klug wéi mir. A Versammlunge sinn einfach Leit, déi zesummekommen. An do gëtt et den Ënnerscheed tëschent spontan zesummekommen an organiséiert zesummekommen. Hei geet et ëm déi organiséiert Treffen, déi iwwer 20 Persounen am ëffentleche Raum an op Plazen, déi fir de Public zougänglech sinn. Do gëllt déi duebel Konditioun, dass d'Leit musse Sëtzplazen hunn an zousätzlech eng Distanz vun zwee Meter anhalen oder eng Mask unhunn.

D'Konditioun, dass d'Leit musse sëtzen, gëllt net bei Demonstratiounen. Dat fräit Recht fir ze demonstréiere spillt also nees voll a ganz. Dat ass eng Grondfräiheet. Mee och do: Virsiichtsmoossname si gebueden.

Här President, sidd e bëssen indulgent mat mir, well ech presentéiere gläichzäiteg ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Eng Motioun!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- ... och d'Motioun, wou ech den Optrag hat, dat am Numm vun der Kommissioun ze maachen, an déi och op ass fir Ënnerschrëften, wou ech schonn d'Zouso vun enger Rei vu Kolleegen hunn. Mee si ass op fir d'Ënnerschrëften. Et geet ëm d'Reform vum Gesetz vun 1980.

Am Projet de loi gëtt et keng Bestëmmunge méi fir de private Beräich. Well et gëtt keng Aschränkunge méi do, well de Conseil d'État sot, dass et verfassungswiddreg ass, dass mer an d'Privatsphär géifen agräifen, a mat enger Opposition formelle gedrot huet. Ech muss soen, dass een dat versteet, mee och do gëtt et keng Ursaach, fir sech de Batti ze stellen. An och wann doheem aner Reegele gëlle wéi dobaussen, da soll een op deen aneren, op sech an op seng Famill oppassen. Enorm, enorm wichteg!

Also am Resümmee: keng legal Limitatioun am Privaten, mee eng staark Recommandatioun, fir d'Gestes barrières an d'Hygiène anzehalen a grouss Usammlunge vu Leit ze evitéieren am Prinzip, soss generell d'Mask, wann zwee Meter Distanz net anzehale sinn. Ausnamen, déi an eng aner Richtung ginn: ëmmer Mask am ëffentlechen Transport, Lieux ouverts au public an Ausname bei de Kanner, dobannen, dobaussen, entweeder 6 oder 13 Joer.

De Projet de loi gesäit fir de Fall vun enger Infektioun oder fir Leit, déi e grousse Risiko hunn, dass se infizéiert sinn, Mesurë vir, fir weider Ustiechungen ze verhënneren. Fir Persounen, déi e grousse Risiko hunn, dass se sech ugestach hunn, decidéiert den Direkter vun der Santé eng Quarantän vu siwen Deeg mat nom fënneften Dag engem Test. Wann d'Persoun géif refuséieren, esou en Test maachen ze loossen, gëtt d'Quarantän nach emol ëm maximal siwen Deeg verlängert.

Fir Persounen, déi erwisenermoossen infizéiert sinn, ass et en Isolement vu 14 Deeg mam Verbuet fir erauszegoen. Selbstverständlech, wann een e Gaart huet an do net a Kontakt mat anere Leit kënnt, gëtt een do net agespaart. Dës Mesure ka maximal zweemol erneiert gi bei engem neie positiven Test.

Fir de Fall, wou déi betraffe Persoun sech net ënner gudde Konditioune kann doheem oder soss enzwousch a Quarantän oder Isolement setzen, kann dës Persoun och mat hirem Averständnis op enger anerer Plaz oder Struktur d'Quarantän oder den Isolement verbréngen. Bei enger Quarantän oder engem Isolement kritt déi betraffe Persoun selbstverständlech e Krankeschäin, wa si ee brauch. D'Mesurë vun der Quarantän an dem Isolement sinn direkt ze applizéieren. De Projet de loi gesäit awer e Recours vir, fir wann een net d'accord mat deene Moossnamen ass.

Fir de Fall, wou eng infizéiert Persoun refuséiert, sech ze isoléieren, an domat riskéiert, hir Matmënschen unzestiechen, gesäit de Projet de loi de „confinement forcé" vir an definéiert am Detail d'Prozedur, wéi d'Aktioun vun der Direktioun vun der Santé mat hire Professionelle mam Pouvoir judiciaire zesummespillt, fir dass, obwuel een net zur Vernonft kënnt, déi perséinlech Rechter, d'Grondrechter net verletzt ginn.

Dat war dee Punkt, deen am meeschten diskutéiert ginn ass, och wann déi klengste Warscheinlechkeet besteet, dass et iwwerhaapt antrëtt. D'1980er Gesetz huet eng änlech Prozedur virgesinn. A 40 Joer ass déi Dispositioun

nëmmen eng Kéier - eng eenzeg Kéier! - appliéiert ginn.

Et ass kloer, dass esou eng Zwangsmoossnam nëmmen am extreem extreemste Fall unzewenden ass! Domat ass jiddwereen d'accord. Et muss awer och jiddwereen kënne verstoen an et muss jiddwerengem aliichten, dass dee staark Infizéierten, dee Schwéierkranken zwar Fräiheeten huet, Grondfräiheeten huet, mee zu deene Grondfräiheete gehéiert net d'Recht, fir anerer unzestiechen!

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Dat kann net sinn!

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Dat ass kee Grondrecht! Et ass e Recht, fir gesond ze bleiwen, e Recht op Gesondheet. Et ass kee Recht, fir anerer unzestiechen. An dofir gëtt et a mengen Ae keng Fräiheet, fir wéi eng Virusbomm a fräier Landschaft ze lafen, wëssentlech, wëllentlech, a sech all Versuch, fir sech selwer hëllefen ze loossen, net wëllen ze ënnerzéien. Och do muss d'Allgemengheet sech wiere kënnen. Dat ass eng Evidenz, déi iwwer laang Strecken am ëffentlechen Debat net esou zum Droe komm ass.

Ech wëll soen, dass d'Kommissiounen hei eng gutt Viraarbecht geleescht hu fir dat, wat mer an Zukunft als Reform vum 1980er Gesetz solle maachen. Well hätte mer hei näischt gemaach, hätt dat 80er Gesetz gespillt. An zumindest bei den Delaien ass dat Gesetz ongënschteg - ganz ongënschteg! - fir déi Betraffen.

Well dëse Projet nëmmen ee Mount zur Uwendung kënnt a mir och wann dës sanitär Kris eriwwer ass eng adaptéiert Prozedur brauchen, hunn ech am Numm vun der Kommissioun, am Optrag vun der Kommissioun eng Motioun preparéiert, déi zur Ënnerschrëft fräi ass. Ech hu se deene verschiddene Fraktioune gëschter am Laf vum Nomëtteg zoukomme gelooss, fir dass si se kënne liesen. Et sinn och schonn eng Rei vu Kolleegen, déi ugekënnegt hunn, dass se géifen ënnerschreiwen. Ech kréie just vum Kolleeg Claude Wiseler gewisen: Hien ënnerschreift se am Numm vun der CSV mat. Dat ännert näischt un de Positioune vun deene verschiddene Parteien, mee hei war e kloren Optrag vun der Kommissioun.

Ech ginn net an den Detail iwwert déi Prozedur. D'Zäit leeft mer fort. Ech ginn dervun aus, dass d'Madamm Justizminister respektiv d'Gesondheetsministesch dorop agoe wäerten.

D'Chamber insistéiert, aneschters wéi de Conseil d'État, dass se iwwert dës Prozedur reegelméisseg vum Direkter vun der Santé informéiert gëtt. De Staatsrot war éischter der Meenung, dass dat net noutwendeg wär. Mir sinn der Meenung, dass mer en A sollen dodrop halen. Dat ass net onwichteg, well et awer eng agräifend Prozedur ass.

Just ganz am Telegrammstil: E weidere Volet vum Projet erlaabt am Fall vun enger Pandemie, Medikamenter ze importéieren, déi nach keng Autorisation de mise sur le marché hunn, hir Effikassitéit awer bewisen hunn.

D'Strofbestëmmungen, déi de Projet enthält, si ganz limitéiert a betreffen nëmmen d'Netbeuechtung vun de Schutzmoossnamen an den Artikelen 2 an 3. Si kënne mat Amendë vu 25 bis 500 Euro beluecht ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Particularitéit vun dësem Projet ass seng Lafzäit vun engem Mount. No deem Mount geet et weider. An duerfir gëtt et zwou prioritär Aufgaben: éischtens, direkt awer zesummen a groussem Dialog iwwer e Pandemiegesetz ze diskutéieren a fir d'Zukunft fir eng Ofléisung fir dat 1885er Gesetz ze suergen, respektiv eng aner Prioritéit, fir d'1980er, amendéiert 2015er Gesetz eng Kéier kritesch ënnert d'Lupp ze huelen.

D'Chamber, wéi déi éischt Iddie komm waren, fir an der Krisenzäit e Pandemiesgesetz ze maachen, also aus der Hëft eraus, war der Meenung, dass dat dee falsche Wee wär. Mir sollen eis dofir Zäit loossen. An duerfir hu mer eis an eisem Gesetz op dës Epidemie limitéiert. Bon, dat ass scho méi wéi genuch.

Här President, just nach ee Wuert zu deene villen Avisen, déi dëse Projet begleet hunn. Dir fannt en detailléierte Resümmee am schrëftleche Rapport a wichteg Elementer dovun am definitiven Text erëm. Ech wëll virun allem och dem Conseil d'État fir seng konstruktiv an extreem schnell Propositioune Merci soen.

Als Konklusioun just dat heiten: Mam Enn vum État de crise ass de Virus net ofgeschaaft. Et geet net, wéi eng Kéier en Diktator an engem afrikanesche Staat gemengt huet, dass een e Gesetz kéint huelen, dat seet: « L'inflation est abolie », oder hei: « Le virus est aboli. » Dat geet net. Deen ass nach ëmmer do.

De Virus ass also nach present an hie waart drop, dass mir vireileg eis Virsiichtsreflexer iwwer Bord geheien, fir eis nach eng Kéier ze iwwerfalen. No dem État de crise, wou per Dekret reglementéiert gouf a mir ze follegen haten, kënnt elo dee méi komplexen Deel, do, wou mir all eis Fräiheet a Verantwortung erëmkréien an no engem méintlaange „Bleif doheem!" un eis Adress de klore Message „Bleif dobaussen!" un d'Adress vum Virus eriwwergeet.

Net eleng duerch Gesetzer a Reglementer kënne mer de Virus erhéngere loossen, mee duerch responsabelt Handelen. Fräiheet heescht Responsabilitéit iwwerhuelen, fir eis, fir déi aner a virun allem fir déi Vulnerabelst ënner eis. Also weiderhin: Virsiicht ass néideg.

A leschten Enns däerfe mer net déi aner Krise vergiessen, déi duerch d'Covidkris nach verschäerft ginn. Mir mussen alles maachen, dass d'Aarbechtslosegkeet, d'Zuel vun de Faillitten, d'Wunnengsproblematik net zu enger weiderer Katastroph ginn, a virun allem däerfe mer och d'Klimakris doriwwer net vergiessen. Duerfir wënschen ech eis all, dass mer eng gutt Portioun vun där Solidaritéit, vun deem Zesummenhalt an där Hëllefsbereetschaft, déi mer elo gewisen hunn, an d'Normalitéit mathuelen.

An domat sinn ech um Enn ukomm, soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an hoffen, dass dee Projet, deen a ville Punkten d'Handschrëft vu Majoritéit an Oppositioun, vu Staatsrot, vu berodenden Instanzen dréit, Är Ënnerstëtzung fënnt. Merci gesot. Et war opreiwend, mee et war awer uspornend, fir mat Iech alleguer zesummenzeschaffen.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Rapporteur, dem honorabelen Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An als éischte Riedner huet den honorabelen Här Claude Wiseler d'Wuert. Här Wiseler, wannechgelift.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll ufänken, andeem ech fir d'éischt dem Här Di Bartolomeo als Rapporteur Merci soe fir souwuel dee mëndleche Bericht wéi dee schrëftleche Bericht an och fir d'Aarbecht, déi en an deene leschte Wochen an der Kommissioun gemaach huet. Dat war net ëmmer evident an einfach an dofir huet ee vill Gedold gebraucht.

Dës Chamber huet de 24. Mäerz mat der Verlängerung vum État de crise bis de 24. Juni der Regierung fir dräi Méint d'Méiglechkeet ginn, iwwert d'Chamber ewech zäitweileg Gesetzer ofzeänneren an domat aus sanitäre Grënn weesentlech Aschränkunge vu konstitutionelle Fräiheeten de Leit ze imposéieren: Recht fir sech ze versammelen, Recht fir sech fräi ze beweegen, Recht fir seng Relioun auszeüben, Recht fir de Commerce ze exercéieren, Recht fir ze schaffen. Och schwéier beschränkt sinn d'Fräiheete ginn.

Mir waren domat averstanen, well d'Gesondheetssituatioun et verlaangt huet, datt een aschneidend Moossname géif schnell huelen. Mir hate sengerzäit Bedenke mat deenen dräi Méint, déi den État de crise sollt daueren, deen d'Regierung gefrot huet, well déi dräi Méint initialement am Gedanke vum Artikel 32 (4) vun der Constitutioun als e Maximum virgesi waren, deen een a priori sollt repetitiv kënne froen a verlängeren, wann d'Necessitéit sech nach ëmmer géif beweisen.

Haut géif ech soen, datt dräi Méint direkt ze ginn a mengen Aen ze laang war. Mir hätte besser gehat, et an dräi Kéieren - dräimol ee Mount - ze maachen. An ech soen Iech och firwat: Well dat hätt d'Regierung obligéiert, all Mount eng Kéier virun der Chamber all déi Explikatiounen ze ginn, déi noutwendeg waren, fir nach eng Kéier d'Necessitéit vun dem Weiderféiere vum État de crise hei ze justifizéieren an net iwwert d'Chamber, ouni an d'Plenarsëtzung ze kommen, kënnen ewechzegoen.

Den État de crise, deen huet nämlech als Finalitéit, an als eenzeg Finalitéit, der Regierung ze erlaben, schnell ze sinn. Schnell ze sinn, wann déi formell Prozeduren an der Chamber ze laang daueren an eng rapid Reaktioun absolutt noutwendeg ass. Just dofir ass den 32 (4) geduecht. A wann een déi Schnellegkeet, dat Immediat, net méi brauch, da sollt nom Esprit vum 32 (4) vun der Constitutioun alles an deen normale konstitutionellen, an deen normale legale Kader erëm zréckgoen.

D'Gefor nämlech bei der Uwendung vum Artikel 32 (4) ass, datt et am Fong fir eng Regierung en extreem kamoud Instrument ass, fir iwwert d'Chamber ewechzegoen, fir iwwert de Conseil d'État ewechzegoen, fir iwwert d'Beruffschamberen ewechzegoen, fir iwwert d'Gewerkschaften, fir iwwert d'Associatiounen, fir iwwert d'ONGen ewechzegoen, fir schnell, fir ouni Kontroll, fir ouni Consultatioun ze decidéieren, wat een dann och ëmmer wëllt.

Dofir hunn d'Regierungen, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee iwwerall, den État de crise am Fong geholl gären, well en hinne fräi Hand gëtt, well en hinnen och quasi keng Konkurrenz an der Kommunikatioun gëtt. An och déi Lëtzebuerger Regierung huet, wéi gesot, déi dräi Méint voll a ganz gefrot an och ausgenotzt an hat och an den Ufanksdiskussiounen d'Méiglechkeet opgeworf, fir déi dräi Méint als État de crise ze verlängeren.

Ech ka mech un déi Diskussiounen erënneren, déi mer ronderëm déi Motioun haten, déi hei an der Chamber virun dräi Méint gestëmmt ginn ass, wat fir eng Diskussioune mer do haten a wat déi éischt Volontéit vun der Regierung war. Dat ass awer vun der Chamber an aller Däitlechkeet sengerzäit ofgeblockt ginn.

Et ass och esou gewiescht, datt d'Regierung refuséiert huet, am Kader vun där Diskussioun iwwert d'Unité nationale, déi mer haten, fir eng Consultatioun mat der Chamber ze maachen, déi sollt prealabel sinn zu den Decisiounen. Och deen Accord ass net komm. Mir haten do Diskussioune mateneen. D'Regierung wollt net mat der Chamber au préalable iwwer hir Diskussioune schwätzen. Si wollt et direkt maachen, esou wéi si et gär gehat hätt.

Dee Gesetzestext, deen éischten, dee proposéiert ginn ass vun der Regierung an der Chamber, huet genau dat selwecht zum Ausdrock bruecht. Et war am Fong e Gesetz, dat d'Vollmachte vun der Regierung sollt weiderschreiwen, andeem et hir d'Méiglechkeet ginn hätt, alles iwwer Règlement grand-ducal ze decidéieren, also de facto den État de crise weiderzeféieren. An do hu souguer d'Majoritéitsdeputéierte gesot, datt een esou mat der Demokratie net kéint spillen an datt mer net als Chamber domat d'accord wären an datt mer elo erëm missten an déi normal Situatioun zréckkommen.

Meng Erfarung ass déi, datt dee Refus, deen een huet, fir aner Leit matschwätzen ze loossen, ganz oft aus engem Angschtgefill an aus engem Schwächegefill erausgeet. Wann ee staark ass, dann huet een net Angscht, fir aner Leit mat un Decisioune schwätzen ze loossen.

Elo héieren ech schonns de Premier, deen eis eventuell hei ka soen: „Mee et war dach, wéi Der an deene leschte Woche gesinn hutt, schwiereg, fir en Text an der Chamber ze maachen; deen Zäitdrock, deen Der hutt." Ech hu mech selwer jo doriwwer geiergert. Dat ass och richteg. Mee ech soen Iech awer och, firwat ech mech doriwwer geiergert hunn: Mir hunn der Regierung alleguer zesummen an der Motioun de 24. Mäerz, dat heescht, virun dräi Méint, gesot, si sollt direkt déi Aarbechten ufänken, fir e Gesetzestext ze maachen, mat deem mer haut kënnen ëm den Dësch kommen, fir datt mer net sollten ënner Zäitdrock kommen. Mir hunn hir et virun dräi Méint gesot a mir hunn och repetitiv an de Bureaussëtzunge gesot, datt mer gär deen Text esou schnell wéi méiglech op den Dësch hätten.

Duerno ass quasiment zwee Méint näischt geschitt! Elo héieren ech de Staatsminister e Samschden um Radio soen: „Ma wéi hätt da sollen eppes geschéien. Ech hu jo keng Kristallskugel. Ech hu jo keng Kaffissazlieserei kënne maachen."

Ma ech soen Iech, wann ech kucken, deen Text, dee mer haut virleien hunn: Vun deenen eelef Artikelen, déi dra sinn, sinn der néng, déi ouni Problem hätte scho kënne virun dräi Méint ugefaange gi virbereet ze ginn. Just zwee dovunner sinn der, wou mer Datumen an Zuelen dran hunn, déi ee muss adaptéieren. Déi aner néng hätt een duerchaus scho kënne méi laang virbereeden. An et si genau déi aner néng, wou mer haut Diskussiounen driwwer hunn a wou mer Kontestatiounen domadder hunn. Dat hätt also kënnen an deene leschten dräi Méint vill méi fréi virbereet ginn, egal wat Der elo erzielt.

Dunn hu mer en Text proposéiert kritt, an dorëms ass et gaangen, deen am Fong net déi noutwendeg Explikatioune ginn huet, déi d'Chamber gefrot huet, mee wat e sougenannt „Vollmachtegesetz" wär, wou souguer d'Majoritéitsfraktiounen Iech gesot hunn: „Esou geet et net!"

An dunn ass en Text proposéiert ginn - dat war deen éischten, dee mer da seriö vun Iech kruten -, dee juristesch d'Strooss net hält, deen d'Santéskommissioun zweemol huet misse verbesseren a wou den Aussoe vun der Regierung no, déi Dir selwer nach de leschte Samschde gemaach hutt, mer momentan nach ëmmer en Text hunn, deen net gutt ass, a wou Dir gehofft hutt, datt de Conseil d'État Iech deen Text da géif ëmänneren an hallefweegs uerdentlech maachen, fir datt e kéint haut gestëmmt ginn.

D'Chamber krut den Avis vum Conseil d'État de 16. Juni. De 16. Juni konnte mer am Fong eis Aarbechten eréischt richteg ufänken. De 16. Juni, dat ass viru sechs Deeg - well haut si mer den 22. Juni -, sechs Deeg, säit mer e stabiliséierten Text haten a säit mer konnten un engem stabiliséierten Text schaffen!

D'Kommissioun huet vill geschafft, an dat ginn ech gären zou. D'Kommissioun huet ganz vill geschafft, mee d'Kommissioun huet missen aus genau deem Grond an ënner onméigleche Konditiounen haut schaffen. An doriwwer hunn ech mech geiergert, well dat hunn ech anormal fonnt.

Dunn hunn ech d'Madamm Lorsché am „Tageblatt" gelies. Ech hunn Iech gelies, Dir sot, Madamm Lorsché: „An der Politik muss een haut kënne mat Stress ëmgoen." Ech fannen dat jo eng léif Ausso, mee, wann ech vergläichen: Vun eis zwee, do froen ech mech, wien dee méi coolen Ëmgang mat Stress vun eis zwee kann hunn. Ech mengen, dat sidd sécher Dir net.

Ech soen Iech awer, wat mech gestresst huet: Dat ass deen onausgegorenen, onprezisen, inkohärenten Text, deen d'Strooss net hält, dee mer virleien haten! Dat huet mech richteg gestresst! An ech mengen, domat kënnt Dir vill méi cool ëmgoen, wéi ech ka cool domadder ëmgoen. Well domadder kann ech net ëmgoen, well ech dat fir eng Aarbecht vun der Chamber net appropriéiert fannen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dir sot, d'Oppositioun hätt nëmme Froe gestallt. Mir hätten, sot Der, „politescht Geplänkels" gemaach. Dat hunn ech gelies. Mir hätte politescht Geplänkels gemaach. Ech soen Iech: Deen Text, dee mer haut virleien hunn an deen net gutt ass, mee deen ass awer weesentlech besser wéi deen Text, dee mer vun der Regierung viru 14 Deeg kruten.

An deen ass weesentlech besser, well eng Rei Froe gestallt gi si vun der Oppositioun. Duerch dat „politescht Geplänkels", wéi Dir sot, ass deen Text weesentlech besser ginn, obwuel mer en nach net esou gutt fannen, wéi en hätt misse sinn! An hätte mer Iech gewäerde gelooss, da wär en net ënnert där Form, wéi en haut doläit.

Mir sinn eis bewosst, datt et e komplizéierten Text ass, well ee Choixe muss maachen, well een Equilibere muss hierstellen an haaptsächlech zwou Zorte vun Equilibere:

Dat Éischt, dat ass en Equiliber zwëschent de Garantien op där enger Säit vun de fundamentale Fräiheeten, der Constitutioun, de Mënscherechter, der Fräiheet fir Reuniounen ze maachen, sech fräi ze beweegen, den Exercice vun der Relioun, dem Commerce, d'Commercefräiheet, d'Recht schaffen ze goen, op där enger Säit. An dann op där anerer Säit: Et muss equilibréiert si mat dem Droit à la vie an dem Droit à la santé, deen am Artikel 11 vun eiser Constitutioun steet an am Artikel 2 vun de Mënscherechter. An do muss een Ofschätzunge maachen. An déi Ofschätzungen, déi änneren natierlech Woch fir Woch mat der Evolutioun vun der Gesondheetssituatioun, der sanitärer Situatioun hei am Land. Dat ass deen éischten Equiliber, dee komplizéiert ass.

Deen zweeten Equiliber, dee komplizéiert ass, dat ass deen zwëschent op där enger Säit der Noutwendegkeet, schnell an effikass ze schaffen an ze handelen an allgemeng, an déi richteg Richtung ze goen, mee dat schnell ze maachen, an dann, zweetens, der Ofsécherung vun individuelle Rechter a Protektioune vu Recoursen a vun Appellen a vun enger Protektioun géint staatlech Abusen, géint Iertemer, géint diskretionärt an onmotivéiert Handelen an Decidéieren. An och deen Equiliber ass schwéier hierzestellen zwëschent op där enger Säit dem Schnellsinn an op där anerer Säit dem Evitéiere vun den Abusen.

An dofir ass et e komplizéierten Text. An dofir ginn et och - an dat muss een och esou gesinn - politesch Ënnerscheeder zwëschent eis, zwëschent de Parteien, och heiansdo innerhalb vun de Parteien, wéi een déi Equilibere do anzeschätzen huet, well et och mënschlech verschidde Sensibilitéiten a verschidden Erfarunge gëtt. Ech fannen dat och normal.

Mee wann een esou komplizéiert Equilibere muss hierstellen, dann ass et am Fong onbedéngt wichteg, datt mer kloer Zilsetzungen hunn, datt mer prezis Artikulatiounen zwëschent eisen Zilsetzungen hunn, datt mer

propper Prozeduren hunn an datt mer och am Text ganz kloer an net a Fro ze stellend Definitiounen erëmfannen. An dat alles hat de Projet de loi, dee vun der Regierung deposéiert ginn ass, absolutt net!

An dofir, ech liesen Iech just deen éischte Saz vum Avis vum Conseil d'État vir, well deen dréckt am Fong an e puer Wierder, an e puer Sätz alles aus. Dee seet: « […] l'articulation entre les différents dispositifs n'est pas des plus évidentes, […] certaines notions utilisées manquent de précision […] le dispositif est lacunaire, en particulier en ce que certaines procédures ne sont pas réglementées. »

A wann een dem Conseil d'État seng feutréiert a seng diplomatesch Ausdrocksaart a -weis kennt, da spiert een, datt de Conseil d'État d'Presentéiere vun esou engem schlechte Projet de loi schonn als staarken Tubak unerkennt.

Mee well de Conseil d'État esou ass, wéi en ass, an zwar staatstragend, a wëssend, datt mer haut mussen en Text stëmmen, datt mer net derlaanschtkommen, iergendeen Text ze stëmmen, huet en en dann an enger ganzer Rei Artikelen einfach frësch geschriwwen. E seet awer selwer, datt en nëmmen dat Gröbst konnt frësch schreiwen an datt nach eng ganz Rei Froen opbleiwen. Dat soen ech net, dat seet de Conseil d'État.

An ech wëll hei och dem Conseil d'État Merci soe fir déi Aarbecht, déi hie gemaach huet, déi doranner bestanen huet, datt en en Text quasiment ganz frësch geschriwwen huet, wat am Fong net seng Aarbecht gewiescht wär, mee wat der Regierung hir Aarbecht gewiescht wär. De Conseil d'État huet se awer gemaach, well e staatstragend ass a well en eis wollt erméiglechen, haut en hallefweegs propperen Text ze stëmmen.

Mir stellen awer fest, datt déi Haaptkritiken, déi de Conseil d'État ausgedréckt huet, genau deenen entspriechen, déi d'CSV an aner Oppositiounsparteien a Beruffschamberen a Gewerkschaften an ONGe säit Méint haart an däitlech maachen a soen.

An ech zielen der e puer op:

Éischtens, déi verschidde Moossnamen, seet de Conseil d'État, sinn total disproportionéiert gewiescht an haaptsächlech am Kader vum Rechtsstaat net akzeptabel. Déi Virschrëften, déi am éischten Text waren, wat d'Leit an hirer Privatsphär däerften oder net däerfte maachen, mat wiem oder mat wéi vill Leit se kéinten zesumme sinn, se däerften zesumme sinn oder wéi vill Leit se däerften doheem empfänken, dat war kloer an däitlech fir de Conseil d'État en inakzeptabelen Agrëff an d'privat Fräiheet, deen absolutt net méi justifiéiert ass mat der aktueller sanitärer Situatioun.

Mir si frou, datt dat aus dem Text eraus ass. Et ass awer nëmmen eraus, well de Conseil d'État eng Opposition formelle drop gemaach huet a well soss deen Text iwwerhaapt net weiderkomm wär. D'Regierung huet eis kloer gesot, datt hir Philosophie eng aner wär, datt se dat do net hätt wëllen akzeptéieren, mee datt se et eeben huet misse maachen, well de Conseil d'État eng Opposition formelle drop gemaach huet.

Mäin zweete Punkt vum Conseil d'État, dat ass dee vum Traçage analogique. De Santésdirekter kritt d'Méiglechkeet, fir jiddwer Covidkranken iwwer säi Privatliewen, seng Kontakter, den Typ an d'Längt vun de Kontakter detailléiert auszefroen. An de Kranke kritt haaptsächlech d'Obligation légale, alles ze soen a jiddwereen ze kommunizéieren, mat deem en an deene leschten 48 Stonnen zesumme war, ouni datt necessairement déi Persoun, mat där de Kranken zesumme war, da weess, datt se un d'Direction de la santé kommunizéiert gëtt. An dat mat sämtleche Privatdonnéeën, déi deemjéinege Kranken zur Dispositioun stinn.

Fir mech ass dat evidenterweis en enormen Agrëff an d'Privatliewe vun de Kranken op där enger Säit, mee awer och vun all deene Leit, mat deenen e Covidkranke Kontakt hat an déi da vun deem Moment u kënnen deelweis „à haut risque" klasséiert ginn, dat heescht, „à haut risque" fir infizéiert ze sinn.

Mir verstinn, datt en analogen Traçage muss sinn. Ech soe just hannendrun: En numeereschen Traçage wär weesentlech manner invasiv wéi en analogen Traçage, well all déi Privatdonnéeën, déi do sinn, net géifen zur Verfügung gestallt ginn. Mee do kréie mer awer nach eng Kéier an deenen nächste Wochen eng Diskussioun driwwer, well d'Kommissioun huet elo en Avis erausginn, wou se a sech déi eenzel europäesch Traçageapplikatiounen, déi kommunikabel ënnert sech sinn … Dat heescht, mir hunn elo zumindest e System, deen europawäit zesumme fonctionéiert. An doriwwer musse mer och an nächster Zäit eng Kéier hei schwätzen.

Mee komme mer awer zu dem Sujet zréck. Well deen Traçage analogique esou invasiv ass, wéi en ass, muss en och encadréiert sinn, muss en och prezis sinn! An och do sinn ech frou, datt de Conseil d'État dat verbessert huet. Och dat war eppes, wat mer säit Laangem gefrot hunn.

Den drëtte Punkt, dat ass dee vun den Zwangshospitalisatiounen. Esou wéi se beschriwwe waren am initialen Text, souwuel an der Prozedur wéi an der Motivatioun, ware se an eisen Aen inakzeptabel, well se eng Fräiheetsbeschränkung waren, ouni déi noutwendeg Garantien, déi bei deem Typ vu Fräiheetsbeschränkung musse sinn. Elo, nom Avis vum Conseil d'État, mussen déi Decisioune vun engem Riichter geholl ginn an net vun engem Procureur d'État. Och dat fannen ech fundamental richteg.

A mir hunn och nach an der Kommissioun virgesinn, datt en Appell géif agefouert ginn. Och dat war eng Demande vun der Oppositioun. An ech sinn do frou, datt d'Madamm Tanson sofort dorobber agaangen ass an och eng Proposition de texte gemaach huet, déi zwar duerno vum Conseil d'État contestéiert war. Et muss een et warscheinlech och nach eng Kéier kucken. Mee vum Prinzip hier, muss ech soen, si mir frou a begréisse mer, datt elo en Appell méiglech ass. Deen Text ass weesentlech besser, wéi e virdru war.

Véierte Punkt: Mir haten och gréisser Bedenken iwwert den Dateschutz, well zum Beispill am initialen Text keng Journalisatioun virgesi war. Eng Journalisatioun ass awer noutwendeg, wann een d'Traçabilitéit wëllt hierstellen, dat heescht, wann ee wëllt kloerstellen, wie wéini op dee Fichier Zougrëff hat, wien eppes dra gekuckt huet. Och dat muss prezis, kloer am Gesetz virgesi sinn. Mat dem Ämännerunge vum Conseil d'État ass dat elo dran.

An dat selwecht gëllt fir d'Suppressioun vun den Artikelen iwwert d'Medikamentendepoten, wou multipel Opposition-formellen do sinn, wou den Text momentan da supprimméiert ginn ass, well et net méiglech war, en ënnert där Form, wéi d'Regierung e virgeschloen hat, ëmzesetzen.

Dësen Text ass also vill besser, wéi den originale Regierungstext war: dank dem Conseil d'État, dank den Avise vun de Chambre-professionnellen, de Gewerkschaften, den ONGen, dank och dem Drock vun der Press an dank och der Aarbecht, déi mer an der Kommissioun, notamment als Oppositioun, gemaach hunn; dat, wat d'Madamm Lorsché „Geplänkels" nennt.

Dësen Text ass vill besser, wéi e war. E war grotteschlecht! En ass elo besser, mee en ass alles anescht wéi gutt, nach ëmmer. En huet nach eng Rei grondleeënd Problemer, déi net geléist sinn. An de Conseil d'État seet, si hätte just dat Gröbst an deen Text hei drageschriwwen, si hätte sech just ëm dat Gröbst bekëmmert, fir d'Katastroph ze vermeiden, déi doranner bestanen hätt, datt mer soss haut keen Text gehat hätte fir ofzestëmmen.

Dat wollt de Conseil d'État vermeiden, mee en huet nach a sengem Avis eng ganz Rei Froe gestallt, déi fir en uerdentlechen Text och hätte missen onbedéngt Äntwerte fannen, déi awer net an dësem Text dra sinn! An ech ginn Iech e puer Beispiller vun deem, wat an eisen Aen an deem heiten Text feelt a misst dra sinn.

Éischte Punkt, zum Beispill beim Traçage analogique, eng Rei Froen iwwer:

Wéi komplettéiert d'Administratioun Informatiounen, wann net alles gesot ass? Wéi ass den Accès vun der Administratioun zu den offizielle Registere gereegelt, fir Leit ze lokaliséieren, wann net all Donnéeën do sinn? Wann e Kranken aner Leit benennt, mat deenen en a Kontakt war, wéi geet déi Informatioun weider un deejéinegen, deen do benannt ginn ass? Geet dat just iwwer Ordonnance? Oder geet et iwwer Telefon? Ech si sécher, datt et eng praktesch Léisung gëtt, well Dir maacht dat jo schonn. Mee si steet awer net am Text.

Wéi ass et a wat geschitt, wann deejéinege kontestéiert, datt dat, wat de Kranke seet, esou ass, wéi de Kranken et seet? Wéi ass et mat den Obligatioune vun de Personnes à haut risque? Wéi ass et mam Traitement vun den Donnéepersonnellë vun enger Personne à haut risque, déi agedroe ginn, ouni datt deejéinegen d'Informatiounen huet an ouni säin Averständnis?

Alles dat si Froen, déi vläicht am Prakteschen esou oder anescht erkläert sinn, mee déi awer nëmmen esou laang klappen, am Praktesche klappen, bis dann iergendee se kontestéiert. An da steet et net am Text an dann hu mer keng Base, trotzdeem an engem ganz invasive Procedé, wat den Traçage analogique ass. An dat ass fir eis absolutt net okay. Dat misst prezis, däitlech hei am Text definéiert si bis an den Detail eran, well et eeben eng Prozedur ass, déi extreem invasiv ass an déi extreem an d'Privatliewen erageet.

Zweete Punkt ass dee vum Confinement forcé, engem vun deene schwéiersten Agrëff an d'Privatliewen, well domadder déi Fräiheet einfach ewechgeholl gëtt. An dat ka bis zu maximum sechs Wochen daueren. An och do kann een net approximativ sinn. Do kann een net eng vag Notioun gebrauchen. Do muss een a weesentleche Punkte kloer sinn. An dësen Text ass a weesentleche Punkten onkloer.

Zum Beispill: Wou gëtt deejéinegen, deen dann an de Confinement forcé geschéckt gëtt, higeschéckt? Am Text steet: un hôpital ou „un établissement ou une structure appropriés et équipés". Wat ass en „établissement ou structure appropriés"? Wat ass dat?

Ass dat e Spidol? Ass dat eng Jugendherberg? Ass dat eng Pensioun? Ass dat e Prisong? Wat ass et? Wat ass „approprié" an dësem Fall? Wat ass „équipé"?

Wat ass „équipé"? Heescht „équipé" medezinnesch equipéiert, datt an deem Zëmmer Ventilatore stinn, datt alles ofgeséchert ass, datt ee ka medezinnesch op den Noutfall reagéieren? Oder heescht „équipé", datt Eisendieren dra sinn, datt deejéinegen net kann erausgoen, déi kënnen zougespaart sinn. Wat heescht „équipé" an dësem Fall?

Ech weess et net. Hei gëtt awer en Isolement gemaach an et muss awer kloer sinn, wou e ka gemaach ginn, ënner wat fir enge Konditiounen e ka gemaach ginn. Den Text seet eis näischt doriwwer.

Déi drëtt Fro, dat ass: Wéi? Am Text steet, wann e Confinement forcé gemaach gëtt, da gëtt dat iwwert de Riichter gemaach an da ka gefrot ginn, datt d'Polizei déijéineg Persoun och an de Confinement setzt. Jo, an dann? An dann? Dat ass jo necessairement, wann s de e Confinement forcé muss maachen, eng Persoun, déi net wëll am Confinement bleiwen. Wéi garantéiere mer dann, datt en an deem Zëmmer, wou dat dann och ëmmer ass, wuer e gesat gëtt, datt en doranner bleift? Wat geschitt, wann en d'Dier opmécht an erëm wëllt erausgoen? D'AMMD schreift an hirem Avis ganz kloer, datt si op jidde Fall net wëllt, datt d'Spidol oder d'Dokteren oder d'Infirmieren dee Rôle vum Gardien missten iwwerhuelen, well dat ass net hir Roll.

Wie garantéiert, datt déi Persoun am Confinement bleift? Wéi gëtt de Suivi gemaach? Maachen Infirmièren de Suivi? A wann en erausgeet, mussen d'Infirmière soen: „Du däerfs net erausgoen!", an en unhalen? Wie mécht déi ganz Aarbecht? Wie mécht dee Suivi? Den Text seet näischt driwwer an enger vun deenen zentrale Froen, déi hei d'Fräiheetsbeschränkung betreffen.

An elo soen ech, elo kënnt Der soen: „Dat kënnt net vir oder net oft vir." Fir déi, déi e Samschden d'Tëlee gekuckt hunn an déi gesinn hunn, wat zu Göttinge lass ass, wou e Foyer an Isolement gesat ginn ass a wou déi Leit, déi an Isolement an deem Foyer waren, net wollten an Isolement sinn a wollten erausgoen - Dir hutt jo gesinn op der Tëlee, wat lass war, wéi dat geschitt ass, wat geschitt ass.

Sou! Ech hätt just gär, datt an deene Punkten hei Kloerheet wär. Ech soen hei ganz kloer: Mir si fir e Confinement forcé. Mir mengen, datt de Staat muss d'Moyenen hunn a sech ginn, wa Persounen infizéiert sinn a krank sinn, fir esou e Confinement ze maachen. Mir stellen dat net a Fro. Mir si kloer der Meenung, datt d'Regierung muss esou en Instrument hunn. Mee mir soen awer gradesou gutt, datt dat Instrument da muss prezis, däitlech an haaptsächlech och an der Realitéit applikabel sinn an net just mat vagen a flouen Notiounen däerf operéieren, déi duerno an der Realitéit eis wäerte juristesch virun enorm Schwieregkeete stellen!

An dat, wat an dësem Text steet, ass an eisen Aen net applikabel, esou wéi et elo dosteet.

Den drëtte Punkt, dat ass deen iwwert d'Quarantän, „mise en isolement" an alles dat, wat de „port d'un équipement de protection individuelle" och ugeet. Och do sinn an eisen Aen eng ganz Rei Onkloerheeten am Text. Zum Beispill steet do, datt en Équipement de protection spéciale nëmmen „dans le cadre des mesures prévues à l'article 1[er]" (veuillez lire: prévues au paragraphe 1[er]") kéint sinn. Dat ass meng Fro dann direkt also: Kann e Port de protection spéciale nëmme vun dem Direkter vun der Santé ordonnéiert ginn, wann eng Quarantän oder en Isolement ausgesprach ginn ass? Ass dat esou? Brauche mer net eng aner Rei Moossnamen, wann zum Beispill Leit, déi doheem sinn, op e Geriicht oder wuer och ëmmer musse goen, datt déi vläicht dann awer och Mesure-de-protectionen hunn? Kann dat nëmmen „dans le cadre des mesures prévues au paragraphe 1[er]" sinn oder net?

An op där anerer Säit, kann den Directeur de la santé esou Mesuren ordonnancéieren oder imposéieren, wéi am Text steet? Imposéiere steet am Text. De Conseil d'État, dee seet dozou: « Le Conseil d'État relève que les mesures spécifiques », dat heescht d'Droe vu Protektiounsmoossnamen, « que les mesures spécifiques […] ne sont soumises ni à un régime de contrôle ni à un mécanisme de sanctions en cas d'inobservation. […] ne peut pas faire appel à la force publique […] », dat heescht, den « directeur de la santé ne peut pas faire appel à la force publique pour exécuter les mesures qu'il a prises. »

Dann ass meng Fro: Mee wéi fonctionéiert dat Ganzt dann? Och dat ass hei am Text net virgesinn.

Véierte Punkt, dat ass, wann een de Leit Virschrëfte mécht mat Sanktiounen hannendrun, da mussen déi och kloer sinn an da musse se och fir d'Leit verständlech sinn. Och dat ass an eisen Aen net de Fall. Net de Fall!

D'Fro ass: Wat ass e Rassemblement? Am Text steet eng „réunion organisée de personnes physiques de manière simultanée". Warscheinlech misst et sinn „une réunion organisée de personnes physiques se trouvant de manière simultanée". Enfin, et ass elo egal. Ech verstinn, wat am Text gemengt ass. Mee meng Fro ass: Wat ass e Rassemblement? Wat ass eng Réunion organisée? Wat ass am Artikel duerno en Evenement? Wat ass den Ënnerscheed tëschent dem Evenement, deen ënnert déi eng Reegele fält, an engem Rassemblement oder enger Réunion organisée, wat ënner aner Reegele fält? Wat heescht dat: „les activités qui accueillent un public"? Alles dat sinn Definitiounen, wou duerno kloer Reegelen, déi deelweis sanktionabel sinn, hannendrustinn.

Wann ech awer d'Definitioun net kennen, ass et awer schwiereg, fir dat ze applizéieren. A wann ech dann och nach den Text 7607 kucken, dee mer duerno analyséieren, do kommen dann nach aner Definitiounen dobäi, wéi „activités économiques et accueillant un public". Aner Definitioune mat anere Sanktiounen. Wéini applizéiert sech wat op wien? Dat ass an deenen Texter a mengen Aen net kloer.

Ech ginn Iech och gären e puer Beispiller fir ze illustréieren, e puer Beispiller, déi am dagdeegleche Liewe stattfannen, datt Der verstitt, vu wat ech hei schwätzen.

Éischt Beispill, dat ass, ech sinn e Samschdeg an der Stad spadséiere gaangen iwwert d'Kinnekswiss respektiv iwwer eng Rei Parken, déi mer an der Stad hunn. No dem Confinement huet sech esou déi Moud etabléiert, datt owes jonk Leit op der Wiss, oft iwwer 20, sech Rendez-vous do ginn, dat heescht, sech selwer organiséieren, Picknick matbréngen, Musek maachen, Gedrénks matbréngen. Ech fannen dat läschteg, ech fannen dat flott. Et deet mir leed, datt ech net méi deen Alter hunn. Sou.

Dovunner elo ofgesinn, datt ech dat flott fannen, soen ech awer: Ass dat e Rassemblement? Jo oder nee? Ass et eng Réunion organisée? Jo oder nee? Ass et en Evenement? Jo oder nee? Ass et erlaabt? Oder ass et net erlaabt, wann ech d'Fro wëll vereinfachen? Kann d'Polizei soen: „Jo, Dir däerft", oder soen: „Nee, Dir däerft net"? A sti Strofen drop? Oder sti keng Strofen drop? Ech liesen dat net am Text eraus. An et géif mech wonneren, wann déi Leit, déi jonk Leit, déi hei de Besoin hu fir sech ze améséieren, wann déi géife verstoen, wat se dann elo däerfen a wat se net däerfen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat muss einfach kloer sinn. Wéi gesot, ech hu wierklech näischt géint dat Zesummekommen. Ech fannen dat flott. Mee et muss kloer sinn, ob et geet oder ob et net geet. An et muss fir jiddweree kloer sinn. Well dann héiers de déi Leit, déi laanscht ginn, déi meckeren dann doriwwer, well se dat net esou flott fannen. Also do muss et kloer sinn, wat mer kënnen a wat mer net kënnen.

Zweet Beispill: Un de Baggerweieren zu Remerschen, do kanns de dech online aschreiwen. Ech fannen dat super, datt d'Leit elo erëm däerfen dohinnergoen. Mat deem Wieder ass dat jo genial. 1.000 Leit ginn do akzeptéiert, online Aschreiwung. Do sinn och eng ganz Rei Moossnamen um Site virgesinn. Also ech fannen dat wierklech positiv, wierklech flott.

Mee meng Fro ass just: Ass dat dann elo e Rassemblement oder net? Eng Réunion organisée oder net? Geet dat? Wat mussen d'Reegele sinn? Wat musse se net sinn? Ech wëll et just wëssen. Et muss kloer sinn. Et soll erlaabt sinn, mee et muss just kloer ginn, ënner wat fir enge Reegelen et soll erlaabt sinn.

Drëtt Beispill: Wat ass eng Kiermes? D'Ville de Luxembourg, d'Madamm Buergermeeschtesch huet jo elo decidéiert, eng Rei lokal Kiermessen ze organiséieren, fir d'Schueberfouer ze rem-

placéieren. Ech fannen dat jo richteg flott. Ech soen dat direkt, net datt ech falsch verstane ginn. Mee nach eng Kéier d'Fro: Ass dat e Rassemblement, deen organiséiert ass, deen annoncéiert ass? An deem Fall ass en net erlaabt, wa méi wéi 20 Leit do sinn. Oder ass et eng Foire, e Salon oder e Marché, wat eng aner Definitioun ass? Et ass hei am Fong eng „kermesse", well eng Foire, e Salon ass a sech do, wou haaptsächlech d'Vente vu Marchandisë gemaach gëtt. Eng „kermesse" ass nach eppes anescht. Eng Kiermes entsprécht éischter enger „kermesse". Dofir erlaabt mer just einfach ze froen, ënner wat et fält.

Ech weess och elo d'Äntwert, datt et interpretéiert gëtt wéi eng Foire oder e Salon. Ech soen Iech just, esou wéi den Text do ass, steet et awer net do. Ech fannen, Dir sollt et maachen. Mee ech fannen, datt Der och sollt am Kader vun deem Gesetz déi Reegelen hunn, wou Der sécher sidd, datt kee Mënsch et awer och nëmme ka kontestéieren.

Véierte Punkt: D'Chamber, wat si mir hei, ...

Une voix.- O!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- ... eng „réunion organisée"? Wann ech eis kucken, ass se heiansdo „désorganisée". Mee et sief dann. Si mer eng Réunion organisée? Si mer en Evenement? Si mer e Lieu public hei? Oder si mer e Lieu privé hei? A wat däerfe mer? U wat fir eng Reegele solle mer eis halen? Gradesou wéi eis Buvette, déi eng Rei Froe stellt am Kader vun deene Reegelen.

Sou, ech fannen, datt mir als Chamber eis mussen exemplaresch, wa mer dat Gesetz hei stëmmen, un déi Reegelen halen, déi mer eis selwer ginn. An dofir géif ech gäre wëssen, wou dat hei dann drënnerfält, ënner wat fir een Artikel, a wat fir eng Reegelen dann elo fir eis applikabel sinn.

(Interruption)

Une voix.- Mir si culturel.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Si mer culturel? Okay.

(Interruptions)

Mir sinn Artisten, jo. Dat ass ... Domat hutt Der Recht!

(Interruption)

Eng aner Inkohärenz. Op Foiren, Salone muss een de Mask droen, awer nëmme wann d'Distanz net kann agehale ginn, wann also déi zwee Meter Distanz net méiglech sinn. Ech fannen dat och parfaitement okay. Mee elo souz ech iwwert de Weekend ganz eleng am Tram.

Plusieurs voix.- O!

(Interruption)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Oder am Bus, wéi Der och ëmmer wëllt, dat ass dat selwecht, soen ech och, do waren awer zwee, dräi Leit do. Ech hunn de Mask ugedoen, well do ass den Text zumindest kloer. Am ëffentlechen Transport, do muss ech de Mask undoen. Am ëffentlechen Transport, do muss ech de Mask undoen, also doen ech en un. Mee et ass natierlech fir d'Leit relativ schwiereg ze verstoen, wann op 30 Meter kee ronderëm ass, datt s de da muss de Mask undoen, an op der Kiermes respektiv der Foire, datt et do anescht traitéiert ass. Dat ergëtt net onbedéngt eng Logik. An dat, wat net logesch ass, ass och schwéier ze verhalen an ass och schwéier duerno ze applizéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mee elo soen ech Iech, wat mech awer wierklech un deem Text hei stéiert an der reeller Politik, déi domat gemaach gëtt.

Elo si mer an der véierter Etapp vum Deconfinement. An elo ginn eng Rei prezis Moossname geholl, 20 Leit kënnen zesummekommen, et huet een eng Obligatioun, Masken unzedoe bei Evenementer, déi public sinn, zwee Meter Distanz. Dat ass alles gutt. Mee ech froe mech just: Op wat fir enger wëssenschaftlecher Basis berout dat Ganzt?

Mir hunn - a mir hunn et oft gefrot - bis elo nach keng Modellisatioun kritt, respektiv mir hunn eng kritt Mëtt Mee, mee déi awer ganz anere Krittären a Situatiounen entsprécht wéi déi, wou mer haut dra sinn. Mir hunn als Chamber keng kritt a mir mussen haut eng Decisioun huelen, ob dat hei elo richteg oder falsch ass, an et stëmmen, ouni datt mer déi wëssenschaftlech Basis hunn.

D'Madamm Lenert huet virun enger Woch gesot, si hätte momentan keng aner Modellisatioun, respektiv sot se zwee Deeg duerno, si misst déi Modellisatioun op Basis vun deem, wat de Conseil d'État huet, elo ëmschreiwen an ëmfonctionéieren. Dann ass d'Fro: Hutt Der eng oder hutt Der keng? A wann Der eng hutt, dann hätte mer se gär als Chamber. Well ech fannen, datt mir mussen driwwer decidéieren an datt mer hei mussen ofstëmmen. An da fannen ech, datt mer mussen en connaissance de cause kënnen ofstëmmen, an dofir brauche mer all déi wëssenschaftlech Donnéeën, déi d'Regierung zur Verfügung huet.

Dat selwecht gëllt fir d'Testresultater. Et ass e Large-Scale-Testing ugekënnegt ginn. Dat ass geduecht, fir den Deconfinement ze begleeden. Sou ass et op jidde Fall annoncéiert ginn. Haut si mer an der véierter Etapp an den Deconfinement ass bal fäerdeg. An op jidde Fall hu mir als Chamber vun deem Large-Scale-Testing nach keng Resultater kritt, déi eis géifen hëllefen, d'Analys ze maachen, ob dat, wat hei gesot ass, richteg oder falsch ass an ob déi Moossnamen, déi hei geholl ginn, deem entspriechen, wat mer dann och wëllen.

Iwwer 40 Millioune sinn engagéiert ginn, et si Bréiwer geschriwwe ginn, et ass eng Campagne gemaach ginn. An op deene weesentleche Punkten, wou mer elo haut awer do sinn, steet eis näischt zur Verfügung. Dat Eenzegt, wat mer hunn, dat sinn déi deeglech Zuelen iwwert déi Infizéiert, déi Hospitaliséiert, déi Leit, déi leider gestuerwe sinn. Mee dorop léisst sech awer keng seriö Decisioun huelen, well fir seriö Decisiounen ze huelen, muss een d'Modellisatiounen hu vun deene Modeller, déi ee wëllt an d'Realitéit ëmsetzen, datt ee gesäit, wat dee Modell, deen ëmgesat gëtt, och als Resultat zumindest theoreetesch kann hunn. Dat hu mer awer net!

Dofir hunn ech déi Decisioun an déi Diskussioun am Fong och lächerlech fonnt, déi mer d'leschte Kéier iwwert d'Spillplazen haten, wou de Premierminister a sech refuséiert huet, op eng Motioun vun der Oppositioun anzegoen, mat der Ausso, e misst nach op Zuele waarden, Zuelen, déi awer just an deenen dräi, déi ech hei gesot hunn, bestanen hunn. An dofir war et lächerlech ze soen: „Ech muss op déi Zuele waarden, fir méi ereischt eng Decisioun ze huelen." Dat war just, fir d'Kommunikatioun selwer kënnen ze maachen.

(Interruption)

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- D'Regierung huet gesot, si géif gär science-based Decisiounen huelen. Ech hunn d'Impressioun, datt d'Regierung just approximativ Bauchdecisiounen hëlt. A wann d'Regierung wëssenschaftlech Informatiounen huet, wa se der hätt, wa se der méi hätt, wéi se eis seet, da fannen ech et absolutt inakzeptabel, datt se der Chamber déi net zur Verfügung stellt, well mir brauchen déi, mir bräichten déi Informatiounen, fir kënnen hei Decisiounen ze huelen.

Wann ech kucken, wat an Däitschland geschitt, wou de Robert Koch-Institut all puer Deeg eng Pressekonferenz ganz fräi vun der Regierung hält, wou en all Detailer ëffentlech erkläert, wou en all d'Zuele publizéiert an ëffentlech zur Verfügung stellt, da fannen ech, datt do eng ganz aner Transparenz-/Informatiounspolitik gemaach gëtt wéi hei. An dat ass e Gefill, wat net nëmmen d'Oppositioun huet, mee dat ass e Gefill, wat d'ganz Populatioun huet.

Wat mer nach méi Suerge mécht, wësst Der, dat ass: De Confinement, dat war jo net ganz einfach, mee et war awer nach ganz einfach par rapport zu dem Deconfinement, well ech kloer soen. Well am Confinement waren Decisiounen ze huelen, déi am Fong a ganz Europa d'selwecht geholl ginn, déi d'Regierungen, déi d'Leit direkt verstanen hunn. An do kann een natierlech iwwert d'Detailer diskutéieren. Muss een de Bau zoumaachen? Oder muss een en net zoumaachen? Dat sinn elo Detailer. Dat maache mer an engem Debriefing eng Kéier spéider.

Mee ech soen awer och hei ganz kloer, an et fält mer nu wierklech keen Zack aus der Kroun fir ze soen, datt mir mat engem groussen Deel vun deenen Decisiounen, déi do geholl gi sinn, d'accord sinn, datt déi Richtung gestëmmt huet an datt dat och okay war. Kee Problem, dat zouzeginn. Ech soen awer och hannendrun, datt et haaptsächlech d'Leit sinn, déi gutt reagéiert hunn, déi disziplinéiert waren an déi zu engem groussen Deel och responsabel reagéiert hunn.

Mee d'Psychologie vum Ufank vum Confinement, dat ass eng Saach, dat war eng Psychologie, wou Staatsautoritéit gefrot war, wou souwuel am Privatliewe wéi am ekonomesche Geschéien ëmmer méi nom Staat gefrot ginn ass, wou de Staat dat eent, d'Privatliewen, an dat anert, d'ekonomescht Liewen, sollt deelweis decidéieren an och iwwerhuelen.

Ech hunn heiansdo misse lächelen, wann ech gesinn hunn, datt all déi, déi soss gejaut hunn no ëmmer manner Staat, datt de Staat sech sollt aus allem eraushalen, elo gesot hunn, de Staat sollt alles iwwerhuelen. Mee dat sief just eng Klammer. Dat ass normal an dat ass och klassesch esou, datt een an engem Gefill vun Angscht, vun Ongewëssheet, vun eppes Neiem, wou een net weess, wat et ass, an dat op een zoukënnt, eng Autoritéit sicht. An dat ass eng Zäit, wou d'Regierung sech muss afirméieren a wou d'Oppositioun an d'Press, déi Froe gestallt hunn, net ëmmer wëllkomm ware mat hire Froen.

Den État de crise bréngt am Ufank en enorme Vertrauensvirschoss mat sech un d'Regierung, un déi, déi decidéieren. De Problem ass, iwwert d'Zäit ewech muss een d'Leit och u Bord halen. An ech soen haut, wann haut erëm misst e Confinement gemaach ginn, wann een dat haut erëm misst decidéieren, da géif dat net méi esou goen, wéi et virun dräi Méint gaangen ass, ausser d'Regierung géif decidéieren, dee Confinement mat drastesche Moossnamen ze begleeden. Well aus dem Vertrauensvirschoss, deen am Ufank do war, elo awer en Autoritéitsverloscht a mengen Ae ginn ass. Well d'Regierung et a mengen Aen net fäerdegbruecht huet, d'Leit mat op de Wee ze huelen an hir Politik uerdentlech ze erklären. An och do ginn ech gär dräi Beispiller, datt Der verstitt, vu wat ech schwätzen.

Éischt Beispill: Am Ufank vun deem Confinement ass d'Unité nationale eropbeschwuer ginn an eis versprach ginn.

„Unité nationale" heescht eppes. Dat ass en historeschen Term an der Geschicht vun dësem Land, an der Geschicht vun anere Länner. Unité nationale heescht, datt een déi verschidde politesch Kräften net nëmmen nolauschtere léisst, mee och matdecidéieren, zumindest deelweis matdecidéiere léisst. Dat ass awer den éischten Dag scho vum Dësch geholl ginn, an dee Refus do war, fir eis prealabel vun den Decisioune matanzebannen. Mir hu just Informatioune kritt.

Mir hunn als Oppositioun, an ech soen dat och ganz kloer hei, trotzdeem, obwuel dat eis fundamental gestéiert huet, decidéiert, datt mer d'Regierung géifen ënnerstëtzen, well een a Krisesituatiounen d'Solidaritéit muss weisen. Well mer och net wollten, datt d'Regierung an enger schwiereger Zäit, do wou se Autoritéit gebraucht huet, fir d'Leit vu Saachen ze iwwerzeegen, déi net einfach waren, well mer net wollten, datt d'Regierung en Autoritéitsverloscht zu där Zäit hätt. Well mer de Confinement och matgedroen hunn. Well mer och déi ekonomesch Moossname fir den Deconfinement matgedroen hunn.

Mir hunn 18 Texter hei mat Iech an der Chamber gestëmmt, 18 Stéck. Do hu mer „Jo" gestëmmt, obwuel mer heiansdo eng aner Meenung haten a verschiddenen Detailer, obwuel mer den Text heiansdo gär anescht gehat hätten, och d'ailleurs Proposition-de-loie gemaach hunn. Mir hunn 18 Texter matgestëmmt, dat obwuel mer net all d'Informatioune kruten, obwuel mer net ëmmer consultéiert gi sinn, oder quasiment ni consultéiert gi sinn, an obwuel mer oft aner produktiv Proposen um Dësch haten.

Mir hu festgestallt, datt déi Unité nationale, déi am Ufank eropbeschwuer gi war, an eisen Ae just eidel Wierder waren an datt de Premierminister virun dräi Méint just seng Zweedrëttelmajoritéit wollt, fir den État de crise duerchzekréien, an duerno weidergefuer ass wéi virdrun, ouni vun Unité nationale ze schwätzen.

An ech soen: Esou schaaft ee keng Unitéit, déi ee brauch, wann een iwwer Méint wëllt d'Autoritéit bäibehalen!

Mäin zweete Punkt, dat ass, datt net ëmmer alles gesot ginn ass. Ech ginn Iech do och just zwee Beispiller. Am Ufank ass gesot ginn, an ech hunn den Depliant hei, datt ee keng Masken am Fong sollt undoen. Ech hunn den Depliant hei, wou dee Mann mat Mask rout ausgestrach ass, e roude Rondel mat engem Stréch derduerch. Do steet niewendrun: „Eng normal Mask bitt Iech kee Schutz virun Ustiechungen."

Dat ass och richteg, mee mir hunn awer och sengerzäit direkt am Ufank mat enger ganzer Rei Epidemiologe geschwat, an déi hunn eis all gesot: „Et ass sécher kee Schutz géint Ustiechungen, mee et ass awer besser, Dir dot se un! Et ass awer besser, Dir dot se un, well se awer trotzdeem méi schützt, wéi wann Der keng Mask unhutt." Esou krute mir vun Ufank u sofort gesot. D'Regierung huet eng aner Kommunikatioun sengerzäit gemaach. An haut si mer amgaang, e Gesetz ze stëmmen, wou d'Masken eng Obligatioun ginn, nodeem mer am Ufank gesot kruten: „Dot keng un, well se bréngen näischt!"

Sou, dat ass net onbedéngt, fir Vertraue matzebréngen, et ass fir ze froen: Wéi sollen d'Leit Iech da gleewen? An de Problem, mengen ech, ass, datt Der de Leit duerchaus hätt kënne soen: „Mee mir hunn net genuch Masken!" Jiddwereen hätt dat am Ufank verstanen. Wann Der der Honnertdausende braucht, dann hutt Der der am Ufank nécessairement net genuch, well déi hutt Der net op Stock. Dat ass jo keng Diskussioun, dat ass jo kee Problem.

A wann Der gesot hätt: „Mee et ass elo kloer, an dëser Situatioun suerge mer derfir, datt d'Gesondheetspersonal, déi un éischter Front sinn, emol all eis Maske kritt, well déi brauche se méi wéi all déi aner Leit!", da wär dat och logesch gewiescht. Dann hätt dat och jiddweree verstanen. A wann Der dat de Leit erkläert, da kritt och jiddwereen dat mat. Da gëtt dat och matgedroen an et hätt Iech erlaabt, eppes anescht ze soen. Dat heescht, et hätt Iech et och erlaabt ze soen: „Mee dann dot wéinstens e Schal un. Et bréngt zwar net esou vill wéi eng Mask, mee et ass trotzdeem besser wéi näischt!"

Haut stëmme mer e Gesetz, wou d'Mask, de Schal, de Buff oder wat och nach ëmmer, Obligatioun ass. Dat hätt ee schonn déizäit ouni Problem kënne soen, wann een zouginn hätt, datt een net genuch Masken hätt, wat awer a mengen Ae kee Problem gewiescht wär.

Dat selwecht gëllt fir d'Teststrategie. D'Covid-Taskforce schreift an hirer Explikatioun zur Teststrategie deen heite Saz: „Das Ziel ist es, die gesamte Bevölkerung testen zu können, zum Teil mehrmals, einschließlich der etwa 200.000 Grenzgänger." An dofir géif een zirka 1,8 Millioune Tester brauchen. Dat huet den Här Meisch och méi wéi eng Kéier repetéiert.

Dat ass awer net esou. Haut hu mer 466.000 Tester kaaft, dat ass op jidde Fall dat, wat mir an der Kommissioun offiziell gesot kritt hunn. Et gëtt net déi sämtlech Populatioun mehrmals getest. A bei de Primaner war och gesot ginn, datt d'ganz Primanerpopulatioun géif getest ginn. Dat ass awer och net d'Realitéit gewiescht. Dat stëmmt also alles net esou, wat gesot ginn ass. A wann ee Saache seet, déi net stëmmen, dann huet een heiansdo Schwieregkeeten, fir duerno déi Autoritéit ze behalen, déi een awer muss hunn an esou Situatiounen.

Elo schwätzen ech nach net iwwert déi ëffentlech Ausschreiwungen, ronderëm déi mer eng Diskussioun bei deenen Tester hunn. D'ailleurs wollt ech Iech awer just à ce propos froen, well d'Ausso vun der Regierung war, datt och nom 31. Juli déi Tester géife weidergefouert ginn an datt, wa se nom 31. Juli géife weidergefouert ginn, se dann dës Kéier iwwer eng normal Ausschreiwung géife lafen ... Dat war op jidde Fall dat, wat offiziell vun der Regierung matgedeelt ginn ass.

Ech kenne jo elo liicht eppes vun Ausschreiwungen, well ech där vill hu missen exercéieren. Elo si mer den 22. Juni, an den 1. Juli muss déi Ausschreiwung fäerdeg sinn. Dir hutt awer, wann Der eng klassesch Ausschreiwung maacht, eng Rei Délai-obligatoiren, déi Der net kënnt verkierzen. Dofir ass meng Fro: Ass et dann elo ausgeschriwwen? Well soss hutt Der awer richteg Schwieregkeeten, fir dat den 1. Juli iwwert den normale klassesche Wee ze maachen. An da musst Der erëm eng Urgenceprozedur huelen, wou Der awer formell gesot hutt, Dir géift déi dës Kéier net méi huelen. Dir kënnt jo duerno drop äntweren.

An da soen ech mäi leschte Punkt. Dat ass, datt eng chaotesch Kommunikatioun awer a mengen Ae stattfonnt huet an deene leschte Méint. Wann ee wëllt d'Leit u Bord halen, da muss een eng Kommunikatioun maachen, déi propper, verständlech, novollzéibar ass. Wat awer an deene leschten dräi Méint kommunikatiounstechnesch geschitt ass, wou de Staatsminister an d'Gesondheetsministesch verschidde Woche bal all Dag opgetruede sinn - dat huet mech emol nach net gestéiert -, mee haaptsächlech dann och nach eng ganz Rei aner Ministeren opgetruede sinn, an alles dat live iwwerdroen an der Press! Mir hate bis zu véier Pressekonferenzen den Dag!

Elo sinn ech jo professionelle Politiker an hunn theoreetesch Zäit, fir dat do alles ze kucken, mee ech krut net méi alles gekuckt. Ech krut net méi alles gekuckt! Ech hunn net matkritt, wat déi eng an déi aner gesot hunn. A wéi sollen d'Leit dat da matkréien? Wéi solle se et integréieren? Wéi solle se et verstoen? A wéi solle se et och memoriséieren, well et sinn awer schlussendlech Reegelen, déi d'Leit mussen duerno applizéieren. A wann een esou eng Kommunikatioun, esou e Moudendefilee vu Ministere mécht, déi op dem RTL-Livestream dann alleguer iwwerdroe ginn, wéi wëllt Der dann, datt d'Leit duerno wëssen, wat se solle maachen a wat se net solle maachen?

Wann ech kucken, wéi an der Belsch, Frankräich, Däitschland ronderëm de Premier déi Pressecampagnë gemaach ginn, dann ass dat awer vun engem ganz anere Professionalismus wéi dat, wat hei geschitt ass. Ech hu fonnt, datt de Premier et net fäerdegbruecht huet, déi Kri-

sekommunikatioun uerdentlech a korrekt ze organiséieren.

A schlussendlech déi Kommunikatioun iwwert dësen Text. Niewent allen Onprezisioune maachen ech mer awer eng Rei Suergen iwwert dat, wat elo mat dësem Text geschitt. Wësst Der, mir haten an deem éischten Text eng Rei Reegele stoen iwwert d'Privatliewen. Déi huet de Conseil d'État eis erausgeholl. Do stoung dran, datt een net sollt, oder datt et eng Obligatioun wär, fir net méi wéi sechs Persoune bei sech doheem ze invitéieren a wéi 20 Persounen dobaussen a sengem Privatheem.

Dat huet de Staatsrot mat Recht aus dem Text erausgeholl, well e seet: „Et ass keng Obligation légale!" Et brauch keng Obligation légale ze sinn, et brauch och net am Text ze stoen, well et disproportionéiert ass par rapport zur sanitärer Situatioun, déi mer haut hunn.

Ech ka mech erënneren, datt mer am Bureau vill Diskussiounen haten iwwert d'Obligation, déi sanctionnabel wär, iwwert d'Obligatioun, déi am Gesetz stéing, wou awer keng Sanktioun hannendru wär a wou och keng Kontroll méiglech wär, an iwwert d'Recommandatiounen, an datt d'Madamm Hansen méi wéi eng Kéier gesot huet: „Mee huelt dach all déi Obligatiounen, déi net sanctionnabel an net verifiabel sinn, aus dem Gesetz eraus a setzt se a Form vu Recommandatiounen!", wat vill méi sënnvoll wär.

An ech soen Iech haut, datt ech déi Recommandatiounen, déi am Gesetz stoungen als Obligation non sanctionnée, awer richteg fannen. Well ech fannen, datt an där Situatioun, wou mer hei sinn, mer zwar keng Obligation légale kënnen doduerch schafen. Mee d'Regierung misst awer eng Rei Recommandatiounen erausginn, fir de Leit ze soen: „Passt awer och op an Ärem Privatliewen, wann Der Leit invitéiert, wann Der Är Frënn ronderëm Iech hutt, well d'Saach ass net eriwwer!"

De Problem ass elo just, bei der Situatioun, wou mer elo dragerutscht sinn duerch déi Kommunikatioun, déi iwwert den Text gemaach ginn ass: D'Leit dobaussen hunn d'Impressioun, datt se am Privatliewen am Fong keng Precautioun méi bräichten ze huelen, datt dat elo alles an der Rei wär an datt ee sech absolutt normal kéint behuele wéi virdrun. An elo gitt Der warscheinlech eng Rei Recommandatiounen duerno eraus - ech hoffen, datt Der se erausgitt -, mee elo musst Der zréckruderen zu där Kommunikatioun, déi Der initialement hat. Elo musst Der zréckruderen a soen: „Pardon, passt op! Et ass awer net esou. Mir ginn Iech eng Rei Recommandatiounen am Privatliewen." An hätt Der dat am Ufank vum Gesetz a Form vu Recommandatioune gemaach, dann hätten d'Leit et och dee Moment matkritt, hätten et och verstanen an hätten et akzeptéiert. An ech soen, an dësem Moment ass dat vill méi schwiereg, fir dat duerchzesetzen.

Ech soen och ganz kloer, ech maache mer och eng ganz Rei Suergen, genau aus deem Grond, mee och aus enger Rei anere Grënn, ëm déi Méiglechkeet vun enger zweeter Well. Mir gesi jo elo, wat amgaang ass an anere Länner ze geschéien. An dofir hunn ech fir d'nächst Woch eng Heure d'actualité ugefrot, fir iwwert de Virbereedungszoustand zu enger zweeter Well hei zesummen ze schwätzen: Wou si mer drun? Wat solle mer maachen? Wat wëllt d'Regierung, fir wann eng zweet Well kënnt, dann duerno an der Praxis maachen? Wou sti mer do? An dat ass, mengen ech, déi nächst Aufgab, déi op d'Regierung zoukënnt.

Den État de crise ass iwwermuer eriwwer. Ech mengen, den État de grâce vun der Regierung, deen ass och eriwwer.

(Brouhaha)

De Confinement war deen einfachen Deel vun dëser Kris. Den Deconfinement gëtt weesentlech méi komplizéiert. Hei gëllt et nämlech ze decidéieren, hei geet et drëm, Choixen ze maachen, gesellschaftlech Choixen, sanitär Choixen, ekonomesch Choixen.

Dësen Text ass den éischte Schrëtt nom État de crise, en Text, dee staark Agrëffer an d'Privatliewen a Beschränkunge vun de Fräiheete mécht, déi fundamental Aschnëtter an eis Fräizäit, an eist kulturellt Liewen, an eist dagdeeglecht Liewe mécht, awer en Text, deen an eisen Aen net ausgegoren ass, deen net prezis an den Definitiounen ass, dee juristesch ongekläert Punkten net opléist, an dat a weesentleche Sujeten, dee grouss Lacunnen an de Prozeduren huet, deen net uerdentlech openeen artikuléiert ass an haaptsächlech, deem seng sanitär Moossnamen net erkläert an oft net novollzéibar sinn.

Et ass dofir en Text, deen et fir d'CSV onméiglech ass matzedroen. An ech soen Iech och ganz éierlech: Mir hunn ee Moment geduecht, ob mer eis bei deem Text net sollen enthalen. Aus e puer Grënn: well mer d'Noutwendegkeet gesinn, datt en Text haut muss gestëmmt ginn, well mer och grosso modo mat den Zilsetzungen d'accord sinn a well och op eis Suggestioun hin eng ganz Rei Saache par rapport zum initialen Text verbessert gi sinn.

Mee esou wéi den Text elo virläit, mat esou vill inakzeptabel Onzoulänglechkeeten op weesentleche Froen, déi eis Fräiheete betreffen, komme mer net derlaanscht, op dësen Text e kloren Nee ze joen. An deen Nee soll och eis gréisser Suerg zum Ausdrock bréngen iwwert déi dach chaotesch Organisatioun vum Deconfinement, déi d'Regierung amgaang ass ze maachen.

Dësen Text huet glécklecherweis e Verfallsdatum an engem Mount an ech hoffen, datt an engem Mount d'Regierung et fäerdegbréngt, eis en aneren, uerdentlechen Text zumindest fir déi Zäit duerno op den Dësch ze leeën. Well fir dësen Text kënne mer just e kloren an en däitlechen Nee zum Ausdrock bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wiseler. Den Här Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert gefrot.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President. Just a menger Eegenschaft als Rapporteur vum Projet eng Prezisioun, déi awer net onwichteg ass. Ech kann net am Raum stoe loossen, dass de Kolleeg Wiseler sot, dass d'Kommissiounen hir Aarbechten eréischt konnten de 15. Juni ophuelen nom Avis vum Conseil d'État.

De 15. Juni, wéi den Avis vum Conseil d'État komm ass, hate mer schonn als Gesondheetskommissioun zesumme mat der Commission de la Justice véier Sëtzungen, laang Sëtzungen hannerun eis.

Une voix.- Gelunn!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Iwwer zéng Stonnen hu mer, ier den Avis vum Conseil d'État komm ass, un deene Projeten hei geschafft. Ier den Avis vum Conseil d'État komm ass, hu mer zwee Train-d'amendemente vun der Kommissioun, vun der Kommissioun ...

(Brouhaha et interruption)

Dat ass d'Aufgab vum Rapporteur, well dat d'Aarbechte vun der Kommissioun erëmgëtt.

(Interruption)

... hu mer zwee Train-d'amendementen eraginn, déi vum Conseil d'État nach konnte consideréiert ginn, ënner anerem iwwert den Zwangsconfinement, ënner anerem hu mer Prezisiounen zum Dateschutz, wat fir eng Daten däerfe gesammelt ginn, wéi laang dass se däerfe genotzt ginn, wéi déi verschidde Kategorië beim Dateschutz consideréiert ginn, opgrond vum Avis vun der CNPD.

Ech wollt also net am Raum stoe loossen, dass déi Kommissioun, déi Kommissiounen op den Avis vum Conseil d'État gewaart hunn, fir hir Aarbechten opzehuelen.

(Brouhaha)

An ech wëll och soen, dass et eigentlech net méi an net manner wéi d'Aarbecht vum Parlament ass, dass e Gesetzesprojet ...

(Brouhaha)

... dass e Gesetzesprojet aus dem Parlament net onbedéngt esou erausgeet, wéi e vun der Regierung abruecht ginn ass.

Ech bleiwen do derbäi an ech stelle mech do virun déi Kolleegen aus deenen zwou Kommissiounen, jiddefalls als President vun där enger. An ech ginn dovun aus, dass deen anere President dat selwecht seet!

(Brouhaha)

Mir hunn hei als Parlament eng gutt Aarbecht gemaach. Voilà! Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Di Bartolomeo. Ech ginn d'Wuert zréck un den honorabelen Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech ginn dem Här Di Bartolomeo Recht wann e seet: „Mir hu vill Aarbecht gemaach." Ech soen awer hannendrun: Mir hu ganz vill Aarbecht ëmsoss gemaach, well mer op engem Text geschafft hunn a laange Stonnen a vill Amendementen op den Text gemaach hunn, wou d'Regierung selwer gesot huet: „Et ass e schlechten Text a mir hoffen, datt de Conseil d'État en zu engem Deel ganz frësch schreift", wat de Conseil d'État och gemaach huet. An déi produktiv Aarbecht, déi mer konnte maachen, wéi mer den Avis vum Conseil d'État haten, déi ass méindes de 16. ugaangen, well mer dunn en Text haten, esou wéi ech dat a menger Ried gesot hunn, dee stabiliséiert war a wou ee konnt uerdentlech, produktiv Aarbecht driwwer maachen. De Rescht war vill Aarbecht, vun do un ass déi produktiv ugaangen.

Dofir, ech soen Iech ganz kloer: Wann een op deem Text, deen de Conseil d'État erabruecht hat, hätt wëlle sech bis definitiv ausschwätzen, sech Gedanke maachen iwwert déi richteg Konsequenzen, déi richteg Suitten, dann hätt ee méi wéi fënnef, sechs Deeg gebraucht, fir dat ze maachen. Déi hate mer net, well mer duerch alles dat, wat virdru geschitt war, esou an Zäitdrock gerode waren, datt ee sech net méi konnt seriö op deen Text konzentréieren - wat mer hätte misse maachen.

Elo huet d'Kommissioun nach vill geschafft an ech ginn der Kommissioun keng Schold. Ech ginn hei der Regierung d'Schold, datt se net méi fréi mat engem uerdentlechen Text komm ass an datt se elo nach selwer seet, den Text wär net uerdentlech. Ech hunn nach selten eng Regierung héieren, déi seet: „Stëmmt hei, léift Parlament, en Text, ech weess, datt en net gutt ass, mee stëmmt en awer!" Esou eng Regierung hunn ech nach net héieren!

(Brouhaha et interruptions)

Une voix.- Très bien! Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools. Den Här Di Bartolomeo nach eng Kéier.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Här President, just ee Saz.

(Brouhaha, protestations et coups de cloche de la présidence)

Hei, liest Äert Reglement!

(Coups de cloche de la présidence)

Liest Äert Reglement! Liest Äert Reglement: De Rapporteur kann ëmmer dann aschreiden, wann eng Prezisioun ze maachen ass!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- D'LSAP huet ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- A wou steet dat dann?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Ech well Iech just drop hiweisen, ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wannechgelift, e bësse méi roueg!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- ... dass de Conseil d'État net nëmme kritesch mam Regierungstext war, mee och zu eenzelne vun deenen Amendementen, déi mir abruecht hunn, alles aneschters wéi fréndlech gesënnt war an och do staark Kritiicke geäussert huet.

(Interruption par M. Michel Wolter)

Jo, Här Wolter, ech hunn Iech verstanen. Mee meng Stëmm ass méi haart wéi Är!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo! O Mamm! Si ass awer duerfir net besser!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Di Bartolomeo.

An ech mengen, mir kënnen elo mat den Diskussioune virufueren. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum agedroen. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Ech probéieren dann hei, e bësse Loft aus deem Debat erauszehuelen an deen erëm a gereegelt Bunnen ze féieren.

Mir hunn eng ganz engagéiert Oppositiounsried héiere vum Här Wiseler, deen eis op eng Rei Punkten opmierksam gemaach huet. Ech wäert probéieren, an den nächsten 20 Minutten Iech ze weisen, dass mer als Regierung an als Chamber déi Kris hei, déi eis onerwaart getraff huet, mengen ech, gutt geréiert hunn an dass deen Text, dee mer haut virun eis leien hunn, eng ganz Rei Argumenter liwwert, fir den Text ze stëmmen - en Text, deen, wéi gesot, eng Durée huet vun engem Mount.

« Le Grand-Duché de Luxembourg aura sans aucun doute été le laboratoire d'une gestion efficace des risques liés au Covid-19. » Dat ass en Zitat aus dem „Monde" vum 9. Juni. An ech wëll hei soen, dass ech mech net mam Här Di Bartolomeo ofgeschwat hunn, fir eis Riede virzebereeden.

Ech wéilt dofir awer mat e puer Constaten ufänken de Moien. Jo, Lëtzebuerg ass, mengen ech, gutt duerch dës Kris komm a mir si vun deem Schlëmmste verschount bliwwen. Eis Regierung huet fréi genuch alles an d'Wee geleet a si huet anticipéiert, fir op de Stuerm virbereet ze sinn. Den Taux de mortalité vun deene Leit, déi Covid-19-positiv waren, ass ee vun deenen déifste weltwäit. Eist Gesondheetswiesen ass zu kengem Moment u seng Limitte gestouss an et gouf och kee Manktum u Material. Sanitär Zoustänn wéi zu Bergamo, zu New York oder am Elsass hu mir hei net kannt, an dat war och gutt esou.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Mir hunn eis Capacitéite ginn, fir d'ganzt Land ze testen, an trotz dem Large-Scale-Testing, deen nach ëmmer amgaangen ass, bleiwen eis Infektiounszuelen niddreg. Ech mengen, eleng dës Constate weisen, dass d'Ausso, déi de „Monde" gemaach huet, pertinent sinn. Lëtzebuerg huet dës Kris gutt geréiert. Doriwwer solle mer eis alleguerte freeën, well letztendlech geet et ëm Mënscheliewen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Kolleeginnen a Kolleegen, ëmmer wann ech feststellen, oder de Programm gemaach gëtt an et steet fest, dass ech eng Ried soll an der Chamber halen, notéieren ech mer dat direkt a mengem Kalenner. Dat hëlleft mer, den Iwwerbléck ze halen iwwer eng Rei Aktivitéiten. Et erlaabt mer awer och, mech zäitlech op de Programm ze preparéieren. A wéi ech dës Ried ageschriwwen hunn, do huet mäin Handy mech en Donneschden no der Conférence des Présidents drop opmierksam gemaach, dass ech do schonn eppes ageschriwwen hat.

„Virowend vun Nationalfeierdag" stoung um Display. Ech sinn am Prinzip keen awergleewege Mënsch, mee am éischten Ablack hunn ech gemengt, et wier einfach en Zoufall, dass dëse wichtege Vott haut op den Dag virun Nationalfeierdag fält. Ech hu mech de Weekend awer nach e bëssen domat beschäftegt an et huet mech net lassgelooss, an eng gewësse Symbolik ass awer hei net vun der Hand ze weisen.

De Virowend vun Nationalfeierdag ass an der Reegel den Dag vun der Freed, vum Zesummekommen a vum Zesummesinn. Et ass deen Owend am Joer, wou uechtert d'Land d'Leit sech treffen, sech erausfizen, e Patt zesummen huelen an op de festleche Kader vun Nationalfeierdag sech astëmmen. Et gëtt esou munches gebueden an de Gemengen: Cortègen, Freedefeier, Concerten, Volleksfester, déi gehéieren dozou.

Dat ass dëst Joer anescht. D'Stroosse bleiwen haut den Owend mat Sécherheet zum gréissten Deel eidel. Keng ëffentlech Zeremonie an der Philharmonie, keen Te Deum, wéi mer dat déi lescht Jore gewinnt waren.

Jo, de Coronavirus huet eist ëffentlecht Liewen, eist Zesummeliewe vun haut op muer op d'Kopp gestallt. Nach ëmmer si mer an enger sanitärer Kris, déi nieft de gesondheetlechen Aspekter an deem ville Leed och aner Saachen a Fro gestallt huet. Mir hu missen op villes verzichten, wat eis vertraut war a wat mir bis dohinner ëmmer fir selbstverständlech ugesinn hunn. Dat gëtt op esou engem Dag wéi haut, dem Virowend vun Nationalfeierdag, wou mer elo esou lues scho géifen, mengen ech, an d'Virfreed kommen, besonnesch däitlech. De Coronavirus huet eis Gewunnechte verännert.

Den Dag vun haut eegent sech awer och aus engem zweete Grond. Nieft de Festivitéiten zu Éiere vun eisem Staatschef ass den Nationalfeierdag nämlech och dee Moment, wou een een Ablack stëll ka bleiwen, a sech eragoen an un dat denken, wat eis als Land ausmécht, wat eis zesummenhält a wat eis verbënnt.

Grousses gouf an de leschte Wochen a Méint hei am Land geleescht. Vill Leit sinn un hir Grenze gaangen. Ech sinn nach ëmmer beandrockt vun där grousser Well vu Solidaritéit, vun Engagement a vun Hëllefsbereetschaft. Jo, wa mir haut do stinn, wou mir stinn, dann ass dat de Verdéngscht vun dem Eenzelnen. Jidderee huet op senger Plaz mat senge Kompetenze säin Deel dozou bäigedroen, dass mir mat engem bloen An dovukomm sinn.

Et gouf sech mat Disziplinn a mat Ausdauer un d'Precautiounsmesurë vun der Regierung gehalen. D'Leit hunn d'Aschränkunge vun hirer Fräiheet mat Courage, Verständnis a Solidaritéit akzeptéiert. An ech fannen, dass grad den Nationalfeierdag dee gëeegente Moment ass, fir all de Leit nach eng Kéier Merci ze soen.

Ouni Zesummenhalt an ouni dee bedéngungslosen Asaz vu villen Eenzelne wier dat net méiglech gewiescht. Ouni dësen Ekippegeescht stéinge mir haut net do, wou mir stinn.

Här President, dräi Méint sinn et elo hier, dass mer hei am Haus den État de crise confirméiert a verlängert hunn. Den État de crise ass a bleift en aussergewéinlecht Instrument, wat keng Regierung gären asetzt. Mee et war noutwendeg.

Ech war deemools houfreg, Member an dësem Parlament ze sinn, wat d'Verlängerung vum État de crise eestëmmeg matgedroen huet an domat op eng androcksvoll Aart a Weis bewisen huet, dass Lëtzebuerg a schwéiere Stonnen

déi politesch Iwwerleeungen hannenustellt an zesummenhält am Interêt vum Land.

D'Regierung huet an deene leschten dräi Méint bewisen, dass si sech dee Vertrauensvirschoss fir hir Aarbecht verdéngt huet. D'Regierung huet geliwwert. Et goufen an de leschte Wochen a Méint ganz vill Reglementer geholl, déi et erlaabt hunn, de Motor vun eisem Land och an der Coronakris um Rullen ze halen. D'Regierung, ënnert der Leedung vum Premier Xavier Bettel, huet Wäitsiicht bewisen a gläichzäiteg kuerzfristeg kënnen op Entwécklunge reagéieren. Dat wier mat deene schwéierfällege legislative Prozeduren, déi mir kennen, net an där Form méiglech gewiescht.

Duerfir kann ech haut mat Iwwerzeegung confirméieren, wat mir unanime virun dräi Méint heibanne gesot hunn: Den État de crise war déi eenzeg richteg Entscheedung.

Leider ass d'Enn vum État de crise net gläichbedeitend mam Enn vun der sanitärer Kris, soss hätte mer et elo iwwerstanen a mir kéinten nees esou liewen, wéi dat virum Mäerz de Fall war. De Virus ass nach ëmmer ënner eis, och wann d'Zuelen am Moment gutt sinn. Dorwwer solle mer eis freeën, well dat erlaabt der Regierung, hir Strategie vum progressiven Deconfinement weiderzeféieren.

Trotz der positiver Entwécklung gëllt et awer weiderhi virsiichteg ze bleiwen an näischt ze iwwerstierzen. De Virus ass nach ëmmer bei eis. Eng oniwwerluechten Exitstrategie, eng Strategie op Teufel komm raus, kéint fatal Follgen hunn. Déi rezent Entwécklungen zu Peking weisen, wéi séier dass et ka goen. Do gesi se eng zweet Well op sech zoukommen a si fänken nees mam Lockdown un.

Elo kënnt Der mer soen: „Jo, Peking, China, dat ass alles wäit ewech!" Kommt, mir erënneren eis emol, wéi séier dass de Virus déi éischte Kéier vu China an Europa war! An ech wéilt och op eppes hiweisen, wouriwwer och an de Medie rieds geet - dovunner ass zwar de Moien nach net geschwat ginn. Et geet ëm d'Fleeschveraarbechtungsfabrick an Nordrhein-Westfalen, wou iwwer 1.000 Mataarbechter - dat muss ee sech virstellen! -, iwwer 1.000 Mataarbechter do mam Coronavirus infizéiert si ginn. An dat ass definitiv net ganz wäit ewech vun eis.

Kolleeginnen a Kolleegen, déi zwee Covidtexter, iwwert déi mer haut ofstëmmen, sollen dofir e Kader fir eist Zesummeliewe mam Virus schafen, op d'mannst emol fir e Mount. D'Virgeeënsweis vun der Regierung bleift déi selwecht. Mir taaschten eis lues no vir a kucken, wéi wäit dass mer kënne bis zu engem gewëssenen Zäitpunkt goen. Dat huet eis bis elo gutt duerch dës Kris bruecht: näischt iwwerstierzen, mee eist Handelen op d'Entwécklung vun den Infektiounszuele baséieren.

Ech wäert net an deen allerleschten Detail vun de Mesuren agoen, mee awer e puer méi grondleeënd Froe stellen a mech dorobber fokusséieren. Virobber awer dem Kolleeg Mars Di Bartolomeo merci fir säin ausféierleche Rapport. D'Kommissioun huet effektiv ganz vill an ënner Zäitdrock misse schaffen. Dat huet dem Rapporteur d'Liewe bestëmmt net méi einfach gemaach, dofir him awer e grousse Luef an e grousse Merci!

Kolleeginnen a Kolleegen, an dësem Gesetz sti vill Sécherheets- a Precautiounsmesuren dran, déi mer viru véier Méint nach net fir méiglech gehalen hätten, déi mer eis vläicht nach net hätte kënne virstellen. D'Droe vu Masken, d'Anhale vu Sécherheetsofstänn waren eis bis dohinner komplett friem. Zanter Mäerz gehéieren dës Reegelen, des Geste-barrièren awer zum Alldag. D'Leit hu se och relativ séier ugeholl a sech un déi nei Realitéit gewinnt, warscheinlech well si se fir sënnvoll a fir noutwendeg empfannen. Si gesinn et als hire solidaresche Bäitrag, fir sech selwer an hir Matbierger, ob vulnerabel oder net, virun enger méiglecher Ustiechungsgefor ze schützen.

Ob vun de Leit akzeptéiert oder net, all dës Mesuren, all dës Reegele waren a sinn nach ëmmer en Aschnëtt an d'Fräiheete vum Eenzelnen. Dat kann een objektiv net anescht beurteelen.

A wéi bei all Aschnëtt an eis Fräiheeten, muss een ofweien, ob dëse Schrëtt opgrond vun de Realitéite gerechtfertegt a proportionéiert ass.

M. André Bauler *(DP)*.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech hunn et heibanne schonn eng Kéier gesot: Ech hu mech viru laange Joren an enger Partei engagéiert, déi sech wéi keng aner fir déi individuell Fräiheete vum Mënsch asetzt. Dat fräit Denken, déi fräi Meenungsäusserung, déi fräi Liewensgestaltung, dat sinn d'Eckpeiler vun der Demokratescher Partei an ee vu ville Grënn, firwat ech mech an där Partei engagéiert hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ech kann et dofir awer wierklech kengem iwwelhuelen, wann e sech mat Fräiheetsbeschneidunge schwéierdeet. Dës natierlech Ofneigung, dëse Schutzreflex géint alles, wat a Kontradiktioun steet zu der demokratescher, fräier a liberaler Gesellschaft, begréissen ech souguer. Wann et ëm Moossname wéi Isolement, Quarantän oder souguer Confinement forcé geet, da betrëfft dat de Kär vun der Aart a Weis, wéi mir zesummeliewen a wéi mir eis Gesellschaft gestalten.

M. André Bauler *(DP)*.- Ganz genee!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Mir sinn do wierklech um Nerv ukomm.

Et stellt sech déi fundamental Fro, ob mir mam amendéierten Text, esou wéi en elo um Dësch läit, de richtegen Equiliber fonnt hunn tëschent dem Aschränke vu Fräiheeten op där enger Säit an dem Schutz vun der Allgemengheet an Zäite vun enger Pandemie op där anerer Säit. An et stelle sech dobäi net nëmme formell juristesch Froen, mee och eethesch Froen a moralesch Froen. Moralesch Aspekter mussen hei a Betruecht gezu ginn.

Fakt ass, dass mir an de leschten Deeg an der Kommissioun oder an de Kommissiounen, vill un den Texter geschafft hunn, fir d'Moossname besser gesetzlech ze reglementéieren. Déi Moossname sinn elo manner fräiheetsbeschneidend an dofir méi encadréiert. Dat ass de Meritt vun alleguerten de Memberen, déi an der Kommissioun sinn. An ech zielen do natierlech d'Kolleege vun der Oppositioun mat dobäi, déi konstruktiv um Text matgeschafft hunn, grad wéi un enger ganzer Rei aneren Texter wärend deene leschten dräi Méint.

Sollt een am ëffentleche Raum Rassemblementer vu méi wéi 20 Persounen zu dësem Zäitpunkt nach u Sécherheetsmesurë knäppen? Ass d'Droe vun enger Mask zu dësem Zäitpunkt nach noutwendeg? Sollt een de Sécherheetsofstand vun zwee Meter zu dësem Zäitpunkt nach anhalen? Ech kann Iech rouege Gewëssens soen, ech géif hei dräimol Jo soen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP)*.- An ech géif Iech en Artikel un d'Häerz leeën, dee viru ganz Kuerzem am „Spiegel" stoung. Do geet et ëm d'Situatioun an Israel. An Israel hate se Mëtt Mee keng Neiinfizéierunge méi. Si hu gelockert. D'Leit hu sech hiert fréiert Liewen, esou wéi et war, zu 100 % zréckgeholl. An elo hu se erëm zweet Well mat méi wéi 100 Neiinfektiounen den Dag. An duerfir, mengen ech, gëllt et, virsiichteg ze sinn an och weider op déi heite Mesuren opzepassen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Genee!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Loosst mech nach eppes zu deem ominéise „confinement forcé" soen. Wat de Fong betrëfft, do gëtt et dat Instrument jo schonn eng Zäitchen. D'Hospitalisation forcée ass festgeschriwwen am Gesetz vum 21. November 1980 iwwert d'Organisatioun vun der Direction de la santé. Dat sinn elo 40 Joer hier. Et schéngt bis viru Kuerzem kee gestéiert ze hunn oder et hat och vläicht bis viru Kuerzem keen et bemierkt.

D'Iddi dohannert ass awer an all deene Joren déi selwecht bliwwen. Et geet drëm, d'Allgemengheet virun enger ustiechender Krankheet ze schützen. Dat geschitt op d'Käschte vun der Fräiheet vun engem Eenzelnen. Vusäite vun der Santé hunn ech héieren, dass deen Text bis elo eréischt eng Kéier bei engem Tuberkuloskranken applizéiert ginn ass. Deen Text ass eemol applizéiert ginn a 40 Joer.

Wann een ustiechend ass a riskéiert, duerch säi Verhalen eng Gefor fir déi aner Leit ze sinn, da brauch een eng legal Basis, fir dat kënnen ze ënnerbannen. Iwwregens ass de Prinzip dovunner och net vum Staatsrot a Fro gestallt ginn. An der Diskussioun geet et vill méi ëm den Encadrement, déi legal Recoursen an ëm Gardefoue fir ze evitéieren, dass Leit ouni berechtegte Grond a géint hire Wëlle festgehale ginn. An anere Wierder: Et geet drëms, fir Abusen ze vermeiden.

Wann ee sech elo d'Prozedur ukuckt, da stinn elo Garde-fouen dran, déi am Laf vun de Kommissiounsaarbechten derbäikomm sinn. D'Initiativ behält den Direkter vun der Santé. Wann eng infizéiert Persoun eng Gefor fir anerer duerstellt a sech opposéiert, fir op enger appropriéierter Plaz beherbergt ze ginn, da kann de Santésdirekter de President vum Tribunal vum Bezierksgeriicht mat enger Requête saiséieren. Et ass also direkt e Magistrat domadder befaasst.

Déi infizéiert Persoun gëtt dann an engem Delai vu maximal 24 Stonne vum President vum Tribunal oder sengem Delegéierten empfaangen a gehéiert. D'Persoun gëtt also convoquéiert an hire Point de vue ka se dann dem Magistrat duerleeën.

Eréischt duerno kann de President vum Bezierksgeriicht per Ordonnance der Requête vum Santésdirekter eng Suite ginn. Géint dës Ordonnance kann een e Recours aleeën. Een Appell géint d'Ordonnance ass also méiglech a gëtt souguer vun der Cour d'appel an de Referé geholl. Si muss innerhalb vu 24 Stonnen no der Requête statuéieren.

Wéi gesot, wann et ëm d'Aschränkunge vun de Fräiheete geet, da fannen ech, dass eng gesond Portioun Skepsis duerchaus ubruecht ass. Dat soen ech als Liberalen. Bei deene ville konstruktive Kommissiounssëtzungen hu mir awer elo zesummen eng Prozedur op d'Bee gesat, déi de Risiko vun Abusen op e Minimum reduzéiert.

A wann ech op meng Fro vu virdrun zréckkommen, da si mir als DP der Meenung, dass dës Moossnam a Prozedur net nëmmen opgrond vun der Pandemie gerechtfertegt sinn, mee eeben och déi néideg Garantië mat sech bréngen. Dëst gëllt souwuel fir dësen Artikel wéi och fir de Rescht vum Text.

Kolleeginnen a Kolleegen, zënter dem Ufank vun der Kris schwätzen ech hei uewen ëmmer erëm vun enger Course géint de Virus, vun engem Marathon. Mam Enn vum État de crise gëtt d'Regierung de Staffelstaf elo nees un d'Parlament zréck. Et ass elo un der Chamber, fir dës Course op en Enn ze lafen. Kommt, mir halen och an de leschte Meteren Ausdauer an Disziplinn. Geschwë si mir am Zil ukomm.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn zu dësem Text den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci dem Rapporteur Mars Di Bartolomeo fir deen exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport, e schrëftleche Rapport vun 89 Säiten, deen e ganz gudde Recapitulatif ass vun deene leschte Méint. En ass ganz gutt geschriwwen, en huet eng ganz Rei vu Phasen, déi an dëser Zäit virkomm sinn, gutt dokumentéiert an et ass en Dokument, wat ee soll halen. Et ass en Dokument, wat ee vläicht nach eng Kéier ka gebrauchen. Ech hoffen net. Mee wa mer et nach eng Kéier brauchen, kënne mer op dat heiten Dokument zielen.

Den État de crise, dee geet op en Enn, mee déi sanitär Kris, déi ass nach net eriwwer. An och d'Konsequenzen dovunner sinn nach laang net ausgestanen.

Wat sech also elo ännert, dat ass, dass et elo d'Parlament ass an net méi d'Regierung, déi dës Kris um legislative Plang wäert encadréieren. Den État de crise ass gläich eriwwer an d'Regierung ka keng Reglementer méi huelen, mee muss iwwer Gesetzer fueren, déi duerch d'Chamber ginn. Déi zwee Gesetzer, déi mer haut de Moie stëmmen, sinn e wichtegen Deel vun dësem Iwwergang zu enger parlamentarescher Normalitéit.

Réckbléckend muss ee soen, dass den État de crise et der Regierung erméiglecht huet, ganz séier kënnen an deene verschiddenste Beräicher Decisiounen ze huelen, fir d'Verbreedung vum Virus anzedämmen. Dat waren zum Deel ganz radikal Mesuren, déi och seriö Auswierkungen op d'Liewe vun de Leit an och vun der Ekonomie haten an och nach ëmmer hunn.

Am Resultat muss een awer soen, dass dat néideg war an dass déi Mesuren och gegraff hunn. D'Zuele sinn direkt Ufank Abrëll, 14 Deeg nom Confinement, direkt erofgaangen. D'Decisioun vun der Regierung a vum Parlament war also déi richteg. D'Regierung huet grouss Efforte gemaach, fir déi negativ Konsequenze vun deem État de crise ofzefiederen, och wann et leider net méiglech ass, alles ze kompenséieren.

De Succès vun dëse Mesuren um sanitäre Plang huet et eis och erlaabt, etappeweis, an dat ass ganz wichteg, etappeweis aus dësem Confinement erauszekommen, sou dass mer am Moment am Verglach zu anere Länner ganz gutt dostinn. An déi Etappe si wichteg: fir d'éischt eng Analys vun der Situatioun, zweete Punkt, konsolidéiert Chifferen, an drëtte Punkt, Deconfinement.

Wichteg war eis ëmmer, déi vulnerabel Leit ze schützen, progressiv dann och aus dem Confinement erauszeklammen, mat enger Prevalenzzäit vu 14 Deeg. An da kann een natierlech den 13. Dag schonn eppes fuerderen, wat awer eréischt de 14. Dag ka gemaach ginn, well mer eis un déi Zäit wëllen halen. Dat ass och richteg esou.

Wichteg war et och, eis Situatioun an de Spideeler am A ze behalen, eis Bierger no an no ëmmer méi ze responsabiliséieren, e Monitoring ze assuréieren, deen et eis erlaabt, wëssenschaftlech fundéiert Decisiounen ze huelen.

D'Bierger no an no ze responsabiliséieren, Här Wiseler, ass och eng Strategie gewiescht vun de Masken. Am Ufank war et richteg, zu de Leit ze soen: „Haalt Är Distanzen an! D'Masken, déi bidden Iech net dee richtege Schutz." Et ass wichteg gewiescht, fir d'Leit ze responsabiliséieren, datt se d'Distanze sollten halen.

An et huet een et ganz gutt gesinn, well vun un, dass een d'Masken agefouert huet, sinn d'Distanze vun de Leit vill méi reduzéiert ginn, sinn d'Leit vill méi no beieneekomm. Duerfir war et richteg, emol am Ufank d'Leit auserneenzehalen, fir dass d'Leit et an d'Käpp kritt hunn an den éischte Wochen, dass se auseneе solle bleiwen. Dat war déi richteg Decisioun, déi do geholl ginn ass.

D'Chamber, Här Wiseler, war an der ganzer Period ganz enk an déi Diskussiounen hei matagebonnen. D'Zesummenaarbecht tëschent der Regierung an dem Parlament war ganz gutt. Den Här Rapporteur, den Här Di Bartolomeo, huet et gesot: 18-mol ass d'Regierung mam Bureau a mat der Conférence des Présidents zesummekomm. 18-mol ass d'Parlament informéiert ginn iwwert de Wee, …

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Warscheinlech manner dacks wéi Pressekonferenzen.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- … wou mer eis zesummen eens waren, dass dat dote sollt de Wee …

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- „Informéiert" ass richteg gesot. Informéiert ginn!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Jo, informéiert ginn an och mat consultéiert ginn, well et si ganz vill Saachen duerno nach matagefloss. Maacht Iech dach net selwer erof!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Consultéiert iwwert dat, wat decidéiert ass, gediert!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Maacht Iech dach als CSV net selwer erof!

(Brouhaha et interruption par la présidence)

Dir hutt geholfef, an dësem État de crise d'Texter besser ze maachen. Gleeft dach dorunner! Gleeft emol eng Kéier un Iech selwer, Här Wiseler!

(Brouhaha et hilarité)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- A, Dir sidd witzeg.

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Mir sinn awer déck vernannt ginn, soubal wéi mer eppes gesot hunn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Engel huet d'Wuert a soss keen!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Dir sidd do un den Texter mat bedeelegt gewiescht, fir déi auszeschaffen. An am Detail kann ee ganz sécher déi eng oder déi aner Kritik hei ubréngen, wou et normal ass, datt och net jiddwereen déi selwecht Meenung huet.

Mee Dir hutt virdrun - et huet mech awer e bësse revoltéiert - gesot, et wären onlogesch Passagen an deem Text do dran. Ma et gi ganz vill Texter, Här Wiseler - an Dir waart laang Minister an Dir hutt Der nach an Äre Reien, déi och laang Minister waren -, wou eng ganz Rei vun onlogeschen Textpassagen dra sinn.

Ech ginn ee Beispill: Op der Autobunn musst Der bei engem Chantier, an där gëtt et der ganz vill, heiansdo mat 70 oder heiansdo mat 50 laanschtfueren. Obwuel et zwou Spuere ginn, wou et gutt iwwersiichtlech ass, datt keen Iech entgéintkënnt, muss een heiansdo mat 70 fueren. Net nëmme wärend der Dauer vum Chantier, mee och nach nuets muss een da mat 70 fueren! An op enger Landstrooss, déi mat Kéieren duerch Bëscher geet, wou et geféierlech ass, kann ee mat 90 fueren. Ass dat da logesch?! Fannt Dir dat dann alles esou logesch? …

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Siwe Joer sidd Der an der Regierung! Wann Iech eppes net gefält, da musst Der et änneren, Här Engel!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- … ass dat dann alles logesch?

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Dir sidd an der Regierung, net mir! Elo gëtt et awer Zäit!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Ech fannen och, dass dat net alles logesch ass. Mee dofir elo deen Text hei esou ze kritiséieren, dass et hei vun onlogesche Passagë géif trifen, dass dat net gutt wär, dat fannen ech net ganz richteg.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Par ailleurs steet dat anert net am Gesetz, mee et ass just eng Applikatioun.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, dann ass et eng Applikatioun. Mee Dir hätt se och kënnen änneren, …

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass awer e liichten Ënnerscheed.

M. Georges Engel *(LSAP).*- … wéi Der déi Zäit Minister waart.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et sinn effektiv just kleng Detailer.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Et ass awer …

(Interruption)

Mir sinn eis awer eens, dass et net logesch ass.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Den Här Lucien Lux ass an der LSAP, mengen ech, jo?! E wollt et expressis verbis net änneren.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Et ass awer, an dat muss ech soen, wärend deem État de crise hei effektiv keng Parteipolitik, hunn ech emol d'Gefill gehat, bedriwwe ginn. Op d'mannst huet se sech a Grenze gehalen.

(Interruption)

Iwwert d'Parteigrenzen ewech gouf zesummegeschafft, heiansdo ënner ganz groussem Zäitdrock, mat dem Zil, méiglechst gutt duerch dës Zäit ze kommen. An elo am Nachhinein gesäit ee jo, datt d'CSV awer duerno virdrun alles besser wousst. Dat ass eng Tugend, déi si hunn, déi natierlech relativ einfach ass, well duerno weess ee virdrun alles besser!

An ech freeë mech drop - dëse Gesetzestext ass jo fir ee Mount gutt -, elo wärend deem Mount, op alleguer déi Amendementer, déi nach zu dësem Text komme vun der CSV! Mir waarde jo da gespaant mat drop, dass dësen Text soll besser ginn, wann et en nächsten Text dann no engem Mount soll ginn.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mécht d'Regierung näischt méi? Huet d'Regierung of…?

(Hilarité et interruption)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech waarden awer och op déi vun der Regierung elo momentan, déi selwer seet, den Text wär net gutt.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat ass eng zimmlech Kakofonie, wat vun …

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Engel, Är Logik ass net ganz staark!

(Brouhaha)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech sinn iwwerzeegt, dass dëse Gesetzestext, deen duerno kënnt, jo da vill besser wäert sinn, wann d'CSV deen dann amendéiert huet.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Et wier gutt, wann ee vun der Regierung …

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dat heescht, Der gitt schonn dervun aus, datt Der kee gudde fäerdegbréngt?!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech sinn och iwwerzeegt, dass d'Leit dobausse vun eis erwaart hunn, dass mer hei alleguer zesumme solle schaffen, dass et iwwert d'Parteigrenzen ewech soll an dëser Kris eng Eenegkeet ginn. An et war och gutt esou, dass mer déi haten.

Wann et eescht ass, da muss ee kënnen zesummenhalen an un engem Strang zéien an et duerf een net, wéi aner Leit et emol gesot hunn, da léien. Dat wär op kee Fall richteg. Dat ass och net gemaach ginn. Et ass mat oppene Kaarte gespillt ginn, d'Oppositioun ass matagebonne ginn a konnt esou vill Froe stellen, wéi se wollt. An d'Regierung huet sech wierklech déi néideg Zäit geholl, fir op all déi Froen ze äntwerten, mat wierklech ganz, ganz laange Sitzungen, déi awer noutwendeg waren, fir Kloerheet ze schafen.

Déi, déi vun Ufank un derbäi waren, déi kënnen dat och objektiv beurteelen. Déi, déi natierlech net do waren, kënnen elo net soen, dass se net informéiert waren, well se net derbäi waren, well et war jo dann hire Choix, dass se net derbäi waren.

Dat war och d'Approche beim Ausschaffe vun dësen zwee, jo, kompliziéierte Gesetzer - ech ginn dem Här Wiseler do Recht -, déi mer haut hei virleien hunn. Mir sinn eis all bewosst, dass sech d'Situatioun vu Woch zu Woch erëm verännere kann an och verännert huet virdrun an dass mer um gesetzleche Plang nach net ganz zur Normalitéit vu virun der sanitärer Kris kënnen zréckkommen. Wien dat wëllt, wien erëm wëllt zréckkommen zu deem Etat vu virun der Kris ouni Restriktiounen, deen ass onverantwortlech a spillt mat der Gesondheet vun de Leit. An dat ass net gutt.

Mir wëllen en anere Wee. Mir hunn nämlech en anere Wee gewielt: dee vun der Sécherheet an dee vun der Preventioun. A mir wäerte bei eiser Method bleiwen, Etappe si wichteg: d'Analys vun der Situatioun, consolidéiert Chifferen an dann Deconfinement.

Mir wäerten an deene kommende Méint musse genausou séier sinn, fir Gesetzer ze maachen an ze adaptéieren, wéi d'Regierung dat bis elo mat Règlement grand-ducal gemaach huet. Mir kënnen dobäi zréckgräifen op d'Erfarungen aus deene Méint, déi hanner eis leien, an op deenen déi Gesetzer, déi mer de Muere stëmmen, och opbauen.

Elo wou d'Infektiounszuele relativ niddreg sinn, brauchen d'Mesuren net esou restriktiv ze sinn, wéi se nach viru Woche waren. Sollt de Risiko vun enger zweeter Infektiounswell awer klammen, esou mussen eventuell séier erëm nei oder méi Aschränkunge beschloss ginn.

Op eng Pandemie ware mer net wierklech virbereet, an dach war eise Gesondheetssystem zu kengem Moment iwwerlaascht an all Infizéierte konnt uerdentlech behandelt ginn. D'Capacitéite vun de Spideeler goufen an enger Rekordzäit eropgesat an et konnte ganz vill Leit mobiliséiert ginn, fir Enkpäss ze vermeeden.

Ze verdanken hu mer dat dem Ëmstand, dass mer generell zu Lëtzebuerg e staarke Sozialstaat an e gutt fonctionéierende Gesondheetssystem hunn, deen net no der leschter Finanzkris doutgespuert gouf. Dat war richteg esou.

An eng formidabel Aarbecht huet och an dësem Dossier - an ech wëll dat eng Kéier ganz kloer an däitlech hei soen, dat ass och d'Meenung vun der absoluter Majoritéit vun de Leit dobaussen - eis Gesondheetsministesch, d'Paulette Lenert, gemaach, där et gelongen ass, d'Rou ze behalen, déi richteg Wierder ze fannen an déi richteg Decisiounen ze huelen, an déi innerhalb vun e puer Wochen zesumme mat hire Leit de Gesondheetssystem esou adaptéiert huet, dass mer elo preparéiert sinn, wann eng zwee Infektiounswell sech géif ukënnegen.

Als Chamber wäerte mer e ganz reegelméissegen Echange mat der Gesondheetsministesch brauchen, fir d'Mesuren, déi mer elo per Gesetz huelen, un déi aktuell Situatioun kënnen unzepassen.

Vill vun deene Gesetzer, déi mer an deene leschten Deeg gestëmmt hu respektiv haut wäerte stëmmen an nach wäerten unhuelen, sinn an der Zäit limitéiert. Dëst Gesetz ass e Gesetz fir ee Mount! Domadder ass eng reegelméisseg Evaluatioun vun de Mesuren automatesch virgesinn. An déi Evaluatioun musse mir och op fundéierte Chiffere kënnen huelen. Duerfir fuerdere mer d'Regierung och op, dee reegelméissege Mechanismus ze installéieren, fir all déi Mesuren ze evaluéieren an dann och kënnen nozejustéieren, wann et noutwendeg ass, an déi Modellisatiounen och weiderzeféieren.

A wann ech richteg informéiert sinn, Madamm Gesondheetsministesch, kommen haut erëm nei Zuelen eraus. Dat ass och gutt esou.

Et muss allerdéngs och nach méiglech sinn, méi séier Gesetzesännerungen ze maachen, wann dat sech als noutwendeg oder sënnvoll erweist. Fir d'Chamber ass dat ongewinnt. Jo, dat geet heiansdo séier. Normalerweis bessere mer e Gesetz just da kuerzfristeg no, wann eppes iwwersi gouf oder an der Praxis net esou fonctionéiert, wéi dat geduecht war. Dat ass dës Kéier anescht. Ännerungen oder awer Verlängerunge vun eenzelne Mesuren a relativ kuerzen Ofstänn wäerten egal wéi mussen hei gemaach ginn. An ech ka mer gutt virstellen, dass a kierzester Zäit och zu dësem Gesetzesprojet schonn Ännerunge kéinte geholl ginn.

Mir sollten dobäi d'Strategie vun der Regierung awer bäibehalen, wou d'Verännerunge schrëttweis gemaach ginn, den Impakt dervu gemooss gëtt an dann decidéiert gëtt, wéi et weidergeet. Den Drock vun alle Säiten, fir natierlech séier erëm eis Fräiheeten erëmzegewannen, deen ass immens grouss. Wa mer elo awer net virsiichteg sinn, riskéiere mer en änlechen Zenario wéi am Mäerz. D'Gefor ass net eriwwer. Wa mer e räsonabele Mëttelwee fannen, da misst et gelénge, esou duerch dës Kris ze kommen, dass mer net nach eemol esou streng Mesurë wéi déi am Ufank mussen huelen.

Ech sinn optimistesch, dass dat méiglech ass, well mer haut awer eng Rei vu wëssenschaftlechen Erkenntnisser hunn, déi eis viru Wochen nach gefeelt hunn. Mir si besser ekipéiert, mir hu méi Material a mir hu virun allem d'Méiglechkeet, systematesch Leit ze testen a fréi ze mierken, wann iergendwou en neien Infektiounsherd entsteet. Well ech zweifele wierklech drun, dass mer eis esou e Lockdown wéi deen, dee mer elo haten, nach eng Kéier kënne leeschten.

Nieft dëser noutwendeger Navigation à vue - jo, dat ass eng - wäert et Sënn maachen, an aller Rou a mat deem néidegen Expertewëssen iwwer e generellt Pandemiesgesetz nozedenken, dat iwwert d'Covid-19-Kris eraus e Kader setzt, wéi mer mat Pandemien ëmginn. Dat heite war eng éischt, an d'Gefor, dass weiderer nokommen, déi ass ganz reell.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- An esou kuerzer Zäit wär dat neit Gesetz awer net méiglech gewiescht. Déi Diskussiounen, déi mer haten, hu gewisen, dass et net ëmmer einfach ass, déi optimal Balance ze fannen tëschent dem Schutz vun der Allgemengheet an der Fräiheet vun deem Eenzelnen. An dobäi steet fir eis de Schutz vun der Gesondheet vun der Allgemengheet als Prioritéit do.

Egal wéi déi konkreet Mesuren ausgesinn, et muss een e puer Prinzippien awer respektéieren: Aschränkunge vu bestëmmte Fräiheete mussen noutwendeg an och verhältnisméisseg si par rapport zu den Ziler vun der Gesondheetspolitik am Fall vun enger Pandemie. D'Decisiounen heifir mussen transparent an novollzéibar bleiwen. A gesetzlech Dispositioune mussen esou formuléiert sinn, dass Abuse verhënnert ginn.

Trotz deem ganz enken Zäitkader huet d'Chamberskommissioun hei ganz invensiv geschafft an et goufe grad an dësem Projet de loi eng Rei kritesch Froe ronderëm dës Prinzipie gestallt. Et war en Text, dee gelieft huet, jo, et war en Text, dee sech geännert huet.

Vill Diskussiounen, déi meescht, goungen ëm déi Zwangsmoossnamen, wann eng infizéiert Persoun géif refuséieren, fir sech ze isoléieren. Vill Diskussioune gouf et dorëm. U sech e Fall, dee mat gréisster Warscheinlechkeet net wäert optrieden. D'Kommissioun huet vill doru geschafft, fir um Enn en Text virleien ze hunn, deen d'Prinzippien, vun deenen ech grad geschwat hunn, dann och respektéiert.

En Zwangsisolement muss ëmmer als lescht Méiglechkeet gewielt ginn, wann et keng aner Léisung gëtt, déi manner contraignant wier. En ass nëmmen da méiglech, wann eng infizéiert Persoun eng Gefor fir anerer duerstellt a selwer all aner Méiglechkeete refuséiert, fir dës Gefor ze limitéieren. Et geet hei ausschliisslech ëm e Problème de santé publique. Keen anert Argument ka genotzt gi fir esou eng Zwangsmoossnam.

A schliisslech huet d'Chamberskommissioun nach eng Appellméiglechkeet an d'Gesetz ageschriwwen an e ganz kuerzen Delai, soudass bannent 48 Stonnen no enger Zwangsisolatioun séchergestallt gëtt, dass dee Betraffenen net zu Onrecht géint säi Wëlle festgehale gëtt.

Et ass net einfach, d'Rechter an déi perséinlech Fräiheet vun deem Eenzelnen ofzeweie géint berechtegt Interesse vun aneren. Als LSAP, ech soen et nach eng Kéier, si mir awer der Meenung, dass et am Extreemfall muss méiglech sinn, eng Persoun kuerzzäiteg an hirer Fräiheet anzeschränken, wann anerwäerts riskéiert gëtt, aner Leit unzestieche mat enger Krankheet - wéi de Mars Di Bartolomeo gesot huet, dass ee quasi als Virusbomm duerch d'Géigend ka lafe mat enger Krankheet -, fir déi et nach keng Medikamenter gëtt an déi zum Doud féiere kann.

Mir ginn natierlech dervun aus, dass déi allermeescht Leit sech fräiwëlleg wäerten isoléieren, wa se infizéiert sinn, a mir hoffen, dass dës Dispositioun an der Praxis net muss ugewannt ginn.

Ännerungen huet d'Chamberskommissioun ausserdeem op Urode vun der Dateschutzkommissioun gemaach, well mir eis ganz bewosst sinn, dass d'Gesondheetsdonnéeën zu deene sensibelsten Donnéeë gehéieren, déi et iwwer eng Privatpersoun gëtt. Esou wéi den Text elo virläit, si mir als LSAP iwwerzeegt, dass och hei d'Prinzippie vun der Noutwendegkeet a vun der Verhältnismëssegkeet respektéiert sinn.

Wéi gesot, Majoritéit an Oppositioun hunn an dësem Dossier konstruktiv zesummegeschafft. An ech hoffen, dass dat an dësem wichtegen Dossier, an dësem schwierege Beräich vun der sanitärer Kris och wäert esou bleiwen.

An deem Sënn hat ech mer erwaart, vläicht dach a menger Naivitéit, dass d'Oppositiounsparteien, zemools déi gréisst, dës Gesetzer géife matstëmmen, vu dass se och hir Handschréft hei droen. Leider ass deem net esou. An ech fannen et, erlaabt mer, dat awer och ze soen, onverantwortlech, dat Gesetz hei net ze stëmmen!

(Brouhaha et exclamations)

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech fannen et onverantwortlech, et esou ze schreiwen!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech fannen et onverantwortlech, dat Gesetz hei net ze stëmmen. Well wat geschitt, wann dat Gesetz hei net d'application gëtt? Da komme mer erëm zréck an déi Situatioun vu virun der Kris, wou alles erlaabt ass, wou mer kënnen alles maachen, …

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Verantwortlech wär et gewiescht, en uerdentlechen Text ze schreiwen!

M. Georges Engel *(LSAP).*- … Rassemblementer, Concerten, wou Dausende Leit kënnen zesummekommen, wou zu Dausende Leit kënnen zesummekommen, mat dem Risiko, dass Leit sech infizéieren, …

(Interruption par M. Michel Wolter)

… mat dem Risiko, dass d'Leit sech infizéieren!

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Här Wolter, lauschtert léiwer no!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Onverantwortlech, wann ee liest, dass virgëschter nach an Däitschland iwwer 1.000 Leit an enger Fleeschfabrik - ech nennen dat eeben esou - positiv getest goufen; onverantwortlech, wann ee liest, dass an Israel, nodeems déi e ganz strenge Confinement haten an du lues a lues deconfinéiert hunn, elo eng zweet Well ënnerwee ass, …

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An duerfir wär et wichteg gewiescht, hei e kloren Text ze hunn!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Maacht en uerdentlechen Text, da stëmme mer e mat!

M. Georges Engel *(LSAP).*- … dass d'Schoulen erëm zougemaach ginn an dass 24.000 Leit do a Quarantän sinn. Onverantwortlech virun enger Vakanzenzäit, wou d'Leit erëm vill reesen a wou de Risiko vun Infektiounen erëm méi grouss gëtt. Onverantwortlech, wann ee sech hei a Riede staark mécht fir d'Santé publique an dann awer dat net um Terrain walte léisst.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Maacht en uerdentlechen Text!

M. Georges Engel *(LSAP).*- An et schéngt mer, an et schéngt mer wierklech, …

(Interruption)

… wéi wann hei an der CSV sech dee méi radikalen Hardlinergrupp duerchgesat huet.

(Brouhaha)

An ech sinn iwwerzeegt, dass heibannen iwwerhaapt net jiddweree frou ass mat där doter Decisioun an dass et eng ganz Partie räsonabel Stëmmen an der CSV gëtt, déi dat heite Gesetz sécherlech gär matgestëmmt hätten. Et deet mer leed, dass dat hei net de Fall ass.

Ech sinn zefridden, dass mir dësen Text hei kënne stëmmen. An ech fannen et onverantwortlech vun deenen, déi en net stëmmen. Dass ee sech kann enthalen, dat kann ech verstoen. Mee hei dergéint stëmmen, dat fannen ech onverantwortlech.

Merci.

Une voix.- Dat do war net déck!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. D'Madamm Hansen freet d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, merci. Ech wollt dem Här Engel just soen, datt eis Deputéiert hei alleguer Nee zu deem Gesetz soen, an ech soen lech och firwat: well et onverantwortlech ass, e schlecht Gesetz ze stëmmen! Well et onverantwortlech ass, hei ee Gesetz ze stëmmen ouni kloer Consignen, ouni Kohärenz, an duerfir si mir eestëmmeg dergéint. A mir wäerten Är Remarken … Ech weess net, wat Der géint eis Decisioun hei hutt, oder ech verstinn, wat Der géint eis Decisioun hutt …

(Interruption)

Ech verstinn, wat Der géint eis Decisioun hutt. Mee, wéi gesot, et ass vun Ärer Säit onverantwortlech, e schlecht Gesetz ze stëmmen, wou d'Leit net wëssen, wat se solle maachen a wat se däerfe maachen, u wat se sech sollen halen.

(Interruption)

De Moien huet mäi Meedchen nach zu mir gesot: „Wann ech déi do Consignë gesinn, a wann ech gesinn, wat mir an der Schoul däerfe maachen a wat mer vläicht am Zuch net däerfe maachen, wat mer dann an der Stad erëm däerfe maachen, dann hale mir eis un iwwerhaapt näischt méi." An dat ass onverantwortlech! An dat ka ganz schlëmm Konsequenzen hunn!

(Brouhaha et interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Et ass effektiv onverantwortlech, sech net un d'Reegelen ze halen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn d'Wuert un den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo, fir …?

(Protestations)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Net, fir an d'Diskussioun anzegräifen, Här President, mee just fir lech d'Motioun fir d'Reform vum 1980er Gesetz mat den Ënnerschrëfte vun alle Fraktiounen a Sensibilitéiten ze iwwerginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant qu'en vertu de l'article 5, paragraphe 1er, de la Convention des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

« 1. (...) Nul ne peut être privé de sa liberté, sauf dans les cas suivants et selon les voies légales : (...)

b) s'il a fait l'objet d'une arrestation ou d'une détention régulières pour insoumission à une ordonnance rendue, conformément à la loi, par un tribunal ou en vue de garantir l'exécution d'une obligation prescrite par la loi ; (...)

e) s'il s'agit de la détention régulière d'une personne susceptible de propager une maladie contagieuse, (...) » ;

- considérant que tant les mesures d'isolement et de quarantaine que les mesures d'hospitalisation ou de confinement forcés s'analysent comme des mesures privatives de liberté dès lors que la personne concernée se voit interdite de déplacement pendant une tranche au moins substantielle de la journée ;

- considérant qu'en vertu de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, « la privation de liberté est une mesure si grave qu'elle ne se justifie que lorsque d'autres mesures, moins sévères, ont été considérées et jugées insuffisantes pour sauvegarder l'intérêt personnel ou public exigeant la détention. Il ne suffit donc pas que la privation de liberté soit conforme au droit national, encore faut-il qu'elle soit nécessaire dans les circonstances de l'espèce (...) et conforme au principe de proportionnalité (...) » (Enhorn c. Suède, § 36) ;

- considérant qu'en ce qui concerne l'hospitalisation ou le confinement forcé en particulier, la Cour européenne des droits de l'homme a jugé dans l'arrêt Enhorn contre la Suède que « les critères essentiels à la lumière desquels doit s'apprécier la "régularité" de la détention d'une personne "susceptible de propager une maladie contagieuse" consistent à savoir, d'une part, si la propagation de la maladie est dangereuse pour la santé ou la sécurité publiques, et, d'autre part, si la détention de la personne contaminée constitue le moyen de dernier recours d'empêcher la propagation de la maladie, d'autres mesures, moins sévères, ayant déjà été envisagées et jugées insuffisantes pour sauvegarder l'intérêt public. Lorsque ces critères ne sont plus remplis, la privation de liberté perd sa justification » (§ 44) ;

- que la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé prévoit dans le cadre de la prévention et de la lutte contre les maladies contagieuses la possibilité pour le Directeur de la santé de prendre des mesures individuelles et collectives (art. 10) tels que la quarantaine et l'isolement, ainsi qu'une procédure d'hospitalisation forcée d'une personne susceptible de propager une maladie contagieuse et qui néglige ou refuse de se faire traiter (art. 11) ;

- que la Commission de la Santé et des Sports ainsi que la Commission de la Justice de la Chambre des Députés, lors des travaux parlementaires dans le cadre du projet de loi 7606 portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments, a examiné en détail les dispositions et procédures prévues par la loi précitée du 21 novembre 1980 ;

- que les deux commissions parlementaires ont constaté que les procédures de quarantaine et d'isolement, ainsi que l'hospitalisation forcée, telles que prévues par la loi précitée du 21 novembre 1980, ainsi que les modalités et délais de recours y prévus méritent d'être revus à la lumière de l'évolution des principes en matière de sauvegarde des droits de la personne dans le cadre des procédures de justice ;

- qu'il y a consensus que la procédure d'hospitalisation ou de confinement forcé n'est applicable que dans le contexte de maladies contagieuses, d'épidémies ou de pandémies et en dernier ressort, lorsque les autres mesures prévues pour contenir le risque de propagation d'une maladie contagieuse n'ont pas été respectées ;

- qu'il est essentiel qu'un dispositif légal d'hospitalisation forcée ou de confinement forcé parvienne à garantir un juste équilibre entre le respect des libertés individuelles et l'impératif de protection de la santé publique,

invite le Gouvernement

- à élaborer dans les meilleurs délais et selon les principes retenus dans le cadre des discussions autour du projet de loi 7606, un projet de loi portant révision des articles 10 et 11 de la loi du 21 novembre 1980.

(s.) Mars Di Bartolomeo, Gilles Baum, Marc Baum, Sven Clement, Jeff Engelen, Josée Lorsché, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. A mir fueren elo mat der Diskussioun iwwert de Projet de loi 7606 virun. Mee den Här Roth wëllt och nach eppes soen.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Wann ech dat mat där Verantwortung héieren, ech hunn den Här Bettel de leschte Samschdeg Mëtteg héieren …

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- … an en huet gesot, dass déi Gesetzer näischt géifen daachen. Dann hätt ech gären, dass den Här Bettel seet, firwat dass en der Meenung ass, dass dat schlecht Gesetzer sinn. An da fannen ech et onverantwortlech, dass hei 31 Deputéierter herno e schlecht Gesetz stëmmen, wou d'Leit net wëssen, wat se domadder ufänken.

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Regierung huet herno d'Wuert. An ech géif elo d'Wuert weiderginn un déi honorabel Madamm Josée Lorsché, fir d'Diskussiounen iwwert de Projet de loi 7606 virunzeféieren. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut si mir den 22. Juni, et ass scho gesot ginn, also deen Dag, wou traditiounsgeméiss vill Mënschen an de Gemengen zesummekommen, fir de Virowend vum Nationalfeierdag ze feieren an domat eis Diversitéit, eis multikulturell Wäerter an eis groussen Zesummenhalt an eiser Gesellschaft, dee sech och am État de crise nach eng Kéier gewisen huet.

Anescht am Joer 2020, wou d'Solidaritéit an den Zesummenhalt zwar nach ëmmer grouss waren, mee wou sämtlech Feierlechkeete ronderëm den Nationalfeierdag ofgesot gi sinn, well den héich ustiechende Covidvirus nach ëmmer an eisem Land säin Onwiesen dreift. An eent steet fest: E stécht nach ëmmer un an en ass nach ëmmer héich geféierlech! Schonn zanter Wochen a Méint forcéiert en eis derzou, déi sozial Kontakter anzeschränken an op grouss Feierlechkeeten ze verzichten, fir eis selwer an eis Matbierger virun enger Infektioun ze schützen.

An awer ass den 22. Juni och dëst Joer e besonneschen Dag. Et ass e besonneschen Dag fir eis Demokratie, well mir eis haut op der leschter Ligne droite vum État de crise befannen an als Chamber am Startblock stinn, fir eis Roll als éischte Pouvoir vum Land nees voll a ganz ze spillen.

Dir Dammen an Dir Hären, politesch bedeit dëse Schrëtt ganz vill. E bedeit vill, well den État de crise an all Demokratie e kriddelegen Zoustand ass, och an engem Rechtsstaat, a well et eng Erliichterung ass, wann en zu Enn geet, esouguer dann, wann e wéi zu Lëtzebuerg eestëmmeg vum Parlament decidéiert ginn ass.

Ëmmerhin huet en der Regierung Rechter zougesprach, déi wäit iwwer hir gängeg Befugnisser erausginn, wat eng absolutt Ausnam muss bleiwen, och wann dës Rechter an eiser Verfassung verankert sinn. Doranner si mer eis, denken ech, alleguer eens.

Gläichzäiteg, an dat wëll ech betounen, wëll ech och e positive Bilan aus de leschten dräi Méint zéien. Et ass deen, datt eis Demokratie net ënnert dem État de crise gelidden huet. E positive Bilan zitt och de fréiere Premier Jean-Claude Juncker de Moien am „Lëtzebuerger Wort", …

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- … an deems e behaapt, datt d'Gesondheetsministesch Paulette Lenert eng ausgezeechent Aarbecht gemaach huet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- De gudde Mann misst jo wëssen, vu wat e schwätzt.

(Brouhaha)

Une voix.- Dat war nach eng CSV.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dës Kéier huet e richteg d'Wourecht gesot an en huet och Recht.

Dir Dammen an Dir Hären, trotz dem État de crise ass d'Chamber voll funktiounsfäeg a ganz aktiv bliwwen. Domat si mir dem Zil, wat mer eis scho beim Vott vum État de crise gesat hunn, also méi wéi gerecht ginn. Och koum et wärend dem État de crise zu enger effizienter Aarbechtsopdeelung tëscht der Chamber an der Regierung. Wärend d'Regierung iwwert de Wee vu groussherzogleche Reglementer déi wichtegst Moossnamen an der Lutte géint d'Pandemie ëmgesat huet, huet d'Chamber parallell dozou déi néideg Gesetzer ausgeschafft, fir d'Kontinuitéit vun enger ganzer Rei Mesuren iwwert den État de crise eraus ofzesécheren.

D'Zuele schwätze Bänn. Si si scho virdru genannt ginn. Wärend deene leschten dräi Méint hunn 189 Kommissiounssëtzungen a ganzer 21 Plenièren an der Chamber stattfonnt, wou iwwer 60 Gesetzer gestëmmt gi sinn. Dobäi goung et net nëmmen ëm de Gesondheetsschutz an ëm d'Reegele ronderëm, déi verlängert ginn, mee och drëms, d'Familljen, d'Betriber an d'Salariéen ze ënnerstëtze bis iwwert den État de crise eraus.

An anere Wierder: D'Regierung huet d'Kris geréiert an d'Chamber huet d'Zukunft virbereet.

E puer Beispiller sinn d'Weiderféierung vum Chômage partiel a vum Congé pour raisons familiales, déi finanziell Ënnerstëtzung vun de Betriber, de PMEen an den Independanten, agefruere Loyeren, d'Verlängerung vu villen Delaien, staatlech Garantië fir d'Betriber, d'Erhéijung vun de Primme fir d'Renovatioun vun Haiser an esou weider, dat heescht, vill Gesetzer, déi mir an de leschte Wochen hei gestëmmt hunn.

Derbäi kënnt, datt d'Vertrieder an d'Vertriederinne vun alle Fraktiounen an de politesche Sensibilitéite ganzer 18-mol mat Vertrieder vun der Regierung zesummesouzen, fir iwwert déi sanitär Entwécklung an déi entspriechend Moossname vun der Regierung ze diskutéieren. An an der Chamber si ganzer fënnef Debaten iwwert d'Moossnamen organiséiert ginn.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Laut dem Artikel 32 (4) vun eiser Verfassung hat d'Chamber zu jidder Zäit d'Recht, an d'Politik vun der Regierung anzegräifen, a si hat och d'Recht, dem État de crise fréizäiteg en Enn ze setzen. D'Chamber huet net agegraff, well et net néideg war. Et war net néideg, well d'Strategie vun der Regierung sech als richteg erausgestallt huet a séier gegraff huet.

An ech mengen, mat ville Gesetzer hätte mer dee Rhythmus net erreecht, woubäi ech der Madamm Gesondheetsminister och am Numm vun deene Gréngen e grousse Merci wëll ausdrécken. Si war jo net just Minister, mee si war och Krisemanagerin. Dat ass scho bal en Job fir sech, woubäi ech awer och déi ganz Regierungsekipp ronderëm si net wëll vergiessen.

A well d'Kris bis haut gutt gemeeschtert ginn ass, ass et och keen Zoufall, datt d'Covid-19-Strategie vun eisem Land an der internationaler Press als absolutt virbildhaft duergestallt ginn ass. Den Artikel vum „Le Monde" ass schonn e puermol zitéiert ginn.

Duerch déi positiv Entwécklung, Dir Dammen an Dir Hären, kënne mer eis et haut erlaben, mam Deconfinement Schrëtt fir Schrëtt an d'Normalitéit zréckzefannen.

Ënnert dem Stréch kann een also net behaapten, de Fonctionnement vun eiser Demokratie hätt op Äis geleeën. Net op Äis louchen och d'Institutiounen, déi ech op dëser Plaz explizitt wëll ernimmen, well se hire Missioune méi wéi gerecht ginn zu Lëtzebuerg a mat an d'Boot geklomme sinn, fir de Virus a Schach ze halen.

Ech denken hei natierlech un d'Gemengen an d'Gemengevertrieder hannendrun, déi all hir Servicer, mee och de Fonctionnement vun de Schoulen a Betreiungsstrukturen un déi sanitär Reegelen ugepasst hunn an eng Sisyphusaarbecht geleescht hunn. An ech soen och dem President vum Syvicol, deen heibannen ass, dem Här Eicher, e grousse Merci.

Staark gefuerdert war och de ganze Secteur vun der Santé mat Dausende Beschäftegten, déi eng grouss Aarbecht geleescht hunn - et kann ee se luewen -, inklusiv de Secteur vun der Recherche mam LIH, dem LISER, dem LNS, der Uni, dem LIHPS, déi och hir Verantwortung an dëser Kris iwwerholl hunn. Derbäi kënnt d'Ekipp ronderëm den Haut-Commissaire à la protection nationale, déi sech grad wéi d'Beruffskummeren an d'Federatioune ganz konstruktiv um Ausschaffe vun de Covidreegelen an de sektorielle Recommandatioune bedeelegt hunn.

A well de Virus nach ëmmer aktiv ass, wäerten all dës Institutiounen a Gremien och an Zukunft eng relevant Roll am Kampf géint d'Pandemie spillen. D'Vertrauen an dës Partner ass fir eis absolutt wichteg a mir sollten alles drusetzen, fir et um gesellschaftleche Plang ze stäerken. An ech mengen, och an de Schoule muss méi iwwer eis Institutioune geschwat ginn.

Ervirhiewe wéilt ech awer och de Staatsrot, déi national Dateschutzkommissioun an déi berodend Mënscherechtskommissioun, déi zesumme mat de Responsabele vum Gesondheetsministère a mat der Chambersverwaltung keen Effort gescheit hunn, fir déi sougenannt Covidgesetzesprojeten, iwwert déi mer haut ofstëmmen, zäitgeméiss an dréchen Dicher ze kréien.

Datt d'Politik a ville sensibele Froen ofweien an Entscheedunge treffe muss, läit an der Natur vun der Saach a vun der Demokratie. Et stellt d'Zesummenaarbecht tëschent deenen eenzelnen Institutiounen an hiren Engagement awer net a Fro. An deem Sënn wéilt ech allen Acteuren, déi Wochen a Méint um Krisemanagement an duerno un der Verbesserung vun de Gesetzestexter bedeelegt waren, och e Merci ausdrécken.

Här President, wann d'Regierung an d'Chamber sech op eis Institutioune kënne verloossen - a sech mussen drop kënne verloossen - an och op se zréckgräifen, fir d'Krisesituatioun besser ze meeschteren, da bewäerte mir dat net als Schwächt. Dann ass dat villméi eng Stäerkt vun eiser Demokratie. Et liwwert net nëmmen de Beweis, datt mir robust Institutiounen hunn, et weist och, datt an eisem Land op alle Pläng zesummegehalen an zesummegeschafft gëtt, wann et drop ukënnt, quitte datt d'Meenungsverschiddenheeten um politesche Plang längst nees zum Alldag gehéieren. An och dat ass en Deel vun eiser Demokratie.

Fir eis läit den Enjeu jiddefalls doran, op der solidarescher Schinn weiderzefueren, zesumme mat alle Partner Erfarungen ze sammelen an d'Covidreegele reegelméisseg un d'Entwécklung unzepassen, ouni hire gesellschaftlechen an ekonomeschen Enjeu aus den Aen ze verléieren.

An deem Sënn iwwerreechen ech lech eng Motioun, Här President.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que face à l'apparition du coronavirus Sars-CoV-2 (Covid-19) et la déclaration de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) d'une « urgence sanitaire mondiale », le Gouvernement luxembourgeois avait déclaré l'état de crise le 18 mars 2020 en invoquant l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution luxembourgeoise ;

- vu que l'état de crise fut prorogé par la Chambre des Députés pour une durée de trois mois par la loi du 24 mars 2020 ;

- considérant que l'état de crise prendra fin le 24 juin 2020 à minuit, et que par la suite l'Exécutif ne pourra plus prendre des mesures d'urgence par voie réglementaire ;

- considérant que les règlements grand-ducaux pris en vertu de l'état de crise deviendront dès lors caducs ;

- reconnaissant la nécessité d'introduire une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le virus Sars-CoV-2 (Covid-19) par le biais des projets de loi 7606 et 7607 ;

- considérant que les projets de loi susmentionnés visent à prévenir et combattre la propagation du Sars-CoV-2 (Covid-19), ainsi qu'à limiter les conséquences préjudiciables sur la santé de tout ou partie de la population en atténuant, voire en évitant la contagion ou le risque de contagion ;

- considérant que toute mesure prise dans la lutte contre le virus Sars-CoV-2 (Covid-19) doit tenir compte de l'évolution sanitaire et des connaissances scientifiques et médicales liées à la pandémie,

invite le Gouvernement

- à mettre en place, dans un délai de deux semaines, un dispositif d'évaluation régulière des mesures introduites par les projets de loi 7606 et 7607 ;

- à collaborer de façon systématique avec la Chambre des Députés en vue de mettre en œuvre toutes les modifications de lois qui pourraient s'imposer en fonction de l'évolution de la pandémie du Covid-19 au Grand-Duché du Luxembourg.

(s.) Josée Lorsché, Gilles Baum, Marc Baum, Sven Clement, Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Si fuerdert d'Regierung op, innerhalb vun zwou Wo-

chen en Outil en place ze setzen, wat et erlaabt, Moossnamen ze evaluéieren, eeben am Hibléck op hir Upassung. Si ass ënnerschriwwe vun de Vertrieder vun der Koalitioun, de Piraten an déi Lénk.

Woubäi ee jo muss wëssen, datt et am Kampf géint d'Pandemie net méiglech ass, sech op Experienzen aus der Vergaangenheet ze beruffen, ganz einfach, well et eng Pandemie vun dëser Envergure zanter dem Zweete Weltkrich net méi gouf.

D'Weeër, déi d'Regierung huet musse goen - an déi mir elo als Chamber mat untrieden -, sinn also net scho virgetréppelt Pied. Dat mécht d'Decisiounen natierlech net méi einfach. Derbäi kënnt, datt et sech beim Sars-Cov-2-Virus ëm ee bis zum Dezember 2019 komplett onbekannte Virus handelt, dee weltwäit muss erfuerscht ginn an deem seng Eegeschaften trotz dem Asaz vun héichkarätege Wëssenschaftler nach net bis an de leschten Detail duerchkuckt sinn. Nach ëmmer stelle sech Froen, wat seng Iwwerdroung, seng Verbreedung, seng Entwécklung, seng Iwwerliewenskraaft a souguer seng laangfristeg Impakter op d'Gesondheet vun Infizéierte betrëfft.

Net méi spéit wéi dee leschte Freideg sinn zum Beispill an der London School of Hygiene and Tropical Medicine nei Erkenntnisser bekannt gemaach ginn, wat déi sougenannt Ustiechungsclusteren ugeet. Et schéngt, wéi wann de Virus sech ganz gären a Raim ophält, wou vill Kaméidi ass, mee och, wou haart gejaut oder haart gesonge gëtt.

Une voix.- Da musse mir oppassen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Un der Politik ass et, op dës an op vill aner nei Erkenntnisser ze reagéieren, wat et schonn eleng onméiglech mécht, sech vill Zäit fir d'Elaboratioun vu sanitäre Gesetzer ze huelen. A wann Eenzelner mengen, d'Gesetzer, déi mir haut stëmmen, hätte scho virun zwee Méint kënnen um Dësch leien, da verkenne se d'Realitéit.

Dir Dammen an Dir Hären, fir eis steet jiddefalls fest, datt de Projet de loi 7606, dee jo op de Schutz vun de Personnes physiques ausgeriicht ass, e gudden Equiliber hierstellt tëscht dem Recht vun der Allgemengheet op gesondheetleche Schutz engersäits an der Aschränkung vun de perséinleche Fräiheeten anerersäits. Dat ass fir eis den Haaptenjeu, woubäi ech wëllt bemierken, datt déi sanitär Sécherheet an d'Gesondheet vun all Populatioun net nëmmen e wichtegt Grondrecht ass, déi sanitär Sécherheet ass och eng wichteg Konditioun, fir fräi kënnen ze liewen, net nëmmen zu Lëtzebuerg.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat kommen ech bei déi wichtegst Bestëmmung vun dësem Projet de loi, oder besser gesot, déi sensibelst, dee sécherlech nach eng Rei Fräiheetsbeschränkungen enthält, eis awer och eng grouss Fräiheet zréckgëtt. Et ass déi, datt am Privatberäich op all Zort vu Virschrëft verzicht wäert ginn an datt d'Eegeverantwortung vun de Bierger a Biergerinnen nees méi zum Droe kënnt.

Zesumme mat Kroatien, dat huet d'Madamm Minister eis d'lescht Woch gesot, ass Lëtzebuerg domat dat eenzegt Land, wat opgrond vun den niddregen Infektiounszuelen op Obligatiounen am Privatberäich ka verzichten, esou wéi de Staatsrot dat och mat Recht a senger Opposition formelle gefuerdert huet.

Op där anerer Säit muss ee sech awer och bewosst bleiwen, datt déi Errungenschaft jee no der zukünfteger Entwécklung vun den Infektiounszuelen, op wackeleg Féiss ka geroden. Dofir main Opruff, am Privatberäich sech un d'Recommandatiounen ze halen. Si bleiwe wichteg!

Wichteg ass och, datt jiddweree seng Verantwortung iwwerhëlt an am ëffentleche Raum konsequent d'Reegele respektéiert, fir d'Infektiounszuele weiderhin niddreg ze halen, och dann, wa keng Kontrolle gemaach ginn. Näischt wier fir eis Gesellschaft méi schlëmm wéi eng zweet Well, en zweete Shutdown an en zweete „Bleif doheem!", an och fir d'Wirtschaft wier dat eng Katastroph.

Här President, eng Dispositioun, déi op manner Begeeschterung gestouss ass an zum Deel hefteg kritiséiert ginn ass, ass bekanntlech déi ronderëm de Confinement forcé, deen an der initialer Versioun vum Projet de loi jo ënnert dem Numm „hospitalisation forcée" figuréiert huet. Opgrond vum Avis vum Staatsrot huet d'Santéskommissioun decidéiert, dës Dispositioun méi kloer an de Kontext vun der Covidpandemie ze setzen, wou de Confinement jo eng wichteg Roll spillt, fir d'Verbreedung vum Virus ze verhënneren. An deem Sënn hu mer den Term „hospitalisation forcée" op déi berechtegt Remark vum Staatsrot hin, wéi ech gesot hunn, duerch „confinement forcé" ersat.

Derbäi kënnt, datt e forcéierte Confinement, de Fall gesat, net onbedéngt an engem Spidol muss stattfannen a scho guer net, eiser Meenung no, an der Psychiatrie vun engem Spidol, well dee Service ganz sécher eng aner therapeutesch Missioun huet wéi d'Prise en charge vu Covidpatienten.

Bleift dann awer nach d'Fro, ob Lëtzebuerg iwwerhaapt déi gëeegent Infrastrukturen a Strukturen huet, fir op Noutléisunge kënnen ze verzichten. Ech mengen net, an duerfir invitéiere mer d'Regierung, dee Problem um Gesondheetsdësch mat de Sozialpartner ze thematiséieren.

Dir Dammen an Dir Hären, onofhängeg dovun, ob mer elo vun „hospitalisation forcée" oder „confinement forcé" schwätzen, ass den Hannergrond dee selwechten. Et geet drëms, datt den Direkter vun der Santé de President vum Bezierksgeriicht ka saiséieren am Fall, wou eng infizéiert Persoun hir Matmënschen a Gefor bréngt doduerch, datt se sech net un d'Reegelen hält an d'Mise en quarantaine refuséiert.

De President huet dee Moment d'Recht, déi infizéiert Persoun, wéi et dosteet, géint hire Wëllen an enger Struktur ënnerzebréngen a se wärend der Inkubatiounszäit do ze isoléieren, fir d'Gesondheet vun de Matmënschen ze schützen.

Där betraffener Persoun gi mer mat dësem Projet de loi d'Recht, innerhalb vun 48 Stonnen eng Requête géint dës Zwangsmoossnam anzeleeden, woumat ech elo net weider op d'Detailer vun där Prozedur aginn. De Rapporteur huet dat scho gemaach an dofir e grousse Merci.

Politesch méi relevant ass am Kontext vun dësem Projet de loi awer Follgendes: Dës Zwangsmoossnam huet hiren Ursprong am Gesetz iwwert d'Santésdirektioun aus dem Joer 1980, wat ënnert der CSV/DP-Regierung mam Pierre Werner ausgeschafft ginn ass. Den Emile Krieps war deemools Santésminister. Am Laf vu ganzer 40 Joer huet déi Dispositioun net Ulass ginn zu Kritik, net emol am Joer 2015, wéi mir d'Gesetz iwwert d'Direktioun vun der Santé reforméiert hunn. Elo, wou déi Zwangsmoossnam nees optaucht, gëtt se op eemol staark kritiséiert, wuel wëssend, datt mer nach verbessert hunn, andeems mer d'Recht op Recours innerhalb vun 48 Stonnen ageschriwwen hunn. Am 1980er Gesetz gouf et dat net.

Wann een dann e Bléck an d'Vergaangenheet geheit, da stellt een och fest, datt déi Dispositioun an de leschte 40 Joer eemol a 40 Joer appliz éiert ginn ass bei engem tuberkuloskranke Mënsch. D'Warscheinlechkeet, datt déi Moossnam elo applizéiert gëtt innerhalb vum nächste Mount, ass also extreem niddreg, wuel wëssend datt dëse Projet de loi, wéi gesot, just eng Lafdauer vun engem Mount an net vu 40 Joer huet.

Wann eenzel Journalisten, wéi gëschter am Presseclub vun RTL, vun engem Stuerm am Waasserglas schwätzen, kann een hinnen net ganz Onrecht ginn.

Domat wëll ech ganz sécher net soen, datt mer eis net fundamental mat der Fro vun der Zwangsaweisung an eng Struktur auserneesetze mussen. Dat ass dréngend néideg. An duerfir ënnerstëtze mir als Gréng och d'Motioun, déi de Rapporteur Mars Di Bartolomeo an deem Kontext deposéiert huet. Dat heescht, amplaz eis an den éischter theoreeteschen Artikel ... En ass natierlech theoreetesch, well en dosteet an der Theorie. Mir mengen, e gëtt net applizéiert. Mir sollten eis net an deen Artikel verbäissen. Et ass an eisen Ae méi sënnvoll, d'Gesetz iwwert d'Direktioun vun der Santé aus dem Joer 1980 ze reforméieren a speziell de Volet vun der Hospitalisation forcée ënnert d'Lupp ze huelen, fir potenziell Abusen ze verhënneren.

Deementspriechend muss et dräms goen, d'Mënscherechtskonventioun an allen Hisiichten ze respektéieren. Dat heescht, datt all d'Méiglechkeete vun engem humanen Ëmgang mat infizéierte Persounen ausgeschëpft musse ginn, éier iwwerhaapt vun Zwangsaweisung rieds ka goen.

Besonnesch sensibel ass déi Fro bei vulnerabele Persounen, deenen hir perséinlech Situatioun ganz ënnerschiddlech ka sinn, sou zum Beispill bei den Affer vun haislecher Gewalt, de Mënschen ouni feste Wunnsëtz oder de Sanspapiers, déi aner Garantië brauche wéi déi Persoun, déi net mat enger sozialer Problematik konfrontéiert ass.

Ënnerstëtzenswäert ass an deem Kontext ganz genee d'Recommandatioun vun der berodender Mënscherechtskommissioun, datt all fräiheetsentzéiend Moossnam déi néideg Garantië muss enthalen an der individueller Problematik vun der betraffener Persoun muss gerecht ginn.

Eréischt wann human Moossname wéi Informatioun, Responsabiliséierung an Opbau vu Vertraue géintiwwer den Autoritéiten net gräifen, solle koerzitiv an invasiv Moossnamen zum Droe kommen, sou wéi d'Mënscherechtskommissioun dat an hirem Avis och fuerdert.

Op där anerer Säit kann een natierlech net vu vireran ausschléissen, datt bewisenermoossen infizéiert Persoune sech onbehellegt, souzesoe fir hire Spaass oder aus Revolt, iwwert d'Reegelen ewechsetzen an hieren eegenen Interessi domat virun de kollektiven Interessi stellen. Esou e Verhalen ass net akzeptabel, well d'Konsequenze fir hir Matmënsche gravéierend sinn, quitte datt esou Fäll menges Wëssens éischter seele sinn.

Manner seelen a ganz geféierlech ass deem géingeniwwer de Phenomeen vum sougenannte „Superspreader". Dëse Phenomeen ass de Grond, firwat organiséiert Usammlungen ab 20 Leit kloer gereegelt musse ginn an am Fall vun Netrespekt mat Sanktioune beluecht ginn.

Dëse Phenomeen bedeit, datt eng eenzeg Persoun oder een eenzegen Event kann duergoen, fir vill Méint vun Andämmungsaarbecht a Schutz géint de Virus futti ze maachen. D'Wëssenschaft schwätzt hei vun „Ustiechungsclusteren", wéi déi, déi momentan an enger Rei Schluechthaiser am Ausland festzestelle sinn, an net nëmmen do. Si kommen haaptsächlech a geschlossene Raim vir, an deenen d'Mënschen enk zesumme schaffen oder liewen, a ganz oft ënner ganz schlechte Bedingungen.

E Beispill fënnt een och a Südkorea, wou déi sougenannt „Patientin 31" no enger Chinarees véier Gottesdéngschter vun enger Sekt besicht huet an eng Kettereaktioun mat 4.000 Infizéierten ausgeléist huet. Wëssenschaftlech beluecht ass och mëttlerweil, datt 10 % vun den Infizéierten 80 % vun der Ausbreedung vum Virus mat sech bréngen, eebe just dann, wa se zesummen a laang a geschlossene Raim beienee sinn an d'Distanzen net respektéieren.

Et gëtt also e gudde Grond, Dir Dammen an Dir Hären, fir e bewosst irresponsabelt Verhale vun infizéierte Persounen oder Organisateuren net ze verharmlosen a sech als Gesetzgeeber d'Méiglechkeet ze ginn, esou e Verhalen ze bestrofen an, besser gesot, ze verhënneren.

Här President, nach e puer Wierder zum Tracing oder dem Traçage, deen eebe grad geduecht ass, fir de Phenomeen vum Superspreader ze verhënneren, mee och d'Ustiechungen a méi klenge Gruppen, doduerch datt net nëmmen déi infizéiert Persounen, mee och déi Persoune mat bewisenermoossen héijem Risiko duerch den Tracing geschützt ginn.

De Projet de loi limitéiert sech op den analogen Tracing vun den infizéierte Persounen a vun de sougenannte „personnes à haut risque d'être infectées". E leeft iwwert de perséinleche Kontakt vun der betraffener Persoun mat der Santésdirektioun a respektéiert d'Reegele vun der europäescher Dateschutzveruerdnung ganz kloer, sou wéi se fir de medezinnesche Beräich a fir d'Recherche definéiert sinn. Wichteg ass dobäi d'Pseudonymiséierung vun den Daten no dräi Méint vun den Infizéierten an direkt nom negativen Test bei deenen anere Persounen, déi engem héije Risiko ausgesat waren.

Als Gréng begréisse mir dës analog Approche a mir hunn och weiderhin eis staark Reserven, wat d'Effikassitéit vun deenen Applikatiounen ugeet, virun allem dann, wann all Land seng eegen Zopp kacht a méi Geforen, Inkohärenzen an Nodeeler mam numeereschen Traçage verbonne si wéi dat, wat esou Applikatiounen ënnert dem Stréch kënne bréngen.

An deem Kontext sollte mer awer och aus den Erfarunge léieren, déi momentan an Däitschland mat der Coronaapp gemaach ginn. Ënner anerem zu Berlin, wou nees vill Leit wéinst héijen Infektiounsraten a Quarantän sëtzen, an net nëmmen do, gëtt dës App vun de Medezinner als Spillsaach fir déi digital Uewerschicht duergestallt.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Et huet sech nämlech erausgestallt, datt ee fir d'Coronaapp en Handy brauch, deen um neiste Stand ass, an domat en Handy, deen net jiddweree sech ka leeschten.

Am meeschte betraff sinn natierlech elo déi Mënschen, déi am Fong am meeschte geschützt musse ginn, well se op enkem Raum zesummeliewen an och op der Aarbecht enger ganzer Rei Risiken ausgesat sinn. Ech erënneren un d'Schluechthaiser. Esou Zoustänn erënnere munchereen u Filmer, an deenen déi Benodeelegt a grausame Verhältnisser liewen, wärend déi Bessergestallt sech et op enger grousser Raumstatioun oder an den Éischtklasswaggone vun engem dohirasenden Zuch gutt goe loossen. Den Opstand ass déi onvermeidlech Konsequenz.

An den USA ginn d'Spannungen ëmmer méi grouss. Si beweisen eemol méi, datt d'Pandemie riskéiert, zu der sozialer Spaltung bäizedroen. Och an Däitschland stellt sech eraus, datt vill Smartphonenotzer elo d'Gefill kréien, ausgegrenzt ze sinn. An et si grad si, déi fräiwëlleg zum Gesondheetsschutz wollte bäidroen. Et geet schonn duer, en Handy ze hunn, deen nëmme sechs Joer al ass, fir d'Coronaapp net kënnen ze benotzen, wärend all aner knallfaarweg Apps sech problemlos erofluede loossen. Komescherweis also net déi, déi dem Schutz vun der Gesondheet soll déngen.

Déi sozial benodeelegt Bierger a Biergerinnen, déi sech also fräiwëlleg dozou engagéiere wollten, zu der Risikobegrenzung bäizedroen, gehéieren elo zu de gréisste Verléierer. Berechtegterweis stellt sech hei d'Fro, wisou e profittorientéierten Technikgigant wéi Apple déi al iPhone-Modeller eigentlech net mat der aktueller Software norüst. Ech denken, d'Äntwert läit op der Hand.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dir Dammen an Dir Hären, nom Homeschooling iwwer iPad, PC a performant Imprimante, dee bei Kanner aus sozial schwaache Familljen net ëmmer déi néideg Resultater konnt bréngen, weist sech am digitalen Tracing also e weidere soziale Risiko.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

An doudsécher géif den Asaz vun enger Coronaapp och an eisem Land riskéieren, d'Gesellschaft nach weider ze splécken. A mat all Update vun der App géif den Ofstand tëscht de Gewënner an de Verléierer méi grouss ginn.

Och dat Argument, Dir Dammen an Dir Hären, däerf an der Diskussioun ronderëm den numeereschen Tracing net ignoréiert ginn, emol onofhängeg vun all den Argumenter, déi sech op déi perséinlech Daten, déi perséinlech Kontakter an op d'Kontroll vum Privatliewe bezéien.

Zum Gléck geet eis Regierung mat dësem Projet de loi net op de Wee vum numeereschen Tracing an hält um analogen Tracing fest. Dëst a Kombinatioun mat enger Teststrategie, déi zwar hire Käschtepunkt huet - dat wëll ech net verneinen -, si rett awer och vill Mënscheliewen. Schonn eleng aus deem Grond sollt ee sech mat der Kritik un deenen Tester net allze vill wäit aus der Fënster leenen, quitte datt verschidde Froen an Hannerfroungen duerchaus berechtegt sinn. D'Zil ass awer dat: de Schutz vum Liewen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen ofschléissend, sinn ech frou festzestellen, datt dëse Projet de loi e Paradigmewiessel alaut. U sech schaaft en d'Basis, fir eis progressiv aus dem méi autoritäre System an eng Gesellschaft eranzebeweegen, déi geléiert huet, mam Virus ze liewen an op Eegeverantwortung ze setzen. Penaliséiert gëtt nach just den Netrespekt vun de Reegelen, déi bei organiséierten Usammlunge vun iwwer 20 Leit gëllen, respektiv d'Netanhale vun de Gestes barrières an dem ëffentleche Raum.

Natierlech huet am Ufank kee Wee laanscht extreem Verbueter a Reegele gefouert, fir d'Katastroph ze verhënneren. Mat dësem Projet de loi si mer elo um gudde Wee, fir d'Fräiheeten nees zréckzegewannen.

An och wa mir eis haut net an alle Punkten eens sinn, hoffen ech, datt d'Zil fir eis alleguer awer dat selwecht ass. Et muss dora bestoen, datt d'Grondrechter net méi ageschränkt musse ginn. Dat Zil erreeche mer net vum selwen. Mir erreechen et ëmsou besser, wat mer méi bereet sinn, gewësse Reegelen anzehalen an temporaire bewosst op eenzel Grondfräiheeten ze verzichten, fir der massiver Verbreedung vum Virus an den nächste Wochen a Méint keng Chance méi ze ginn. Woubäi ech mat „mir" eis ganz Gesellschaft mengen!

Dir Dammen an Dir Hären, mir - an domat mengen ech elo d'Politik - mussen awer och méi wäit an d'Zukunft kucken, souzesoen iwwer eisen Tellerrand ewech. Et wäerten nämlech ëmmer nei Vire ginn an déi wäerten och ëmmer geféierlech sinn, vläicht nach méi geféierlech wéi de Covid-19. Och an Zukunft wäert eis Gesellschaft mat Pandemië konfrontéiert ginn. A spéitstens dann däerf d'Politik net nach eemol um lénke Fouss erwëscht ginn a muss vun Ufank u wëssen, wéi se op eng Pandemie soll reagéieren - grad wéi beim Covid-19 oder anescht?

Fir déi Fro ze klären a fir méiglechst villen Aspekter vun enger Pandemie Rechnung ze droen, a villen Auswierkungen och, féiert an eisen Ae kee Wee laanscht en neit Pandemiegesetz. De Georges Engel huet déi Fuerderung och schonn hei erhuewen.

Eiser Meenung no däerf et an deem Gesetz net just ëm den effikassen Ëmgang mat engem

Virus goen. Och de Volet vun de Mënscherechter a vun de gesellschaftlechen, sozialen an ekonomesche Konsequenze muss bei der Ausaarbechtung vun deem Gesetz nach eemol ënnert d'Lupp geholl ginn. Alles an allem muss dat Gesetz kloer Richtlinnen an transparent Strategië schafen, déi iwwert dat erausginn, wat an eisem aktuelle Gesetz iwwert d'Maladies infectieuses ze fannen ass.

D'Ausaarbechtung vun engem Pandemiegesetz muss doriwwer eraus genotzt ginn, fir der Politik eng Orientéierungshëllef ze schafen. Eng Orientéierungshëllef, déi et de Responsabelen - e wéineg plakativ ausgedréckt - erlaabt, am Dilemma tëscht Zouspären an Opmaachen an tëscht dem Motto „Bleif doheem!" an dem Motto „Besich deng Famill!" déi richteg Decisiounen ze huelen.

An där Hisiicht bleift nach vill ze dinn. Orientéiere kënne mer eis um Epidemiegesetz aus der Schwäiz aus dem Joer 2018. Dat ass ganz rezent an et ass och ganz komplett. Eist staamt vun 1885, wat weist, datt d'Käpp sech net oft zesummegestach hunn, fir doriwwer ze schwätzen.

Zum Schluss bleift mir awer nach eppes ze dinn: Ech wéilt dem Rapporteur vun dësem Projet de loi, dem Mars Di Bartolomeo, an och President vun der Santéskommissioun, Merci soen. An de leschten Deeg huet hien net nëmme seng Sportlechkeet duerch säi rasanten Aarbechtsrhythmus ënner Beweis gestallt, wou en eis all matgezunn huet, en huet och e ganz ausféierlechen an interessante Rapport presentéiert, deen et wierklech derwäert ass ze liesen, och wann een net an der Santéskommissioun ass.

Domat ginn ech den Accord vun der gréngen Fraktioun a soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleegen, ech, mee och vill vun Iech an och vill Leit dobaussen, vill Bierger waren erstaunt an zum Deel och erschreckt iwwert d'Tragweit vun de Reglementer, déi d'Regierung am Rame vum État de crise geholl huet.

Ech war erstaunt an erschreckt, mat wat fir enger Liichtfankegkeet oft Grondrechter ausser Kraaft gesat goufen. Vill vun deene Mesurë ware selbstverständlech gutt, richteg a wichteg, mee anerer waren awer och total disproportionéiert. Ech denken hei zum Beispill un de Verbuet, fir mat sengem Auto spadséieren ze fueren.

Anerer hunn Ulass ginn zu - kommt, mir soen emol - Iwwerinterpretatioune vu gewëssenen Administratiounen. Ech denken do un déi Fra, déi e Protokoll krut, well se hiert Fleesch bei hirem Liblingsmetzler kaaft huet an net bei deem, dee méi no bei hir doheem war. Ech denken u Leit, déi hir Päerd wollte fiddere fueren. Ech denken un déi onwarscheinlech Datesammlung duerch d'Douane vu Leit, déi iwwert déi däitsch Grenz gefuer sinn.

Esou en iwwerdriwwene Zèle gëtt natierlech doduerch erliichtert, wann Definitiounen net kloer sinn oder Reglementer net kloer sinn. Da kënnt et dozou, wéi an dësem Fall, datt dann eng Policedirektioun Frequently Asked Questions erausgëtt, déi ganz kloer dem Sënn, der Ratio legis vun de Reglementer widderspriechen.

Gefor erkannt, Gefor gebannt. Mir hu gesinn, datt den Artikel 32 vun der Constitutioun klipp a kloer seet, datt Reglementer vun der Regierung a Krisenzäite musse konform sinn zur Constitutioun, konform zu internationalen Traitéen a proportionéiert zu hirem But. Mir hunn awer och festgestallt, datt wann dat net de Fall ass, et dann net déi geréngste Méiglechkeet vu Sanktioun oder vu Contrôle gëtt.

An duerfir hunn ech jo och hei am Numm vun der ADR eng Propositioun deposéiert, fir d'Verfassung dohigeeënd ze änneren, datt an engem zukünftegen État de crise, aus wat fir enger Ursaach och ëmmer, de Bierger d'Méiglechkeet huet, iwwer e Genre Referéverfaren direkt d'Cour constitutionnelle unzeruffen.

Dat war iwwer „erstaunt an erschreckt". Mee entsat war ech - entsat! -, wéi ech de Projet 7606 gelies hunn. Ech ka verstoen, datt een am Stress vun der Aktioun am Ufank, wou alles muss terribel séier goen, d'Definitiounen heiansdo net prezis mécht oder verschidde Konsequenzen net onbedéngt erkennt.

Mee datt hei eng Regierung, an där awer, wann ech richteg gezielt hunn, net manner wéi fënnef Volljuriste sëtzen - Paulette Lenert, Sam Tanson, Xavier Bettel, Franz Fayot a Jean Asselborn -, en Text duerchwénkt an hei deposéiert, an deem vun Zwangshospitalisatioun rieds geet, eng Contradictio in terminis! „Hospice", „hospital" kënnt vun „hospice": de Gaascht. Wéi kann ech „Zwangsgaascht" ginn? Wou en Text presentéiert gëtt, wou d'Decisioun, fir een zwangsanzeweisen, soll vum Procureur geholl ginn ... Wat ass dee liberale Premier, deen en plus en exzellente Penalist ass, ugaangen, esou eppes an engem Gesetz duerchzewénken, wou et jo klipp a kloer ass, datt dat géint d'Gewaltentrennung an der Justiz verstéisst an och géint déi aktuell Roll zumindest vum Parquet par rapport zum Executif?! Et ass fir mech en Hon!

Mee och dëse verbesserten Text, dee mer haut hei virleien hunn, gëtt eis fundamental ze bedenken.

De Staat huet sech esou wéineg wéi méiglech an d'Liewe vum Bierger anzemëschen. Mëndeg Bierger droen d'Verantwortung fir sech selwer, huelen hir Entscheedunge selbststänneg a brauche keng Erzéiungsdiktatur duerch d'Politik. De Bierger soll de Staat kontrolléieren, an net ëmgedréit. Dat steet genau esou am ADR-Grondsaz- a Walprogramm. An dat ass eis Linn.

Mee et ass och d'Meenung vun der Commission consultative des droits de l'homme. Déi huet sech gefrot, « s'il ne faudrait pas miser plutôt sur la responsabilisation, la confiance, la compréhension et la collaboration de la population avant d'avoir recours à une mesure draconienne ». Dat kann ech mat zwou Hänn ënnerschreiwen.

Hei riskéiert d'Regierung wéi esou oft, den exakte Contraire vun deem ze erreechen, wat se wëllt. Well wann d'Konsequenze vu mengem Sech-teste-Loosse fir mech a mäin Entourage ze vill negativ Konsequenze kënnen hunn, ma da loossen ech mech net testen! A genau dat ass en Effet pervers vun engem Text wéi deem heiten.

Haut de Moien am Paperjam hunn ech, a warscheinlech och ganz vill vun eise Kolleegen hei, den interessanten Interview mam Ulf Nehrbass vum Luxembourg Institute of Health gelies, wou dee klipp a kloer beschreift, firwat datt d'Teste wichteg ass, wéi et gemaach gëtt, wéi et an Tranchë gemaach gëtt, Cellulë vu 5, 10 oder 20 Leit. Jiddereen, deen dat liest, deem liicht an, datt dat eng gutt Saach ass, wann ech invitéiert ginn, fir matzemaache beim Test.

An och de Xavier Bettel huet op RTL gesot, alles hätt esou gutt fonctionéiert, well d'Leit sech dru gehalen hunn, well d'Leit zivill waren. Mee genau dat riskéiere mer hei elo ze verléieren. Anstatt eng Zivilitéit, anstatt sech un eppes halen, fäerten ech, datt et éischter zu engem zivillen Ongehorsam kënnt, well dat Sech-teste-Loossen negativ Konsequenze kann hunn op Basis vun dësem Text.

De Georges Engel huet et onverantwortlech genannt, géint dësen Text ze stëmmen. An a mengen Aen ass de Contraire wouer, well d'Leit ze decouragéieren, sech testen ze loossen, dat ass onverantwortlech. A verantwortlech wier et, d'Leit ze encouragéieren, ze informéieren an ze motivéieren, amplaz hinne mat dësem Test d'Loscht, sech testen ze loossen, ze huelen a mat drakonesche Konsequenzen ze dreeën.

Nieft dësem perversen Effekt nach eppes: An dat ass d'Proportionalitéit. An all Text, dee mer hei stëmmen - oder a ganz villen Texter, déi mer hei stëmmen - musse mer ëmmer erëm e Spagat maachen tëschent dem Respekt vu Grondfräiheeten an dem Zil vun der Gesetzgeebung, an dësem Fall d'Protektioun vun der Gesondheet. A priori ass d'Argumentatioun, wéi de Mars Di Bartolomeo se duergeluecht huet, schlësseg. Et geet drëm ze verhënneren, datt ee Positiven duerch säi farlässegt Behuelen oder souguer express ganz vill, zeg aner Persounen ustécht. Dat gëllt et ze verhënneren.

Mee dat kënne mer ëmmer soen! Wa mer kucken Dateschutz/Strofverfollgung: Op där enger Säit den Dateschutz, op där anerer Säit déi berechtegt Fuerderung vum Parquet, fir iwwer méiglechst vill Daten ze verfügen, fir Strofverfollgung ze maachen. Dat kann een op d'Spëtz dreiwen! Deen Dag, wou mer alleguerten en Chip implantéiert kréien an iwwerall Borne sinn, da gëtt et praktesch keng Strofdot méi, déi net kann opgekläert ginn, well mat engem Drock op dem Computer ka festgestallt ginn, wie sech zu wat fir enger Auerzäit op där Plaz opgehalen huet.

Dat selwecht kann ee soe mat deem onsägleche Waffegesetz, wat deposéiert ginn ass. Ënnert dem Virwand - dem Virwand! - eppes ze maache géint Terrorakte mat automatesche Waffen, gëtt hei den normale Bierger ganz einfach schikanéiert an et gëtt eng Saach iwwerreglementéiert.

An dat ass de falsche Wee! De Bierger ze schikanéieren ass de falsche Wee! Den Iwwerwaachungsstaat ass en absolut falsche Wee a besonnesch dann, wann et hei nëmmen ëm extreem Eenzelfäll geet.

Et ass net eise Wee! Et ass net der ADR hire Wee. Mir zielen op de mëndege Bierger am Respekt vu senger Privatsphär a vu senge Grondrechter an net op en allmächtege Staat. Wat mer manner Verbuetsgesetzer maachen, desto besser ass et.

Dëst Gesetz stëmme mir op jidde Fall net mat. An am Contraire zur CSV entschëllegt d'ADR sech net, fir géint dëst Gesetz ze stëmmen. Mir maachen et aus vollster an déifster Iwwerzeegung!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Reding. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Här President, virun dräi Méint hu mer an der Chamber den État de crise gestëmmt. Mir hunn en unanime gestëmmt, well eist Land konfrontéiert war mat engem Virus, dee mer net am Grëff haten a wou stënterlech Decisiounen hu misse geholl ginn, fir d'Leit, fir d'Bevëlkerung ze schützen. Ze schützen net nëmme virum Virus, mee och virun deene sozialen an ekonomesche Konsequenze vun deem ordonéierte Lockdown, déi dee mat sech bruecht huet.

Et war e Virus oder et ass e Virus, deen am noen Ausland d'Spidolswiese virun den an deelweis zum Kollaps bruecht huet, dee weesentlech méi virulent a pathogeen war wéi aner viral Erkrankungen a fir deen et keen Impfstoff gouf.

Haut, dräi Méint méi spéit, komme mer endlech aus dem État de crise eraus an dat Schlëmmst konnt verhënnert ginn, och wa jiddwer eenzelne vun deenen entre-temps 110 Doudegen een ze vill ass. An och guer net ze schwätze vun all deene Leit, déi zwar iwwerlieft hunn, mee déi schwéier Sequellen dervugedroen hunn.

Iwwermuer hält den Ausnamezoustand op a mir kommen erëm zréck an eng soi-disant Normalitéit, an där de Virus awer net verschwonnen ass. Mir musse léieren, mat senger Presenz an der Gesellschaft ze liewen, an e bleift weiderhin eng Gefor, well et nach ëmmer kee Géigemëttel a keen Impfstoff géint e gëtt. Duerfir also dëst Gesetz, dat e Liewen a Presenz vum Covid-19 versicht ze organiséieren, an dëst fir d'Dauer vun engem Mount, mat der Méiglechkeet fir d'Chamber, fir et ze veränneren, ze verlängeren oder einfach auslafen ze loossen.

Dat demkokratescht gewielt Parlament réckelt also endlech nees an de Mëttelpunkt vun der Entscheedungskraaft. An dat ass och gutt esou. Et bedeit awer och eng enorm Verantwortung fir jiddwer eenzelnen Deputéierten, well all Mesure, déi mer huelen oder net huelen, kann enorm Konsequenzen hunn, net nëmmen op d'Propagatioun respektiv d'Andämmung vum Virus, mee och op dat gesellschaftlecht a soziaalt Liewen.

An duerfir brauche mer als Chamber all Informatiounen, déi verfügbar sinn, fir kënnen iwwerhaapt esou Decisiounen ze huelen. An dat war, muss ee soen, an der Vergaangenheet a bis elo net de Fall, och nach bei den Diskussioune ronderëm dëst Gesetz. An dat eleng wier eigentlech schonn e Grond fir ze soen, datt een deem dote Gesetz seng Zoustëmmung net ka ginn.

An dobäi sinn ech mer bewosst, datt den Ëmgang mam Virus keng Science exacte ass, well mer nach ëmmer net genuch iwwert e wëssen. Ech si mer och bewosst, datt de Kenntnisgrad vun der Wëssenschaft ännert an datt Saachen, déi gëschter nach richteg waren, haut scho kënne falsch sinn.

Mee grad dowéinst, Här Rapporter, brauche mir als Chamber elo, wéi virdrun d'Regierung, all méiglech Informatiounen, Modellisatiounen a wëssenschaftlech Expertis, fir mat beschtem Wëssen a Gewëssen ofweien ze kënnen. Eréischt da kann d'Chamber där Verantwortung och gerecht ginn, déi se mat dësem Gesetz zu Recht och kritt. An duerfir brauche mer awer och e Paradigmewiessel an der Informatiounspolitik vun der Regierung vis-à-vis vun der Chamber. D'Chamber muss d'Evolutioun vun no kënne suivéieren an all Suggestioune vun der Santé an der Fuerschung kënnen novollzéien, fir op där Grondlag Decisiounen ze huelen.

Här President, responsabel Decisiounen huelen, heescht ofweien. A besonnesch e Gesetz wéi dëst, wat also gemënzt ass op ee konkreete Virus an enger bestëmmter Zäit, muss also ofweien tëschent Aschränkunge vun individuellen an - dat wéilt ech derbäisetzen - kollektive Fräiheeten op där enger Säit an dem Usproch op ëffentlech Gesondheet an dem Principe de précaution op där anerer Säit.

An do, muss ech Iech soen, Här President, do si mir als Lénk awer enttäuscht iwwert d'Grondausriichtung, d'Philosophie an den Opbau vun dësem Text, obwuel en duerch d'Aarbechte vun der Kommissioun weesentlech verbessert respektiv zumindest entschäerft gouf. Mee déi Kritik gëllt nach vill méi deene viregten Texter vun der Regierung, déi glécklecherweis vum Dësch sinn, op Drock notamment vun der Chamber hin.

Ech wëll drun erënneren, datt als alleréischt Iddi e Pandemiegesetz am Gespréich war, wat dann hätt sollen an der Hâte - de Rapporter selwer huet et genannt „aus der Hëft geschoss" - geschriwwe ginn. A wa mer iwwert déi juristesch Onzoulänglechkeete vun deem heiten Text diskutéieren, dann hätt ee sech emol misse virstellen, wat dat bedeit hätt, wa mer e ganzt Pandemiegesetz innerhalb vun e puer Wochen hätte missen duerchboxen. Dat ass glécklecherweis vum Dësch.

Dunn huet d'Regierung awer eppes presentéiert, wat gradesou inakzeptabel, jo, vläicht souguer nach méi geféierlech war, nämlech eng Zort „Ermächtegungsgesetz", wat et der Regierung erméiglecht hätt, och ausserhalb vum Krisenzoustand allméiglech Reglementer ze huelen, wat näischt anescht wéi d'Legaliséierung, d'Verlängerung vum Ausnamezoustand bedeit hätt.

An dunn dësen Text, deen d'Chamberskommissioun an dräi Jeten huet missen amendéieren, zum Deel och verbesseren, an deen elo zum Vott steet.

Firwat huet d'Chamber dat misse maachen? Mee ganz einfach, well den Text schlecht strukturéiert war a schlecht redigéiert war. E war mat ganz waarmer Nol gebitzt. En huet aus lauter Copy-Pasten aus Reglementer bestanen, déi zesummegeholl eigentlech deelweis sech widdersprach hunn oder zumindest widderspréchlech Aussoe gemaach hunn. Dat an zwee Gesetzer, wou een hatt misst soen, datt et vill méi logesch gewiescht wier, mir hätten ee Gesetz gehat, wou all déi Mesuren eventuell drageschriwwe wieren.

An, Här President, ech muss Iech soen, et gi seele Gesetzesprojeten, déi esou unisono vu bal allen Avisen esou kritiséiert gi si wéi dësen, well en duerch an duerch an an éischter Linn e restriktive Charakter huet an dee restriktive Charakter enorm vill Froen opwerft, déi bis elo zum Deel nach ëmmer net gekläert sinn. An ongekläert Froe féieren zu Onsécherheeten a biergen ëmmer de Risiko vu Willkür.

An dat ass eng vun eisen Haaptkritiken: Wéi déi alleréischt Entwërf - Pandemie- oder Ermächtegungsgesetz - stécht dësen Text ganz déif am Geescht vum Obregkeetsstaat aus dem 19. Joerhonnert, deen haaptsächlech ordonéiert a verbitt. An dat eigentlecht Zil, nämlech de Schutz vun der Bevëlkerung, wierkt bal accessoire. Well am Zentrum stinn eeben net d'Rechter - och a grad déi sozial a sanitär Rechter - vun de Leit, déi sech an anerer protegéiere mussen.

An dat ass net nëmmen eng verpasste Chance, mee och e Grond, firwat esou vill Onrou an der Gesellschaft war an ass. An Onrou an Onsécherheet si Gëft fir den Ëmgang mam Virus.

An et ass och de Géigendeel vun där Unité nationale, déi de Premier beim Ausruffe vum État de crise bal inflationär ëmmer an d'Wagschuel geworf huet an déi sech awer och an deene leschten dräi Méint an der Realitéit net esou erwisen huet. (veuillez lire: an déi sech awer an deene leschten dräi Méint an der Realitéit och esou erwisen huet.) Well eng vun deene grousse Léieren aus deene leschten dräi Méint ass, datt d'Propagatioun vum Virus just konnt a Grenze gehale ginn, well et e gemeinsamen, e kollektiven Effort vun der ganzer Populatioun war.

Wéi d'Regierung virun dräi Méint de Lockdown ordonéiert huet, mat ganz grousse Aschränkunge fir Grondrechter a -fräiheeten, sinn dës Mesurë vun enger ganz, ganz grousser Majoritéit vun der Populatioun akzeptéiert a respektéiert ginn. Well esou Mesurë kënnen nëmmen dann effikass sinn, wann d'Leit se als sënnvoll ugesinn. A wa mer et zu Lëtzebuerg fäerdeg bruecht hunn, haut niddreg Zuele vun Neiinfektiounen ze hunn, dann huet dat domadder ze dinn, datt se ganz breet gedroe goufen.

Oppe Froen, Onsécherheeten, Onrou, dat ass awer genee dat, wat mer als Gesellschaft net brauchen, fir weider géint de Virus virzegoen. Jo, et riskéiert souguer, der Strategie entgéintzewierken, déi d'Regierung en place gesat huet: nämlech engersäits d'Geste-barrièren, verbonne mat verschiddene Reegelen, an anersäits massiv Tester, fir duerch déi Tester d'Infektiounskette fréizäiteg ze erkennen an ze ënnerbannen.

Eng Strategie, déi d'ailleurs ganz gutt ass a fir déi esou munch aner Länner eis beneiden. Mee besonnesch bei den Tester spillt d'Fräiwëllegkeet jo eng zentral Roll. Wann de Large-Scale-Testing an den analogen Tracing solle Succès hunn, da musse se och vun der Populatioun akzeptéiert ginn. Da musse mer derfir suergen, datt d'Leit sech net op eemol net méi teste loossen, well se Angscht virun de Konsequenzen hunn, soit fir sech, soit fir anerer, wa se uginn, mat wiem se a Kontakt waren.

Dat heescht, wann dat Ganzt soll en Erfolleg ginn, da brauche mer e Vertrauensverhältnis tëscht der Populatioun an der Santé. An do hëlleft dëst Gesetz leider net vill, zum Deel ass et souguer e Réckschrëtt par rapport zu enger awer guer net esou schlecht fonctionéierender Praxis.

D'Madamm Minister géif mer elo warscheinlech äntwerten, datt d'Erfarung um Terrain bis elo ganz positiv war, datt dat Personal, wat Interviewe mat positiv geteste Persoune gemaach huet, virun allem kuckt, fir genee déi vertraulech a respektvoll Relatioun hierzestellen, an datt d'Erfarung och gewisen huet, datt an deene leschte Méint kaum Leit sech géint Mesurë wéi Quarantän oder Isolement opposéiert hunn, well dës Mesurë grad och vun der Populatioun als sënnvoll ugesi ginn. An dat begréissen ech och.

Just, mer mussen eis virun Ae féieren, datt d'Akzeptanz wärend dem Lockdown natierlech ganz grouss war, well quasi déi ganz Gesellschaft am Confinement war. Dat hat natierlech eppes Kollektives an eppes Egalitäres. An elo komme mer an eng Zäit, wou dës Mesurë vill méi individuell wierken. Grad dowéinst dierft an eisen Aen an esou engem Gesetz net d'Privatioun am Mëttelpunkt stoen, mee d'Rechter an d'Méiglechkeeten, sech an anerer ze schützen.

Ech wëll e Beispill duerfir ginn. Mir fannen d'Applikatioun vun deem Konzept vun enger Persoun, déi en héije Risiko huet, infizéiert ze sinn - am Text nennt sech dat da „personne à haut risque d'être infectée" -, ouni awer selwer e positive Covidtest ze hunn, fir da per Ordonnance 7 soit 14 Deeg a Quarantän gesat ze ginn, aus verschiddene Grënn problematesch.

Éischtens: Am Géigesaz zur Isolatioun läit hei keen objektiivt Element vir, wéi zum Beispill e positiven Test, mee et baséiert just op Aussoe vu Leit, déi positiv getest goufen an dunn uginn hunn, bannent de leschten 48 Stonne Kontakt zu där Persoun gehat ze hunn.

Et steet dann zweetens am Commentaire des articles, datt déi Zäit, déi eng Persoun en héije Risiko huet, infizéiert ze sinn, identesch ass mat der Inkubatiounszäit vum Virus, also 14 Deeg. Elo ass et jo awer méiglech, datt eng Persoun positiv getest gouf, ouni Symptomer, a vläicht viru fënnef Deeg e laange Kontakt mat enger anerer Persoun hat. Wat gëllt da fir si? Gëllt da fir si och d'Quarantän? Net nëmmen an hirem Zwangscharakter, mee och an hire Méiglechkeeten, nämlech d'Méiglechkeeten, e Krankeschäin ze hunn? Op déi Froe si mer net méi spéit wéi virgëschter gestouss, wéi mer de Commentaire des articles nach eng Kéier gelies hunn, dee bäikomm ass opgrond vun enger Fro vum Staatsrot.

Drëttens: De Staatsrot huet och drop higewisen, datt d'Anhale vun der Quarantän net kontrolléierbar ass, net vun der Police duerchsetzbar ass an och net sanktionéierbar ass. Firwat eppes an e Gesetz schreiwen, wat an der Praxis dann op eemol näischt méi heescht?

Et kann een dann zudeem zu där Quarantän e Recours maache beim Verwaltungsgeriicht, mee den Tribunal administratif huet a sengem eegenen Avis gesot, datt dat an der Praxis materiell kaum ëmsetzbar wier. Duerfir, à quoi bon eng Mesure, déi e liberticide Charakter huet, an e Gesetz ze schreiwen, déi an der Praxis net ëmsetzbar ass?

Dann ass et an eisen Ae besser a méi éierlech, et seet een: „Dat doten ass eng staark Recommandatioun!" Jo, et ass en Akt vu grondleeënder Civilitéit, et ass eng Méiglechkeet, eng Chance, eng Opportunitéit, sech an anerer ze schützen. Domat stellen ech also d'Konzept vun der Quarantän net a Frou. Am Géigendeel!

Wat mer brauchen, dat ass e Gesetz, wou déi sozial a sanitär Rechter, déi mat enger Quarantän verbonne sinn, kloer definéiert sinn: vum Krankeschäin, deen hei an dësem Text effektiv drasteet, iwwert de Suivi médical, dee jo awer zentral misst sinn, wou awer kee Wuert driwwer verluer gëtt, iwwert d'Méiglechkeet, vläicht selwer d'Santé kënnen ze saiséieren an engem Fall, wéi ech en elo grad beschriwwen hunn. Alles dat misst am Zentrum stoen an net autoritär wierkend Decisiounen, un déi ee sech dann awer net hale muss. An dat wier och am Kontext vun der Strategie vum Testen an Tracë weesentlech méi zilféierend an effikass wéi den aktuellen Text.

Och steet näischt oder quasi näischt am Text iwwert de Schutz op der Aarbechtsplaz. Et ass e ganz liberaalt Gesetz, wou et just ëm den Individuum geet, deen am Zentrum steet, an net oder ganz wéineg gekuckt gëtt, wat seng sozial Interaktiounen notamment op der Aarbecht sinn, wat d'Méiglechkeete si vun engem Salarié, fir sech eventuell zréckzezéien. D'Beispill vun de Schluechthaiser an Däitschland huet jo awer gewisen, wéi wichteg esou eppes wier.

Här President, ech sinn awer frou, datt mer beim Dateschutz weesentlech nogebessert hunn. Nieft dem méi kloren Encadrement vun Donnéeën - nämlech wéi eng, wéi laang se gehale ginn, fir wie se asiichtbar sinn - louch eis als Lénk besonnesch um Häerz, datt dës Donnéeën net kënnen un auslännesch Autoritéite weidergeleet ginn, ouni virdrun anonymiséiert ze ginn. Well d'Gefor, datt esou Donnéeën zu Areesbeschränkungen a verschiddene Länner kéinte féieren, ass net vun der Hand ze weisen.

Änlech verhält et sech beim rechtsstaatlechen Encadrement am Fall vum Zwangsconfinement. Bal all d'Avisen hunn dat monéiert. An ech denken, datt mer elo eppes hunn, wou ee sech och an anere Situatioune wënsche géif, datt déi esou staark encadréiert wieren, quitte datt nach ëmmer Froen op sinn. An ech mengen, den Här Wiseler an d'Madamm Lorsché hunn dat zu Recht opgeworf, nämlech d'Fro, wat dann déi Infrastrukture sinn, déi hei benannt ginn.

Här President, wat dëst Gesetz awer als Qualitéit huet, dat ass déi verstäerkt a gestäerkt Roll vum Parlament, déi mir spille mussen an den nächste Wochen, well mir mussen eis d'Fro stellen: Verlängere mer dat hei Gesetz? Veränneren mer et eventuell? Opgrond vu wéi engen Donnéeën? All déi Froe musse mir als Deputéiert eis stellen an et ass eng Zesummeféierung Richtung Chamber an eng Opwäertung vun der Aarbecht vun eis als Deputéiert.

Virdrun ass gesot gi vu verschiddene Majoritéitsriedner, dësen Text hätt d'Handschrëft vun der Oppositioun. Ech mengen, dat stëmmt net. Dat ass objektiv falsch! Wat dësen Text huet, dat ass d'Handschrëft vun der Majoritéit mat e puer ganz, ganz groussen a wichtege Plooschtere vun der Oppositioun, net méi an net manner. An duerfir wäerte mir eis enthalen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, a sengem Avis zum Gesetzesprojet 7606 schreift de Staatsrot, Zitat: « La liberté est la règle et la restriction l'exception. »

Mir stëmmen haut iwwer e Gesetzesprojet of, dee bei de Biergerinnen a Bierger, ech wëll net soen, fir Bauchwéi suergt, ma op d'mannst op eng gewësse Skepsis stéisst. Wa mer „Zwangshospitalisatioun" héieren, an dat an engem Kontext, wou mer stënterlech mat frësche Coronanews konfrontéiert ginn, maache mer eis Suergen, dat ass iergendwéi normal. An enger Kris iwwerschloe sech d'Decisiounen nun emol oft. Et muss schnell reagéiert ginn. A wéi mer wëssen, feelt et heiansdo un der Zäit, fir dat gutt a sënnvoll ze erklären. Nichtsdestotrotz muss ee seng Politik gutt a sënnvoll erklären, wann ee wëllt, datt se vun de Biergerinnen a Bierger dobausse verstane gëtt an datt se och nach suivéiert gëtt, wann et op den éischte Bléck esou ausgesäit, wéi wann d'Kris quasi iwwerwonne wier.

Jo, et ass gutt, datt mer haut e Gesetzesprojet hunn, iwwert dee mer kënnen ofstëmmen. Zwëschenzäitlech, wärend dem État de crise, gouf et jo Doutten drun, ob mer séier genuch legiferéiere kéinten. Dat heite weist, datt et séier genuch geet, mee net onbedéngt ëmmer séier genuch. Ech kommen nach dorobber zréck.

Och mir Piraten si wéi de Staatsrot hei der Meenung, datt d'Restriktioun d'Ausnam soll bleiwen an d'Fräiheet awer d'Reegel.

Här President, wann et awer ëm d'Gesondheet vun de Leit geet a mer iwwer e Gesetz d'Méiglechkeet kréien, de Covid-19 wierklech konsequent ze bekämpfen, dann ass et net nëmmen eise Wëllen, mee souguer eis Flicht, dat och ze maachen.

Wéi am Mäerz d'Presidentekonferenz stënterlech an d'Chamber convoquéiert gouf, fir vum Premier annoncéiert ze kréien, datt d'Regierung plange géif, de Krisenzoustand auszeruffen, waren d'Detailer vun der Kris nach net ofzegesinn. D'Zuele fir Lëtzebuerg waren dee Moment erschreckend an hunn eng änlech Trajectoire wéi Italien an de Grand Est virgezeechent.

D'Regierung hat knapps éischt Moossname geholl, du si mer zu Lëtzebuerg vun den Decisioune vun eisen Nopeschlänner awer wierklech iwwerrannt ginn. D'Grenze goungen zou, Ausgangsspäre goufe verhaangen an alles, op dat sech eis Regierung dee Moment baséiere konnt, war e Gesetz zur Bekämpfung vu Seuchen aus dem 19. Jorhonnert. E Gesetz, dat bal 150 Joer al ass, war eng wierklech ganz dënn Basis, fir déi grouss Aschränkungen ze justifiéieren.

De Sars-CoV-2-Virus an déi doraus resultéierend Covid-19-Krankheet si méi schlëmm wéi eng Gripp. Et handelt sech ëm eng geféierlech Pandemie. De Virus verbreet sech méi schnell a besser wéi eng normal Influenza. Weltwäit si mëttlerweil bal esou vill Leit gestuerwen, wéi der am Ganzen zu Lëtzebuerg liewen. Jiddweree ka vum Virus an der doraus resultéierender Krankheet getraff ginn, ob jonk oder manner jonk, ob männlech oder weiblech. Mir dierfen all déi Leit, déi géint de Virus gekämpft hunn, net vergiessen. Et huet jidder Eenzelne vill Kraaft kascht a bei vill ze vill Leit goung de Kampf trauregerweis net gutt aus. Mäi Bäileed geet duerfir un d'Familjen a Frënn vun all deenen, déi de Kampf leider verluer hunn.

Trotzdeem a glécklecherweis hu vill Leit de Kampf géint de Virus kënne gewannen. Dëst ass virun allem de Verdéngscht vun alle Volontairen, dem Fleegepersonal, den Dokteren an all dem Personal am Gesondheetswiesen, déi an engem onermiddlechen Asaz an heiansdo an engem iwwermënschlechen Effort alles drugesat hunn, fir esou vill wéi méiglech Mënscheliewen ze retten.

Mee net nëmmen d'Personal aus dem Gesondheetswiesen huet dat Onméiglecht méiglech gemaach. Och Beruffer, déi als essenziell a systemrelevant ageschat goufen, hunn, wärend de Groussdeel vun der Bevëlkerung huet missen doheem bleiwen, een inhumanen Effort musse maachen, fir eis Gesellschaft e bëssen um dréinen ze halen. Dat ware Mënschen, déi am Botzsecteur, als Reassortisseur oder Verkeeferin am Supermarché oder am Logistiksecteur schaffen. Et sinn der vill ze vill, fir se allegueren opzezielen, mee all hinne gehéiert eise gréisste Merci an eise gréisste Respekt, ëmsou méi, well vill vun deene grad Genannte fir wéineg Geld ganz vill geschafft hunn.

Et dierf net sinn, datt mer elo an der Sortie vun der Kris dësen Asaz erëm vergiessen. Mir als Chamber kënnen derfir suergen, datt keen, keen een, deen a Vollzäit schafft, ënnert de Seuil de pauvreté fält. Mir mussen eis Responsabilitéit huelen an hei dréngend nobesseren! Mir brauchen e Mindestloun, deen iwwert dem Aarmutsrisiko läit. Mir musse systemrelevant Beruffer sozial revaloriséieren.

Här President, dës Kris huet eppes gewisen, nämlech, datt et eng ganz Rëtsch Konsequenze wäert ginn. Mir schwätzen am Moment ganz vill iwwert déi ekonomesch Konsequenzen. Et gi Plan-de-relancen, et gi „Fit 4"-Projete lancéiert. Mee wat nach ëmmer e bëssen ze kuerz kënnt, sinn déi psychologesch Konsequenzen. Déi psychologesch Konsequenze sinn nach net erfuerscht. Mir wëssen net, wat mat de Leit geschitt, wann een hinnen dräi Méint quasi all Kontakt verbitt. An hei musse mer eis drop gefaasst maachen, datt mer an deenen nächste Wochen a Méint nach mat enger anerer Crise sanitaire wäerte konfrontéiert ginn, nämlech där vu psychologeschen a psychiatreschen Erkrankungen, déi mer an där Heefegkeet bis elo net kannt hunn. Hei bleift nach vill ze dinn.

Här President, wéi schonn esou oft hei ugemierkt, wéilt ech awer trotzdeem gären op eis mangelnd parlamentaresch Diskussiouns- a Konsenspolitik hiweisen. D'Oppositioun krut och am Virfeld vun dësem Gesetz erëm versprach: „Dir gitt matagebonnen!" D'Regierung huet d'Chamber informéiert. Jo. Mee Informatioun ass net gläichzesetze mat abannen! Heefeg goufe mer knapps virun der Press oder direkt duerno informéiert, fir esou zumindest, jo, informéiert ze sinn. Mee Kommunikatioun ass méi wéi nëmmen Informatioun. Jo, et war keng einfach Zäit, a jo, Informatioun vu gëschter kann haut schonn nees anescht sinn. Mee dat excuséiert awer net, d'Biergerinnen an d'Bierger net fir eescht ze huelen.

Am Ufank, wéi net genuch Masken do waren - an d'Statistik ass jo mëttlerweil ëffentlech, do gesäit een et -, wier et besser gewiescht, dat genee esou ze soen, amplaz Informatiounen zréckzehalen an den Notze vu Masken ze hannerfroen. Dës Kommunikatioun am Ufank vun der Kris féiert elo um Enn vun der éischter Well derzou, datt nach ëmmer Leit sech op Aussoe vun deemools beruffen, fir eppes ze refuséieren, wat noweislech Liewe rette kann. Hei ass elo eng Informatiounspolitik ze maachen, déi een net hätt misse maachen, wär een am Ufank e bësse méi oppe gewiescht.

Och elo um Enn vum État de crise ass et wichteg, gutt ze kommunizéieren an d'Biergerinnen an d'Bierger ze responsabiliséieren, proaktiv mat de Leit ze schwätzen amplaz ex cathedra Decisiounen ze huelen, déi net ëmmer gutt erkläert sinn oder kohärent si mat de fréieren Aussoen.

Här President, ech war erféiert, wéi de 15. Mee eng Ekipp vun der Uni eng Simulatioun vun der Entwécklung vun der Covid-19-Epidemie opgestallt huet, déi a verschidden Zenarien agedeelt war a wou d'Unzuel vun Doudesfäll immens variéiert huet.

D'Regierung sot heefeg, si wéilt wëssenschaftlech fondéiert Moossnamen huelen. Duerfir sinn ech zudéifst erschreckt, datt déi lescht Mesuren ouni nei wëssenschaftlech Modeller getraff goufen. Eis Meenung ass, datt dëst ze wichteg Entscheedunge sinn, fir sech op e Bauchgefill ze verloossen, mee datt ee sech op anstänneg Date baséiere soll. Leider gëtt dat hei net gemaach.

D'Chamber muss besser, proaktiv a séier informéiert ginn. Et kann net sinn, datt mer dat Regierung all eenzel Informatioun mussen aus der Nues zéien, esou wéi e Sampel vun engem Covid-19-Test. Jo, esou en Test deet wéi. An heiansdo hunn ech d'Gefill, datt dat permanent Nofroen net wéi genuch deet, well soss géifen d'Informatioune vläicht proaktiv kommen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet, deen elo virun eis läit, ass zwar keen Text, dee laang duerch d'Chamber gaangen ass, mee et ass en Text, deen eng mouvementéiert Geschicht kennt.

Ech erënnere mech nach gutt drun, wéi am Bureau an an der Presidentekonferenz mat der Regierung diskutéiert gouf, wat d'Wënsch vun der Chamber fir dësen Text wieren. An ee vun de Wënsch war kloer: Mir wéilte keen Ermächtegungsgesetz! Mir alleguerten heibannen, parteiiwwergräifend, wollten e kloert Gesetz fir d'Sortie de crise ze begleeden.

Duerfir war ech ëmsou méi erstaunt, wéi eng Woch duerno d'Regierung eis en Avant-avant-projet proposéiert huet, dee ganz einfach d'Pouvoire vun der Regierung weidergefouert hätt. Dat war inakzeptabel, an duerch d'Ignoréiere vun de Wënsch vun der Chamber huet d'Regierung hei wäertvoll Zäit verluer, déi um Enn néideg gewiescht wier, fir de Projet de loi 7606 nach ze verbesseren.

Den Text, dee mer haut stëmmen, ass sécherlech besser, an ech géif souguer soen, vill besser wéi déi éischt Ebauche, déi mer kruten! An et ass der Kommissioun héich unzerechnen, wéi konstruktiv vun alle Säiten un dësem Text matgeschafft gouf. Och mir Piraten hunn eis an déser Kommissioun, trotz eisem Status, wou mer just Observateur sinn, abruecht, fir datt an dësem Text minimal Grondrechter, wéi e Recht op Recours an och den Dateschutz, besser verankert ginn. Nichtsdestotrotz ännert dat awer näischt un de méi fundamentale Problemer, déi den Text nach ëmmer huet.

Här President, erlaabt mer, kuerz op genee dës Problemer anzegoen. Et fänkt nees mat der Kommunikatioun un. D'Regierung huet et verpasst, kloer am Viraus ze kommunizéieren an ze erklären, fir wéi een Zweck dëse Gesetzesprojet benotzt gëtt. D'Regierung huet hei vill ze vill Raum fir Interpretatioune gelooss an et hat een heiansdo d'Gefill, si wéisst selwer net, wat se mat dësem Text genee bezwecke wéilt.

De Mars Di Bartolomeo huet et nach eemol ënnerstrach, datt, wat d'Pouvoire vun der Santé ugeet, weiderhin d'Gesetz vun 1980 gëllt. An dat Gesetz geet immens wäit. Ënner anerem sinn Zwangshospitalisatiounen domadder méiglech an d'Delaie fir d'Appeller immens laang. Jo, duerfir war et néideg a wichteg, fir déi Froen an dësem Projet de loi hei méi kloer ze reegelen a virun allem rechtlech Garantien ze ginn, datt et net zu Abuse kënnt. Ech begréissen et, datt mer zesummen an der Kommissioun dës Fro léise konnten, och wann ech ganz déif a mer bannendra wënschen, datt mer dës Dispositioun net applizéiere mussen.

Mee eleng doduerch, datt den Ufankstext immens large war an esou vill Ännerungen néideg waren, huet dat zu ganz vill Interpretatiounsspillraum gefouert. Et léisst Raum fir Spekulatiounen, an dat ass Gëft fir d'Vertrauen, dat d'Biergerinnen an d'Bierger an eis Institutiounen hunn. Onkloerheet féiert zu Angscht: Angscht virun Abusen, Angscht virun engem Excès, Angscht, datt d'Grondrechter net méi respektéiert ginn.

Här President, dësen Text hätt nach misse méi kloer ginn, méi Garantië kréien, besser erkläert ginn. A jo, do huet d'Regierung op Zäit gespillt, amplaz fréizäiteg kloer ze kommunizéi-

eren. Wär et direkt zu engem Text an net zu enger Propos vun engem Ermächtegungsgesetz komm, hätte mir vläicht déi Woch gehat, déi eis elo um Enn gefeelt huet, fir nach eng Kéier d'Navette ze maache mam Staatsrot, fir nach eng Kéier um Text kënnen ze schaffen.

Och beim Dateschutz ass trotz alle Verbesserungen nach eng Kéier nozebesseren. Et ginn nach ëmmer ze vill Date gesammelt an den Accès dorobber ass trotz Limitatiounen nach ëmmer immens large. Verschidden Dispositiounen, verschidden Aschränkunge gi just am Commentaire des articles gemaach, net am Text, net am Gesetz, do, wou se higehéieren.

Mir hunn hei an der Chamber eng Motioun géint invasiv Tracingapplikatioune gestëmmt a virun allem zentralen Datebanken, wou dës Date géife stockéiert ginn, e kloren Nee ginn. An elo gi fir den analogen Tracing genau esou zentral Datebanken ugeluecht. Den Zweck ass deen nämmlechten, d'Date sinn déi selwecht, et ass just en anert Gesetz. Nee, dat ass net einfach esou hinzehuelen!

Jo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat heiten ass e schwieregen Text gewiescht, fir en ze schreiwen, mee och, fir do drop ze schaffen. E war onausgegoren an et huet vill Ännerunge gebraucht, fir en Niveau ze kréien, wou fundamental Rechter besser geschützt ginn. Den Equiliber tëscht dem Recht op Gesondheet an deenen anere Grondrechter, Recht op Manifestatioun, Inviolabilitéit vum Domicile, Meenungsfräiheet an esou weider, ass net einfach ze fannen. An d'Diskussioune ronderëm dësen Text hu gewisen, datt mer generell an eise Gesetzer nach eemol mussen d'Fréijoersbotz maachen, fir d'Grondrechter erëm ze stäerken.

Duerfir sinn ech och frou iwwert dem Mars Di Bartolomeo seng Motioun, déi d'Regierung opfuerdert, fir d'Gesetz vun 1980 ofzeänneren. Et ass awer schrecklech, datt mer dat per Motioun musse fuerderen an datt net proaktiv hei schonn agéiert gouf. Mir diskutéieren nämlech scho säit iwwer engem Mount iwwert de Problem vun den Zwangshospitaliséierungen, fir nëmmen ee Punkt ze nennen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Text, deen eis virläit, ass en Text, dee garantéiert, datt mer weider kënne géint de Virus kämpfen. E garantéiert, datt net iwwermuer ëm Mëtternuecht d'legal Basis fir de Kampf géint d'Krankheet zréck op nach méi schlecht Gesetzer fält, op Gesetzer aus dem 19. Jorhonnert oder d'1980er-Gesetz. Béid si méi schlecht Optioune wéi dat, wat hei virun eis läit.

Mir hätten eis gewënscht, datt mer bei esou kruziale Grondrechtsfroe méi fréi vun der Majoritéit matagebonne gi wieren, fir e richteg gutt Gesetz ze schreiwen. Dat ass leider net de Fall. An esou hu mer haut nëmmen de Choix zwëschent zwou schlechten Optiounen. Stëmme mer fir den Text, ass et en Zeechen, datt mer domadder averstane wieren, datt esou mat der Chamber, mat der Oppositioun, verfuer gëtt. Stëmme mer géint den Text, fale mer op richteg schlecht Texter zréck, Texter, ënnert déi ech net wëll falen, wa mer de Kampf géint dës Krankheet wëlle seriö ugoen.

Bleift also déi drëtt Optioun, déi vläicht am mannste schlecht fir eis ass, an dat ass: Mir enthalen eis! Den Text ass nämlech „das geringere Übel", dat muss een esou soen. En ass bei Wäitem net gutt, mee et géif vill méi schlecht goen. An duerfir wäerte mir eis enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, „D'Texter si besser, mee nach net gutt", sot de liberale Staatsminister de leschte Samschdeg op RTL am „Background" iwwert déi zwee Covid-19-Gesetzesprojeten, iwwert déi mir haut hei befannen. Wou den Här Staatsminister Recht huet, huet e Recht!

(Hilarité)

Wann e Projet de loi esou vum Staatsminister selwer analyséiert gëtt, deen hien a seng Regierung ze responsabiliséieren hunn, da muss ee sech als Oppositiounspolitiker Froe stellen. An ech mengen, da brauch ech jo kengem heibannen ze soen, wéi déi Liberal géifen ofstëmmen zu dësen zwee Projeten, wa si an der Oppositioun wären.

Une voix.- Dat si mer Gott sei Dank net!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Bei dëse Covidgesetzer geet et ëm privat an allgemeng Reegelen. Ech wëll hei e puer Ergänzungen opzielen, déi de Roy Reding nach net ugeschnidden huet, an och e puer Iwwerleeunge materabréngen. Mir hunn hei eng Rëtsch Bedenken, haaptsächlech op zwee Punkten.

Éischtens emol: D'Aschnëtter an déi perséinlech Fräiheete sinn a villen Textpassagen onkloer! Wat däerf een a wat däerf een net? Generell hale mir als ADR fest: Wann en Agréff geholl gëtt an déi perséinlech Fräiheet respektiv d'Grondrechter, déi an der Verfassung verankert sinn, da muss dat och an der Chamber mat enger Zweedrëttelmajoritéit gestëmmt ginn!

Fir d'ADR kënnt eng Zwangshospitalisatioun net a Fro. Grondfräiheete sinn a Gefor a mir wäerten ons do dergéint wieren. Dës Moossnam baséiert op engem Gesetz aus dem Joer 1980 a passt net an déi haiteg Situatioun eran. A si war och virgesinn an engem anere Kontext.

Och vill Experten, zum Beispill ee Jurist vun der Commission consultative des droits de l'homme seet dat heite mat follgendem Zitat: „Diese Maßnahme kommt einem Freiheitsentzug gleich und bedeutet einen tiefen Eingriff in die Persönlichkeitsrechte." An d'Presidentin vun der nationaler Eethikkommissioun huet deklaréiert, wat d'Zwangshospitalisatioun ubelaangt, do wär d'Eethikkommissioun dergéint, dat géif d'Vertrauen an d'Gesondheetswiesen zerstéieren. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics warnt och virun engem Agréff an d'Grondrechter vu jidder Eenzelnem, an d'Justizautoritéiten hunn och Problemer mam Gesetz.

Ech erlabe mer, hei op den Avis vun der Chambre des Salariés anzegoen, déi Follgendes schreift - well ech och aus deem Beräich kommen -: « La Chambre des Salariés, dont l'avis date du 11 juin 2020, refuse de donner son accord au projet de loi qui, selon elle, pérennise des mesures gouvernementales initiales destinées à limiter la propagation du virus et entrave de manière substantielle les libertés individuelles.

Elle estime que les mesures de mise en quarantaine, de placement en isolation et surtout, d'hospitalisation forcée, sont disproportionnées et les conditions et circonstances dans lesquelles ces mesures peuvent être prises ne sont pas définies assez clairement. En tout état de cause, la Chambre des Salariés se demande comment une hospitalisation forcée serait exécutée et si les hôpitaux seraient prêts ou équipés pour accueillir les patients contre leur gré. »

Ech mengen, dat seet jo genuch aus. A wann een dann nach weider géif dee ganze Projet de loi elo liesen, da muss ee feststellen, datt, nieft der Salariatskummer, sech dëse roude Fuedem praktesch duerch déi meescht eenzel Avisen zu dësem Covidgesetz zitt.

Vill Onkloerheete sinn am Projet de loi, an dat gëtt och vu ville Fachleit dobaussen aus de jeeweilege Branchë kritiséiert. Ech denken do ënner anerem un d'Artikele 4 a 5, déi a mengen Ae vill Interpretatiounen zouloossen.

Do derbäi ass d'Recht vun engem zweeten Test no engem positiven Test net am Gesetz virgesinn, well mer wësse jo all, datt eenzel Tester falsch sinn oder falsch kënne matgedeelt ginn. An an engem Rechtsstaat misst dat jo och méiglech sinn.

Et ass e komplizéierten Text, dee méi Froen opwerft, wéi en der léist. Bal all Passus brauch eng Erklärung. Dat ass ongesond a bréngt vill Diskussiounsstoff mat sech fir d'Leit dobaussen.

De Covidprojet beinhalt 69 Säite Commentaires des articles. An op där anerer Säit hu mer emol net 10 Säiten am Gesetz stoen. Ech mengen, dat weist jo genuch. A wie liest dann all déi 79 Säiten? An dobäi kann nach jidderee se interpretéieren no senger Liesaart.

Datt et komplizéiert ass an net einfach, dat gesäit een och am Avis vum Staatsrot, dee praktesch nëmme Recommandatioune virschléit, awer wéineg konkreet Gesetzesännerunge mécht, esou wéi dat bei aneren Avisen zu anere Gesetzesprojeten de Fall ass.

Dësen Text ass och onkloer a léisst vill Rechtsverdréierei zou. Wa mer esou Gesetzer maache wéi dëst an nach vill anerer, da musse mer an Zukunft ons d'Fro stellen, ob mer net mussen all neigebuerenem Kand en Affekot zur Säit stellen, fir duerch d'Liewen ze kommen.

Mir haten eng Motioun preparéiert, fir e Pandemiegesetz ze maachen, mee den Här Mars Di Bartolomeo huet do och eng gehat a mir hunn eis där ralliéiert, soudatt mer eis Motioun zréckgezunn hunn an déi dann net brauchen hei virzedroen.

Mir mussen eis och Gedanke maachen, wéi mer dermat ëmginn, wann, wat mer all net hoffen, eng zweet Well géif kommen. Ech mengen, da stelle sech an där ganzer Saach nach vill aner Problemer. An do muss een elo schonns kucken, wat fir Méiglechkeeten datt mer hunn.

Ech géif dann zum Schluss Iech all e Merci soe fir d'Nolauschteren, dem Rapporteur och e Merci, an all deenen, déi un deem Gesetzesprojet hei matgeschafft hunn, och e grousse Merci, well et war e grousse Labyrinth, fir hei derduerchzekommen.

A wéi mäi Kolleeg, de Roy Reding, annoncéiert huet, wäerte mir dëst Gesetz aus all dësen Iwwerleeungen eraus net kënne stëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prises de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. D'Gesondheetsministesch hëlt Kenntnis vun der schlechter Zensur, déi se kritt huet. Si wäert sech dat zu Häerz huelen a kucken, an der zweeter Halbzeit déi Saach da besser ze maachen.

Si ass och ganz beandrockt vun der Zouversiicht, déi hei ass, dass esou vill Leit dat besser gemaach hätten. Wann ech zréckkucken, hätt ech déi Zouversiicht haut net. Ech muss ganz éierlech soen: Wann ech nach eng Kéier misst ufänken ënnert deene selwechten Ëmstänn, ech weess net, ob ech et wierklech vill besser gemaach hätt. Dofir, Chapeau fir déi Zouversiicht, déi Dir hutt! Do feelt et mir nach e bëssen u Selbstvertrauen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Déi éischt Halbzeit ass gelaf. D'Rudder geet eriwwer. Et ass net méi d'Regierung, déi elo um Rudder ass. An als Bierger kann ech dann zouversiichtlech sinn, dass, wa mer alleguerten zesummen elo dorunner schaffen an dësem Mount, sécherlech villes méi kloer wäert ginn.

Ob déi éischt Halbzeit am Endeffekt gutt gelaf ass oder net, ass och à ce stade net wierklech relevant. Et ass déi lescht Zensur, déi wäert zielen, well de Match ass eriwwer, wann en ofgepaff ass. Jiddwereen, dee Sport mécht, dee weess dat. An och, wann alles gutt ass a wa mer vill gelueft ginn, wann d'Zuele gutt sinn, sou si mer net derduerch an d'Gefor ass grouss, dass mer eis iergendwann nach eng Kéier e Selbstgol schéissen an der zweeter Halbzeit.

Den 11. Mäerz ass d'Pandemie vun der Weltgesondheetsorganisatioun deklaréiert ginn. Wat ass dat? Eng Infektiounskrankheet, déi weltwäit grasséiert. Déi Pandemie ass nach ëmmer do. Si ass net opgehuewen. Ech muss Iech éierlech soen: Wann Der mech den 11. Mäerz gefrot hätt, wéi et dräi Méint méi spéit ausgesäit, hätt ech gehofft, laang gehofft, dass mer e bëssen Entwarnung hätten, dass et e bësse besser geet, well et war eng ganz stresseg Zäit.

Dat ass awer net de Fall, wéi Der alleguerte sécherlech matkritt hutt. De leschte Freiden ass eng nei Warnung vun der Weltgesondheetsorganisatioun komm, den 19. Mäerz, (veuillez lire: den 19. Juni,) grad emol néng Deeg no eise leschte Mesures de déconfinement, déi ganz generéis waren, déi mer geholl hunn.

A wat war op där Pressekonferenz déi Haaptausso? Ma déi zweet Phas, déi elo ugeet, déi zweet Phas, dat ass eng nei an eng geféierlech Phas. Et ass e weltwäiten Opruff zur Virsiicht, dee gemaach ginn ass.

Asoufern muss ech soen, dass nieft deene ganz intensiven Debaten, déi mer geféiert hunn, deene ville Stonnen, déi mer verbruecht hu mat Grondsazfroen, wou ee sech normalerweis Zäit muss huelen, fir dat am Fong ze maachen, meng Haaptsuerg déi ganzen Zäit iwwer, déi éischt Halbzeit an och elo déi zweet Halbzeit wäert um Terrain leien. Et ass do, wou meng Prioritéit ass, et ass do, wou ech der Meenung sinn, dass ech muss present sinn, fir déi Kris beschtméiglech ze geréieren, an zwar um Terrain.

Jo, et stelle sech vill Froen. Zu ville juristeschen Texter stelle sech Froen. Mir hunn hei en Text bannent kierzester Zäit probéiert ze maachen, deen d'Situatioun juristesch soll besser maache wéi dat, wat mer elo zur Verfügung hunn. Mir hu misse mat deem Arsenal u juristeschen Instrumenter schaffen, wat mer haten. Mir konnten net, wéi d'Pandemie do war, mat der Baguette magique eis nei Gesetzer ginn. Dat ass richteg.

An et war och net einfach, déi Gesetzer auszeschaffen, well ganz vill Aarbecht um Terrain huet misse gemaach ginn an och nach muss gemaach ginn. Villes leeft hannert de Kulissen. Een Deel vu mengem Job ass hei op der politescher Bün. An ech si mat Iech d'accord, et dass net do, wou meng gréisste Stäerkt läit. Ech probéieren, um Terrain ze geréieren, an dat ass vill Aarbecht! Mir sinn amgaangen ze evaluéieren, e Plang opzestelle fir déi nächst Phas, déi kënnt. Dat ass ganz vill Aarbecht. Eis Ekippe si gefuerdert Dag fir Dag. D'Situatioun ännert, a jo, et ass net ëmmer déi richteg Zäit, fir gutt ze kommunikéieren.

All déi Froen, déi Der Iech stellt - an ech ginn net méi drop an -, do hu mer vill Stonne mat deene Froe verbruecht an eise Kommissiounen. Bon, déi lafen net ëmmer bei der Kamera, dofir kritt net jiddwereen et mat. Mee wéi bei villen Texter ass et hei och d'Intentioun vun der Regierung gewiescht, esou kloer wéi méiglech op de Leit hir Froen ze äntweren. Dofir hate mer vun Ufank un eng Hotline en place, déi ganz vill solicitéiert ginn ass, déi ganz vill op Benevollen zréckgegraff huet. A mir haten och eisen Internetsite, wou mer all d'Froen, déi au fur et à mesure all Dag erakomm sinn, owes evaluéiert hunn an da „frequently asked questions" en ligne gesat hunn, déi vill vun deene Froen, déi d'Leit dobausse sech gestallt hunn, an och vill vun deene Froen, déi Dir Iech bis haut nach stellt, zum Deel beäntwert hunn.

Dat ass dat, wat mer vun Ufank u gemaach hunn a wat mer och weiderhi wäerte maachen. An esou hoffe mer, dass déi Froen, déi sech vläicht stellen, Saachen, déi net ganz kloer sinn - dat ass bei juristeschen Texter oft esou -, dass mer déi kënne lues a lues nobesseren an de Leit Äntwerten op déi Froe ginn, déi se sech legitimement stellen.

A jo, mir hu kee Robert Koch-Institut hei zu Lëtzebuerg. Mee ech wëll awer ënnersträichen, dass mer eng ganz performant Recherche hunn an dass d'Covid-19-Taskforce, dat si Lëtzebuerger Chercheuren, déi sech spontan zesummegesat hunn an eis hei beroden, alles drusetzt, fir d'Regierung an iwwerhaapt d'Bevëlkerung beschtméiglech opzeklären.

Dës Informatiounen, dat sinn déi Informatiounen, op déi d'Regierung sech baséiert. Déi sinn ëffentlech zougänglech op engem Site, deen immens gutt gemaach ass. An op deem Site fannt Der och ab de Moien déi nei Berechnungen, déi ech effektiv gefrot hunn d'lescht Woch fir justement deen neien Zenario, dee mer iwwert d'Opposition formelle vum Conseil d'État hu missen hei eraspillen.

Dëst, an ech géif dat gären ënnersträichen, obwuel mer déi zwou Wochen elo net ofgewaart hunn, fir en neie Schrëtt ze maachen. Dat ass déi éischte Kéier an dëser Pandemie. Et gëtt ëmmer gesot: „D'Regierung ass sech net konsequent." Op engem Punkt ass se et. Mir hu vun Ufank u gesot: „Mir wäerten esou fréi wéi méiglech kucken, an eng Normalitéit ze goen, awer esou, wéi mer et recommandéiert kritt hunn, mat klenge Schrëtt, ee Schrëtt nom aneren, an tëschent all Schrëtt waarde mer of."

Ech weess, dass dat vill Gedold fuerdert an dass immens gedréckt ginn ass, dat éischter ze maachen. Mee dat hu mir op alle Fall vu Regierungssäit konsequent duerchgezunn, mam Resultat, dass mir effektiv fir dee leschte Schrëtt, dee mer geholl hunn, an zwar dee vum 20. ..., nee, elo sinn ech duercherneen, vum 10. Juni, dee leschten, dee vu Mammendag, am Moment nach ofwaarden, wat geschitt.

Et ass scho beonrouegend, op alle Fall fir mech als Gesondheetsminister, elo en neie Schrëtt hu missen ze huelen an der leschter Ligne droite, ouni ofgewaart ze hunn, wat d'Effete vum leschte Schrëtt waren. Eise leschte Schrëtt, dee mer geholl hunn, ass e Paradigmewiessel gewiescht. Mir si vill méi op d'Eegeresponsabilitéit gaangen, grad am Privaten. Mir hu fir Rassemblementer vu Leit ënner 20 keng Virschréfte méi. Do si mer wierklech voll op d'Eegeverantwortung vun de Leit gaangen. A mir sinn eréischt um Dag 10 duerno a wann Der eis Zuele kuckt, gesitt Der, dass mer och - fir d'éischt an dëser Pandemie, et ass deen éischte Schrëtt, dee mer geholl hunn, wou mer dat hunn! - en Effet op eiser Kurv gesinn, an net dee beschten.

D'Zuele sinn amgaangen eropzegoen, soudass vun eiser Säit aus, op alle Fall vu menger Säit aus am Moment eng gréisser Suerg ass. Ech wëll gären déi 14 Deeg ofwaarden. Wa mer da bis en Trend gesinn op eiser Kurv, si mer an enger Positioun fir ze kucken, wat dann elo den nächste Mount soll Sache sinn oder wat net.

Dee leschte Schrëtt, dee mer geholl hunn, ass e Schrëtt, deen eis operluecht war, deen asoufern ... Ech net weess, wourobber e fousst, op alle Fall net op eiser Demarche, déi doranner bestanen huet, wierklech d'Inkubatiounszäit ofzewaarden. Wa mer d'Leit wierklech an eng aner Richtung begleeden, dass mer soen, mir vertrauen dorobber, dass se d'Reegele verstanen hunn, da muss ee sech och déi néideg Zäit gi fir ze kucken, ob deem och esou ass, a gegeebenefalls nobesseren, falls dat net esou ass. Well nieft den individuelle Fräiheete hu mer als Staat eng Responsabilitéit fir jiddwereen. Mir hunn d'Responsabilitéit, dat Land hei och duerch déi zweet Halbzeit ze féieren.

Do wou mer eis am Moment befannen, dat ass op dënnem Äis. D'Situatioun ass net gutt. Net nëmmen ass et eng nei an eng geféierlech nei Phas, déi annoncéiert ginn ass vun der Weltgesondheetsorganisatioun. Et ass och elo net nëmme méi eng Spekulatioun, mee d'Zuele sinn amgaangen, erëm weltwäit eropzegoen.

Dat ass net just an Asien, wäit ewech vun eis, nee, och hei. Wann Der iwwert d'Grenze kuckt: Berlin, Paräis, iwwerall, lues a lues zitt et erëm un. Mir wëssen net, ob dat eng kleng nei Well ass, ob dat sech erëm leet. Deen Trend kënne mer eréischt kennen, wa mer eis nach e bësselchen Zäit gi fir ze kucken, wat geschitt. Et ass jo vläicht just e klengt Unzéien an et leet sech nees. Mee et weess een et haut net. Ech weess et op alle Fall net. Aner Leit gesinn vläicht do besser an de Kaffismarc.

Déi nei Normalitéit, déi mer gären hätten an op déi mer setzen - well déi Schrëtt, déi mer geholl hunn, si méi schnell komm a waren och lues a lues méi grouss, well mer alleguerten zesummen, eis Betriber, d'Leit an deem Land hei, et fäerdegbruecht hunn, eis un d'Reegelen ze halen -, mee trotzdeem, et ass eng nei Normalitéit, déi ganz vill fuerdert. Si fuerdert Responsabilitéit. Si fuerdert Perseverance.

Et ass wierklech net de Moment, fir nozeloossen! Well wat mer méi deconfinéieren, wat natierlech erëm de Risiko vun neien Infektioune méi grouss gëtt. Wat mer eis juristesch besser opstellen, méi konform zu allem, wat mer natierlech och méi ageschränkt sinn an eisem Handlungsspillraum. Dofir, dat ass net eng einfach Situatioun.

Ech ginn Iech just d'Beispill vum analogen Tracing. Mir hunn am Ufank immens vill mat Benevolle geschafft, mat Leit, déi vu riets a lénks hëllefe komm sinn an dëser Kris. Dat ass elo net méi méiglech. Dat ass elo limitéiert. Op den Date kënnen nach just Medezinner schaffen oder Gesondheetspersonal. Ech brauch Iech net ze soen, wat dat bedeit. Do kënne mer net esou séier Ligne-de-garden opriichten, wa mer se brauchen.

Dat heescht, mir sinn op ganz dënnem Äis. An dofir vu mir aus e ganz, ganz grousse Appell u jiddwereen: Wannechgelift, et ass net de Moment, fir ze relaxéieren. Et ass de Moment, fir méi wéi jee Eegeverantwortung ze huelen an derbäi ze bleiwen! An déi basesch Reegelen, déi mer hunn, dat ass ganz einfach. Esou komplizéiert ass et net.

Et gëtt just een eenzegt Mëttel, fir dee Virus iergendwou agedämmt ze halen. Dat ass, op Distanz ze bleiwe respektiv, wann een dat net kann, eng Mask unzedoen. Et c'est tout! Et ass ganz einfach!

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Méi kompliziéiert ass et net. An dat deklinéiere mer. A mir behale Reegelen oprecht fir grad déi Saachen, wou een aus der Erfarung weess, dass et dem Mënsch net esou einfach ass, op Distanz ze bleiwen: nämlech gréisser Rassemblementer, do wou gefeiert gëtt, do wou et geselleg gëtt. Et ass do, wou de Risiko läit, an et ass do, wou mer nach wollten d'Schrauf e bëssen unzéien. Dëst fir ze kucken, wéi et am nächste Mount evoluéiert. Mir sinn och e Land, wou vill Zirkulatioun ass. Mir hu vill Frontalieren. Et ass net, fir hei ze fréi d'Garden erofzemaachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Voilà! No den zéng Deeg no Mammendag hu mer Neiinfektiounen. Ech wäert Iech dat net verstoppen. Mir hunn ons engagéiert, d'Chamber reegelméisseg ze informéieren. Dat wäerte mer all Woch maachen, net nëmmen d'Chamber, mee och d'Leit dobaussen.

Déi Neiinfektiounen, ben, wou komme se hier? Bei deene Saachen, wou mer vun Ufank u gesot hunn, wou dee gréisste Risiko ass: wa mer am Privaten ufänken, e bëssen nozeloossen. Et sinn och gréisser Partyen, déi gefeiert gi sinn, wou d'Leit dann, obwuel se warscheinlech am Ufank nach ganz motivéiert waren, op Distanz ze bleiwen, se et iergendwann „vergiess" hunn. Dat ass nun eeben emol esou. Mir wëssen, dass dee Risiko do ass.

Wat ass de Risiko, wa mer Neiinfektiounen hunn? Et ass net just eng blank Zuel. Et sinn och déi Kontakter, déi doduerjer entstinn. Wat mer eis méi an dem Deconfinement gesinn, wat mer méi Kontakter hunn. Wat mer awer méi Kontakter hunn, wat et méi schwéier gëtt, en Tracing ze maachen. Dat heescht, d'Kaz, déi bäisst sech an de Schwanz! Wat mer méi oniwwersiichtlech erëm ufänken erauszegoen, eis ze mëschen, iessen ze goen, wat et méi schwéier gëtt, am Fall vun enger Infektioun nozevollzéien a sech iwwerhaapt och nëmmen ze erënneren, mat wiem ee Kontakt hat.

Mir haten elo Fäll an deene leschten Deeg, wou een Neiinfizéierte bis zu 80 Kontakter hat. Kënnt Der Iech dat virstellen?! 80 Kontakter, do sinn ech mer 100 % sécher, dass déi Persoun sech net genau konnt wierklech erënneren, wien déi Kontakter waren.

Kënnt Der Iech virstellen, wat dat bedeit fir den Tracing, wat dat fir en Opwand ass? Mir hu modelliséiert, andeems mer dervun ausgaange sinn, dass d'Leit am Schnatt néng Kontakter hunn. Wann dat sech op eemol verduebelt, verdräifacht, ben, dann hu mer e Problem! Dann hu mer e seriöe Problem. An ech hunn net onbedéngt d'Léisung dofir à ce stade.

Voilà! Mir hunn, et ass gesot ginn, e Gesetz, wat net immens ass. Do kann ech gär domadder liewen. Et ass an der Hetz gemaach ginn. Et ass net esou einfach. Ech sinn zouversiichtlech, wa mer esou zesummeschaffen, wéi mer et elo gemaach hunn, mat enger Justizkommissioun zesummen, mat enger Justizministesch, déi hei och wierklech op verschiddene Punkte mat ugepaakt huet, dass mer dat zesummen hikréien, fir dat lues a lues ze amelioréieren.

Mee, wéi gesot, an der Urgence schaffen ... Iwwerhaapt, wou gehuwwelt gëtt, fale Spéin. A wann Der schnell schafft, da sidd Der net a Perfektioun. Dat ass esou. Op alle Fall a menger Welt ass dat esou.

Voilà! Mir sinn nach net ukomm. Wat gëllt et elo? Weiderhin derbäi ze bleiwen. Mir brauchen dat Gesetz. Mir mussen als Santé handlungsfäeg bleiwen. Et ass extreem wichteg. Den État d'urgence ass eriwwer, mee d'Pandemie ass net laanscht a mir musse kënne weiderschaffen.

Dëst Gesetz ass dat, wat eis d'Basis gëtt, fir handlungsfäeg ze bleiwen. Dofir si mer drop ugewisen, dat Gesetz ze hunn. Ech si frou, wann et gestëmmt gëtt. Ech bieden Iech alleguerten, et ze stëmmen. A wann Der Iddien hutt a Propositiounen hutt - firwat net och eng Proposition de loi?, ëmmerhin ass et den éischte Rôle vun der Chamber, fir d'Legislatioun riichtzestoen -, da sinn ech och zouversiichtlech, dass mer kënnen an engem Mount eventuell e bessert Gesetz hunn.

A fir drop anzegoen, dass et esou schlecht ass, wéi Der kaum eent gesinn hutt: Dat deelen ech och net. Ech ka mech erënneren, wéi ech ugefaangen hunn, an der Fonction publique ze schaffen, hate mer e Projet de loi virleien, deen och vu Juristen ausgeschafft gi war, deen hat grad emol 100 Opposition-formellen. Also, esou schlëmm ass et och net!

(Hilarité)

Mir hunn der hei zwou gehat a mir sinn driwwer ewechkomm. Ech hunn op alle Fall a menger Karriär scho vill Schlëmmeres gesi wéi dat doten, wat vill méi laang ausgeschafft ginn ass. An ech sinn zouversiichtlech, dass mer dat nach besser hikréie wäerten all zesummen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Gesondheetsministesch, der Madamm Paulette Lenert. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Justizministesch, d'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Här President, honorabel Deputéiert, et ass dacks ënnerstrach ginn, wéi déif d'Mesuren am État de crise d'Grondfräiheeten ageschränkt hunn. Eis Verfassung, mee och eis europäesch an international Engagementer maachen däitlech, dass och am Kader vun enger Pandemie net all Fräiheeten am Numm vun der Gesondheet däerfe geopfert ginn.

Dëse Projet de loi ass ee vun den Texter, deen et eis soll erlaben, aus dem État de crise erauszekommen. Et ass dofir eminent wichteg, dass d'Exceptiounslogik vum État de crise och mam État de crise definitiv en Enn hëlt. Den Text gëtt net fir näischt kritesch gekuckt, vu dass sech hei déi potenziell fräiheetsaschränkend Mesurë befannen, déi nom État de crise nach fir d'Privatpersoune gëllen.

Ech erlabe mer, meng Commentairen op d'Prozedure betreffend den Isolement, d'Quarantän an den Zwangsconfinement ze limitéieren. D'Diskussioun war hei mat Momenter jo ganz besonnesch hefteg, wat mech awer u sech rassuréiert, well et sinn hefteg Mesuren.

Dem franséische Conseil constitutionnel a senger Analys vun der Loi de prorogation de l'état d'urgence sanitaire a Frankräich no ass all Mesure, déi enger Persoun wärend op d'mannst zwielef Stonnen den Dag all Ausgang verbitt, eng Privation de liberté. All Fräiheetsentzuch muss, fir net just eiser Verfassung, mee och dem Artikel 5 vun der Mënscherechtskonventioun ze entspriechen, gewësse Garantië virgesinn.

D'Mesure muss fir d'éischt emol néideg sinn, well d'Fräiheet d'Reegel an d'Restriktioun d'Exceptioun ass. Och eng absolutt als néideg ageschat Mesure kann dat konkreet just sinn, wann am Virfeld all aner manner invasiv Mesure geholl ginn ass. An och eng konkreet noutwendeg Mesure muss esou kalibréiert sinn, dass den Agréff an d'Fräiheet de revendiquéierten Objektiv verhältnisméisseg erfëllt. An all Mesure, an dat war jo och eng wichteg an néideg Diskussioun hei, muss och am Respekt vum Contradictoire virun engem Geriicht kënne contestéiert ginn.

Well de Rechtsstaat sech net op de gudde Wëllen eleng, mee op kloer Texter a Garantië baséiert, hu mer déi bestoend Dispositiounen, also d'Artikelen 10 an 11 vum Santésdirektiounsgesetz, mussen op de Leescht huelen. Sech u Prinzippien halen, heescht am aktuelle Kader also effektiv heiansdo, dass mer fir e Gesetz, dat just ee Mount gëllt, Prozeduren, déi iwwerlieft sinn, mee sollen applizéiert ginn oder solle kënnen applizéiert ginn, adaptéiere mussen. Dat, well e Staat, deen an d'Fräiheeten agräife wëllt, dat net op egal wéi eng Manéier däerf maachen.

Wat den Isolement an d'Quarantän betrëfft, sou ginn dës Mesuren agesat, fir d'Infektiounschaînen ze briechen an d'ëffentlech Gesondheet ze garantéieren. Deen Objektiv ass legitimm. En erlaabt awer net all Mëttelen. Well et sech, wéi gesot, ëm e Fräiheetsentzuch handelt, musse mer all an deem Kader elementar Prinzippie spille loossen.

Par rapport zum Text vun 1980, deen dem Direkter vun der Santé relativ vast an éischter vag Pouvoire léisst, ass d'Méiglechkeet vum Ausstelle vun enger Ordonnanz elo besser encadréiert. Et sinn zwee kloer getrennt Regimmer agefouert ginn: op där enger Säit dee vum Isolement, dee just op positiv getest Persoune kann applizéiert ginn, op där anerer Säit dee vun der Quarantän am Fall vun enger Expositioun à haut risque.

De Regimm vum Isolement ass, wéi ee sech dat erwaarde kann, méi restriktiv an op méi laang Dauer ugeluecht wéi dee vun der Quarantän. Et gouf virdru keng Prezisioun an deem Sënn. Béid Ordonannze versti sech och elo manner repressiv a méi protektiv. Si gesinn dofir vir, dass dem Concernéierten e Krankeschäi muss kënnen delivréiert ginn. Au vue vun der ekonomescher Reprise ass dat besonnesch wichteg fir Persounen, déi wéilten a Quarantän goen, dat ouni Krankeschäi vum Patron awer net erlaabt kréichen.

Och um Recours ass geschafft ginn. D'Ordonnanz gëtt virum Verwaltungsriichter contestéiert. De Concernéierte ka selwer present sinn, mee sech natierlech och vertriede loossen. Hie ka sech vun engem Affekot representéiere loossen, e muss dat awer net. E ka sech och aneschters vertriede loossen. Alles dat sinn Innovatiounen, déi och an der Praxis d'Effektivitéit vun de Voies de recours solle garantéieren.

Vu dass et sech ëm e Fräiheetsentzuch handelt, sinn och d'Delaien entspriechend kuerz gehale ginn.

Och hei allerdéngs wousste mer schonn, mee dat weisen och d'Avisen, datt den Effort net wäit genuch geet. Dat och, well eis verschidden Instrumenter feelen, fir e wierklech adequate Kader ze garantéieren.

Wat dës Mesure zum Beispill ugeet, sou hunn d'Consultatiounen erginn, datt mer um Niveau vum Verwaltungsgeriicht kéinten e Juge des libertés aféieren. Well och um Administratif gëtt et eng ganz Partie Prozeduren, déi quasi penaler Natur sinn an dofir weider Garantië kéinte verdroen. Esou e Riichter hu mer den Ament net. Dat heescht, mir kënnen deen och net an esou enger Prozedur wéi där heiter virgesinn. Mee dat soll op alle Fall an eis Reflexioune fir en definitiven Text afléissen.

Erlaabt mer och e puer Wierder zur Prozedur vum forcéierte Confinement, also dat, wat mer bis elo Zwangshospitalisatioun genannt hunn. Och hei ass d'Analys, dass den Artikel 11 vun deem aktuellen 1980er Gesetz net konform ass mat deene Garantien, déi esou Prozeduren haut musse respektéieren. Dat ass och net weider erstaunlech. D'Gesetz ass vun 1980, mee den Ursprong vun deem Text geet op 1952 zréck. Et gouf och säitdeem net méi fundamental modifizéiert.

Mir sinn hei bei ganz séier an zum Deel wierklech extreem séier proposéierten Alternativen. Natierlech kënne mer net ganz zefridden domadder sinn. Mir hu se awer zréckbehalen, well se par rapport zum Text vun 1980 méi fundamental Garantië virgesinn.

Iwwert déi éischt Garantie ass an der Lescht wéineg geschwat ginn, mee si ass fundamental. Net just muss déi positiv getest Persoun Mënschen an hirem Ëmfeld hir Gesondheet a Gefor bréngen, fir dass d'Mesure iwwerhaapt a Fro kënnt, hir muss och am Virfeld eng adequat Alternativ proposéiert ginn. Eréischt wa si och déi Alternativ refuséiert, kann e forcéierte Confinement beim Riichter ugefrot ginn.

Konkreet heescht dat, dass och zum Beispill eng Persoun ouni feste Wunnsëtz virun engem forcéierte Confinement eng alternativ Struktur muss ugebuede kréien, déi zum Beispill aus enger Hotelskummer ka bestoen. Et gëtt also zwou kumulativ Konditiounen, fir deen Zwangsconfinement ze envisagéieren. An déi mussen och vum Riichter kontrolléiert ginn.

Wat de Recours ugeet, gëtt et hei Änlechkeeten an Differenze mat deem géint d'Isolementsoder d'Quarantänsordonnanz. Änlechkeeten, well et sech, wéi gesot, a béide Fäll ëm eng Privaion de liberté an engem quasi penale Kontext handelt, deen deemno verschidde Garantien an notamment déi vum Contradictoire verlaangt. Differenzen awer och, well de forcéierte Confinement nach e Stéck méi wäit geet, andeem en d'Isolementsordonnanz géint de Wëlle vun deem Betraffenen exekutéiert. Dës Contestatioun gëtt dofir virun de Juge judiciaire gedroen. Hei lafen extreem kuerz Delaien, fir der Gravitéit vun der Mesure Rechnung ze droen. Vu datt d'Decisioun dëser Prozedur no vun enger Instanz geholl gëtt, déi dann och hir Validitéit soll kontrolléieren, huet eng Appellméiglechkeet mussen agefouert ginn.

Och dës Garantië sinn net perfekt. Mir kënnen eis net domat zefridde ginn - duerfir begréissen ech och déi Motioun, déi d'Chamber erageereecht huet -, datt dëse Projet fir d'Gesetz just eng Durée de validité vun engem Mount virgesäit. D'Gesetz vun 1980 bleift weider applikabel a mir mussen dës onkonventionell Dispositiounen aus eiser Legislatioun erauskréien.

Éier ech ophalen, wollt ech awer och nach e puer Mercie lassginn. Merci un Iech alleguerten, well Der dësen Text a senge sukzessive Formen ëmmer nees am Sënn vun engem gréisstméigleche Schutz vun de Grondrechter duerchlächert hutt. Och déi ënner Iech, déi den Text am Endeffekt net wëlle matdroen, hu bis zum Schluss wäertvoll Suggestioune gemaach, wéi en op d'mannst technesch kéint verbessert ginn, an hunn op déi Aart a Weis awer hir Responsabilitéit gedroen.

Merci och un d'Aarbecht hannert de Kulissen an de Ministèren, op deenen och keng Iwwerstonn gezielt a gescheit gouf. Merci natierlech dem Staatsrot fir seng kritesch Remarken an Textproposen. An zulescht villmools merci de Mataarbechter vun der Chamber. Och Dir hutt a ganz kuerzer Zäit Beandrockendes geleescht, eng Kommissioun no där anerer a bis zu zéng den Dag begleet a verschafft. Et wor net evident. An ech hoffe fir Iech alleguerten, dass de Rhythmus sech an Zukunft e bëssen normaliséiert.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Justizministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7606. Den Text steet am Document ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President!

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Hansen freet d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt just nach eng Kéier ënnerstraichen: „D'Zuele sinn amgaang eropzegoen", sot d'Madamm Ministesch, dat mécht eis och Suergen. Mir hunn och gëschter hei zu Lëtzebuerg gesinn, datt se u sech eropgaange sinn. A genau dofir hate mer jo och virun enger Woch eng Motioun hei ofstëmme gelooss, déi eestëmmeg ugeholl ginn ass, wou mer gefrot hunn, fir déi Modelliséierungen ze kréien, a wou mer och gefrot hunn, fir d'Simulatiounen dann ze kréien: Wat geschitt, wann déi Mesuren ëmgesat ginn, déi elo an dësem Projet de loi virgesi sinn?

Ben, mir hunn näischt kritt. D'Madamm Minister huet gesot, et wär elo online. Also, ech hunn an eiser Fraktioun nogefrot. Mir hunn iwwerall eppes gesicht. Um Courrier ass zumindest nach näischt. Mir hunn eppes fonnt iwwert de Large-Scale-Testing, ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech schécken Iech de Link, Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ... mee ech wëll just soen: Eng Simulatioun an eng Modelliséierung mécht ee jo u sech, ier een eng Decisioun hëlt, an net eréischt duerno iergendwann eng Kéier, well d'Chamber et freet.

(Interruption par Mme Paulette Lenert)

Ech fannen et awer traureg, well et ass och eng Fro vun der Verantwortung. Als Oppositioun -

„Wëssen ass Muecht", gëtt jo ëmmer gesot -, firwat gëtt dat Wëssen net u sech mat eis als Oppositioun gedeelt? Mir brauchen déi Saachen, fir déi Mesuren och kënnen anzeschätzen.

A wéi gesot: Mir maachen hei villes op. „Et gëtt méi oniwwersiichtlech", ass gesot ginn. Mee wat ass de Risiko vun där méi Oniwwersiichtlechkeet, déi elo u sech gestëmmt gëtt? Dofir hätte mer wierklech gären déi Simulatioune gehat.

Hei huet d'Regierung déi Motioun, déi mer awer eestëmmeg gestëmmt hunn, also déi ganz Chamber huet se gestëmmt ... Hei ass déi ganz Chamber, net nëmmen d'Oppositioun ignoréiert ginn. An dat ass fir eis - et deet mer leed, et ze soen - awer respektlos. An et ass u sech och verantwortungslos, well et eis net d'Moyene gëtt, dat Ganzt richteg anzeschätzen. An ech wär wierklech frou, wann Der eis zumindest elo géift soen, wou et ze fanne wär, well mir hunn et bis elo nach ëmmer net fonnt.

Leider, géif ech soen, esou funktionéiert Demokratie net! Fir d'Demokratie muss dat Wëssen, wat do ass, och gedeelt ginn, an och gedeelt gi mat der Oppositioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Hansen. Ech wëll direkt soen, datt de Link virun zwou Minutte vun der Administration parlementaire un all Deputéiert weidergeschéckt ginn ass.

(Interruptions)

Den Här Wiseler freet d'Wuert.

(Interruption)

An d'Madamm Ministesch.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass effektiv de Link weidergeschéckt ginn, wärend d'Madamm Hansen amgaang war ze schwätzen. Just, wat mech interesséiert hätt - vu datt d'Regierung dee Link hat -, éier d'Sëtzung war, wär awer gewiescht, ongeféier ze wëssen, éier d'Chamber elo heiriwwer ofstëmmt, wat dann drasteet. Elo hu mer zwar de Link, a mir stëmmen an 30 Sekonnen of. Mir wëssen awer nach net, wat drasteet. Dat liicht mer net ganz an.

Dann hunn ech nach zwou Remarken, déi ech awer onbedéngt wollt maachen. D'Madamm Lenert huet ganz richteg gesot: „A 14 Deeg musse mer elo kucken, wat dat Ganzt erginn huet, fir dann erëm en neit Gesetz ze maachen." Dat ass vläicht richteg fir déi Zuelen, déi da mussen agesat ginn an deen nächsten Text, wa mer iwwer Deconfinement, oder Reconfinement an engem Mount vläicht, da schwätzen. Mir wëssen dat jo net.

Ech géif just bieden, datt awer net a 14 Deeg eréischt ugefaange gëtt, den Text ze maachen. Well et sinn elo néng Artikelen am Text, déi strictement näischt ze dinn hu mat deem ganzen Zuelematerial, wat een da muss asetzen oder net muss asetzen, an déi duerchaus nach misste verbessert ginn. Dat ass awer eng Aarbecht, déi haut de Mëtte kann ugoen, well et och gutt wär, wa mer eis esou schnell wéi méiglech elo géifen drëm bekëmmeren.

An da main drëtte Punkt, deen ass mer awer och net onwichteg: Et si jo eng Rei Moossnamen aus dem Gesetz erausgeholl ginn, well et jo Moossname sinn, déi net novollzéibar waren, well se an de Privatsphären ..., déi och net kontrollabel waren. Dofir huet de Conseil d'État jo och gesot: „Huelt se eraus!" Dir hutt do mat Recht gesot, Dir hutt d'Suerg vun enger zweeter Well - dat deele mer alleguer! - an och a sengem Privatliewe sollt een nach oppassen, wat ee mécht.

Ech deelen do Är Gedanken honnertprozenteg. Mee ech wär just frou, wann Der dann, wat duerno a Recommandatiounen erauskënnt an net méi am Gesetz steet, kloer an däitlech elo géift soen: Wat sinn d'Recommandatioune vun der Regierung? Wat sinn d'Recommandatioune vum Ministère de la Santé un déi privat Leit, op Basis da vun där Modellisatioun, déi elo gemaach ginn ass, déi mer hinne mat op de Wee ginn?

U wat solle se sech dann elo halen, vläicht net gesetzlech obligéiert, vläicht net sanktionabel, mee awer als Recommandatiounen, fir sech, hir Famill, hir Frënn ze schützen? Do wär ech wierklech frou, wann Der eis - an de Leit haaptsächlech dobaussen! - dat an aller Däitlechkeet kéint soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler. Da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, zwou Saachen zu de Modellisatiounen.

Dat Éischt ass, fir eis lescht Mesuren, déi mer proposéiert hunn als Regierung, do hat ech Iech an der Chamberskommissioun erkläert, well do ass déi Fro do jo och gestallt ginn, dass mer fir dee Schratt, dee mer gemaach hunn, keng nei gebraucht hunn. Firwat? Well déi vum 15. Mee u sech esou vill Zenarien ofgedeckt hunn, dass mer opgrond vun deenen Zuelen, déi mer elo hunn, relativ einfach konnte projezéieren, dass dat sech am gréngе Beräich beweegt.

Vu dass d'Zuele besser si wéi dat, wat do den Ausgangszenario war, hu mer fir déi Mesure, déi mer do proposéiert hunn, wou mer ëmmer nach eebe bei Eventer iwwer 20 waren, wou mer relativ strikt Mesurë proposéiert hu bäizehalen, och am Privaten, keng nei gebraucht. Dat hu mer en toute transparence gesot.

Déi heiten, hat ech Iech an der Chamberskommissioun gesot - dat war, wéi mer alleguerten zesumme moies um eelef Auer den Avis vum Staatsrot kritt hunn an zréckbehalen hunn, dass mer eeben elo méi wäit nach en zousätzleche Schrëtt musse maachen, ouni eeben déi 14 Deeg elo ofgewaart ze hunn -, dass ech dat géif nei modelliséiere loossen. Déi Informatioun krut ech. Ech hunn et awer selwer och eréischt gekuckt, wéi ech vum Mikro fortgaange sinn, nodeem ech Iech et gesot hunn.

An ech hu se entre-temps souguer scho gekuckt hei; op alle Fall d'Denger ... An ech hunn dat einfach fonnt. Et huet och net ee mer e Link geschéckt. Mee vu datt mer jo alleguerten op deem Covid-19-Site zimmlech doheem sinn an déi nei Saache mat grousser Erwaardung kucken, war ech och dervun ausgaangen, Dir géift dat schnell fannen. Mee mir hunn lech de Link awer elo geschéckt, soudass Der en hutt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir sinn net esou schnell doranner.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Majo, ech weess ...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir si frou, datt mer e Link kruten.

(Brouhaha et interruptions)

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Nee, mir haten déi Diskussioun schonn de 15. Mee. Do war dat schonn déi selwecht Diskussioun, wéi mer lech gesot hunn: „Si sinn elo online op der Uni." Mee mir kënnen lech se awer systematesch dann duebel och schécken, och wa se do online sinn. Voilà.

Dat anert sinn d'Recommandatiounen. Selbstverständlech, déi sinn amgaangen iwwerschafft ze ginn. D'Santé huet déi ganzen Zäit iwwer vill Recommandatiounen um Site gehat fir eenzel Beruffsgruppen, fir eenzel Kategorië vu Leit. A selbstverständlech wäerten haut am Laf vum Nomëtten eis nei Recommandatioune fir de Grand public online goen. Déi si relativ einfach geschriwwen. Dat ass och keng Rocketscience. Ech hunn et virdru gesot: D'Reegel ass nach wie vor déi selwecht. Et gëllt nach wie vor, op déi Distanz opzepassen. Dat ass dat Eenzegt, wat ee ka maachen.

Et gëllt, op vulnerabel Leit opzepassen. Mir hunn och e Set u Recommandatiounen ausgeschafft spezifesch a Richtung vun de vulnerabele Leit. Engersäits fir déi, déi am Ëmgang mat hinne sinn: Wourop solle si oppassen? An och fir déi vulnerabel Leit selwer, deene mer beispillsweis wäerte recommandéieren, sech och un hiren Dokter ze wenden, fir genau hir Situatioun anzeschätzen. D'Vulnerabilitéit ass statistesch definéiert. Dat wëllt awer net onbedéngt eppes fir deen Eenzelne soen, soudass et do scho wichteg ass, dass jiddwereen fir sech mat sengem Dokter kloerstellt, wéi e soll mat senger Situatioun ëmgoen.

An déi Recommandatioune wäerte mer och selbstverständlech elo an där nächster Phas, déi usteet, nees ënnert d'Leit bréngen, sou wéi mer dat och am Ufank vun der Pandemie gemaach hunn, iwwer Flyeren, iwwert déi mer scho vill geschwat hunn.

An ech wollt do nach just op eppes zréckkommen: Eppes, wat ech mer net gäre soe loossen, ass, dass ech d'Leit beléien. Et ass villes net perfekt. Et ass villes net gutt. Ech si sécherlech net talentéiert fir grouss Kommunikatioun. Mee belunn hu mer d'Leit ni!

An ech mengen, dass et bis an de leschte Wénkel vun dësem Land duerchgedrongen ass, dass mer e Problem haten, Masken erbäizekréien. Dat war an allen Nouvellen, op deene ville Livestreamen. Och wa se vläicht penibel ze kucke waren - moi je veux bien -, mee op alle Fall hunn ech vun Ufank un en toute transparence de Leit déi Schwieregkeete gesot, déi mer haten. Mir si gedriwwe gi mat deene Schwieregkeeten. Mir hu gemaach, wat mer konnten, fir déi Masken erbäizekréien. An ech mengen, dass een net kann dervun ausgoen, dass d'Leit dat net matkritt hunn, och wann et hei vläicht net ukomm ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Gesondheetsministesch fir déi Prezisiounen. D'Diskussioune sinn elo ofgeschloss.

Mir kënnen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7606 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 7606[17].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7606 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Wien e Vote par procuratioun wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

Appel nominal (vote par procuration)

Dëse Projet de loi ass domat mat 31 Jo-Stëmmen, 25 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun, déi vum Här Mars Di Bartolomeo deposéiert ginn ass. Ass do nach eng Wuertmeldung do?

(Négation)

Kënne mer iwwert dës Motioun à main levée ofstëmmen?

Vote sur la motion 1

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Motioun ass domadder eestëmmeg ugeholl.

Deen nächste Projet um Ordre du jour vun haut de Moien ass de Projet de loi ...

(Interruption)

Ma d'Motioun 2, déi ass fir déi zwee Projet-deloien 7606 an 7607. Dann huele mer déi nom Vott vum Projet de loi 7607.

D'Madamm Hansen freet nach d'Wuert.

6. Question urgente n° 2424 de Mme Martine Hansen concernant la fin des classes séparées

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, merci, Här President. Ech hunn nach eng Question urgente, déi ugeholl gi war, an déi riicht sech un d'Madamm Gesondheetsministesch an un den Här Educatiounsminister. Mee d'Madamm Gesondheetsministesch ass jo hei. Do wollt ech froen, ob ech déi awer elo kéint stellen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, fir d'Äntwert vun där doter Question parlementaire misst och den Educatiounsminister hei sinn, oder net? Ech weess elo net, ob en ënnerwee ass oder ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech mengen, et geet ëm eng Interpretatioun vun dësem Gesetz. Meng Fro ...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Hie kënnt nach de Mëtten. Déi zwee sinn hei.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Déi sinn hei. Da kommt, mir maache fir d'éischt dat heite Gesetz fäerdeg an dann huele mer eeben einfach déi Question urgente do dertëschent!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dann hunn ech dat hei och gelies.

7. 7607 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les activités sportives, les activités culturelles ainsi que les établissements recevant du public, dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da kéime mer elo un de Projet de loi 7607 iwwert d'Aféierung vun engem gesetzleche Kader, deen d'Ausbreedung vum Virus am Kader vu sportlechen a kulturellen Aktivitéite soll vermeiden. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeleucht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jean-Marie Halsdorf, den Här Gilles Baum, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Jeff Engelen, den Här Marc Baum an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech probéieren, bei dësem Rapport dat erëm eranzehuelen, wat ech mat der Indulgence vum President bei deem leschte Projet iwwerzunn hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 7607 ass de Pendant zum Projet, dee mer elo just ofgestëmmt hunn. Sou wéi de Projet de loi 7606 d'Reegelen a Mesurë virgesäit fir déi physesch Persounen, reegelt deen direkt hannendrun d'Mesuren, déi applikabel sinn am Beräich vun den ekonomeschen Aktivitéiten an deenen Aktivitéiten, déi Leit empfänken.

Och hei hu mer dee selwechte Paradigmewiessel wéi bei deem virege Projet. Sanktioune gëtt et just nach am Ausnamefall. D'Eegeverantwortung an d'Verantwortung fir déi aner ginn hei d'Reegel.

D'Konditiounen, ënnert deene mer geschafft hunn, ware bei deenen zwee Projeten déi selwecht. An ech mengen, et ass virdrun e puermol ervirgestrach ginn: Ënner normale Konditiounen hätt een e bëssen aneschters kënne schaffen. Mee zesummen hu mer et awer fäerdegbruecht, fir e Maximum an där Zäitnout, déi mer haten, an an där Urgence, déi mer haten, ze bréngen, an - et ass e puermol insistéiert ginn - mat Hëllef och vun deene berodenden Instanzen, mat Hëllef vun all deene Leit, déi douewe sëtzen aus deene verschiddene Ministèren, mat Hëllef awer och vun der Regierung.

De Projet ass den 29. Mee parallell zum Projet 7606 deponéiert ginn an en ass an deene selwechte Sëtzunge wéi dee virege parallell analyséiert ginn. Am Zweifelsfall hätt een och déi zwee Projete kënne mateneen diskutéieren, mee mir hunn en anere Choix geholl. Dat féiert dozou, dass mer eng ganz Rei vu Saachen, déi mer beim virege Projet gesot hunn, hei net brauchen ze widderhuelen.

Et geet am grousse Ganzen ëm Mesuren, déi Ustiechungen an d'Verbreedung vum Virus solle verhënneren, an dat duerch Schutzmoossname wéi der Obligatioun fir Masken, e breede Begrëff fir alles dat, mat deem ee sech selwer manner, déi aner awer méi schützt, wat d'Verbreedung vum Virus verhënnere soll.

Mir wëssen, dass an der Tëschenzäit d'Spillplazen an d'Spillariichtunge jo erëm op sinn. Déi kënnen normal fonctionéieren, mat der Obligatioun, an dat gëtt hei an dësem Gesetz gereegelt, zum Mask oder Mondschutz fir déi, déi net manner wéi sechs Joer al sinn.

Gereegelt gëtt och d'Ausübung vun deene Sportsaktivitéiten, déi erëm erlaabt sinn. Sportsaktivitéite sinn erlaabt, wann et kee physesche Kontakt gëtt. Eng Ausnam gëllt hei fir d'Elittesportler, ënner awer enger Rei vu Konditiounen, déi vun de Federatiounen och fixéiert ginn. Et gëllt och net fir d'Aktivitéite vum Sportslycée, ausser elo fir Kompetitiounen; déi Kompetitiounen, déi sinn net op.

Eng aner Ausnam zur Reegel, dass physesch Kontakter verbuede sinn, gëllt fir professionell Acteuren an Dänzer am Kader vun hire professionellen Aktivitéiten.

De Projet de loi definéiert d'Reegele fir den Horeca-Secteur, also Caféen, Restauranten,

mee och, an dat ass eng Partikularitéit, déi an den Diskussioune vun der Chamber mat erakomm ass, a Säll, wou geleeëntlech Iessen zerwéiert gëtt. Et gëllt a Kantinnen an och an Hoteller. Hei ass d'Reegel vun exklusive Sëtzplazen, maximal zéng Persounen un engem Dësch, ausser wann d'Leit zesumme wunnen, also aus deem selwechte Foyer kommen. D'Dëscher mussen annerhallwe Meter vuneneen ewech sinn oder awer duerch eng aner Aart a Weis getrennt sinn, déi et erlaabt, de Risiko vun enger Infektioun ze limitéieren. D'Personal am direkte Kontakt mat de Clientë muss eng Mask undoe grad ewéi d'Clienten, wa se net sëtzen. Spéitstens um Mëtternuecht muss zougemaach ginn.

Foiren a Mäert dobaussen däerfen ofgehale ginn. Och hei gëllt d'Obligatioun, fir eng Mask unzedoen, wann d'Distanz vun zwee Meter net kann agehale ginn. De Projet de loi gesäit och Amendë vir, awer nëmmen am Horeca-Beräich am Fall, wou géint d'Reegel vun der obligatorescher Distanzéierung, d'Sëtzplazreegelung oder vun der Fermeture op Mëtternuecht verstouss gëtt.

Ënner anerem op dësem Punkt, d'Fermeture administrative, d'Zwangsfermeture, huet d'Kommissioun Amendementer proposéiert fir déi, jo, fir de Milieu zougeginnenerweis haart Mesuren ofzeschwächen an nëmmen zum Zuch kommen ze loossen, wa keng Asiicht an deene betraffene Lokaler entsteet. Sou kann eng Fermeture nëmme geholl ginn, wann déi Responsabel fir en Etablissement, obwuel se dozou opgefuerdert sinn, net där Opfuerderung nokommen, also drop bestinn, dass déi Reegelung vu Mëtternuecht net fir si gëllt. Da spillt d'Zesummewierkung erëm eng Kéier wéi bei deem viregte Gesetz, dass dat net direkt op der Plaz, mee eng administrativ Fermeture gëtt. An deem Moment, wou d'Konditiounen erëm erfëllt sinn, kann den Etablissement erëm opgoen. Hei ass och e Recours méiglech.

Eng Rei vun Ännerungen hu sech an deem heiten Text nom Avis vum Conseil d'État opgedrängt, déi mer och gemaach hunn ouni Problemer, well de Conseil d'État an dësem wéi och an deem anere Projet eng ganz positiv Approche hat a meeschtens Textpropositioune gemaach huet do, wou et méiglech war. Et gouf natierlech och Beräicher, wou de Conseil d'État an där selwechter Situatioun war wéi mir, wann e Schwieregkeeten hat, Definitiounen ze fannen, déi ugerass gi sinn op enger anerer Plaz, WHO, ECDC (ndlr: European Centre for Disease Prevention and Control), mee net méi an den Detail gaange sinn. Dat ass nun emol esou.

Et ass virdru richteg gesot ginn: „Hei handelt et sech net ëm eng Science exacte." An et ass och munch Ermiessensspillraum dodran. Learning by doing a sech virsiichteg eruntaaschten. Dat kann een net alles an Texter erakleeden, och wa mer elo weiderfueren. Ech mengen, et wäert ni méiglech sinn, all Detailer an deen Text, an Texter eranzesetzen. Et muss een heiansdo och Vertrauen hunn an déi Leit, déi um Terrain sinn, sief dat d'Direktioun vun der Santé, wou ech muss soen, dass den Direkter vun der Santé eis hei wäitgeeënd zur Säit stoung, oder déi Professionell, d'Dokteren, d'Fleegepersonal, d'Leit vun den Inspektiounen. Et muss een deenen och kënne vertrauen, dass se hir Aarbecht maachen, esou wéi se se joran, joraus no deene professionelle Qualitéiten, déi se hunn, maachen.

Selbstverständlech musse se kadréiert ginn. Mee mir kënnen déi heiten Approchen ni esou kadréieren, dass alles op Komma a Punkt gereegelt ass. Et geet einfach net! Et geet einfach net! Et ass grad, ewéi wann een engem Dokter genee géif virschreiwen, wat e bis op dee leschten Dibbelche bei engem Problem, deen optaucht, misst maachen. Ech mengen, do kënnt et och op d'Fangerspëtzegefill un. An ech mengen, dat ass an deene leschte Jore jo gewise ginn.

Zur gudder Lescht, fir komplett ze sinn, bleift ze erwänen, dass de Projet de loi och eng Ausnamereegelung virgesäit, wat de Fonctionement vum Staatsrot ugeet. Dat erlaabt dem Staatsrot an dësen exzeptionellen Zäiten, vläicht och wann an Zukunft nach eng Kéier eppes Änleches virkënnt, och ze fonctionéieren an decisiounsfäeg ze sinn, wa seng Memberen iwwer en elektronesche Wee oder sou iwwer Telefon oder Videokonferenz zougeschalt ginn.

Och en Exempel, wou mer kënnen iwwerleeë bei eis an der Chamber, fir all Méiglechkeeten, all Spillraum vun deenen elektronesche Medien ze notzen, wann eis wierklech eng Kéier den Himmel op de Kapp fält an net nëmmen d'Leit dobausse vun enger Epidemie getraff wären, mee beispillsweis och Leit aus der Chamber- oder d'Leit aus der Regierung.

Genee ewéi de Projet de loi 7606 ass och d'Gesetz, dat aus dem Projet de loi 7607 ervirgeet, limitéiert, wat d'Durée ugeet: ee Mount. De Grond ass dee selwechten: well d'Mesuren exzeptionell Mesurë sinn, déi eng Aschränkung vun der Fräiheet bedeiten. An et ass duerfir wichteg, dass déi verschidde Moossnamen ëmmer nees virum Hannergrond vun der Entwécklung vun der Situatioun nei kënne gekuckt ginn, ob se nach richteg sinn, ob ee méi wäit an d'Libertéit ka goen oder, wat mer eis alleguer net wënschen, wann eng zweet Well géif kommen, no méi strikte Krittäre sech misst orientéieren.

Dat wënsche mer eis alleguer net! A fir dat nach eng Kéier ze widderhuelen, wat e puermol hei gesot ginn ass: „Dat hänkt vun eis of." An enger Zäit, wou et kee Medikament, kee Vaccin géint de Virus gëtt, ass déi wierksaamst Waff géint de Virus de Mënsch selwer, deen entweeder Verantwortung iwwerhëlt oder dem Virus eng Flank weist an em et erlaabt, erëm ze attackéieren. Dat wëlle mer net. An duerfir musse mer Verantwortung iwwerhuelen.

Dat gesot, ginn ech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun an ech soen Iech Merci, dass Der mer nogelauschtert hutt.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf agedroen. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt wëll ech, wéi dat hei eng Traditioun ass, um Ufank vu menger Ried dem Rapporteur, dem Här Mars Di Bartolomeo, Merci soe fir säi mëndleche Rapport elo an och dee schrëftleche Rapport, dee mer zougestallt krute virun e puer Deeg.

Wann een hei intervenéiert, dann ass dat sécherlech an der Komplementaritéit vun deem Gesetz, dat mer virdrun elo grad gestëmmt hunn, well déi zwee si ganz schwéier vuneneen ze trennen. A wann et jo bei deenen zwee Gesetzer drëm geet, fir d'Ustieche vum Virus, dass dat den haapt Mot d'ordre ass - mir wëlle jo verhënneren, dass mer ugestach ginn, dass mer keng zweet richteg Pandemie kréien -, da wësse mer och, dass et dem Virus egal ass, wou en ee kontaminéiert oder wou en een ustécht, wou en zouschléit, ob dat an engem Café ass, ob dat am Sëtzen ass oder soss enzwousch. Dem Virus ass et och egal, ob dat wirtschaftlech Aktivitéite sinn oder esou.

A wann een dat justement mat deem Bréll kuckt, da kann ee méi wäit goe wéi dat, wat de Mars Di Bartolomeo elo grad als Rapporteur gesot huet, an zwar zesummen diskutéieren. Et hätt ee kënnen ee Gesetz maachen, ee gesamtjuristesche Kader. An dat wär a mengen Ae méi logesch gewiescht. D'ailleurs muss ech soen, dass d'Madamm Gesondheetsministesch, d'Madamm Lenert, och an enger Kommissiounssitzung souguer selwer gesot huet, dass et sënnvoll gewiescht wier, nëmmen ee Gesetz hei ze maachen. Bon, elo hu mer zwee Texter. Wéi et ugaangen ass, et war Mëtt Mee, mengen ech - den 13. Mee huet d'Madamm Minister, d'Gesondheetsministesch, dann deen Text proposéiert -, do huet d'Oppositioun dës Texter gänzlech ofgeleent. A 14 Deeg drop sinn déi zwéin Texter da komm.

Et ass de Moien och scho gesot ginn, virdrun, den 8. Juni war eng éischt Serie vun Amendementer, den 12. Juni eng zweet. Dat ass also, wéi et ofgelaf ass. Mee well mer elo déi zwee Gesetzer hunn: An deem hei Gesetz hu mer jo dann e juristesche Kader, fir Moossnamen ze huelen, fir d'Verbreedung vum Virus anzedämmen oder ze stoppe bei wirtschaftlechen Aktivitéiten oder bei Anstalten, also Infrastrukturen, déi Leit empfänken.

Da war ee scho verwonnert, wann een deen éischten Text gesinn huet, dass am Chapitre 2 „Activités économiques et accueillant un public", et war den original Artikel 2, als éischte Punkt stoung: „D'Spillplaze sinn zou." Dat ass jo sécherlech keng wirtschaftlech Aktivitéit. A wëssend, dass schonn deemools vill Leit dës Decisioun net verstanen hunn, ëmsou manner nach, well déizäit war et méiglech, dass d'Schoulklasse mat hire Schoulmeeschteren oder Schoulmeeschterinne respektiv d'Maison-relaisen a Gruppe konnten déi selwecht Plazen, Spillplaze benotzen an d'Eltere mat hire Kanner net. An eebe justement an där ganzer Diskussioun hat jo dann och d'CSV den 9. Juni hei eng Motioun hannerluecht, fir dass eeben d'Spillplaze sollen opgoen. Déi ass awer vun der Majoritéit ofgeleent ginn. Wat jo oft esou ass, wéi et eeben ass.

A wat da méi speziell ass, dat ass, deen Dag drop, den 10. Juni, huet déi selwecht Regierung, wou d'Majoritéitspartéie jo dann an engem Boot sëtzen, déi mécht dann d'Spillplazen op. An duerfir hat ech och fonnt, an engem gudde Mateneen hätt een och kënnen déi Motioun hei an der Chamber stëmmen an net sech dergéint ausschwätzen. Mee dat ass nun eeben esou. An domat musse mer liewen.

Mir hunn och den Artikel 5, deen de Rapporteur och elo grad ugeschwat huet, wou de Staatsrot nei opgestallt gëtt, wou en elektronesch Moyene kritt an och Telekommunikatiounsmoyenen, fir seng Avisen unzehuelen an d'Plenièren iwwert dës Weeër ze maachen. Dat ass och en Artikel, deen net vill mat Wirtschaft ze dinn huet. Dat mécht awer Sënn, dass deen an dësem Gesetz steet.

Mee wann ech dann den Artikel 1 huelen, wou et ëm Sportsaktivitéite geet an de physesche Kontakt, do ass et scho méi schwéier, fir e Lien mat der Wirtschaft ze maachen, well et geet jo am Fong geholl ëm Spëtzesportler, déi vum COSL proposéiert ginn, an ëm Sportler bei Aktivitéiten am Sportslycée. D'Kompetitiounen, déi sinn ausgeschloss. Do wär e wirtschaftlechen Hannergrond gewiescht. Dat hu mer jo zum Beispill an Däitschland, an England, wou wirtschaftlech Interessen am Vierdergrond stinn, wou nees däerf zum Beispill Fussball gespillt ginn. Dat Eenzegt, wat mer duerch dësen Artikel wëssen, dat ass, wat och am Staatsrot sengem Avis steet, dass Tennis, Liichtathleetik a Golf erlaabt sinn, Fussball, Rugby an Art-martialle si verbueden. Bon.

Dann hu mer deen zweete Paragraf vun deem Artikel 1, do gëtt jo da preziséiert, dass bei kulturellen Aktivitéite just déi professionell Acteuren däerfe physesch Kontakter hunn. Do gëtt et ee Lien mat der Wirtschaft, jo, well hannendrun hänkt jo déi ganz Problematik vun den Theateren, vun den Danzspektakelen a vun de Filmer, d'Filmindustrie. Dat mécht Sënn, dass dat kloer ass. Da weess een och, wat do méiglech ass a wat net méiglech ass.

Wat awer hei nach net kloer ass, dat ass dee Règlement grand-ducal, dee soll an deem Kontext kommen. De Staatsrot hat jo a sengem Avis vum 16. Juni gesot, dass esou e Règlement grand-ducal sollt opgestallt ginn. Ech hunn awer nogekuckt. Am Regierungsrot vum 19. Juni ass, laut Résumé des travaux, awer kee Règlement grand-ducal an déi Richtung geholl ginn.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Dat selwecht gëllt herno, wou ech och nach drop ze schwätze kommen, fir en zweete Règlement grand-ducal, deen och an dësem Gesetz steet.

Iwwerhaapt, wann ech déi eenzel Punkte kucken an den Text, dee mer hunn, wou am Rapport steet: « À la différence du projet de loi précité », dat ass dann deen, dee mer elo grad gestëmmt hunn, also d'Covid-1-Gesetz, « le présent projet de loi vise à créer le cadre juridique se rapportant aux mesures à prendre à l'égard des activités économiques et des établissements recevant du public afin de limiter la propagation du Covid-19 », gesinn ech awer wierklech kee roude Fuedem, deen deem Prinzip wierklech vun hanne bis vir géif gerecht ginn.

Mir hu vill Punkten diskutéiert. Ech wollt op e puer Punkten, déi spezifesch si fir dëst Gesetz, agoen. Ech wollt awer och ervirsträichen, dass de Staatsrot hei eng ganz gutt Aarbecht gemaach huet. Net, well en dräi Opposition-formelle gemaach huet, mee well e wierklech méi wéi en Toilettage vum Text gemaach huet. Grouss Deeler vum Gesetz sinn nei geschriwwe ginn. En huet d'Gesetz vereinfacht an en huet méi Kohärenz mat erabruecht. Mee wat muss ee soen? Dee konnt och leider nëmmen op deem Text schaffen, dee virun em louch. Bon.

En huet d'Fuerderung gestallt, zum Beispill, deen éischten original Artikel 1, fir deen ze sträichen, well e seet, den Inhalt, dee wär net normativ an et sollt een dësen Inhalt dann eeben an den Exposé des motifs schreiwen. Dat selwecht huet e gesot bei de Referenzen, déi gemaach goufe fir sportlech a kulturell Aktivitéiten. Do hätt en eng Opposition formelle gemaach. An ech mengen, wann een esou Saachen an engem Avis liest, da stellt ee sech awer Froen iwwert d'Qualitéit vun engem Gesetz. Mee ech wollt déi Beispiller do awer ginn.

Ech kann och nach e puer aner Beispiller ginn aus dem Gesetz, déi spezifesch sinn, déi Froen opwerfen a wou et net kloer ass.

Dat Éischt, et ass schonn ugeschwat ginn, d'Distanz beim Opstelle vun den Dëscher, wou 1,50 Meter als Minimum gëllt, fir eppes ze iessen oder eppes ze drénken. Firwat bei däser Distanz - ech hat dat och an der Kommissioun gefrot - 1,50 Meter? Firwat da soss am grousse Ganzen ëmmer zwee Meter? Firwat net generell 1,50 Meter? Dat wier vläicht besser dobaussen ze verstoen, well dat esou an aneren europäesche Länner ass. Mee do konnt keen alenke bei der Regierung. An dat bréngt eng gewësse Konfusioun, dat ass ganz kloer.

Well, wann dëst Gesetz eis jo soll am Deconfinement begleeden, an et setzt jo op eng responsabel Haltung vun eise Matbierger, ëmsou méi, an dat ass elo grad ugeschwat ginn, am private Beräich keng Limitte méi do sinn, wivill Leit kënne beieneekommen, an déi administrativ Strofe sech och just op verschidde Reegelen am Restauratiounsberäich an op d'Spärstonn beschränken, ass et wichteg, dass d'Leit verstinn, wat geschitt, an dass se sech responsabel behuelen.

Grad déi Spärstonn, déi mer hunn, mat zwielef Auer. Et muss owes also um zwielef opgehale ginn, net um eng Auer. Ech hunn elo gelies dëser Deeg, dass an Däitschland, spezifesch a Bayern, de Verwaltungsgeriichtshaff déi virgezunne Spärstonn an der Gastronomie gekippt huet. Mir wäerten och herno hei eng Motioun als CSV - de Laurent Mosar wäert dat maachen - abréngen, fir déi Diskussioun nach eng Kéier ze féieren iwwert déi Spärstonn a fir déi eventuell och hei am Land opzehiewen. Da wësst Der, wat nach kënnt.

Dann zum Restauratiounsberäich. Do ass et esou, dass am Text steet: « ne sont admises que des places assises », fir ze bestrofen. Also et muss ee sëtzen. Mee et steet keng Distanz derbäi, soudass et wierklech keck ass, sou géife se zu Gréiwemaacher soen, dass d'Distanz net strofbar ass. Et muss ee just sëtzen. D'Polizei an d'Douane kënnen also näischt maachen, wann d'Dëscher net esou stinn, ewéi et hei proposéiert gëtt, well et keng Strof dorop gëtt. An ech erwaarde mer och dann do vun alle Säiten eng gewësse Vernunft an dass och mat Aemooss gehandelt gëtt, well et steet munches um Spill bei eise Restaurateuren.

Wat awer dann opfält, wann een dat da kuckt mat deem anere Gesetz, do stinn zwee Meter dran. An déi si strofbar, wa méi wéi 20 Leit bei engem Rassemblement an engem Sall sinn. An déi hei 1,50 Meter sinn net strofbar. Dat sinn awer a mengen Aen deux poids et deux mesures. Bon.

Eng aner Fro, déi sech och stellt bei den Horeca-Reegelen, dat ass: Wou hält eng Terrass op? Mir hunn dat och laang a vill an der Kommissioun diskutéiert. Mee wann d'Leit niewendrustinn a sech zesummefannen, gëllen dann déi Reegelen och fir si, déi op der Terrass gëllen, déi zum Etablissement gehéiert? Dat ass problematesch an dat ass net kloer.

Tatsaach ass, an ech hunn et selwer hei an der Stad gesinn, dass vill Leit virun den Diere sti vun de Caféen, an dat och owes méi spéit, a spéider Nuecht, déi do da consomméieren. An do gëtt et dann och nees Iwwerschneidunge mat deem Gesetz, wat mer elo grad gestëmmt hunn iwwert d'Personnes physiques, wou justement d'Rassemblementer erwäänt ginn ouni kloer Definitiounen. An dat mécht d'Saach sécherlech net méi kloer. Duerfir stellt sech d'Fro: Wat ass de Statut vun deene Leit, déi nieft den Terrasse stinn? Spillt bei deene Leit zum Beispill d'Spärstonn? Wann déi sech Gedrénks huelen, wann déi consomméieren, kënnen déi dat maachen? Wéi sinn do d'Reegelen? Dat ass a mengen Aen net kloer. An et wär awer net schlecht, wann d'Leit géife verstoen, wéi et ass a wéi et net ass.

De Confinement kann nëmme gutt fonctionéieren, wann eis Matbierger wierklech disziplinéiert matmaachen. Dat hu se gemaach. An esou muss et och si fir den Deconfinement. Do mussen d'Leit eng Hand mat upaken, soss geet et d'Baach eran.

Een anere Punkt, deen diskutéiert gouf iwwert déi Horeca-Reegel, well mir hu vill doriwwer geschwat, dat ass deen: Wou spillen dës Reegelen? A wéi engem Etablissement? An deem Kontext si mer séier vu véier Leit op engem Dësch op zéng Leit eropgefuer, ouni Erklärung. Firwat zéng Leit? Firwat net zwielef? Nun, mir hunn der eeben elo zéng geholl. Mee wat wierklech luewenswäert war, dat ass fir d'Etablissementer, wou Iessen a Gedrénks erlaabt sinn, fir do « tout lieu où une restauration occasionnelle peut être offerte » bäizesetzen. Sou kréien d'Traiteuren, d'Wënzer an d'Strukturen am ländleche Raum och d'Méiglechkeet oder Reegele fir ze fonctionéieren. Dat war eng gutt Saach.

Mee zum Beispill gëllen dës Reegelen dann och bei Gemengegebaier? Oder si Gemengegebaier, wann do consomméiert gëtt, Buvetten oder soss Strukturen, wou Iessen a Gedrénks zerwéiert gëtt, sinn dat Débits de boissons ou tout autre lieu de restauration? Well se jo am Fong geholl a Gemengenhand sinn. Et géif mech nawell interesséieren, wann d'Ministesch eis herno kéint soen, ob d'Gemengegebaier drënnerfalen.

Een anere Punkt, deen och ganz kontrovers diskutéiert gouf, dat waren d'Foiren an d'Salonen, wou gesot ginn ass: « Les foires et salons sont interdits, sauf s'ils sont organisés en plein air. » An dann ass gesot ginn, wa keng zwee Meter méiglech sinn, ass de Mask obligatoresch. An da steet nach hannendrun: „Les dispositions de l'alinéa 2", also dat heescht fir de Mask an déi zwee Meter, déi géifen och ziele fir d'Mäert. Mee et steet net do, dass d'Mäert verbuede wären, soudass mer eng komesch Situatioun hei kréien, well op där enger Säit kënnen d'Mäert …, Foiren a Salonen, déi kënnen dobausse gemaach ginn, Mäert och, an dobanne kënne just Mäert gemaach ginn. Dat ass eng komesch Saach.

An duerfir, wann een da seet: „Ech maachen elo e Wäimaart", oder „Ech maachen eng Wäifoire", de Wäimaart, dee kéint jo da stattfannen, an d'Wäifoire, déi kéint net stattfannen. An iwwerhaapt, hunn ech am Rapport gesinn op der Säit 7, do steet: « L'autorisation de foires et marchés pour autant qu'ils sont organisés en plein air », dat ass e Feeler, et misst do sinn: « L'autorisation de foires et salons pour autant qu'ils sont organisés en plein air ». Wéi gesot, do ass eng gewësse Konfusioun. An do wär et net schlecht gewiescht, wann een eng Definitioun kritt hätt: Wat ass eng Foire a wat ass e Salon?

Een anere Punkt, deen och diskutéiert ginn ass, ass dee vun den Diskoen. Mir hate gefrot an der éischter Sitzung: Sinn Diskoen erlaabt? An dat kënnt kloer an d'Gesetz stoen: Si sinn net erlaabt. Mee wéi ass et dann zum Beispill, wann elo e Café mat engem DJ owes Musek mécht, ass dat eng Disko? Oder wéi ass et, wann en Thé dansant stattfënnt, deen zwar dann net mëttes ass, wéi et Usus ass, mee owes, wann also och do Leit sinn, déi zesummekommen, wéi eng Reegele spillen do? A wéi kann een dat organiséieren? Ass dat méiglech? Ass dat net méiglech? Ass dat e Rassemblement? Ass dat kee Rassemblement? Dat ass fir mech och net kloer.

Een anere Punkt, deen ech och speziell fannen, dat ass deen, Dir hutt deen, de Staatsrot hat dee geschriwwen, d'„établissements proposant des activités de jeux à l'intérieur". Do ass et elo esou, dass, wann ee méi wéi sechs Joer huet, de Mask obligatoresch ass. Dat heescht dann awer och op Lëtzebuergesch, dass, wann een an engem Raum ass an et spillt ee mengetweege Keelen oder et spillt ee Bowling, da muss een dat mat engem Mask maachen. Dat ass awer e bësse komesch, well et ass kee Mënsch wäit a breet. Mee dat Gesetz seet, wann Dir Keele spillt an Dir spillt Bowling, musst Der e Mask unhunn, wann Der dat maacht. Ech fannen dat och speziell. Gutt.

Dann en Artikel iwwert d'„désinfection des moyens collectifs de transport de personnes et des moyens de transport de marchandises", do ass vill diskutéiert ginn, effektiv wa Leit sech kontaminéieren, wéi et mat der Verwaltung vun den Donnéeë wär. Wat ass ëffentlechen Transport? Wat ass privaten Transport? An esou weider. Mee do soll jo e Règlement grandducal kommen. Deen ass och nach net do. An ech si gespaant, wat do drasteet, well dësen ass jo geholl gi vum Staatsrot. Oder et ass gesot gi vum Staatsrot, et sollt een esou een huelen, fir eebe reglementaresch ze fixéieren, wéi eng Schutzmoossname geholl ginn an esou weider, well soss wär eng Opposition formelle komm.

An da komme mer un d'Kapitel vun den administrative Strofen. Ech mengen, do ass méi Kohärenz erakomm. Wann administrativ Strofen ubruecht sinn, wat de Staatsrot seet a wat ech och mengen, da geet och en OPA, also en Officier de police administrative duer, mir brauche keen OPJ. Gutt.

Wann ech d'Gesetz elo global kucken, muss ech soen: Et sinn Aktivitéiten dran, anerer sinn net dran. Wéi eng sinn dann elo déi, déi net dra sinn, sinn déi erlaabt oder wéi ass dat? Ech weess et net. Et ass och schwéier ze soen. Dat Eenzegt, wat ech weess, an dat ass jo och elo hei diskutéiert ginn, elo nach kierzlech, dass d'Lessons learned musse méi afléissen. Dat heescht, op d'mannst an der Kommunikatioun a vläicht och an den Texter, dass een de Leit seet, wat d'Standarde sinn an esou weider, dass ee besser kommunikéiert, fir dass déi Optiounen, déi een hëlt, besser verstane ginn. Well esou kënnen d'Leit da besser verstoen, firwat mer dat esou maachen oder firwat d'Regierung dat esou mécht an net anescht mécht.

Well, ech kann als Beispill déi kuerzfristeg Normaliséierung am Schoulwiesen huelen, wou op eng Kéier 14 Deeg laang sollt eng gewëssen Normalitéit nees an d'Schoulklasse kommen. Do ass eng grouss Diskussioun dobaussen! D'Leit gesi keng nei objektiv Elementer um Dësch leien, déi dëst am Fong geholl fuerderen oder net fuerderen. An duerfir ass et gutt a wichteg, wa mer do géifen an Zukunft richteg qualitativ a quantitativ Elementer kréien an déi virleiend nächst Texter, déi wäerte kommen, an dass déi wëssenschaftlech Basis vun där Modaliséierung, déi elo ugeschwat ginn ass, dass déi dann um Dësch läit an dass ee weess, wéi dat Ganzt opgestallt ginn ass.

Eng aner Fro, déi sech opdrängt, ass déi, dat hei Gesetz ass gemaach gi mat enger exklusiver Santésapproche, mat enger sanitärer Approche. An d'Fro, déi sech hei stellt: Hätt een net missen och à titre subsidiaire e bësse sozial a psychologesch Considératiounen afléisse loossen? Ass dat net méiglech? Wa se net am Text sinn, misste se op d'mannst an der Kommunikatioun sinn. Dat schéngt mer wichteg ze si fir en zukünftegt Gesetz. Well dat heiten dauert jo nëmmen ee Mount, maximal, an da kréie mer jo en neit. Bon.

Dëst Gesetz setzt jo dann am Deconfinement op d'Eegeverantwortung vun de Leit. Ech hunn et scho gesot: Am Privatberäich gëtt et keng Limitte méi. Dee gëtt total opgemaach. An do ass et geféierlech, dass do eng Aart, géif ech bal soen, Banaliséierung, eng Aart Banaliséierung géif komme vun der Situatioun, dass d'Leit net méi oppassen, e bëssen nom Motto: „Wat ech net gesinn, dat gëtt et net." An da kréie mer eng Katastroph. Duerfir ass et elo wichteg bei deenen nächste Schrëtt, déi geholl ginn, dass kloer erklärt gëtt, dass dat, wat gemaach gëtt, novollzéibar war, dass dat verhältnisméisseg ass, dass et räsonabel ass an net iwwerdriwwe gëtt.

An duerfir brauche mer och Referenzen. An déi eenzeg Referenz, déi de Moment geholl gëtt, ass d'Zuel vun den Infizéierten. Dat geet a mengen Aen net duer. Mir brauchen eng richteg Basis, och wann déi vläicht net visibel ass. Déi muss kommen. An do kann ech mech nëmmen deem ralliéieren, wat den Här Claude Wiseler och virdru gesot huet.

Duerfir wëll ech ofschléissend Follgendes soen: Dee virleienden Text huet eng maximal Liewensdauer vun engem Mount. An dat ass an dësem Fall wierklech eng gutt Saach, well esou schnell en nogebesserten Text bruecht ka ginn, deen eebe justement de besteeënden Insuffisancë Rechnung dréit. An dee kann dann op de legislativen Instanzewee geschéckt ginn. Dann hu mer eng besser Situatioun.

Wat mir brauchen, ass ee kohärenten, ee kloren Text. Mir brauche kloer Definitioune vu Begréffer a kloer a kohärent Reegelen. An deen Text, dee kann nëmme gutt sinn, wann d'Leit dësen och verstinn. Dat ass fir mech dee wichtegste Saz. An ech mengen, mir hunn eis gutt Situatioun dem Verhale vun de Leit ze verdanken. Dat wësse mer allegueren heibannen. Mee mat dësem Text wëssen d'Leit net méi, wat si däerfen oder net däerfe maachen. Duerfir, op Basis vun dësem Text ass et leider net méiglech, deen Text hei ze ënnerstëtzen an deen da mat lech zesumme positiv ze stëmmen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci och dem Här Halsdorf. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci, Här President, a merci dem honorabele Rapporteur, dem Här Di Bartolomeo, deen eis déi verschidde Restriktiounen an Obligatiounen am Detail erkläert huet an deene verschiddene Secteuren. Dat erlaabt mir et, mech méi kuerzzefaassen.

D'Iddi an de Räsonement hannendru si jo identesch wéi déi vum Projet de loi virdrun. D'Eegeverantwortung vun de Leit réckelt nees an de Fokus, réckelt nees an de Mëttelpunkt.

Kolleeginnen a Kolleegen, jo, mir hu virun dräi Méint eng nei Realitéit kennegeléiert: d'Realitéit vum Lockdown. Eng Realitéit, déi eis bis dohinner komplett friem war. Vun haut op muer war et eis net méi méiglech, mat Kolleegen an de Restaurant iessen ze goen. Et war net méi méiglech, op e Concert ze goen. Et war net méi méiglech, sonndes op e Fussballsmatch ze goen. A mir sinn eis dem Wäert vu villem bewosst ginn, wat eis bis dohinner selbstverständlech geschéngt huet.

Mee et huet natierlech verschidde Leit besonnesch haart getraff. Fir verschidde Leit war et wierklech e Stach an d'Häerz. Ech denken do un d'Restaurateuren, un déi Leit, déi e Café bedreiwen, d'Commerçanten, d'Fräiberuffler, déi hiert ganzt Erspuertes an hir ganz Energie an en Etablissement gestach hunn. Ech denken och un d'Elittesportler, déi aus hirem Hobby eng professionell Karriär gemaach hunn. An ech denken un déi Kulturschafend, déi op dat wonnerbaart Gefill hu misse verzichten, wann de Riddo opgeet an et steet een am Scheinwerferliicht virun dem Publikum.

All dës Leit droen natierlech keng Schold um Coronavirus an hunn awer hir Diere bis op Weideres missen zoumaachen. Ech ka mer virstellen, dass et fir ganz vill vun hinnen net nëmmen ekonomesch schwéier war ze verkraaften, mee och mënschlech. Et kritt een den Teppech ënnert de Féiss ewechgezunn a vun haut op muer muss een op eemol onverschëlt ëm seng Existenz fäerten a kämpfen.

D'Regierung, a besonnesch hei de Mëttelstandsminister Lex Delles an de Finanzminister Pierre Gramegna, hu séier den Eescht vun der Situatioun erkannt a stounge mat Direkthëllefe bereet. Ech zielen net nach eng Kéier alleguer d'Mesuren op, mee et ware substanziell Aiden. An de Montant vum Lëtzebuerger Stabilitéitspak an Héicht vu ronn zéng Milliarde schwätzt fir sech.

Dës Finanzsprëtzen hu Liquiditéiten an d'Betriber bruecht an hu gehollef, déi lafend Käschten ze decken. Zesumme mam Chômage partiel huet dat ville Betriber gehollef, de Kapp iwwer Waasser ze halen.

Kolleeginnen a Kolleegen, de Shutdown bei eis am Land war net schéin. Fir kee vun eis. An och fir kee vun hinnen. An awer war et absolutt noutwendeg. Ech wëll op dëser Plaz nach eng Kéier jiddwer Eenzelne Merci soen. Mat Ausdauer a Courage a Versteesdemech hu si och alleguerten hiren Deel derzou bäigedroen, dass mer elo dostinn, wou mer stinn. D'Andeele vun der Exitstrategie a verschidde Phasen huet sech och als goldrichteg erwisen. Dat beweisen déi rezent Infektiounszuelen. De Lëtzebuerger Wee war dee richtege Wee!

Mëttlerweil sinn d'Commercen, d'Caféen, d'Restauranten nees op. Eist Land ass erëm mat Liewe gefëllt. D'Terrassen an der Stad fëlle sech. D'Terrasse laanscht d'Musel sinn och erëm gutt besicht. Dat gutt Wieder, wat mir hoffentlech am Summer erwaarde kënnen, mécht och den Deconfinement am Horeca-Secteur weesentlech méi einfach.

Well dobaussen d'Sécherheetsdistanze besser agehale ginn, kënnen och vill Aktivitéiten erëm no bausse verluecht ginn, niewent sportlechen a kulturellen Aktivitéiten och nees Foiren, Salonen. Déi Saache kënnen erëm dobaussen ofgehale ginn. De Moment gëllen awer nach weiderhin déi sanitär Sécherheetsmesuren, d'Geste-barrièren, well, an dat kann een net oft genuch betounen, de Virus ass nach ëmmer en Deel vun eisem Liewen, ob mir dat wëllen oder net. Ech hunn awer grousst Vertrauen, dass déi meescht Leit, déi allermeescht Leit sech wäerten un d'Mesuren halen.

Well bei all Aschnëtt an eis Fräiheete musse mir ofweien, ob d'Restriktiounen nach gerechtfertegt sinn oder net. Och bei dësem Projet si mir als DP der Meenung, dass mer déi Mesuren zu dësem Moment nach brauchen.

Mir alleguer hu bis elo responsabel gehandelt, soss wären déi Lockerungen, déi mer duerchgezunn hunn, net méiglech gewiescht. Loosst eis de Summer genéissen, bei enger Vakanz doheem! Loosst eis eis Betriber, eis Veräiner an eis Kënschtler ënnerstëtzen!

Ech ginn heimat den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleienden Text.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci dem Här Baum. An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Projet de loi geet et jo, grad wéi bei deem vu virdrun, drëms, eng Rei Moossnamen, déi am État de crise decidéiert gi sinn, souzesoe fir ee Mount an d'Verlängerung ze schécken, wou ech scho beim Sport ukomm sinn, zumindest mat der Terminologie.

Méi speziell geet et hei ëm d'Reegelen, déi iwwerall do respektéiert musse ginn, wou d'Mënsche sech zu kulturellen, sportlechen oder Fräizäitzwecker zesummefannen, dëst op ëffentlech zougänglech Plazen, sief et, fir mat der Famill oder de Frënn zesummenzekommen, sief et, fir hire jeeweilegen Aktivitéiten nozekommen oder un engem Evenement deelzehuelen. Alles dat also, wat eis Gesellschaft zesummenhält, wat eist Liewe beräichert, de sozialen a kulturellen Zesummenhalt stäerkt a wat eis geeschteg a kierperlech fit hält.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Projet de loi huelen ech net esou wäit aus wéi bei deem virdrun. Ech kommen awer nach eemol zréck op d'Motioun, déi ech beim Projet de loi 7606 virdrun deposéiert hunn an déi sech och op dëse Projet de loi bezitt. Se invitéiert d'Regierung, kuerzfristeg eng Evaluatioun vun de Reegele virzehuelen, fir der Evolutioun um Niveau vun den Infektiounszuele Rechnung ze droen an d'Gesetzer eventuell entspriechend unzepassen.

Ee Volet, dee mer hei besonnesch wichteg schéngt, an ech mengen, et ass een, dee mer e bësse méi genee ënnert d'Lupp huele mussen, dat ass deen, dee sech op d'Kultur bezitt. Et geet ëm de Beräich vun der Kultur, wou ech awer fir d'éischt der Madamm Minister Sam Tanson e grousse Merci wéilt ausdrécke fir all déi Ënnerstëtzungen, déi de Kultursecteur am Laf vun de leschte Wochen a Méint zougesprach kritt huet. Si sinn an der Kris net vergiess ginn an duerfir all Respekt!

Ech wéilt just eng weesentlech Fro opwerfen, déi sech méi speziell op Theater-, Film- an Danzproduktioune bezitt, déi vläicht hei awer riskéieren, net kënne virbereet oder realiséiert ze ginn. Ech erkläre mech. Dëse Projet de loi gesäit jo vir, datt Kierperkontakt tëscht de Schauspiller an Dänzer nëmmen dann erlaabt ass, wann et sech ëm professionell Schauspiller oder ëm professionell Dänzer handelt. Dës Dispositioun ass ganz verständlech, well se sech eigentlech un de Sport alignéiert, wou just d'Elittesportler vum COSL respektiv d'Schüler vum Sportslycée d'Recht op Kierperkontakt hu bei der Ausübung vun hirer Sportaart. Well een dës Sportler an engem gewëssene Mooss mat Professionelle vergläiche kann, ass also fir eng gewësse Kohärenz mam Kultursecteur gesuergt.

Op där anerer Säit muss een dann awer bedenken, datt virun allem am Theater an am Film, mee warscheinlech och am Danzsecteur vill Leit aktiv sinn, déi d'Schauspillerei oder Danz als Niewebeschäftegung ausüben, nieft hirem eigentleche Beruff. Dat heescht, eng ganz Rei Leit spillen zu Lëtzebuerg Theater, sti virun der Kamera oder danzen, ouni professionell ze sinn. D'Resultat ass, datt souzesoen all Produktioun oder bal all Produktioun mat engem Mix vu professionellen an net professionellen Acteuren oder Dänzer besat ass. Wann een da weess, datt Kierperkontakt zum Schauspill gehéiert wéi den Amen zum Gebiet, da weess een och, datt de Verbuet vu physeschem Kontakt tëscht Netprofessionelle ganz Produktioune riskéiert, op d'Spill ze setzen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech denken, et wär derwäert, dës Thematik zesumme mat der ASPRO, der Association luxembourgeoise des professionnels du spectacle vivant, a mat anere Partner aus dem Kultursecteur méi genee ze analyséieren an ze iwwerleeën, ob effektiv weiderhin en Ënnerscheed soll gemaach ginn tëscht professionellen an net professionellen Acteuren oder Dänzer.

Dëst och opgrond vun der Tatsaach, datt an engem Theaterstéck oder enger Filmzeen ëmmer nëmmen e Grappvoll Leit op der Bün oder virun der Kamera stinn. Ech denken, beim Danz ass déi Problematik e bësse méi grouss, well d'Dänzer oft zu vill méi zesummen danzen. De Problem vun engem ongeschützte grousse Rassemblement muss op alle Fall matconsideréiert ginn an dësem Kontext, wuel wëssend, dass och d'Reegelen am Zuschauerraum musse respektéiert ginn.

Wat dann de Sport ugeet, Dir Dammen an Dir Hären, hoffen ech natierlech, datt déi niddreg Infektiounszuelen et erlabe wäerten, den Deconfinement weiderhi bäizebehalen am selwechte Rhythmus, wéi en ugefaangen huet. Ëmmerhin huet de Sport eng wichteg preventiv a gesondheetserhalend Funktioun, déi a Covidzäiten net ënnerschätzt sollt ginn.

Domat fuerderen ech ganz sécher net, datt Etappen iwwerspronge musse ginn. Well och bei dësem Projet de loi befanne mer eis am sougenannte Preventiounsparadox. Dëse Paradox bezitt sech allerdéngs net nëmmen op de Sport, op d'Kultur oder den Horeca-Secteur an all déi aner, mee op sämtlech Secteuren, déi gereegelt gi mat eise Gesetzer. Schafe mer all d'Reegelen of, riskéiere mer eng zweet Well, bleiwe mer virsiichteg an halen d'Moossname bäi, fanne Verschiddener se iwwerdriwwen an déi Responsabel kréie Streech! Mat dësem Dilemma ass d'Politik bei all Kris konfrontéiert. Se muss ofweien an Decisiounen huelen.

Datt et bis haut déi richteg Decisioune waren, Dir Dammen an Dir Hären, weist sech an den niddregen Infektiounszuelen. Et weist sech awer och an den Zuele vum Statec zur Iwwersterflechkeet, déi ganz sécher méi héich géife leien, wann d'Regierung déi falsch Decisiounen oder guer keng Decisioune geholl hätt, just fir sech bei Eenzelne beléift ze maachen. Als Chamber si mir elo mat am Boot. An ech sinn iwwerzeegt, datt mir an Zukunft zesumme mat der Regierung déi richteg Decisioune wäerten huelen, fir Mënscheliewen ze schützen an eng zweet Well ze verhënneren. Dat muss eist Zil bleiwen.

Domat soen ech dem Rapporteur …

Ech hat en elo net op senger Plaz gesinn, en ass hannert mer?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- En ass net do! En ass net do. Et ass just de Presi, deen hannerun lech ass.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ech kucken …

… e grousse Merci fir säin zweete gudde Rapport a ginn natierlech den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Ech soen em et weider.

(Hilarité)

Merci der Madamm Lorsché. An nächsten ageschriwwene Riedner ass, wann ech mech net ieren, den Här Engelen. Dir zwee Engelen hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, ech wëll da fir unzefänken dem Rapporter, dem Här Mars Di Bartolomeo, en häerzleche Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport zu dësem Gesetz. E Gesetzesprojet, dee sech haaptsächlech ëm d'Reegele bekëmmert an de Betriber an dëser Zäit, awer och déi, déi Public empfänken, zum Beispill wéi am Sport oder an der Kultur.

Dëst Gesetz ass praktesch dem viregte gläich. Et ass och a sengen Ausféierunge relativ onkloer an et léisst, zweetens, och vill Interpretatiounen zou. Duerfir halen ech mech och hei kuerz, soss misst ech villes, wat ech am viregte Gesetz gesot hunn, widderhuelen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

D'praktesch Ausféierung vun dësem Gesetz gëtt problematesch. A mat der praktescher Ausféierung vun dësem Gesetz wäerten déi meeschte Leit hei am Land konfrontéiert ginn an et wäert fir vill Gespréichsstoff suergen. D'Leit um Terrain wëssen net, wat se solle maachen. Et ass eng Onsécherheet do.

Et ass och schonns mat Problemer behaangen. Froen zum Beispill aus dem Horeca-Secteur eenzel Leit am Gesondheetsministère no zu där enger oder anerer Ausleeung vun de Reegelen, da kréie se mat Nee geäntwert. Ech hat der Madamm Ministesch déi selwecht Froen de leschte Freideg an der Kommissioun gestallt, an do krut ech eng Jo-Äntwert. Da muss ee sech am Fong geholl froen: Verstehe wer will! Dat eleng beweist, datt dëst Gesetz onkloer geschriwwen ass. A grad dëst Gesetz wäert dobaussen a senger Interpretatioun fir ganz vill Gespréichsstoff suergen.

An dann hätt ech awer och nach eng Fro aus dem Horeca-Secteur: Firwat gëtt déi Spärstonn vun 1.00 Auer op 12.00 Auer zréckverluecht? Ech mengen, dat ass am Fong geholl onlogesch, onkonkreet. Et ass säit Joerzéngten ëmmer hei am Land, datt d'Spärstonn owes um 1.00 Auer ass. Wat och, souwäit ech weess, ni mat ville Problemer behaange war. A lo gëtt déi op 12.00 Auer zréckverluecht. Ech mengen, de Coronavirus, ob deen um 12.00 Auer do ass oder um 1.00 Auer, dat spillt an deem Beräich keng Roll.

Et muss een och wëssen, datt den Horeca-Secteur am Fong geholl dee Secteur ass, deen déi meeschte Schwieregkeeten an deem Beräich huet, beim Restart an dat Normaalt, well si am häertste getraff gi sinn. An ech wëll dann och nach drop hiweisen, datt den Horeca-Secteur zwar fir Päischten erëm huet dierfen opmaachen, mee si kruten dat dräi Deeg virdru gesot. Du waren d'Virbereedunge praktesch onméiglech. Dat huet mussen an der Hektik gemaach ginn. D'ADR hat dräi Woche virdru propagéiert, se sollen dem Horeca-Secteur soen, et géif Päischten ugoen. Dann hätte se genuch Zäit gehat, fir sech an aller Rou ze preparéieren, an ech mengen, dat hätt och misse méiglech sinn.

Do derbäi kënnt dann nach fir déi Leit, déi dëst Gesetz um Terrain iwwerwaachen: Wat a wéi sollen déi dat maachen? A wéi ginn déi eenzel Gesetzer applizéiert? Jiddwereen leet et op seng Aart a Weis aus. An do wäerte Schwieregkeete kommen: Op wat fir enger Grondlag?

Et muss ee sech och d'Fro stelle bei eenzelne Strofen, déi hei virgesi sinn, ob déi net iwwerdimensionéiert si géintiwwer anere Gesetzesverstéiss.

An zu deenen eenzelne Recoursen hätt ech dann och nach eng Fro. Et sinn zwar Delaien dra vun dräi a fënnef Deeg an deem Beräich. Dat ass okay. Mee et muss ee sech awer d'Fro stellen, ob déi eenzel Verwaltungsgeriichter organisatoresch wéi och personell op dës Situatioun virbereet sinn, well aus praktesche Grënn wësse mer jo, datt et viru Geriicht ëmmer méi laang dauert.

Aus all dësen Iwwerleeungen eraus soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren an ech soen lech, datt mir dëst Gesetz als ADR net wäerte matstëmmen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Nee, dat ass net de Fall. Dann ass dee leschten agedroene Riedner den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Ënnerscheed zum virege Projet de loi setzt dëse Gesetzesprojet de juristesche Kader betreffend de Mesuren, déi am Kader vu sportlechen a kulturellen Evenementer ze huele sinn. Doriwwer eraus sollen och d'Verhalensreegele gekläert ginn, déi op Plaze gëllen, wou Leit zesummekommen.

Eppes soen ech lech virewech: Dësen Text ass vill besser wéi de 7606, bei deem mer eis virdru schonn enthalen hunn. Dat heescht awer nach laang net, datt e gutt ass. Et huet schonn e bëssen eppes Surrealistesches, wa mer bedenken, datt an dësem Projet de loi steet, datt sportlech Aktivitéiten zwar erlaabt sinn, mee awer de Kierperkontakt ënnersot ass. Wéi realistesch dat elo an der Praxis ass, sief emol dohigestallt. Grad am Sportwiese gëtt een nämlech konfrontéiert mat enger ganzer Rëtsch vu spannenden Interpretatioune vun deene Mesuren, déi mer haut stëmme sollen, wou déi onméiglechste Sportaarte mat deenen onméiglechsten Hypotheese komme fir ze behaapten, datt se sech géifen un dat Gesetz halen, ouni awer de Sënn vum Gesetz ze respektéieren. Et hëlleft net, datt et zwar op där enger Säit kloer ass: „Kee Kierperkontakt!", op där anerer Säit awer immens large ass, wat d'Interpretatioun dovunner ubelaangt. Virun allem, wa mer dann op anere Plazen - an ech kommen dorobber zréck - op d'Distanzen aginn.

Här President, virun engem Joer hu mer nach alleguerte geschmunzelt, wann ee Biller aus Asie gesinn huet, wou d'Leit eng Mask unhaten. Eppes, wat an Asie ganz normal ass, wann ee sech e bësse krank fillt, fir seng Matmënsche viru sech selwer ze schützen, huet dach ganz dystopesch op eis Europäer gewierkt. An elo ass et Alldag!

D'Leit fänken esou lues a lues erëm un, virun d'Dier ze goen, sech ze versammelen, an den normalen Alldag ass e Stéckwäit zréckkomm. An awer. D'psychologesch Suitte vum Lockdown sinn däitlech ze gesinn. D'Leit si virsichteg. Anerer dann awer liichtsënneg. Et gëtt déi eng, déi hir Mask bei all Geleeënheet undoen, anerer halen et net méi fir néideg, déi elementaarste Geste-barrièren ze respektéieren. Et ass am Prinzip gutt, datt mer iwwer e Gesetz wéi dat heite versichen, esou Situatioune juristesch ze clarifiéieren an endlech e kohärent Reegelwierk ze schafen, fir esou bestëmmten Aktivitéite kënnen nozegoen, ouni dobäi eis Matmënschen a Gefor ze bréngen.

Dir wäert elo vläicht denken: Mir schwätzen hei iwwer e konkreete Projet de loi an den Här Clement schwätzt eis vu psychologesche Suitte vum Deconfinement!

Här President, dat ass e Punkt, deen eis Piraten ganz wichteg ass. D'Majoritéit huet haut hei e Gesetz gestëmmt, dat e Confinement forcé virgesäit. Och wann dat en vue vun enger sanitärer Kris sécherlech néideg ass, sollte mer wierklech net vergiessen, datt vill Biergerinnen a Bierger sech d'Fro stellen, wat as nächst kënnt. Desinformatioun ass omnipresent an der haiteger Welt. D'Leit ware wochelaang doheem agespaart, mat sech eleng a mam Internet. Eng sanitär Kris engendréiert eng wirtschaftlech Kris. De Gruef tëscht aarm a räich gëtt ëmmer méi grouss. D'Welt gëtt digitaliséiert. Aarbechtsplaze wäerten ewechfalen. Dat alles féiert zu deenen, mengen ech, dach grave psychologesche Problemer, déi nach op eis zoukommen.

Ech fäerten, mir ënnerschätzen de kollektiven Trauma, deen eist Land, jo, eis ganz Welt momentan erleit. Mir mussen onbedéngt derfir suergen, datt de Mënschen hir Suergen eescht geholl ginn. Mir mussen d'Repercussioune vun dëser Kris och um psychosozialen Niveau evaluéieren. Mir mussen de Leit Berodung zur Verfügung stellen. Et wier un der Zäit, de Beruff vum Psycholog opzewäerten a Behandlungen an deem Beräich warscheinlech och ze rembourséieren.

Bref, dat ass eng Diskussioun, déi mer hei am Haus nach méi wéi eng Kéier wäerte féiere mussen. An ech hoffen, datt mer zu enger zefriddestellender Léisung fir déi Betraffe kommen. Et war mer wichteg, och eng Kéier op dësen Aspekt anzegoen. Mee zréck zum Projet de loi.

Eng wichteg Partikularitéit, déi schonn ugeschwat gouf, ass d'Durée. D'Gesetz gëllt ee Mount. Firwat ee Mount? Do, wou ee beim éischte Projet de loi, beim 7606, konnt soen, ee Mount, dat wär, well mer hei a fundamental Fräiheete vun den eenzele Persounen agräifen, esou gräife mer hei jo a wirtschaftlech Secteuren an. Ee Mount ass, mengen ech, dee richtegen Delai, fir eis de Reflex ze ginn, eis Decisiounen ëmmer an ëmmer erëm ze evaluéieren, an dat op dräi Niveauen. Eng Mesure, déi d'Fräiheet vun Eenzelnen aschränkt, muss néideg sinn, se muss proportionéiert sinn a se muss limitéiert an der Zäit sinn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ass et néideg, datt mer eis Distanzen halen? Jo. Ass et néideg, datt mer eis d'Hänn desinfizéieren, wa mer an e Buttek ginn? Jo. Ass et néideg, datt mer Reegele festleeën, déi e Weiderverbreede vum Virus duerch Basisgestë verhënnere kënnen? Nach eng Kéier e Jo. De Krittär vun der Necessitéit ass also ginn.

Här President, ass et dee Moment proportionéiert, de Leit ze verbidden, sech an enger Disko uneneenzedrécken oder aus engem Glas ze drénken? Klore Jo. Ass et proportionéiert, e Gesetz ze maachen, dat speziell Krittäre festleet, no deene mir eis wärend engem Mount ze verhalen hunn, fir d'Verbreedung vum Virus ze vermeiden? Jo. Mir Piraten denken op alle Fall schonn, fir de Moment jiddefalls nach. De Krittär vun der Proportionalitéit ass deemno de Moment och ginn, wann awer scho mat e puer Bemollen.

Bleift also nach, wéi laang et néideg ass. Ee Mount ass dëst Gesetz en vigueur. Wa mer mierken, datt et méi laang néideg ass, dann ass et méi laang néideg. An da kënnt d'Chamber och sécherlech zesummen, fir et nach eng Kéier ze verlängeren.

Et ass also esou, datt mer grondsätzlech mat der Stoussrichtung vun engem Gesetz, wat kloer definéiert Aschränkunge fixéiert, liewe kënnen. Et ass néideg, verschidde Reegele vum Zesummeliewen ze hunn, fir datt mer net méi krank ginn.

Et ass awer leider esou, datt dëse Projet de loi net ëmmer kloer ass. Et ass op där enger Säit, wéi ech sot, am Sport, wou et onkloer ass, ob dann elo zesummen eng Ekippesportaart ze maachen ass ouni kompetitive Charakter, mee andeem ee sech net beréiert, wou een awer Bäll echangéiert, wou een awer aner Saache mécht, wéi een domadder an Zukunft ëmgoe soll.

Et huet net geholleef, a virun allem och de Verbänn net geholleef, datt de Sportministère, nodeem d'Verbänn Aarbecht dragestach hunn, fir Richtlinnen opzestellen, déi kuerzerhand elo erëm vum Internet geholl huet mat enger neier Guideline, datt ee sech wannechgelift net soll ze no kommen. Bon.

Wat heescht dann elo „net ze no kommen"? Da geet een an d'Gesetzer liesen. Da geet een als Éischt an de 7606 liesen, wou drasteet: 2 Meter. Okay. 2 Meter, dat kann ech mer verhalen. 2 Meter ass einfach. 2 Meter ass also d'Richtlinn.

Da liest een de 7607. Do steet dann op eemol dran, datt d'Dëscher mussen 1,50 Meter auseranee sinn. Dat heescht nach net, datt d'Leit mussen am Restaurant 1,50 Meter auseneesëtzen, och wa se net um gemeinsamen Dësch sëtzen. Do krute mer als Äntwert: „Jo, dat ass awer kohärent, well d'Leit sëtzen da vläicht Réck u Réck an net Gesiicht bei Gesiicht." Also ass 1,50 Meter jo bal wéi 2 Meter. Bon, dat mécht d'Fro vun deenen Distanzen net méi kloer. Vu wou ginn déi 1,50 Meter gemooss? Vu wou ginn déi 2 Meter gemooss? Bei zwëschemënschleche Kontakter ass et relativ einfach. Bei Dëscher fänkt et schonn un, méi komplizéiert ze ginn. A wann een dann e ganze Raum muss domadder bestullen, nach méi schwéier.

Mir hunn nogehaakt an de Kommissiounen, an d'Äntwerte sinn net méi kloer ginn! Wa mer scho Gesetzesprojeten am Kader vum Covid-19 erausbréngen, da wär dat mannst, datt se kloer sinn, fir datt jiddwereen se einfach versteet a sech drun hale kéint.

Et ass gutt, datt mer nach virsiichteg sinn, zemools, wann d'Zuele vun Neiinfektiounen der Ament erëm eropginn, well mer grad erëm ufänken, de Virus ze ënnerschätzen. Bedauerlecherweis sinn et nach vill Biergerinnen a Bierger, déi d'Sécherheetsmoossnamen net respektéieren oder iwwerhaapt dru gleewen, datt et de Virus gëtt. Ech hu virdru vun Desinformatioun geschwat, wou Leit wochen- a méintlaang doheem matt hirem Computer a mat obskure YouTube-Channelen oder Telegram-Channelen elenggelooss goufen, wou déi komeschste Verschwörungstheorien iwwert de Virus zirkuléieren.

Mir sollten eis bewosst sinn, datt et wichteg ass, ze informéieren a virun allem och Vertrauen ze schafen. Do hëlleft et natierlech net, wa Reegelen, déi hei am Text stinn, net och enforcéiert ginn. Natierlech sinn ëffentlech Fräiheeten a Grondrechter e wichtege Facteur, a se sech ze beschränken, deet eis alleguerten am Häerz wéi. An an enger Ausnamesituatioun, wou een déi da muss beschränken, erwaarden ech mer e gudden Argumentaire, firwat a wéi.

Ech mengen, ech hunn déi lescht puer Minutten duergeluecht, firwat mer deen Argumentaire an deem heiten Text e bësse feelt. Et ass déi richteg Richtung. Et ass néideg. Et ass proportionéiert. Mee et feelt un Erklärungen! Et feelt un Detailer! An dowéinster kënne mer eis bei dësem Projet och just enthalen.

Ech soen lech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. An da géif ech d'Wuert un den honorabelen Här Laurent Mosar gi fir den Depot vun enger Motioun.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi mäin exzellente Fraktiounskolleeg Jean-Marie Halsdorf schonn ugekënnegt huet, wëll ech hei den Depot vun enger Motioun maachen, déi d'ailleurs vun alle Fraktiounen an der Oppositioun hei matënnerschriwwe ginn ass. Dat heescht, et ass eigentlech eng gemeinsam Motioun vun der gesamter Oppositioun, wou et justement iwwert dee Punkt vun der Schléissungsstonn vun dem Horeca-Secteur geet.

De Jean-Marie Halsdorf huet dat och zu Recht hei ënnerstrach, et gëtt am Moment en Arrêt vum Bayresche Verfassungsgeriicht, wat déi ganz Thematik vun de Schléissstonnen in extenso analyséiert huet. An ech géif lech och bieden, fir déi, déi dorunner interesséiert sinn, wierklech eng Kéier deen Arrêt nozelauschteren, well ech fannen, datt dee sech eigentlech eent zu eent op d'Situatioun och hei zu Lëtzebuerg misst applizéieren.

Mir sinn also der Meenung, datt mer fir déi Schléissstonn erëm sollten op den Droit commun zréckkommen, dat heescht, déi normal Schléissstonn vun 1.00 Auer respektéieren. Quitte datt een, bien entendu, nach d'fräi Nuechten expressement ausschléisst an datt et och ganz kloer ass, an dat wëll ech och nach eng Kéier am Numm vun eisem Grupp ënnersträichen, datt all d'Leit, déi an d'Restauranten an an d'Cafëë ginn, sech natierlech mussen un all d'sanitär Bestëmmungen halen, souwuel wat d'Maskendroen ubelaangt wéi och wat d'Distanzbestëmmungen ugeet. Dat ass fir eis evident.

Et gëtt awer elo dräi Grënn, firwat datt mir der Meenung sinn, datt een erëm hei soll bei den Droit commun zréckkommen. Deen éischte Grond ass deen, datt mir eigentlech net verstanen hunn, firwat datt ee vun 1.00 Auer op 12.00 Auer hei zréckgeet, an och am Moment, wou jo awer erëm grouss Deeler vum Secteur, vum ëffentleche Raum opgemaach ginn, firwat een hei bei 12.00 Auer bleift. Mir hunn eigentlech déi sanitär Grënn net verstanen, firwat datt dat esou wier. Ech mengen, wann ee bis 11.00 Auer oder bis 12.00 Auer an e Restaurant oder an e Café geet, kann ee fir eis och parfaitement bis 1.00 Auer an deem Café bleiwen. Wéi gesot, mir hunn net verstanen a mir hunn dat bis elo nach net erkläert kritt, wat déi imperativ Argumenter sinn, firwat 12.00 an net 1.00 Auer.

Den zweete Grond, an ech mengen, dat ass eigentlech dee méi juristesche Grond: Dee ganzen ëffentleche Raum ass am Moment op. Dat heescht, jiddwereen kann d'ganz Nuecht an der Strooss säi Patt huelen, deen e sech da vun doheem matbréngt. Dat kann een och zu Honnerte maachen. Dat wäerte mer spéitstens den Owend op ganz ville Plazen hei am Land gesinn. Dat ass also parfaitement alles legal. An de Caféen, an de Restaurante muss awer Punkt 12.00 Auer zougemaach ginn.

Do seet d'Bayrescht Verfassungsgeriicht, a wéi gesot, ech mengen, datt dat hei genausou ass: „Do ass einfach keng Verhältnisméissegkeet méi gi fir déi eng Situatioun an déi aner Situatioun." An duerfir huet och dat Bayrescht Bundesverfassungsgeriicht déi Decisioun annuléiert.

Et gëtt awer och nach en drëtte Grond, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an e Samschdeg ass jo nach eng Kéier intensiv och vun de Problemer geschwat gi vum Horeca-Secteur, deen et wierklech ganz, ganz schwéier am Moment huet a wou et, trotz de ville gudden Hëllefen, déi de Staat och un dee Secteur ausdeelt, awer nach immens problematesch ass. Déi Stonn méi, déi d'Restauranten an d'Cafëë kéinten am ganze Land op sinn, géif där Branche extrêmement vill hëllefen. Duerfir géife mir wierklech hei, besonnesch den Owend, um Virowend vun Nationalfeierdag, nach eng Kéier d'Regierung invitéieren, erëm op den Droit commun

zréckzekommen an einfach ze soen: „D'Schléissstonn ass net méi 12.00, mee 1.00 Auer!"

Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant qu'il est indéniable que parmi les secteurs les plus touchés par la crise sanitaire des derniers mois, il y a lieu de compter le secteur Horeca ;

- considérant que dans l'attente de l'annonce d'une réouverture, le secteur a tout mis en œuvre pour que ses ressortissants puissent à nouveau accueillir leurs clients dans les meilleures conditions sanitaires possibles ;

- rappelant à cet égard que les restaurants, bars, cafés et autres salons de consommation n'ont été autorisés à ouvrir leurs terrasses qu'à partir du 27 mai, voire les salles situées qu'à partir du 29 mai dernier ;

- considérant que le chiffre d'affaires des exploitants des établissements en question reste bien en deçà des niveaux d'avant-crise ;

- saluant dans ce contexte les diverses aides et initiatives étatiques et locales, mais également les actions de solidarité privées visant à soutenir les acteurs en question qui agissent chacune comme une pièce d'un puzzle en vue d'un retour progressif à la normale ;

- saluant dans ce même contexte que les prescriptions applicables aux établissements en question ont été assouplies par règlement grand-ducal du 10 juin 2020, alors que la majorité gouvernementale à la Chambre des Députés était restée en retrait par rapport à cette décision gouvernementale dans le cadre de ses amendements au projet de loi n° 7607 du 8 juin 2020 ;

- considérant que malgré ses « progrès », le projet de loi n° 7607 dans sa dernière mouture continue à prescrire la fermeture à minuit des établissements précités, sans pour autant fournir les motivations sanitaires à la base de cette décision ;

- considérant que pour être acceptées par la population, les décisions des autorités publiques doivent être compréhensibles et sensées ;

- notant que les décisions récentes manquent malheureusement souvent de cohérence ;

- convaincu au demeurant de l'importance qu'il convient d'accorder aux gestes barrières ;

- rappelant dans ce contexte que parmi les règles actuellement prévues, le port du masque reste obligatoire pour le client des établissements susmentionnés qui n'est pas assis à table,

invite le Gouvernement

- à reporter dès à présent l'heure de fermeture légale des établissements précités de minuit à 01.00 heure du matin, ce qui constituerait un symbole fort à l'approche de notre fête nationale et viendrait en soutien au secteur de l'Horeca,

- à rappeler aux citoyens l'importance des gestes barrières et la responsabilité propre de tout un chacun.

(s.) Laurent Mosar, Gast Gibéryen, Marc Goergen, David Wagner, Serge Wilmes.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Mosar. An elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Gesondheetsministesch Madamm Paulette Lenert.

Prises de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Et si vill Froe gestallt ginn, déi mer schonn an der Chamberskommissioun haten. Wéi ass et, fir um Dësch Kaart ze spillen am Bistro? Dat ass eppes, wat beschäftegt. Wéi ass et mat engem Thé dansant? Ass dat erlaabt oder net? Ech verstinn, et sinn Detailfroen. A mir wäerten dat och an eis FAQen ophuelen, fir dass dat fir de grand Public verständlech an zougänglech gëtt. Ech wäert lech awer keng Äntwert virenthalen, well mer hei a méi engem grousse Krees si wéi just an der Chamberskommissioun.

Den Thé dansant, wéi d'Wuert et seet, do sinn iwwer 20 Leit, do kann net gedanzt ginn. Dat heescht, et kann ee Musek lauschteren um Stull, well déi duebel Konditioun ass déi vum Sëtzen: Sëtzen entweeder op zwee Meter Distanz oder Sëtze mat enger Mask. An do stellen ech mer den Thé dansant schwiereg vir.

Wat elo d'Kaartespillen am Bistro ...

(Brouhaha)

... ugeet, wat eis dann och vill beschäftegt, ob dat soll goen oder net, do musst Der mech entschëllegen, wa meng Beamten do eng aner Meenung hu wéi ech. Am Moment änneren effektiv déi Reegele schnell an ech sëtzen effektiv net niewent all Eenzelnem, mir sinn zu e puer Honnert an eisem Betrib. Mee fir mech perséinlech ass et relativ kloer: En Débit de boissons, dat ass d'ailleurs iwwerall do, wou ausgeschenkt gëtt, och wann eng Gemeng en Débit de boissons huet, do sinn d'Reegelen déi selwecht, dat sinn déi vum Horeca.

Dat heescht, iwwerall wou et Gedrénks gëtt, an dat ass och an engem Bistro de Fall, do gëllen déi Reegele vum Horeca, déi esou sinn, wéi se elo scho säit enger Zäit sinn. Dat heescht, d'Leit musse sëtzen. D'Dëscher, vun der Kant un, mussen op 1,50 Meter auserneen sinn. An dat ass effektiv eng aner Reegel wéi déi vun 2 Meter. Déi gëllt tëschent de Leit. Also 2 Meter tëschent Persounen, 1,50 Meter vun Dëschkant zu Dëschkant. Mir ass net bekannt, dass iergendee Restaurant Problemer hat, dat ëmzesetzen. Déi sinn all mam Meter ronderëmgaangen. An ech mengen, dat huet keng praktesch Froen opgeworf.

Ob ech elo um Dësch eppes drénken oder Kaart spillen, mengen ech, mécht keen Ënnerscheed. Mir sinn am Horeca. D'Reegele si kloer. Am Horeca ass et net verbueden, Kaart ze spillen, soudass dat vu menger Säit aus kloer ass. Mee mir wäerten derfir suergen, dass mer dat och an enger FAQ ophuelen, fir dass dat dann och fir jiddwereen dierft kloer sinn.

Dann ass d'Fro, déi mer ganz oft haten, ech mengen, a sämtleche Chamberskommissiounen ass déi Fro opkomm: Wat ass, wa beim Palais d'Leit dostinn? Ben, och do ass d'Äntwert vun der Interpretatiounssäit vun der Regierung nach ëmmer déi selwecht, déi ech lech all Kéiers ginn hunn: D'Reegel ass, dass am Sëtze muss zerwéiert ginn. Wann also e Cafetier een, dee steet, zerwéiert, ass en, menger Interpretatioun no, net konform zum Gesetz, och net zum Reglement, wat bis elo gegëllt huet, well nun eeben emol d'Reegel déi ass, an déi ass nach kontrollabel, dass et am Sëtze muss sinn. Also muss wuel am Sëtzen zerwéiert ginn.

Fir de Rescht, an dat hu mer och en long et en large duerchgeschwat a sämtleche Sitzungen, souwäit ech mech erënneren, do koum natierlech ëmmer erëm déi Fro: Jo, wann een an der Stad mat sengem Gedrénks geet, da geet en do. A wa vill Leit do sinn, ass dat net anescht, wéi wann an der Groussgaass vill Leit sinn. An dat ass och net en organiséierte Rassemblement - dat ass eng Fro, ech weess, dass déi d'Madamm Hansen ëmmer vill beschäftegt -, dat ass net organiséiert. Organiséiere setzt viraus, dass eng Aktioun do ass, dass et en Organisateur gëtt, deen een och gegeebenefalls ka responsabel huele fir dat, wat en organiséiert huet.

Voilà. Dat si Saachen, déi mer eis wäerte beméien, op eiser Hotline de Leit méi no ze bréngen, wa se nach Froen dozou hunn. An au fur et à mesure wäerten eeben nach ganz vill Froen an der Praxis kommen. E Gesetz bréngt dat generell mat sech. E Gesetz reegelt ni all Situatioun am Detail a muss nun emol interpretéiert ginn, souwuel vun de Verwaltunge wéi och vun de Geriichter. Wann dat alles esou kloer wär, da bräichte mer vill manner Riichter an dësem Land.

Da géif ech nach eng Kéier gären op d'Fro zréckkommen, wou gesot ginn ass: „Wéisou schreift Der eppes an e Gesetz, wann et net méi geaandet ka ginn, wa keng Strof méi drop ass?" Dat ass eng pertinent Fro. Och déi hu mer an deene leschte Chamberskommissiounen e puermol undiskutéiert gehat. A meng Äntwert ass och nach ëmmer déi selwecht. Awer och nach eng Kéier hei fir déi méi grousse Krees: Et ass eng Saach vu Symbolik!

Mir sinn och net eleng do. E Land wéi Frankräich, wat eng ganz gutt Rechtskultur huet, huet déi selwecht Approche geholl an dësem Kontext. Verschidde Saachen, wou mer einfach nach wëllen ënnersträichen, dass et dat ass, wat mer recommandéieren, déi sinn am Gesetz ageschriwwen. Gutt, elo kann ee soen: Dat muss net onbedéngt sinn! Et deet awer och net wéi. Et huet eng gewësse Symbolik. A vun dohier hu mer déi Optioun geholl, déi mer lech och esou exposéiert hunn.

Fir de Rescht, d'Reegelen, wann ee se zesummeschléit, vun deenen zwee Texter, dat ass richteg, op deem Punkt, wou mer haut ukomm sinn, mat all deene Mesures de déconfinement, déi gehol gi sinn, misst een net onbedéngt méi zweet Texter hunn. Dat war awer, souwäit ech mech erënneren, och ausdrécklech de Wonsch vun der Chamber, dass mer eis esou vill wéi méiglech Flexibilitéit ginn iwwert de Summer, mam Argument, dass, wa vläicht just een Text misst geännert ginn, dat méi einfach wär, wéi wann een all Kéiers misst un dee ganze goen. Mir soll dat Recht sinn.

Am Endeffekt ass dat, wat mer no bausse wäerte kommunizéieren - ech mengen, d'Leit ginn net de Mémorial liesen - elo eisen Challenge, déi Reegele propper opzebereeden, online ze setzen, soudass d'Leit se verstinn. Wann ee se zesummebréngt, bleiwen der net ganz vill iwwreg.

Et bleiwen insgesamt e puer Saache verbueden, kloer verbueden. Do ass en éischte Set vu Reegelen. Dat si Foiren a Salone bannenan. Bausse si se méiglech, mee am geschlossene Raum hu mer dat nach verbueden. Et sinn Diskothéiken, effektiv. A wann ech an engem Bistro Musek maachen, ass dat net eng Diskothéik, fir dat kloerzestellen. Et ass schonn eng Nomenclature, déi fir sech schwätzt. Dat ass kloer determinabel, wat eng Diskothéik ass a wat net, an et ass net eleng de Fait, dass Musek ass, dass een an enger Diskothéik ass.

Da kënnt en zweete Set u Mesuren. Dat ass deen, wou nach Maskeflicht ass. Och nach séier wéineg, Stand haut. Maskeflicht hu mer nach an den Transports publics a Maskeflicht hu mer bei Aktivitéiten, wou e Public accueilléiert gëtt. Elo sot Der mer: Dat ass net kloer! Ech muss soen, ech hunn aner Gesetzer gekuckt vun anere Länner, ech hunn do néierens vill méi Klores fonnt. Mee vläicht fält eis och nach eppes a beim nächste Jet, falls mer nach e Gesetz brauchen, fir dat méi kloer ze maachen.

Wat ass eng Aktivitéit, wou e Public hikënnt? Ma eng, déi oppen ass fir de Public. Dat sinn d'Commercen, dat si kulturell Institutiounen, et si Bibliothéiken. Hei si mer menges Wëssens net op fir de Public. Déi Fro ass de Moie gestallt ginn. Hei ass e geschlossene Krees vu Leit, vun Deputéierten, déi sech ënner sech treffen. Dat ass eng Reunioun. Mee à moins dass ech mech iere mam Chambersrèglement, mengen ech, ass hei net oppe fir de Public. Dat, fir just e puer Beispiller ze gi fir d'Maskeflicht, voilà. Dat sinn déi zwou Hypotheesen, wou Maskeflicht ass. Transport public an alles, wou eeben e Public empfaange gëtt. Firwat ass do eng Maskeflicht an der Reegel? Well mer dervun ausginn, dass eebe vill Leit sech kräizen an dass et relativ müseileg ass, do déi ganzen Zäit ofzemoossen, ob een zwee Meter auserneen ass oder net.

Dann hu mer en drëtte Set vu Reegelen. Dat sinn déi fir d'Rassemblementer vu méi wéi 20 Leit. Leschte Stand dann elo, nom Avis vum Staatsrot, no der Opposition formelle, just nach Rassemblementer, déi op der Voie publique oder do sinn, wou de Public da kann hikommen. An do gëllt déi duebel Reegel, dat heescht: Ech sëtze bei iwwer 20 Leit an ech sëtzen entweeder op zwee Meter oder ech sëtze mat Mask. Dat ass déi Reegel, déi mer relativ anschaulech schéngt an och liicht ëmzesetzen ass.

Dann hu mer dozou, zu där Sëtzreegel, e puer Ausnamen, déi mer och laang diskutéiert hunn, wou mer och, mengen ech, e Konsens haten: dass een op engem Begriefnis baussen net onbedéngt muss sëtzen; dass, wann ee manifestéiert, een dat am Goe mécht; an ass et op Foiren, Salonen an och op Mäert an der Rei ass, wann ee geet, a selbstverständlech net do soll sëtzen. Dat si Saachen, déi jo an der Circulatioun sinn an déi mer eeben dee Moment opgemaach hunn.

Da kommen nach déi spezifesch Reegelen, där bleiwen net méi ganz vill. Et bleiwen déi vum Horeca. Dat sinn nach ëmmer déi nämmlecht wéi an der leschter Phas. Nee, net méi grad déi nämmlecht. Mir sinn op zéng Leit pro Dësch eropgaangen. A mir sinn eis wuel bewosst, dass am Horeca speziell Reegele gëllen, dass mer do sécherlech e gewësse Risiko a Kaf huelen, well d'Leit, och wann d'Dëscher nach 1,50 Meter auserneen sinn, d'Leit selwer e Contact étroit hunn.

An dofir wäert et eis och wichteg sinn, an eise Recommandatiounen drop opmierksam ze maachen, dass, wann een zesummen op engem Dësch sëtzt, wou een déi Distanz net huet, een natierlech e gewëssene Risiko huet an dass een all Interêt huet, sech och ze erënneren, wéi eng Kontakter dass een do hat.

Et ass erëm déi ganz Saach vun der Quantitéit. Wann een, ech weess net, een-, zweemol d'Woch am Restaurant ass, bleift dat iwwerschaubar. Wann een natierlech ufänkt, all Dag moies an owes ze goen, weess ech net, wéi d'Leit da wëllen den Iwwerbléck behalen. Wa se eng Kéier infizéiert sinn, da gëtt et schonn erëm schwiereg beim Tracing, fir dat ze restituéieren. Mee voilà. Grondsätzlech ass et effektiv eng spezifesch Mesure, déi ofwäicht vun der genereller Reegel vun den zwee Meter.

Dann hu mer nach e puer spezifesch Reegelen, alles, wat Sauna an esou weider ass. Mir soen à ce stade, do sollen d'Leit eleng dragoen an net a Gruppen, ausser si wären aus engem Haushalt. A bei de sportlechen Aktivitéiten ass eng lues a lues Oplockerung och fir de Contact physique nees fir Elittesportler respektiv fir Professionneller. Dat si Saachen, déi een nach kann Etapp fir Etapp oplockeren.

Generell deelen ech dem Sven Clement seng Aschätzung net, dass dat heite Gesetz elo soll esou vill besser si wéi dat anert. Ech stelle mer perséinlech d'Fro, wann ech hätt missen de Choix maache fir Aschnëtter par rapport zu der Constitutioun. Fir mech ass d'Recht, fir e Geschäft, fir meng Activité économique ze exercéieren, genausou staark am Artikel 11 vun der Verfassung verankert wéi d'Privatrechter. Ausoufern kann ee sech tout à fait och hei d'Fro stellen, ob d'Proportionalitéit nach gewaart ass, well déi Leit, déi hei menger Meenung no am meeschte Kollateralschued wäerten dervundroen, si vläicht manner d'Privatpersounen, mee et si wierklech d'Geschäftsleit, déi hei op d'Felg kommen an déi et vläicht net packen, an déi warscheinlech eréischt vläicht a Méint d'Konsequenze spieren, déi et elo nach vläicht esou just packen, mee vläicht Enn dës Joers et net méi wäerte packen. Do kënnt Kollateralschued. An do hunn ech perséinlech nach méi Schwieregkeete mat der Proportionalitéit gehat à ce stade wéi mat deem aneren Text. Mee et sief, ech respektéieren deen Avis. A mir si bei deenen Texter, wéi se elo sinn.

Dann zu deenen 2 Meter, nach eng leschte Kéier, och an all Chamberssëtzung ass déi Fro wierklech ëmmer erëmkomm. Wa mer déi 2 Meter géifen en cours de route vun der Pandemie änneren a mir géifen op 1,50 Meter goen, da géife mer gesot kréien: „Dir hutt ons belunn, Madamm Lenert! Dir hutt gesot, et sinn 2 Meter, elo sinn et op eemol 1,50 Meter."

Mir bleiwe kohärent. Mir hunn d'Optioun geholl am Ufank, fir eng virsiichteg Optioun ze huelen. Dat ass alles net esou kloer. Et ass an englesche Féiss ausgedréckt, wat international recommandéiert ass, dat géif bei 1,80 Meter leien. Et gëtt keng nei wëssenschaftlech Erkenntnisser, déi eis géifen iergendwéi doranner bestätegen, dass een et soll erofdrécken. Also bleiwe mer bei deem, wat mer am Ufank geduecht a gesot hunn. Zumindest kann een eis dann net reprochéieren, mir hätten d'Leit ugelunn oder mir wéissten net, wat mer soen.

Voilà. Dat war et vu menger Säit. An d'Spärstonn nach. Jo, d'Spärstonn, et kann een driwwer diskutéieren. Dir zitéiert Bayern. Ech mengen, si hunn zwar vill méi sec Spärstonnen. Ech kennen dat Urteel elo net, ech muss mer dat sichen. Mee ech mengen, dass do um 22.00 oder souguer um 20.00 Auer owes pillo war. Jo, jo, ganz fréi.

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Si si bis 1.00 Auer op.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, elo nees. Mee hir Spärstonn war net Mëtternuecht. Déi war relativ fréi. Ech mengen, fir d'Bierstube war et souguer 18.00 Auer oder 22.00 Auer fir d'Restauranten, voilà.

Wat ass eis Iwwerleeung? Ma dat ass net profund. D'Iwwerleeung ass, dass, wat et méi spéit gëtt, wat ee vläicht manner Krunnewaasser drénkt, an dass mer wëllen d'Leit dovunner ofhalen, owes ...

(Interruption)

... schläicht sech. Gelift?

(Interruption)

Keng Zäit méi? Pardon. Ma ech maachen et méi kuerz.

Voilà, Dir verstitt de Räsonement. Et ass och méi symbolesch geduecht fir ze soen: Et ass nach net alles wéi am Normalen! Mee ech verstinn awer d'Bestriewungen, dass een dat da soll erëm zouloossen, fir op 1.00 Auer ze goen. Dat ass sécherlech eppes, wou ee kann driwwer diskutéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Gesondheetsministesch. A fir den Ofschloss vun dëser Debatt ginn ech d'Wuert un den Här Staatsminister Xavier Bettel.

(Brouhaha)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech hätt awer nach eng Fro un d'Gesondheetsministesch.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Mosar, Dir hutt d'Wuert, fir nach eng Fro ze stellen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Also ech hu ganz genau nogelauschtert. An Dir hutt et ganz ...

M. Fernand Etgen, *Président.*- Jo.

Une voix.- Pscht!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ... prezis gesot, Madamm Gesondheetsminister, wat ech ...

(Interruption)

... honnertprozenteg ënnerschreiwen. Notamment sidd Der och selwer e bësse méi kritesch hei zu dësem Gesetz wéi zu deem aneren.

An Dir hutt ganz vill op d'Verhältnismëssegkeet gepocht. An déi Fro, déi ech virdrun opgeworf hunn, dat ass awer wierklech eng fundamental. Dat ass déi, datt mir eigentlech gär géife wëssen, op wat fir eng sanitär Elementer Dir a sech Är Decisioun baséiert fir ze soen: „Mir ginn net erëm op den Droit commun, op 1.00 Auer, mee mir bleiwe bei 24.00 Auer!" Dir hutt elo virdrun do eppes gesot, do géif da manner Krunnewaasser gedronk ginn. Ech muss éierlech soen: Als Argumentatioun ass dat mer awer wierklech e bëssen dënn! Ech mengen, et ka jo awer net nëmmen dat do sinn.

Ech hunn et jo virdrun och eng Kéier präziséiert: Fir eis ass et natierlech ganz kloer, datt jiddwereen muss d'Reegele respektéieren, ob dat bis 21.00 Auer, bis 22.00 Auer, bis 23.00 Auer, bis 24.00 Auer oder bis 1.00 ass oder och nach no 1.00, well et gëtt jo nach vill Leit, déi am ëffentleche Raum no 1.00 Auer sinn. Mee ech hunn awer wierklech aus Ären Explikatiounen net erausfonnt, wéi gesot, wat déi sanitär prezis Iwwerleeunge sinn, firwat 24.00 Auer an net 1.00 Auer, wat den Droit commun ass. An ech wär awer do frou, e bësse méi eng prezis Äntwert ze kréie wéi déi, déi Dir mer ginn hutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Gesondheetsministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Si ass net vill méi prezis wéi esou. Ech ka se awer e bësse méi apaken. Et ass effektiv erwisen, wann Der d'Risikoaschätzunge kuckt an deem Dokument vu Mëtt Mee, wat mer vun der Uni kritt hunn, wat eise Modellisatiounen zu Fouss läit, do gesäit een, dass d'Risikoaschätzung, wou d'Leit am Privaten zesummekommen, eeben einfach méi héich ass. A mir wëssen aus deem, wat mer gesinn hunn a deenen anere Länner, do, wou Clustere sinn, wat mer elo erëm gesinn d'ailleurs bei deenen neien Infektiounen, dass et sech bestätegt, dass do, wou gefeiert gëtt, méi e grousse Risiko ass vun Infektioune wéi zum Beispill op der Aarbecht.

D'Ouverturen, déi mer gemaach hunn an der Aarbechtswelt, dat war immens gutt, Dir erënnert Iech, do ass iwwerhaapt keen Impakt gewiescht op d'Zuelen. Dat ass awer net de Fall, wann nees gefeiert gëtt. A voilà, mir ginn dervun aus, dass do d'Risikoaschätzung zu Recht méi héich ass wéi an engem anere Kontext. Méi profund wéi esou ass et net! An da géif ech elo just ronderëmbrodéieren, wann ech Iech eppes anescht géif soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Lenert. An elo ass d'Wuert fir den Här Staatsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, e grousse Merci. Ech wëll och de Riedner alleguerte Merci soen. Ech mengen, et ass méi wéi eng Kéier gesot ginn: Hei ass en Effort vun engem ganze Land gemaach ginn, vu jiddwerengem, deen hei lieft, vu jiddwerengem, deen hei schafft. An ech mengen, et ass net de Verdéngscht weeder vun enger Regierung nach vun enger Chamber, nach vun iergendenger Institutioun eleng, dass mer dee Virus souwäit am Grëff hunn. Et ass virun allem e grousse Verdéngscht vun onser Gesellschaft.

Erlaabt mer awer hei och, de Kolleegen am Regierungsrot, mat der Madamm Lenert, Merci ze soen. D'Leit hunn ëmmer gesot, an et ass eis scho bal reprochéiert ginn, dass mer ganz transparent an informativ wollte sinn. Merci awer och all de Kolleegen an der Regierung fir d'Aarbechten, déi gemaach gi sinn, fir all déi Projeten, wéi scho gesot ginn ass, eng Abberzuel vu Projeten, déi hei gestëmmt gi sinn.

Hanner eis selwer stinn eis Beamten, an ech wëll deenen och vun hei aus e ganz, ganz grousse Merci soe fir déi ganz Aarbecht, déi se gemaach hunn.

Här President, et ass een Zoustand, deen ee sech weeder wënscht nach erhofft, dee mer net souguer nach einfach liichtfankeg akzeptéiere kënnen. Dofir ass et fir eis wichteg, dass een aus dem État de crise kënnt. An erlaabt eis, dass mer hei, wat Dir och an der Introduktioun gesot hutt, déi gutt Zesummenaarbecht mat der Chamber ënnerstraichen.

Jo, tatsächlech, den État de crise gëtt der Regierung Muechten, déi se soss net huet. D'Regierung huet dat och ganz seriö geholl a selwer gesot: „Mir musse kucken, dass mer aus dem État de crise och esou séier wéi méiglech erauskommen!"

Tatsächlech, ganz am Ufank wousste mer net, wéini dat kéint sinn. Mir haten en Text deposéiert, well mer gehofft hunn, dass mer souguer éischter kéinten aus dem État de crise kommen. Mee elo aus dem État de crise en Text haut ze stëmmen, wou mer den État de crise an 48 Stonnen net méi hunn, do hu mer selbstverständlech och gesinn, dass dat superfetatoire wär.

An erlaabt mer, Iech, Här President, stellvertriedend fir d'ganz Chamber Merci ze soe fir déi Zesummenaarbecht, fir deen Echange och mat den Institutiounen. De Conseil d'État war och e wichtege Partner, mat deem mer hei geschafft hunn, fir kënnen iwwerhaapt weiderzekommen.

Mir hunn et fäerdegbruecht, de Virus staark ze kontrolléieren. Ech soen: Mir hunn hei de Match nach net gewonne géint de Virus, mee mir hunn eng grouss Etapp gewonnen! An déi Biller, déi mer aus dem Ausland kannt hunn, an ech ka mech erënneren, dass mer hei déi eethesch Froe gestallt hunn, ob ee muss eng Kéier e Choix treffen, wien ee ka soignéieren oder och net soignéieren, da sinn ech ganz frou, dass mer eis déi Froen net hu musse stellen als Politik, wa mer dann op eng Kéier d'Saach net méi gepackt hätten. An dat hu mer och fäerdegbruecht!

An et ass scho gesot gi vu jiddwerengem, ech mengen, och vum Rapporter, an ech wëll deem och hei extra Merci soen, dem Här Di Bartolomeo. Wéi Der de Moien all geklappt hutt, déi Symbolik ass wichteg! Déi Leit hu sech net d'Fro gestallt, wéi et ëm hir Sécherheet an hir Gesondheet géif goen. Déi hu sech just agesat, fir deenen anere Leit ze hëllefen. An ech weess elo net méi, wéi ee Riedner et war, ech mengen, et war den Här Clement, dee gesot huet, wa mer all eenzelne Beruff missten opzielen, hätte mer eng Lëscht vun all deene Leit, déi all moies opgestane sinn, fir dass iwwerhaapt eis Gesellschaft kéint fonctionéieren. Deenen alleguerten e ganz, ganz grousse Merci fir dat, wat gemaach ginn ass!

Wat fir eis elo wichteg ass, et sinn e puer Froe gestallt ginn: Mir hunn eisen Deel Verantwortung iwwerholl gehat. Mir hunn déi lescht bal dräi Méint d'Verantwortung iwwerholl. Et ware keng einfach Decisiounen. An ech muss Iech soen, Här President, dass mer selwer virun e puer Wochen nach net woussten, wat haut de Fall wär. A souguer d'Science kann Iech haut och nach net garantéieren, wéi et weidergeet! Wéi mir alleguerten hei och net. An ech si jo frou, dass elo net hei 60 Leit awer mengen, dass se Experte wieren, esou wéi et a verschiddene Parlamenter ass, wou op eng Kéier jiddwereе mengt, e wier e selbsternannten Expert an der Matière. Mir mussen eis op Saache baséieren, op Modellisatiounen, op Zuelen, op Spezialisten. An duerno awer och d'politesch Responsabilitéit iwwerhuelen an Decisiounen treffen.

Dofir muss ech Iech soen, dass déi Motioun, déi ech elo vum Här Mosar kritt hunn, mech awer e bëssen erféiert. Ech gesinn och, dass den Här Wiseler an d'Madamm Hansen déi selbstverständlech net ënnerschriwwen hunn. Déi zwee Deputéiert vun der CSV, déi déi ganzen Zäit soen: „Mir brauche Modellisatiounen!", sinn net bereet, hei ze ënnerschreiwen: „Et ass egal, et ass elo vun 12.00 op 1.00 Auer", ...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mir kënne jo schlecht zu 21 ennerschreiwen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ... ouni dass iergendeng Modalisatioun derbäi ass.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wat ass dann d'Modellisatioun vun 12.00 Auer?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An ech muss Iech soen, wann ech scho vun der CSV schwätzen, Här President, et war jo eng Question parlementaire geplangt vum Här Mosar a vum Här Wilmes, déi op eng Kéier op hirem Site verschwonnen ass - ech mengen, d'Madamm Hansen wäert se blockéiert hunn - mam Titel: „Restauranten a Caféë mussen um Mëtternuecht zougemaach ginn. Fënnt d'Regierung net, dass een dës kéint ausnamsweis fir Nationalfeierdag oploossen?" Dat war eng Question parlementaire, déi an der CSV war. Ech hu se jo um Site fonnt. Mee du wäert se sécher vun der Fraktiounscheffin zréckgezu gi sinn, well si gesot huet: „Nee, stellt déi do net! Mir kënnen eis jo awer net selwer eng siche goen, andeem mir soen: Et zielt all Dag ausser fir Nationalfeierdag!"

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech freeë mech, datt Dir eise Site esou gutt kontrolléiert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech sinn awer frou ze gesinn, dass d'Madamm Hansen sech op deem dote Punkt duerchgesat huet.

Mee wéi gesot, Här President, fir wëllen elo ze probéieren, net eranzefalen. Ech ka mech erënneren, dass aner Deputéiert vun aneren Oppositiounsparteien eis viru Méint scho gesot hunn: „Maacht dach déi Caféen a Restauranten op!" Et ass hei jo virun e puer Stonnen och gesot ginn: „Firwat maacht Der d'Spillplazen net op?" Mir hunn eis eng Reegel gi vun zwou Wochen. Mir haten ëmmer strikt Reegelen, un déi mer eis gehal hunn. Mir sinn haut houfreg iwwert dat, wat mer als Lëtzebuerger Land alleguerten zesumme fäerdegbruecht hunn.

Dir hutt d'Verantwortung haut iwwerholl. Mir sinn do, fir Iech ze roden, fir Iech ze beroden, fir Iech all déi Informatiounen ze ginn, déi Der och braucht, fir déi nächst Decisiounen ze huelen. Dir hutt eis och garantéiert, dass séier kéint agéiert ginn. An dat, wat haut gestëmmt gëtt, Här President, ass net onbedéngt fir ee Mount gutt. Et ka gutt sinn, dass mer an zéng Deeg oder an zwou Wochen nei Informatioune kréien, déi eis erlaben, iwwer Amendementer oder nei Texter, op jidde Fall dësen Text ze amendéieren. Mee mir sollen net an d'Course verfale vun deem, dee probéiert, hei eng Surenchère ze maache vun deem, wat e mengt, wat bei de Bierger géif gutt ukommen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et geet ëm d'Gesondheet vun onse Bierger. Et geet ëm eng Kohärenz. Et geet ëm Zesummenhalt. An et geet virun allem ëm d'Solidaritéit!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Staatsminister. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7607. Den Text steet am Document parlementaire 7607[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7607 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique.

A, d'Madamm Hansen huet sech et elo nach anescht iwwerluecht. Si wëllt nach eppes soen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Nee. Ech wëll just soen, ech gesinn, datt d'Madamm Lenert fortleeft. Ech wollt meng Question urgente awer nach eng Kéier stellen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Esou wéi meng Informatioune sinn, gëtt et an der Tëschenzäit eng Äntwert op déi Question parlementaire urgente.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dann hoffen ech, datt ech déi och scho kritt hunn.

Une voix.- Ech schécken Iech se.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Domadder ass dat dann och gekläert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, ech wëll Iech just soen: Am Reglement steet, datt d'Questions parlementaires urgentes prioritär musse mëndlech beäntwert ginn.

(Brouhaha)

Une voix.- Jo. Wat ass dat do?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dat heescht, ech misst se awer kënne mëndlech stellen?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir ware bei der Prozedur vum Ofstëmmen amgaang. D'Ofstëmmen ass nach ëmmer amgaang.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech wëll awer, datt d'Madamm Lenert net fortleeft.

Une voix.- Jo. Déi ass gelaf.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Déi ass gelaf. Jo.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir musse fir d'éischt awer elo d'Ofstëmme fäerdegmaachen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, mee et kann awer vläicht ee kucke goen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Här President, da gitt se erëm sichen!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ma den Här Premier ka mer och äntweren. Dat ass och an der Rei.

M. Fernand Etgen, *Président.*- De Premierminister ass jo och nach hei.

(Interruption)

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 31 Jo-Stëmmen, 23 Nee-Stëmmen a 6 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7607 est adopté par 31 voix pour, 25 voix contre et 4 abstentions.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Georges Mischo), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da kéime mer zu de Votte vun de Motiounen.

8. 7606 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments (suite)

Fir d'éischt d'Motioun vun der Madamm Josée Lorsché. Ass nach een, deen eppes zu där Motioun wëllt soen?

(Brouhaha)

9. 7607 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les activités sportives, les activités culturelles ainsi que les établissements recevant du public, dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 (suite)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President, ech mengen, d'Resultat stëmmt net.

Wien huet dann Abstentioun bei eis gemaach?

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech mengen, domadder ass och dat gekläert, datt dann eeben déi falsch Interpretatioun vum Walresultat ausschliisslech bei de Memberе vun der CSV-Fraktioun war. An et ass awer berechtegt, datt een ëmmer probéiert, datt mer dat richtegt Resultat kréien. Okay. Si mer domadder averstanen? Merci villmools. Dann ass dat och esou aktéiert.

(Brouhaha)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Et waren der zwee, déi sech geiert hunn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Et waren der zwee, déi sech geiert haten, jo.

Le saviez-vous ?

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

10. 7606 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments (suite)

Motion 2

Da kéime mer elo zur Motioun. Den Här Claude Wiseler freet nach d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Jo. Just zwee Wuert iwwert d'Motioun vun der Madamm Lorsché, mer si jo bei där elo, wann ech richteg verstanen hunn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Jo.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Gutt. Da wollt ech soen, datt mer selbstverständlech déi Invitten, déi d'Madamm Lorsché hei proposéiert, an zwar déi, fir en „dispositif d'évaluation régulière des mesures introduites par les projets 7606 et 7607", datt mer dat selbstverständlech als Zilsetzung ënnerstëtzen. Gradesou wéi mer ënnerstëtzen, datt d'„collaboration de façon systématique" mat der Chamber fir all déi Modifikatiounen, déi an Zukunft solle kommen, och gemaach gëtt. Selbstverständlech ënnerstëtze mer dat och. Mir fannen déi Zilsetzunge richteg.

Mir kënnen awer déi Motioun, esou wéi se hei steet, net matdroen, well am fënnefte Considerant einfach d'Unerkennung vun der Noutwendegkeet vun deenen Texter steet, déi elo gestëmmt gi sinn. Géint déi Texter hu mer awer gestëmmt, soudatt mer net implizitt elo kënne wéinst deem Considerant heifir stëmmen.

Wann d'Madamm Lorsché d'accord wär, fir dee Considerant erauszehuelen, dat heescht de fënneften, an dann de sechsten Tiret ëmzeänneren: „Considérant que les projets de loi 7606 et 7607 visent à prévenir", da kënne mir déi Motioun och matstëmmen. Mee et geet mer ëm dee fënnefte Considerant, dee contraire zu eisem Vott ass, do musst Der verstoen, datt mer selbstverständlech deen net kënne matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wiseler. Ech ginn d'Wuert un d'Madamm Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här Wiseler, fir déi do Offer. Ech denken, et mécht der Kaz kee Bockel, ob deen do Tiret eraus ass oder net. Mir hunn déi Gesetzer zesummen hei gestëmmt, majoritär.

Wann Dir dermat kënnt liewen, dass deen do Tiret erauskënnt, an Dir ënnerstëtzt eis Motioun, da si mir natierlech frou an ech si gäre bereet, deen Tiret dann erauszehuelen.

Motion 2 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que face à l'apparition du coronavirus Sars-CoV-2 (Covid-19) et la déclaration de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) d'une « urgence sanitaire mondiale », le Gouvernement luxembourgeois avait déclaré l'état de crise le 18 mars 2020 en invoquant l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution luxembourgeoise ;

- vu que l'état de crise fut prorogé par la Chambre des Députés pour une durée de trois mois par la loi du 24 mars 2020 ;

- considérant que l'état de crise prendra fin le 24 juin 2020 à minuit, et que par la suite l'Exécutif ne pourra plus prendre des mesures d'urgence par voie réglementaire ;

- considérant que les règlements grand-ducaux pris en vertu de l'état de crise deviendront dès lors caducs ;

- considérant que les projets de loi 7606 et 7607 visent à prévenir et combattre la propagation du Sars-CoV-2 (Covid-19), ainsi qu'à limiter les conséquences préjudiciables sur la santé de tout ou partie de la population en atténuant, voire en évitant la contagion ou le risque de contagion ;

- considérant que toute mesure prise dans la lutte contre le virus Sars-CoV-2 (Covid-19) doit tenir compte de l'évolution sanitaire et des connaissances scientifiques et médicales liées à la pandémie ;

invite le Gouvernement

- à mettre en place, dans un délai de deux semaines, un dispositif d'évaluation régulière des mesures introduites par les projets de loi 7606 et 7607 ;

- à collaborer de façon systématique avec la Chambre des Députés en vue de mettre en œuvre toutes les modifications de lois qui pourraient s'imposer en fonction de l'évolution de la pandémie du Covid-19 au Grand-Duché du Luxembourg.

(s.) Josée Lorsché, Mars Di Bartolomeo, Gilles Baum, Marc Baum, Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da kéinte mer zum Vott kommen, wa keng weider Wuertmeldung méi do ass.

Vote sur la motion 2 modifiée

Wien d'accord ass mat dëser Motioun, esou wéi dat elo vun der Madamm Lorsché gesot ginn ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Den Här Kartheiser, nee.

Dës Motioun ass da bei 2 Enthalungen ugeholl.

11. 7607 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les activités sportives, les activités culturelles ainsi que les établissements recevant du public, dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 (suite)

Da kënne mer duerno zur Motioun komme vum Här Laurent Mosar iwwert d'Fermeture légale vun de Restauranten a Baren. Ass nach een, deen eppes dozou wëllt soen? Ech ginn dervun aus, datt do de Vote électronique gefrot ass.

Une voix.- Jo.

Vote sur la motion 1

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat ...

Do ass awer eppes falsch.

(Brouhaha et concertation interne)

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Jo, also sot eis emol d'Resultat, wannechgelift!

(Brouhaha)

Jo, mee Här President, et ass jo do, d'Resultat. Kënnt Der eis et soen, wannechgelift?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Sot eis einfach d'Resultat.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Sidd einfach emol transparent!

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Jo. Dir hutt virdru jo och transparent hei gesot, wéi sech verklickt hat.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Der Madamm Beissel hir Maschinn ass net gaang.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Wat ass domat?

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Madamm Beissel, et ass jo awer e Resultat do.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Gëtt elo gewaart, bis et passt?

(Concertation interne)

Also mir gesinn de Bildschierm hei, Dir do ënne vläicht net.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Jo. Hei, de Vott vun der Madamm Mutsch feelt.

Plusieurs voix.- A!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Duerfir ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo et concertation interne)

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Ech hu mech geiert. Ech sinn Nee, net Jo.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- A!

Plusieurs voix.- A!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Mir hunn zwee Stéck, déi sech geiert hunn. Elo gesäit d'Situatioun méi kloer aus.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Da steet et elo 2:2!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dat heescht, et sinn dann 29 Jo-Stëmme bei 31 Nee-Stëmmen. Domat ass dës Motioun dann ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Georges Mischo), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marc Spautz), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung Nummer 46 vun haut de Moien ukomm.

(La séance publique est levée à 14.50 heures.)

SÉANCE 47

LUNDI 22 JUIN 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Fernand Etgen, Président*
2. Ordre du jour
   - *Mme Martine Hansen - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - M. Fernand Etgen, Président - Mme Martine Hansen (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel et M. Sven Clement) - M. Fernand Etgen, Président (interventions de M. Claude Wiseler et Mme Martine Hansen) - M. Sven Clement - M. Fernand Etgen, Président (interventions de Mme Martine Hansen et M. le Premier Ministre Xavier Bettel)*
3. Question urgente n° 2424 de Mme Martine Hansen concernant la fin des classes séparées (suite)
   - *Mme Martine Hansen - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
   - *Mme Martine Hansen (parole après ministre) - M. Gilles Baum (parole après ministre) (interventions de Mme Martine Hansen et M. Claude Wiseler) - M. le Premier Ministre Xavier Bettel (interventions de Mme Martine Hansen)*
4. 7617 - Projet de loi portant prorogation de la dérogation aux dispositions de l'article IV de la loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe
   - *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel*
   - *Discussion générale : M. Aly Kaes - Mme Carole Hartmann - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Sven Clement*
   - *Prise de position du Gouvernement : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
5. 7568 - Projet de loi portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19
   - *Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : Mme Simone Asselborn-Bintz*
   - *Discussion générale : M. Michel Wolter - M. Claude Lamberty - M. Marc Hansen - M. Jeff Engelen - M. Marc Goergen*
   - *Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur (intervention de M. Sven Clement)*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
6. Question urgente n° 2424 de Mme Martine Hansen concernant la fin des classes séparées (suite)
   - *Mme Martine Hansen - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
   - *Mme Martine Hansen (parole après ministre) - M. le Ministre Claude Meisch (intervention de Mme Martine Hansen)*

7. 7571 - Projet de loi portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : M. Dan Biancalana*
- *Discussion générale : M. Michel Wolter - M. Max Hahn - M. Marc Hansen - M. Jeff Engelen - M. Marc Goergen*
- *Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Romain Schneider, M. Claude Meisch, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson et Mme Taina Bofferding, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.50 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président*.- Mir fänken direkt u mat der Sitzung Nummer 47 vun haut de Mëtteg. An do freet d'Madamm Hansen d'Wuert.

2. Ordre du jour

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ma ech soen am Prinzip dat selwecht wéi um Enn vun der Sitzung Nummer 46 vun de Moien. Ech wollt gär meng Question urgente stellen. An ech gesinn, de Premier ass och elo fort an am Moment ass kee méi do vun der Regierung.

(Interruptions)

Dat heescht, et ass elo keen do, dee mer ... A, en ass do!

(Brouhaha)

Une voix.- Da gëff mir se!

(Hilarité)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Jo?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Zu der Fro vun der Madamm Hansen krut ech matgedeelt, dass déi de Moie scho beäntwert wier an och schonn an Äre Servicer wier säit de Moien. Ech krut dat elo beäntwert vun de Ministeren.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Laut Chambersreglement ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Jo. An d'Conférence des Présidents hat an där Fro decidéiert, wann eng schrëftlech Äntwert do wier, da wier déi Fro evakuéiert.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Dat steet awer net am Chambersreglement. An ech pochen hei op mäi Recht, datt ech déi ka mëndlech stellen.

Une voix.- Jo. Dat steet esou am Reglement!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech kann Iech d'Äntwert virliesen, mee dann ...

(Brouhaha)

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- A, well mir hu se nach net!

Une voix.- Si ass nach net do!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech hu se och nach net gestallt, d'Fro. Dann ...

M. Sven Clement *(Piraten)*.- D'Reglement ass kloer!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Nee. U sech ass jo ...

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Eng Question urgente däerf mëndlech gestallt ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Do gëtt et eng Decisioun vun der Conférence des Présidents, datt u sech dann d'Fro, wann eng schrëftlech Äntwert virläit, domadder beäntwert ass.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mee d'Reglement seet eppes anescht, Här President.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Déi Decisioun ass net am Reglement festgehal. Déi Decisioun ass, mengen ech, och iergendwann eng Kéier geholl ginn, wéi ech sécherlech nach net dra war. Dat heescht, et ass och net onbedéngt esou, datt een dat ëmmer alles muss wëssen. A se steet net am Reglement sou dran. A laut Reglement hu mer d'Recht, déi Fro, wa Plenière ass, da mëndlech ze stellen.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- U sech, déi Decisioun, déi ass vun 2018. An et steet och am Reglement dran: Wann d'Fro recevabel ass, dann ass et och um President, fir eeben ze soen, wéini datt déi op den Ordre du jour kënnt. Vu datt awer d'Äntwert op déi Fro do ass, brauche mer déi net op den Ordre du jour ze huelen.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Also den Artikel 84 ass kloer, Här President! Do steet dran, datt Dir d'Recht hutt, se recevabel ze erklären an och de Caractère urgent ze definéieren, an datt Dir de Moment fixéiert, wou se gestallt däerf ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Richteg.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Et steet net dran, datt se schrëftlech ka beäntwert ginn. Dat steet net an der Question urgente am Punkt c) voir am Artikel 84 dran. Also muss se mëndlech gestallt ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dat ass eng Decisioun, déi vun der Conférence des Présidents geholl ginn ass, wat u sech dann, wann déi ...

(Brouhaha)

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Et ass d'Reglement, wat zielt!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Also, wa jiddwereen sech berouegt, Här President ... Wann ech hei ... D'Madamm Hansen kënnt heihinner. Ech liese vir, wat den Här ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- An ech stelle se!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- ... Meisch do geschriwwen huet. Mee Dir hutt se schrëftlech. Si ass an d'Chamber erakomm, gesinn ech hei. Also ech hunn Iech se och gemailt. Mee ech sti selbstverständlech zur Verfügung, fir se och hei virzeliesen.

Plusieurs voix.- Très bien!

3. Question urgente n° 2424 de Mme Martine Hansen concernant la fin des classes séparées (suite)

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Sou. Merci, Här President. Ech stellen da mol fir d'éischt d'Fro, ier ech d'Äntwert da virgelies kréien. An da wëll ech awer fir d'éischt soen, datt elo déi Simulatioun, déi mer kritt hunn, mech och erschreckt huet. Well do steet u sech dran, datt mat deem Referenzzenario, mat den aktuelle Lackerungen eng moderat zweet Well kéint komme mat 600 Doudeger. Also déi huet mech erschreckt. An dofir hu mer och scho gefrot, fir datt mer déi op den Ordre du jour vun enger Kommissioun kënne kréien.

Sou. Dann awer elo zu dëser Fro. Den Educatiounsminister huet e Freideg u sech annoncéiert, datt ab dem 29. Juni d'Kanner erëm alleguer an d'Schoul goen, ouni datt nach A- a B-Gruppe sinn. An deem Kontext hei, wann ech dat Gesetz kucken, wat mer elo de Moien ..., oder wat net mir gestëmmt hunn, mee wat Dir gestëmmt hutt, stelle sech eng Partie fundamental Froen.

Am Gesetzesprojet steet am Artikel 2, datt Rassemblementer vu méi wéi 20 Leit „dans les lieux accessibles au public" verbuede sinn. E Rassemblement ass laut dem Projet eng organiséiert Reunioun vu physesche Persounen, déi sech simultan op enger Plaz befannen. Dat ass dann déi éischt Fro, ob den Här Premier u sech der Meenung ass, datt e Schoulgebai, e Klassesall respektiv eng Enceinte vun der Schoul ënnert d'Definitioun vu „lieux accessibles au public" fält.

Net all Rassemblementer sinn awer vun dësem Verbuet betraff. Sou si laut dem Gesetzesprojet zum Beispill Evenementer vu méi wéi 20 Leit ënner verschiddene Konditioune méiglech.

Dat ass meng nächst Fro un den Här Premier: Ass de Schoulbetrib laut dem Här Minister en Evenement? Wa jo, muss d'Schoul sech dann un déi gesetzlech Konditiounen halen, ënner anerem assignéiert Plaze plus Maskeflicht fir Kanner iwwer sechs Joer oder d'Anhale vun de virgeschriwwenen Ofstandsreegelen?

Laut deem selwechte Gesetzesprojet, Artikel 3, besteet och eng allgemeng Maskeflicht fir Aktivitéite „qui accueillent un public". Meng nächst Fro also: Ass d'Schoulaktivitéit eng Aktivitéit „qui accueille un public"? Ech géif scho mengen.

Hei ass et erëm eng Kéier méiglech, dovunner ofzeweichen, wann eng Aktivitéit vun Natur aus inkompatibel mam Droe vun enger Mask ass. An deem Fall muss den Organisateur aner sanitär Moossnamen ergräifen, fir d'Verbreedung vum Virus ze verhënneren.

Meng nächst zwou Froen heizou: Ass den Här Premier der Meenung, datt de Schoulbetrib als Aktivitéit ze betruechten ass, déi vun Natur aus net kompatibel mam Droe vun enger Mask ass? A wa jo, wéi eng aner sanitär Moossname recommandéiert d'Santé deenen eenzele Schoulen, fir d'Propagatioun vum Virus ze verhënneren?

Wann ech dat richteg liesen, misst dat jo dann erëm eng Kéier den Ofstand an d'Mask sinn, virun allem well d'Madamm Gesondheetsministesch virdru gesot huet, fir kloer ze sinn, géife si iwwerall bei zwee Meter bleiwen. Et ass awer eiser Meenung no dovunner auszegoen, datt d'Anhale vun deenen Ofstandsreegelen ab dem 29. Juni ganz schwéier wäert sinn, fir déi kënnen anzehalen, wann erëm eng Kéier alleguer d'Kanner an engem Klassesall sinn.

Duerfir ass d'Fro: Muss hei de Projet adaptéiert gi fir ze verhënneren, datt d'Kanner, d'Jugendlecher an der Schoul entweeder mussen zwee Meter Ofstand hunn, wat jo warscheinlech net realiséierbar ass, oder dann dee ganzen Dag musse mat der Mask dosëtzen? A wa jo, da géif ech froen: Wéini kënnt déi Adaptatioun? A wann nee, wéilte mer gäre wëssen, op wéi eng gesetzlech Basis de Minister oder d'Regierung sech baséiert fir ze soen, datt hei keng Maskeflicht géif bestoen, wa méi wéi 20 Kanner a Jugendlecher mam Enseignant an engem Klassesall sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Staatsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, ech erlabe mer hei, déi gemeinsam Äntwert vun de Ministere Meisch a Lenert op déi Drénglechkeetsfro vun der Madamm Hansen virzeliesen. Déi honorabel Deputéiert freet, ob d'Schoulgebaier ënnert d'Kategorie vun de „lieux accessibles au public" falen.

Fir d'Grondschoul erlabe si sech dobäi, op den Artikel 2 vum Schoulgesetz vum 6. Februar 2009 ze verweisen. Deemno ass d'Schoul eng „entité administrative et pédagogique identifiable, regroupant en communauté scolaire les élèves et les équipes pédagogiques d'un ou de plusieurs bâtiments scolaires".

De Schoulbetrib adresséiert sech domadder un eng kloer definéiert a limitéiert Populatioun, déi a kleng Entitéiten agedeelt sinn. Dëst ënnerscheet d'Schoul op eng fundamental Aart a Weis vun Evenementer, déi fir e breede Public op sinn a bei deenen d'Populatioun a permanent neie Konstellatiounen och zesummekënnt.

Och d'Lycéesgesetz vum 25. Juni 2004 kläert an den Artikelen 1 a 2, dass d'Aktivitéite vun der Schoul sech net un en allgemenge Public adresséieren, mee d'Ënnerriichte vun de Schüler an engem kloer delimitéierte Klasseverband als Objet huet.

Nieft den Aktivitéiten ass och den Accès zu de Gebaier souwuel an der Grondschoul wéi am Secondaire kloer gereegelt. Et gëtt kee Publikumsverkéier an de Schoulen.

De groussherzogleche Reglement vum 7. Mee 2009 seet dozou fir d'Grondschoul: « L'accès à l'enceinte de l'école pour toute personne ne faisant pas partie de la communauté scolaire ou n'exerçant pas, au sein de l'école, une mission prévue par la loi est soumis à l'autorisation préalable du bourgmestre. »

Dëse Prinzip gëllt och fir d'Lycéeën. Am Artikel 40bis vum Gesetz vum 25. Juni 2004 heescht et: « L'accès à l'enceinte du lycée est réservé aux élèves du lycée, aux membres du personnel du lycée, aux personnes exerçant au sein du lycée une mission prévue par la loi et aux personnes y autorisées par le directeur du lycée. »

Aus den ugefouerte Grënn falen d'Grondschoulen an d'Lycéeën net ënnert d'Dispositioune fir d'Rassemblementer a „lieux accessibles au public", wéi se am Gesetzesprojet N° 7606 virgesi sinn.

Déi sanitär Bestëmmungen, déi fir d'schoulesch Aktivitéite gëllen, gi vun der Direction de la santé verëffentlecht a permanent der Situatioun ugepasst.

Den Educatiounsministère huet sech an Zesummenaarbecht mam Gesondheetsministère eng kohärent Strategie ginn am Bekämpfe vum Covid-19. Dës Strategie besteet aus sechs Elementer:

1. Schutz vun de vulnerabele Populatiounen;
2. Adaptatioun vu Schoulgebaier;
3. Aféiere vun zousätzlechen Hygiènesreegelen;
4. Notze vu Schutzmaterial, fir zousätzlech Barriären ze schafen (Masken, Plexiglaspanneauen etc.);
5. Organiséiere vu feste Gruppen, déi sech net vermëschen (sozial Clusteren);
6. an Halbéiere vun de Klassegréissten ass de Punkt Nummero 6.

Mat der Decisioun vun der Regierung, fir den Enseignement en alternance ofzeschafen, gëtt just de sechste Punkt vun der Strategie opgehuewen. All aner Elementer vun der Strategie bleiwe bestoen.

Wat d'Droe vun engem Mundschutz ubelaangt, bleift d'Regierung bei den existéierende Reegelen. D'Droe vun engem Mundschutz ass bei Kanner iwwer sechs Joer vum Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse recommandéiert fir den Trajet bis an d'Schoulklass eran. An der Klass ass d'Droe vum Mundschutz fakultativ.

Doriwwer eraus erlaben ech mir - also dat heescht, den Här Meisch erlaabt sech vis-à-vis vun Iech - ze rappeléieren, dass d'Schoulaktivitéiten an Zäite vum Covid-19-Virus zu deenen am mannste problemateschen an eiser Gesellschaft gehéieren. Kanner gi manner oft ugestach vum Virus, si hu manner staark Symptomer a stiechen an der Reegel och manner Leit un. Mat dem aktuelle Wëssensstand kënne mir soen, dass d'Bildungsariichtungen net zu de Clustere gehéieren, iwwert déi de Virus sech an der Gesellschaft verbreet. Mat dëser Erkenntnis a virum aktuellen Hannergrond vun den niddregen Zuele vun Neiinfektiounen ass den aktuelle sanitären Dispositif der Situatioun an eise Schoulen absolutt ugepasst.

An ech sinn iwwerzeegt, si géifen Iech och allen zwee Merci soe fir Är Fro.

(Hilarité)

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Här President, et ass een Deel ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Parole après ministre fir d'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci. Ech soe villmools Merci fir d'Äntwert. Een Deel vun der Fro ass och beäntwert. Dat ass de Verweis op den Artikel 2, datt deen u sech net zoutrëfft, well et kee Lieu accessible au public ass. Den Artikel 3, dee seet awer, datt eng allgemeng Maskeflicht besteet bei Aktivitéiten, „qui accueillent un public". An ech weess awer net, wéi Der mer elo kënnt erklären, datt d'Schoul kee Public accueilléiert.

An dat anert ass wierklech, wann ech dat elo kloer verstinn, da gitt Dir de Message eraus, d'Regierung gëtt de Message eraus: Och a Klassesäll, 30 Kanner beieneen, egal wéi eng Distanz, kënnt der beienee sëtzen dee ganzen Dag ouni Mask.

Une voix.- Jo.

Une autre voix.- Nee.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Awer wéi gesot, d'Fro, d'Schoulaktivitéit, eng Aktivitéit, qui accueille un public, verstinn ech ..., déi hunn ech net beäntwert kritt. A wann dat nämlech esou ass, da gëllen awer d'Reegelen oder eng Ausnam. An da musst Der mer d'Ausnam erklären an och vläicht begrënnen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Baum freet d'Wuert.

(Interruption)

M. Gilles Baum *(DP)*.- Wann ech mer däerf erlaben, ech mengen, d'Lycéeën, déi si jo elo schonn op säit dem 11. Mee. Do waren d'Klassen natierlech elo halbéiert. Déi komme jo elo erëm zesummen. Do riskéiere mer, iwwer 20 ze kommen. Mee sou wéi et bis elo war, hunn d'Professeren entweeder gesot: „Haalt är Mask un!", oder: „Et ass fir mech ok, dass der se ausditt." An ech denken och, dass sech un där Astellung vun deene Leit, déi Schoul halen, ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Den Här Meisch huet gesot, et brauch ee keng unzedinn!

M. Gilles Baum *(DP)*.- ... och näischt wäert änneren. Wann de Professer seet: „Dot är Mask un!", dann dinn d'Schüler se un.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Awer op wéi enger gesetzlecher Basis? Dat ass jo d'Fro.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Wéi gesot, sou wéi mer elo fonctionéiert hu säit dem 11. Mee, ass et säit ...

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Nee!

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ma dach!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Et sinn der elo méi wéi 20.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Ma nee!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Du waren et der manner wéi 20. An du waren zwee Meter Ofstand. Et sinn elo keng zwee Meter Ofstand méi.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Et kann ee vläicht eng Schoul ... Et muss een awer och kucken, d'Schoule sinn net opgefouert am 7606 an am 7607. An dat huet säi gudde Grond, nämlech dass mer eis referéieren op d'Schoulgesetz vun 2009.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- War dat och der Regierung hir Äntwert, dat do?

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Staatsminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Also, Här President, wann d'Madamm Hansen insistéiert a fënnt, dass déi schrëftlech Äntwert vun der Madamm Lenert a vum Här Meisch net op d'Fro äntwert, da kann ech dem Här Meisch soen, e soll säi ganze Programm op d'Kopp geheien an dann hei an d'Chamber kommen, wann dat de Wonsch vun der Fraktiounscheffin vun der CSV ass. Ech hu gemengt, ech hätt wierklech op all déi Froen eng Äntwert ginn.

(Interruptions)

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Ech hu keng Äntwert op den Artikel 3 kritt.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Mee wann hei gemengt gëtt, dass den Här Meisch soll kommen, da kënnt den Här Meisch.

(Interruptions)

Wann dat ... Mee ech wëll dat vun der Madamm Hansen héieren, dass hei net op hir Fro geäntwert ginn ass an dass se gären hätt, dass den Här Meisch soll selwer kommen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Also, ech hu gesot, datt laut dem Gesetzesprojet 7606 Artikel 3 eng allgemeng Maskeflicht besteet fir Aktivitéite „qui accueillent un public". An ech hunn nach keng Äntwert kritt, wéi Der mer erkläert, datt d'Schoulaktivitéit eeben dann eng Aktivitéit wär, déi net ënnert deen Artikel géif falen. A wa se ënnert deen Artikel fält, dann hu mer eng allgemeng Maskeflicht. An d'Enseignantë musse jo awer och, an d'Schouldirektioune musse jo awer och kloer wëssen: Fale si ënnert deen doten Artikel oder net? Et ass souguer en Artikel, dee strofbar ass. Also misst e kloer sinn!

(Interruptions)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech versti just net, Här President ... Just, ech sinn net de Spriecher hei vum MENJE, mee also fir mech ass jo eng Aktivitéit an der Schoul keng Activité publique. Et ass eng Aktivitéit.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Qui accueille un public!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- An hei gëtt gesot: Soubal eng ...

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Soubal ee Public empfänkt, géif een da mussen eng Mask unhunn.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Mee et steet esou dran!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech wëll just drun erënneren, dass mer vun de Restauranten hei geschwat hunn. Do gëtt e Public empfaang. An do gëtt et dat och net. Dat heescht, do gëtt et selbstverständlech spezifesch Reegelen och bei deem engen a bei deem aneren - de Mikro geet ëmmer aus hei -, wéi dat hei soll funktionéieren. Mee, wéi gesot, den Här Meisch ass dann um 4 Auer hei op Demande vun der Madamm Hansen, an da ka se hir prezis Froe stellen, déi se da mengt, dass déi zwee Ministere bis elo net beäntwert hätten.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci. Domadder ass dëse Punkt viraussiichtlech ofgeschloss.

4. 7617 - Projet de loi portant prorogation de la dérogation aux dispositions de l'article IV de la loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe

A mir kënne lo bei deen éischte Punkt vum Ordre du jour vun eiser Sitzung vun haut de Mëtte kommen. Dat ass de Projet de loi 7617 iwwert de Reklassementsdispositif. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet ginn, den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President. Ech stellen lech dann de mëndleche Rapport vum Projet de loi 7617 vir. An dësem Projet de loi, deen Deel vun der Coronakrisebewältegung ass, geet et ëm eng Mesure, déi am Kader vum Reclassement professionnel geholl ginn ass. Et geet drëms, fir deenen Aarbechter, deenen hir Indemnité d'attente wärend der Kris ausgeléist géif ginn, eng Verlängerung vun der Bezuelung vun dëser Kompensatioun ze garantéieren, an dëst bis op dee leschten Dag vum Mount no deem Mount, an deem de Krisenzoustand eriwwer ass.

Eng kuerz Erklärung zur allgemenger Reegel. D'Gesetz vum 23. Juli 2015 betreffend den internen an externe Reklassement gesäit a senge Bestëmmunge vir, datt, wann deen zoustännegen Dokter eng Recuperatioun vun der Aarbechtsfäegkeet vun engem Aarbechter feststellt, déi dësem erlaabt, eng änlech Positioun ze besetze wéi déi virum Reklassement, den Dokter dann déi kompetent Pensiounskeess doriwwer informéiert, déi dann d'Suspendéierung vun der Indemnité d'attente mat engem Preavis vun zwielef Méint aktéiert.

Elo war et awer esou, dass dës onerwaart sanitär Kris och en direkten a staarken Impakt op den Aarbechtsmaart hat, mat der Konsequenz vun enger staark reduzéierter Aarbechtsoffer, a sou och enger schwiereger kuerzfristeger Reintegratiounsméiglechkeet um Aarbechtsmaart. D'Aktivitéite vun Entreprisen dréien nun eeben zënter der Kris méi lues.

Fir deene betraffene Persounen eng finanziell Hëllef ze garantéieren an och fair vis-à-vis vun hinnen ze sinn am Verglach zu deenen Leit, déi op de Chômage partiel oder aner Mesuren zréckgräife konnten, huet d'Regierung wärend dem État de crise dës Mesure mat engem groussherzogleche Reglement den 29. Mee decidéiert.

D'Zil vun dësem Gesetzesprojet ass dann, d'Bestëmmung vum Reglement vum 29. Mee nom État de crise nach ze verlängeren. Déi betraffe Persoune profitéieren esou vun enger viraussiichtlecher Verlängerung vun hirem Recht op eng Indemnité d'attente vun tëschent engem bis véier Méint, ofhängeg vum Datum vum Preavis, wéini en ugefaangen huet.

Fir all rechtlech Onsécherheet ze vermeiden, muss d'Reglement vum 29. Mee mam Akraafttriede vun dësem Gesetzesprojet abrogéiert ginn.

Et ass e Gesetzesprojet, dee lo net immens Tonne vill Leit betrëfft. Wann ech dat richteg an Erënnerung hunn, sinn et 31 Leit, wéi de Minister et an der Kommissioun gesot huet. Mee fir déi 31 Leit ass et eng wichteg Mesure.

Dee Gesetzesprojet ass den 11. Juni deposéiert ginn. Den 12. Juni hu mer den Avis vum Staatsrot kritt, dee ganz favorabel war. Dunn den 18. Juni ass mäi Rapport an der Aarbechtskommissioun ugeholl ginn. An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimadder och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engel. An als éischte Riedner huet den honorabelen Här Aly Kaes d'Wuert. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll mer erlaben, am Numm vun der CSV och dem Rapporter villmools Merci ze soe fir säin explizitte Rapport, sou gutt elo mëndlech wéi och schrëftlech.

Hei geet et eenzeg an eleng drëm, fir Leit, déi soss géifen an e Vide falen, net an e Vide falen ze loossen. A wéi mer aner Delaie verlängert hunn, sou gëtt och den Delai iwwert den externen an interne Reklassement verlängert. Dat heescht, d'Indemnité d'attente gëtt verlängert fir sécherzestellen, datt déi 31 Leit, ëm déi et sech handelt, eeben, wéi gesot, net an e Vide falen. An duerfir ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kaes. An ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Merci, Här President. Ech mengen, et ass vum Rapporteur, deem ech Merci soe fir säi gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport, an och vum Här Kaes nach weider alles gesot ginn. Duerfir bleift mir just den Accord ze gi fir d'DP-Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hartmann. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Carlo Back.

(Interruptions)

Wann dat net de Fall ass, dann ...

M. Carlo Back *(déi gréng)*.- Dach!

M. Fernand Etgen, *Président*.- A!

M. Carlo Back *(déi gréng)*.- Jo. Merci, Här President. Ech soen och dem Rapporter Merci. Ech mengen, et ass alles gesot ginn. Den Här Kaes huet nach e puer komplementar Informatiounen derzou ginn. Och mir als Gréng stëmmen deen Text hei mat.

Ech profitéieren awer vum Moment. Wann ech mech elo net ieren, ass hei dat leschte Gesetz, wat mer am Kader Covid stëmmen a wat mat Sécurité sociale ze dinn huet a wou lo och de Minister present ass, fir eis nach vläicht Äntwerten dorop ze ginn.

Mee ech profitéieren awer vun der Geleeënheet, fir op dat zréckzekommen, wat den Här Di Bartolomeo virdru sot, wat en am „Monde" gelies huet: eng Gestion efficace vun der Kris. Effektiv, mir hunn eis ganz gutt do verhalen. An ech mengen, mir hunn eis och ganz gutt verhalen, wat d'sozial Konsequenze vun där Kris sinn. Mir hunn dat hei e puermol diskutéiert. Ech denken un d'Chômagediskussioun, déi mer haten, an och déi iwwert de sozialen Dialog. Wéi gesot, mir hunn dat versicht esou gutt wéi méiglech an, ech mengen, och ganz gutt ze maachen. An dat heiten ass dee leschten Text, dee mer an deem Kontext stëmmen.

An ech mengen, hei sinn 31 Persoune betraff. Dat sinn der, wéi gesot, net ganz vill. Mee dat weist awer och, datt mer un déi 31 geduecht hunn. Eise Sozialsystem, eist soziaalt Netz huet bewisen, datt et effikass ass an och fonctionéiert.

Ech soen lech Merci.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Back. Da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll dann dem Rapporter, dem Här Georges Engel, Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, dat hei ass am Fong geholl eng Ergänzung zum Covidgesetz, wou mer d'Delaie verlängere fir déi Leit, déi net konnte bei den Dokter goen, wéi dat am Gesetz virgesi war.

Ech bréngen domadder den Accord vun der ADR zu dësem Gesetzesprojet.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Meng Virriedner hunn alles zum Text gesot. Deementspriechend bleift do näischt méi derbäizesetzen. Ech wollt awer profitéieren, fir dem Rapporter hei nach eng Kéier Merci ze soe fir säin exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport. An ech kann d'Zoustëmmung vun de Piraten fir dëse Projet ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Sozialminister Romain Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Merci, Här President. Ech maachen dat dann och vun der Plaz aus.

Fir d'éischt emol e grousse Merci un de Rapporteur fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport, virun allem awer och un déi zoustänneg Chamberskommissioun, déi ganz schnell duerch dëse Rapport gaangen ass an och ganz effikass geschafft huet. A virun allem och, wéi ech héieren de Mëtteg hei vun den eenzelne Fraktiounen, fir eng grouss Zoustëmmung zu dësem wann och klengen, mee awer wichtege Projet am Volet vun deene sozialen Opfäng vun enger Rei Mesuré bedéngt duerch de Covid. Ech mengen, hei geet et effektiv ëm 31 Leit. De Montant dovunner bei 125.000 Euro ass ee vun deene klengen, déi sécher an deem ganze Pak vun der Meeschterung vun der Kris hei gestëmmt gouf, mee ech mengen, et ass awer e wichtegen, fir och déi Leit mat opzefänken.

Et muss een och soen, datt dat heiten och op Demande hi vun de Gewerkschafte komm ass, ënnerstëtzt vum Patronat, soudatt hei effektiv, wéi dat virdrun ugeschwat ginn ass, de Sozialdialog wierklech gewisen huet, datt en an der Praxis ka gräifen a séier ka gräifen, fir de soziale Fäll entgéintzekommen. An deem Sënn hunn ech weider och näischt bäizefügen a soe Merci fir déi grouss Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Minister. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7617. Den Text steet am Document parlementaire 7617[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7617 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass de Vott ofgeschloss an de Projet de loi 7617 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7617 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Georges Mischo), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marc Spautz), Paul Galles (par M. Serge Wilmes), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gilles Baum), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Josée Lorsché) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

Le saviez-vous ?

PROPOSITION DE LOI

Une proposition de loi est une initiative législative émanant d'un député. De même que pour les projets de loi, l'auteur de la proposition de loi expose l'objectif de sa proposition et en commente les articles.

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7568 - Projet de loi portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 7568 iwwert d'Gemengeversammlungen an d'Sëtzunge vum Gemengerot am Kader vun der Lutte géint de Covid-19. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech gëif d'Wuert un de Rapporteur vum Projet de loi ginn, déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP), rapportrice.*- Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, d'Covid-19-Kris huet villes hei am Land an uechtert d'Welt op d'Kopp gehäit. Och d'Gemenge si vun der Kris haart getraff ginn. D'sanitär Mesuren, déi sech imposéiert hunn, fir d'Verbreedung vum Coronavirus esou wäit wéi méiglech ze ënnerbannen, hunn derzou gefouert, dass d'Gemengen an och aner Organismen, wéi zum Beispill d'Syndikater, souwuel hir Aktivitéiten an hir Aarbechtsweisen hu missen adaptéieren. Virun allem déi physesch Distanz, déi huet missen agehale ginn, an d'Protektioun vun de vulnerabele Persoune stoung hei am Mëttelpunkt vun de Moossnamen, wéi och soss iwwerall.

D'Regierung huet dann hei och ganz séier reagéiert. Fir d'Handlungsfäegkeet vun de Gemengen ze erméiglechen, hu se am Règlement grand-ducal vum 18. Mäerz an deem Sënn eng Rëtsch temporaire Mesuren ugeholl.

Vu dass déi Infektiounszuelen elo erofgaange sinn, kënne mer eis jo elo erëm gréisstendeels fräi beweegen. Mee den Infektiounsrisiko bleift fir déi no Zukunft nach eng Realitéit an eng zweet Infektiounswell ass leider och net ganz ausgeschloss. Fir also weiderhin d'Handlungsfäegkeet an de Respekt vun de sanitäre Mesuren an Aklang ze bréngen, verlängert dëse Projet de loi, iwwert dee mer haut befannen, eng Rëtsch Mesuren aus dem ugeschwatene Règlement grand-ducal.

Loosst mech also op déi Haaptpunkten agoen!

De Projet bitt e Kader, deen et de Gemengeconseilleren a virun allem de vulnerabele Persounen erlaabt, via Visiokonferenz um Gemengerot deelzehuelen. Ausserdeem gëtt de Vott per Visiokonferenz, mee och de Vote par procuration agefouert.

De Syvicol huet hei a sengem éischten Avis gesot, dass säi Bilan vun der Participatioun per Visiokonferenz gemëscht wier. Ech hu mech och e bësse schlaugemaach bei verschiddene Gemengen. Et si verschiddener, déi hunn hir Sitzunge ganz mat Visiokonferenz gemaach, anerer hu sech an engem grousse Sall mat Distanz getraff an nach anerer hunn eng hybrid Versioun ofgehalen, wou verschidde Conseillere per Video bäigeschalt gi sinn. Jiddwereen huet also vu verschiddene Méiglechkeete kënne profitéieren. Déi Gemeng, déi ech e bësse besser kennen, huet e Gemengerot effektiv ganz mat Visiokonferenz gemaach. An ech muss soen, dat huet ganz gutt geklappt an d'Leit konnten an der „Bleif-doheem-Phas" esou hiert politescht Mandat vun doheem aus ausféieren.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP), rapportrice.*- Dass och eventuell Problemer kënnen optauchen, ass méiglech. Mee dofir ass et jo och keng Mussesaach, mee eng zousätzlech Offer, fir dass de Gemengerot sech an dësen aussergewéinlechen Zäite flexibel organiséiere kann. Dëst Gesetz schaaft heifir also de Kader, dee bis elo nach net gi war. Wa physesch Reunioune virgesi sinn, kann de Gemengerot alternativ jo nach eng aner Raimlechkeet fir d'Ofhale vum Gemengerot bestëmmen, wou et méiglech ass, d'Distanzen anzehalen.

Duerch dat heite Gesetz brauch de Gemengerot am Virfeld also keng Approbatioun vun der Inneministesch méi unzefroen. Dëst ass iwwregens och eng Ännerung, déi am Kader vum Projet de loi 7514 zum Allegement vun der Tutelle administrative virgesinn ass, also eventuell op engem anere Wee geséchert kéint ginn.

Op Ureegung vum Staatsrot gouf och entscheet, dass déi uewe genannten Dispositiounen net nëmme fir de Gemengerot gëllen, mee och fir d'Syndikater an d'Établissements publics, déi ënnert der Surveillance vun de Gemenge sinn.

D'Commissions consultatives ginn hei net erwäänt. D'Ministesch huet eis awer do an der Kommissioun gesot, dass de Fonctionement vun dëse Kommissiounen am Gesetz net formell festgehalen ass, mee dass déi am Fong d'Fräiheet hunn, hir Reuniounen a Fonctioun vun der Situatioun an dem Règlement interne vun deene jeeweilege Gemengen esou ze organiséieren, wéi si et fir richteg halen. Dat heescht also praktesch, dass een och kéint eng Kommissioun per Visiokonferenz ofhalen.

Schliisslech gesäit d'Gesetz och vir, dass de Conseil d'administration vum CGDIS Decisioune via Voie de correspondance oder Telekommunikatiounsmoyenen huele kann, ouni dass heifir d'Decideure physesch present musse sinn. Dës Mesurë gëllen an enger éischter Phas fir ee Mount.

Loosst mech dann nach direkt op d'Aarbechte vun der Kommissioun agoen!

Den 28. Mee huet d'Madamm Minister de Projet virgestallt. An där selwechter Reunioun huet d'Kommissioun den Avis vum Staatsrot, deen den 19. Mee erakomm ass, analyséiert. A mir hunn eng Rëtsch Amendementer diskutéiert, fir de Bemierkunge vum Staatsrot Rechnung ze droen.

Ech ginn hei elo och virun allem op d'Haaptbemierkungen, Diskussiounen an Amendementer an. Den Detail kënnt Der natierlech a mengem schrëftleche Rapport noliesen.

E puer Diskussioune gouf et zum Artikel 1 a spezifesch ronderëm de Geltungsberäich vun der Participatioun per Visiokonferenz respektiv wie via Visiokonferenz um Gemengerot deelhuele soll.

Um éischte Punkt gouf et en Accord, et just op déi ëffentlech Seancë vum Gemengerot ze limitéieren, well de Secret vun de Séances à huis clos per Visiokonferenz net garantéiert ka ginn. Dofir gëtt d'Méiglechkeet, op d'Visiokonferenz zréckzegräifen, dann och net fir de Schäfferot virgesinn - op déi ëffentlech Visiokonferenzen natierlech -, well seng Reuniounen d'office à huis clos sinn.

Um zweete Punkt gouf diskutéiert, ob d'Participation à distance op vulnerabel Leit limitéiert sollt ginn, fir d'Présence physique als Norm bäizebehalen. Och de Syvicol huet dat opgeworf a sengem Avis complémentaire. Géeenegt hu mer eis dann drop, dass mer d'Méiglechkeet fir jiddwereen oploossen. Dofir hu mer awer am Commentaire des articles preziséiert, dass sech dës Mesure virun allem un déi vulnerabel Leit riicht, déi en erhéichte Risiko géifen agoen, wa se sech physesch géife begéinen. Mat där Approche gi mer och den Diskussiounen aus dem Wee, fir ze entscheeden, wien dann elo vulnerabel ass a wien net.

Gläichzäiteg denke mer, dass d'Dispositioune vum Droit commun, deen d'physesch Presenz vun de Gemengeconseillere virgesäit, awer esou wäit wéi méiglech respektéiert solle ginn. Et muss een awer och nach eng Kéier ënnersträichen, dass dës Dispositiounen an der Zäit begrenzt sinn.

Domat hu mer, denken ech, e gudden Equiliber fonnt. Per Amendement gouf dann och festgehalen, dass de Gemengesekretär och ka per Visiokonferenz un de Séance-publiquen deelhuelen.

Am Artikel 1 hat de Staatsrot eng Opposition formelle eraginn, well d'Wuert „réputé" am initialen Text eng Insécurité juridique opgeworf huet. Wie per Visiokonferenz um Gemengerot wëllt deelhuelen, muss dat dem Schäfferot bis den Dag virdrun um 12.00 Auer notifiéiert hunn. Dem initialen Text no hätt ee kënne verstoen, dass fir déi Leit, déi dat net maachen, d'Presomptioun géif gëllen, dass se present sinn a fir de Quorum géife gezielt ginn, och wa se weeder physesch nach via Visiokonferenz derbäi wieren. Dofir gouf dee leschten Deel vum Saz gestrach.

Per Amendement gouf och preziséiert, dass d'Publicitéit vun de Seancë vum Gemengerot assuréiert ass, wann dat geschwatend Wuert an d'Votten en direct fir de Public op elektroneschem Wee accessibel sinn.

Am Artikel 2 gouf per Amendement preziséiert, dass de Vott per Visiokonferenz via Appel nominal gemaach gëtt. Domadder ass dann och kloer, dass kee Vote secret via Visiokonferenz kann ofgehale ginn.

Wat de Vote par procuration ugeet, hat de Staatsrot eng Opposition formelle gemaach, well et u Prezisioune gefeelt huet an dat zu enger Insécurité juridique gefouert hätt. Dës Prezisioune goufen du per Amendement an den Alinea 3 bis 6 bäigesat.

De Syvicol hat sech a sengem Avis derfir ausgeschwat, de Vote par procuration permanent gesetzlech ze verankeren, esou wéi dat jo och elo hei an der Chamber de Fall ass. Esou Consideratioune kéinte jo dann eventuell am Kader vun der Refonte vum Gemengegesetz gemaach ginn, wann ee mierkt, dass sech esou eng Mesure bewäert.

Den 12. Juni ass dunn en Avis complémentaire vum Staatsrot komm, deen dann och mat den Ännerungen d'accord war. D'Kommissioun ass den 18. Juni zesummekomm, fir den Avis ze analyséieren.

An där Sitzung si mer och op den Avis complémentaire vum Syvicol agaangen, dee virun allem eng Fro zu der Publicitéit vun de Seancë vum Gemengerot opgeworf huet. Sou huet de Syvicol argumentéiert, dass nom aktuellen Text an der amendéierter Form net nëmmen de Public am Sall, mee de Public am Sens large déi ganz Seance en direct misst kënne verfollegen. Hei géif also eng nei Obligatioun fir d'Gemenge geschaaft ginn, déi en opwändegen Dispositif opriichte missten, fir dës Iwwerdroungen ze garantéieren.

Dës Interpretatioun kënnt dohier, dass am Amendement net méi „public présent" steet, wéi am initialen Text, mee eebe just „public". Dat huet zu Interpretatiounsdivergenze gefouert, woubäi de Syvicol et eeben esou gelies huet, wéi wann dat de Public au sens large wier, wärend anerer et trotzdeem nach ëmmer just op de Public am Sall bezunn hunn.

Fir enger eventueller juristescher Onsécherheet aus dem Wee ze goen, huet d'Kommissioun dunn decidéiert, den Artikel ze amendéieren an et explizitt op de „public présent" ze bezéien, also déi Leit, déi physesch am Sall sinn, fir d'Intentioun, de Sënn vum Gesetz méi kloer ze maachen.

Gläichzäiteg hu mer och decidéiert, d'Applikatiounsdauer un déi vum Projet de loi 7606 ze alignéieren, also op ee Mount, fir do ee Parallelismus tëschent de Gesetzer hierzestellen, wat d'Dauer ugeet.

Dem Staatsrot, deem mer och hei Merci soen, dass en esou reaktiv a séier aviséiert huet, säin zweeten Avis complémentaire ass nämlech den 20. Juni komm, an haut de Moien hu mer eis den Avis an der Kommissioun ugekuckt an doropshin och de Rapport unanime ugeholl. Ech denken, dass mer mat dësem Gesetz, dat jo elo an der Zäit begrenzt ass an un d'Covid-19-Kris gebonnen ass, de Gemengen zousätzlech Outile ginn, fir d'Contraintë vun der Pandemie ze meeschteren.

Et bleift mer nach just, jiddwerengem en décke Merci ze soen, deen hei gehollef huet, fir dëse Projet de loi ze finaliséieren. Der ganzer Kommissioun an och de Mataarbechter hei an der Chamber a speziell och de Mataarbechter an eiser Fraktioun en décke Merci. Mir sinn eis all bewosst, dass et eng ustrengend Zäit fir jiddwereen ass, fir alles am Delai fäerdeg ze kréien. An dofir en décke Merci vun eis all.

Heimat géif ech dann och den Accord vun der LSAP-Fraktioun ginn an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Michel Wolter agedroen. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Michel Wolter *(CSV).*- Merci, Här President. Wéi ech d'éinescht mat der Madamm Rapportrice aus der eigentlecher Chamber an dës Chamber komm sinn, huet se mer gesot, si hätt sech fir hiren éischte Rapport gären en einfache Projet geholl. An dofir hätt se sech deen heiten erausgesicht, well dat wär jo wierklech een ouni Problem. Abee, erstens kommt es anders und zweitens, als man denkt!

Dee Projet hei huet eng ganz Rei vu Problemer opgeworf, déi mer zesumme probéiert hunn, an enger Rei vu Sitzungen ze léisen, a wou ech mengen, dass mer mat där enger oder anerer Nuance - mee vu dass d'Limitt vun engem Mount do ass, ginn ech net dervun aus, dass et zu gréissere Problemer féiert - awer Solutioune fonnt hunn.

Dofir Iech, Madamm Rapportrice, e ganz, ganz grousse Merci. An dee wëllt ech ausdrécklech och ausdeenen un de President vun der Kommissioun an un d'Kolleegen, well, obschonn d'Majoritéit sech e bësse schwéiergedoen huet, mer awer deen zweeten Aller-retour beim Staatsrot gemaach hunn, deen eis et erlaabt huet, awer op zwee weesentleche Punkten, mengen ech, dëse Projet gutt ze kréien.

Mir hunn am Ufank vun dräi Projet-de-loien eng Divergence de vue gehat - dat ass de 7577 iwwert de Mariage, deen d'lescht Woch gestëmmt ginn ass, de 7568, iwwert dee mer hei schwätzen, an de 7571, deen nach um Ordre du jour steet -, well mer an deenen dräi Projet-de-loien de Versuch vun der Inneministesch gesinn hunn, fir eigentlech vun der Covidkris ze profitéieren, fir wärend engem Joer nei Systemer an de Gemengesecteur anzeféieren.

Mir waren als CSV net domadder d'accord, well mer méi eng strikt Interpretatioun vum Covid a vun deene Mesurë gemaach hunn, déi een am Kader vum Covidgesetz sollt huelen. A mir sinn haut frou, dass op deenen dräi Projet-de-loien d'Durée vun de Gesetzer ralliéiert ass a carrement un d'Gesetz 7606 adaptéiert ass, wat eng Rei vu Schwieregkeeten an deenen nächste Méint, an eisen Aen, wäert verhënneren.

Hei an dësem Projet geet et haaptsächlech drëm, dass d'Visiokonferenz kann agefouert ginn. Am Ufank sollt dat souwuel fir de Gemengerot wéi fir de Schäfferot sinn. Dat hu mer net ganz gutt fonnt. Mir sinn och net schrecklech begeeschtert driwwer, dass een d'Visiokonferenz awer nach kann afuerderen. An do muss ech Iech, Madamm Rapportrice, soen, dass ech net honnertprozenteg mat Ärem Exposé d'accord war, wou Der gesot hutt: „Dat ass eng Méiglechkeet." Nee! Um Punkt vun der Visiokonferenz kritt de Conseiller e Recht! E kritt e Recht eigentlech, fir d'Visiokonferenz unzefroen.

Am Projet de loi, dee mer herno diskutéieren, de 7571, do ass et eng Fakultéit, well do de Gemengerot, also de Schäfferot, deen déi Sitzung jo aberifft, d'Méiglechkeet huet, et entweeder physesch oder iwwer Visiokonferenz oder mixte ze maachen. An dat ass problematesch an eisen Aen. Et ass problematesch an eisen Aen, dass eng Persoun, déi an engem Gemengerot sëtzt an déi eventuell an d'Vakanz wëllt fueren, an et ass Gemengerot, elo bei hirem Buergermeeschter oder engem Schäfferot d'Visiokonferenz kann afuerderen. An dann ass de Gemengerot esou gutt an e gëtt no deem Prinzip ofgehalen.

Mir hate gefrot, dass een dat an d'Gesetz sollt schreiwen. D'Majoritéit war der Meenung, dass et géif duergoen, dass een dat an de Commentaire des articles géif setzen.

Vu dass dat sech elo op deen nächste Mount limitéiert - hoffentlech -, hu mer eis Bedenken e bëssen hannenugestallt. Mee ech fannen et generell net logesch, dass een e Prinzip, deen net am Gemengesecteur ancréiert ass, eigentlech kéint aus dem Ausland eraus souguer afuerderen. An ech mengen, dass een innerhalb vun deem nächste Mount do, falls d'Noutwendegkeet da géif bestoen, fir déi Dispositioun do nach eng Kéier ze verlängeren, awer dat am Text och soll op de Covid limitéieren.

An ech mengen och net, dass d'Visioconférence en tant que tel sech wäert duerchsetzen, generell, an der Appreciatioun, nom Covid, well et wierklech eppes Limitéiertes ass op déi doten Zäit.

Dat anert, deen zweete Punkt, dat ass dee vum Vote par procuration, wou ech kloer an däitlech och am Numm vun der CSV, esou wéi mer dat beim Mariage gemaach hunn d'lescht Woch, eis Doutten umellen. Mir mengen, dass och dat à terme net en Element ass, wat een definitiv an de Gemengesecteur sollt aféieren, mee dass et scho wichteg ass an de Gemengeréit, dass déi physesch tagen an dass d'Leit och alleguerten do sinn.

An dat Argument, wat ech emol hei oder do héieren, wat seet: „Jo, wann ech awer nëmmen eng Majoritéit vun engem Sëtz hunn, da kënnt dat mer ganz gutt zupaass, well da kann awer ee Conseiller emol net do sinn an ech behalen awer meng Majoritéit.", dat ass a mengen Aen och net gëlteg, well wann ech nëmmen eng Stëmm Majoritéit hunn an et feelt mer een, dann hunn ech nämlech kee Quorum. A wann d'Oppositioun dann zur Dier erausgeet, dann ass net nëmme mäi Quorum fort, mee och meng Sitzung. Dann ass déi fäerdeg.

An déi aktuell Gesetzgeebung gëtt jo d'Méiglechkeet, iwwert den double Vote vum Buergermeeschter am zweeten Tour ëmmer derfir ze suergen, dass, wann e Conseiller net do ass, och länger net do ass, well en en Accident hat oder well e krank ass, eng Majoritéit ëmmer an der Majoritéit bleift.

Voilà! Dat wollt ech hei gesot hunn, andeem ech als allerleschte Saz, Här President, nach soen, dass mer nach ëmmer elo d'Méiglechkeet hunn, dass mer Problemer kéinte kréien. Dofir wëllt ech de Gemengesecteur och dorobber opmierksam maachen, iwwer Visiokonferenz: Et ass am Projet de loi net gekläert, wat geschitt, wann, opgrond vun technesche Problematiken, d'Visiokonferenz, obschonn e Conseiller se gefrot huet, net ka stattfannen. Dat hu mer jo an de leschten dräi Wochen och hei an der Chamber emol déi eng oder déi aner Kéier matkritt, dass deen een oder deen aneren op eemol fort war an net méi erëmkomm ass. Do ass de Projet de loi total muet, wat d'Konsequenzen ubelaangt.

Oder wann et ugeet an nom zweete Punkt oder nom drëtte Punkt fält d'Visiokonferenz aus, an dee Conseiller kann dann net méi un der Gemengerotssitzung deelhuelen, wär et schonn net schlecht gewiescht oder wär et net schlecht, wa mer den nächste Mount erëmkéimen a mer missten dat doten nach eng Kéier verlängere wéinst Covid, dass een dann nach awer méi Prezisiounen am Text hätt, fir sécherzestellen, dass doduerch net ganz Gemengerotssitzunge kënnen annuléiert ginn. Wat besonnesch am Fall, wou mer a PAGs-Diskussiounen oder a Budgetsdiskussioune wieren, awer zu gréissere Komplikatioune kéint féieren.

Ënnert deem Benefiss ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wolter. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Claude Lamberty agedroen.

M. Claude Lamberty *(DP)*.- Merci, Här President. Loosst mech ufänke mat engem grousse Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Simone Asselborn-Bintz, fir hiren alleréischte Rapport. A wéi den Här Wolter gesot huet, se hat sech et vläicht am Virfeld e bësse méi einfach virgestallt, dass et e ganz klenge wär. Mee loosst mech an deem Kontext awer och direkt soen, dass ech et immens flott fonnt hunn, wéi mer an der Kommissioun fonctionéiert hunn am Zesummespill, an do, mengen ech, kann ech all de Kolleegen an awer och der Inneministesch Merci soen, dass dat konnt esou klappen. Well ech mengen, mir hunn hei e ganz pragmatesche Wee fonnt, wéi mer eis demokratesch Rechter a Flichte fir all déi, déi an de Gemengen aktiv sinn, kënnen an der Zukunft och erfëllen, ëmmer am Déngscht vum Bierger.

Wéi gesot, Madamm Asselborn-Bintz, e grousse Merci! Och nach op deem Dag, wou bekannt gëtt, dass Der elo geschwënn och nach wäert Buergermeeschtesch vun enger Gemeng ginn! Also, et kann lech vläicht och nach selwer betreffen. Also et ass, mengen ech, en Dag, deen Der net wäert vergiessen.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Lamberty. Da wier et um honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt wéilt ech der Madamm Asselborn och villmools Merci soe fir hire gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. D'Rapportrice ass am Detail op verschidden Artikelen agaangen, duerfir wäert ech dat elo net méi maachen. Ech wéilt awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir iwwert d'Dauer vun dësem Text eraus ewech ze kucken.

An de leschte Wochen a Méint ass an de Gemengen op technologesch Moyenen, déi virun der Kris nach net zur Diskussioun stoungen, zréckgegraff ginn, well mer ouni dës Moyenen de Fonctionement vum Gemengerot net hätte kënne garantéieren. Dës Adaptatioune ginn am Kader vum Covid elo weider verlängert. An et kéint ee sech eigentlech och Gedanke maachen, ob ee se net och no der Covidzäit kéint weider notzen. Duerfir hätten déi gréng och gutt mat enger Lafzäit vun zwielef Méint vun dësem Projet de loi anstatt engem Mount kënne liewen, well dat et erméiglecht hätt, méi Erfarunge ze sammelen an deene Beräicher, wou de Projet de loi reglementéiert.

An der Kommissioun ass länger Zäit driwwer diskutéiert ginn, wéi den Artikel 1 ze interpretéiere wier. Soll just de Public, dee physesch am Gemengerot present ass, kënnen héieren, wat déi Gemengeréit, déi iwwer Video bäigeschalt sinn, soen an ofstëmmen, oder soll all Bierger dëst kënne suivéieren? D'Kommissioun war sech eens, dass am Kontext vun dësem Gesetz et ëm déi Bierger geet, déi physesch am Gemengerot present sinn.

déi gréng hunn awer d'Diskussioun interessant fonnt a sinn der Meenung, datt ee sech och kéint Gedanken driwwer maachen, ob een net all de Bierger d'Méiglechkeet sollt ginn, fir de Gemengerot direkt vun doheem aus ze suivéieren, esou wéi dat och an der Chamber de Fall ass. Ech weess, dat ass mat Käschten a mat technescher Opwand verbonnen. Mir mengen awer, datt dat de Bierger de lokalen demokrateschen Debat méi no géif bréngen an datt et gutt wär a puncto Transparenz.

Här President, déi gréng fannen och, datt et derwäert wär, fir sech Gedanken iwwer eng Weiderféierung vun der Participatioun am Gemengerot duerch Visiokonferenz ze maachen. Jo, jiddwereen heibannen huet e puer Anekdoten ze erzielen, wou d'Visiokonferenz net esou geklappt huet. Heiansdo waren et technesch Problemer, oft louch et awer och un den Utilisateuren.

Dës Problemer stelle fir déi gréng awer keng oniwwerwannbar Hürden duer. Mir sinn der Meenung, datt d'Visiokonferenz d'Méiglechkeet schaaft, datt e Member vum Gemengerot, deem et zum Beispill aus gesondheetleche Grënn net méiglech ass, physesch an de Gemengerot ze goen, trotzdeem kann um Gemengerot deelhuelen a säi Mandat ausféieren. Och hei misst een duerch d'Erfarungen, déi een am Kader vum Covid kritt huet, Krittäre festleeën, ënnert deene Visiokonferenze kéinte bäibehale ginn, an et misst garantéiert ginn, datt d'Decisiounen, déi am Gemengerot geholl gi sinn, net kënnen annuléiert ginn, well technesch Problemer mat der Visiobäischaltung waren.

Dës bréngt natierlech Käschte mat sech, fir dat technescht Material unzeschafen an ze geréieren. déi gréng sinn awer der Meenung, datt een am Zäitalter vun der Digitaliséierung Iwwerleeungen an dës Richtung kéint maachen.

Zum Schluss wéilt ech nach op de Vote par procuration agoen. déi gréng fannen, datt et sënnvoll wär, de Vote par procuration hors vote secret bäizebehalen. Dëst ass en Droit acquis fir all Deputéierten. A mir froen eis, firwat net och d'Membere vum Gemengerot dëst Recht permanent sollten hunn. Esou wéi de Syvicol sinn déi gréng awer och der Meenung, datt et ënnerschiddlech Situatiounen an de Gemengeréit gëtt, besonnesch duerch d'Proporz- a Majorzgemengen. Duerfir sollt een et de Schäfferéit vun deenen eenzelne Gemengen iwwerloossen, wéi si d'Procuratioun an hire Gemenge wéilte reegelen.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der gréngger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hansen. Ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, Kolleegen, ech géif fir unzefänken der Madamm Simone Asselborn en häerzleche Merci soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, mir sinn an enger Ausnamezäit. Dat verlaangt och Ausnamereegelungen. Esou ass och déi heiten ze gesi bei de Gemengeréit, datt mer elo am Fall, wou et eng Kéier enk géif ginn, der Gemeng d'Méiglechkeete géife ginn, iwwer Visiokonferenzen hir Gemengeréit ofzehalen, fir datt se fonctionabel bleiwen. Et weess ee jo ni, wat am Laf vun der Zäit kënnt.

Mee ech mengen och, déi heite Moossnam beinhalt awer och, datt d'technesch Viraussetzungen an all Gemeng musse gi sinn, fir datt dat do kann iwwert d'Bün goen. A wat d'Zukunft ubelaangt, ech mengen, do gëtt et ganz sécher gutt Iddien, wéi een dat eent oder dat anert kéint aus der Kris zréckbehalen. Mee et gëtt awer och warscheinlech ..., et muss een dat emol beliichten. Esou wéi et Positives gëtt, esou gëtt et och Negatives. An et sollt een dat, wéi ëmmer, an aller Rou maachen.

Ech géif dann d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Projet ginn. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Merci der Madamm Simone Asselborn-Bintz fir deen éischten a ganz gudde Rapport. Et war keen einfachen, well et muss een, wann ee ganz éierlech ass, soen: Den Inneministère huet do e schlechten Text eragínn. An et ass eng virbildlech ...

(Interruption)

Dach, dach! Also, eisem Empfannen no war et ee ganz schlechten Text, soss hätte mer net esou vill Korrekture misse maachen! Hätte mer e roude Bic gehat, da wär en an der Prüfung duerchgefall. An et war awer herno an der Kommissioun, wou all d'Parteien, an dat wollt ech betounen, zesummen a konstruktiv dru geschafft hunn, fir dass eis Gemengeréit och an Zukunft kënnen an dëser Situatioun hir Aufgab wouerhuelen.

Eis Piraten huet et natierlech gefreet, dass elo iwwerall am Land op eemol de Livestream opkomm ass, esou wéi mer et scho méi laang gefrot hunn. Wou mer awer ganz kloer drop verweisen, dass dat net mat der Visiokonferenz ze verwiesselen ass. Ech hunn och elo dofir ganz positiv opgeholl, dass déi gréng Partei derfir antrëtt, dass de Livestream méi verbreet soll ginn. Ech hoffen och, dass an all Schäfferot, wou déi gréng Partei vertrueden ass, dee Livestream ze fannen ass.

A mir Piraten setze jo och nach ëmmer drop, dass och d'Chamberskommissioune sollen e Livestream kréien!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Très bien!

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- A menges Wëssens hunn déi gréng an der Chamber jo awer nach eppes matzedecidéieren. Duerfir hoffe mer elo, dass Der, no Ärer Lektioun fir d'Gemengen, dat dann och eng Kéier hei ëmsetzt.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur*.- Här President, fir d'éischt wëll ech dann och der Rapportrice Simone Asselborn-Bintz Merci soe fir de Rapport. Si huet ganz ausféierlech d'Moossnamen an d'Modalitéiten erklärt. Duerfir wëll ech einfach just eng Kéier drop hiweisen, wéi wichteg et awer war, dass mer am Kontext vun der Kontinuitéit vun de Servicer derfir gesuergt hunn, dass déi lokal Autoritéiten, grad wärend dem Confinement an och am Áklang mat de sanitäre Reegelen, konnte weiderhi fonctionéieren, dass se eebe weiderhin operationell konnte bleiwen.

D'Aféierung vun der Visiokonferenz, de Vott iwwer Procuratioun souwéi och d'Méiglechkeet, ouni Approbatioun an engem anere Sitzungssall ze tagen, dat waren u sech déi éischt Mesuren, déi mer geholl hunn am Kader vum Covid, fir eebe kënnen esou weiderhin ze garantéieren, dass d'Gemengen hir Aarbechte kënne maachen.

Wat d'Durée vum Projet de loi betrëfft, do war elo e bëssen d'Kritik komm, dass ech hei versicht hätt, esou hannerëm nei Mesuren anzeféieren. Ben, mir hunn deemools de Projet de loi geschriwwen, wéi mer nach am Confinement waren. Mir woussten net, wou mer géifen erauskommen. Duerfir hate mer einfach emol déi zwielef Méint festgesat, fir awer hei kënnen de Gemengen eng gewësse Garantie ze ginn.

Mee hei geet et, wéi gesot, jo elo emol drëms, dass mer de Gemengen e Kader ginn, dee se brauchen, wéi gesot, fir Missiounen an esou enger dach aussergewéinlecher Situatioun kënnen ze maachen.

Et ass och esou, wéi ech selwer meng Missioun gesinn: eeben de Gemengen e Kader schafen, deen hinnen et erlaabt, sech weiderzeentwéckelen an effikass kënnen ze handelen.

Als Interieur ware mer gefuerdert, fir hei séier ze reagéieren an alles ze maachen, fir deenen akuten Ufuerderungen an Ufroe vun de Gemenge kënne gerecht ze ginn, dat a ganz ënnerschiddleche Beräicher. Ech denken och un de Projet, dee mer och hei gestëmmt haten iwwert d'Gëltegkeet vun de Carte-d'identitéën. Ech denken awer och un d'Prozedur PAG, d'Delaie bei de Baugeneemegungen, just fir dës ze nennen.

Wat déi dräi Mesurë betrëfft bei der Visiokonferenz, dat hu mer elo grad héieren, do ginn d'Meenungen e bëssen auserneen. Mir hunn am Interieur vill positiv Retoure kritt. Ech weess awer och, dass zum Deel de Wonsch besteet, an de Syvicol werft dat jo a sengem Avis op, dass et hei awer soll bei enger Ausnam bleiwen an net hei mat der Visiokonferenz en neit Recht, also eng nei Reegel soll geschafe ginn.

Ech denken awer, dass et wichteg war, eeben an där éischter Phas vun der Kris dëst Instrument ze hunn, well d'Visiokonferenz ass en technescht Hëllefsmëttel, dat eeben erlaabt, dass déi lokal Demokratie grad a Pandemieszäite weider fonctionéiere konnt. An et ass jo dat, wourëms et och hei geet.

Eng Remark nach zur Handhabung, wann eng technesch Pann, zum Beispill, stattfënnt. Effektiv, et ass net vun der Hand ze weisen, dass et do emol kann zu enger technescher Pann kommen an och eventuell zu Schwieregkeeten. Ech denken awer, dass et wäert d'selwecht fonctionéieren, esou wéi dat jo och hei schonn am Haus war, dass dann d'Seance ënnerbrach gëtt an dass een da versicht, deen technesche Problem an de Gréff ze kréien an am allerschlëmmste Fall, wann et eeben net méiglech wär, dee Problem ze behiewen, eeben d'Seance ze reportéieren.

Et kann ee e Gesetz villes an e Gesetz schreiwen, notamment wann een och méi Preparatiounszäit huet an en definitiven Text amgaangen ass auszeschaffen, da kann een alleguerten déi Zenarien an déi Eventualitéiten, déi kéinten optrieden, dee Moment eeben och duerchspillen. Mee nach eng Kéier: Mir sinn hei an engem temporairen Text, wou mir eebe kucken, fir de Gemenge séier a pragmatesch eng Léisung kënnen ze ginn.

D'Gemengen hunn elo vill Erfarunge mat de Videokonferenze gemaach. Et huet ee mol héieren, dass et Problemer gi sinn a puncto Mikro oder och emol Kamera. Mir ass awer net zu Ouere komm, dass et elo gréisser Schwieregkeete gi wären, dass elo d'Gemengen do an enger Onméiglechkeet gewiescht wären, dass se net hätte kënnen hir Seancen ofhalen.

Dann nach eng Remark zum Här Goergen. Ech mengen, déi Remark hätt Der lech einfach kënnen erspueren, well mam roude Stëft, wéi dat hei esou ugeklongen huet, ben, wësst Der, vun lech ... Dir hutt guer kee Stëft erausgeholl, well en Amendement hunn ech vun lech guer net gesinn.

Wat déi aner zwou Mesurë betrëfft ...

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Da liwwert en anstännegen Text, da muss keen dat maachen, wësst Der!

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur*.- O, dat do ass awer elo einfach, hein.

(Brouhaha)

Okay!

Une voix.- Fuer weider!

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur*.- Zu deenen aneren zwou Mesuren, déi mer an dësem Projet de loi elo hei kreéieren. D'Approbatioun beim Gemengesall, d'Rapportrice huet et scho richteg gesot: Et ass souwisou virgesinn, fir déi laangfristeg ofzeschafen iwwert d'Reform vun der Tutelle administrative. De Projet ass um Instanzewee. Ech hoffen, dass mer do och geschwënn an der Chamber kënnen hei nach zesumme weiderschaffen.

Déi aner Moossnam, de Vott iwwert d'Procuratioun, dozou hunn ech och ganz vill positiv Echoe kritt. An de Syvicol seet jo och a sengem Avis, dass en dëst Instrument gäre laangfristeg wëllt bäibehalen. Ech gesinn dat och esou. Mir sollten dat och maachen. Ech mengen, Dir hutt jo alleguerten hei an der Chamber gutt Erfarungen domadder. Virdrun ass d'Remark komm, dass een dat vläicht net soll etabléieren, dat géif jo dann herno bedeiten, dass Der vläicht wéilt de Vott iwwer Procuratioun hei ofschafen.

Wéi och ëmmer, mir hu jo déi grouss Refonte vum Gemengegesetz, wou mer amgaange sinn, zesummen drun ze schaffen. An ech mengen, do sollte mer och déi doten Iwwerleeunge weiderféieren, wéi mer hei d'Gemengen nach geziilt kënnen ënnerstëtzen.

„Refonte Gemengegesetz“ ass dofir e gutt Stéchwuert. Här President, erlaabt mer just ofschléissend nach eng Remark an dësem Kontext, et ass och schonn e puermol gesot ginn: D'Gemengen hunn elo an der Kris ganz vill Erfarunge gemaach, an ech géif all déi Erfarungen, déi Experienzen, déi se gemaach hunn, gäre sammelen an, wéi gesot, se och an déi grouss Refonte matafléisse loossen.

Dofir hu mer de 6. Juli en Event organiséiert, online fënnt dat statt, fir eeben déi Experienzen ze sammelen an esou och kënnen d'Resultater vun der éischter Phas vun der Consultatioun eeben am Kontext vum Gemengegesetz kënnen ze presentéieren. Dofir, Klammer op, déi Leit, déi sech nach net ugemellt hunn, maacht dat wannechgelift nach, Klammer zou!

Dëst gesot, op alle Fall sollte mer hei déi gutt positiv Erfarungen, déi d'Gemengen elo gemaach hunn, asammelen, mer sollte weider driwwer diskutéieren an dann eeben dat alles herno mat an d'Refonte vum Gemengegesetz afléisse loossen. An duerfir lech alleguerten och merci fir d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Inneministesch Taina Bofferding. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7568. Den Text steet am Document parlementaire 7568[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7568 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Wien ee Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc

Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. Question urgente n° 2424 de Mme Martine Hansen concernant la fin des classes séparées (suite)

Da kéime mer zréck op d'Question parlementaire urgente vun der Madamm Martine Hansen un den Här Claude Meisch. Mir soen dem Här Meisch Merci, datt en de Mëtten nach an d'Chamber komm ass. An ech géif dann nach eng Kéier d'Wuert un déi honorabel Madamm Martine Hansen ginn.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Och merci dem Minister, datt e sech Zäit geholl huet. Ech kann deen éischten Deel vu menger Fro, mengen ech, sträichen. Ech ginn dervun aus, datt et relativ kloer ass, datt eng Schoul net e Lieu accessible au public ass, an ech bezéie mech dann hei op deen zweeten Deel vu menger Fro.

Et geet u sech drëms: Wann d'Schoulen opginn an et si méi wéi 20 Schüler an engem Klassesall, mussen dann déi selwecht Reegelen hei agehale ginn, wéi den Artikel 3 vum Gesetz 7606 et virgesäit? Mir wëllen u sech verhënneren, datt op där enger Säit vläicht d'Enseignanten oder d'Direktiounen an d'Illegalitéit kéimen, wa se dat Gesetz net géifen anhalen. Op där anerer Säit wëlle mer awer och verhënneren, datt d'Enseignanten an d'Schüler dee ganzen Dag musse mat der Mask dosëtzen.

An duerfir nach eng Kéier meng Fro: Laut dem Gesetzesprojet Artikel 3 besteet eng allgemeng Maskeflicht fir Aktivitéiten, et steet esou am Text, „qui accueillent un public". An d'Fro, déi sech stellt ass: Ass d'Schoulaktivitéit eng Aktivitéit „qui accueille un public"? Wann dat esou ass, da géif do eng allgemeng Maskeflicht gëllen.

Et sinn awer och Ausname méiglech, wann d'Aktivitéit vun Natur aus d'Maskendroen net géif erlaben. An an deem Fall muss den Organisateur aner Mesuren ergräifen, fir d'Verbreedung vum Virus ze verhënneren. An datt déi Verbreedung vum Virus awer méiglech ass a souguer e relativ grousse Risiko ass, dat beweist erëm eng Kéier déi Modelliséierung, déi mer de Moie kritt hunn, well do sinn och Modelliséierunge gemaach ginn ouni Social Distancing. An ouni Social Distancing ginn d'Ustiechunge rasant an d'Luucht.

Also d'Fro: Ass dat heiten eng Aktivitéit „qui accueille un public"? Wa jo, wéi eng Reegele gëllen? Wann de Minister seet: „De Schoulbetrib ass net machbar mat enger Mask", wéi eng aner sanitär Moossname ginn dann hei recommandéiert, respektiv muss hei dëst Gesetz adaptéiert ginn, fir datt eng allgemeng Maskeflicht bei de Schüler ewechfält?

Ech wëll awer och direkt soen, datt ech dann an deene puer Minutten, déi mer elo haten, déi „établissements qui accueillent un public" nogesicht hunn, an ech hunn ee franséischen Text fonnt. Do steet et relativ kloer gereegelt dran. Hei steet: « La réglementation est claire, et la définition est large. » Do sinn d'Dokteren dran, d'Nottären, d'Baren, d'Hoteller, d'Banken, d'Gemengen, d'Kierchen, d'Kinoen an esou weider, a „les établissements dédiés à l'enfance et à la scolarité".

Dat heescht, et schéngt scho kloer ze sinn, datt d'Schoulaktivitéit och eng Aktivitéit ass „qui accueille un public", datt also den Artikel 3 vum Gesetz, wat de Moie gestëmmt ginn ass, och fir d'Schoule géif zielen. A mir géifen u sech gär wëssen, ob de Minister elo Ausname virgesäit a wéi eng legal Basis datt déi hunn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. An ech ginn d'Wuert un den Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, datt ech hei eng Rei vu Prezisioune ka ginn. Well, wéi d'Madamm Hansen et richteg sot, solle mer hei kloer driwwer kommunizéieren, fir datt déi Leit, déi d'Responsabilitéit an de Schoulen droen, och d'Enseignanten, awer och d'Elteren, wëssen, wéi d'Situatioun ass, wat de Ministère recommandéiert, wéi awer och d'Gesetzessituatioun hei ze interpretéieren ass fir déi Fro, ob mer iwwert déi sougenannte Covidgesetzer déi heite Situatioun nach eng Kéier zousätzlech misste reegele respektiv eng Ausnam maache fir dat, wat mer bis elo an eise Schoulen haten.

An dat ass jo d'Politik: Et huet een e Mondschutz un an der Enceinte vun der Schoul, am Haff, an de Gäng, bis an de Klassesall. A wann een dann op senger Bänk sëtzt, kann een en ofdinn. Do ass et fakultativ an net obligatoresch. Dat ass dat, wat mer bis elo ganz kloer kommunizéiert hunn. Déi selwecht Kommunikatioun wëlle mer och weiderféieren.

An duerfir huet d'Fro sech scho gestallt, ob mer dat heite musse spezifesch am Covidgesetz esou ënner Klammere setzen, fir ze soen: „Dat kënne mer esou maachen!", datt een eeben d'Méiglechkeet huet, säi Mondschutz ofzedinn an der Bänk. Oder geet dat och mat deenen Interpretatiounen, wéi mer se hei hunn?

Eis Konklusioun ass do kloer. Ech hunn elo e bëssen tëschent den Zeilen an Ärer Froestellung erausheieren, dass Dir vläicht zu enger anerer Konklusioun do kommt. Mee eis Konklusioun ass ganz kloer: Rassemblementer, wéi se an de Covidgesetzer definéiert sinn, dat sinn der, déi entweder an engem Lieu public sinn oder an engem Lieu, wou eeben de Public kann hikommen.

An dat ass eeben net d'Schoul, well d'Schoul ass ganz kloer definéiert. Souwuel d'Grondschoul wéi och de Lycée sinn definéiert an deenen entsprechende Gesetzer vun 2009 fir d'Grondschoul respektiv 2004 fir de Lycée. An do ass et eeben esou, datt och kloer definéiert ass, wie kann dohinner kommen, wien zu där Communautéit gehéiert, déi do en Accès huet.

Et steet awer och do, datt och emol aner Leit kënnen erakommen. Et steet awer och do, wien dann autoriséiert, wien dat ass. An dat ass fir d'Grondschoulen de Buergermeeschter an dat ass fir d'Lycéeën de Lycéesdirekter. An ech denken, datt hei genuch Buergermeeschtere ronderëm den Dësch oder an den Dëscher sëtzen, wéi awer och emol fréier Lycéesdirekteren, déi eigentlech misste wëssen, datt dat doten net accessibel ass fir jiddwereen an datt et do schonn Autoritéite gëtt, déi dat doten ze reegelen hunn.

Dofir soe mir, datt den Text, wéi en an de Covidgesetzer definéiert ass, net fir d'Schoule gëllt. An duerfir bleift et esou derbäi, datt mer dat iwwer ganz staark Recommandatioune reegelen, déi ofgemaach ginn tëschent dem Educatiounsministère an dem Santésministère. An dat ass genau dat, wat mer bis elo haten.

Mir bleiwen derbäi, datt mer och elo, wou ganz Klassen derbäikommen, soen: „Mir recommandéiere ganz staark de Mondschutz an der Enceinte vun der Schoul!" Also och am Schoulhaff. An ech mengen, datt ech souguer d'lescht Woch hei op eng Fro vun der Madamm Hansen nach eng Kéier ganz kloer ënnerstrach hunn, firwat mer dat maache par rapport zu där Situatioun, déi mer op anere Plaze fannen, notamment op de Spillplazen, at de Couloire vun der Schoul an all deenen anere Plazen. Eebe just am Sall kann een en ofdinn.

Elo gëtt mir gesot, Här President, datt et op Plazen och esou ass, datt d'Interpretatioun do esou ass, datt een en am Sall unhält respektiv d'Schüler mat den Enseignantë gi sech eens, datt een en unhält oder si gi sech eens, datt een zesumme seet: „Nee, mir fillen eis allegueren esou sécher, mir dinn de Mask hei aus." Dat ass fir eis och an der Rei, well mer soen: Et ass eng Fakultéit, dat ze maachen. Da soll een och dem Grupp eigentlech déi Méiglechkeet do ginn!

Dat ass also och eng vun deene Sécherheetsmesuren, déi weiderhi gëllen, och an deem Zenario, wou eeben eng aner elo ofgeschaaft gëtt, nämlech d'Halbéierung vun de Klassen, fir d'Distanzreegele kënnen en permanence am Klassesall ze halen. Dat hu mer an Zukunft net méi. All déi aner Sécherheetsmesuren an Hygiènesmesurë bleiwe bestoen, well dat war jo hei, mengen ech, dann déi essenziell Fro, déi ech hei nach eng Kéier sollt elo widderhuelen, nämlech, datt mer weider de Schutz vun deene vulnerabele Persoune privilegiéieren, souwuel bei de Schüler wéi och bei den Enseignanten. Jiddwereen, dee vulnerabel ass, kann doheem ënnerriicht ginn, à distance ënnerriicht gi respektiv e schafft vun doheem, en enseignéiert dann och vun doheem respektiv e kritt eng aner Aarbecht an der Schoul, wou e manner Risiken ausgesat wär, wéi dat bis elo de Fall war.

Mir hu weiderhi gülteg Adaptatioune vun de Schoulgebaier, fir datt eeben esou mann wéi méiglech Schüler sech kräizen, déi net an enger Klass sinn. Mir bleiwe weiderhi ganz kloer bei der Logik vu feste Gruppen, déi sech eeben net solle vermëschen, vu sougenannte soziale Clusteren, fir datt sech de Virus doriwwer eraus net ka verbreeden. Mir bleiwen och derbäi, datt mer ganz staark op Hännwäschen, desinfizéieren, op déi aner Hygiènesreegelen, ëmmer erëm Wäert leeën.

Mir wäerte weiderhin och d'Ausstattung vun de Schoule ganz héichhalen, wat anert Schutzmaterial ubelaangt, wéi zum Beispill de Mondschutz a sengen ënnerschiddleche Varianten. Wou mer jo all Schüler an all Enseignant mat Buffen ausgestatt hunn, mee awer och Masken disponibel sinn an de Gebaier, wou och Plexiglaspeanneauen disponibel sinn an de Gebaier als Spuckschutz an esou weider. All déi Sécherheetsmesuren an Hygiènesmesuren, déi hu bis elo gegollt an déi gëllen och weiderhin.

Vläicht nach eng Kéier e Wuert zu deem, wat Der och gesot hutt, ob d'Schoulhalen an d'Léieren an der Klass eppes ass, wat par nature eigentlech géif d'Notze vun engem Mundschutz ausschléissen. Mir hu fonnt, datt et scho schwiereg ass, an ech denken, datt ech dat och schonn hei op dëser Tribün eng Kéier erkläert hunn, fir permanent ze enseignéiere mat Mask an och an engem zouene Sall ze sëtzen a permanent e Mask unzehunn a sech dann nach op dee Cours do, iwwer Stonnen heiansdo, kënnen ze konzentréieren.

Dat war jo och eist Argument, firwat mer gesot hunn: Wann et vun dem sanitäre Standpunkt hier net wierklech indispensabel ass, da soll een dorobber och kënne verzichten.

Mee nach eng Kéier: Mir erlaben awer och de Port vun engem Mondschutz, och erëm eng Kéier déi ënnerschiddlechst Varianten dovunner, souwuel fir den Enseignant wéi och fir de Schüler. A mir verstinn awer och, datt ee seet: „Nee, richteg Schoul halen, do wëll ech de Mond gesinn. Do muss ech richteg héieren. An dat geet eeben net, wann ech permanent mäi Mond bedeckt hunn."

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch. Parole après minstre fir d'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech krut elo nach eng Kéier erkläert, datt den Artikel 2 net uwendbar wär. Dat hat ech jo am Prinzip schonn direkt gesot, datt mer dovunner géifen ausgoen, datt eng Schoul e „lieu accessible au public" ass.

Awer an dësem Gesetz gëtt et nach een drëtten Artikel, an do sinn aner Moossnamen definéiert fir een „établissement qui accueille un public". A laut franséischen Texter gehéiert eng Schoul och do derzou, an da gëllt eng allgemeng Maskeflicht, soudatt ech nach net iwwerzeegt sinn, datt et kloer ass, datt mer eis an der Schoul net mussen un dës Reegelen halen. An eleng eis Diskussioun hei beweist, datt dee ganzen Text net kloer ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Educatiounsminister.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech denken, datt et net zur Kloerheet bäidréit, wa mer elo op eemol op franséisch Texter hei verweisen an dëser Diskussioun. Ech hunn lech elo gesot, wat fir eng lëtzebuergesch Texter hei en vigueur sinn, dat zanter Joren, an déi ëmmer esou gehandhaabt gi si vun deenen, déi d'Autoritéit hunn, och de Schoulautoritéiten.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Fir de Lieu accessible.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- An ech géif wierklech plädéieren, datt mer eis un déi Texter halen, well soss wäerte mer d'Leit effektiv duerjernee maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Wat ass dann ee „lieu qui accueille un public"?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Educatiounsminister.

(Brouhaha)

Dëse Punkt ass domadder ofgeschloss.

7. 7571 - Projet de loi portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Da komme mer zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut. Dat ass de Projet de loi 7571 iwwert d'Informatiounsversammlungen am Kader vun der Gemengeplanung. An ech géif d'Wuert direkt un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Dan Biancalana.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

M. Dan Biancalana *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet, iwwert dee mer hei befannen, gesäit eng zousätzlech an temporaire Mesure vir, déi d'Ofhale vun den ëffentlechen Informatiounsversammlunge vum Schäfferot mat de Bierger am Kader vun der Prozedur vun der Adoptioun vum PAG un d'Realitéit vun der Covid-19-Pandemie upasse soll.

D'Gesetz vum 19. Juli 2004 zum Aménagement communal gesäit jo vir, dass de Schäfferot spéitstens 15 Deeg nom Vott vum Projet vum PAG esou eng Reunioun mat de Bierger organiséiere muss. Mir wëssen, dass eng ganz Rëtsch Gemengen am Moment oder zukunftsno an deem Fall wäerte si respektiv just virum État de crise an der Situatioun waren, wou se d'Saisine gemaach hunn.

An Zäite vu Covid-19-Kris ass dat natierlech net evident, well d'sanitär Mesurë gëllen och fir d'Gemengen. A gläichzäiteg ass et awer och wichteg, dass eis demokratesch Prozeduren oprechterhale ginn. An an deem haitege Fall ass et jo esou, dass d'Bierger d'Méiglechkeet hunn, mam Schäfferot iwwert de PAG ze diskutéieren an hinne Froen ze stelle respektiv am Kader vun der Enquête publique hir Observatiounen a Reklamatioune formuléieren ze kënnen.

Fir elo dës zwou Virgaben ze vereinbaren, gesäit dëse Projet de loi vir, dass d'Informatiounsversammlung zum PAG och elo via Videokonferenz kann organiséiert ginn, déi et erlaabt, dass de Schäfferot an d'Bierger wärend der Reunioun éischtens en direct an zweetens interaktiv matenee kommunizéiere kënnen.

Am Géigesaz zu deene Mesuren, déi mer elo virun e puer Minutte gestëmmt hunn, ass dës Dispositioun nei a stoung net an engem Règlement grand-ducal, deem am Kader vum État de crise geholl gouf. D'Videokonferenz ass also heibäi keng Mussesaach, mee eng zousätzlech Optioun, déi et dem Schäfferot also erlaabt, méi flexibel bei der Organisatioun vun dëser Informatiounsreunioun ze sinn.

Esou huet am Fong d'Gemeng respektiv de Schäfferot dräi Méiglechkeeten am Kader vun der Saisine vum Projet vum PAG. Engersäits éischtens déi klassesch Reunioun, mat der physescher Presenz vun de Bierger, wou d'sanitär Mesuren appliz éiert ginn, mat Sëtzplazen an zwee Meter Distanz, eng Versammlung, déi exklusiv iwwert de Webinar, also iwwer Videokonferenz ofgehale gëtt, oder eng Kombinatioun vun dësen zwee Elementer, also eng hybrid Variant, eng Mixitéit, woubäi also eng limitéiert Zuel vu Leit physesch present däerfe sinn a wou déi aner dann iwwer Videokonferenz kënnen deelhuelen. Dës Mesure gëllt et an enger éischter Phas fir ee Mount effektiv unzewenden.

Loosst mech kuerz op d'Aarbechte vun der Kommissioun agoen. An der Kommissioun hu mer de Projet den 28. Mee analyséiert. An där selwechter Sitzung hu mer den Avis vum Staatsrot gekuckt, deen den 19. Mee komm ass, an eng Rëtsch Amendementer ugeholl, fir de Remarke vum Staatsrot Rechnung ze droen. De Syvicol huet säin Avis de 25. Mee eragínn an huet och d'Mesuren ënnerstëtzt.

Op Ureegung vum Staatsrot hu mer dann och nach per Amendement präziséiert, dass d'Ukënnegung vun Informatiounsreunioune op den Affichen an an der Press natierlech muss uginn, wa se deelweis oder komplett via Videokonferenz organiséiert gi respektiv wéi een Outil genau benotzt gëtt, wann een dorop zréckgräift. An d'Ukënnegung fir d'Reunioun soll och um Internetsite vun der Gemeng veröffentlecht ginn. Den Avis complémentaire

vum Staatsrot ass dunn den 12. Juni komm, dee mat den Ännerungen averstane war.

Den 18. Juni huet d'Kommissioun dësen Avis analyséiert. An där Reunioun hu mer dann och decidéiert, d'Applikatiounsdauer un déi vum Projet de loi 7606, also dat Gesetz, dat mer elo gestëmmt hunn, ze alignéieren, also op ee Mount, fir eeben hei ganz kloer de Parallelismus ze schafen tëschent deene Gesetzer, wat d'Dauer ugeet. Am initialen Text ware jo zwielef Méint, déi elo erofgebracht ginn eeben op ee Mount. An net méi spéit wéi de Mueren hu mer de Rapport an der Kommissioun, wéi gesot, gestëmmt, well den 20. Juni huet sech de Staatsrot a sengem zweeten Avis complémentaire och positiv zu dësen Amendementer prononcéiert.

E Merci geet vun dëser Plaz aus un déi ganz Kommissioun, un d'Administration parlementaire, un d'Sekretärin d'Marianne Weycker, un eise parlamentaresche Mataarbechter Eric Harsch, un de Staatsrot an och un den Inneministère. Heimat ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Biancalana. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Michel Wolter agedroen.

Discussion générale

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, den Här Biancalana huet alles gesot. An ech géif domadder dann och eisen Accord zu deem Ganze ginn. Gelueft hat ech e jo virdru bei menger Interventioun zum Projet vu virdrun.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wolter. Da wier et um honorabelen Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP)*.- Jo. Ech wäert dat dann d'selwecht maache wéi den Här Wolter. Här Biancalana, villmools merci fir déi zwee Rapporten, souwuel dee mëndleche wéi dee schrëftlechen, a fir Är gutt Aarbecht an der Kommissioun. Et war sportlech. Wéi gesot, de Rapport hu mer de Moie gestëmmt. Dir hutt alles gesot.

Dëst gesot, géif ech lech dann hei och alleguerte verkënnegen, dass d'DP den Accord zu deem heite Gesetzestext gëtt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hahn. Ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- Jo. Merci, Här President. Ech géif mech da menge Virriedner uschléissen a soen dem Här Biancalana villmools Merci fir säi schrëftlechen an och mëndleche Rapport. D'Méiglechkeet, fir Informatiounsreuniounen am Kader vum PAG och exklusiv oder partiell iwwer Videokonferenz ze maachen, erlaabt et de Gemengen, déi nach an der Ausaarbechtung vun hirem PAG sinn, d'Prozedur ...

(Brouhaha)

Une voix.- Psst!

M. Marc Hansen *(déi gréng)*.- ... och a Covidzäite weiderzeféieren. Dëst erlaabt et, datt net weider Retarden entstinn.

Heimat ginn ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hansen. Da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif dem Dan Biancalana Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass am Fong geholl eng Ergänzung zu deem Gesetz vu virdrun, datt een och kann ëffentlech Versammlungen iwwer Videokonferenz halen, deels, deels och a ganz. An ech mengen, et ass an dësen Zäiten déi Méiglechkeet, déi mer de Gemenge solle ginn, wann et sech géif erginn, datt se dat däerfe kënne maachen.

Ech soen lech Merci a ginn d'Zoustëmmung vun der ADR.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Villmools merci, Här Engelen. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Merci dem Dan Bianacalana, a senger gewinnt gudder Aart a Weis, de Rapport presentéiert ze hunn. An och mir Piraten ginn d'Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur*.- Ech gesinn lech zwar net grad gutt. Ech schléisse mech dann och menge Virriedner un a soen och dem Rapporter Merci.

Et ass scho gesot ginn: Eng Rëtsch Gemenge sinn en retard. Dir wësst, dass se méi wéi 15 Joer ënnerwee si fir d'Reform vun hirem PAG. Dofir, mengen ech, ass dat hei gutt, dass mer eis konnten drop eenegen, fir eeben esou eng pragmatesch Léisung ze fannen, fir dass d'Gemengen hir PAGe kënne weiderféieren.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Jo.

Mme Taina Bofferding, *Ministre de l'Intérieur*.- Dir wësst alleguerten, déi, déi an de Gemengen aktiv sinn, dass et e ganz wichtegt Planungsinstrument ass. An hei maache mer eppes Konkreetes, fir de Gemengen ze hëllefen. An dofir e grousse Merci fir Är Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Inneministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7571. Den Text steet am Document parlementaire 7571[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7571 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 30. Juni an den 1. an 2. Juli virgesinn. D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.06 heures.)

SÉANCE 48

MARDI 30 JUIN 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Fernand Etgen, Président*
2. 7620 - Proposition de révision de l'article 32 de la Constitution
   - *Déclaration de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président*
3. Communications
   - *M. Fernand Etgen, Président*
4. Ordre du jour
   - *M. Fernand Etgen, Président - M. Sven Clement - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
5. Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten
   - *M. Yves Cruchten*
6. Dépôt d'une motion par M. David Wagner
   - *M. David Wagner*
7. Ordre du jour (suite)
   - *M. Michel Wolter - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - M. Michel Wolter*
8. Heure de questions au Gouvernement

   Question urgente n° 2444 de M. Sven Clement concernant la Tracingapp

   Question n° 124 du 30 juin 2020 de Mme Viviane Reding relative à l'application de traçage pour avertir les personnes ayant croisé des patients testés positifs au Covid-19, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État et à M. le Ministre de la Digitalisation
   - *M. Sven Clement - Mme Viviane Reding - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - Mme Viviane Reding (parole après ministre) - M. le Premier Ministre Xavier Bettel*

   Question urgente n° 2450 de M. Michel Wolter concernant l'avenir de Guardian Bascharage

   Question n° 125 du 26 juin 2020 de M. Gusty Graas relative à la pérennité de l'usine Guardian à Bascharage et des emplois y liés, adressée à M. le Ministre de l'Économie

   Question n° 128 du 30 juin 2020 de M. David Wagner relative à la fermeture annoncée par la société Guardian SA d'un site industriel à Dudelange, adressée à M. le Ministre de l'Économie
   - *M. Michel Wolter - M. Gusty Graas - M. David Wagner - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie*

   Question n° 126 du 29 juin 2020 de M. Jeff Engelen relative au remboursement du REVIS, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
   - *M. Jeff Engelen - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

   Question n° 127 du 30 juin 2020 de Mme Francine Closener relative à l'organisation de la rentrée scolaire 2020/2021, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - *Mme Francine Closener - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

   Question n° 129 du 30 juin 2020 de M. Charles Margue relative aux conditions de travail des travailleurs saisonniers, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
   - *M. Charles Margue - M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

   Question n° 130 du 30 juin 2020 de M. Marc Spautz relative à la prise en charge financière de l'indemnité pécuniaire en cas d'incapacité de travail, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale
   - *M. Marc Spautz - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*

   Question n° 131 du 29 juin 2020 de M. André Bauler relative à la rénovation et à la modernisation du complexe sportif à Diekirch, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   - *M. André Bauler - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*

   Question n° 132 du 30 juin 2020 de M. Sven Clement relative aux nouvelles infections à la Covid-19 dans l'éducation, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - *M. Sven Clement - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

   Question n° 133 du 30 juin 2020 de M. Georges Engel relative à l'élaboration d'un code de déontologie pour les agents publics, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique
   - *M. Georges Engel - M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique*

   Question n° 134 du 30 juin 2020 de M. Léon Gloden relative à la réouverture de certaines agences de la CNS, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale
   - *M. Léon Gloden - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*

   Question n° 135 du 30 juin 2020 de M. Gusty Graas relative à la propagation de la tularémie en Sarre, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
   - *M. Gusty Graas (interventions de M. André Bauler et M. Marc Goergen) - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*

   Question n° 136 du 30 juin 2020 de M. Jean-Marie Halsdorf relative à la découverte d'un virus descendant du H1N1 (grippe porcine) susceptible de provoquer une future pandémie, adressée à Mme la Ministre de la Santé

- *M. Jean-Marie Halsdorf - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*

9. Question élargie n° 33 de M. André Bauler relative à l'économie circulaire au Luxembourg

- *M. André Bauler - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie*

10. Question élargie n° 40 de M. Marc Lies relative au plan directeur sectoriel « logement »

- *M. Marc Lies - M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire - M. Marc Lies - M. le Ministre Claude Turmes*

11. Question élargie n° 41 de M. Gusty Graas relative à l'impact de la mise en œuvre de la stratégie « De la ferme à la table » pour un système alimentaire équitable, sain et respectueux de l'environnement de la Commission européenne sur l'agriculture indigène

- *M. Gusty Graas - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*

12. Question élargie n° 44 de M. Paul Galles relative au chômage chez les jeunes entre 16 et 25 ans

- *M. Paul Galles - M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

13. Question élargie n° 45 de M. Marco Schank relative à la zone de récréation de proximité de la Haute-Sûre

- *M. Marco Schank - M. Lex Delles, Ministre du Tourisme - M. Marco Schank - M. le Ministre Lex Delles - Mme Martine Hansen - M. le Ministre Lex Delles*

14. Question élargie n° 46 de M. Paul Galles relative aux masques jetables utilisés quotidiennement dans le contexte du coronavirus Sars-CoV-2

- *M. Paul Galles - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. Dan Kersch et M. François Bausch, Vice-Premiers Ministres ; M. Romain Schneider, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg, M. Marc Hansen, M. Claude Turmes, M. Lex Delles et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.32 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. 7620 - Proposition de révision de l'article 32 de la Constitution

Déclaration de recevabilité

An hirer Reunioun vum 25. Juni 2020 huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de révision vun der Constitutioun ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de révision 7620 vum Artikel 32 vun der Constitutioun, déi de 16. Juni 2020 vum Här Roy Reding deponéiert gouf. Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un, d'Proposition de révision vun der Constitutioun 7620 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen.

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, an déi vun deenen, déi vum Rôle gestrach gi sinn, si verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 30 juin 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi suivant a été déposé à l'Administration parlementaire :

***7621** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales*

Dépôt : M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 22.06.2020

3) Le projet de loi suivant a été retiré du rôle des affaires :

***7605** - Projet de loi portant abrogation de la loi du 24 mars 2020 portant prorogation de l'état de crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 29.05.2020

Retrait du rôle des affaires : 22.06.2020

4) Les demandes de pétition publique et ordinaire suivantes ont été déposées :

***1638** - Demande de pétition publique : Appel urgent pour la protection du patrimoine architectural luxembourgeois*

Dépôt : Sandra Latanik et coauteurs : Peter Kleijnenburg, Karin Waringo, Tania Wenzel, Eryn Zander, le 22.06.2020

***1639** - Demande de pétition ordinaire : Nationalfeierdag*

Dépôt : Gustave Wester, le 25.06.2020

***1640** - Demande de pétition publique : Suppression des cotisations sociales pour les petites entreprises durant la période coronavirus de mars 2020 à mai 2020*

Dépôt : Cheikh Laurent Tall, le 24.06.2020

***1641** - Demande de pétition publique : Erlaubnis, um ein Fahrrad fahren zu dürfen*

Dépôt : Sylvain Schlincker, le 25.06.2020

***1642** - Demande de pétition publique : „E-Label", um beim Kauf eines E-Fortbewegungsmittels auf Nachteile und Risiken hinzuweisen*

Dépôt : Gérard Philipp, le 25.06.2020

***1643** - Demande de pétition publique : Introduction d'un système de vote populaire, pour voter des lois, comme en Suisse pour que la population puisse activement participer à la politique du Luxembourg*

Dépôt : Claire Gutenkauf, le 27.06.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire)

4. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Den Här Sven Clement, wannechgelift.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Ech hunn hei nach eng Question parlementaire urgente vum 25. Juni un ënner anerem de Premier, dee jo haut do ass, an ech géif déi ganz gären herno stellen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Chamber hëlt Kenntnis dovunner a mir wäerten dem Premierminister déi Fro da weiderleeden.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, an deem Kontext, ass et just méiglech, well déi honorabel Madamm Reding huet eng Fro an deem selwechte Kontext gestallt, dass d'Madamm Reding an den Här Clement sech eens ginn iwwert d'Reiefolleg, dass mer dann déi Froen, déi eng an déi aner, kënnen huelen? Dem Här Clement seng passt an deem dote Kontext bei déi Fro, déi d'Madamm Reding haut an der Froestonn stellt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech wollt dat proposéieren, datt een déi zwou Froen dann zesumme géif traitéieren, well si da vläicht Froe stellen, déi sech iwwerschneiden, wou dat da méi einfach ass.

5. Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten

Ech géif dann awer fir d'éischt d'Wuert ginn un den Här Yves Cruchten fir den Depot vun enger Resolutioun.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz. Ech wéilt vun der Geleeënheet profitéieren, fir eng Resolutioun ze deposéieren, déi am Zesummenhang ass mat der Ukënnegung vun der israeelescher Regierung, fir en Deel vun de palästinenseschen Territoiren ze annektéieren.

Ech géif lech déi Resolutioun hei haut ofginn. Si dréit d'Ënnerschrëft souwuel vu menger Fraktioun wéi och vu Vertrieder vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei a vun der grénger Partei. A vu dass op eisem Ordre du jour en Donneschdeg den Ausseminister hei wäert sinn, fir op eng Heure d'actualité ze äntweren oder op eng Question élargie, elo weess ech et net méi genau, géif ech proposéieren, dass mer déi Resolutioun vläicht an deem Kader, wann den Ausseminister och do ass, géife diskutéieren.

Merci.

Résolution

concernant l'annonce du Gouvernement d'Israël de vouloir annexer une partie du Territoire palestinien occupé

La Chambre des Députés,

- considérant l'annonce par le Gouvernement de l'État d'Israël de vouloir procéder, à partir du 1er juillet 2020, à l'application de la souveraineté d'Israël sur des parties du Territoire palestinien occupé depuis 1967 ;

- considérant l'inadmissibilité de l'annexion de territoire par la force comme principe fondamental du droit international ;

- considérant l'initiative du Ministre des Affaires étrangères et européennes Jean Asselborn et du Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce de l'Irlande, Simon Coveney, en faveur d'une déclaration forte de l'Union européenne contre l'annexion par Israël d'une partie du Territoire palestinien occupé, appuyée par 25 États membres lors de la vidéoconférence du Conseil « Affaires étrangères » de l'UE du 15 mai 2020 ;

- considérant la motion de la Chambre des Députés du 16 décembre 2014 adoptée le 17 décembre 2014 concernant la reconnaissance d'un État de Palestine, dans laquelle le Gouvernement est invité à « reconnaître formellement l'État de Palestine dans les frontières de 1967 uniquement modifiées moyennant accord des deux parties, au moment qui sera jugé le plus opportun » ;

- soulignant que la solution des deux États, promue avec constance par le Luxembourg et l'Union européenne comme la seule solution possible au conflit israélo-palestinien, suppose la coexistence et la reconnaissance mutuelle de deux États démocratiques et souverains, l'État d'Israël et l'État de Palestine ;

- constatant que l'annexion d'une partie du Territoire palestinien occupé représenterait une violation grave du droit international, y inclus de la Charte des Nations Unies et des Conventions de Genève, et risquerait de porter un coup fatal à la solution des deux États,

s'engage à

- soutenir les efforts du Gouvernement en faveur de toutes les initiatives au niveau de l'Union européenne visant à répondre par des mesures efficaces et proportionnelles au cas où Israël procéderait à l'annexion d'une partie du Territoire palestinien occupé depuis 1967 ;

- soutenir l'examen par le Gouvernement de la question de savoir si le moment opportun est venu de reconnaître l'État de Palestine dans les frontières du 4 juin 1967, avec d'autres États membres de l'Union européenne, ceci dans l'objectif de souligner l'appui du Luxembourg à la solution des deux États comme la seule solution possible au conflit israélo-palestinien.

(s.) Yves Cruchten, Simone Beissel, Josée Lorsché.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Cruchten.

6. Dépôt d'une motion par M. David Wagner

Da géif ech d'Wuert ginn un den honorabelen Här David Wagner, deen eng Motioun deponéiere wëllt.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Majo déi Motioun, déi mir hei wëllen deposéieren, geet u sech vläicht e bëssen an déi selwecht Richtung wéi déi, déi d'Majoritéit deposéiert, presentéiert elo grad vum Här Cruchten, quitte datt ech se nach net gelies hunn.

Mee wéi Der wësst, wéi den Här Cruchten dat och scho gesot huet, déi nei israeelesch Regierung Netanyahu-Gantz huet jo ugekënnegt, d'Westjordanland ze annektéiere mat de Kolonien. Dat soll am Prinzip muer vun der Knesset legaliséiert ginn.

Et ass awer nach net esou ganz kloer, ob dat esou geet. Vum Här Gantz héiert ee verschidde Saachen. Ech mengen, si si sech do nach net eens. Soit. Op jidde Fall si mer eis jo all bewosst, datt dat zu enger katastrophaler Situatioun wäert féieren an d'Situatioun vun de Palästinenser an deene Gebidder nach weiderhi wäert verschäerfen. Deemno wéi wäerte se warscheinlech emol net déi israeelesch Nationalitéit kréien, an net ze schwätze vun enger palästinensescher. Dat heescht, si wäerten do an enger ganz schwiereger Situatioun sinn.

Mir wësse jo och, datt eisen Ausseminister vill Efforte mécht. Et gëtt ëmmer geschwat, och oft an der aussepoliteschen Kommissioun, vun enger gemeinsamer EU-Positioun, déi awer iergendwéi net zustane kënnt, notamment well Regierunge wéi déi vun Éistráich oder Ungarn sech dergéint stäipen.

Bon, de Problem ass deen, datt een dann op de Godot misst waarden, an éiweg kann een och net waarden. Dofir hunn eis Noperen an der Belsch jo och de 25. Juni d'lescht Woch eng Motioun, si nennen dat Resolutioun, mee et ass u sech eng Invitatioun un d'Regierung, ugeholl op Initiativ vun de Gréngen, Ecolo-Groen. Si ass och ugeholl gi vu bal jidderengem ausser mat den Abstentioune vun der N-VA a vum Vlaams Belang, déi sech do enthalen hunn. A si hunn hire liberalen Ausseminister dann och mandatéiert, fir eeben op verschiddenen Niveauen, souwuel europäesche wéi multilateralen Niveauen, alles ze ënnerhuelen, fir eebe géint déi Annexioun ze goen an och proportional Äntwerten ze fannen, dat heescht, fir eng Lëscht vu Géigemesuren, falls do eng Annexioun géif stattfannen, kënnen ze huelen.

Awer e wichtegen an interessante Punkt vun déser Resolutioun an der Belsch ass deen, ze soen, wa keng Eenegung kënnt op EU-Niveau, da wär d'Belsch bereet, zesumme mat anere Länner, déi och an déi selwecht Richtung wéilte goen, eeben eng gemeinsam an effikass Virgeeënsweis ze huelen, dat heescht, och proportional Géigemesuren ze huelen.

Här President, ech mengen, et ass elo och de Moment, fir op de Ruff vun eise belschen Noperen eng Äntwert ze ginn. Et kann een net éiweg nokucken. Et kann een net éiweg nokucken, wéi d'Palästinenser drangsaléiert ginn. Mir sinn der Meenung, datt endlech dat internationaalt Recht muss respektéiert ginn. Well wat ass dat internationaalt Recht wäert - well déi Annexioun verstéisst jo géint dat internationaalt Recht -, wann et ouni Konsequenze ka sinn?

Et ginn natierlech och innerhalb vun Israel vill Kräften, déi géint déi Annexioun kämpfen. Si gi staark marginaliséiert. Ech erënneren och un déi Petitioun, déi Der vläicht kennt vum ehemolege President vun der Knesset, den Här Avraham Burg, deen elo President ass vun der Agence juive (veuillez lire: dee bis 1999 President war vun der Agence juive), deen eng Petitioun un d'Deputéierte vun der ganzer Welt gescheckt huet - déi mir och ënnerschriwwen hunn, warscheinlech si mir och net déi Eenzeg, déi se ënnerschriwwen hunn -, fir géint déi Annexioun ze goen.

Dofir, Här President, eis Motioun, déi mer warscheinlech dann en Donneschden natierlech zesummen och kënnen diskutéieren, wann den Här Ausseminister hei ass, déi fuerdert och, datt Lëtzebuerg sech soll international an europäesch engagéiere géint déi Annexioun a fir Géigemesuren ze huelen, genausou wéi d'Belsch dat och gesinn. Mee falls et onméiglech wier, eng korrekt Positioun ze fannen op EU-Niveau, zesummen och proportional Géigemesuren auszeschaffen, an dat wier dann

notamment mat der Belsch a vläicht och nach mat anere Staaten. Ech hunn héieren, an Däitschland géif sech och eppes beweegen, on verra, fir do matzemaachen.

Ech mengen, dat wier e wichtege Moment, datt mir do kënnen eppes beweegen, ier et ze spéit ass. Voilà! Ech deposéiere se heimadder.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant la publication, le 28 janvier 2020, du « plan de paix » américain pour le conflit israélo-palestinien ;

- considérant l'accord de Gouvernement israélien publié le lundi 21 avril 2020 qui prévoit des initiatives concrètes à partir du 1er juillet 2020 en vue de concrétiser le plan américain et de procéder à l'annexion de jure de territoires palestiniens, à savoir les colonies juives et la vallée du Jourdain ;

- considérant que toute annexion de territoires palestiniens par l'État d'Israël constituerait une grave violation du droit international et serait notamment en contradiction avec les résolutions du Conseil de sécurité 242 (1967), 1515 (2003) et 2334 (2016) ;

- considérant notamment la résolution relative à l'annexion par Israël de territoires occupés en Palestine votée à très large majorité le 27 juin 2020 par le Parlement belge ;

- considérant les lourdes implications que cette annexion aurait pour la solution à deux États et la coexistence entre les Israéliens et les Palestiniens ;

- soulignant l'importance d'en arriver à une solution négociée du conflit qui soit acceptée par les deux parties,

invite le Gouvernement :

- à prendre des initiatives avec des pays tiers, aux niveaux européen et multilatéral, afin de prévenir l'annexion de territoires palestiniens par l'État d'Israël ;

- à s'engager aux niveaux européen et multilatéral en faveur de la mise en place de contre-mesures efficaces destinées à répondre de manière proportionnée à toute annexion israélienne de territoires palestiniens occupés ;

- au cas où un consensus s'avère impossible entre États membres de l'Union européenne, à jouer un rôle actif dans la mise en place d'une coalition entre États membres qui élabore des réactions possibles de manière à apporter une réponse proportionnée à toute annexion israélienne de territoires palestiniens occupés ;

- à consulter et à informer la Chambre des Députés activement et régulièrement sur la mise en œuvre des éléments exposés ci-dessus.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

7. Ordre du jour (suite)

Dann hat ech nach eng Wuertmeldung vum honorabelen Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech wollt op d'Question parlementaire urgente Nummer 2450 hiweisen, déi ech e Freiden zesumme mat mengem Kolleeg Marc Spautz gestallt hunn un de Wirtschaftsminister, wou et ëm d'Zukunft vum Site Käerjeng geet vun der Guardian. Ech wär frou, wann ech déi elo kéint stellen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. Den Här Wirtschaftsminister ass hei. Da kann hie kucken, ob hie bereet ass, fir de Mëtten dorobber ze äntweren.

Bon, haut de Mëtteg fänke mer emol u mat der Froestonn ...

(Interruption)

Jo, den Här Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Här President, ech hunn haut de Mëtteg schonn zwou Froen am Kader vun der Heure de questions iwwer Guardian. Ech hunn och kee Problem, nach eng drëtt doriwwer, warscheinlech zu engem ganz änlechen Theema, ze beäntwerten. Ech wëll awer just soen, dass déi Fro de Moien och schrëftlech beäntwert ginn ass normalerweis. Voilà!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir kucken dat dann no, ob d'Äntwert ukomm ass bei eis, da wier d'Demande vum Här Wolter iwwerflësseg. Mee da komme mer de Mëtten nach op dat Theema zréck iwwer Guardian. Den Här Wolter nach eng Kéier.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech kann net mat Iech d'accord sinn, fir dat einfach elo esou erofzespillen an zu der Heure de questions ze kommen, well hei gesinn ech ënner Punkt 2 eng Questioun vum Här Gusty Graas iwwert d'Perennitéit vun der Usine Guardian zu Bascharage.

Dans la mesure, dass ech meng e Freideg gestallt hunn ënnert dem Caractère urgent an dass Dir se ugeholl hutt, wär ech der Meenung, dass ech déi kéint beäntwert kréien.

Ech wéilt dem Här Fayot soen, dass en op ganz Deeler vu menger Fro net geäntwert huet. Ech géif en dann och wëllen expressis verbis dorobber nach eng Kéier interpelléieren. An op grond vum Artikel 82 (5) ass eigentlech all aner Fro zu deem Sujet da caduc.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wolter. Da wäerte mer méi spéit dorobber zréckkommen.

8. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 86 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntweren.

An als éischt hu mer déi Drénglechkeetsfro vum Här Sven Clement an d'Fro Nummer 124 vun der Madamm Viviane Reding un de Premier- a Staatsminister iwwert d'Tracingapp. Fir d'éischt géif ech dann d'Wuert un den honorabelen Här Sven Clement ginn.

- Question urgente n° 2444 de M. Sven Clement concernant la Tracingapp

- Question n° 124 du 30 juin 2020 de Mme Viviane Reding relative à l'application de traçage pour avertir les personnes ayant croisé des patients testés positifs au Covid-19, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État et à M. le Ministre de la Digitalisation

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Esou wéi d'Reglement et virgesäit, hat ech d'lescht Woch en Donneschdeg d'Fro ewell un de Minister fir d'Digitalisatioun an un d'Madamm Justizministesch gestallt.

Sachant, datt mer zënter leschter Woch déi däitsch Corona-Tracingapp kënnen zu Lëtzebuerg eroflueden, a wëssend, datt mer de 7. Mee jo an enger Motioun festgehalen hunn, datt an dësem Kontext eng Base légale geschafe soll ginn, wollt ech nofroen: Vu datt et elo eng App gëtt, déi ee kann hei eroflueden, vu datt et awer nach keng Base légale gëtt, wéi an der Motioun gefuerdert, wollt ech nofroen, wou d'Aarbechten dru sinn, fir eebe genau esou e Projet de loi op den Instanzewee ze bréngen. A virun allem och, wéi d'Regierung dann den Asaz vun auslänneschen Tracingapps hei zu Lëtzebuerg gesäit an op wéi eng Base légale déi sech beruffe kéinten.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Clement. Da géif ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Viviane Reding gi fir déi mëndlech Fro Nummer 124.

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Merci, Här President. E bësselchen ass eng Erweiderung vun där Fro, déi den Här Clement elo gestallt huet: Déi Neiinfektiounen, déi hunn eng steigend Tendenz, wéi mer alleguerte wëssen, an d'Regierung setzt op den Test an op déi manuell Tracingen. A puncto mënschlech Capacitéiten, fir déi manuell Tracingen duerchzeféieren, leie mer anscheinend bei engem Maximum vu 60 Neiinfizéierten. Eleng um leschte Weekend sollen awer méi wéi 44 Neiinfizéierter derbäikomm sinn. Mir kommen also relativ séier un de Maximum erun, wou déi mënschlech Capacitéit vun eise Mataarbechter nach duergeet.

An dofir wollt ech beim digitalen Tracing froen: An der Äntwert op eng parlamentaresch Fro vum Här Kartheiser, déi den 29. Juni erakomm ass iwwert d'Tracingapp, net iwwert de manuellen Tracing, do seet d'Regierung, se géif keng App benotzen a se géif och keng virgesinn.

Wat wëllt d'Regierung maachen an där Zwéckmillchen do? Stëmmt et, wéi ech et héieren hu vun der Madamm Gesondheetsministesch, datt eng Léisung am Tirang läit? Wann dat sollt de Fall sinn, wär et gutt, wann d'Vertrieder vum Vollek, nämlech mir, déi Léisung géife matgedeelt kréien, fir datt d'Leit dobaussen och Bescheed kréien.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Reding. Den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, erlaabt mer, den honorabelen Deputéierte Clement a Reding Merci ze soe fir dës Fro. Just zum kuerzen Historique: De 7. Mee hat Der hei an der Chamber, nach eng Kéier op Initiativ vum Här Clement, eng Motioun mat 54 Stëmmen ugeholl, wou mir am Fong d'Missioun kritt hu vun der Chamber, esou wéi dat sech och gehéiert, well d'Chamber jo en Organe de contrôle ass vun enger Regierung, a gesot kritt hunn, dass mer virun all Diskussioun e kloert Mandat solle kréien am Kader vun deem, wat ee soll a virun allem wat een dierf maachen, dat heescht, ënner wéi enge klore Konditiounen d'Lëtzebuerger Regierung kéint eng gewëssen App maachen, „wann", an ech zitéieren hei den honorabelen Här Clement, „wann den europäesche Kader dat och géif da verlaangen".

Weiderhi gouf d'Regierung opgefuerdert, weider an eng analog Tracingmethod ze investéieren, sech weider ze engagéieren. Dat hu mer och gemaach. An ech muss soen, dass mir nach ëmmer averstane si mat där Positioun, déi deemools déi vun der Chamber war.

Fir den Här Clement nach ze zitéieren: De 7. Mee huet en och gesot, dass an Europa am Moment e pure Chaos géif herrschen um Niveau vun den Applikatiounen. Dat war deemools richteg, an ech muss Iech awer soen, dass dat haut nach ëmmer richteg ass. Dat heescht, dass et am Fong eng eenheetlech europäesch App géif ginn, dat ass haut nach net do. An et huet een heiansdo d'Gefill, dass een Noper éischter probéiert, deen aneren ze iwwerzeegen, wéi gemeinsam wëllen ze schaffen.

Ech muss zouginn, dass eng App op den éischte Bléck wierklech ganz attraktiv klèngt, dass ee mengt, dass dat eng Léisung wier. An e Land wéi eist, wat sech d'Digitaliséierung héichgeschriwwen huet, an och mir als Regierung misste jo logescherweis dann direkt soen: „Mir sprangen drop! Dat doten ass de Remède idéal", an da maache mer dat.

Firwat maache mer et net? Ech mengen, dass d'Madamm Reding dat virun zwee Méint ganz gutt resuméiert huet, wéi se gesot huet, d'Technologie misst am Fong en Hëllefsmëttel sinn a kéint de Mënsch net ersetzen. An et misst och eppes bréngen.

A genau esou ass et! Et muss eis eppes bréngen. A genee dat ass de Problem. Wat bréngt et?

Et ginn eng Rei Etüden, notamment déi vun der Oxford Universitéit, déi soen, dass 60 % vun de Leit déi App mussen notzen. Ech schwätzen elo net vun eroflueden, well ech kréien da gesot: „Jo, mee an Däitschland hunn esou vill Leit se erofgelueden." Eroflueden ass eng Saach, se notzen ass selbstverständlech eng aner Saach. Wann een d'Zuel kuckt vun de Leit, déi se schonn ewechgelueden hunn, dat heescht, effacéiert hunn, a wann ech d'Zuele kucken a Frankräich, gesinn ech, dass d'Zuel wierklech ganz, ganz minime och ass.

An dat ass am Fong deen zentrale Problem: Fir dass eng horizontal genotzten, dezentraliséiert Applikatioun iwwerhaapt ka fonctionéieren, misst och séchergestallt ginn, dass déi Leit, déi positiv getest ginn, déi App hunn a sech dann och mellen, fräiwëlleg am Fong. Wa mer enger anerer Meenung sinn, misst een de Leit se virschreiwen, am Fong imposéieren, fir dass een dann am Fong en Accès direct huet op all d'Nummeren, esou eng Zentral. Dat heescht, dass de Ministère direkt weess, mat wiem deen a Kontakt war, ob en eng Mask unhat oder keng Mask unhat, ob et den Noper ass vläicht, wou eng Mauer dertëscht ass. Am Fong géif een d'Leit bal a Quarantän setzen, ouni Informatiounen ze hunn, ouni mat de Leit kënnen ze schwätzen, zentral oder dezentral, wou am Fong de Bierger selwer da muss och do Acteur sinn.

Dat heescht, mir mussen eis bewosst sinn, dass den analoge Retracement wierklech am Moment dat Effikasst ass. An dat soen och alleguerten d'Spezialisten.

Allerdéngs, wéi vun de Santésleit gefrot gëtt, wier et méi effikass, wa mer, wéi gesot, déi Méiglechkeet vun enger Zentralplaz hätten, wou mer dann all d'Donnéeë géife kréien, wa mer selwer d'Leit géife positiv testen.

Ech muss och soen, dass dat eppes ass, wat ech eng invasiv Applikatioun fannen, déi am Fong contraire ass zu deem, wat mer hei an der Chamber zesummen decidéiert hunn. An ech mengen dowéinster, dass een dovunner d'Fangere soll ewechloossen.

D'Regierung setzt massiv op analogen Tracing. D'Madamm Reding seet et och, d'Zuele ginn am Moment an d'Luucht. An ech mengen, et ass wichteg a mir sinn och Demandeur - ech hunn Iech och e Bréif geschriwwen, Här President -, dass mer d'nächst Woch kënnen zesummen iwwert de Bilan intermédiaire vun der Covidkris diskutéieren, well fir eis ass et wichteg, dass mer och alleguerte weider an déi selwecht Richtung ginn.

D'Leit sollen net mengen, dass d'Covidkris eriwwer ass. A wann ech d'Behuele bei verschiddene Leit gesinn, muss ech Iech soen, dass awer eng gewëssen Insouciance bei enger Rëtsch vu Leit ass, wann een och Biller oder Filmer gesäit, déi um Internet lafen.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat heescht, mir sinn och der Meenung - an och fir der Madamm Reding ze äntweren -, dass ee weider Leit muss an der Inspection sanitaire kënnen astellen. An do wäerte mer och mussen d'Gesetz kucken, well d'CNPD huet eis do en Avis ginn, deen awer interpretativ Méiglechkeete kéint loossen. An dofir ass och en Text um Instanzewee, fir eebe méi Leit och an der Tracingekipp kënnen ze occupéieren.

Dat heescht, dass am Fong deen analoge Retracement eng ganz Rei Virdeeler huet par rapport zu enger App, notamment dee perséinleche Kontakt, wou och den Dokter Schmit a jiddwereen seet, dass deen immens wichteg ass. An deen ass méi effikass wéi iergendeng SMS op engem Handy, wou ee gesot kritt huet: „Dir waart a Kontakt mat deem an deem, deen Dag an deen Dag, an dowéinster musst Der elo kucken doheemzebleiwen." An am Fong gitt Der a Quarantän gesat.

Dat heescht, mir hunn hei och e Problem. Wéi gesot, mir hätten dann eng lëtzebuergesch App. Dir hutt virdru vun där däitscher geschwat, mee et gëtt och eng a Frankräich, an der Belsch gëtt et jo am Moment nach keng. An dowéinster si mer och zur Konklusioun komm, dass mat enger analoger App am Moment d'Feelerquot vill méi kleng ass, well duerch den Echange ee vill méi Informatioune kritt wéi just duerch d'App.

Mir sinn, an ech widderhuelen et - an ech weess, dass dat vläicht deen een oder aneren heibanne stéiert -, mir sinn net 100 % géint eng App, wa mer wierklech op eng Kéier kee Choix méi hunn. Mee ënnert deenen aktuelle Konditiounen ass et fir eis wierklech net déi Optioun, déi mer elo géifen hei privilegéieren. Wann dat sech ännert, si mer awer prett. An dat ass och déi Fro, déi den Här Clement gestallt huet, wéinst deem legale Kader.

Dir hutt eis jo nämlech och gesot, mir sollten an deem Fall och un deem legale Kader schaffen. Dat gouf och gepréift, an do ginn och nach weider Optioune verschafft. Well eeben d'Fro ass, wann een dat géif maachen, ob dann net - déi Covidtexter, déi mer am Moment hunn, déi si limitéiert an der Zäit -, wann esou eng Situatioun zu Lëtzebuerg wär, wann déi Covidtexter auslafen, och esou eng App géif auslafen. Dat sinn dann och Froen, déi ee sech muss kënne stellen, dass déi dann och limitéiert sinn an der Zäit.

An am Moment déi däitsch App, déi muss de legale Kader respektéieren, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Mee, wéi gesot, ob se elo wierklech hëlleft? Et muss ee jo de Code eraginn, fir kënnen déi aner ze informéieren. An dat sinn däitsch Tester, déi gemaach ginn, dat heescht, d'Kompatibilitéit ass och nach eng aner Saach.

Dat heescht, Här President, mir si skeptesch, wat eng App betrëfft, obwuel mer eng Smart Nation sinn, obwuel mer d'Digitaliséierung als Prioritéit hunn, mee well mer justement d'Digitalisatioun och als Prioritéit geholl hunn an nach ëmmer d'Mënscherechter an de Respekt vun der Privatsphär als Prioritéite musse sinn.

An ech hunn elo nach net vu Cybersecuritéit geschwat. Dat ass eppes, dat soll een och net ënnerschätzen an deem doten Dossier!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Madamm Reding huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot. Parole après ministre!

Mme Viviane Reding *(CSV).*- Jo, Här Premierminister, just eng Klarifikatioun. Dir hutt gesot: „Mir setzen op dee manuellen Tracing a mir mussen do Leit astellen, well wa mer iwwert déi 60 ewechkommen, da fonctionéiert dat net méi, wéi et soll fonctionéieren." Do hutt Der gesot: „Mir wëllen dat an e Gesetz erabréngen." Wéini kënnt dann dat Gesetz? Wéini läit dat vir? Well dat muss jo awer relativ séier geschéien, wann ech richteg informéiert sinn.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also, am Moment gëtt et d'Méiglechkeet, fir dass d'Leit aus der Santé jo kënne schaffen - do ass eng Interpretatioun gemaach ginn, déi mir net deelen -, dat heescht, dass och e Fonctionnaire, deen assermentéiert ass, kéint déi Aarbecht maachen.

Mir hu muer Regierungsrot, wou gekuckt gëtt mat der Fonction publique, fir déi Leit, déi am

Moment an der Santé schaffen, kënnen opzestocken. Mee et geet souguer méi wäit, well mer amgaange sinn ze diskutéieren, ob een net kéint CDDen zum Beispill huelen, fir esou Saachen ze maachen.

Mee et sinn awer esou delikat Donnéeën an esou privat Donnéeën, dass mer wierklech kucken, fir prioritär kënne Beamten ze huelen, déi en Eed ofginn hunn a wou mer och am Fong e Lien hunn têschent der Fonction publique an de Persounen. Wéi gesot, muer de Moien hu mer Regierungsrot, an dat ass ee vun de Punkten, déi um Ordre du jour stinn. Am Moment kréien ech d'Garantie, dass et fonctionéiert, dass et geet. Mee tatsächlech ass et meeschtens owes, wou een un d'Leit kënnt, eebe wéinst deem ganze Retraçage vun de Kontakter, déi een huet.

An dat Schlëmmst ass, Madamm Reding, ech muss elo ganz éierlech sinn, wann eng Persoun véier, fënnef, sechs Kontakter huet, dann ass et nach méiglech, dat ze maachen. Mee wann een déi Biller gesäit, wat awer heiansdo hei zu Lëtzebuerg déi lescht Deeg lass war, ass et bal onméiglech, iwwerhaapt ze wëssen, wie mat wiem Kontakt hat.

An duerfir nach eng Kéier en Appell un d'Vigilance, en Appell un de Respekt. Déi Reegele vun den Distanzen net ze respektéieren am Moment, déi Reegelen net ze respektéiere vum Respekt vun engem vis-à-vis vun deem aneren, ass vun enger Inconscience, déi mat sech bréngt, dass mer awer Zuelen hunn, déi an d'Luucht ginn.

Mir sinn der Meenung, dass een de Leit soll vertrauen. An d'Vertrauen ass och eng Saach vu Respekt vis-à-vis vu senge Matbierger.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Premier- a Staatsminister.

Une voix.- Dat sinn awer vill Kontradiktiounen, dat do.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da kéime mer elo zur Fro iwwert d'Zukunft vun der Guardian zu Bascharage.

Da géif ech fir d'éischt d'Wuert ginn un den Här Michel Wolter fir déi Elementer vun der Drénglechkeetsfro, déi net beäntwert sinn. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

- Question urgente n° 2450 de M. Michel Wolter concernant l'avenir de Guardian Bascharage

- Question n° 125 du 26 juin 2020 de M. Gusty Graas relative à la pérennité de l'usine Guardian à Bascharage et des emplois y liés, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- Question n° 128 du 30 juin 2020 de M. David Wagner relative à la fermeture annoncée par la société Guardian SA d'un site industriel à Dudelange, adressée à M. le Ministre de l'Économie

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Spautz an ech selwer hunn de leschte Freiden eng Drénglechkeetsfro un Iech geriicht, déi an déi selwecht Richtung geet wéi déi, déi den Här Biancalana an den Här Di Bartolomeo d'lescht Woch geschriwwen hunn. Et geet ëm dee selwechte Betrib, zum Deel ëm déi selwecht Sitten, awer net nëmmen.

Mir stellen déi Fro, well mer eeben no der Äntwert vum Wirtschaftsminister vun dem leschten Dënschden iwwer RTL an engem Reportage gewuer gi sinn, dass anscheinend, an dat géif ech de Minister froen, ob en dat kéint bestätegen, am November 2022 de Glasuewen zu Käerjeng um Enn vu senger Liewenszäit ukënnt a misst ersat ginn, zurzäit awer keng Investitiounspläng virgesi sinn, a gläichzäiteg d'Guardian och amgaange wier, fir eng Fabrik a Polen a Betrib ze huelen, déi mat duebeler Capacitéit géif schaffe wéi déi, déi se hei zu Lëtzebuerg hunn.

Dat bréngt mat sech, dass natierlech eng Rei Leit sech eng ganz Rei Froe stellen, besonnesch déi 450 Leit, déi op de Sitte schaffen, wéi et ëm hir Zukunft ausgesäit. Fir de Kontext ze setzen, ass et net onwichteg ze rappeléieren, dass am Mee 2018, also viru knapp zwee Joer, den deemolege Wirtschaftsminister eng Visitt bei Guardian an Amerika gemaach huet an dass déi deemoleg Staatssekretärin op eng parlamentaresch Fro Follgendes geäntwert huet: „Bei der Entrevue têschent dem Wirtschaftsminister a Guardian goung et ëm nei Investissementer, fir déi zwee Sitten auszebauen, ze stabiliséieren an ze erhalen. Et war keng Diskussioun doriwwer, fir ee Site zouzemaachen. D'Grondstëmmung bei deene Gespréicher war positiv, ganz positiv, am Sënn vu weideren Investitiounen zu Lëtzebuerg, fir déi zwee Standuerter ze stäerken. […] Här President, an dësem Dossier stinn d'Zeeche vun eiser Industriepolitik op Gréng." Dat war d'Ausso vun der Regierung virun zwee Joer.

Dofir stelle mer gäre follgend Froen:

Déi éischt Fro: Wat ass dann an deene leschten zwee Joer geschitt, dass déi net nëmmen zouversiichtlech, mee jo scho quasi richteg an d'Zukunft orientéiert Aussoe vun der deemoleger Staatssekretärin an der Ekonomie haut net méi richteg sinn?

Meng zweet Fro, op déi Der net geäntwert hutt, Här Minister, wou ech gären eng Äntwert hätt, wou mir gären eng Äntwert hätten, den Här Spautz an ech selwer, dat ass: Huet d'Regierung 2018 Engagementer geholl par rapport zu Guardian? Oder huet Guardian 2018 Engagementer geholl par rapport zu Lëtzebuerg, wat den Ausbau an d'Perennitéit vun hire Betriber hei zu Lëtzebuerg ubelaangt? A wa jo: Sinn eventuell de part et d'autre d'Engagementer net agehale ginn, déi geholl gi sinn an déi jo awer den Aussoe vun der deemoleger Staatssekretärin no ganz wäitreechend waren?

Zousätzlech wollte mer nach wëssen, ob Dir, Här Minister, a Gespréicher sidd mat den Dirigente vun der Guardian, fir dass se op méiglech Decisiounen do zréckkommen a weidermaachen hei zu Lëtzebuerg am Interêt vun enger weiderer Industriepolitik, déi am gréngе Beräich da stattfënnt, an ob Der wierklech kënnt ausschléissen, dass et, nodeems Der d'leschtWoch dat nach aneschters beäntwert hutt, opgrond vun den Informatiounen, déi elo public gi sinn, zu engem Plazenofbau hei zu Lëtzebuerg bei Guardian an deem nächsten annerhallwe Joer kënnt. A wann jo, wat fir eng Mesuren dass Der wëlles hutt ze huelen, fir souwuel de Leit, déi do schaffen, wéi och deene Gemengen, wou déi Betriber installéiert sinn, ënnert d'Äerm ze gräifen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wolter. Da géif ech d'Wuert ginn un den Här Gusty Graas iwwert d'Zukunft vun der Fabrik souwéi vun den Aarbechtsplaze vu Guardian zu Bascharage. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. Här Minister, effektiv de leschten 18. Juni hat de Buergermeeschter vun Diddeleng zesumme mat sengem Virvirgänger eng Drénglechkeetsfro gestallt iwwert d'Zukunft vu Guardian zu Diddeleng. An deemools huet jo leider de Minister misse confirméieren, datt et géif stëmmen, datt eeben deen Uewen net méi géif erneiert ginn, wat dann och géif mat sech bréngen, datt eng Rei Aarbechtsplazen zu Diddeleng an der Industriezon Wolser, déi och u Beetebuerg grenzt, géife verschwannen.

Den Här Minister huet och deemools gesot, datt dat u sech en industriellt Affer vun der Coronakris wier, well eebe Luxguard och en Zouliwwerant vun der Automobillindustrie ass, an ech mengen, jiddwereee weess jo, datt mat Sécherheet an de leschte Méint net onbedéngt schrecklech vill Autoe verkaaft goufen. An et gëtt och gefaart op deem Niveau, datt sech d'Flaachglasproduktioun net virun 2023 géif erhuelen.

Guardian huet dunn, an ech beruffe mech hei op Aussoen, déi de Minister hei viru knapp 14 Deeg gemaach huet, och ugekënnegt, datt se Investissementer um europäeschen Niveau vun 130 Milliounen Dollar géifen de Moment emol zréckstellen.

Da koum, wéi gesot, de leschte Freiden eng nei Hiobsbotschaft, an zwar méi aus der Gemeng Käerjeng, wou jo elo scho mäi Virriedner drop higewisen huet - ech wëll och drop hiweisen, Här President, datt ech e Freiden dës Fro eraginn hunn, also dat ass awer nëmme faktesch geschwat, virun där Question urgente vu mengen zwee Kolleegen, well dat do awer e Punkt ass, deen een awer interpelléiert -, wou dunn eeben och matgedeelt ginn ass, datt den Uewen zu Käerjeng lues a lues u säin Enn kéim an datt se net wéissten, ob dee géif erneiert ginn.

Datt sech natierlech och d'Personal do ganz grouss Suerge mécht, ass net méi wéi nozevollzéien. A wéi gesot, eng Decisioun, wéi et dann elo géif weidergoe mat der Erneierung vum Uewen, géif am Fong geholl fréistens eréischt d'nächst Joer falen.

Duerfir, an deem Kontext wollt ech dann och dräi Froe stellen. Ech kann der eng Rei suppriméieren, déi mäi Virriedner elo hei scho presentéiert huet.

Ech wëll drop hiweisen, an nach eng Kéier referéieren ech mech op dat, wat den Här Minister hei op der Tribün gesot huet, en hätt de 16. Juni eng Entrevue gehat mat Vertrieder vu Guardian, ënner anerem mat dem General Manager vu ganz Europa. Dat muss zwee Deeg virdru gewiescht sinn, ier Der hei Är Äntwert ginn hutt.

Meng Fro ass: Ass deemools net och iwwert de Site Käerjeng geschwat ginn?

Zweetens, wat ass dann elo de Wëssensstand? Wéi gesäit d'Situatioun elo de Moment an dem Wierk zu Käerjeng aus?

An dann nach eng drëtt Fro: Et ass schonn drop higewise ginn, datt Guardian ugekënnegt huet, se géifen en neit Wierk a Pole bauen, wat u sech déi duebel Capacitéit hätt vun deenen zwee Wierker, déi hei zu Lëtzebuerg sinn. Kann een dorauser e bëssen ofleeden, datt awer och virun allem d'Produktiounskäschten, déi gewosst an deene Länner natierlech manner héich si wéi hei zu Lëtzebuerg, vläicht eng vun den Ursaache wieren, firwat datt, et kann ee scho bal soen, dësen Traditiounsbetrib elo leider seng Dieren zumindest emol sécher zu Diddeleng zoumécht, mee dann eeben och riskéiert, zu Käerjeng zouzemaachen?

Ech soen Iech am Viraus Merci fir Är Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Graas. An da géif ech d'Wuert un den honorabelen Här David Wagner gi fir d'Fro Nummer 128 iwwert d'Fermeture vum Guardian-Site zu Diddeleng.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci. An zu Käerjeng, Här President, mee dat hat ech vergiess dranzeschreiwen. Mee ech freeë mech awer, datt dee Sujet wierklech opgegraff gëtt vun e puer Kolleegen hei an der Chamber, och d'leschte Kéier vum Här Biancalana. Dat beweist jo och, datt mer eis wierklech vill Gedanken drëms maachen an datt et eng wichteg Saach ass.

Ech mengen, et ass scho vill gesot gi vu menge Virriedner. Mir si scho gewuer ginn, datt den Uewen zu Diddeleng wäert erofgefuer ginn. Mee, wéi gesot, elo si mer och gewuer ginn, datt vläicht och zu Käerjeng den Uewen 2022 deemno wéi kéint erofgefuer ginn. Dat betrëfft am Ganze 500 Leit, déi do riskéieren, hir Aarbecht ze verléieren, dorënner och vill Leit, déi an hire Mëttfofzeger sinn, dat heescht, vläicht ze jonk sinn, fir an d'Preretraite geschéckt ze ginn, mee vläicht och ze al, fir dann eng aner beruflech Zukunft einfach esou ze fannen, zemools a Krisenzäiten.

Den Här Wolter ass virdrun och drop agaangen: Den ehemolege Wirtschaftsminister, den Här Étienne Schneider, zesumme mat der Staatssekretärin Closener waren och virun e puer Joer an den USA bei Guardian Industries a si kruten do och versprach, datt do Investissementer géife gemaach ginn.

Et gouf och vum ganz favorabele steierlechen Environnement vu Lëtzebuerg geschwat. Mir wësse jo och, datt Guardian anscheinend a Polen eeben déi Fabrik wäert bauen. Anerersäits soe se, et hätt e bësse mam Covid ze dinn. Dat heescht, si wäerten hir Produktioune verstäerken a verbëllegen a Polen. An duerno soe se anerersäits, de Covid, deen ass do, an da si mer elo an enger Kris. Ech weess net, ob dat wierklech e stéchhaltegt Argument ass.

Dofir och eis Froen: Sinn Engagementer geholl ginn? D'Froe si scho gestallt ginn. Wat ass de Stand vun de Gespréicher mat Guardian? Wat ass och vläicht de Stand oder den zukünftege Stand vun de Gespréicher vläicht mat der Personaldelegatioun? Sinn déi deemnächst virgesinn têschent der Regierung an der Personaldelegatioun?

Et wier och interessant ze wëssen, wat fir eng steierlech Mesuré vläicht och geholl gi si par rapport zu Guardian, vu datt se elo awer ërëm fortginn. An dann awer och d'Fro justement, an ech ginn dervun aus, datt d'Regierung sech do scho Gedanke gemaach huet, iwwert d'Leit, déi an eng schwiereg Situatioun kommen, wéi gesot, déi vläicht emol net an de Genoss vun enger Prepensioun kommen.

Mee et denkt een och un déi jonk Leit, déi méi jonk Leit, déi och wäerten an enger schwiereger Situatioun sinn. Ech mengen, d'Chamber beweist, datt se sech wierklech dréms bekëmmert. A mir ginn och dervunner aus, datt d'Regierung do wäert aktiv ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wagner. An dann huet den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot d'Wuert.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Merci, Här President. Merci den Deputéierte Graas, Wagner a Wolter fir hir Froen. Wéi gesot, ech hunn de Moie scho schrëftlech op déi eng Fro geäntwert. Ech hunn awer absolut kee Problem, fir op déi Froen, wou den Deputéierte Wolter der Meenung ass, dass se net beäntwert sinn, och de Mëtten nach eng Kéier anzegoen.

A mir hu jo och den Donneschdeg Moien nach eng Kéier d'Occasioun zesumme mam Aarbechtsminister, fir an der Kommissioun nach eng Kéier iwwer Guardian ze schwätzen. Dat heescht also wierklech, dass mer genuch iwwer Guardian schwätzen an dass mer deen Dossier ganz seriö huelen.

Dir wësst, dass nieft dem Haaptsiège fir Europa zu Bartreng Guardian zwee Produktiounssitten hei zu Lëtzebuerg huet. Deen een ass zu Käerjeng, deen aneren zu Diddeleng. Wat geännert huet säit 2018, an ech mengen, dat ass eng relativ fundamental Ännerung, dat ass, dass et an der rezenter Vergaangenheet, an dat ass eng Situatioun, déi sech schonn Enn d'lescht Joer zougespëtzt huet, international am Secteur vum Flaachglas eng relativ zolidd Iwwerproduktioun gouf, dat och wéinst den Importer aus China, net nëmme wéinst Bëllegproduktioun aus Osteuropa, haaptsächlech souguer wéinst Importer aus China. An dat ass net nëmmen am Secteur vum Glas de Fall, dat ass och an aneren industrielle Secteuren de Fall, wéi mer dat alleguerte wëssen.

Zousätzlech zu dësen Iwwercapacitéiten, an dat hunn ech virun zwou Woche scho gesot, huet d'Coronakris derzou gefouert, dass och d'Demande fir esou Produite souwuel am Bau wéi och an der Automobillbranche staark zréckgaangen ass. Dat sinn also déi zwee Phenomeener, ech géif soen déi zwee majeur Changementer par rapport zu där Situatioun 2018, wou effektiv no där Rees an Amerika d'Clignotanten éischter um Grénge stoungen. Haut sti se also éischter am roude Beräich.

Guardian geet effektiv och dovunner aus, dass sech am Kontext Coronakris bis 2023 d'Demande fir déi industriell Glasproduktioun net erhuele wäert.

Et ass richteg - an dat eent hänkt natierlech mat deem aneren zesummen am Kontext vun engem Grupp, dee weltwäit seng Produktioun planifiéiert an och seng Produktiounssitten an Europa natierlech muss zesumme kucken -, dass en Investissement a Pole geplangt war, dee schonn esou wäit avancéiert war, dass deen och net méi zréckgezu ginn ass.

Dat heescht, dee gëtt elo konkretiséiert. An et ass richteg, an dat wësse mer alleguer, dat sinn zum Deel Marchéen, déi an där selwechter geografescher Zon sinn. An do hëlt e Grupp wéi Guardian dann eng Decisioun, fir eeben deen een Investissement ze maachen an deen aneren dann eventuell net. En l'occurrence deen Uewe vun Diddeleng ze erneieren, wou se 2018 a vläicht rezent nach d'Intentioun haten, en ze erneieren, fir deen Investissement eeben dann elo net méi ze maachen.

Dofir huet Guardian rezent decidéiert, fir dee Glasuewen zu Diddeleng erofzefueren, awer déi aner Aktivitéiten op dësem Site bäizebehalen. Dat heescht also, dass dat Wierk net zougemaach gëtt. Parallell gëtt envisagéiert, an och dat hunn ech scho gesot virun zwou Wochen, déi aktuell Aktivitéiten um Site zu Käerjeng mat de verbleiwenden Aktivitéiten um Site zu Diddeleng an eng Gesellschaft zesummenzeféieren.

Ech géif och gär betounen, dass et aktuell net envisagéiert ass, fir d'Aktivitéiten um Site vu Käerjeng erofzefueren oder ofzebauen. Do leeft also alles normal weider wéi bis elo. D'Liewensdauer, och fir op déi Fro ze äntweren, vun deem Uewen vu Käerjeng gëtt nach ongeféier op 18 Méint bis 2 Joer geschat. An ech kann Iech soen, an ech hunn dat och scho gesot: Mir setzen alles drun am Dialog mat Guardian, wann deen Uewen do un d'Enn vu senger Liewensdauer kënnt, fir Guardian ze iwwerzeegen, an en neien Uewen ze investéieren op engem vun deenen zwee Sitten, deen dann um leschte Stand vun der Technik ass, dee modern ass, deen energieeffizient ass an ëmweltfrëndlech fonctionéiert.

Wéi gesot, iwwert dee Cooldown vum Uewen zu Diddeleng an d'Zesummeleeë vu Luxguard 1 a Luxguard 2 hunn ech hei scho rapportéiert virun zwou Wochen.

Wat d'Diskussioun iwwert d'Personal ugeet, ass Guardian am Moment amgaangen, sech mat deenen zwou Personaldelegatiounen iwwert d'Entwécklungen ze beroden an och ze consultéieren. D'Resultater dovunner sollt een ofwaarden. Ech ka fir de Moment nach net soen, wat dobäi erauskënnt. Ech hu gesot, dass Guardian eis d'Assurance ginn hat, dass se géifen dat Ganzt op eng sozial verträglech Aart a Weis maachen, dass d'Hoffnung ass, dass esou vill wéi méiglech Leit kënne recaséiert ginn an aner Industriebetriber an dass déi Leit, déi kënnen a Preretraite goen, dann och an d'Preretraite geschéckt ginn, dat heescht, dass esou mann wéi méiglech Stellenofbau hei wäert um Enn derbäi erauskommen.

Et gëtt, wéi gesot, och hei e permanenten Echange têscht der Firma an dem Wirtschaftsministère, fir dëse Prozess beschtméiglech ze begleeden.

Wat sécher ass haut, an dat betrëfft eisen Industriestanduert, dat ass, dass mer als Ekonomieministère mat eiser Wirtschaftspolitik weiderfueren, fir deen Industriestanduert ze moderniséieren an en op déi Manéier méi nohalteg opzestellen.

Déi Lëtzebuerger Industriebetriber bleiwen a ginn international méi kompetitiv, wa se mat manner Ressourcen auskommen. Mir hunn duerno en Debat an eng Questioun iwwert d'Kreeslafwirtschaft. Dat schaaft Aarbechtsplazen an ass och gutt fir d'Ëmwelt.

Ech géif hei och gären eng Kéier déi Beispiller nenne vun deenen, déi ech virun zwou Woche genannt hunn: de Site vu Goodyear, wou en héich modernt Wierk gebaut ginn ass viru Kuerzem zu Diddeleng; Husky mat hirem Projet „Factory of the Future", wou och d'Digitaliséierung ganz un éischter Stell steet.

Dat si Beispiller, déi weisen, dass d'Industrie zu Lëtzebuerg och nach eng Zukunft huet, virun allem wann d'Industrie 4.0 ass, héich modern, digitaliséiert an ëmweltfrëndlech.

D'Fro nach, ob 2018 Engagementer geholl gi si vu Guardian, déi kann ech ganz kloer mat Nee beäntwerten. Dat waren deemools positiv Gespréicher, déi an eng aner Richtung gaange sinn, mee et si vusäite vu Guardian keng ferm Engagementer deemools geholl ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Fayot.

Mir kommen dann elo un d'Fro Nummer 126 vum Här Jeff Engelen un d'Ministesch fir Famill an Integratioun iwwert de Remboursement vum REVIS. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 126 du 29 juin 2020 de M. Jeff Engelen relative au remboursement du REVIS, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Jeff Engelen *(ADR).-* Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt der Familljeministesch dës Fro stellen, an zwar zu de Geldfuerderunge vum Fonds de solidarité u Leit, déi eng gewëssen Zäit Usproch haten op de REVIS.

Vill vun dëse Leit hunn an hirem Liewen eng schlecht Iwwerraschung, wa se op e Retour à la fortune, zum Beispill eng Ierfschaft, e Lotteriegewënn oder sief et och nach esou kleng Saachen, déi integral Zomm mussen zréckbezuelen, an dat no dacks 20, 30 oder 40 Joer. An da wëssen déi Leit net méi, wat dat deemools war a wéi dat war. Si kënnen emol doheem dacks net méi nokucken, well se hir privat Saachen net esou laang archivéieren. Mee och d'Betriber hu keng Obligatioun, fir déi Saache méi wéi zéng Joer ze archivéieren. An da kënnt dacks e Problem op an dann huet ee keng Méiglechkeeten.

An duerfir wollt ech am Fong geholl d'Madamm Ministesch froen, ob et net méiglech wier, wa Leit Usproch haten op de REVIS, ob se net och kéinten all Joer en Extrait geschéckt kréien, esou wéi se dat och bei der Pensiounskeess kréien, en Extrait kréien, wat se nach dem Fonds national de solidarité schëlleg sinn. Ech mengen, et wier eng Saach vun der Transparenz, an dann hätten och d'Leit herno d'Méiglechkeet, fir eventuell e Recours ze maachen, wann eppes falsch berechent ginn ass. Well wie geet no 20, 30 Joer dat nach nokucken? Wie kann dat och nokucken? Dat ass jo onméiglech! Et kënnen och 40 Joer sinn.

An da wier dat selwecht och, wann eng Hypothéik op d'Haus agedroe gëtt, wou dann am Fong geholl schonn d'Ierwe vum Verstuerwenen, Pätterchen oder Bömchen, wann ech esou däerf soen, dann nach iergendwéi do ..., iergendwéi krut déi eng Kéier eng Leeschtung vum REVIS oder vum RMG, fréier war et jo RMG, da weess kee méi esou richteg, wat dran ass.

An ech mengen, wann all Joer esou eng Zoustellung kéim, datt een dat nach schëlleg ass, da wier dat eng Saach vun Transparenz a vu méi Kloerheet. An et géif och jiddwerengem d'Méiglechkeet ginn, fir do Recours dergéint ze maachen.

A wa mer scho beim REVIS sinn, dann hätt ech och nach eng kleng Ureegung oder e Wonsch. Wann eng kleng Ierfschaft kënnt bei engem, deen am Fong geholl vum REVIS eng Zäit profitéiert huet, ob et do net méiglech wier, e Barème anzeféieren, datt dee Mann oder déi Fra e klengen Deel vun hirer Ierfschaft awer nach kéint halen, well et betrëfft jo am Fong geholl ëmmer dann dacks déi Leit, déi un der Aarmutsgrenz liewen. Ech mengen, do misst ee vläicht iergendwéi sech grondsätzlech iwwerleeën, wéi een do dee Barème kéint opstellen, fir deene Leit awer e klengen Deel vun der Ierfschaft zoukommen ze loossen.

Ech géif Iech da Merci soe fir d'Nolauschteren an ech géif och der Madamm Ministesch Merci soe fir hir Äntwert.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci villmools, Här Engelen. An dann huet d'Wuert: d'Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.-* Jo, villmools merci, Här President. Merci dann och fir d'Fro, well ech denken, dass ee reegelméisseg muss drun erënneren, wat de REVIS ubelaangt, wie muss zréckbezuelen a wat muss zréckbezuelt ginn. Et muss, esou wéi den honorabelen Deputéierten et grad gesot huet, just zréckbezuelt ginn, wann een „à meilleure fortune" kënnt. Oder awer eng aner Aart a Weis, wou ee muss zréckbezuelen, dat ass, wann een ze vill kritt huet. Notamment zum Beispill wann d'Familljesituatioun, d'Akommessituatioun sech verännert huet, een dat awer vläicht net matzäit gemellt huet an een dann e puer Méint ze vill kritt huet, déi muss een dann effektiv rembourséieren.

Fir de Rescht muss ee just rembourséieren, wann een „à meilleure fortune" kënnt. Wann een „à meilleure fortune" kënnt, dat heescht, wann een entweeder eng Ierfschaft, eng grouss Ierfschaft mécht oder zum Beispill am Lotto gewënnt. Dat kéint och zum Beispill eng meilleure Fortune sinn, déi een hätt a wou een da misst zréckbezuelen, wou den FNS da kënnt.

Fir d'éischt emol d'Info: Et sinn 30 Joer, den Droit de prescription, keng 40. Dat heescht, bis 30 Joer kann den FNS effektiv d'Restitutioune spille loossen a froe goen, dass een da soll zréckbezuelen, wat een dem FNS schëlleg ass.

Fir Iech op Är Fro ze äntweren, well déi ganz pertinent ass, ob een net all Joers kéint en Extrait geschéckt kréien. Ech froen do den FNS, ob dat eventuell méiglech wier. Si mussen do mam Centre informatique vun der Sécurité sociale dee Moment kucken, ob dat technesch méiglech ass. Mee d'Leit kréien op jidde Fall en Extrait, an deem se gesot kréien, wivill se dem FNS schëlleg sinn am Fall, wou se „à meilleure fortune" géife kommen.

Do zu der meilleure Fortune géif ech awer och gäre soen, an ech hu mer de Betrag extra matbruecht: Wann een en Ierwen en ligne directe huet, da muss een net alles zréckbezuelen. Et kann ee bis zu ... Also et kann een 248.316 Euro a 6 Cent behalen. Dat heescht, eréischt ab deem Montant gëtt zréckgefrot. A bei aneren Ierwe sinn et allerdéngs 1.700 Euro. Dat heescht, bei den direkten Ierwen ass dee Montant awer relativ héich.

Wéi gesot, ech huelen awer d'Ureegung emol mat fir ze froen, ob een net, vläicht net all Joers, mee awer méi reegelméisseg kéint emol en Extrait geschéckt kréien, wann een nach iergendwéi eppes an der Schold huet par rapport vum FNS, well 30 Joer si jo och eng laang Zäit. An et kann och emol sinn, dass ee sech do och net méi esou richteg erënnert, wéi dat viru 5, 10, 15, 20 oder carrement 30 Joer genau war. Duerfir huelen ech dat ganz gäre mat op de Wee.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci der Madamm Familljeministesch Corinne Cahen.

An da komme mer un d'Fro Nummer 127 vun der Madamm Francine Closener un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Organisatioun vun der Schoulrentrée 2020/2021. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 127 du 30 juin 2020 de Mme Francine Closener relative à l'organisation de la rentrée scolaire 2020/2021, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Francine Closener *(LSAP).-* Villmools merci, Här President. Et war an et ass e ganz speziellt Schouljoer, wat elo de 15. Juli op en Enn geet. A kee weess esou richteg, wéi dat nächst Schouljoer, dat de 15. September jo schonn erëm ufänkt, wäert ausgesinn.

De Minister, an hien net eleng, hofft op eng normal Rentrée. Mee nach ass jo awer ganz onsécher, ob dat méiglech ass oder ob et awer vill méi Neiinfektioune ginn, wann eng zweet Well effektiv kënnt.

Op där anerer Säit musse virop d'Gemengen, d'Schouldirektioune jo awer gewuer ginn, wéi se sech sollen oder mussen op déi Schoulrentrée astellen, wéi se sech mussen opstellen, wéi se sech mussen organiséieren, an och d'Schüler an d'Eltere wëlle sech jo optimal kënne virbereeden.

Duerfir wéilt ech haut vum Educatiounsminister wëssen, éischtens, wéi a virun allem wéini hien iwwert d'Organisatioun vun der Rentrée kommunikéiere wäert. Wat ass de Stéchdag, un deem ee sech kann orientéieren?

Zweetens, huet de Ministère en Alternativkonzept, wann d'Zuel vun den Infektioune méi staark klëmmt wéi erwaart? Zum Beispill, gëtt dann nees direkt vum 15. September un op de System vun den A- a B-Gruppen zréckgegraff?

An dann nach, drëttens, den Horaire, fir moies vun 8.00 bis 13.00 Auer am Fondamental Schoul ze halen, deen ass jo allgemeng net schlecht ukomm. Huet de Minister wëlles, am nächste Schouljoer op deem Wee ze bleiwen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci, Madamm Closener. Den Här Minister fir Educatioun Claude Meisch huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.-* Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och der Madamm Francine Closener fir déi Fro hei. Mir hu grad gëschter eng weider Rentrée fir dëst Schouljoer jo gehat an effektiv musse mer schonn op déi nächst kucken, op déi regulär Rentrée de 15. September.

Mir hunn natierlech och mat Spannung déi Rentrée vu gëschter erwaart. No engem Dag kann ee sécherlech do nach net all Bilan zéien, mee virun allem emol am Fondamental denken ech, datt dat gutt fonctionéiert huet, datt d'Schüler frou ware beieneenzekommen. Et huet een Echoe kritt, datt se eigentlech ganz disziplinéiert waren - méi disziplinéiert, wéi wou der manner do waren, awer nach eng Kéier, well hinne bewosst ginn ass, datt et e grousse Moment, e wichtege Moment fir si ass an datt mer awer och nach ëmmer Schoul halen a Presenz vum Covid-19 an datt mer duerfir eis un all déi Reegelen, déi jo déi selwecht bliwwe sinn, och an Zukunft mussen halen.

Dee positiven Echo, deen hunn ech och de Moien an enger Konferenz mat dem Collège des directeurs vermëttelt kritt. Ënner anerem beleet dee positiven Echo och eng Zuel, nämlech datt mer an den Übungswoche wärend dem A-a-B-Modell ënner 50 % Participatioun haten. Dat war jo fakultativ.

Elo ass et nach ëmmer fakultativ. Mir hunn awer elo iwwer 90 % Participatioun. Dat heescht, d'Leit, d'Elteren an d'Schüler hunn dat matgedroen, hu matgedroen, datt den A- an de B-Grupp zesummekomm sinn, a wollten och erëm zesummen an d'Schoul kommen. An och déi waren alleguerte present gëschter an de Schoulen, net nëmmen, datt se sech ageschriwwen haten, se hu sech also och net duerch déi Berichterstattung an och net duerch déi méi héich Infektiounszuelen am Laf vun deene leschten Deeg dovunner ofhale gelooss.

Dat stëmmt mech dann awer nach eng Kéier confiant, datt mer zumindest am Fondamental, denken ech, elo wäertvoll Erfarunge wäerte maachen, wéi mer, jo, mam Covid-19 kënne liewen a mam Covid-19 och kënne Schoul halen a Schoul organiséieren. A momentan ass et jo esou, datt d'Gemengeréit queesch uechtert d'Land amgaange sinn, hir Schoulorganisatiounen ze finaliséieren, hir Schoulorganisatiounen ze stëmmen, unzehuelen, a se ginn eigentlech dovunner aus, datt et eng regulär Rentrée wäert sinn.

An ech hoffen och, datt mer dat natierlech kënnen herno och erfëllen. Woubäi mer, an dat kann een haut net wëssen, Dir wësst, wéi schnell d'Situatiounen an deene leschten Deeg heiansdo geännert hunn, natierlech musse kucken, dee Moment där sanitärer Situatioun Rechnung ze droen. Mee ech denken, datt mer mëttlerweil awer esou vill Erfarung hunn, datt mer relativ normal Schoul kënnen assuréieren, och wann de Virus weider present wäert sinn an och wa mer méi eng héich Zuel vun Infektiounen, Neiinfektioune wäerten hunn, wéi dat haut de Fall ass.

An ech mengen, datt d'Regierung natierlech gutt beroden ass, och op dat zréckzegräifen, wat eis momentan e Stéck Confiance gëtt, datt d'Schoul sécher ass, nämlech déi intensiv Testreien, déi gemaach ginn, wou jo Schüler an Enseignanten a Gruppe vu fënnef agedeelt ginn an all Woch een aneren aus deem Grupp vu fënnef getest gëtt. Sou hu mer permanent e Querschnëtt vun der Entwécklung vum Virus duerch déi ganz Schoulpopulatioun bei de Schüler an den Enseignanten am Fondamental an am Secondaire. A mir kënnen och ganz schnell dorobber reagéieren, wann ee gesäit: Do ass iergendeppes, wou de Virus sech eng Kéier méi schnell erëm entwéckelt huet. An natierlech erlaabt dat et eis och, jo, relativ schnell an ëmmer erëm positiv geteste Leit zréckzehuelen an ze isoléieren, bis se dann nees net méi ustiechend sinn.

Ech wäert awer och en vue vun der nächster Rentrée an der nächster Woch, an dat ass eng Demande hei jo vun der Chamber, e Konzept fir Rattrapage souwuel an de leschte Woche vun der Summervakanz wéi awer och am éischten Trimester vum nächste Schouljoer presentéieren, well mer wëssen natierlech, datt et Schüler gëtt, déi besser duerch de Confinement an duerch d'A- a B-Woche komm si wéi anerer, an anerer, déi hunn awer sécherlech nach Lacunnen. Dat däerfe mer net ignoréieren an do musse mer alles maachen, fir datt mer do kënnen hëllefen. Do sinn ech amgaangen, zesumme mat den Enseignantsgewerkschaften an den Direktiounen och en deementspriechend Konzept virzeleeën.

Nach eng Kéier zum Horaire. Ech mengen, et hat och hei an der leschter Woch schonn drop geäntwert, datt mer natierlech elo net Hals iwwer Kapp en neien Horaire aféieren. Mir wäerte matzäiten de Bilan maachen, wat alles elo huet misse getest ginn, an der Nout huet misse getest gi wärend dëser ganz schwiereger Situatioun. A wann ee sech do fir d'Zukunft, fir eng mëttel- a laangfristeg Zukunft kann drun orientéieren, da wäerte mer och mat deene jeeweilege Partner dat diskutéieren an zréckbehalen. An do soll och den Horaire eng Kéier diskutéiert ginn, gradesou wéi awer och ganz vill aner Sujeten. Ech denken un déi digital Outilen. Ech denken awer och un d'Kommunikatioun tëscht der Schoul an den Elteren an de Schüler ënnereneen. Do hu mer alleguerten immens vill bäigeléiert, Positives bäigeléiert. An dat solle mer natierlech fir d'Zäit no Covid-19 och kënnen halen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

A mir kommen dann zur Fro Nummer 129 vum Här Charles Margue un de Minister fir Aarbecht a fir Sozial- a Solidarwirtschaft iwwert d'Aarbechtskonditioune vun de Saisonsaarbechter. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 129 du 30 juin 2020 de M. Charles Margue relative aux conditions de travail des travailleurs saisonniers, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

M. Charles Margue *(déi gréng).-* Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, sief et a Schluechthaiser bei eisen Noperen oder an de Spargelsfelder, d'Covidkris huet eis opmierksam gemaach op d'Aarbechtsbedéngunge vun atypesch Beschäftegten.

Och hei zu Lëtzebuerg spillt d'Saisonsaarbecht a verschiddene Secteuren, virun allem am Tourismus, an der Landwirtschaft - mir haten elo d'Spargelsaison -, eng wichteg Roll. Esou sinn et haaptsächlech Mënschen aus den ëstleche Memberstaate vun der EU, déi all Joer op Lëtzebuerg kommen, fir beispillsweis och elo nach am Hierscht an der Lies oder - fréier war et - op der Fouer ze hëllefen.

Méi wéi an aneren Aarbechtsverhältnisser besteet hei eng Gefor, dass verschidde Betriber sech net un d'Spillreegelen halen. D'Aarbechter, déi oft net iwwert déi néideg Sproochkompetenze verfügen oder net genuch Informatiounen iwwert dat nationaalt Aarbechtsrecht hunn, kënnen hei schnell an eng ongënschteg Situatioun geroden.

Den Aarbechtsminister huet d'lescht Woch, zesumme mam Direkter vun der ITM, de Rapport vun 2019 virgestallt. An dorauser geet ervir, dass de Service Inspections, Contrôles et Enquêtes 2019 iwwer 2.000 Dossieren traitéiert huet. Bon.

Duerfir meng Froen un den Här Minister:

Wéi schätzt den Här Aarbechtsminister d'Bedéngungen am Beräich vun der Saisonsaarbecht an?

Wéi gesäit et genau mat de Kontrollen am Beräich vun der Saisonsaarbecht aus?

Ass et méiglech ze soen, wéi vill vun deenen 2.000 traitéierten Dossieren dëse spezifesche Beräich couvréiert hunn?

Eng Problematik, déi och am Kontext vum Covid besonnesch brisant ass, ass déi vum Ënnerdaach vun de Saisonsaarbechter. Wéi gesäit et heimat aus zu Lëtzebuerg? Goufen hei an der Vergaangenheet spezifesch Kontrolle vun de Bedéngunge vum Ënnerdaach duerchgeféiert?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.-* Merci, Här Margue. Den Här Minister fir Aarbecht, Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft Dan Kersch huet d'Wuert.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.-* Merci, Här President. Merci och dem honorabelen Här Margue fir déi ganz interessant Fro. Mir wëssen, dass mer traditionell am Beräich vun de Saisonsaarbechter u sech zwee

grouss Secteuren hunn, iwwert déi mer diskutéieren. Dat ass d'Agriculture an den Horeca-Beräich. Ech sinn och frou, dass mer viru Kuerzem hei konnten e Gesetz verabschiden, eestëmmeg, esou wäit ech dat nach an Erënnerung hunn, wou mer och d'Aarbechtszäiten an deem Beräich vun der Saisonsaarbecht emol regléiert hunn an domadder engem gewëssene Wildwuchs Virschub geleescht hunn.

Am Joer 2019 hu mer 80 Kontrolle gemaach, wat d'Aarbechtskonditiounen ugeet an d'Santé/Sécurité, am Secteur vun der Agriculture an 224 Kontrollen am Horeca-Beräich. Bei dëse Kontrolle si virun allem d'Dispositioune betreffend d'Aarbechtskontrakter, d'Aarbechtszäiten - en traditionellt Theema -, d'Remuneratiounen, awer och d'Majoratioune gekuckt ginn, d'Nuetsaarbecht, d'Sonndesaarbecht a selbstverständlech och, ob déi néideg Examen-médicale gemaach ginn. Dat ass also do, wou eis Kontrollen ëmmer hir Haaptachs drop riichten, an dat ännert och bei de Saisonsaarbechten net par rapport zu deenen normale Kontrollen.

Wat elo dee spezielle Problem ugeet vun der Kontroll vun de Privatwunnengen, ass den Artikel 614-3 vum Code du travail, dee ganz kloer seet, dass d'ITM nëmmen ënner besonnesche Konditiounen dierf eng Kontroll maachen. An zwar dierf se déi nëmme maache mat engem Mandat vum Untersuchungsriichter. Et mussen och zwee Kontrolleren da matgoen, net nëmmen een. A se dierf just tëschent 6.30 Auer moies an 8.00 Auer owes gemaach ginn.

Wat de Contrôle vun der Salubritéit vun de Logements locatifs ugeet, eng Diskussioun, déi ganz speziell am Moment aktuell ass wéinst den Diskussiounen ëm d'Schluechthaiser, déi mer an Däitschland haten. Ech hat déi Fro och schonn op enger Pressekonferenz gestallt kritt an hu ganz kloer gesot, dass mer esou Verhältnisser, wéi mer se op der Televisioun do gesinn hunn, wéi se an Däitschland sinn, hei zu Lëtzebuerg Gott sei Dank net hunn. Et ass awer och hei ganz kloer, dass mer eng gesetzlech Reglementatioun hunn, an zwar déi vum 20. Dezember 2019 « relative aux critères [...] de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité auxquels doivent répondre les logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation ».

An do ass et ganz kloer och, wat d'Kompetenzen ugeet. Déi leien engersäits beim Buergermeeschter, anerersäits awer och bei de Médecin-inspecteure vun dem Ministère de la Santé oder awer bei der Police. Déi kënnen zu all Moment kontrolléieren, ob bei de Logementer an den Zëmmeren, déi verlount oder zur Dispositioun gestallt ginn, d'Salubritéitsbestëmmungen, d'Sécherheetsbestëmmungen an och d'Habilitéitskonditioune respektéiert ginn oder net.

Et ass vläicht ganz interessant, fir dat emol eng Kéier hei ganz ëffentlech ze soen an dann déi eenzel Instanzen op hir Verantwortung eng Kéier opmierksam ze maachen.

Elo kann een, wann een dat elo esou seet, soen: De Minister huet u sech näischt domadder ze dinn. Déi Situatioun, wéi ech se beschriwwen hunn, ass esou, wéi se juristesch zu dësem Moment existéiert.

Allerdéngs, an dat wësst Der, ass et eng Situatioun, déi keen zefriddestellt. An duerfir ass et gutt, dass mer e Projet de loi ausgeschafft hunn, de Projet de loi 7516, wat eng Transpositioun vun enger Direktiv vu Bréissel ass, d'Direktiv 2018/957, wou mer also amgaange sinn, och ganz kloer ze definéieren, dass, wa Salariéen am Detachement sinn, dann déi Wunnengen, déi se zur Verfügung gestallt kréien, och mussen de Lëtzebuerger Salubritéitsvirschrëften entspriechen. Wa mer dat Gesetz bis gestëmmt hunn, kritt d'ITM erweidert Kompetenzen, fir dann och den Zoustand vu Wunnengen ze kontrolléieren. An ech mengen, dass dat insgesamt eng gutt Saach ass.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, dem Aarbechtsminister. Mir kéimen dann un d'Fro Nummer 130 vum Här Marc Spautz un de Minister fir sozial Sécherheet iwwert d'Prise en charge vun der finanzieller Entschiedegung bei Aarbechtsonfäegkeeten. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 130 du 30 juin 2020 de M. Marc Spautz relative à la prise en charge financière de l'indemnité pécuniaire en cas d'incapacité de travail, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President. Meng Fro riicht sech un de Minister vun der Sécurité sociale, den Här Romain Schneider, obwuel en nëmmen indirekt domat ze dinn huet, well et ass eng Fro, déi sech ëm d'CNS bekëmmert. Et ass net de Minister selwer an och net säi Ministère, dee sech do ëm d'Ausbezuelunge bekëmmert.

Wéi mer alleguerte wëssen, ass am État de crise decidéiert ginn, dass d'Krankekeess direkt géif d'Krankegeld iwwerhuelen. Et ass eis elo zougedroe gi vun ëmmer méi Leit, déi Schwieregkeeten hunn, déi Suen ze kréien, wat dann awer och, wann et méi eng laang Krankheet ass oder méi eng schwiereg Krankheet ass, wéi an deem leschte Beispill, wat ech elo hunn, bei Kriibs, dass dann op eemol d'Suen net nokommen, d'Rechnungen awer scho kommen.

An ech wollt dofir vum Minister wëssen, wuel wëssend, dass et jo souwisou elo eriwwer ass mat där Reegel, well mer jo déi deementspriechend Gesetzer hunn, ob et him bekannt ass, dass do Retarde bei der Krankekeess sinn, respektiv ob hien net d'Méiglechkeet hätt, bei der Krankekeess ze intervenéieren, well dat awer bei verschiddene Leit ganz schlecht Situatioune kann ervirbréngen, wa se mussen op d'Sue waarden an d'Leit e bësse méi retizent sinn, fir dann eng Avance sichen ze goe bei den Office social, wat hinne jo vum Gesetz hier géif zoustoen, mee dass d'Leit net wëllen dodrop zréckgräifen.

An dofir meng Fro, Här Minister: Kënnt Der bei der CNS intervenéieren, fir dass mer do en Deblocage kréien?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. Den Här Minister fir sozial Sécherheet Romain Schneider huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Merci, Här President. Merci och dem Här Spautz fir déi Fro hei. Ech menge schonn, als Minister vun der Sécurité sociale sinn ech responsabel fir d'CNS an natierlech och fir all déi Froen an och déi Problemer, déi opgeworf ginn, zoustänneg.

Ech géif och soen, an den Här Spautz huet zu Recht gesot, wou d'Basis ass: d'Gesetz, dat mer hei gestëmmt hunn. An et war effektiv wärend enger gewëssener Zäit a virun allem wärend der Covidkris vum 1. Abrëll bis den 30. Juni üblech, d'Krankegeld direkt iwwert d'CNS bezuelen ze loossen an dat net wéi soss iwwert de Patron respektiv iwwert d'Mutualitéit ze maachen. Dat ass eppes, wat engersäits bei der CNS natierlech, virun allem beim Personal, en immens groussen Aarbechtsopwand war. An ech mengen, dat gouf awer alles geleescht. Dat ganzt Saiséiere vun deenen eenzelne Certificaten an duerno d'Gestioun konnten assuréiert ginn.

Et goung virun allem och drëm, an dat hate mer och d'lescht Kéier beim Gesetz hei preziséiert, datt d'Revenuen och viru bei den Assuréen, bei de Salariéë konnte garantéiert ginn. D'Gefor war nämlech do, datt d'Liquiditéiten eventuell bei de Patronen net méi do gewiescht wieren, fir d'Krankegeld ze bezuelen, virun allem dat wärend där éischter Zäit. Elo leeft et jo ab dem éischten Dag säitens vun der CNS.

Et goufen eng Rei Problemer beim Ausbezuelen. Dat stëmmt awer elo net massiv. Et war e klenge Prozentsaz, well si waren zréckzeféiere virun allem op zwou Saachen: Engersäits, all déi Sue goufe per Virement ausbezuelt an et gouf constatéiert, datt verschidde Konten net korrekt waren, net méi à jour waren. D'Konten hu missen nogefrot ginn. D'Leit hunn nei Konten eraginn an dunn ass de Virement gemaach ginn. Dat war ee vun de Problemer, deen entstane war.

Derniewent natierlech wéi ëmmer eng Remise tardive vun de Krankeschäiner, déi erakoumen. Och déi Leit goufen net direkt bezuelt, wéi dat och an anere Fäll de Fall ass.

An dann deen drëtte Volet, deen derbäikoum: Duerch déi vill Mesuren, déi gemaach goufen, a virun allem och d'Bezuelen, wat d'Krankegeld betrëfft, direkt iwwert d'CNS, wärend de Congé pour raisons familiales jo vum Patron ausbezuelt gouf, an do och ganz dacks gemengt gouf, an der éischter Zäit virun allem, och dee géif direkt vun der CNS bezuelt ginn, sinn eng Rei Leit och, déi dat verwiesselt hunn.

All déi Saachen, mengen ech, sinn an der Tëschenzäit awer dohinnerkomm, datt se konnte berengegt ginn. Ech wäert selbstverständlech, esou wéi d'Ufro vum Här Spautz ass, nofroe bei der CNS, och nach eng Kéier intervenéieren, datt mer och dee leschte Prozentsaz do aus de Féiss kréien an datt selbstverständlech d'Leit, esou wéi och de Sënn vum Gesetz war, esou séier wéi méiglech hiert Krankegeld do ausbezuelt kréien.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Minister Romain Schneider.

Da kéime mer un d'Fro Nummer 131 vum Här André Bauler un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Renovatioun an d'Modernisatioun vum Sportskomplex zu Dikrech. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 131 du 29 juin 2020 de M. André Bauler relative à la rénovation et à la modernisation du complexe sportif à Diekirch, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. De Staat huet den 13. November 2015 de Sportskomplex zu Dikrech an der rue Merten vun der Gemeng ofkaaft. D'Iddi war et, d'Schwämm an d'Sportshal ze renovéieren an ze moderniséieren.

A senger Äntwert op meng schrëftlech Fro vum 3. Mäerz 2016 sot den Här Bauteminister, dass en État des lieux grad ewéi eng Analys wäerte gemaach ginn, fir duerno en Avant-projet détaillé auszeschaffen. Den Här Minister hat och deemools ugekënnegt, dass déi Aarbechten am Laf vun de Joren 2019 an 2020 kéinte gemaach ginn, soudass se eventuell kéinten oder hätte kënnen ofgeschloss gi fir d'Ouverture vun der neier Akerbauschoul zu Gilsdref.

Dowéinst wollt ech, Här Minister, follgend Froe stellen:

Éischtens emol, wou ass deen Dossier de Moment drun?

Kann den Här Minister schonn eppes iwwert de Käschtepunkt vun deem Projet soen?

Wéini kënnen oder kéinten d'Aarbechten ufänken?

A wéi laang géife se daueren?

An ass scho gewosst, wie vun der Renovatioun vun der Schwämm profitéiere wäert? Ech denken do zum Beispill un d'Arméi oder u Schoulen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Bauler. Den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte François Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Ech soen dem Här Bauler Merci fir déi Fro. Här President, wéi versprach, ass 2017 den État des lieux gemaach ginn. An do ass d'Struktur vum Gebai gekuckt gi wéi och den techneschen Equipement, Parachèvement, dat heescht, wéi ass den Zoustand vum Gebai. An et sinn eng ganz Rei Mängel natierlech, wéi Der Iech kënnt virstellen, festgestallt ginn.

Éischtens emol, dat ass elo manner verwonnerlech, d'Energieeffizienz, déi ass schlecht an deem Gebai. Bon, logescherweis. Zu deem Zäitpunkt, wou dat gebaut ginn ass, do ware mer nach an engem ganz anere Film, fir dat ze kucken. Da sinn awer och am gesamte Gebai vill Mängel festgestallt ginn. Et ass awer an engem relativ schlechten Zoustand. Ech mengen, et huet och schonn eng Rei Joren um Bockel. Duerfir musse ganz vill Aarbechte gemaach ginn, Conformitéit, Assainissement, natierlech d'Etancheitéit vum Gebai, mee awer och dann dee ganzen energeetesche Konzept, dee muss komplett geännert ginn.

Déi ganz Analyse sinn ofgeschloss an et ass och schonn en Avant-projet sommaire den 21. Mee dëst Joer un den zoustännege Ministère, deen dann herno d'Gebai soll iwwerhuelen, weidergeleet ginn, nämlech den Educatiounsministère. A mir hunn awer parallell natierlech och scho mat den Études d'exécution ugefaangen, mat der Planung fir a Richtung vum Avant-projet détaillé. Mir rechnen, datt dat nach sechs Méint dauert, bis den Avant-projet détaillé fäerdeg ass.

Et ass esou, datt de Chantier vun deem Gebai wäert dräi Joer daueren. Mir ginn dovun aus, datt de Chantier 2022/2023 ufänkt. Firwat 2022/2023? Dat huet e ganz gudde Grond. Well, Dir kënnt Iech virstellen, wa mer déi Sportshal an déi Schwämm do zoumaachen, da musse mer en Ersatz fannen, mindestens fir déi Sportshal. Déi wäert da fonnt ginn um Härebierg, well dann ass déi Hal 2022/2023 fäerdeg gebaut. Da kann do ausgewach ginn. Et ass awer allerdéngs esou, datt fir d'Schwämm natierlech an där Iwwergangszäit do vum Chantier kaum eng Léisung ze gesinn ass.

An de Käschtepunkt, mee da si mer nach ëmmer ..., do sinn ech ganz virsiichteg, dat ass de Projet APS. Natierlech, mir sinn elo emol bei Schätzunge vun 28 Millioune fir dee ganzen Assainissement. Mee, wéi gesot, virsiichteg, well dat ass den Avant-projet sommaire an do kënnen nach vill Saachen nokommen herno, wann et elo ëm den Detail geet, fir datt dat awer vläicht méi bëlleg gëtt, mee et kann awer och méi deier ginn.

Dann natierlech, wann et fäerdeg ass 2025, da geet d'Affektatioun zréck, also bei d'Educatioun kënnt se dann hin, net zréck. Da kënnt se bei d'Educatioun. A mir maachen awer och eng Konventioun mat der Gemeng Dikrech.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Bausch. An da komme mer zur Fro Nummer 132 vum Här Sven Clement un de Minister fir Educatioun iwwert déi nei Covid-19-Infektiounen an der Schoul. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 132 du 30 juin 2020 de M. Sven Clement relative aux nouvelles infections à la Covid-19 dans l'éducation, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat ewell d'lescht Woch eng Question parlementaire urgente an engem änleche Beräich gestallt, wou et och drëm gaangen ass, wéi d'Prozedure sinn, wann e Schüler oder een aus dem Léierpersonal positiv getest gëtt an der Schoul. Déi Äntwert ass de Moien zougaangen. An no där Äntwert stinn awer fir mech méi Froen op, wéi der u sech beäntwert sinn, vläicht och, well et e Léierprozess fir eis alleguerten ass, wat geschitt, wann een an enger Struktur Leit positiv test.

Et ass mer iwwert déi lescht zwee Deeg och zougedroe ginn, datt an enger ganzer Rëtsch vu Klasse Personal respektiv och Schüler positiv getest goufen, mat deenen dach awer ënnerschiddlechen Interpretatiounen, wat da geschitt. Sou gëtt et eng Léierin, déi an enger Klass ass mat engem positive Fall, déi selwer confinéiert gouf. Hire Mann, deen och Léierpersonal ass, gouf net confinéiert, hält weiderhi Schoul. An d'gemeinsaamt Kand, wat och mat deenen zwee dann am Stot wunnt, geet och weiderhin nach an eng drëtt Klass an d'Schoul. Deementspriechend stelle sech awer scho Froen, wéi enk oder wéi large een dat mat dem Confinement am Secteur d'enseignement gesäit.

Meng konkreet Froe sinn:

Stand haut: Wéi vill Klasse sinn aktuell an der Quarantän?

Wéi vill Schüler betrëfft dat?

Ass d'Mise en quarantaine also d'Standardprozedur, wann et e positive Coronafall an enger Klass gëtt?

A wa jo, wéi large gëtt dat dann och ausgebaut? Dat heescht: Ginn d'Famillje vun engem Schüler respektiv Léierpersonal, deen ënner Quarantän ass, och quarantänéiert?

A kënnen d'Elteren am Fall vun dëser Quarantän vum dem Congé pour raisons familiales ënnert dem Statut vum Covid-19 profitéieren? Well och dat ass natierlech eng Fro: Wa Kanner a Quarantän gesat ginn, d'Elteren awer net, wie passt dann op d'Kanner op?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Clement. Den Här Minister fir Educatioun, Jugend a Kanner, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech si gäre bereet, op déi Fro hei ze äntweren, esou gutt dat mer méiglech ass. Dir wësst awer sécherlech, wéi Der alleguerten heibanne wësst, Här Clement, datt ech als Educatiounsminister keen a Quarantän setzen an dat doten net meng Kompetenz ass. Mir suivéieren dat awer natierlech a kucken, datt mer dat maîtriséieren. Mee dat ass d'Kärkompetenz vun der Santé, der Gesondheetsministesch respektiv der Direction de la santé oder der Inspection sanitaire.

Mir hunn awer, opgrond dass déi Fro komm ass, nach eng Kéier sondéiert bei den Direkteren an hunn och, wat d'Lycéeën ubelaangt, eng ronn 45 Schülerinnen a Schüler fonnt, déi reell a Quarantän sinn. Do sinn elo net Schülerinnen a Schüler drënner, déi positiv getest goufen, déi natierlech och isoléiert sinn, mee do ass et reng formal keng Quarantän. Hei sinn et Quarantänen, well een a Kontakt war mat engem anere Schüler oder enger anerer Persoun, déi positiv getest gouf. Dovunner si fënnef Klasse betraff. A reng wierklech formal Quarantäne gëtt et momentan och nëmmen an zwee Lycéeën, op jidde Fall laut eisen Informatiounen.

Et gëtt nach natierlech eng Rei vun anere positiv geteste Fäll, wou awer keng Quarantänen da verhaange goufen. Dovunner sinn aacht Persoune betraff a véier verschiddene Lycéeën.

Wat d'Grondschoulen ubelaangt, do ass d'Bild esou, datt insgesamt sechs Klasse vu Quarantäne betraff sinn, dat a véier verschiddene Gemengen. Do ass et esou, datt Kanner a Klassen, déi mat anere Kanner zesummen an enger Klass a Quarantän gesat goufen, dat sinn der 54 insgesamt. An da gëtt et awer och nach eng

Kéier Kanner, déi a Quarantän sinn, wou se net zesumme mat Fréndinnen a Kolleegen aus der Klass oder hiren Enseignanten a Quarantän gesat gi sinn, mee aus iergendwellechen anere Grënn a Quarantän gesat goufen; dat sinn der 48.

Do muss een awer vläicht eng Kéier weisen, wéi ee mat Virsiicht awer och déi heiten Zuele muss kucken. Vun deenen 48 sinn der 33, déi sech doduerjer erklären, datt eng Fotosession bei engem Fussballveräin war, wou 33 Kanner, déi dann an ënnerschiddleche Schoulen, awer an enger Gemeng sinn, betraff waren an doduerjer hu missen a Quarantän gesat ginn.

Wann ech déi 54 an déi 48 Schüler do zesummenhuelen, da sinn dat der 102. Gläichzäiteg sinn do och véier verschidden Enseignantë betraff gewiescht.

Vläicht nach ee Wuert zum Enseignement fondamental. Do ass d'lescht Woch vill geschwat ginn iwwer eng Situatioun an enger Schoul zu Wolz, well wärend enger Woch op eemol bis fënnef Fäll zousätzlech opgefall sinn an detektéiert goufen an där Schoul. An dat huet natierlech jiddwereen interpelléiert. A mir woussten awer och relativ fréi, datt et hei eng eenzeg Famill géif betreffen, well et zwou Schwësteren an dräi Kusinne waren. Also si mer dovunner ausgaangen, datt eigentlech de Problem net an der Schoul läit.

An et ass jo och dat, wat mer ëmmer erëm soen: Déi positiv Fäll vu Schüler a vun Enseignanten, déi mer mierken, déi sinn natierlech, stelle mer fest, och an der Schoul, mee déi sinn net duerch d'Schoul an duerch d'Schoulaktivitéit an aller Reegel verursaacht.

Hei hu mer dat awer, fir wierklech op Nummer sécher ze goen, nach eng Kéier wëlle wierklech wëssen. A mir hunn och déi ganz Schoulcommunautéit do getest. Vun deenen 373 Leit, souwuel Schüler wéi och Enseignanten an aner Intervenanten, déi an der Schoul do aktiv sinn, sinn der bis elo 326 getest ginn an alleguerte ware se negativ. An dat confirméiert eis nach eemol, wat ech grad gesot hunn, nämlech datt an aller Reegel et esou ass, wann e Schüler positiv getest ass, dann huet en dat net an der Schoul kritt, mee da bréngt en et éischter an d'Schoul eran.

Mee natierlech solle mer awer do extreem virsiichteg sinn a kucken, datt et do net weidergeet. An duerfir hu mer trotz deene ganze Klassen, déi elo beienee sinn, jo awer nach all déi aner Sécherheetsdispositiffen, déi mer oprechterhalen hunn.

Dann Är Fro, ob Familljemembere vun engem Schüler, deen ënner Quarantän steet, ob och déi a Quarantän gesat ginn: an der Reegel net. Et ass ëmmer esou, datt den éischte Kontaktrang, datt déi a Quarantän gesat ginn. Dat ass op jidde Fall esou, wéi mir et bis elo gesinn, wéi d'Inspection sanitaire dat doten handhaabt. An dann eréischt, wann sech do géif e positive Fall wierklech erausstellen, datt da gekuckt gëtt: Jo, wie war da mat deem neie positive Fall am éischte Rang ronderëm déi Persoun a Kontakt. An déi géif da retracéiert ginn, a Quarantän gesat gi respektiv getest ginn.

Et ass och esou, an dat weisen e bëssen déi Zuelen hei, datt et ënnerschiddlech gehandhaabt gëtt. Bei deenen enge Situatiounen, do ass et esou, datt eng Klass, e Grupp, en Deel vun enger Klass a Quarantän gesat gëtt. An anere Fäll ass et esou, datt eebe just eng positiv Persoun detektéiert gëtt an da gesot gëtt, datt déi sech muss isoléieren. Dat hänkt awer einfach och vun der jeeweileger Situatioun of, mat där zesumme wierklech gekuckt gëtt.

An dat ass fir d'Schoulen net aneschters, wéi et fir aner Aktivitéiten och ass, datt gekuckt gëtt: Wéi enk war dee Kontakt do? Wéi reegelméisseg war dee Kontakt do? An do läit et dann un der Inspection sanitaire, fir dat ze jugéieren, ob se just eng Persoun oder méi Persounen da virsiichtshalber wëllt isoléieren.

Nach ee lescht Wuert zum Congé pour raisons familiales. Momentan ass et esou, datt ee vun deem natierlech och ka profitéieren, well d'Quarantän esou gesi gëtt wéi all Krankeschäin an een dee Moment natierlech och ka vun deem Congé profitéieren.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Educatiounsminister Claude Meisch.

Da komme mer zur Fro Nummer 133 vum Här Georges Engel un de Minister fir d'Fonction publique iwwert d'Ausschaffe vun engem Deontologiekodex fir d'Staatsbeamten.

- Question n° 133 du 30 juin 2020 de M. Georges Engel relative à l'élaboration d'un code de déontologie pour les agents publics, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Effektiv, et ass eng Fro un de Minister vun der Fonction publique, déi op eng Fro vu mengem Virgänger, dem Här Alex Bodry, zréckgeet, eng Fro, déi den Alex Bodry den 30. Oktober 2019 gestallt huet a wou ënner anerem och dran ernimmt ass, dass et effektiv eng Noutwendegkeet gëtt, fir deontologesch Reegelen ze fixéieren op allen Niveaue vun der Administration publique. Säit 2012 gëtt et e Code de conduite fir d'Regierung, d'Chamber an och de Staatsrot, dat als Preventioun, fir Infraktiounen a fir Interessekonflikter ze vermeiden.

D'Regierung huet sech engagéiert, fir e Code de déontologie fir Gemengegewielter auszeschaffen. An den 13. Oktober 2011, op Initiativ vum honorabelen déizäit Deputéierte François Bausch, ass eng Resolutioun hei an der Chamber ugeholl ginn, déi iwwer e Code de déontologie vu Beamte geet.

An duerfir hunn ech dräi Froen un den zoustännege Minister:

Wat sinn d'Suitte vun däser Initiativ, nodeems dass ee weess, dass 2017 d'Lignes de bonne conduite administrative ausgeschafft goufen an och publizéiert goufen?

Ass de Minister der Meenung, dass de Statut vum Fonctionnaire, deen eng ganz Rei vu Reegele jo virgëtt, alleguerten d'Froen op déi betreffend Interessekonflikter beäntwert?

An déi drëtt Fro: Missten do net awer verschidden Avantagë besser gereegelt ginn an engem Code de déontologie?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. Den Här Minister fir d'Fonction publique Marc Hansen huet d'Wuert.

M. Marc Hansen, *Ministre de la Fonction publique.*- Här President, Här Deputéierten, ech si frou, dass mer op déi Fro do eng Kéier ze schwätze kommen, well ech hat och dem President d'Fro gestallt, wéi ech mat där soll ëmgoen, déi nach en Deputéierten opstoen huet, deen net méi an der Chamber ass.

Ech mengen, dat hei ass vläicht eng gutt Aart a Weis, fir déi dann eng Kéier aus der Welt ze kréien, well déi dee Moment net beäntwert war, wou den honorabelen Deputéierte Bodry d'Chamber verlooss huet.

Wat ass geschitt zanter där Resolutioun? Ech mengen, ech kann e bëssen den Tour maachen an ech géif dofir emol eng Kéier e bëssen eng Opdeelung maache vun deene verschiddene Kategorien, wann ech mer dat erlaben däerf, wat d'Beamten ugeet.

Ee Wuert iwwert d'héich Beamten, well nämlech och an dem fënnefte Cycel vun der Evaluatioun vun dem GRECO koume Recommandatiounen, wat d'Regierung ugeet, wat héich Beamte géif ugoen an d'Police. An do ass eeben och iwwer deontologesch Reegele geschwat ginn, déi do vläicht géife feelen an déi opzeschaffe wären.

Mir hunn doropshin 21 Recommandatioune kritt, 11 un d'Regierung an héich Beamten an 10 un d'Police. An d'Regierung huet dann Enn Dezember, pünktlech zum Oflaf vum dem Delai vun der GRECO-Propos, gekuckt, wéi se deene Recommandatioune kéint begéinen. An an deem Pak, deen net nëmmen d'Ministere betrëfft, ass och eng ganz Rei u Mesurë virgesinn, wat héich Beamten ugeet, also déi Beamten, déi no bei de Ministere schaffen, direkt fir de Minister schaffen. An do hu mer e Koup u Propose gemaach.

Et war u sech virgesinn, dass de GRECO sech géif zu deene Propose vun der Regierung am Mäerz positionéieren. Dat ass natierlech mat der Coronakris elo no hanne geréckelt. Déi Äntwerte sinn elo nach net do. A wa mer déi eng Kéier bis hunn, huet d'Regierung 18 Méint Zäit, fir dann Neel mat Käpp ze maachen a fir definitiv Reegelen ze maachen, wat och déi héich Beamten ugeet.

Dann ass an engem zweete Kontext schonn eppes geschitt, an dat ass nämlech och deemools beim GRECO, ech hunn et gesot, ernimmt ginn, dat ass d'Police. Bei der Police, ech mengen, dat ass och hei virgestallt ginn an der Chamber, gëtt et ewell e Code de déontologie. An deem Code de déontologie sinn och dann esou Kapitelen dra wéi d'Integritéit an d'Incorruptibilitéit, d'Dignitéit, d'Impartialitéit an och Activité-accessoiren. Dat sinn awer och Coden, déi ganz vill nach eng Kéier op dem Statut berouen, soudass mer eeben elo schonn emol zanter där Resolutioun zwee substanziell Brocken do ugaange sinn. Deen een ass direkt an der Beaarbechtung an deen aneren, deen huet dann och schonn e Code de déontologie.

An dann awer och nach iwwert déi aner Beamten alleguer. Dir hutt nämlech d'Fro gestallt: Wat gëtt et dann esou do oder wéi gesitt Der d'Situatioun? Also, och wann néierens „Code de déontologie" grouss dropsteet, ginn et awer am Statut ganz vill Reegelen, un déi d'Agente sech ze halen hunn.

Mir hunn deontologesch Reegelen, generell Reegelen am Statut. Mir hu spezifesch Reegele fir verschidde Kategorië vu Fonctionnairen. Zum Beispill gëtt et och e Règlement intérieur am Prisong mat extraen Devoire fir d'Giischtercher. Mir hu souwisou penal Infraktioune spezifesch fir d'Beamten, oder déi souguer hir Infraktiounen aggravéieren.

An da wëll ech soen, dass mer all déi Reegelen och vermëttelen an de Coursë vun dem INAP, souwuel an der Formation initiale wéi an der Formation continue.

Ech géif vläicht aus dem Statut e puer Punkten zitéieren, déi net onwichteg sinn, déi awer weisen, dass och do scho ganz kloer Saachen drastinn.

Zum Beispill muss den Agent sech normal un d'Gesetzer an un d'Reglementer halen. Den Agent däerf keng Uerderen ausféieren, déi penal strofbar sinn. Den Agent, deen däerf dann och wärend an ausserhalb vu senge Fonctiounen näischt maachen, wat dem Interêt vum ëffentlechen Déngscht käint schueden oder wat net der Dignitéit vu senger Fonctioun entsprécht.

Dann e bësse méi spezifescher. Den Agent däerf keen Avantage matériel froen, unhuelen oder sech verspriche loossen, deen e kéint an e Konflikt bréngе mat de Gesetzer. Do stinn dann och esou Saachen dran, wéi dass den Agent zum Beispill, wann en en Dossier huet, wou e mengt, net onofhängeg ze sinn, dass en dat sengem Superieur ze mellen huet, dass en den Dossier kann un en aneren transferéieren.

Mir hunn och do natierlech e Kommissär. Wann een dergéint verstéisst, da gëtt et Procédure-disciplinairen. Säit 2004, also zanterdeem et dee Kommissär da gëtt, sinn 1.100 där Affären traitéiert ginn. An am Schnëtt, wann een eng Kéier iwwert déi Zäit kuckt, verléisst all zwee Méint ee Beamten den Déngscht opgrond vun enger Affaire disciplinaire, well e sech un déi dote Saachen net gehalen huet.

Mir hunn dann och nach an deem, wat ech scho beschriwwen hunn, déi héich Beamten, d'Police an aner Beamten, do mierkt een, dass vläicht net „one fits all", dass een een Text kann hunn, ee Code de déontologie, deen iwwerall ganz gutt passt. Dofir ass et scho vläicht besser, esou mat verschiddenen Approchë virzegoen. A mir hunn och an deene leschte Jore Guiden erausginn, zum Beispill wéi d'Superieur-hiérarchiquen oder d'Administratioune mat Alkoholproblemer sollen ëmgoen.

Mir sinn der amgaangen auszeschaffen, wat den Harcèlement ugeet. Dat heescht, och do schaffe mer am Moment un engem ganze Koup vun esou Guiden an Approchen, fir eeben och dat, wat am Statut steet, kënnen ze begleeden, weisend awer och, dass schonn zwee grouss Brocken um Wee sinn, fir se och ëmzesetzen, a wou mer natierlech och op Äntwerten da waarde vun deene Leit, déi eis do evaluéiert hunn, wat eeben och héich Beamten ugeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Fonction-publiques-Minister Marc Hansen.

Da komme mer zur Fro Nummer 134 vum Här Léon Gloden un de Minister fir sozial Sécherheet iwwert d'Reouverture vu verschiddene CNS-Agencen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 134 du 30 juin 2020 de M. Léon Gloden relative à la réouverture de certaines agences de la CNS, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Säit e puer Deeg hunn eng Rei Agencë vun der Gesondheetskeess, der CNS, erëm hir Dieren opgemaach no der Covidkris. Eng Rei Büroen hunn normal opgemaach an eng Rei Agencen, do kritt Der e Rendez-vous. Ech sinn ugeschwat gi virun e puer Deeg, datt zu Gréiwemaacher zum Beispill d'Agence zou wier, hu mech dunn op der CNS renseignéiert a krut gesot, datt ënner anerem dee Büro eréischt géif fréistens am September opmaachen.

Ech sinn dunn op de Site gaang vun der CNS a stelle fest, datt besonnesch am ländleche Raum d'Antenne respektiv d'Agencë vun der CNS zoubleiwen, wéi zum Beispill Gréiwemaacher, Réimech, Iechternach, Wolz, Rëmeleng, Réiden un der Atert, Dikrech an och Beetebuerg.

Duerfir meng Froen un den Här Minister:

No wéi enge Krittären ass entscheet ginn, wat fir eng Agencen erëm opgemaach ginn?

Firwat gouf hei net besser op eng regional Verdeelung opgepasst?

Wéi kann de Minister och dem ländleche Raum eng gewësse Proximitéit garantéieren?

Wéini ass geduecht, datt weider Agencen erëm opgemaach ginn?

An déi Büroen, déi zou sinn, sinn déi awer all besat oder sinn déi Employéen op aner Büroe verdeelt gi respektiv am Teletravail?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Gloden. Den Här Minister fir sozial Sécherheet Romain Schneider huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Merci och deem Här Gloden fir déi Froen do. Ech mengen, et muss ee fir d'éischt väläicht soen, datt effektiv nom Ausbroch vun der Covid-19-Kris, -Problematik mer relativ séier op der CNS reagéiert hunn, fir virun allem engersäits den Assuré ze protegéieren an op där anerer Säit awer och d'Beamte respektiv d'Personal, wat an deenen eenzelne Raimlechkeete vun der CNS schafft.

Dobäi hu mer awer och parallell probéiert, en place ze setzen, datt awer eng Kontinuatioun géif kommen, fir datt virun allem och all déi Froe respektiv déi Aarbechten, déi dann erleedegt ginn, wann een op eng Agence respektiv an ee Guichet geet, kënnen aneschters beschafft ginn. Et gouf zum Beispill de Remboursement par facture, et gouf deen neie System iwwert den Traitement vun de Remboursementer agefouert. Do, wann een d'Rechnung aschéckt mam Beleeg, datt se bezuelt ass, kann een direkt online kucke goen, wou d'Beaarbechtung vun der Rechnung drun ass; eng Fro, déi ganz dacks op den Agencë gestallt gëtt.

Op där anerer Säit hu mer och een FAQ ageriicht, deen och op dem CNS-Site ass, fir eenzel Froen, déi ëmmer erëm gestallt ginn, wann d'Leit an d'Guichete ginn, kënnen ze beäntwerten.

Et gouf du virun allem och a Phase geschafft. A fir direkt op d'Fro anzegoen: De Moment sinn eng Rei Guichete vun der CNS erëm opgaangen an deene leschte Wochen. Dat sinn déi an der Lëtzebuerger Stad, zu Diddeleng, Déifferdeng, Miersch an Ettelbréck, alles dat awer op Rendez-vous virun allem. Mir hunn derniewent d'Agencë vun Hollerech a vun Esch, déi iwwregens ab dem 26. Juni déi nei Lokaler wäert kréien an dann den 29. Juni wäert och op Rendez-vous kënne schaffen. Et ass virun allem d'Decisioun geholl ginn, déi méi kleng Agencen ... A wann ech „kleng Agencë" soen, da geet et virun allem och drëm, wivill Leit datt do schaffen. Do si meeschtens tëschent zwee bis véier Leit, déi do schaffen. Do ware mer mat der Situatioun konfrontéiert, datt ganz vill vun deene Leit engersäits am Congé pour raisons familiales elo ware respektiv op där anerer Säit wollten am Teletravail schaffen. A mir kënne jo net eng Agence opmaachen, wou nëmmen eng Persoun ass.

Et muss een och kucken, datt eng Kontinuitéit dran ass, soudatt effektiv an där nächster Zäit elo nei Agencen am Juli wäerten opgoen erëm direkt. Dat ass déi nei Agence, déi zu Wolz wäert kommen, an awer och déi nei, déi zu Mondorf wäert kommen, déi déi vu Réimech wäert ersetzen. An deem Moment sinn dann néng direkt Agencen op, an da bleiwen déi aner Agencen nach, déi och da kontinuéierlech duerno wäerten opgoen. An do gouf ganz kloer decidéiert och am Verwaltungsrot vun der CNS, datt een do d'Entwécklung dobausse wäert kucken.

Mee mir envisagéieren esou schnell wéi méiglech och déi aner Agencen nach, sief et Maarnech, Réiden, Beetebuerg, Dikrech, Rëmeleng, Gréiwemaacher respektiv Iechternach, mat opzemaachen, soudatt ech dovun ausginn, datt an deenen nächste Wochen ... An ech ginn dovun aus, datt awer eng Rei vun deenen Agencë scho viru September kënnen opgemaach ginn, natierlech ëmmer a Considératioun, datt virun allem och d'Covidkris kann an deenen Zuele virugoen, esou wéi mer se de Moment haten. An ech hoffen, datt mer net an eng aner Evolutioun wäerte kommen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Minister Romain Schneider.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 135 vum Här Gusty Graas un de Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung iwwert d'Ausbreedung vun der Tularämiebakterie am Saarland. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 135 du 30 juin 2020 de M. Gusty Graas relative à la propagation de la tularémie en Sarre, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här Buergermeeschter.

(Hilarité)

M. André Bauler *(DP)*.- Dat war eemol.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dat ass scho laang hier.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- E war och Buergermeeschter!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dat ass scho laang hier.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Dat ass den Nodeel, wann een zwou Kapen ophuet, da kënnt dat do vir. Entschëllegt awer, Här President.

Här President - selbstverständlech -, de saarländesche Rundfunk huet effektiv déi lescht Deeg gemellt, datt fënnef Fäll vun Huesepescht am Saarland elo opgetaucht wieren. Elo kann een natierlech d'Fro stellen: Wat ass d'Bedeitung vun der Huesepescht? Wat huet dat u sech elo vläicht souguer mat enger parlamentarescher Fro ze dinn? Mee wann ee sech e bësselche méi domat auserneesetzt, da mierkt een awer ganz séier, datt dat awer e ganz seriöe Sujet ass.

Tularämie effektiv heescht déi Krankheet. Déi ass héich ustiechend an, wéi gesot, se ass iwwerdrobar op de Mënsch, an zwar wann de Mënsch am direkte Kontakt ass mat den Déiere respektiv mat Exkrementer vun deenen Déieren. An d'Symptomer, an dat erënnert eis leider e bësselchen un déi Zäit, an där mer elo liewen, déi si grippeänlech, an zwar Kappwéi, héich Féiwer, Houscht an och Problemer mat de Glidder, soudatt een also muss Antibiotika huelen, fir dat kënnen ze bekämpfen.

An Däitschland sinn 2018 eng ronn 54 Fäll festgestallt gi beim Mënsch. Déi Krankheet ass zënter 1911 bekannt. An zwar ass se fir d'éischt an Amerika detektéiert ginn. Hei an Europa ass se virun allem méi present a Skandinavien, Tschechien, Spuenien, Georgien an och Däitschland. A vu, wéi gesot, datt elo am Saarland, dat ass jo awer net ganz wäit ewech, e puer Fäll detektéiert goufen, wollt ech an deem Kontext awer un den Här Minister e puer Froen hei stellen:

Éischtens, sinn och Fäll vun der Tularämie hei zu Lëtzebuerg bekannt?

An dann eng zweet Fro: Ass déi Tularämie meldeflichteg?

Drëttens, an den USA besteet en Impfstoff, deen an Däitschland zwar net direkt bis elo bekannt ass. Mee wéi steet et ëm d'Situatioun vun der Impfung?

Véiertens, wéi schätzt de Minister u sech d'Problematik vun der Tularämie hei zu Lëtzebuerg an?

An eng fënneft Fro ass déi, ob een net awer misst zu dësem Zäitpunkt nach eng Kéier, vu d'Proximitéit zum Saarland, zumindest mat de Baueren an och mat de Jeeër Kontakt ophuelen, fir gegeebenefalls éischt Moossnamen ze treffen, fir datt esou Problemer net bei eis hei optauchen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. Den Här Landwirtschaftsminister Romain Schneider huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Merci, Här President. Ech mengen, déi Fro vum Här Schäffe Gusty, pardon, vum honorabelen Deputéierte Gusty Graas ...

(Hilarité)

... ass natierlech eng, déi pertinent gestallt ass. An ech mengen, ech selwer hu mech och nach eng Kéier de Mëtteg, nodeem d'Fro erakoum, informéiert. A virun allem mengen ech hei, datt dat saarländescht Landesamt fir Verbraucherschutz e ganz gudde Resümmee mécht, deen ech wierklech nëmme ka recommandéieren nozekucken, well et effektiv eng Kränkt ass respektiv Symptomer, déi do optrieden, déi mer an der leschter Zäit kenne geléiert hu bei aneren Erkrankungen, a wou mer wëssen, wat dat fir eng Auswierkungen hat.

Ech mengen, et gouf festgestallt, datt effektiv, wéi Der richtegerweis gesot hutt, d'Saarland elo zënter zwee Méint e Monitoring vun deene Fäll mécht an dann och am Labo Analyse mécht. An deem Kontext hu se dann och effektiv d'Jeeër, d'Baueren, d'Bevëlkerung opgefuerdert, do, wou effektiv Kadavere fonnt ginn, sief et virun allem vun Huese respektiv dann awer och Kanéngercher, dat ass jo ee vun den Haaptmierkmaler, virun allem déi Populatioun, déi direkt beaflosst ass, fir dat ze mellen, respektiv och do, wou gesi gëtt, wann effektiv verschidden Déiere Signaler weisen. Si weisen déi séier, datt och hei relativ onnatierlecht Verhalen ass, datt se dorëmmer torkelen, datt se apathesch ginn. Dat sinn e bëssen d'Symptomer, déi hei opgetaucht sinn.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg bis elo nach keng esou Kadaveren ofgi kritt. Mir hunn also bis elo nach kee Fall och hei zu Lëtzebuerg gehat. Bei eis ass dat, wéi Der wësst, de Labo effektiv vun der Veterinärinspektioun, deen déi doten Analyse géif maachen. An an deem Moment, wann een déi Krankheet hei zu Lëtzebuerg da géif feststellen, da géifen och déi eenzel Mesuré gräifen, esou wéi mer dat generell bei deene Krankheeten hunn, do, wou effektiv och direkt eng Gefor do ass, engersäits fir Déier, déi awer och fir de Mënsch eventuell da kéint spillen.

An deem Fall, mengen ech, wéi Dir et och proposéiert hutt, muss een dat engersäits suivéieren. Mir huelen och nach eng Kéier Kontakt op mam Saarland, awéiwäit dat doten och bei hinne virugaangen ass, wat den Impfstoff betrëfft respektiv och, wéi si dee ganze Monitoringplang suivéieren hannendrun. Awer och virun allem, mengen ech, an dat kann een direkt maachen, datt een d'Jeeër, d'Baueren, d'Bevëlkerung eng Kéier opfuerdert, och opzepassen, wann een esou Déiere fënnt, datt déi Kadaveren effektiv ofgeliwwert ginn an datt mer da konkreet kënnen duerno kucken. Voilà!

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Landwirtschaftsminister Romain Schneider.

An ech ginn dovun aus, datt de Landwirtschaftsminister och op déi lescht Fro äntwert, obschonns datt déi un d'Gesondheetsministesch geriicht ass. A, den Här Kersch mécht dat! Et ass eng Fro vum Här Jean-Marie Halsdorf iwwert d'Entdeckung vun engem Nokomme vum Virus vun der Schwéngsgripp. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 136 du 30 juin 2020 de M. Jean-Marie Halsdorf relative à la découverte d'un virus descendant du H1N1 (grippe porcine) susceptible de provoquer une future pandémie, adressée à Mme la Ministre de la Santé

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, effektiv kéint och den Här Minister vun der Agriculture, de Landwirtschaftsminister mer op déi Fro hei äntweren. An ech hoffen, dass ëmmer ee kompetent bleift, well effektiv hunn ech mer de Moie Gedanke gemaach: Wéi ech d'Press gelies hunn, du stoung do „nei Form vu Schwéngsgripp" an der Press! An, dat ass scho beonrouegend, dat soll a China de Fall sinn. An effektiv ass do en neien Influenzavirus, se nennen e G4, bei de Schwäin opgetaucht.

Et ass d'Resultat vun enger Etüd, déi gemaach ginn ass tëschent 2011 an 2018, fir am Fong geholl ze kucken, wéi grouss d'Potenzial ass, wa Vire bei Déiere sinn, déi herno kënne Pandemien ausléisen. An duerfir ass bei 30.000 Schwäin effektiv d'Nuesschläimhaut ënnersicht ginn an och bei 1.000 aneren, wou Wäerter (veuillez lire: Problemer) ware mat der Ootmung. An dat ass geschitt a China an zéng Provënzen. An et ass scho beonrouegend, wat do festgestallt ginn ass, well do sinn dann 179 verschidde Viren, an zwar vun deem Typ G4 do, identifizéiert ginn. A wat dat eeben esou bedenklech mécht, ass, dass de Schwéierpunkt vun deene G4 bei deem Virus läit, deen am Fong geholl am Joer 2009, mengen ech war et, den H1N1-Virus, dee mer hei an Europa haten, deen déi Pandemie ausgeléist huet.

An do ass et scho sécherlech gutt a wichteg, dass een dat elo am A behält. Well d'Ofstamung vum Virus, dat ass am Fong geholl e Mix vun H1N1-Souchë vun Europa an Asien, mee awer déi selwecht Souche H1N1 war och an Nordamerika, déi si mat dran. An d'Kärelement am Fong geholl, dat si Vullegrippviren, an do ass de Mënsch net immun. An dat mécht d'Saach esou komplizéiert.

An duerfir hu se jo och schonn Tester gemaach bei Frettercher, bei den Déieren, well déi änlech reagéiere wéi d'Mënschen. An do hu se och festgestallt: Féiwer, Houscht a Schnapp, mee vill méi schlëmm wéi bei anere Viren. Also, do ass e Potenzial do, wou ee sech muss Gedanke maachen a wou een da muss kucken, wéi mer hei elo virginn oder wéi hei d'Weltgemeinschaft virgeet, well a China hu schonn 10,4 % vun deene Leit, déi am Fong an de Schluechthaiser schaffen, (veuillez lire: 10,4 % vun de Schwéngszüchter) Anticorpsen zu deem Virus, 10,4 %, a 4,4 % vun der Bevëlkerung.

An elo kënnt d'Gretchenfrage: Hunn déi Leit elo Anticorpsen, well de Virus vum Déier op si gesprongen ass? Oder hu se Anticorpsen, well de Virus vum Mënsch op en anere Mënsch gesprongen ass? Sollt dat esou de Fall sinn, dat ass bis elo nach net kloer, da sti mer nees virun enger Pandemie. An duerfir ass et wichteg, ganz wichteg, dass mer elo e Monitoring maachen - an ech ginn dovun aus, dass d'Chineesen dat och maachen - vun deene Leit, déi an deene Schluechthaiser schaffen.

An duerfir meng Froen och un d'Regierung an dann in globo:

Si mer do am Bild vun där ganzer Geschicht? A wéi gi mer do vir? Well ech maache mer awer Suergen. Well et kann net sinn, dass mer elo eng Pandemie hunn an an engem hallwe Joer hu mer nees eng aner mat engem anere Virus, dee vläicht manner schlëmm ass. Awer ech géif elo nawell gär wëssen, wéi dat elo do soll weidergoen, wéi eng Mechanismen elo do gräifen, fir dass mer net an esou eng Logik erakommen, wat do virgesinn ass, wéi eng Alarmglacken do uginn oder net uginn.

Ech wär frou, wa mer haut och vläicht net all Äntwerte kréien, dass mer vläicht an e puer Méint eng Kéier gesot kriten, wou mer an deem Punkt hei dru sinn. Well dat hei ass och esou eng Geschicht wéi déi, wou ech heihinnerkomm sinn den 29. Februar, wou ech gesot hunn: Den Direkter vun der OMS huet gesot, de Virus, de Covid, wier eng „menace très grave pour l'humanité". An haut wësse mer jo, wou mer dru sinn!

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Halsdorf. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Landwirtschaftsminister Romain Schneider.

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, en remplacement de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Ech äntweren zwar net als Landwirtschaftsminister, ech äntweren am Numm vun der Regierung drop, virun allem a Vertriedung vun der Gesondheetsministesch, déi en aneren Dossier de Moment dréngend ze traitéieren huet.

Bon, ech mengen, esou wéi den Deputéierte Jean-Marie Halsdorf gesot huet, ass et effektiv esou, datt mer mussen an dëser Zäit oppassen op all déi Saachen, déi effektiv dobaussen zirkuléieren, international zirkuléieren. Dat, wat de Gusty Graas gesot huet, d'Tularämie, ass och e Punkt, deen och eng Kéier kann eng ganz aner Dimensioun kréien. A genausou ass et och hei, datt effektiv, wéi gesot, déi chineesesch Fuerschungsgrupp virun e puer Deeg an der bekannter wëssenschaftlecher Zeitung „Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America" een Artikel publizéiert huet, wou déi nei Variant ebe vun dësem Grippevirus beim Schwäi beschriwwe gëtt.

An ech mengen, mir wëssen all, datt d'Schwäi fir d'Gripp e wichtegen Hôte sinn - dat wësse mer zënter Laangem - an d'Schwäi sech gläichzäiteg mat verschiddene Variante vum Grippevirus infizéiere kënnen an dobäi Variante mat neien Eegeschaften entstoe kënnen an eebe grad op de Mënsch iwwerdroe kënne ginn. Dat ass jo dat Geféierlechst bei dëse Viren.

Dofir gëtt a Länner, wou massiv Schwéngszuucht bedriwwe gëtt, an dat ass net zu Lëtzebuerg, dat ass virun allem och a China, wéi och hei erëm eng Kéier, de Fall, och eng systematesch Iwwerwaachung vu Vire gemaach bei Déieren a bei de Mënschen, déi mat dësen a Kontakt sinn.

Deen neie Virus, deen elo H1N1 G4 genannt gëtt, ass 2016, esou wéi Dir et gesot hutt, eng éischte Kéier fonnt ginn an huet verschidden Eegeschafte vun dem Schwéngsgrippevirus, déi eis nach gutt bekannt si vun der Pandemie 2009, och beinhalt. Esou kann e sech gutt op d'mënschlech Rezeptorproteine bannen, produzéiert vill Viruspartikelen an Zellkulture vu mënschlechen Epithelzellen an aus de Loftweeër - och erëm hei eng Kéier d'Loftweeër -, déi direkt implizéiert sinn a wéinst enger héijer Infektivitéit an enger Transmissioun iwwer Aerosolle bei verschiddenen Déieremodeller.

Et besteet weider eng just schwaach Kräizimmunitéit mat anere Grippeviren. Dat heescht, d'mënschlech Bevëlkerung ass aktuell schlecht géint och esou e Virus geschützt. Et gëtt och schonns indirekt Beweiser, datt de Virus de Mënsch effektiv infizéiere kann - ech mengen, Dir hutt et gesot -, well ongeféier 10 % vun den Aarbechter op enger Schwéngsfarm a China haten Antikierper géint dëse G4-Virus, wat een indirekten Temoin vun enger Infektioun ass. Dat Berouegend derbäi ass, datt effektiv zënter 2016 dëse Virus festgestallt gouf an et bis elo zu kengem Ausbroch komm ass.

D'OMS an déi chineesesch Gesondheetsautoritéite wäerten an hunn dëse Virus awer weider genau am A a wäerten och Alarm schloen, wann e sech ausbreet. An am Allgemengen, mengen ech, musse mer hei ënnerstraichen, wéi ech ugefaangen hunn, datt ëmmer e Risiko besteet, datt nei Virusse wäerte kommen an de Covid-19 mat Sécherheet net dee leschte Virus war, deen an der Welt an ënnert de Mënsche wäert zirkuléieren a virun allem och wou Ausbréch eventuell - an ech hoffen, net ze vill - wäerte kommen.

An deem Sënn, mengen ech, ass et virun allem och wichteg, datt mer zu Lëtzebuerg zënter Joren e Pandemieplang hunn, dee baséiert virun allem emol elo op den Erfarunge vum Covid-19. Mir wäerten dëse Plang à jour setzen, fir virun allem dann och prett ze sinn, wann nei Virusse wäerte kommen an nei Pandemien eis wäerten erreechen.

Den Direkter vun der Santé huet och zousätzlech proposéiert, datt Lëtzebuerg sech sollt an engem Exercice vun enger externer Evaluatioun am Kader vum Règlement sanitaire international vun 2005 engagéieren. Dës sougenannten Joint External Evaluation, déi zesumme mat Experte vun der OMS a vun Europa gemaach gëtt, baséiert op engem Cahier de charges, dee systematesch 19 verschidden Domäner ofdeckt, déi bei enger Pandemie wichteg sinn. Dat geet vum legislative Kontext iwwert d'Koordinatioun, de Laborsystem, d'Capacitéite vun deem jeeweilege Gesondheetssystem an nach villes méi eraus. An ech mengen, et ass dat och de Wee, dee mer mussen aschloen, virun allem och ze kucken, aus der Covidkris ze léieren an och virun allem dëse Pandemieplang ze ajustéieren an zesumme mat der OMS och ze erstellen.

An deem Sënn, mengen ech, dat do gouf detektéiert. Bis elo ass dat eenzeg Berouegend, datt zënter 2016 effektiv keen Ausbroch war. Wat eis awer seet, datt zënter véier Joer effektiv dëse Virus an där Regioun ass, awer bis elo net virugedroe gouf.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Här Minister Romain Schneider.

9. Question élargie n° 33 de M. André Bauler relative à l'économie circulaire au Luxembourg

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut ass d'erweidert Fro Nummer 33 vum Här André Bauler iwwert d'Kreeslafwirtschaft zu Lëtzebuerg. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Wochen hu mir vill Gesetzer hei an der Chamber gestëmmt, déi als Zil haten, fir eise Betriber ze hëllefen, aus der Kris erauszekommen. Enger Kris, fir déi si am Fong net kënnen. Hinne soll gehollef ginn, fir sech kënnen eventuell nei opzestellen an d'Erausfuerderungen unzehuelen, déi sech am Kontext vun der Kris stellen an och doriwwer eraus.

D'DP begréisst, datt esou vill Suen an d'Hand geholl goufen, fir d'Relance oder den Neistart Lëtzebuerg ze erméiglechen. Mee mir wënschen eis och, datt dës Relance esou nohalteg wéi méiglech ass, well ech sinn iwwerzeegt, datt enges guddes Daags de Covid-19-Virus keen Theema méi wäert sinn, déi ekologesch a sanitär Defien awer dofir nach ëmmer méi aktuell wéi jee wäerte sinn.

Et ass ze begréissen, datt d'Économie circulaire, déi sougenannt Kreeslafwirtschaft, eng vun de Prioritéite vun der Regierung ass, well se eise Betriber nei Entwécklungsméiglechkeete bitt an e groussen Deel derzou bäidréit, de Problemer am Ëmweltberäich entgéintzewierken.

Wéi d'Ministere Fayot an Delles den 22. Mee den Neistart Lëtzebuerg ugekënnegt hunn, gouf kloer gesot, datt d'Transitioun op eng méi nohalteg Wirtschaft soll beschleunegt ginn, andeems d'Investissementer an d'Kreeslafwirtschaft solle gefërdert ginn. Zig natierlech Ressourcë ginn ëmmer méi rar. Eis Bauschuttdeponië gi méi séier voll, wéi mer kucke kënnen, neier ginn dréngend gesicht. Dofir hunn d'Entreprisen all Interêt, op den Zuch vun der Économie circulaire ze klammen. Esou kënne se mat manner Matière-premièren auskommen, se produzéiere méi energieeffizient a bei der Kreeslafwirtschaft brauche mer manner Deponien, well d'Materialien en zweet oder drëtt Liewe kréien.

Mat der Kreeslafwirtschaft ginn eis natierlech Ressourcë besser genotzt. D'Liewensdauer vun engem Material gëtt verlängert, well et entweeder nach eemol benotzt ka ginn oder zu engem neie Produkt verschafft gëtt. D'Économie circulaire wäert net nëmmen der Ëmwelt eppes bréngen, nee, se wäert sech och fir eis Betriber an déi schaffend Leit lounen. Heifir muss et awer nach zu engem Paradigmewiessel kommen.

D'lescht Woch hu mer e Gesetz gestëmmt, dat d'Aidë fir energeetesch Renovatiounen an d'Luucht gesat huet. Dat ass natierlech e wichtege Schrëtt. An deem Zesummenhang hunn ech och un eis Betriber geduecht. An ech wollt haut den Här Wirtschaftsminister froen, wéi sech déi sougenannt Kreeslafwirtschaft déi lescht Joren hei zu Lëtzebuerg entwéckelt huet

a wat fir Ustrengungen nach gemaach wäerte ginn, fir dëse Creneau weider virunzedreiwen.

Dofir wollt ech follgend Froe stellen:

Éischtens: Wéi definéiert Dir, Här Minister, d'Kreeslafwirtschaft? Gëtt et eng allgemeng europäesch Definitioun, déi festhält, wat alles genee an de Beräich vun der Économie circulaire fält an och als solcht kann ënnerstëtzt ginn?

Zweetens: Wéi gesäit déi aktuell Subsidiatioun vum Ministère fir d'Betriber am Kontext Économie circulaire aus, finanziell, logistesch an a puncto Berodung?

Drëttens: Wat fir eng Zort Betriber investéieren zu Lëtzebuerg an d'Kreeslafwirtschaft? Wat fir Betriber missten nach méi incitéiert ginn, fir dee Schrëtt ze woen?

Véiertens: Kann den Här Minister der Chamber vläicht e puer Beispiller vu Branchen nennen, déi scho vill an d'Économie circulaire investéiert hunn an esou am beschte konkretiséieren, wéi een dat an Zukunft och weider upake kann?

Fënneftens: Wann de Staat am Sënn vun der Kreeslafwirtschaft baut, wéi dat zum Beispill beim Projet Wunne mat der Wooltz de Fall wäert sinn, fënnt hien da genuch Betriber zu Lëtzebuerg, fir esou e Projet ze realiséieren? Oder muss hien och op Betriber aus dem noen a méi wäiten Ausland zréckgräifen?

Sechstens a leschtens: Wat huet sech mat der Covidkris konkreet geännert? Sinn nei Moossnamen oder Instrumenter geplangt, fir d'Transitioun an d'Kreeslafwirtschaft ze acceleréieren?

Dir gesitt, Här President, wann ech nach e ganz e bësse weiderfueren, dann hunn ech bal eng Punktlandung a puncto Zäit hikritt. Dofir soen ech Iech Merci, Här Minister, fir d'Äntwert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. D'Regierung huet d'Wuert. Fir d'éischt den Här Energieminister Claude Turmes an dann duerno den Här Wirtschaftsminister. Här Turmes, Dir hutt d'Wuert. Ech widderhuelen, datt der Regierung am Ganzen zéng Minutten zoustinn.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Gudde Mëtteg! Villmools merci dem honorabelen Deputéierten André Bauler fir déi Fro. D'Économie circulaire ass, denken ech, niewent der Energie- a Klimapolitik an deelweis souguer fir d'Energie- an d'Klimapolitik e ganz, ganz zentrale Bestanddeel, fir eeben ze verhënneren, dass eis Ekosystemer iwwerstrapazéiert ginn, dass mer och a Knappheete komme vu Ressourcen. An ech denken, wat ganz, ganz wichteg ass ze verstoen, an d'Covidkris huet dat jo deelweis gewisen: D'Économie circulaire kéint eis och wierklech hëllefen, eis geopolitesch Onofhängegkeet vu verschiddene Ressourcen oder a verschiddene Wirtschaftszweiger ze verbesseren.

Et gëtt awer eppes, mengen ech, wat ganz, ganz wichteg ze verstoen ass: An der Energie- an an der Klimapolitik, do kann ech Gesetzer maachen, Norme maachen, an déi brénge mech scho ganz wäit. Ech maachen eng Norm iwwer Autoen, an da verbrauchen déi ganz vill manner. Ech maachen eng Norm iwwer nei Gebaier, an ech kann Null-Energie-Gebaier bauen, ech ka Plus-Energie-Gebaier bauen. An ech kéint Iech ... Mir hunn an der EU eng Gesetzgeebung, déi heescht „Ecodesign", fir sämtlech Frigoen an esou weider. Dat heescht, bei Energie, do kann ech iwwer Gesetzer ganz, ganz vill maachen.

An d'Économie circulaire, dat ass eppes, dat ass iwwer Standarden, iwwer Norme vill, vill méi schwéier ze faassen. An duerfir, als Approche, fir an der Économie circulaire erfollegräich ze sinn, kann een net nëmmen normativ virgoen, mee et muss ee vill méi kollaborativ virgoen, fir d'ganz Gesellschaft, d'ganz Wirtschaft matanzebannen. An dann denken ech, och an enger Regierung, wann ech elo ufänken ze zielen, wien do alles domat ze dinn huet an der Regierung, wäert Der gesinn, et ass net e Minister, et sinn der net zwee, mee et sinn der dräi, véier, fënnef, sechs, well d'Économie circulaire vun hirer Essenz hier eng aner Approche brauch wéi eeben zum Beispill d'Energie- a Klimapolitik.

Vläicht dann einfach: Wou si mer drun an der Regierung? Et ass esou, dass mäi Ministère iwwert den Arrêt grand-ducal eigentlech deen ass, deen d'Koordinatioun soll maache vun dem Politeschen an, loosse mer soen, vun der Strategie.

Et ass natierlech esou, dass d'Carole Dieschbourg als Ëmweltministesch e bëssen d'Basis och setzt. Well déi ganz Offallgesetzgeebung, ob mir Eewee hunn oder Méiwee hunn, ob mir ... Also alles, wat Offallgesetzgeebung ass, ass am Ëmweltministère.

An dann ass et natierlech esou, dass de Wirtschaftsministère an där heite Fro eng immens wichteg Roll spillt, well, wéi ech gesot hunn: „Du kanns dat net nëmmen normativ maachen. Du muss dat eeben och maachen doduerch, dass de quasi proaktiv vun Ufank un d'Wirtschaftskräfte matabënns." An duerfir huet de Franz Fayot als Wirtschaftsminister och e grousse Rôle.

An et ass esou, dass mir dräi zesummen, awer och mat anere Ministèren, elo amgaange sinn, un enger méi detailléierter Économie-circulaire-Strategie ze schaffen. A mir wäerten nom Summer heihinner zréckkommen.

A wann ech soen, aner Ministeren, ech ginn Iech nach e Beispill: Mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng Firma, déi ass net wäit ewech vun do, wou s du wunns a wou ech hierkommen, iergendwou zwëschent Dikrech an Ierpeldeng, déi baut, an déi probéiert elo, Parkhaiser ze bauen, déi circulaire sinn. Dat heescht, e Parkhaus, wat s de erëm kanns ofrappen. Ech war déi elo jéngst besichen.

De Problem ass net, dass de herno dat alles zesummeschraufs an erëm ofrappe kanns. De Problem ass, déi Firma, déi verkeeft haut Parkhaiser. Vläicht ass awer d'Zukunft, dass de de Leasing méchs vun engem Parkhaus. Dat heescht, du gëss engem e Parkhaus, also du baus et, an da verlouns de et eigentlech iwwer 25, 30 Joer. An dat huet natierlech op de Businessmodell vun enger Firma en immensen Impakt. Well wann ech et verkafen, dann hunn ech Cash an der Täsch, wann ech et leasen, dann ass et jo sou, de Banker oder den Auditeur, dee kuckt mech jo ganz aneschters. An duerfir brauche mer och an deem heiten Dossier eng immens enk Zesummenaarbecht mam Finanzministère, well Économie circulaire, ouni dass och Accounting Rules wéi de Risiko vun enger Firma bewäert ginn, ass warscheinlech ..., du kriss e gewësse Wee gaangen, awer du kënns net ganz, ganz wäit, wann s de net och do agéiers.

An deen anere Minister, dee mer och wierklech brauchen, ass de Minister vun de Marché-publicken, de François Bausch. Well, ech mengen, Dir stellt Är Fro: „Wa mer lo Ausschreiwunge maachen, hu mer da Betriber?" Dat heescht, et ass „chicken-and-egg". Wa mir d'Ausschreiwungen net gutt maachen, dann zéie mer och keng Betriber un. Also musse mer och déi ganz Marché-publicke wierklech notzen, fir eis Betriber op déi nei Zäit, op d'Économie circulaire virzebereeden.

Da vläicht zur Strategie: Déi wäert, loosse mer soen, den Iwwerbau maachen. Mir wäerten och, an dat ass keng einfach Aufgab, probéieren, eng Definitioun ze fannen, mat där mer dann alleguerten d'accord sinn. Haut ass et nach e bëssen esou, deen een, dee wiesselt zwou Dieren aus a seet: „Ech sinn Économie circulaire." Deen aneren, dee mécht e bëssen Offallpolitik a seet: „Ech sinn Économie circulaire." Dat heescht, mir hunn am Moment im Staate Luxemburg keng eenheetlech Definitioun. A mir brauchen eng, fir dass mer duerno och alleguerte wëssen: Vu wat schwätze mer? Dat heescht, dat wäert e weesentleche Bestanddeel si vun der Strategie: eng eenheetlech Definitioun, déi mer dann och gäre mat Iech eng Kéier am Detail diskutéieren.

Dat Zweet ass d'Gouvernance. D'Gouvernance, dat heescht: Wéi organiséiere mer eis, fir dass de Lien mat de Wirtschaftskräften esou gutt wéi méiglech ass? Dat heescht, mir brauchen e Gremium, wou déi och mat um Dësch sëtzen, fir eebe mat eis zesummen dann am Detail Projeten ze maachen.

Gutt. An da si mer ... Elo hunn ech nach ..., elo wäert Der soen: „Majo, wéini kënnt en dann zum Punkt?"

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Kommt esou lues zum Schluss, Här Turmes! Ech hat Iech drop opmierksam gemaach gehat, datt d'Regierung zéng Minutten huet.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Jo.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An Dir hutt awer och gesot, datt den Här Wirtschaftsminister och zu där Fro, déi jo am Fong geholl un de Wirtschaftsminister geriicht war, wëllt Stellung huelen.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Jo. Ech hu probéiert, un de Franz ze kommen. Am Moment siche mer de Franz.

(Brouhaha et interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- D'Regierung huet zéng Minutten. D'Regierung muss sech arrangéieren.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Jo.

(Brouhaha)

Okay. Gutt. Ech fuere mol virun.

(Hilarité et interruption)

A, do bass de effektiv! Pardon! Ech hat de Franz net gesinn.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Wou steet de Compteur dann, Här President?

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Lauschtert dann, ech stoppen hei, well déi aner Deeler sinn natierlech dann déi ganz konkreet Pilotprojeten. Ech maachen der eng Rei am Beräich vum Bauen an de Franz wäert Iech elo eng ganz Rei Beispiller ginn am Beräich vun de Betriber, wou mer eebe schonn ugefaangen hunn an och elo weiderfueren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Energieminister. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Merci dem André Bauler fir déi Froen, déi en hei gestallt huet zu dem Sujet vun der Kreeslafwirtschaft. Ech probéieren dann, an deenen dräi Minutten e klengen Tour d'horizon ze ginn iwwert déi Saachen, déi effektiv scho geschitt sinn an deem Beräich, déi mer scho gemaach hunn, haaptsächlech am Wirtschaftsministère bis elo. Et ass esou, dass am Februar 2016 de Startschoss gemaach ginn ass zu dëser ganzer Strategie ronderëm d'Kreeslafwirtschaft. Do ass eng Etüd gemaach ginn iwwert d'Économie circulaire, mat enger ganzer Rei Piste fir dëse Secteur. Et ass en fait fonnt ginn, dass dat e ganz prometteure Wee wär fir d'Lëtzebuerger Wirtschaft. A säithier sinn do eng ganz Rei Saache geschitt.

Fir direkt dann op Är Froen anzegoen. Dir hutt an enger éischter ... De Claude Turmes ass schonn e bëssen op d'Theema vun den Definitiounen agaangen, ech loossen dat op der Säit. Dir hutt gefrot, wéi dann d'Ënnerstëtzung ausgesäit vum Ministère fir de Beräich vun der Kreeslafwirtschaft. Do gëtt et u sech dräi Typpe vun Ënnerstëtzung: Deen een ass finanziell, deen aneren ass logistesch an deen aneren ass a puncto vu Berodung.

Wat fir d'éischt emol dee finanzielle Volet ugeet, esou ass et esou, dass et do eng Rei Aidë gëtt. Dir wësst, dass mer den Donneschdeg en neie Projet de loi presentéieren iwwer Aiden am Kontext vu Covid-19. Do ass e Volet Économie circulaire dobäi. Dat heescht, do kréie Betriber, wa se an d'Kreeslafwirtschaft investéieren, eng supplementaire Tranche, e Bonus vun 20 % Zouschoss fir dee Volet ausbezuelt. Natierlech sinn do niewendrun och nach aner Recherche- an Investitiounshëllefen disponibel fir circulaire Projeten. Dat gëtt och reegelméisseg gemaach, dass Entreprisë fir esou Saache Sue kréien.

Dann ass et esou, dass mat Luxinnovation eng ganz Rei Saache gemaach ginn am Beräich vun der Finanzéierung, engersäits duerch de Programm Fit 4 Circularity, awer och de Programm Fit 4 Resilience, dee lo presentéiert ginn ass am Kontext vum Programm Neistart. Och do ass e Finanzement virgesinn am Beräich vun der Kreeslafwirtschaft.

Dann am Beräich vun der Berodung, och do mécht Luxinnovation eng ganz Rei Saachen: Nach eng Kéier Fit 4 Circularity, Fit 4 Resilience, do kënne Betriber sech berode loossen, wa se sech da wëllen ëmstellen op d'Kreeslafwirtschaft. Mee et gëtt awer och eng Rei Clusteren, wou Saache geschéien. Notamment am Clean-Tech Cluster, wou de Recyclage vu Plastik gemaach gëtt. Am Beräich vun der Konstruktioun awer och de Wood Cluster, wou eng ganz Rei Saache geschéien, déi eppes mat Kreeslafwirtschaft ze dinn hunn. Hei kann een zum Beispill d'Projeten „Holz vun hei" an „Holzhaff" nennen, déi wierklech sollen eppes fir déi regional, circulaire Notzung maache vum Rostoff Holz.

Et gëtt och bis Enn des Joers mat Luxinnovatioun eng nei Kompetitioun geplangt, fir justement eppes ze maachen am Beräich vun de kreativen Industrien, fir och do an der Kreeslafwirtschaft virunzekommen.

An dann ass et esou, dass mer och eng Rei Saache maachen, wou mer Entreprisen ënnerstëtzen doduerch, dass mer Marchéen ausschreiwen, déi ausgeriicht sinn op d'Économie circulaire. Do kann ee soen, dass zum Beispill um Automotive Campus zu Biissen de Parking gebaut ginn ass no de Precepte vun der Kreeslafwirtschaft, an och de Pavillon vun der Weltausstellung zu Dubai ass konzipéiert ginn no de Reegele vun der Économie circulaire.

Et sief och nach gesot, dass mer zesumme mam Finanzministère eng Etüd viru Kuerzem ausgeschriwwen hunn, fir e Plang ze maachen, dee Lëtzebuerg soll zu engem serviceorientéierten Zentrum maache fir d'Économie circulaire an Europa, och dat erëm eng Kéier fir d'Signal ze ginn no baussen, dass mer wëllen en europäeschen Zentrum ginn am Beräich vun der Kreeslafwirtschaft, fir Betriber heihinnerzebréngen, déi och doranner Kompetenzen hunn.

Dir hutt och gefrot, ob mer an deene Beräicher, wou gebaut gëtt, déi néideg Betriber hunn. Do ass et esou, dass do fir de Moment d'Situatioun déi ass, dass mer déi net ëmmer hunn. Dofir musse mer zesummeschaffe mat Betriber, déi an der Regioun aktiv sinn. Och dat ass erëm eng Kéier e Signal no baussen, dass Lëtzebuerg sech gären als Zentrum fir Kreeslafwirtschaft positionéiert. Et ass och, mengen ech, ganz an der Philosophie vun der Kreeslafwirtschaft, fir kollaborativ ze schaffen, fir ze kucken, dass een do zesumme weiderkënnt.

Dann ass nach ee Punkt, deen ech wollt mentionéieren, well deen och wichteg ass, well, wéi de Claude Turmes sot, d'Kreeslafwirtschaft ass e Ganzt, et ass eng holistesch Approche. An dofir si mer am Beräich vun der Logistik ënnerwee, fir säit zwee Joer zesumme mat Partner aus zwielef Länner de Product Circularity Datasheet ze entwéckelen. Dat ass en neie Standard, deen et erlaabt, fir fir all Produit zu all Moment vu senger Produktiounskette a senger Notzung kloer Informatiounen ze hunn, wat säi circulairet Potenzial ass a wéi dëse ka weiderverwäert ginn.

Wéi gesot, hei si mer Virreider als Lëtzebuerg a mir stoussen op grousst Interessi am Ausland. Do sinn zum Beispill grouss Acteure wéi Saint-Gobain, awer och Ikea, déi do ganz interesséiert sinn. Wéi gesot, dat wäert e Standard ginn, wou et Entreprisen zu Lëtzebuerg a weltwäit erlaabt gëtt, fir effizient circulaire logistesch Systemer opzebauen, fir dass all Produit dohinnerkënnt, wou e weider kann da schlussendlech och verschafft ginn.

Voilà! Ech hätt nach eng Partie aner Saachen ze soen. Dat maache mer dann eng aner Kéier. Dat hei, mengen ech, ass en Debat wäert, deen e bëssen och iwwer eng Question élargie erausgeet. Mee ech si sécher, dass mer nach d'Occasioun wäerte kréien, fir och an Zukunft heiriwwer ze schwätzen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

10. Question élargie n° 40 de M. Marc Lies relative au plan directeur sectoriel « logement »

Da kéime mer elo zur erweiderter Fro Nummer 40 vum Här Marc Lies iwwert de sektorielle Logementsplang. Ech widderhuelen nach eng Kéier, datt de Froesteller fënnef Minutten Zäit huet, fir seng Haaptfro an eventuell no der Äntwert vum Minister eng Zousazfro ze stellen, an d'Regierung huet och hei nëmmen zéng Minutten.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, ech mengen, de Logement ass e Sujet, deen eis iwwert déi lescht Jore vill an oft beschäftegt huet. Leider ass awer an deene leschte Joren net onbedéngt dat ëmgesat ginn, wat och wärend Joren annoncéiert ginn ass: datt de Wunnengsbau eng absolutt Prioritéit huet.

De Plan sectoriel « Logement » ass no ville Joren Aarbecht elo enfin finalement ... Den 12. Mee gouf en aviséiert, gouf de Règlement grand-ducal iwwert de Plan sectoriel « Logement » vum Staatsrot aviséiert. E Staatsrot, dee sech awer och ganz kritesch mat dësem Plan sectoriel « Logement » ausenanersetzt, notamment hannerfreet: „Wéi ass et mat der Ëmsetzbarkeet vun dësem Plan sectoriel « Logement »?"

E Plan sectoriel, deen am Ganze 481 Hektar ausweist, an 20 verschidde Projete gebündelt, wou een awer feststelle muss, datt eng ganz Partie Projeten dora virgesi sinn, déi innerhalb vum Perimeter leien. Innerhalb vum Perimeter, dat bedeit ganz kloer, datt déi en concurrence stinn zum PAG an dann awer och zu de jeeweilege PAPen eventuell.

Wat bedeit dat? Wann déi a Konkurrenz stinn, da kann et ganz gutt sinn, datt do verschidden Upassungen nees eng Kéier musse gemaach ginn, souwuel an de PAPen, eventuell vläicht och souguer nach an de PAGen, soudatt dat sécherlech zu Komplikatioune féiert an datt dee Plan sectoriel « Logement » en tant que tel, also déi 481 Hektar, guer net esou séier ëmsetzbar sinn.

Ënner anerem gëtt och vu Projete geschwat, déi awer schonn zanter Joren an der Diskussioun sinn. Ech kucken zu mengem Rietser de Marco Schank, deemools nach Wunnengsbauminister, awer och virdrun ënnert dem Fernand Boden, wou vu Projete scho virun zeg Jore geschwat ginn ass: NeiSchmelz zu Diddeleng oder beispillsweis Wunne mat der Wooltz zu

Wolz, déi ëmmerhi 55 Hektar vun deene 481 Hektar ausmaachen.

Also de Plan sectoriel « Logement », wéi en elo an dëser Mouture virläit, ass ganz kloer ideologesch gepräägt. Dat, mengen ech, konnt ee bei enger éischter Vue op dëse Plan sectoriel och direkt erkennen. En ass genausou ideologesch gepräägt wéi verschidden Avisen oder eng Rei vun Avisen, déi vum Ëmweltministère un d'Gemenge gaange sinn am Kader vun dem Ausschaffe vun de PAGen, wou Drock - an ech betounen: Drock! - op d'Gemengen ausgeüübt ginn ass, fir keng zousätzlech Ausweidung vum Perimeter ze maachen, fir dorop kënnen abordabele Wunnraum ze realiséieren.

Ech mengen, dat sinn net ech, deen dat seet. Dat sinn och eng ganz Partie aner Gemengeresponsabeler, déi dat soen. Als Buergermeeschter vun enger Gemeng aus dem Land kann ech deem definitiv nëmmen zoustëmmen. Soudatt déi ideologesch gepräägten Attitüd, wat abordabele Wunnraum ugeet, sécherlech net zilfürend ass. An et muss ee sech wierklech d'Fro stellen: Wéi komme mer an deenen nächste Jore wierklech zu deem Wunnraum, also abordabele Wunnraum, dee mer wierklech och brauchen, wann effektiv och dëse Plan sectoriel, wéi gesot, zu engem grousse Deel där Ideologie no virgeet?

Ech kéint hei Rechebeispiller maachen, dofir feelt mer, mengen ech, awer elo e bëssen d'Zäit. Just fir kuerz ze monéieren op zwee Pläng, déi hei an der Stad respektiv an der Nopeschgemeng zu Hesper ëmgesat ginn: Do geet et eng Kéier ëm de Projet Kennedy Sud an dann awer och zu Hesper, an der Gemeng Hesper um Houwald, wou drasteet Midfield, wat sécherlech en plus net der Realitéit entsprécht. De Midfield ass geografesch anerwäerts orientéiert, soudatt een och dëse Plan sectoriel vun der Genauegkeet hier muss a Fro stellen, ob deen deem wierklech entsprécht, wat herno en réalité och soll ëmgesat ginn.

An do komme Problemer, déi sech stelle mat der Genauegkeet, mat der Ausweisung vum PAG respektiv vu verschiddene PAPen, soudatt dann dee Moment och déi Fiche financière, wann ech da schwätze vu Virkafsrecht, soudatt dat net ëmsetzbar ass en tant que tel.

Do stinn 33 Milliounen dran - wéi gesot, do muss ech awer liicht eng Kéier schmunzelen! Wann ech just zwee Projeten huelen elo aus der Stad Lëtzebuerg: Kennedy Sud, 9,9 Hektar, an dann zu Hesper Midfield - wat net Midfield ass, wat Rue des Scillas ass - 9,4 Hektar, da sinn dat 19,3 Hektar, wat 4 % vum Plan sectoriel « Logement » ausmécht. Wann ech dat eng Kéier héichrechnen, wat d'Part foncière vun deem ausmécht, an ech soen, datt hei eng 300 Wunnengen ënner abordabele Konditioune kéinten oder misste gebaut ginn, da wär dat reng en Invest vun 58 Millionen. Also dofir, déi 33 Millioune fir dee ganze Plan sectoriel « Logement », et deet mer leed, do mengen ech, do komme mer definitiv net hin!

Elo dann awer zu menge Froen: Éischtens emol gëtt jo am Plan sectoriel « Logement » geschwat vun am Ganzen 30 % Logement à coût modéré. D'Fro ass déi: Déi 30 %, bezéien déi sech wierklech op déi Part logement oder gëtt dat op déi Gesamtfläch vun deem ganze Plang da berechent? Dat ass déi éischt Fro.

An déi zweet Fro, mengen ech, dat ass d'Fro vun de Froen: Wat ass iwwerhaapt Logement à coût modéré? Gëtt et dofir eng genau Definitioun, wéi et am Artikel 7 hei steet? Duerfir déi Fro: Kënnt Der eis soen, wat ass Logement à coût modéré? Dat huet och domat ze dinn, wéi een un de Foncier kënnt respektiv wéi een dann do och dee Wunnengsbau an dëse Secteuren hei kann ëmsetzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Lies. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir d'Landesplanung Claude Turmes.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Aménagement du territoire*.- Gutt. Ech mengen, den honorabelen Deputéierte Lies huet scho gesot, wou mer dru sinn an der Prozedur. Mir hunn den 12. Mee den Avis vum Staatsrot zréckkritt. Ech sinn elo amgaang, ganz aktiv drun ze schaffen, dass mer deene leschte Commentairë vum Staatsrot Rechnung droen. An ech sinn optimistesch, dass nom Summer endlech dann déi Plan-sectorielle kënne mat der Publikatioun vun de Règlement-grand-ducallen a Kraaft trieden.

Ech mengen, et sinn der jo véier. Deen, ëm deen et jo haut méi prezis geet, ass de Plan sectoriel « Logement ». Do geet et jo drëm, dass mer soen, wou mer prioritär wëlle Wunnraum schafen, an zwar aus landesplanerescher Siicht.

Wat heescht dat? Mir hunn eigentlech dräi Saache privilegiéiert. Dat eent si Flächen, déi gutt un den ëffentlechen Transport ugebonne sinn, fir eeben ze verhënneren, dass d'Leit ëmmer mussen den Auto huelen. Dat heescht, datt se op enger Plaz wunnen, wou se eventuell och ouni Auto op hir Aarbecht, an d'Schoul, an d'Butteker kommen.

Dat Zweet ass, an ech mengen, dat ass an engem Land, dat wéineg Flächen zur Verfügung huet, immens wichteg: Mir hunn eng Prioritéit op der Neinotzung vun Industriefrichen, also vu Broochen, déi schonn do waren. An ech mengen, dass dat immens wichteg ass, dass mer mat eiser Natur, mat der Biodiversitéit ganz spuersam ëmginn an dat respektéieren a probéieren, eeben do ze urbaniséieren, wou mer Flächen hunn, déi schonn eventuell eng Kéier genotzt gi sinn.

An dat Drëtt, wat jo eigentlech de Plan sectoriel « Logement » sécherstellt, ass, dass déi Fläche wierklech solle prioritär fir de Logement sinn. Dat heescht, et kënne mol nach Infrastrukture wéi Schoulen oder esou dohikommen, déi direkt domat ze dinn hunn, mee et soll net dann zum Beispill e Mix entstoe mat Aktivitéitszon an esou weider. Dat si wierklech Flächen, déi do si fir de Logement.

Insgesamt sinn et 480 Hektar. Wann een dat graff rechent - dat hänkt natierlech dovun of, wéi dense herno op deene Fläche gebaut gëtt -, si mer do am Beräich vun iergendeppes zwëschent 12.000 a 17.000 Wunnengen, dat heescht, plus/minus 35.000 Leit, fir déi mer awer heiriwwer kënne quasi nei Wunnenge schafen.

Bartreng, Biwer, Conter, Ierpeldeng zwëschen Dikrech an Ettelbréck, Diddeleng, Esch/Uelzecht, Hesper, Keel, Luerenzweiler, d'Stad Lëtzebuerg a Richtung Porte de Hollerich, Kierchbierg, Mamer, Miersch, Péiteng, Réiser, Stengefort, Wolz. Also Dir gesitt, et ass quasi am ganze Land, wou do Fläche lo reservéiert ginn, fir an d'Richtung ze goen, fir eis Wunnengsbaunout ze linderen.

An dat, wou ech immens houfreg driwwer sinn, ass, dass mer heiriwwer jo net nëmme Flächen ausweisen, mee eng grouss Prioritéit op de Coût modéré setzen, dat heescht, virun allem op d'Location à coût abordable, well mer jo vun 10 % op 30 % eropginn. An ech mengen, dat ass eng Prioritéit vun dëser Regierung, fir eebe grad verstäerkt Wunnraum ze schafe fir déi Leit, déi manner Revenuen hunn.

Alles dat ass de Plan sectoriel « Logement ». An dann ass et natierlech esou, dass mer eng gutt Zesummenaarbecht brauche mat de Gemengen, fir dass déi Terrainen, déi do reservéiert sinn, dann och ëmgesat ginn. An et ass esou, dass den Henri Kox amgaang ass - well et ass jo eng ganz laang Viraarbecht -, och zesumme mat de Gemengen um Pacte Logement ze schaffen. A wouvu mer eis wierklech dann eng nei Dynamik, méi eng Schnellegkeet erwaarden, dat ass, dass engersäits Logementsberoder agestallt ginn, déi de Gemengen hëllefen. An ech mengen, hei sinn e puer Leit och, wéi den Emile Eicher an anerer, déi jo ganz enk do mam Henri Kox dru geschafft hunn.

An dat anert ass natierlech déi finanziell Ënnerstëtzung, engersäits fir Pläng ze maachen, fir eeben ... Ech mengen, du brauchs eng gutt Basis, dass de weess, wou s de higees. An dat anert ass natierlech och d'Finanzéierung deelweis vun de Wunnengen, awer deelweis och vun Infrastrukturen, déi néideg sinn, fir dass mer de Leit, déi dohinner wunne kommen, eng héich Liewensqualitéit bidden. Déi Instrumenter gëllen natierlech net nëmme fir de Plan sectoriel, mee gëllen och fir all déi Terrainen, déi mer an de Perimeteren hunn. A mir hunn Terrainen an de Perimeteren haut, fir 100.000 Wunnengen ze bauen. Dat heescht, an de besteeënde Perimeteren hu mer eigentlech Plaz, fir eis Wunnengsbaunout ze adresséieren.

Gutt, dat sinn déi Méiglechkeete vum Staat. Dann ass et natierlech nach esou, dass mer de Fonds du logement hunn. Mir hunn d'SNHBM. Ech mengen, Dir hutt och matkritt, dass de FUAK eng nei Missioun, eng zousätzlech Missioun kritt huet am Beräich vum Logement a vun dohier natierlech och e staarke Motor ass, fir dat zum Beispill um Kierchbierg ëmzesetzen.

Zu zwee Aspekter wollt ech dann nach eppes soen. Dat eent ass déi Remark, dat hei géif elo besteeënd PAPen oder PAGe schwiereg maachen. Am Joer 2018 war eng Consultation publique. Iergendeen, dee behaapt, e wéisst net, wat op ons géif zoukommen, och bei engem Projet vun 10 op 30 ... Ech mengen, dat steet säit Joren am Raum an dofir ass dat einfach kloer: Wann ech op deene Flächen e Projet hunn, da weess ech, dass et a Richtung vun 30 % à coût modéré geet. Ech mengen, d'Konditioune vun der Stee si kloer. A mir setzen dat elo ëm. A mir setzen dat ëm zesummen, mengen ech, an enger flotter Dynamik zwëschent dem Staat op där enger Säit an de Gemengen op där anerer Säit.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Turmes. An da komme mer ... Den Här Lies huet nach eng Zousazfro.

M. Marc Lies *(CSV)*.- Jo. Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech hat eigentlech zwou Froe gestallt, ech krut awer op keng vun deenen zwou Froen eng Äntwert.

Ech mengen, déi lescht Fro, déi ech gestallt hunn, dat war d'Fro: „Wat ass Logement à coût modéré?" An ech mengen, dat ass eng zentral Fro, déi mer eis zanter Jore stellen, mee op déi mer bis elo nach ni eng Äntwert kritt hunn, respektiv et ass keng Definitioun do, déi et dofir gëtt. An duerfir wär ech awer elo net onfrou, fir gewuer ze ginn, ob d'Regierung un enger Definitioun vun engem Logement à coût modéré schafft. Well wéi soll ee bei e Proprietär vun engem Terrain goe respektiv mat engem Proprietär, mat engem Promoteur negociéieren, wann een iwwerhaapt net weess, wat iwwerhaapt Logement à coût modéré ass?!

Datt dat vun 10 % op 30 % an d'Luucht gesat gëtt, dat ass éierewäert. Mee, wéi gesot, d'Definitioun vum Logement à coût modéré, déi feelt. An dofir wär et awer wichteg, och vu landesplanerescher Säit aus, gewuer ze ginn, ob un enger Definitioun do geschafft gëtt oder net.

Merci.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Aménagement du territoire*.- Merci fir déi Nofro. Ech mengen, et ass e Punkt, dee mer musse klären. Mir si konfrontéiert domadder, dass deelweis a Gesetzer, wou den Interieur responsabel ass, deelweis a Gesetzer, wou de Logement responsabel ass, deelweis beim Amenagement do verschidden Definitioune sinn, a mir sinn eis deem Punkt bewosst.

Den Henri Kox ass amgaang, och mat der Ministesch vum Interieur, mam Taina Bofferding, déi Saach eescht ze huelen an ze kucken, dass mer elo eng Äntwert fannen. A wann den Henri Kox kënnt déi nächste Kéier, fir eeben och de Pacte Logement a senger finaler Form virzestellen, dann ass dat en Deel vun där Äntwert, déi do wäert dra sinn.

An ech mengen, mir wëssen alleguerten, dass zum Beispill déi Seuilen, déi mer haut hunn, deelweis mussen adaptéiert ginn, dass do eng ganz Aarbecht néideg ass. Den Henri Kox ass amgaangen, dat ze maachen. Mir sinn amgaangen, dat ze maachen an der Regierung. Hutt nach e bësse Gedold! Mee Dir kritt eng gutt Äntwert op déi dote Fro.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Turmes.

11. Question élargie n° 41 de M. Gusty Graas relative à l'impact de la mise en œuvre de la stratégie « De la ferme à la table » pour un système alimentaire équitable, sain et respectueux de l'environnement de la Commission européenne sur l'agriculture indigène

D'erweidert Fro Nummer 41 vum Här Gusty Graas iwwer den Impakt vun der Strategie „De la ferme à la table" vun der Europäescher Kommissioun op déi eenheemesch Landwirtschaft steet als nächste Punkt um Ordre du jour. An den Här Gusty Graas steet scho virum Pult.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. De leschten 20. Mee, dunn huet d'Europäesch Kommissioun hire Strategiepabeier presentéiert „Farm to Fork". An zwar geet et dorëms, fir méi en nohaltegen Ernärungssystem opzebauen, dat heescht, och eng nei global Approche ze entwéckelen. Mir wësse jo och, datt d'Liewensmëttelproduktioun zum Beispill och ganz staark zur Klimaverännerung bäidréit. Ech wëll just drun erënneren, datt an der Europäescher Unioun zum Beispill d'Landwirtschaft fir 10,3 % vun den Zäregase verantwortlech ass. Do entfale 70 % eleng op d'Véizuucht. An 68 % vun de gesamten Agrarfläche ginn um Niveau vun der Europäescher Unioun fir d'Déierenhalung gebraucht.

Duerch déi nei Strategie sollen u sech elo d'Baueren, d'Wënzer, d'Geméisproduzenten an och d'Fëscher, déi bis elo nohalteg gewirtschaft hunn, nach méi ënnerstëtzt ginn. An déi, déi dat bis elo nach méi op eng traditionell Manéier gemaach hunn, sollen och an Zukunft méi vun esou Subventioune kënne profitéieren.

D'Europäesch Unioun wëllt nämlech hunn, datt grad hir Produktioun soll u sech eng weltwäit Norm erreechen. A grad d'Covidkris huet eis jo gewisen oder weist virun allem nach, datt jo och eng gewëssen Interrelatioun besteet zwëschent Gesondheet, Ekosystemer a Liewensmëttelproduktioun an och virun allem eisen Iessgewunnechten. Duerfir ass de Konsument, an dat hu mer jo och gutt déi lescht Wochen a Méint gemierkt, nach méi kritesch ginn an en ass och méi wieleresch ginn. Dat ass och gutt esou. Dat heescht, seng Demande konzentréiert sech och an Zukunft mat Sécherheet méi op regional Produkter, déi fräsch sinn a wou och virun allem laang Transportweeër wäerten entfalen.

Mir hunn an deene leschte Méint jiddefalls gemierkt, wat fir eng grouss Chance mer hei zu Lëtzebuerg haten, datt mer eng staark Landwirtschaft hunn, déi nach wie vor gutt Produite konnt hierstellen.

Déi Strategie „Farm to Fork", déi huet u sech fënnef Schwéierpunkten. Ech wëll net ze vill an den Detail agoen, et sinn der nach eng Rei weider, mee et sinn der virun allem fënnef, déi ee kann hei ernimmen.

Fir d'éischt emol, eng gesond Ernärung garantéieren. Wat heescht dat konkreet? Mee virun allem emol och, den Asaz vu Pestiziden zréckfueren. An zwar bis d'Joer 2030 sollen déi ganz geféierlech Pestiziden ëm 50 % zréckgefuer ginn an d'Pestiziden insgesamt sollen, wéi gesot, och 50 % manner agesat ginn an Zukunft. Dann ass och eng Reduktioun vun den Düngemëttele vun 20 % virgesinn.

Méi Proteinne sollen op planzlecher Basis verfiddert ginn, déi virun allem awer och um europäeschen Territoire hiergestallt ginn. Nei Fuddermëttele ginn och an d'A gefaasst, zum Beispill, an dat klengt den éischte Moment vläicht fir een net esou ageweiten e bësse speziell, mee zum Beispill Insekten, zum Beispill Algen, dat ass och elo virgesinn.

An dann natierlech och, wat e bëssen e Corollaire ass zu deem, wat och eis Regierung virgesinn huet, datt bis d'Joer 2030 solle mindestens 25 % vun der landwirtschaftlecher Fläch biologesch bewirtschaft ginn.

De Gaspillage alimentaire soll dann ëm 50 % reduzéiert ginn.

An drëttens, an der Liewensmëttelproduktioun soll och d'Fraude bekämpft ginn. Ech wëll hei och op deen neie rezente Skandal vun Tönnies an Däitschland hiweisen. Do brauch een net weider Wierder elo hei falen ze loossen.

An dann ass awer och virgesinn, datt méi verstäerkt soll mat Europol an dem OLAF, dat ass den Office européen de lutte antifraude, zesummegeschafft ginn.

E véierte Punkt, dat ass, natierlech och verstäerkt an d'Recherche an an d'Innovatioun ze investéieren.

An dann och Donnéeën an Erfarungswäerter austauschen, dat ass e fënnefte wichtege Punkt.

Dowéinst, Här Minister, wollt ech awer elo eng Rei Froen un Iech stellen, an dat sinn der am Ganzen eng hallef Dosen, well dat do jo awer e weesentlechen, wichtege Punkt ass, eng Strategie, déi jo mat Sécherheet e gewëssenen Impakt och op déi national Landwirtschaft wäert hunn.

Éischtens: Wéi steet de Lëtzebuerger Landwirtschaftsministère zu der Farm-to-Fork-Strategie?

Zweetens: Gëtt et an Ären Aen och rout Linnen, déi vläicht net däerfen oder kënnen iwwerschratt ginn?

An drëttens: Dréit déi Strategie hei awer och der Wirtschaftlechkeet vun de Lëtzebuerger Betriber genuch Rechnung?

Véiertens: Ass d'Produktioun vu Mëllech, Fleesch a Setzgromperen zu Lëtzebuerg och elo an Zukunft nach an där Form méiglech, wéi mer dat de Moment gewinnt sinn? Besteet net och e gewësse Risiko, datt elo vläicht eng Auslagerung vun esou Produktiounen an d'Ausland kann d'Konsequenz sinn?

Fënneftens: Wéi eng Chancen hunn an Zukunft zum Beispill och nach de Rapsueleg an de Biodiesel?

An dann nach eng lescht Fro: Steet déi Strategie och elo am Aklang mat eisem nationalen Aktiounsplang fir d'Férderung vun der biologescher Landwirtschaft?

Ech soen Iech Merci am Viraus fir d'Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Graas. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung Romain Schneider.

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Merci, Här President. Merci och dem Här Deputéierte Gusty Graas fir d'Uschneiden effektiv vun dëser neier Strategie „Farm to Fork" oder „Ferme à la table" oder, wéi mir hei zu Lëtzebuerg soen, „Vum Feld op den Teller", wéi mir et genannt hunn.

Bon, effektiv, wéi den 20. Mee d'Kommissioun dëse Programm virgestallt huet - an ech mengen, et ass e ganz staarkt Zeechen, wat se gemaach huet -, huet si de Fokus virun allem niewent dem Green Deal och heirobber geluecht, datt virun allem „Farm to Fork" eng vun de Strategien ass vun der Kommissioun, fir eng Rei Messagen an och politesch Ambitiounen ëmzesetzen.

Mir kruten am Conseil vun den Agrarministeren den 8. Juni dëse Strategieplang eng éischte Kéier presentéiert. Mir haten och eng éischt Diskussioun doriwwer. An ee vun de Punkten, déi Der ugeschwat hutt: Wéi steet Lëtzebuerg dozou?, ben, ech mengen, mir fannen eis ganz gutt dran erëm. Wa mer de Regierungsprogramm liesen, fanne mer all déi Punkten, déi do ugeschwat goufen, erëm, an et geet just drëm, déi elo ëmzesetzen. Mir fannen all déi Ëmwelt- a Klimaambitiounen, awer och déi vun enger Landwirtschaft an der Zukunft, enger nohalteger Landwirtschaft, genau an deem erëm. An ech kommen herno mat e puer Punkten dorobber zréck.

Et ass fir mech awer och kloer, an ech mengen, dat ass e bëssen d'Gefor an deem Ganzen, datt mer de Moment eis Landwirtschaft, de Wäibau, de Gaardebau, alles wat derzou gehéiert, och d'ländlech Entwécklung zoutippe mat esou enge Strategien.

Mir hunn engersäits e Green Deal, wéi ech scho gesot hunn. Anerersäits kréie mer en neie PAC, eng nei Ausriichtung vun der gemeinsamer Agrarpolitik, déi och erëm eng Kéier nei Erausfuerderunge bitt. An op där anerer Säit kréie mer elo d'Strategie „Farm to Fork". A mir kréien intern, national eng Stratégie nationale, déi mer mussen ëmsetzen.

Dat ass villes beieneen. An do musse mer kucken, datt mer dat esou einfach wéi méiglech och eriwwerbréngen, well et muss effektiv nach ëmmer esou sinn, datt d'Acteuren aus der Landwirtschaft kënnen einfach um Feld schaffen, am Beruff schaffen, an net méi dermat beoptraagt sinn, administrativen Hürde respektiv Bürosaarbechten nozelafen, esou soen ech elo einfach eng Kéier cru.

Mer mussen also, dat hunn ech och all Kéiers, souwuel bei de PAC-Diskussioune wéi och bei der Diskussioun ronderëm dës Farm-to-Fork-Strategie gesot, mir musse kucken, datt dat e Ganzt gëtt. An da brauche mer natierlech dobäi och nach deen néidege Budget. Och do si Verhandlungen, déi grad lafen. An et ass ganz wichteg, datt mer eis net grouss Defien, grouss Challengë ginn an herno keng Moyenen hunn, fir et kënnen ëmzesetzen.

Mee net nëmmen, datt mer et am Regierungsprogramm stoen hunn, mir hunn doniewent och eng Rei Recommandatiounen, déi een hei erëmfënnt, konkreet Ziler, wou mer eigentlech elo schonn e Programm hunn, wou mer schonn amgaange sinn ze schaffen. Ech komme mat e puer konkreete Beispiller drop zréck.

Mir hu virun allem wärend der kroatescher Presidence probéiert, nach eng Kéier eriwwerzeginn, déi spezifesch Ausgangsbasis vun deenen eenzelnen nationale Staaten och ze berücksichtegen. Net all Land ass d'selwecht. An dat, wat jo ugeduecht war vun der Kommissioun, fir d'Subsidiaritéit kënne spillen ze loossen, muss natierlech och hei berücksichtegt ginn.

Konkreet Ziler, déi virun allem am Beräich, wéi Dir et gesot hutt, vun der Ëmwelt op där enger Säit, virun allem awer och am Beräich zum Beispill vun der Reduktioun vun Antibiotiqué bei der Déierenhalung spillen, si Punkten, déi mer hei zu Lëtzebuerg ganz gutt kënnen novollzéien an déi mer och maachen.

Dir kennt eist ganzt ambitiéist Déiereschutzgesetz. Dir wësst och, wéi eis eenzel national Pläng bei der Reduktioun vun de Pestizide sinn, déi 50 %, déi mer drastoen hu bis 2030, mat 30 % op de Big Movers, wéi mer se nennen. Ee vun de Big Movers ass Glyphosat.

Ech muss nach soen, datt mir nach ëmmer an Europa dat eenzegt Land sinn, dat ab dem 1. Januar 2021 den Asaz vu Glyphosat wäert verbidden. Et sinn aner Länner, déi ugeklappt hunn, fir dee Wee matzegoen. Och d'Kommissioun. Wa se sech hei wëllt wierklech eng Linn ginn, da muss se och ganz kloer de Verbuet vum Glyphosat ausschwätzen, soss huet et kee Wäert, wann ech hei grouss Programmer opstellen, vu „Farm to Fork" oder engem PAC, déi méi ekologesch ausgeriicht sinn. Da muss och hei eng gewësse Logik dra sinn. Da muss een och hei nozéien. Dat hunn ech och ganz kloer an deem leschte Conseil virgëschter gesot, datt een effektiv dann och hei muss nozéien.

Mir si gutt opgestallt an deem dote Beräich, well mer och de Plan d'action national am Beräich vum Planzeschutzmëttel amgaange sinn ëmzesetzen an och do ganz gutt Erfarunge schonn hunn an och Resultater komm sinn.

Wat de Bioaktiounsplang ubelaangt, mengen ech, hu mir eis scho mol als Aufgab ginn, bis 2025 20 % vun der Fläch als Surface agricole ënner biologeschen Ubau, Bewirtschaftung ze kréien. Hei hu mer jo elo zënter Kuerzem eise Bioaktiounsmann agestallt, deen och konkreet um Terrain schafft. An hei wäerte mer a kierzter Zäit och kënnen éischt Resultater weisen, datt mer hei konkreet virukommen. Déi 25 %, déi et bis 2030 sinn, dat ass eng Etapp hannendrun. De Moment konzentréiere mir eis emol op déi 20 % bis 2025.

An da muss een awer och soen, datt d'Fläch vun den Agrarëmweltprogrammer permanent an d'Luucht geet. Hei zu Lëtzebuerg huet an der Täschenzäit all zweeten Hektar am Land eng spezifesch Agrarëmweltmoossnam, an dat ass schonn immens vill, wann een zréckkuckt, wéi dat an deene Jore virdru war.

Mee fir mech ass et och ganz kloer, datt hannendrun d'Farm-to-Fork-Strategie gie natierlech en integrale Bestanddeel vun eisem nationale Strategieplang muss sinn. Bon, Dir wësst, wéi mer deen erstallt hunn op Basis vun enger SWOT-Analys, d'Stäerkten an d'Schwächten, kucke mer elo, en neie Plang ze erstellen. Natierlech an deem Moment ze erstellen, wou och déi definitiv Ausriichtung vun der gemeinsamer Agrarpolitik fest ageschriwwen ass!

Et ass fir mech awer kloer, an Dir hutt et och ugeschwat, datt mer an Zukunft awer och musse kucken, datt verschidden Aufgabe vun der Landwirtschaft erfëllt bleiwen. Fir mech ass et nach ëmmer wichteg, a grad dës Kris huet et gewisen, datt d'Liewensmëttelproduktioun d'Haaptaufgab vun der Landwirtschaft ass an och muss bleiwen. Vläicht muss se e bëssen ënner anere Konditioune gemaach ginn, och dat ass e Besoin vum Konsument dobaussen. Mee ech mengen, datt mer do als Lëtzebuerg virun allem als Grënglandstanduert gutt opgestallt gi sinn, fir deem kënnen entgéintzegoen.

An ech mengen, et ass evident, datt mer mussen dës Zäit notzen, an dofir hu mer dat jo och grad an eisem Paquet de relance fir d'Landwirtschaft gemaach, datt mer de Wäert vun de Qualitéitsliewensmëttel, déi mer hei zu Lëtzebuerg erzeugen, musse promouvéieren, datt mer mussen Aktioune maachen, fir dat effektiv elo grad ze notzen, de Produzent bei de Konsument ze bréngen, an dann och ze kucken, op deenen eenzelne Filièren, deene regionalen, lokalen, de Biofilièren ze schaffen. D'Direktvermaartung, déi, wéi mer gesinn hunn, geboomt huet wärend der éischter Covidzäit, virunzëentwéckelen. An doniewent och déi lokal Mäert virun ze stäerken, dat am Beräich vun der Entwécklung.

Fir zréckzekommen op Är Froen, déi Der gestallt hutt, wou ech ee Beräich, een Deel vun deene scho beäntwert hunn. Dat, wat ganz eis Positioun ass, mengen ech, hunn ech kloer gesot: Datt mer natierlech déi Farm-to-Fork-Strategie do begleeden, awer och kloer soen, datt et an e ganzt Konzept muss erapassen. Rout Linnen, dat ass fir mech kloer: D'Landwirtschaft muss nach ëmmer eng Liewensmëttelproduktioun hunn. A virun allem den Term vun der Nohaltegkeet ass fir mech esou definéiert, datt déi dräi Pilieren erfëllt sinn: dee wirtschaftlechen, deen ekologeschen an dee sozialen. An dat si rout Linne fir mech. Wann déi dräi net do sinn, da passt och d'Landwirtschaft net dorobber. Da geet dat net!

An hannendrun d'Nohaltegkeet, ech mengen, do war ech drop agaangen, wat mer schonn alles gemaach hunn. Och déi ganz Beräicher vu Mëllech, Fleesch, jo, och dee ganze Saatbau musse sech selbstverständlech adaptéieren op dat, wat ounideem an dem neie PAC kënnt. An ech mengen awer, datt mer eis do kënnen erëmfannen. D'Ännerung vum besteeënden Agrargesetz, wou ech deemnächst wäert an der zoustänneger Chamberskommissioun och nach eng Kéier Erklärunge ginn, wat mer do virgesinn hunn, weist schonn an déi Richtung, datt mer probéieren, hei virun allem Qualitéit viru Quantitéit ze stellen. Dat ass eng wichteg Ausriichtung.

An ech mengen, wat de Beräich vu Raps oder Biodiesel ubelaangt, do muss een effektiv kucken, wéi dat Ganzt dann hautdesdaags nach an dee Konzept vun där Ausriichtung passt.

Biolandwirtschaft, do hat ech drop geäntwert gehat. Am Resumé, mengen ech, ass et esou, datt dat heiten, „Farm to Fork", an d'Strategie erapasst vun der Lëtzebuerger Regierung, esou wéi mer an Zukunft d'Landwirtschaft wäerten a kënne gesinn. Ech sinn och der Meenung, datt bei deene Kontakter, déi ech direkt mam Secteur hunn, een och gesäit, datt virun allem villes vum deem, wat Dir gesot hutt, eriwwerkënnt.

D'Digitalisatioun, nei Technologien, d'Recherche si wichteg Facteuren, déi mer hei wäerte brauchen, fir an deenen nächste Joren och do konkreet nach virunzekommen. An ech mengen, wa mer dat effektiv ënner een Hutt bréngen, datt de PAC, derniewent de Green Deal, derniewent awer och d'Stratégie nationale a „Farm to Fork" zesummepassen, mat engem angemessene Budget, datt mer dann och eis Landwirtschaft viru kënnen op staark Bee stellen, fir hei zu Lëtzebuerg virun dës Liewensmëttelsécherheet kënnen ze garantéieren, an dat mat Produkter, déi saisonal, regional Bioprodukter sinn, déi mer gutt hei zu Lëtzebuerg kënne kultivéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Landwirtschaftsminister Romain Schneider.

12. Question élargie n° 44 de M. Paul Galles relative au chômage chez les jeunes entre 16 et 25 ans

Deen nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'erweidert Fro Nummer 44 vum Här Paul Galles iwwert de Chômage vun de Jugendlechen tëschent 16 a 25 Joer. Här Galles, wannechgelift. Dir hutt fënnef Minutten, fir Är Fro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, viru Kuerzem huet de Pressecommuniqué vun der Organisatioun Youth & Work iwwert de Jugendchômage zu Lëtzebuerg fir Opkucke gesuergt. An dat zu Recht, well d'Zuele vun Eurostat aus dem Abréll 2020 sinn tatsächlech erschreckend.

De Jugendchômage ass op 24,7 % geklommen, soudass Lëtzebuerg op der drëttschlechtster Plaz an Europa hanner Griicheland a Spuenie läit. Domat ass de Jugendchômage bei de 16- bis 24-Järegen ëm 33 % geklommen a bei de 25- bis 29-Järege souguer ëm 39 %. An dat sinn awer dramatesch Zuelen.

Dofir war Youth & Work esou verwonnert, dass mer an der Chamber deemools nom Abréll net iwwert dës Zuele geschwat hunn. Ech hu bei hinnen nogefrot. Si wollten net behaapten, dass mer hei nach ni driwwer diskutéiert hätten, well dat géif jo och net stëmmen. Mäin CSV-Kolleeg, de Marc Spautz, dee säit Joren dat Theema Aarbechtslosegkeet mat vill Expertise begleet, hat bei senger rezenter Heure d'actualité „Post-Covid" doriwwer geschwat. An ech hat et bei menger Interpellatioun iwwer Aarmut an Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg ugeschnidden. A virun annerhallwem Joer hate mer hei eng Heure d'actualité zur Jugendaarmut, deemools ugefrot, mengen ech, vum Djuna Bernard, wann ech mech net ieren.

Mee si hu sech gewonnert, dass mir dës dramatesch Zuelen elo net zäitno behandelt hunn, wéi se erauskoumen, an dofir wëll ech dat haut nohuelen, well mer eis an der CSV awer vill Gedanken driwwer maachen, wéi et eise Jonke geet a wéi se eng Plaz op eisem komplexen Aarbechtsmarché awer kënne fannen.

24,7 % Jugendchômage, wat heescht dat eigentlech? A wat fir eng Jonker falen dann ënnert déi Definitioun vun der Jugendaarbechtslosegkeet?

Eurostat deelt déi Jonk an dräi Gruppen an: Dat sinn déi Jonk tëschent 15 a 24 Joer, déi ginn an dräi Gruppen agedeelt. Éischtens déi, déi schaffen, si soen, „erwerbstätig" sinn. Zweetens déi, déi aarbechtslos sinn, dat sinn déi, déi keng Aarbecht hunn, awer direkt disponibel wären oder schonn op Aarbechtssich waren oder eng Aarbecht fonnt hunn, déi se innerhalb vun deenen nächsten dräi Méint kënnen untrieden. An drëttens déi, déi net erwerbstäteg sinn, ent-

Le saviez-vous ?

PÉTITION ORDINAIRE

La pétition est une demande d'un particulier ou d'un groupe de particuliers à la Chambre des Députés en vue de provoquer une décision à leur avantage ou en faveur de la cause qu'ils défendent. Les pétitions sont adressées au Président de la Chambre qui les renvoie soit à la Commission des Pétitions, soit aux commissions saisies d'un projet ou d'une proposition de loi à laquelle la pétition se rapporte, ou en décide le dépôt sur le bureau de la Chambre. La Commission des Pétitions décide, suivant le cas, soit de les renvoyer à un ministre ou à une autre commission de la Chambre, soit de les déposer sur le bureau de la Chambre, soit de les classer purement et simplement.

PÉTITION PUBLIQUE

La pétition publique ne peut être introduite et signée que par le formulaire spécial disponible sur le site Internet de la Chambre des Députés ou par un formulaire sur papier mis à disposition par les services de la Chambre. Elle doit être d'intérêt général et d'intérêt national et respecter les principes d'éthique. Un sujet similaire à celui d'une pétition précédente ne peut être introduit qu'après un délai d'une année.

Pour introduire et aussi pour signer une pétition publique, il faut être âgé d'au moins 15 ans et être inscrit dans le registre national des personnes physiques, disposer donc d'un numéro de matricule. La Commission des Pétitions examine la pétition et émet un avis au sujet de la recevabilité. La Conférence des Présidents décide de sa recevabilité.

Si une pétition électronique atteint ou dépasse le seuil des 4.500 signatures, un débat public est organisé au sein de la Commission des Pétitions et de la commission compétente pour le sujet en question. La réunion est transmise en direct par la chaîne télévisée de la Chambre.

Les pétitions publiques n'ayant pas atteint le seuil des 4.500 signatures peuvent être, sur demande du pétitionnaire, converties en pétition ordinaire.

weeder well se zum Beispill nach an der Ausbildung sinn, eng Behënnerung hunn, familiär Verflichtungen hunn oder krank sinn.

Natierlech läit et un der Coronakris, dass d'Zuel elo esou explodéiert ass. Mee wéi kommen dann déi 24,7 % zustanen? Dat ass den Undeel vun den Aarbechtslosen, also vun deem zweete Grupp, am Rapport zum éischten an zum zweete Grupp zesummegezielt, also zu all deenen aneren, déi net méi an der Ausbildung sinn, mee schaffe goe wëllen oder schonn eng Aarbecht hunn. Eurostat nennt dat da 24,7 % Jugendaarbechtslosegkeetsquot. Dat sinn zu Lëtzebuerg, mengen ech, - an ech wëll Iech dat och froen, Här Minister, ob dat esou stëmmt -, ongeféier 6.000 Jugendlecher.

Jo, d'Coronakris huet derzou gefouert, dass déi Zuel esou explodéiert ass. D'Entreprisen hunn net méi agestallt. Jonker mat befristete Kontrakter oder Zäitaarbecht kréie kee Chômage ausbezuelt. An trotzdeem verstoppe sech hannert deenen Zuelen och nach aner Saachen. Zum Beispill, dass et héchstwarscheinlech eng héich Donkelziffer gëtt, och vun NEETs, déi iergendwou net richteg erfaasst sinn.

A Youth & Work mécht ganz erschreckend Temoinagen zur Intensitéit an Déift vun de Problemer, déi se bei deene Jonke begéinen. Si hunn zum Beispill eng Lëscht vun 21 grave Liewensproblemer erfaasst wéi Gewalt, familiär Problemer, Laangzäitaarbechtslosegkeet, akut Aarmut, Isoléierung, Schoulofbroch an esou weider. A wärend 2018 déi Jonk durchschnëttlech 3,3 vun deene Problemer haten, sinn et der 2019 scho 4. Ausserdeem kloen 71 % vun deene Jonken, déi si begleeden, iwwer, an elo haalt Iech un, feelende Sënn am Liewen! Wann ee sech dat eng Kéier op der Zong zergoe léisst, da leeft et engem kal de Réck erof.

Erlaabt mer dofir, Här Minister, Iech follgend siwe Froen ze stellen:

Éischtens: Wéi interpretéiert Dir dës héich Zuelen a stëmmt déi Zuel vun deene 6.000?

Zweetens: Déi Zuele komme vun der OECD a gi vun Eurostat weidergeleet, mee ginn awer net vun der ADEM publizéiert. Wär et net eng Iddi, déi zwou Kéieren am Joer, wou déi Zuelen erauskommen, déi Zuelen och am Relevé vun der ADEM als Foussnott mat ze publizéiere wéinst der Transparenz?

Drëttens: Gesitt Dir eng Méiglechkeet am Kader vun der Garantie Jeunesse, de jonken Aarbechtslosen ze hëllefen, méi séier erëm un eng Aarbecht ze kommen, ganz am Sënn vun deem, wat mäi Kolleeg Marc Spautz ëmmer seet: „Et ass besser, an Aarbecht ze investéiere wéi an de Chômage!"?

Véiertens: Hutt Der eng Strategie, fir deene Jonken erëm méi CDIen ze erméiglechen wéi CDDen?

Fënneftens: Kënnt Der Iech virstellen, déi Entreprisë besonnesch ze ënnerstëtzen, déi grad elo deene Jonke Léierplazen zur Verfügung stellen, wéi et och dann am Ausland passéiert, zemools well elo vill Jonker op den Aarbechtsmarché kommen?

Sechstens: Wann et dann awer ëm de Chômage geet, ass et denkbar, un de Conditions de stage ze schaffen, fir dass méi Jonker an de Genoss kënne kommen?

A siwentens: Kann een iwwer eng Erweiderung vu Programmer à la Youth & Work nodenken?

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Galles, fir déi Punktlandung. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir Aarbecht a Beschäftegung Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Merci, Här President. Merci och dem Här Galles fir d'Froestellung, déi, mengen ech, ganz aktuell ass. Et ass gutt, dass d'CSV sech mat där Problematik auserneesetzt, wéi en et elo grad ervirgestrach huet. Et ass och gutt, dass d'Kolleege vun der grénger Fraktioun et maachen. Mee ech mengen, dass et keng Partei gëtt, déi hei an dësem Sall vertrueden ass, déi sech deem Theema do net schonn ugeholl hätt an déi dat ...

Une voix.- Jo.

M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- ... Theema net ganz seriö wëllt behandelen, well mer wëssen, dass et dat Theema ass, wat eis an nächster Zukunft nach vill méi wäert an och soll beschäftegen.

An et ass kee Geheimnis, dass déi sougenannte Covidkris zu enger Erhéijung vum Chômage insgesamt bäigedroen huet. An ech hat et schonn an enger leschter Heure d'actualité hei ugedeit, dass mer och fäerten, dass mer och laang net um Enn vun der Fändelsstaang ukomm sinn.

En éischten Héichpunkt, dat hat ech gesot, erwaarden ech mer fir Enn Juli, wann engersäits déi éischt Betriber, déi bis elo am Chômage partiel waren, net méi am Chômage partiel fonctionéieren an da vun hirem Recht Gebrauch maachen, fir Licenciementer virzehuelen.

A virun allem, wann déi vill Leit, vun deene mer hoffen, dass se elo hire Premièresexame gepackt hunn, dann och zousätzlech oder gläichzäiteg mat op den Aarbechtsmaart drängen. An ech hat gesot, dass ech och dervun ausginn, dass déi Situatioun sech bis an de spéiden Hierscht wäert weiderféieren. An ech ginn och dervun aus, dass mer dann och nach net um Enn vun der ganzer Diskussioun ukomm sinn.

Vläicht fir d'Zuelen nach eng Kéier ze widderhuelen: Op den 31. Mee ware bei der ADEM 20.209 Demandeurs d'emploi résidents ageschriwwen. Vun deenen 20.209 Persoune waren der 2.029 ënner 25 Joer. Et kann een also bal soen, dass ronn 10 % vun den Demandeurs d'emploi résidents Jonker ënner 25 Joer sinn.

Wann de Gesamtprozentsaz vun den Demandeurs d'emploi op ee Joer gekuckt ëm dramatesch 33,6 % an d'Luucht gaangen ass, dann ass de Prozentsaz vun deenen ënner 25-Järegen ëm nach vill méi dramatesch 59,1 % an d'Luucht gaang. Ech hunn och als Aarbechtsminister keen Interêt, fir eppes ze beschéinegen, wat net schéin ass.

Et gesäit een also ganz däitlech, dass et déi Jonk a virun allem déi Jonk sinn, déi am häertste vun dëser Kris getraff ginn. D'Zuele sinn, wéi gesot, dramatesch. An trotzdeem bitt et sech un, fir d'Zuele vun Eurostat, wéi den Här Galles et och scho gemaach huet, an dee richtege Kontext ze setzen.

Eurostat no loung den Taux vum Jugendchômage am Abrëll bei 24,7 %. Dat gëif heeschen, esou wéi den Här Galles et richteg ausgerechent huet, dass mer hei am Land 6.000 Chômeuren ënner 25 Joer hätten.

Den Taux ass, wéi gesot, eng Schätzung vun Eurostat. Dës Schätzung baséiert op der Unzuel vun de Chômeuren am Sënn vum BIT vum Joer 2019, deen dann op d'Joer 2020 extrapoléiert gëtt. De BIT berechent de Chômage op Basis vun enger Enquête. Dem BIT no ass ee Chômeur, wann een dräi Konditiounen erfëllt: E muss ouni Aarbecht sinn. Notamment an der Definitioun: « ne pas avoir travaillé au moins une heure durant une semaine de référence. » E muss disponibel si fir den Aarbechtsmaart an deenen nächste 15 Deeg an op eng Aart a Weis eng Aarbecht gesicht hunn an deem Moment, wou d'Enquête stattfonnt huet.

Dat heescht awer och, datt de Chômeur, deen nom BIT Chômeur ass, net onbedéngt bei eis an der ADEM ageschriwwen ass - Stéchwuert Donkelzuel. Et kann awer och heeschen, dass e Chômeur, dee bei eis an der ADEM ageschriwwen ass, an der Statistik vum BIT net erfaasst gëtt.

Hei gesäit ee virun allem, an dat muss ee beuechten, dass mer hei zu Lëtzebuerg natierlech ganz speziell d'Leit motivéieren, sech anzeschreiwen, wa se keng Aarbecht hunn. Dat ass an anere Länner an Europa net de Fall. De Géigendeel ass de Fall, dass d'Leit éischter decouragéiert ginn, sech anzeschreiwen. Bei eis ass et ëmmer den Opruff, soubal een op der Aarbechtssich ass, sech och anzeschreiwen. Wat dann och erkläert, dass d'Zuele selbstverständlech an d'Luucht ginn.

De Chômagetaux gëtt gerechent, andeem een d'Proportioun vun de Chômeuren an der aktiver Populatioun hëlt. D'aktiv Populatioun setzt sech zesummen aus deene Persounen, déi eng Aarbecht sichen, an deene Persounen, déi eng Aarbecht hunn. A verschiddenen Altersgruppen ass déi aktiv Populatioun méi representéiert ewéi an aneren Altersgruppen. An der Alterskategorie - an do fänkt et un, spannend ze ginn - tëschent 14 a 25 Joer si vill Jonker nach an der Schoul oder op der Uni a gehéiere soumat hei zu Lëtzebuerg net zur aktiver Populatioun. A mir wëssen, dass mer, och am Verglach mat anere Länner, relativ vill Leit hunn, déi och an engem héije Jugendalter, fir et emol esou ze nennen, nach op de Schoule sinn. An doriwwer si mer och net besonnesch beonrouegt. De Géigendeel ass de Fall.

Eurostat, am Géigendeel zu eis, mécht déi Differenz net. Mir kënnen de Jugendchômage, wa mer probéieren, et méi konkreet op Lëtzebuerg ze definéieren, och op Basis vun den Zuele vun der ADEM berechnen an deenen, déi d'IGSS och virleet.

D'Joer 2020 huet da mat engem Jugendchômage ugefaangen, deen änlech war wéi 2018 an 2019 - an nach eng Kéier, ech wëll näischt beschéinegen -, ëmmer op engem relativ héijen Niveau. Am Moment ... Am Mount Määrz an Abrëll steigt en awer nach eng Kéier an etabléiert sech bei 12,8 % - wat a mengen Aen och schonn en héijen, vill ze vill héijen Taux ass!

Fir dem Jugendchômage entgéintzewierken, hu mer an der Tëschenzäit 32 Conseilleren op der ADEM, déi sech just ëm Jonker ënner 29 Joer këmmeren. Wärend deenen éischte sechs Méint vun hirem Suivi gëtt dës Kategorie u Chômeure mindestens eemol de Mount vun engem spezialiséierte Conseiller gesinn an och beroden.

Ausserdeem hu mer Programmer opgestallt, déi speziell fir déi jonk Chômeure sinn, wéi zum Beispill de Projet P. De Projet P adresséiert sech u Jonker ënner 30, déi kee professionelle Projet hunn. Dëse Programm ass zesummegesat aus verschiddene Voleten. Et geet drëms, fir „soft skills" ze etabléieren, d'Verhalen am professionellen Ëmfeld och ze erklären, d'„digital skills" e bësse weiderzedreiwen an eng individuell a kollektiv Begleedung bei der Ausschaffung vun engem professionelle Projet opzestellen. Am Joer 2019 hunn 142 Leit vun deem Projet Gebrauch gemaach.

De Contrat CIE, wat de Secteur privé ugeet, eng Mesure, déi sech u Jonker adresséiert ënner 30 Joer, do ass d'Dauer vum Kontrakt zwielef Méint. Et kann ëm sechs Méint verlängert ginn. D'Akommes ass dann de Salaire social minimum. Wichteg: Dee Jonke muss en Tuteur hunn an et muss e Plan de formation ausgeschafft ginn. Et ass also net esou, wéi dat oft duergestallt gëtt, dass déi Jonk einfach an e Betrib ofgeliwwert ginn an domat hätt et sech. Nee, do gëtt och e Suivi mat de Leit gemaach. Dat nämmlecht kann een och soe vun de Contrats CAE, wat u sech de Corollaire ass vum CIE am Secteur public. Och do sinn u sech déi nämmlecht Bedéngunge geschafen.

Den „Jobelo" ass am Kader vun der Jugendgarantie geschafe ginn. Do geet et haaptsächlech drëms, den Allerschwächste vun deene Schwächsten och nach eng Zousazformatioun ze ginn, ier mer se an eng Mesure CIE oder CAE eraginn. Do ass de COSP, dee sech wärend zwee Méint ëm se këmmert. An och dovun hunn 159 Leit am Joer 2019 nach profitéiert.

Ech wollt och nach vläicht soen, dass mer am Kader vum Apprentissage eis ganz besonnesch Gedanke maachen. Net fir näischt hu mer schonn am État de crise decidéiert, dass mer den Delai, deen d'Betriber hunn, fir sech ze mellen, fir d'Joer 2020/2021 en Apprentissage unzebidden, dass mer dee verlängert hu bis Enn Dezember.

Ech hu bei der Directrice vun der ADEM nogefrot a si huet mer gesot, dass mer elo, Stand Mëtt Juni, u sech an der Hallschent si vun der Offer vun Apprentissageplaze vun deem, wat mer d'lescht Joer am Juni haten. Do gesäit een also, wéi dramatesch déi dote Situatioun ass. An ech ginn dervun aus, dass dat doten och wäert en Theema ginn am Kader vun den Diskussiounen, déi mer an der Tripartite wäerte féieren.

Insgesamt erwaarden ech mer och, well mer d'Tripartite, mengen ech, och am Averständnis mat de Sozialpartner, haaptsächlech wäerten an de Kader setze vun der Bekämpfung vum Chômage a vum Jugendchômage am Speziellen, eng Rei vun Incentivë vun de Sozialpartner, fir zousätzlech Mesuren ze decidéieren.

An do musse mer och, an do ginn ech dem Här Galles ganz Recht, iwwert d'Prekaritéit vun den Aarbechtskontrakter diskutéieren. Engersäits CDDen, anerersäits awer, nach vill méi komplizéiert, dat, wat am Interim geschitt, wou haaptsächlech oder zousätzlech oder zouhuelend jonk Leit dovunner betraff sinn. Ech ginn dervun aus, dass mer dat, wéi gesot, ab dem nächste Freideg, wou d'Tripartite da stattfënnt, wäerten diskutéieren.

D'Regierung huet op jidde Fall eng Rei vun Iddien, fir an déi Diskussioune mat eranzebréngen.

Et ass gesot ginn, d'Garantie jeunesse - grousst Stéchwuert: „Léiwer an d'Aarbecht investéiere wéi an d'Aarbechtslosegkeet." Den Här Galles zitéiert ëmmer den Här Spautz. Ech soen dann: Den Här Galles zitéiert ëmmer den Här Spautz, woubäi den Här Spautz ëmmer den Här Castegnaro zitéiert.

(Interruption)

Déi Iddi ass, mengen ech, déi richteg, an et ass genau op deem Wee, wou mer mussen no vir kommen.

Ech wär och frou, wa mer zouhuelend Acteuren an der Zivillgesellschaft géife fannen, déi mer als Partner wéi Youth & Work kéinten identifizéieren, déi eis hëllefen, déi ganz Problematik unzegoen. Meng Diere stinn op jidde Fall zu all Moment op.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci dem Aarbechtsminister Dan Kersch.

13. Question élargie n° 45 de M. Marco Schank relative à la zone de récréation de proximité de la Haute-Sûre

Da komme mer zur erweiderter Fro Nummer 45 vum Här Marco Schank iwwert d'Fräizäitzon beim Stauséi. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

M. Marco Schank *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, zënter de Barrage un der Uewersauer gebaut gouf Enn de 50er, hunn d'Leit de Séi als Noerhuelungsgebitt entdeckt. An de 90er ass duronderëm de Stau deen éischten Naturpark zu Lëtzebuerg geschafe ginn. An et si richteg vill Leit, déi gäre Joer fir Joer vum Séi mat senge ville Méiglechkeete vu Waasseraktivitéiten op de Plagen an de Gemenge Bauschelt, Stauséigemeng, Esch-Sauer an och Rammerech profitéieren.

An hei muss ee wëssen, datt all dës Plagë praktesch zu 100 % dem Staat gehéieren. Mee et sinn d'Gemengen, déi sech an der gudder Saison mat enger Hellewull vu Problemer konfrontéiert gesinn; an dobäi si si weeder Gestionnaire nach Exploitant vun dëse Plagen.

Mir kämpfe mat villen negativen Impakter op d'Natur an Ëmwelt. Virun allem awer bleift d'Liewensqualitéit vun eisen Awunner op der Streck. Virun allem zu Lëlz, zu Ënsber, zu Léifreg, deelweis och Baschelt oder Béiwen. Dozou gehéiere vill ze vill Kaméidi a Verkéier, zougeparkten Afaarten a Stroossen, Ambulanzen, déi blockéiert sinn, déi eng oder déi aner Autoscourse och emol an den Uertschaften, mega Offäll. Neierdéngs Coronapartyen an den Nuechten, bis kloer Dag. An derbäi kënnt: ganz vill Aggressivitéit an och Kläppereien, wéi mer se dëse Weekend haten.

Um Päischtweekend beispillsweis hate mer zirka 7.000 Leit eleng op de Plagë vun der Gemeng Esch-Sauer. An dat waren nach nëmme Residenten, well jo d'Belsch an d'Fransousen nach net hunn dierfen iwwert d'Grenz. A mir gesinn däitlech, dass grad dëst Joer d'Zuel vun de Leit riskéiert, enorm héich ze ginn. E Phenomeen, dat ee jo och am Ausland op Plagë gesäit.

An et mécht eis richteg grouss Suergen, wa mer gesinn a rapportéiert kréien, datt sech, et kann ee bal soen, déi Allerwéinegst nach un d'Gestes barrières respektiv d'Droe vum Mask halen!

Wann d'Regierung seet, d'Leit sollen a Coronazäite Vakanz doheem maachen, da muss een derfir gereegelt Viraussetzunge schafen. An domat, Här President, wëlle mir als Gemengen net eleng gelooss ginn. Duerfir menge mir, datt déi zoustänneg staatlech Acteure sech mat de Gemenge méiglechst séier sollte kuerzschléissen, fir eng - ech nennen dat dann emol - Covid-19-gereegelt Vakanz doheem um Stau méiglech ze maachen. Dat heescht, et musse kuerzfristeg a pragmatesch Park-, Verkéiers-, Sécherheetsméiglechkeete geschafe ginn. An duerfir brauche mer ganz sécher méi eng zolidd Policepresenz, besonnesch dës Saison, mee dat gëllt och fir déi Joren duerno. Doriwwer eraus mussen d'Personalressourcë vu Ponts et chaussées opgestockt ginn, fir där grousser Müllproblematik Meeschter ze ginn.

Am Regierungsrot ass viru Kuerzem iwwert de Stau als nationaalt Badegewässer och geschwat ginn, besonnesch iwwert den Aspekt Sécherheet am Kontext Covid, an dat op déi ausdrécklech Demande vun de Gemengen. Eis Demande, fir besonnesch beim Asaz vun enger Security finanziell gehollef ze kréien, ass awer refuséiert ginn. Ech ginn dovun aus, datt de Minister Delles sech warscheinlech awer do agesat huet. Well mir Gemenge ronderëm de Stau froen de Staat ausdrécklech, an dëser Saach seng Verantwortung ze iwwerhuelen! Et ass e Gewässer vun nationalem Interessi. Et sinn dem Staat seng Plagen, et sinn net eis. An de Covid-19 ass net fort! Dat, mengen ech, kann een däitlech soen, wann een déi lescht Zuele gesäit.

Här President, mëttel- a laangfristeg geet et de Gemengeresponsabelen awer drëm, fir Léisungen ze fannen, fir déi ganz Problematik och ganzheetlech unzepaken. An et huet een d'Gefill, datt déi verschidde Fonctiounen a Vokatioune vum Stau ëmmer méi hefteg matenee kollidéieren, wéi Drénkwaasserschutz, Fräizäit, nohaltegen Tourismus respektiv Noerhuelung. Duerfir mengen ech och, datt mer eng Aart Masterplang fir dréngend noutwendeg Investitioune brauche fir d'Servicer vun der Allgemengheet, awer och fir attraktiv Infrastrukturen, mat deene mir am 21. Joerhonnert géifen

ukommen a puncto Accueil, a puncto Sanitär, mee och fir eng intelligent Besucherlenkung.

Ee konstruktiven a wichtege Rôle huet den Naturpark all déi Jore gespillt. Regional Entwécklung, Koordinatioun, Management ass do paséiert, mam Staat zesummen. Een éischte wichtege Schrack ass awer och d'Stauséikommissioun, déi den Naturpark proposéiert huet fir d'Koordinatioun vun allen Acteuren um Séi. An do wier et wichteg, datt déi néideg Decisiounskraaft och bei déi Kommissioun géif kommen. An d'Moossnamen, déi hei proposéiert sinn, missten am Kader vun den neie Waasserschutzzonen iwwert de Waasserfong finanzéiert ginn.

Här President, a Coronazäite brauche mer d'Responsabilitéit vum Staat an eisem Eck.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Schank. D'Regierung huet d'Wuert. Fir d'éischt den Här Tourismusminister Lex Delles. Der Regierung stinn am Ganzen zéng Minutten zou.

M. Lex Delles, *Ministre du Tourisme*.- Merci villmools, Här President. Loosst mech fir unzefänken dem Här Schank villmools Merci soen, als Buergermeeschter an awer och natierlech als Representant vun deene fënnef Gemengen, fir déi Iwwerleeungen, déi en huet, awer natierlech och als Deputéierten, well ech mengen, et ass jo déi national Envergure, déi mer hei hunn.

Jo, mir hunn nëmmen een esou e Badegewässer wéi de Stau hei zu Lëtzebuerg. An ech erënneren nach eng Kéier just un déi Reunioun, déi mer haten eebe grad duerch d'Coronapandemie, wou mer d'Fro gestallt hunn. Zu Réimech ass et méi schwéier natierlech, an d'Musel schwammen ze goen. Mee bei Badegewässer war just nach eng Gemeng mat derbäi, dat war erëm d'Gemeng Schengen, well zu Rëmerschen de Baggerweier ass.

Jo, et ass en Noerhuelungsgebitt, an enger éischter Linn eng Drénkwaasserreserv, déi natierlech, wéi se an den 90er Jore gemaach ginn ass, och ganz vill un Attraktivitéit gewonnen huet. Un Attraktivitéit gewonnen huet op där enger Säit natierlech fir den Tourismus. An ech sinn och ganz frou, dass den Här Schank d'Campagne „Vakanz doheem" zitéiert huet. Dëst Joer „Lëtzebuerg - Dat ass Vakanz". A genau do ass och e ganz wichtege Volet bei de Stauséigemengen, mat alleguer de Responsabilitéiten, déi dat mat sech brénkt.

Op där enger Säit natierlech de Volet vum Parking. An ech weess, dass do och scho verschidde Reunioune waren, souwuel mam Environnement wéi awer och mat Ponts et chaussées, fir besonnesch zu Ënsber dee Parking ze maachen. An ech hu gesinn, ech hunn et och hei an den Dokumenter mat derbäi, dass do och d'Autorisatioun erausginn ass, well et e Problem ass, dee sech iwwer Joren, wann net Joerzéngte schonn zitt, mat eeben alleguerten deenen Touristen, déi dohinner kommen, souwuel Inlandstouriste wéi Auslandstouristen, déi op de Stau schwamme kommen, op där enger Säit vun de Plagë profitéieren, déi zum gréissten Deel dem Staat gehéieren.

An ech mengen, do huet den Här Schank och eng ganz richteg Analys gemaach. Et sinn hei ganz vill Ministèren, déi aneneegräifen. Et ass op där enger Säit den Terrain, deen dem Staat zwar gehéiert, deen also beim Finanzministère läit, wou awer op där anerer Säit d'Ponts et chaussées mat de Contrôle dovu maachen. A grad dofir, och duerch déi Problemer, déi do opkommen, duerch d'Poubellen, duerch d'Verknaschtung, déi do ass, gëtt et och eng Konventioun, wou 200.000 Euro annuell un déi fënnef Gemengen ausbezuelt ginn, eebe grad fir déi Onanneemlechkeeten do kënnen opzefänken, Leit anzestellen, ouni dann natierlech d'Ponts et chaussées, déi d'Poubellë méi oft eidel maachen. An do war ech jo och schonn op engem Rendez-vous op der Gemeng Esch-Sauer, fir iwwert déi Saachen ze schwätzen.

Ech hunn dann also elo hei de Finanzministère a Ponts et chaussées ugeschwat. Op där anerer Säit ass et awer natierlech och den Interieur, well et sinn d'Gemenge selwer, déi d'Plagen op- an zoumaachen. A wann ech gesinn, wéi mer an den Diskussioune verfuer sinn, an den Här Schank huet et grad zitéiert, et ass am Regierungsrot iwwer eng Surveillance geschwat ginn, ech weess, dass do d'lescht Joer och schonn Diskussioune mam Interieur waren. Dat heescht, kommt, mir vermëschen hei just net deen normalen touristesche Volet mat Covid, well wa mer do déi Vermëschung maachen, da komme mer ganz vill op Diskussiounen, wat den Ënnerscheed ass zu engem Park, wou ganz vill Leit sinn, wou ee sech d'Fro ka stellen: Ginn dann do d'Mesurë respektéiert oder net? Oder ass och am Stater Park de Staat responsabel, fir do Surveillancen ze maachen oder net?

D'Gemengen, wéi gesot, maachen d'Plagen op an zou. An dat si genau déi Froen, an ech weess, dass mer do ganz konstruktiv Diskussiounen haten, wou d'Responsabilitéitsfro sech gestallt huet. D'ailleurs och grad dofir déi Recommandatiounen, déi ausgeschafft gi si vun der Santé, déi iwwert den Tourismusministère proposéiert gi sinn, wou d'Santé den Aval ginn huet fir d'Badegewässer, wou do Recommandatioune waren. An do fannen ech et och ganz flott, dass déi flott Diskussioune mat de Gemenge waren, fir déi Recommandatioune kënnen ze maachen.

Zum Beispill wollten d'Gemengen op d'Meterkareeë limitéieren, wivill Leit dierfen op d'Plage goen. Dat hate mer soss néierens. Natierlech hu mer dat awer als Propositioun weiderginn, well d'Gemengen dat gefrot hunn. Op där anerer Säit sollt en Ticketservice gemaach ginn. Dat war eng Fro, déi d'Gemenge wollten, wou mer direkt als Ministère souwuel dat an d'Recommandatioune vun der Santé proposéiert hunn, wéi awer och op där anerer Säit direkt den ORT domat beoptraagt hunn, matfinanzéiert vum Staat natierlech, fir och do en Ticketservice en place kënnen ze setzen, dass ee kann online säin Ticket buchen, fir op d'Plage ze goen, dass ee sécher ass, dass een nach eng Plaz huet. Dat heescht, och do eeben déi gutt Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen an deene verschiddene Ministèren, dem ORT an dësem Fall, fir dat alles och kënnen en place ze setzen, dass et de Recommandatiounen no och kéint fonctionéieren.

Bon, elo huet ee gesinn, wéi d'Evolutioun vun den Zuele war, d'Recommandatiounen, d'Restriktiounen op där enger Säit, d'Recommandatioune si manner schaarf ginn, esou wéi dunn do och eebe grad déi Recommandatioune fir d'Limitatioun op de Meterkaree op de Plagen opgehuewe ginn ass. Soudass een hei elo schonn en drëtte Ministère, d'Santé, huet. An dann hei och e véierte Ministère, den Tourismus, déi matbetraff si vun den Diskussiounen. Den Environnement als fënnefte Ministère.

Genau do ass och dat, wat den Här Schank uschwätzt. Et sinn immens vill Acteuren, immens vill Ministèren an Acteuren, déi do matenee schaffen. Dofir ass et wichteg, dass een e Management mécht. An ech géif Iech proposéieren, dat „Stauséimanagement Uewersauer a Stauséi" ze nennen. Et ass nämlech genau dat, wou den Naturpark Uewersauer zesumme mat de Gemengen och am Februar zesumme war, fir dat Dokument hei auszeschaffen a grad de Management do an deene verschiddene wichtege Punkten och ze huelen.

An dat si genau all déi Punkten, wéi den Här Schank se och hei grad ugeschwat huet. Ech mengen, do waren och Vertrieder vun all de Gemenge mat derbäi, fir eebe grad souwuel de Parkproblem wéi aner Saachen och kënnen unzediskutéieren. An ech géif Iech och proposéieren, et ass och d'Volontéit vun der Regierung natierlech, doru weiderzeschaffen, well wann ech hei dräi Minutte laang kann erklären, wivill Ministèren a wivill Administratiounen iwwerhaapt dovunner betraff sinn, da gesäit een, dass et e ganz komplexe Sujet ass. Et si ganz vill Acteuren, déi mat drakommen. An dofir muss een dat doten och konsequent duerchzéien.

Dir hutt awer och nach vun der Policepresenz geschwat. Och do weess ech, dass d'Gemeng Esch-Sauer, d'nämmlecht wéi awer och déi aner Gemengen a ganz enkem Kontakt mam Policeminister sinn, dass och do déi éischt Weekender ganz vill Presenz war. A mir hu jo nach driwwer geschwat, dass och do et ganz gutt ass, dass d'Police esou vill present war an och do déi Satisfaktioun war.

Wat natierlech elo d'Fro vun der Presenz vun enger Sécherheetsfirma ugeet, ass et e bëssen eng aner Diskussioun, well nämlech mir hunn nach ëmmer hei eng Police, déi do ass, an et ass do schwiereg, fir d'Sécherheetsfroen eng privat Sécherheetsfirma hei ze huelen, besonnesch eeben an de Moossname vum Corona.

Ech verstinn awer, dass dat besonnesch, wat de Parkmanagement ugeet, duerfir ganz kriddelech ass, fir op där enger Säit Opfänkstrukturen, Parkingen ze maachen. Ech weess, dass an där Reunioun, wou iwwert de Stauséimanagement geschwat ginn ass, och d'Fro opkomm ass: Wat ass mat den Autoen, déi laanscht d'Stroosse parken? Fir och do kënne Saachen ze maachen, dat heescht, och do kënnen eng Surveillance ze maachen? Jo, et geet net duer, nëmme Studenten dohinner ze schécken. Ech weess, dass et e ganz grousst Engagement vun de Gemengen ass, fir Studenten dohinner ze schécke fir opzepassen, wann d'Autoe sech dohinner parken. Duerfir, den Opfänkparking vun Ënsber, wou elo nach dee leschten Accord vum Waasserwirtschaftsamt komm ass, fir do en Opfänkparking kënnen ze maachen.

Op där anerer Säit awer muss och anescht gekuckt ginn, zesumme mat deene verschiddenen Acteuren, ugesidelt, esou wéi et am Moment ass, bei den Naturparken, wou ech just géif d'Propositioun maachen - ech hunn d'Dokument nach net esou laang -, an ech weess, dass d'Madamm Dieschbourg an der Reunioun mat derbäi war an dat och proposéiert huet, dass den Tourismus och involvéiert sollt sinn an dee Projet, well ech mengen, dass dat och e wichtegen Acteur ass, dass mir och kéinte mat derbäi sinn, wann esou Reunioune wieren, fir dat Ganzt ofzerënnen.

An da schwätzen ech net iwwert den Tourismus, iwwert déi verschidde Projeten, déi agereecht gi si vun de Gemengen. Ech hunn der hei just e puer derbäi, déi iwwert de Plan quinquennal sinn, sief et den Amenagement zu Grillplazen, Spillplazen, Beschëlderungen oder och nach dee leschten, Construction d'une scène extérieure zu Ënsber, déi och proposéiert gouf. Ech mengen, dee Projet ass awer am Moment net méi esou do, wou awer d'Beliichtung

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

vun der Staumauer e ganz interessante Projet ass a wou ech mengen, dass et eebe wichteg ass, dass mer eis all ronderëm den Dësch setzen, esou wéi et och am Stauséimanagement proposéiert ass, fir eeben do kënnen déi verschidde Konklusiounen ze huelen.

Ech mengen, d'Wichtegkeet ënnerstrach ze hu vun deene verschiddenen Administratiounen, fir beieneen ze sinn, fir do kënnen adequat en Noerhuelungsgebitt ze kreéieren. En Noerhuelungsgebitt net nëmme fir d'Touristen, déi vu wäit ewech dohinner kommen, mee natierlech och fir d'Leit, déi do wunnen. Natierlech och fir de Buergermeeschter oder d'Buergermeeschtere vun de Gemengen, dass déi awer och kënne sech erhuelen an deem schéine Gebitt. An ech si mer sécher, dass mer do e gudde Wee fannen.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Tourismusminister Lex Delles. Den Här Schank huet nach eng Zousazfro.

M. Marco Schank *(CSV)*.- Jo, merci, Här President. Ech wollt awer kuerz nach eng Kéier wéinstens op eng Saach agoen. An dat ass, datt ech gefrot hunn a menger Interventioun, datt mer eis méiglechst séier eng Kéier kuerzschléissen. Wann ech vu Covid-19-gereegelter Vakanz um Stau schwätzen, da muss een awer nach zwou, dräi Saachen duerchschwätzen. An ech gräifen da just déi Saach mat der Security op.

D'Onlinereservéiere fonctionéiert nëmmen, wa mer eng Security hunn. Wann een d'Plagë kennt um Séi, wéi se zougänglech si respektiv wéi d'Leit ëmmer ee Wee fanne fir bei d'Plage, an et mécht ee Kontrollen, da geet dat net ouni Hëllef vun enger Security, déi natierlech och d'Police rifft.

A mir hunn dat um Päischtweekend duerchexercéiert, an dat huet wonnerbar geklappt. Wa mir awer als Gemenge mussen d'Security selwer bezuelen, kënne mir eis dat net leeschten. A mir brauchen dat awer fir eis Studentinnen a Studenten, déi de Match op der Plaz maachen. Déi ginn deelweis agresséiert! Mir hunn eeben eng Clientèle, ech beschreiwen dat elo net, déi et schwiereg mécht, fir datt mir dat mat eise Leit gereegelt kréien. Dofir wollt ech awer nach eng Kéier froen, datt mer zumindest deelweis gehollef kréien, wa mer eng Sécherheetsfirma asetzen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Schank. Ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung.

M. Lex Delles, *Ministre du Tourisme*.- Jo, déi Fro vun der Security ass eng Saach, a besonnesch, wann ee se an de Lien setzt mam Ticketing. Et ass esou, dass et am Fong eng Demande vun de Gemenge war, fir en Ticketing ze maachen. Ech muss soen, wéi dat alles en place gesat ginn ass, eng informatesch Léisung fonnt ginn ass iwwert den ORT, dass iwwer hire Site kënnen d'Tickete gebucht ginn an esou weider, huet dat ganz vill aner Froe mat sech bruecht. Do ginn ech Iech vollkomme Recht.

Mee ech muss awer soen, wann d'Gemenge froen, fir een Ticketing ze maachen, an da soen: „A jo, mir wëllen den Ticketing, mee da musse mer hannendrun nach eng Security hunn!", da musse mer hannendrun awer och nach, an dat ass deen zweete Schratt, an dat wësst Dir, déi Fro vun der Responsabilitéit kucken. Wann ech en Ticket maachen a verkafen, verkafen ech eng Déngschtleeschtung. Wien ass deen, deen den Ticket verkeeft? Et si jo all déi Froen, déi diskutéiert gi sinn. Sinn et d'Gemengen, déi den Ticket verkafen? Wie kritt d'Recetten? Ass et den ORT, deen d'Recettë kritt? Sinn et d'Gemengen?

Ech mengen, dass dat do eng Panoplie vu Froen opwerft. Duerfir ass meng fundamental Iwwerzeegung natierlech, dass eng Billetterie schwiereg en place ze setzen ass op deene Plazen. Wann d'Gemengen dat wëllen, kënne se dat ganz gäre maachen. Mir hunn et just finanzéiert als Tourismusministère iwwert den ORT, fir dass et kann en place gesat ginn.

An op där anerer Säit déi Froe vun der Surveillance wéinst Corona. Jo, ech mengen awer net, dass dat an der Gemengeresponsabilitéit ass, mee ech sinn net Inneminister. Ech si just Tourismusminister, oder Plagëminister, ...

(Hilarité et interruption)

... wou d'Fro sech stellt - dat sinn ech och emol net! -, wou d'Fro sech stellt: Wat ass da mat engem Park an der Stad? Kann dann elo d'Stad Lëtzebuerg froen, fir do och eng Surveillance ze kréien, wann d'Restriktiounen net agehale ginn? Eng Gemeng Suessem, kéint déi och eng Security froen, fir do opzepassen?

Mee ech mengen, dass mer eis eng Kéier musse ronderëm den Dësch setze fir ze kucken, wat déi verschidde Léisunge sinn. Ech weess, dass Der Iech do scho mat der Police, mam Policeminister concertéiert hutt an dass do ganz gutt Pisten erauskomm sinn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci. D'Madamm Hansen huet nach eng Fro.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Jo, Parole après ministre! Ech hunn nach eng Fro, well Dir hutt vill vun de Parkinge geschwat zu Ënsber. Ech weess net, ob Der schonn tatsächlech praktesch um Stau waart. Also, fuert eng Kéier dohinner! Virun Ënsber gëtt et och nach Lëlz. Do fuert Der, soen ech, sechsmol ronderëm d'Duerf, da sinn d'Leit immens frou, well d'Autoen alleguer sechsmol ronderëm d'Duerf fueren, an da fanne se nach keng Parkplaz. Da sinn do Hiwwelen opgetässelt ginn, fir datt keng Autoe méi kënne laanscht d'Strooss parken. Déi Hiwwele sinn elo bal esou grouss, wéi eng Parkplaz géif Plaz huelen. Dat heescht awer, datt d'Autoen alleguer op der Strooss stinn.

A wa mer gäre soen: „Kommt bei eis a maacht Vakanz bei eis!", da maachen ech wierklech en Appell: Kuckt, datt iergendwéi d'Autoe sech kënnen op eng anstänneg Parkplaz, net nëmmen zu Ënsber, mee iwwerall ronderëm de Stau, histellen! An do brauche mer ganz einfach Plaz, well den ëffentlechen Transport, dat kann ech Iech soen, dee funktionéiert net ëmmer esou gutt. Do kann ech Iech soe vu Jugendlechen, do huet de Bus d'Diere virun hirer Nues zougemaach. Du stounge se do, an déi stinn dann do erëm eng Stonn ze waarden, am Donnerwieder! Dat ass net ganz angeneem. Dat heescht, mir brauchen einfach Opfänkparkplazen do.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Hansen. Wëllt d'Regierung nach eng Kéier reagéieren?

M. Lex Delles, *Ministre du Tourisme*.- Parole après député.

(Hilarité)

Well eng Fro gestallt ginn ass. Et war éischter Question après ministre wéi Parole après ministre. Eebe grad dat doten ...

(Interruption)

... ass och - et muss een e bësse flexibel sinn! - ee Bestanddeel, de Parkraummanagement, vun där Stauséimanagement-Strategie, déi soll ausgeschafft ginn ënnert deene verschiddenen Acteuren.

A jo, maacht Iech keng Gedanken, ech war nach viru Kuerzem um Stau. An ech hu mech och sécherlech net falsch geparkt.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Delles.

14. Question élargie n° 46 de M. Paul Galles relative aux masques jetables utilisés quotidiennement dans le contexte du coronavirus Sars-CoV-2

Dee leschte Punkt vun haut de Mëtteg ...

(Brouhaha)

... ass d'erweidert Fro Nummer 46 vum Här Paul Galles iwwert déi gebrauchte Masken. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, léif Madamm Ministesch, d'Covidkris huet eis gezwongen, Masken ze benotzen, fir eis a virun allem eis Matmënschen ze schützen. An no gewësse Startschwieregkeeten hat och d'Regierung den Notze vun de Masken agesinn an huet se du groussfläecheg verdeelt. Bei dëse Masken handelt et sech ëm déi sougenannte Mond-Nues-Schutz oder och OP-Maske genannt. Dës Maske ginn awer leider zum Deel illegal entsuergt an et fënnt ee se ëmmer erëm verdeelt an der Landschaft, egal ob am Bësch, laanscht d'Stroossen oder op de Plazen.

Dës Problematik existéiert awer net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee och am Ausland. Esou huet sech zum Beispill d'franséisch Regierung gezwonge gefillt, de Protokoll fir déi illegal Entsuergung vun enger Mask an d'Ëmwelt vun 68 op 135 Euro eropzesetzen. An nieft de Masken, dat ass kloer, verschmotzen natierlech och d'Händschen oder aner Combinaisounen eis Ëmwelt, mee fir den normale Verbraucher sinn et virun allem d'Masken, déi relevant sinn an déi an d'A stiechen.

Duerch d'illegal Entsuergung ergëtt sech dofir eng duebel Problematik. Éischtens kënnen d'Masken nach eng Gefor duerstellen. D'Vire kënnen, jee no Material, bis zu 24 Stonnen iwwerliewen. Besonnesch d'Botzpersonal ass dem Kontakt mat kontaminéierte Masken ausgesat. An zweetens verschmotzen déi Masken eis Ëmwelt. Iwwert d'Flëss kënnen d'Masken an d'Mierer gelaangen, wou se eng Gefor fir Fësch a fir Säugedéieren duerstellen. A wéi am Mier zersetze sech d'Masken am Laf vun der Zäit och um Land, wouduerch Mikroplastik entsteet. Dëse gelaangt dann erëm iwwert d'Planzen an d'Déieren, déi mir iessen, an déi mënschlech Narungsketten. Also, esou gesi schuede mer eigentlech eis selwer hannen um Enn.

Dës Ëmweltverschmotzung ass besonnesch a Länner ouni eng funktionéierend Offallwirtschaft nach méi e Problem. Dofir gesinn ech et persénlech och schwiereg, Masken als Kooperatioun laangfristeg an Entwécklungslänner ze schécken, well d'Gefor vun enger illegaler Entsuergung do extreem grouss ass. Natierlech ass et awer och denkbar, Masken als Éischt Hëllef an à court terme och an déi Länner ze verdeelen, wann d'Mënschen engem akute Risiko ausgesat sinn.

Nieft dëse méi kuerzfristegen negative Punkte gëtt et awer och ee méi laangfristegen Aspekt. Wéi de Kolleeg Gusty Graas a senger mëndlecher Fro hei den 9. Juni an der Chamber festgehalen hat, gëtt en zousätzlechen Offall duerch d'Maske ronderëm 950 bis 1.200 Tonnen erwaart. Mir mussen awer wëssen, dass déi OP-Masken net recyclabel sinn, well se aus engem Verbond vu verschiddene Materialie bestinn. Zum Beispill enthale se ze vill kleng Deeler, wéi zum Beispill Pabeier, Vlisschichten, Gummibänner fir ze fixéiere souwéi och e Metallbigel. Domadder kënne se just nach verbrannt ginn, dat heescht, eventuell thermesch verwäert. Esou gi wäertvoll Ressourcë verschwent! An d'Botzen oder d'Desinfizéiere vun einfachen OP-Masken ass och extreem schwiereg bis hin zu onméiglech.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ministesch, et ass natierlech verständlech, dass an enger éischter Phas déi Maske benotzt a verdeelt goufen, déi do waren. Mee wann een awer deene meeschte Virologe Glawe schenkt, da muss een nach mat ville Méint, vläicht souguer nach mat Jore rechnen, fir mat dësem Virus mussen ze liewen. Dofir ass et wichteg, an Zukunft no méi nohaltegen Alternativen ze sichen, och grad am Hibléck vun enger potenzieller zweeter Infektiounswell.

Zurzäit ass dat nohaltegst eng weiderverwäertbar Mask aus Stoff. Dat wär dat nohaltegst fir ze benotzen. Dobäi ass et wichteg, dass een d'Maske reegelméisseg desinfizéiert. Domadder kéinten esou Stoffmasken eng konkreet Moossnam fir eng méi nohalteg Politik sinn, en Zeeche géint d'Wegwerfkultur a fir de Zero-Waste souwéi de Reuse, dee mer hei och an der Chamber schonn eng Kéier diskutéiert hunn.

Eng weider Alternativ sinn d'Masken aus Kork. Kork ass en nohaltegt Material, wat an der Lescht ëmmer méi interessant gëtt, zum Beispill an der Moud. Esou gëtt et etwa scho Schong aus Kork. A Kork ass recycléierbar. A well et eeben en Naturmaterial ass a komplett biologesch ofbaubar ass, kéint ee weidere Virdeel och dee sinn, dass Kork vun Haus aus antibakteriell an hydrophob ass. An zu Lëtzebuerg gëtt et och scho Fuerschungen zu dësem Theema. Et gëtt och schonn eng Startup, fir se net ze nennen, Molecular Plasma Group, déi un enger nohalteger, weiderverwäertbarer an antiviraler Schutzmask aus enger lokaler Produktioun schafft.

Fir esou en Nohaltegkeetskonzept ze fërderen, kéint een eventuell Gestiounsconsignë fir d'Entreprisen ausschaffen a se beim Akaf vun esou Masken och beroden an hinnen hëllefen.

Erlaabt mer dofir, Iech véier Froen ze stellen.

Éischtens: Maacht Der e Monitoring vun dem zousätzlechen Dreck an den Onkäschten, déi duerch déi ewechgeworfe Masken entstinn? Gedenkt d'Regierung, méi stark dergéint virzegoen, wéi dat zum Beispill a Frankräich elo geschitt ass?

Zweetens: Gedenkt d'Regierung, an Zukunft weiderverwäertbar Masken aus Stoff un d'Bevëlkerung ze verdeelen anstatt vun deenen hierkëmmlechen OP-Masken, déi mer elo kréien?

Drëttens: Ass et virgesinn, lokal Initiativen oder eng lokal Produktioun ze stäerken, déi weiderverwäertbar Stoffmaske produzéiere kéinten?

A véiertens: Sollt et an Zukunft net Consignë gi fir grouss oder kleng Entreprisen, wéi mat der Gestioun vu Masken ëmzegoen ass, wéi eng Maske solle benotzt ginn a wéi se kënnen entsuergt ginn?

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Galles. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, fir d'éischt emol merci dem Här Galles, dass en op dës wichteg Fro ageet.

Ech menge wierklech, dass kee vun eis, wa mer an de leschte Woche spadséiere gaange sinn, net iergendwou dann awer eng Mask konnt gesinn. Dat ass d'ailleurs och de Mataarbechter vun der Natur- a Bëschverwaltung opgefall an de Mataarbechter vun der Ëmweltverwaltung. An dofir hu mer a sech zënter ufangs Abrëll reegelméisseg iwwert de Site ëmwelt.lu, awer och iwwer Facebook sensibiliséiert mat Biller, déi ofschrecken.

Mir hunn a reegelméissegen Ofstänn versicht, de Leit wierklech nach eng Kéier ganz kloer ze maachen, wéi wichteg et op där enger Säit ass, dass mer Masken droen, well mer déi aner Leit wëlle schützen. An ech mengen, dee Message ass awer mëttlerweil gutt ukomm an deen ass och ganz wichteg, well mir brauchen eis Gestebarrièren.

An op där anerer Säit, do war et eis och wichteg ze soen, wéi mer mat deene Maske fachgerecht ëmginn: Eng gedroe Mask, wann et dann eng eemol gebrauchbar Mask ass an déi net méi verwennt gëtt, déi gehéiert an déi schwaarz Poubelle. Déi gehéiert net an d'Natur!

Dat wär den Normalfall, wa mer et mat net infizéierte Leit ze dinn hunn. Wa mer awer mat Leit ze dinn hunn, déi krank sinn, da musse se souguer nach an eng extra Tut, an doriwwer hu mer och sensibiliséiert iwwer eis Sitten an iwwer eis Moyenen. Ech mengen, dass et duerchaus eppes Wichteges ass, doriwwer ze schwätzen, dass mer net iergendwou illegal eppes an der Natur loossen.

An ech hu ganz rezent op eng Fro vun engem aneren honorabelen Deputéierten hei op däser Plaz gesot: Jo, beim Iwwerschaffe vun den Direktiven, déi mam Offall ze dinn hunn, wëlle mer, änlech wéi Frankräich, duerchaus d'Strofekatalogen, déi an engem Règlement grand-ducal sinn, och iwwerschaffen, well Littering ass kee Kavaléiersdelikt!

Et ass d'ailleurs och do, wou mer à ce stade och sensibiliséieren a wou mer och iwwert de Summer wäerte weider sensibiliséieren, deelweis op soziale Medien, am Internet, awer och zum Beispill laanscht d'Stroossen, wou mer schonn zanter dem leschte Joer eng Campagne hunn, déi ëmmer erëm opkënnt, wou mer méiglechst vill Acteure wëlle vereenen.

Dat heescht, wéi gi mer mat de Masken ëm? Do hu mer wierklech versicht, groussflächeg ze soen: Jo, déi mussen an déi schwaarz Poubelle! An nëmme fir lech en Ordre de grandeur ze ginn: Nëmmen déi Masken, déi vum Staat verdeelt ginn un d'Stéit an och un eis Frontalieren, dat wären, wann eng Mask 4 Gramm ass, eng ronn 144 Tonnen Offall! Dat huet meng Verwaltung mer matgedeelt.

Dat heescht, mir hunn eis scho wierklech Gedanke gemaach, dass dat doten e gudden Deel méi Reschtoffall ass. Wann Der iwwerleet, dass de Reschtoffall hei zu Lëtzebuerg ongeféier 160.000 Tonne sinn, dann ass dat schonn e Krack méi, deen ze geréieren ass. An dofir sinn d'Alternativen auszebauen, dat war jo eeben och eng vun Äre Froen. D'Alternativen auszebauen, ass vun Ufank un eppes gewiescht, wat op allen Niveaue promouvéiert ginn ass.

Engersäits hu Kolleegen an der Regierung, de Franz Fayot, iwwer Luxinnovation eng Plattform gemaach, wou et net nëmmen ëm Maske geet, mee och ëm d'Gelen an aner Schutzartikelen, zum Beispill Kostümer, wou gekuckt ginn ass, de Lien ze maachen tëschent deene lokale Betriber zu Lëtzebuerg, déi Saachen hierstellen, an de Betriber, déi Saache brauchen. Dat ass eng Plattform, déi Der, wéi gesot, bei der Luxinnovation fannt, wou et spezifesch ëm Schutzmaterial geet, dat fir dës Krisesituatioun gebraucht ginn ass.

Dann huet och de Lex Delles als Minister gekuckt, dass e kleng Entreprisen ënnerstëtzt, an och do e spezielle Programm un Hëllefe gemaach fir déi, déi elo kreativ waren a schnell hire Modell ugepasst hunn. Do sinn duerchaus elo Acteuren, déi schonn e bësse méi laang derbäi sinn an al Stoffer recyclen, anerer hunn en neit Feld entdeckt. An ech mengen, an enger Kris brauche mer Kreativitéit, a mir sollen dat gemeinsam notzen.

An dofir sinn ech ganz frou, dass déi zwee Kolleegen an der Regierung nieft deem, wat mir sensibiliséieren, wéi se richteg entsuergt ginn an dass se net an d'Natur gehéieren, dass eeben och d'Kolleegen an der Regierung direkt matgezu si fir d'Promotioun vun de lokale Produiten, d'Promotioun vun Alternativen, ob dat elo e Buff ass, e Schal, dee verännert ass, oder eng Mask, déi gebutt gëtt. Ech mengen, do hate mer ganz vill Benevoller, déi ganz am Ufank vun der Kris direkt d'Initiativ ergraff hunn, fir de Leit ze soen: Mir brauchen net nëmmen Eeweemasken, mir brauchen op Dauer eppes, wat d'Strooss hält: eng Stoffmask! An, do, mengen ech, si ganz vill Leit matgezunn.

An ech sinn immens frou, dass mëttlerweil och vill Administratiounen, vill aner Ministère versicht hunn, wierklech déi stoffen Alternativen aktiv ze promouvéieren. Zum Beispill huet meng Naturverwaltung nom éischte Jet direkt ugefaangen, stoffe Maske bei hire Mataarbechter ze promouvéieren. Mir hunn dat um Ministère och gemaach. An anerer hunn et deem gläich gemaach, well et wichteg ass, dass mer op Dauer, well dee Problem och nach weider wäert bestoen, eis Responsabilitéit iwwerhuelen an eis Alternativen iwwerleeën, déi ee ka wäschen. An da muss een natierlech och déi néideg Consignen an déi Richtung ginn, dass déi dann och sécher sinn, dass déi sécher mat 60 Grad gewäsch ginn, fir dass mer d'Leit ronderëm eis schützen an dass mer déi Pandemie, déi mer hunn, an de Grëff kréien.

Do zéie mer all un engem Strang. An dofir merci fir déi Fro. Ech mengen, ech hunn lech op déi eenzel Punkte geäntwert. De Monitoring: Jo, mir hunn eis Gedanke gemaach! Wat heescht dat? Mir wäerten dat och weider maachen. D'ailleurs si mer vun den Direktive gezwongen, e Monitoring ze maache vun eisen Offallströim, an dat maache mir och.

Mir denken duerchaus am Kader vun der Reform vun der Offallgesetzgeebung drun, de Kader ze verbesseren an de Leit dat méi an d'Gedächtnis ze ruffen. D'lokal Produktioun gëtt ënnerstëtzt, souwuel déi méi grouss wéi och déi méi kleng. An déi flott Alternativen net ze vergiessen, wou mer dem Benevolat hei och Merci soen, déi direkt mat an d'Bresch gespronge sinn, fir Alternativen ze promouvéieren.

Domat soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci der Madamm Ëmweltminister Carole Dieschbourg.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen. D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.52 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 45, 46, 47 et 48

45e séance

Ouverture de la séance publique p. 688

7566 - Projet de loi portant prorogation des mesures concernant la tenue des réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales p. 688-689

7618 - Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2016

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre p. 689-691

7580 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime temporaire d'aide de minimis en faveur de certaines entreprises commerciales et artisanales dans le cadre de la pandémie du Covid-19 p. 691-694

7581 - Projet de loi relative à la mise en place d'un régime temporaire d'aide de minimis en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19 p. 694-695

46e séance

Ouverture de la séance publique p. 696

Discours de M. le Président p. 696

Communications p. 696

Ordre du jour p. 697

7606 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 et modifiant la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments p. 697-710, p. 715

Question urgente n° 2424 de Mme Martine Hansen concernant la fin des classes séparées p. 710

7607 - Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les activités sportives, les activités culturelles ainsi que les établissements recevant du public, dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 p. 710-715, p. 716

47e séance

Ouverture de la séance publique p. 717

Ordre du jour p. 717

Question urgente n° 2424 de Mme Martine Hansen concernant la fin des classes séparées (suite) p. 717-718

7617 - Projet de loi portant prorogation de la dérogation aux dispositions de l'article IV de la loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe p. 718-719

7568 - Projet de loi portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 p. 718-721

Question urgente n° 2424 de Mme Martine Hansen concernant la fin des classes séparées (suite) p. 721

7571 - Projet de loi portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 p. 721-722

48e séance

Ouverture de la séance publique p. 723

7620 - Proposition de révision de l'article 32 de la Constitution (Déclaration de recevabilité) p. 723

Communications p. 723

Ordre du jour p. 723

Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten p. 723

Dépôt d'une motion par M. David Wagner p. 723-724

Ordre du jour (suite) p. 724

Heure de questions au Gouvernement

- Question urgente n° 2444 de M. Sven Clement concernant la Tracingapp
et
Question n° 124 du 30 juin 2020 de Mme Viviane Reding relative à l'application de traçage pour avertir les personnes ayant croisé des patients testés positifs au Covid-19, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État et à M. le Ministre de la Digitalisation p. 724-725

- Question urgente n° 2450 de M. Michel Wolter concernant l'avenir de Guardian Bascharage
Question n° 125 du 26 juin 2020 de M. Gusty Graas relative à la pérennité de l'usine Guardian à Bascharage et des emplois y liés, adressée à M. le Ministre de l'Économie
et
Question n° 128 du 30 juin 2020 de M. David Wagner relative à la fermeture annoncée par la société Guardian SA d'un site industriel à Dudelange, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 725-726

- Question n° 126 du 29 juin 2020 de M. Jeff Engelen relative au remboursement du REVIS, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 726

- Question n° 127 du 30 juin 2020 de Mme Francine Closener relative à l'organisation de la rentrée scolaire 2020/2021, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 726

- Question n° 129 du 30 juin 2020 de M. Charles Margue relative aux conditions de travail des travailleurs saisonniers, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 726-727

- Question n° 130 du 30 juin 2020 de M. Marc Spautz relative à la prise en charge financière de l'indemnité pécuniaire en cas d'incapacité de travail, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 727

- Question n° 131 du 29 juin 2020 de M. André Bauler relative à la rénovation et à la modernisation du complexe sportif à Diekirch, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 727

- Question n° 132 du 30 juin 2020 de M. Sven Clement relative aux nouvelles infections à la Covid-19 dans l'éducation, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 727-728

- Question n° 133 du 30 juin 2020 de M. Georges Engel relative à l'élaboration d'un code de déontologie pour les agents publics, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique p. 728

- Question n° 134 du 30 juin 2020 de M. Léon Gloden relative à la réouverture de certaines agences de la CNS, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 728

- Question n° 135 du 30 juin 2020 de M. Gusty Graas relative à la propagation de la tularémie en Sarre, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural p. 728-729

- Question n° 136 du 30 juin 2020 de M. Jean-Marie Halsdorf relative à la découverte d'un virus descendant du H1N1 (grippe porcine) susceptible de provoquer une future pandémie, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 729

Question élargie n° 33 de M. André Bauler relative à l'économie circulaire au Luxembourg p. 729-730

Question élargie n° 40 de M. Marc Lies relative au plan directeur sectoriel « logement » p. 730-731

Question élargie n° 41 de M. Gusty Graas relative à l'impact de la mise en œuvre de la stratégie « De la ferme à la table » pour un système alimentaire équitable, sain et respectueux de l'environnement de la Commission européenne sur l'agriculture indigène p. 731-732

Question élargie n° 44 de M. Paul Galles relative au chômage chez les jeunes entre 16 et 25 ans p. 732-733

Question élargie n° 45 de M. Marco Schank relative à la zone de récréation de proximité de la Haute-Sûre p. 733-735

Question élargie n° 46 de M. Paul Galles relative aux masques jetables utilisés quotidiennement dans le contexte du coronavirus Sars-CoV-2 p. 735-736

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 20 • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2186	Marc Hansen	Autopsies effectuées sur les patients décédés de Covid-19
2198	Léon Gloden	Bracelet électronique
2210	Gusty Graas, André Bauler	Déversement d'eaux usées dans la Sûre
2215	Michel Wolter	Masques chirurgicaux
2227	Jeff Engelen	Biens immobiliers de l'État à usage résidentiel
2228	Lydia Mutsch	Application d'évaluation des symptômes de la Covid-19 de l'OMS
2233	Françoise Hetto-Gaasch	Enfants à besoins spécifiques
2234	Fernand Kartheiser	Accueil des enfants dans le cadre de la reprise des cours dans l'enseignement fondamental
2236	David Wagner	Augmentation projetée des émissions de gaz à effet de serre liées à l'énergie de 7,5 % en 2019
2237	Martine Hansen, Félix Eischen	Reprise des activités dans le secteur Horeca
2238	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Reprise des vols de Luxair
2239	Fernand Kartheiser	Réouverture des écoles et des crèches
2240	Marc Hansen	Recherche de cas de Covid-19 présents sur le territoire luxembourgeois avant le début présumé de l'épidémie
2243	Fernand Kartheiser	Rôle de la société TNS ILReS dans le cadre des tests d'immunité au coronavirus
2245	Roy Reding	Baisse de la TVA pour les entreprises du secteur Horeca
2246	Laurent Mosar, Gilles Roth	Applications de messagerie dans la fonction publique
2247	Sven Clement	Applications de messagerie dans la fonction publique
2250	Sven Clement	Infrastructures critiques
2252	Marc Goergen	Situation du secteur Horeca dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2255	Félix Eischen	Contrôles du Service de santé au travail multisectoriel (STM)
2258	Martine Hansen, Octavie Modert	Aides financières pour fermes pédagogiques
2259	Marc Goergen	Reprise des activités dans le secteur Horeca
2266	Marc Baum	Dépenses militaires à moyen terme
2273	Léon Gloden	Instruction judiciaire diligentée contre un cadre dirigeant de la Police grand-ducale
2276	André Bauler	Dégradation de l'état du pont sur l'Our à l'entrée de la ville de Vianden en venant du village de Bettel (N10)
2277	Paul Galles	Impact de la pandémie de la Covid-19 dans le milieu carcéral
2279	Jeff Engelen	Produits régionaux
2280	Jeff Engelen	Congé sans solde et congé spécial dans la fonction publique
2281	Jeff Engelen	Interventions de la Police grand-ducale
2282	Françoise Hetto-Gaasch, Marc Spautz	Recommandations pour les maisons de soins
2284	Françoise Hetto-Gaasch, Marc Spautz	Consignes pour structures de logement pour personnes en situation de handicap
2286	Jeff Engelen	Masse maximale autorisée des ambulances
2287	Marc Goergen	Chantier sur la route de Remich à Moutfort
2290	Mars Di Bartolomeo	Prix de l'électricité et du gaz
	Session ordinaire 2020-2021	
3197 urgente	Sven Clement	Mesures prévues dans le cas d'une infection Covid-19 dans une classe
3203 urgente	Fred Keup	Parc éolien à Dalheim
3210 urgente	Guy Arendt	Chasse dans le cadre de la pandémie Covid-19
3212 urgente	Martine Hansen, Claude Wiseler	Mesures concernant les transports publics dans le cadre de la loi du 25 novembre 2020

Question 2186 (12.05.2020) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant les **autopsies effectuées sur les patients décédés de Covid-19 :**

La presse a relaté il y a peu les expériences de deux pathologistes, l'un à Hambourg, l'autre à Berne. Les deux médecins ont pratiqué des autopsies sur patients décédés de Covid-19 et en sont venus à la conclusion que toutes les personnes décédées souffraient d'au moins une maladie avant de contracter le Sars-CoV-2.

De plus, le médecin hambourgeois, qui a pratiqué près de 200 autopsies, affirme que la majorité des décès est liée soit à une embolie pulmonaire, soit à une thrombose, ce qui laisse à penser qu'un traitement aux anticoagulants pourrait s'avérer efficace dans certains cas.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Au Luxembourg, les patients décédés de Covid-19 sont-ils systématiquement autopsiés ?

2) Dans l'affirmative, les résultats de ces autopsies permettent-ils de confirmer que la majorité des patients souffrait de pathologies préexistantes, voire multiples ?

3) Qu'en est-il des embolies pulmonaires et des thromboses ? Les autopsies auraient-elles permis de dégager qu'elles sont parmi les causes de décès les plus fréquentes parmi les victimes de Covid-19 ?

4) Les données scientifiques actuellement recueillies à l'échelle internationale permettent-elles de conclure qu'un traitement aux anticoagulants est indiqué dans le contexte de Covid-19 ?

Réponse (11.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Les patients décédés des suites du Covid-19 ne sont pas systématiquement autopsiés dans notre pays. En général, une autopsie peut être ordonnée par la justice dans le cadre d'une enquête de police ou peut être demandée par le médecin qui prend l'avis de la famille et tient, dans la mesure du possible, compte de l'accord éventuellement exprimé de son vivant de la personne décédée.

En l'absence systématique d'autopsies, aucune réponse ne peut être donnée sur base des informations disponibles au Luxembourg aux questions sur les pathologies préexistantes et les thromboses ou embolies pulmonaires éventuelles.

La littérature médicale y relative est cependant entre-temps assez riche et permet d'affirmer que les patients Covid-19 hospitalisés devraient systématiquement bénéficier d'un traitement de prévention de la thromboembolie, surtout s'ils sont alités en soins intensifs.

Question 2198 (13.05.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **bracelet électronique :**

An engem „Land"-Artikel vu leschter Woch heescht et am Kontext vun haislecher Gewalt:

„Die Justiz hatte (…) geprüft, ob Inhaftierte durch den verstärkten Einsatz elektronischer Fußfesseln während des Covid-19-Lockdown hätten nach Hause geschickt werden können. ‚Man habe davon abgesehen', so Martine Solovieff, ‚weil das Sicherheitsrisiko für unsere Beamten' zu groß schien. In der Vergangenheit sei es wiederholt zu Manipulationen gekommen, sodass Beamte die Fesseln vor Ort und an der Person überprüfen mussten; in Coronazeiten keine gute Situation."

Opgrond vun dësen Ausféierunge wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Minister fir Justiz stellen:

1. Wéi vill Persounen droen aktuell eng elektronesch Foussfessel?

2. Wéi vill vun deene Persoune koumen op Uerder vum Untersuchungsriichter an de Genoss vun där Moossnam?

3. Wéi vill Persoune profitéiere vun där Moossnam an der Approche „front door" respektiv „back door"? Fir wéi eng Infraktiounen a wéi e Strofmooss gouf dës Moossnam applizéiert?

4. Wéi vill vun deene Persoune goufe wéinst haislecher Gewalt veruerteelt? Firwat sollt dësen Dispositif an der Kris verstäerkt a Fäll vun haislecher Gewalt zum Asaz kommen?

5. Wéi oft ass dës Moossnam an de leschte fënnef Joer revidéiert ginn? Wéi oft gouf se nach virun enger Condamnatioun revidéiert? Wéi oft gouf se revidéiert, nodeem se direkt agesat gouf amplaz vu festem Prisong? Wéi oft gouf se revidéiert, nodeem se als sozial Reintegratiounsmoossnam agesat gouf?

6. Wéi e Bilan zitt d'Madamm Minister aus der „Legalisatioun" vun der elektronescher Iwwerwaachung duerch déi elektronesch Foussfessel?

7. Wann d'Madamm Procureur général d'État seet, et wier an der Vergaangenheet widderhuelt zu Manipulatioune vun deene Bracelete komm, wéi vill där Fäll gouf et an der rezenter Vergaangenheet?

- Wéi kann ee sech dës Manipulatioune konkreet virstellen?

- Wéi eng Konklusiounen zitt d'Madamm Minister aus dësen Ëmstänn?

- Wéi kënnen esou Manipulatioune verhënnert ginn?

- Wéi eng Evolutioune gëtt et bei der Entwécklung vun neien Typpe vu „Foussfessel" respektiv Iwwerwaachungsdispositiffen? Envisagéieren déi zoustänneg Servicer, nei Hard- a Softwaren anzekafen?

Réponse (26.06.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Wat d'Zuele vun de Foussfesselen ugeet hei zu Lëtzebuerg, droen aktuell 15 Persounen eng elektronesch Foussfessel.

ad 2. Den Untersuchungsriichter huet bis dato den Artikel 107, leschten Alinea vum Code de procédure pénale nach net applizéiert. Dësen Artikel erméiglecht dem Untersuchungsriichter eng Persoun, déi ënnert d'Obligatioune vum Artikel 107 Alinea 2 Punkt 1, 2 an 3 fält, iwwert eng Foussfessel ze iwwerwaachen.

ad 3. Zu Lëtzebuerg hunn insgesamt tëschent Januar 2015 an dem 1. Juni 2020 209 veruerteelt Persoune vun där Moossnam profitéiert.

Hei eng Ventilatioun vun den Zuelen opgedeelt op déi verschidde Joren:

2015	51
2016	47
2017	34
2018	34
2019	37
2020 bis den 1. Juni 2020	7

Vun deenen 209 Condamnéierte kruten 108 eng „libération conditionnelle" accordéiert an néng kruten eng „suspension de la peine". 92 Condamnéiert kruten d'integral Prisongsstrof duerch d'Foussfessel ersat.

Et hu vun den 209 Condamnéierten 146 vun där Moossnam an der Approche „front door" profitéiert an 63 an der Approche „back door", respektiv 47 Persoune vu Giwenech a 16 Persoune vum CPL.

Dës Moossnam gouf fir follgend Infraktiounen applizéiert:

Infraktioune géint d'Drogegesetz	38
Infraktioune géint de Code de la route	17
„Crimes et délits contre la foi publique"	27
Verbriechen an Delikter géint Persounen	55
Verbriechen an Delikter géint Proprietéiten	64
Aneres	8

D'Durée vun de Prisongsstrofen, déi fir dës Infraktioune gesprach goufen, läit tëschent dräi a 36 Méint („front door"):

Zuel vun den Affären	Durée vun der Strof
18	1 bis 6 Méint
36	6 Méint
23	9 Méint
47	12 Méint
27	2 Joer
9	3 Joer

16 Persounen, déi vun enger „back door"-Moossnam profitéiert hunn, hate jeeweils eng Prisongsstrof, déi tëschent véier a 15 Joer louch, mat oder ouni „sursis partiel". Dräi Persounen, déi zu 15 Joer Prisong veruerteelt gi sinn, kruten eng Foussfessel.

ad 4. Keng vun deene Persoune gouf wéinst haislecher Gewalt veruerteelt. Momentan gëtt d'Foussfessel nach net an deem Kader genotzt. Et sinn awer aktuell Gespréicher amgaangen, fir an deem Sënn ze legiferéieren.

ad 5. Wat de „front door" ugeet, si wärend der Period 2015 bis Juni 2020 am Ganzen 23 Decisiounen, déi d'Foussfessel accordéiert hunn, erëm revidéiert ginn:

- 5-mol am Fall vun der Toxicomanie;
- 10-mol am Fall vu Verbriechen an Delikter géint Proprietéiten;
- 4-mol am Fall vu Verbriechen an Delikter géint Persounen;
- 3-mol am Fall vun enger „atteinte à la foi publique";
- 1-mol am Fall vun enger Infraktioun géint de Code de la route.

Dës Moossnam gouf ni virun enger Condamnatioun revidéiert an et gouf och keng Moossnam revidéiert, nodeems se als sozial Reintegratiounsmoossnam agesat gouf.

ad 6. De Bilan, deen een aus der „Legalisatioun" vun der elektronescher Iwwerwaachung kann zéien, ass e ganz positive Bilan. Dëst erlaabt, dass Persoune vun dëser Moossnam kënne profitéieren, entweeder am Kader vum „front door", wann d'Prisongsstrof manner wéi dräi Joer ass. An deem Fall muss d'Persoun net an de Prisong goen. Et erlaabt awer och Persounen, déi eng laang Prisongsstrof hunn, éischter kënnen erauszekommen, wann d'Konditiounen all erfëllt sinn.

ad 7. Et gi verschidde Méiglechkeeten, fir entweeder d'Statioun (Monitoring station), oder „d'Auer" (Tag) oder nach de Bracelet selwer (Lap) ze manipuléieren. Et ass awer net ëmmer evident erauszefannen, ob et sech ëm eng fräiwëlleg Manipulatioun handelt oder ob den Dysfonctionnement doduerch kënnt, dass d'Ekipement veraltert ass oder falsch benotzt gëtt. Zum Beispill geet et duer, dass d'Persoun laang an engem Whirlpool läit, fir dass esou en Dysfonctionnement optaucht.

Eng Manipulatioun kann och nach doduerch kommen, wann d'Persoun d'Statioun verréckelt oder Saachen drop tässelt an d'Signal geet net méi duerch.

D'Persoune kréie vun Ufank un erkläert, wat d'Konsequenz ass vun enger muttwëlleger Manipulatioun, déi d'Revidéiere vun dëser Moossnam ass.

Allgemeng ginn et wéineg muttwëlleg Manipulatiounen, et sinn der ongeféier zwou bis dräi d'Joer. Am Joer 2020 gouf bis elo nach keng Manipulatioun vun Ekipement constatéiert. Et koum awer zu verschidden techneschen Incidente säit dem 1. Januar 2020:

Technesch Problemer, déi net speziell definéiert goufen	3
Technesch Problemer, déi identifizéiert goufen	1
Schued vum Bracelet / Kontroll vum Bracelet	7
Ersetze vun der Batterie	1
Problem vum ganzen Dispositif wéinst engem Problem mam Reseau vum Handy	1

D'nächst Joer leeft den aktuelle Marché public mat G4S of, da gëtt dee Moment gekuckt, wat fir eng nei Software ee benotze wäert a wat déi nei Innovatiounen um Marché an deem Domän sinn.

Question 2210 (14.05.2020) de **MM. Gusty Graas** et **André Bauler** *(DP)* concernant le **déversement d'eaux usées dans la Sûre :**

À Ettelbruck à la hauteur du monument Patton un canal déverse depuis plusieurs années des eaux usées non épurées dans la Sûre ce qui est d'autant plus alarmant qu'il s'agit d'une zone d'eaux de frai. Comme il ressort d'un article de presse récent, cette situation résulte d'un réservoir de débordement d'eaux pluviales désuet, qui sera remplacé par un réservoir moderne, capable de retenir les eaux usées également en cas d'orage.

Des personnes averties nous ont précisé que la situation actuelle à Ettelbruck ne constituerait pas un cas isolé. En effet, il existerait des situations similaires dans bien d'autres endroits du pays. Ainsi par exemple des eaux usées seraient déversées par des canaux dans la Moselle.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions concernant le projet de construction d'un nouveau réservoir de débordement à Ettelbruck ? Pour quand celui-ci pourra-t-il être achevé ?

2) Combien d'infrastructures d'eaux usées désuètes similaires existe-t-il actuellement au Luxembourg qui devront être remplacées dans les années à venir ?

3) Madame la Ministre peut-elle fournir des renseignements quant au nombre de canaux au Luxembourg qui déversent des eaux usées ou polluées directement dans un cours d'eau ?

Réponse commune (22.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1) Le projet global au lieu-dit « Ierpeldenger Dräieck » retient la modernisation partielle du collecteur d'amenée existant de la localité d'Erpeldange-sur-Sûre, la construction d'un bassin d'orage de 340 m³ avec dégrilleur fin sur le seuil de déversement, d'une station de pompage, d'une station hydrophore ainsi que des collecteurs d'évacuation tant vers la nouvelle conduite pressurisée entre Ettelbruck et Bleesbruck que vers l'ancien collecteur gravitaire « Nordstad ». Le projet permet de supprimer trois déversoirs, l'un situé à proximité immédiate du nouveau bassin et objet de la présente question parlementaire, un deuxième se trouve en sortie de la localité d'Erpeldange-sur-Sûre et le dernier se situe sur le réseau de la ville d'Ettelbruck.

Les travaux ont débuté en mars 2017, la fin des travaux est prévue pour septembre 2020. Les coûts de construction s'élèvent à 4,84 millions d'euros et sont subventionnés par le Fonds pour la gestion de l'eau à hauteur de 1.959.902 €. Le Syndicat des eaux résiduaires du Nord (SIDEN) assure la maîtrise d'ouvrage et est responsable de l'exploitation ultérieure.

ad 2) Le programme de mesures notifié à la Commission européenne comprend un grand nombre de projets de bassins d'orage qui remplacent des déversoirs vétustes voire ne correspondant plus aux normes en vigueur. Toutes ces mesures sont soit en phase de planification soit déjà en phase de construction. Le programme de mesures fait partie intégrante du plan de gestion des districts hydrographiques dont la version pour la période 2015-2021 est consultable sur le site Internet de l'Administration de la gestion de l'eau.[1]

Il convient de rappeler que les communes ont la responsabilité d'assurer la collecte, l'évacuation et l'épuration des eaux urbaines résiduaires et la gestion des eaux pluviales. Elles sont tenues de concevoir, de construire, d'exploiter, d'entretenir et de surveiller les infrastructures d'assainissement faisant partie de leur territoire, selon les règles de l'art en tenant compte des meilleures techniques disponibles. Le remplacement et la modernisation d'infrastructures d'eaux usées désuètes incombe dès lors aux communes et aux syndicats de communes, qui restent les maîtres d'ouvrage de ces infrastructures, bien que l'État luxembourgeois soit responsable au niveau de la Commission européenne pour le respect des directives européennes en matière de protection et de gestion du milieu aquatique.

[1] https://eau.public.lu/directive_cadre_eau/directive_cadre_eau/2015-2021_2e_cycle/publication-du-plan-de-gestion/plangestionFR/index.html

ad 3) La quote-part de la population qui n'est pas encore raccordée à une station d'épuration publique représente 8.101 habitants (selon la dernière publication du Statec). Cependant, les eaux usées provenant de ces habitations sont dans la majorité des cas prétraitées dans des fosses septiques privées avant le rejet dans la canalisation publique ou dans le milieu naturel.

Il y a lieu de noter que toutes les fosses septiques avec trop-plein (traitement mécanique) ne correspondent plus aux normes de rejets en vigueur et devront soit être remplacées par des stations d'épuration biologiques privées soit être raccordées à un réseau communal doté d'une station d'épuration biologique communale.

Question 2215 (18.05.2020) de **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant les **masques chirurgicaux :**

La fourniture de masques chirurgicaux a donné lieu à de nombreuses discussions au cours des dernières semaines. À partir de cette semaine, 50 masques supplémentaires seront distribués par personne après une évolution des opinions du Gouvernement au sujet du port des masques. Afin de bien pouvoir cerner et comprendre l'évolution des prises de positions du Gouvernement en la matière, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Quel a été le stock national de masques dits chirurgicaux au début de la crise, c'est-à-dire le 15 février 2020 ?

2) À partir de quelle date le Gouvernement a-t-il pris la décision de compléter les stocks disponibles ?

3) Quels ont été les volumes réclamés par les hôpitaux, les maisons de retraite et les autres institutions travaillant avec les personnes vulnérables par semaine de travail (nombre demandé par semaine) depuis le début de la crise sanitaire Covid-19, c'est-à-dire à partir du 15 février 2020 ?

4) Quels ont été les volumes fournis aux mêmes établissements pour chaque semaine de la même période ?

5) Quelles demandes de la part de la cellule de crise ont été formulées à quelle date à quels producteurs/fournisseurs nationaux et internationaux ?

6) Quelles offres ont été reçues pour la même période par la cellule de crise par quels producteurs/fournisseurs nationaux et internationaux ?

7) Combien de masques ont été commandés à quelle date pour quel volume et à quel prix ?

8) Quelles ont été les dates auxquelles ces commandes ont été livrées (détaillées séparément par commande) à Luxembourg ?

9) Quels volumes de masques ont été distribués en dehors des établissements repris à la question 3 avec date et destinataire ?

10) Quel a été le stock à disposition à la fin de chaque semaine sous rubrique ?

11) Quel est le stock actuel ?

Réponse commune (18.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1) En début de crise, il y avait quelque 950.000 masques chirurgicaux dans le stock national.

ad 2) Au cours de la deuxième moitié de janvier 2020, un groupe de travail interministériel s'est réuni afin d'évaluer la situation nationale et internationale et d'analyser notamment les stocks de matériel de protection disponibles et les besoins éventuels complémentaires.

Sur base de cette analyse, des contacts ont été pris avec les fournisseurs luxembourgeois ainsi que les autorités des pays voisins afin d'identifier d'éventuels fournisseurs capables de livrer des masques de protection à courte échéance et en grande quantité. La première commande de masques de protection a été lancée en date du 7 février 2020 auprès du Comptoir pharmaceutique luxembourgeois.

ad 3) Il y a lieu de préciser que la mise à disposition des masques chirurgicaux ne se faisait pas en fonction des demandes, mais suivant une méthodologie établie de commun accord entre les structures hospitalières et la cellule logistique de la Cellule de crise du Ministère de la Santé.

À partir du 19 mars 2020, chacun des quatre hôpitaux déclarait à la cellule logistique sa consommation journalière, son propre stock ainsi que ses propres commandes en cours.

En fonction de ces informations, la cellule logistique était en mesure d'évaluer quotidiennement les stocks dont les hôpitaux avaient besoin pour les jours à venir. Avec l'augmentation du stock national, la période d'autosuffisance a pu être étendue.

La même méthodologie a été appliquée aux autres établissements. La fourniture de masques aux maisons de soins s'est organisée de manière regroupée et centralisée avec l'aide de la COPAS. Depuis le 19 mars, la COPAS introduisait régulièrement un fichier avec les informations renseignant sur les consommations dans le secteur des soins.

Outre les structures hospitalières et le secteur de la COPAS, une méthodologie de travail identique a été mise en place avec les autres secteurs concernés, à savoir :

- les laboratoires ;
- les centres de soins avancés et les centres de traitement ;
- les centres pénitentiaires ;
- l'Office national de l'accueil et le centre de rétention ;
- le secteur conventionné du Ministère de la Santé, du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, du Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes et d'autres structures sociales.

Au-delà des masques mis à disposition des entités précitées, d'autres professionnels, qui assuraient notamment des prestations d'urgence lors du confinement, ont introduit des demandes ponctuelles auprès de la cellule logistique, à savoir :

- les médecins et médecins-dentistes ;
- les pharmaciens en officine ;
- la Fédération des artisans pour le besoin des opticiens, audioprothésistes et orthopédistes ;
- les professionnels de santé libéraux (ex. : infirmiers, kinésithérapeutes, sages-femmes) ;
- le Corps grand-ducal d'incendie et de secours et les ambulanciers privés ;
- les services de pompes funèbres ;
- le service de transport public Adapto ;
- les structures dépendant du Ministère de l'Éducation nationale (enseignement fondamental et enseignement secondaire) ;
- les structures dépendant du Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes (Fraenhaiser) ;
- LuxairCARGO ;
- la Police grand-ducale.

En outre, la cellule logistique a procédé à la distribution et la mise à disposition de masques de protection aux patients testés Covid-19 positifs et mis en quarantaine.

ad 4) En raison du mode de distribution (voir réponse sous 3), le nombre de masques fournis pour une même période aux mêmes établissements variait de façon considérable.

Le tableau ci-joint donne un aperçu du nombre de masques fournis jusqu'à certaines dates en fonction du type d'établissement.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question.)

Le 13 mai, la cellule logistique avait sorti un total de 46.553.530 masques chirurgicaux, dont 38.543.380 ont été distribués aux particuliers et résidents, aux salariés et aux frontaliers travaillant au Luxembourg à l'occasion de la première et de la deuxième phase de déconfinement.

ad 5) Suite à l'analyse effectuée par le groupe de travail interministériel au mois de janvier, plusieurs entreprises nationales (sociétés Centermed, Doppler, Hospilux, Koczyba, Meditec, Stöpler, Comptoir pharmaceutique) ont été contactées fin janvier-début février 2020 et la première commande a été lancée dès début février.

La cellule logistique de la Cellule de crise du Ministère de la Santé mise en place au courant de la semaine du 16 mars, a conclu plus de 30 commandes de masques chirurgicaux, principalement durant la deuxième moitié du mois de mars.

Les commandes ont majoritairement été réalisées auprès des fournisseurs suivants :

Yidu Cloud China, Hunan Xiangyao Health Industry, Paul Hartmann AG, Golden Panda, Hospilux, King Belgium, OPM Luxembourg, Comptoir pharmaceutique luxembourgeois, Pharma United Co. et Shanghai Iron Horse.

Il est entendu que toutes les commandes réalisées auprès des différents fournisseurs n'ont pas toujours pu être honorées au vu de l'instabilité du marché et de la situation internationale. Régulièrement, les quantités commandées ont dû être revues à la baisse suite à l'impossibilité des fournisseurs à livrer le matériel offert, voire des commandes n'ont été que partiellement ou pas du tout livrées.

En complément des commandes directes auprès de fournisseurs nationaux et internationaux, les autorités luxembourgeoises ont participé à un appel d'offre européen (EU Joint Procurement) d'acquisition de masques.

ad 6) Au courant du mois de mars 2020 principalement, la cellule logistique de la Cellule de crise du Ministère de la Santé a reçu 47 offres concernant des masques chirurgicaux. Ces offres ont été évaluées par la cellule en tenant compte du prix, des quantités pouvant être livrées et de la date de livraison possible. Sur base de cette évaluation, les décisions d'achat ont été prises.

ad 7) Les autorités en charge de la gestion de la crise ont commandé quelque 85 millions de masques chirurgicaux. Les prix variaient entre 0,12 et 0,68 Euro le masque.

ad 8) Vu le grand nombre de commandes et considérant que beaucoup de commandes ont été livrées en étapes et réparties sur plusieurs transports, il est difficile de présenter le détail des livraisons par commande réalisée.

Le graphique qui suit montre l'évolution du stock national au courant de la période de crise, évolution directement en relation avec les dates d'arrivée des différentes livraisons.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question.)

Les premières grandes livraisons sont arrivées pendant la première moitié d'avril.

ad 9) L'ensemble des établissements qui ont bénéficié de la distribution de masques ainsi que le volume des masques distribués sont repris dans les réponses aux questions 3 et 4.

ad 10) Le graphique donné en réponse à la question 8 contient l'information demandée.

ad 11) Fin mai 2020, quelque 26,7 millions de masques chirurgicaux se trouvent dans le stock national.

Question 2227 (15.05.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **biens immobiliers de l'État à usage résidentiel :**

De Lëtzebuerger Staat ass Proprietär vun enger ganzer Rei vun Immobilien am Land. Déi eng sinn de Verwaltunge virbehalen an anerer ginn zu Wunnzwecker genotzt.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Finanzminister:

1. Wéi vill Immobilie ginn aktuell zu Lëtzebuerg zu Wunnzwecker verlount?

2. Wéi vill Immobilie sinn net verlount, déi awer kéinte fir Wunnzwecker genotzt ginn?

3. Wat sinn déi jeeweileg Grënn, firwat datt eenzel Immobilien net verlount ginn?

Réponse (11.06.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

De Staat verlount aktuell zu Lëtzebuerg eng 60 Wunnengen u Privatpersounen, 60 Wunnengen u Vereenegungen ouni Gewënnzweck (wéi zum Beispill d'Rout Kräiz) an eng 160 Wunnengen un d'Agence immobilière sociale. Eng 80 Wunnenge sinn aktuell nach als Logement de service fir Wunnzwecker benotzt.

Aktuell sinn 20 Haiser respektiv Wunnenge vum Staat net verlount. Do komme ronn 30 Haiser derbäi déi virdrun als Logement de service benotzt goufen.

Déi Immobilien, déi nach net verlount gi sinn, si gréisstendeels an engem maroden Zoustand oder si virgesinn ofgerappt ze ginn, fir en neie Projet ze realiséieren. Vereenzelter ginn nach temporär vun enger Administratioun oder engem Service vum Staat benotzt.

Question 2228 (15.05.2020) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant l'**application d'évaluation des symptômes de la Covid-19 de l'OMS :**

Le 9 mai dernier, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé le lancement dans le courant du mois de mai d'une application d'évaluation des symptômes de Covid-19. D'après l'OMS, cette application interrogera la population sur de potentiels symptômes et leur indiquera s'ils peuvent être atteints du Covid-19 ou non. Une version publique de cette application sera disponible sur l'App Store et le Google Play Store, mais les gouvernements pourront obtenir la technologie sous-jacente de cette « app » pour y ajouter des fonctionnalités (comme par exemple des indications sur les conditions et les lieux de se faire tester) et ainsi publier leur propre version.

De plus, l'OMS envisage de lancer en complément une application de traçage. Cette dernière s'adresserait particulièrement aux pays ne disposant pas des moyens financiers ou scientifiques pour développer un tel instrument.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État, à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias, à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Madame la Ministre de la Justice :

- Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il connaissance de l'application d'évaluation des symptômes de Covid-19 que l'OMS envisage de lancer au cours du mois de mai ?

- Dans l'affirmative, cette application (éventuellement adaptée aux besoins de notre pays) pourrait-elle représenter un instrument supplémentaire en matière de contrôle des infections pour le Luxembourg ?

- Le Gouvernement ainsi que la Chambre des Députés, de par sa motion du 7 mai 2020, s'étant prononcés clairement contre l'utilisation d'une « tracing app », Mesdames et Messieurs les Ministres ne craignent-ils pas que l'instauration par l'OMS d'une telle application utilisable au niveau mondial n'augmente la pression internationale sur le Luxembourg afin que celui-ci abandonne sa position actuelle en matière de traçage analogue au détriment de la protection des données et des droits individuels ?

Réponse commune (16.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias*, de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé*, et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Les réponses aux questions parlementaires n° 2026 et n° 2123, auxquelles j'invite l'honorable Députée à se référer, font état de l'action de suivi de l'utilisation de nouvelles technologies dans la stratégie de gestion de la crise sanitaire et indiquent que le Gouvernement n'utilise et n'envisage actuellement pas d'application de traçage.

Cette approche n'est en aucun cas incompatible avec une action de veille tant technologique que juridique des développements nationaux, européens et internationaux. Dans ce cadre, il convient de noter que les deux applications lancées par l'Organisation mondiale de la santé au courant du mois de mai ont une finalité informative, l'une à destination du grand public « WHO Info » et l'autre à destination des agents de santé « WHO Academy ».

Question 2233 (18.05.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **enfants à besoins spécifiques :**

Ab dem 25. Mee sollen d'Aktivitéiten um Niveau vum Cycle 1 vun der Spillschoul bis hin zu de Kompetenzzentren nees opgeholl ginn. D'Reprise stellt souwuel fir d'Léierpersonal wéi och fir d'Kanner a fir d'Elteren eng grouss Erausfuerderung duer. Dës Erausfuerderung ass ëmsou méi grouss, wa Kanner betraff sinn, déi speziell Besoinen hunn. D'Organisatioun an d'Modalitéite vun der Reprise sinn deemno besonnesch wichteg do, wou ee mat dëse Kanner schafft, fir de Succès vun der Reprise ze assuréieren.

An senger Pressekonferenz vum leschte Freideg ass den Här Educatiounsminister op dës Aspekter agaangen. Et bleiwen awer nach Froen op an déi wéilt ech dem Här Educatiounsminister hei stellen:

1. Wien ersetzt d'Enseignanten, déi am Fondamental am Kader vun de sougenannten ESEB (équipes de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques) fir d'Prise en charge fir Kanner mat speziellen oder spezifesche Besoinen zoustänneg sinn, falls ee betraffenen Enseignant vulnerabel ass an zu de Risikokategorië vu Leit gehéiert, déi am meeschte mat Komplikatiounen am Kader vun enger Infektioun mam Covid-10-Virus ze rechnen huet?

2. Ass op alle Fall den Encadrement vun de Schüler duerch d'ESEB bzw. duerch Personal, dat am Gebitt vun der schoulescher Integratioun vu Kanner mat bestëmmte Bedierfnisser spezialiséiert ass, assuréiert?

3. Si fir d'Enseignantë vun de betraffene Kanner genee an detailléiert Consignen erausgaangen, déi hinnen hëllefe sollen, op där enger Säit de Kanner ënner anerem déi néi Sécherheetsconsignë besser ze erklären, fir eng gréisser Akzeptanz, an op där anerer Säit, fir den Oflaf vun de Schoulstonne besser ze organiséieren?

4. Sinn d'Elteren am Virfeld iwwert dës forméiert ginn?

5. Wa keng kloer Consignë bis elo erausgaange sinn, ass den Här Minister net der Meenung, dass awer esou Consignë wichteg sinn, fir d'Enseignanten op dat hinzeweisen, wourop si extra oppasse mussen, wéi och fir d'Elteren, fir dass déi hir Kanner op déi ongewinnte Situatioun virbereede kënnen? Wäerten nach esou Consignen erausgoen, a wa jo wéini genee?

6. Ass et realistesch, dass all déi betraffe Kanner à même wäerte sinn, d'Sécherheetsmoossnamen ze verstoen an anzehalen? Wann dat net de Fall ass, huet de Ministère sech scho Gedanke gemaach, wéi een am beschte verfuere sollt? A wa jo, wat sinn d'Léisungen, déi dem Ministère virschwiewen?

7. Ass eng Dispens ee Wee, dee sech den Här Minister kéint virstellen, wa Kanner manifestement net à même sinn, fir d'Sécherheetsnormen ze verstoen an unzewennen, wann déi betraffen Elteren, déi hiert Kand am beschte kennen a wëssen, wat si him zoumudde kënnen oder net, domadder d'accord sinn?

Réponse (18.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 2. Den Educatiounsministère huet am Kader vun der Preparatioun vun der Reprise vun de Coursen en présentiel, déi an de Grondschoule fir de 25. Mee 2020 festgeluecht war, en héije Contingent u Leit, déi als Mindestqualifikatioun en Ofschlossdiplom vun Secondaire konnte virweisen, rekrutéiert, déi den eenzelnen Direktiounen zur Verfügung gestallt goufen, fir Enseignanten, déi als vulnerabel gëllen, ze ersetzen an doriwwer eraus déi eenzel pedagogesch Ekippen ze ënnerstëtzen. De Pool national études surveillées huet sech aus Persoune mat ganz ënnerschiddleche Qualifikatiounen zesummegesat an esou konnt dann och séchergestallt ginn, datt sämtlech Aufgabeberäicher, dorënner och d'Ënnerstëtzung vun de Kanner mat spezifesche Besoinen, konnten assuréiert ginn.

Am Kader vun der Ëmsetzung vun enger inklusiver Approche sinn d'Titulairen, déi Kanner mat spezifesche Besoinen an Zesummenaarbecht mat engem Member vun der ESEB an hirer Klass betreien, dank dem kontinuéierlechen Zesummeschaffe mam sozioedukative Personal beschtens opgestallt, fir d'Prise en charge vun de concernéierte Kanner zumindest temporaire och ouni weider Hëllef ze assuréieren.

Op där enger Säit sinn d'Interventioune vun de Membere vun der ESEB esou ugepasst ginn, datt eventuell Absencë bedéngt duerch d'Vulnerabilitéit vun eenzelnen Agente konnten opgefaange ginn. Op dës Aart a Weis gouf séchergestallt, datt d'Schüler, déi virum Confinement vun enger Prise en charge duerch e Member vun der ESEB profitéiert hunn, och weiderhi betreit ginn. Op där anerer Säit stinn déi Membere vun der ESEB, déi als vulnerabel consideréiert ginn an aus deem Grond net kënne physesch an der Klass present sinn, dem Léierpersonal an den Agenten, déi als Renforcement agesat ginn, zur Säit, fir dës wärend der Betreiung vum Kand ze begleeden an esou ze garantéieren, datt e gëeegente Suivi am Aklang mat den Aktivitéiten, déi virum Confinement ugebuede goufen, organiséiert gëtt. Dësen Austausch gëtt ënner anerem via déi Applikatiounen erméiglecht, fir déi mäi Ministère all Agent, deen an der Grondschoul intervenéiert, en Accès zur Verfügung stellt.

ad 3. Am Virfeld vun der Reprise vun de Coursen hunn d'Schoulen zesumme mat sämtleche Partner, dorënner notamment d'Gemengen, d'Regionaldirektiounen, d'Elteren an d'Membere vun der ESEB, en enormen Effort gemaach, fir datt den Oflaf vun däser zweeter Rentrée am Respekt vun de sanitäre Recommandatiounen am Kontext vu Covid-19 konnt ëmgesat ginn. Wärend der Preparatioun goufen déi ënnerschiddlech Besoine vun de Kanner aus den eenzelne Klasse selbstverständlech berücksichtegt a vill kreativ Iddien, dorënner ënnerschiddlech Duerstellungsmethoden (Piktogrammen, Videoen, Sketcher…) vun de Sécherheetsconsignen hunn d'Akzeptanz dofir bei de Kanner geférdert. Meng Servicer hu spezifesch fir de Cycle 1 an d'Cyclen 2 bis 4 Affichen, Videoen a pedagogesch Recommandatiounen ausgeschafft, déi am Virfeld vun der Reprise vun de Coursen un d'Membere vun der Schoulcommunautéit verschéckt goufen a um Internetsite vu mengem Ministère fir de grand Public fräi zougänglech sinn. Dobäi gouf besonnesche Wäert drop geluecht, déi eenzel Kommunikatiounen dem Zilpublikum unzepassen, an esou d'Verständnes vun de Consignen ze assuréieren. Simultan gouf bei Bedarf zousätzlecht Betreiungspersonal an eenzelne Klasse virgesinn, fir den Encadrement vun de Kanner mat spezifesche Besoinen nieft der Prise en charge duerch den Titulaire de classe an enger eventueller punktueller Interventioun vun engem Member vun der ESEB ze ënnerstëtzen.

ad. 4. + 5. Déi sanitär Recommandatiounen am Kontext vu Covid-19, déi spezifesch fir d'Schüler vun de Lëtzebuerger Grondschoule festgeluecht goufen, goufe vu menge Servicer zesumme mat weideren Informatiounen iwwert d'Reprise vun de Coursen an eenzelnen Newsletteren ënner anerem un d'Eltere geschéckt. Zousätzlech goufen déi wichtegst Informatioune fir d'Elteren an enger Broschür festgehalen, déi och aktuell nach um Internetsite vum Educatiounsministère a fënnef verschiddene Sproochen (Lëtzebuergesch, Franséisch, Däitsch, Englesch a Portugisesch) kann erofgeluede ginn. Fir weider Prezisioune kënnen d'Elteren den Titulaire de classe vun hirem Kand kontaktéieren, deen als Vertrieder vun der pedagogescher Ekipp am Kader vun der Organisatioun vum Enseignement en alternance als wichtegen Uspriechpartner tëschent den Elteren an den anere Partner vun der Schoulcommunautéit fungéiert. Ass e Schüler virum Confinement scho vun engem Member vun der ESEB encadréiert ginn, dann huet dësen, jee no Ëmfang vun der Interventioun, déi hie virun der Reprise vun de Coursen assuréiert huet, den Elteren eng eventuell Adaptatioun vun der Prise en charge vun hirem Kand matgedeelt.

ad 6. D'Gemengenautoritéiten hu sech zesumme mat den Direktiounen, dem Léierpersonal an dem sozioedukative Staff am Virfeld vun der Rentrée eng sëlleche Gedanke gemaach, wéi kéint séchergestallt ginn, datt alleguer d'Schüler d'Sécherheetsmoossnamen anhalen. Bei der Organisatioun vun de Raimlechkeete gouf nieft dem Anhale vun de sanitäre Recommandatiounen och besonnesch Wäert drop geluecht, fir op Schlësselpunkten Informatiounstafele fir d'Schüler en place ze setzen. Zugläich hunn eenzel Servicer vu mengem Ministère Material ausgeschafft an un d'Schoule verdeelt. Affiché mat de Mesuren, déi mussen agehale ginn, goufe souwuel fir de Cycle 1 wéi och fir d'Cyclen 2 bis 4 ausgeschafft an esou illustréiert, datt se fir déi gesamt Schoulpopulatioun verständlech sinn. Des Weideren huet d'Léierpersonal sech Zäit geholl, fir de Kanner, wéi si déi éischte Kéier an d'Schoul zréckkomm sinn, op eng spilleresch Aart a Weis déi eenzel Reegelen ze erklären. Bei Schüler mat spezifesche Besoine gouf jee no Bedarf weidert Personal virgesinn, dat een zousätzlechen Encadrement am Klassesall assuréiert huet a mat drop opgepasst huet, datt d'Sécherheetsmesuren agehal goufen.

ad 7. D'Schoulpflicht war weeder wärend dem Confinement nach ass se elo opgehuewen. Vu datt eng Prise en charge vu sämtleche Schüler aus de Cyclen 1 bis 4 am Respekt vun de sanitäre Recommandatiounen virgesinn an duerch déi virdru beschriwwe Mesurë garantéiert ass, schéngt mir d'Ufroe vun enger Dispens net néideg. Bei Bedarf kënnen d'Elteren den Titulaire de classe kontaktéieren, deen eventuell zesumme mat hinnen an der pedagogescher Ekipp préift, wéi d'Prise en charge vun hirem Kand kann optimiséiert ginn.

Question 2234 (18.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**accueil des enfants dans le cadre de la reprise des cours dans l'enseignement fondamental :**

No de Kommunikatioune vum Schoulministère schéngt et aktuell esou ze sinn, datt en Accueil fir d'Kanner, vu siwen Auer moies un, an de Schoule garantéiert gëtt. Zu deem Abléck sinn d'Kanner nach verméscht, ier se a verschidde Gruppen opgedeelt ginn.

Dowéinst wollt ech den Har Schoulminister Follgendes froen:

1. Wéi e Sënn mécht et, d'Kanner méi spéit opzedeelen oder d'Pausen ze decaléieren, wann den Accueil fir all déi Gruppen zesumme

gemaach gëtt an d'Kanner jo dann a Kontakt matenee sinn?

2. Wéi eng eventuell Mesurë gi geholl, fir deen Accueil sou ze organiséieren, datt eng Vermëschung vun de Gruppe manner warscheinlech ass?

3. Mussen d'Leit aus organisatiounstechnesche Grënn hir Kanner fir den Accueil umellen?

4. Wéi vill Leit si pro Schoul/Unzuel vu Kanner virgesi fir d'Surveillance?

5. Wéi ginn déi Leit, déi den Accueil maachen, dofir remuneréiert? Gëllen déi Aktivitéiten als Iwwerstonnen?

6. Op ville Plaze goufen nei Leit rekrutéiert, zum Beispill Studenten, déi zum Deel d'Kanner guer net kennen, an och a priori net wëssen, wéi d'Gruppen zesummegehéieren. Wéi gi si op hir nei Aufgabe virbereet?

7. Wat ass geplangt, fir datt bei enger Intemperie d'Kanner beim Accueil net dobaussen am Haff bleiwen? Wéi gëtt a sou engem Fall probéiert, d'Kanner auserneenzehalen?

8. Verschidde „maisons relais" a „foyers scolaires", wou d'Kanner aus dem „Übungsgrupp" sinn, hu just kleng Häff, wou eng Verdeelung vu ville Kanner nach méi schwiereg gëtt. Wéi ginn op esou Plazen den Accueil an d'Pausen organiséiert?

Réponse (18.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Wärend der Surveillance ginn d'Schüler, änlech wéi an de Léier- an Übungswochen, ausschliisslech a klenge Gruppen, déi maximal zwielef Kanner zielen, encadréiert. Des Weidere sinn d'Strukturen, an deenen d'Surveillance moies ugebuede gëtt, vun der Gréisst hier esou ausgeluecht, datt déi sanitär Recommandatiounen am Kontext vum Covid-19 kënnen agehale ginn. Dobäi gëtt, bedéngt duerch déi méi geréng Unzuel u Gruppen, déi simultan verschidde Säll notzen, am Kader vun der Surveillance op grouss Säll an de Schoulgebaier zréckgegraff, fir datt esou e maximalen Ofstand tëschent de Schüler kann agehale ginn.

D'Enquête bei den Elteren huet erginn, datt e groussen Deel vun den Elteren ausschliisslech op déi obligatoresch Offer an der Léierwoch wëllt zréckgräifen. A ville Fäll gouf weeder fir d'Übungswoch nach fir den Accueil mëttes optéiert. Deemno war dovunner auszegoen, datt vill Elteren och keen Interêt drun hätten, fir hir Kanner moies an eng Surveillance anzeschreiwen. Aus deem Grond ass dës Offer spezifesch fir déi Eltere reservéiert ginn, déi virun oder um 08.00 Auer moies mussen op der Schaff sinn a net kënnen op en Horaire mobile zréckgräifen.

D'Obligatioun, datt d'Kanner am Virfeld hu missen ageschriwwe ginn, huet d'Organisatioun vun der Surveillance vereinfacht an et konnt derfir gesuergt ginn, datt de Maximum vun zwielef Schüler pro Grupp net iwwerschratt gouf. Wann néideg, gouf d'Unzuel vun de Surveillanten eropgesat an d'Gruppe goufe raimlech getrennt, fir d'Anhale vun de sanitäre Recommandatiounen am Kader vum Covid-19 ze ënnerstëtzen.

ad 2. Duerch d'Aschreiwung gouf séchergestallt, datt genuch Personal disponibel ass, fir datt de Maximum vun zwielef Schüler pro Surveillance net iwwerschratt gëtt. Wann d'Unzuel vun den Inscriptiounen de Maximum vun zwielef Schüler depasséiert huet, gouf en zweete Gruppe mat weiderem Betreiungspersonal virgesinn. Pro Surveillance sinn zwee Agentë virgesinn, fir et ze erméiglechen, d'A- a B-Gruppen ze trennen a se a separate Säll ze encadréieren.

ad 3. D'Eltere si gebieden, hir Kanner via Formulaire beim Titulaire de classe fir d'Surveillance moies vu 7.00 bis 8.00 Auer anzeschreiwen a sech vun hirem Employeur certifiéieren ze loossen, datt si dru gebonne sinn, virun oder ëm 08.00 Auer op hirer Aarbechtsplaz ze sinn. Esou gëtt séchergestallt, datt dat néidegt Personal an déi géeegent Infrastrukture fir d'Ëmsetzung vun der Surveillance zur Verfügung stinn.

ad 4. D'Unzuel vun den Agenten, déi am Kader vun der Surveillance an den eenzelne Schoulen zur Verfügung stinn, variéiert jee no Unzuel vu Gebaier an deemno léisst sech hei keng pauschal Ausso maachen. De Besoin un Agenten ass vun den Direktiounen an Zesummenaarbecht mat de Schoulpresidente mat Bléck op d'Inscriptiounen an déi geografesch Lag vun den eenzelne Schoulgebaier ermëttelt a menge Servicer matgedeelt ginn.

ad 5. D'Surveillance gëtt entweeder vum Schoulpersonal oder vun de Membere vum Pool national études dirigées assuréiert. Déi Agenten, bei deenen d'Assuréiere vun der Surveillance net am Aarbechtskontrakt virgesinn ass, hunn am Fall, wou si d'Surveillance assuréieren, eng Iwwerstonn ze gutt.

ad 6. Den 22. Mee 2020 gouf dat nei agestallt Personal vun den Direktiounen empfaangen a si goufen an hir nei Aufgab agewisen. Dës Erklärunge goufen duerno vun de Schoulpresidenten an de lokale Kontext gesat a bei enger éischter Entrevue goufen hinnen um Niveau vun der Schoul spezifesch Aufgabe mat den néidegen Detailinformatiounen zougewisen.

ad 7. D'Kanner ginn net am Schoulhaff, mee an engem géeegente Sall an der Schoul surveilléiert an dat ënnert de Konditiounen, déi an der Äntwert op déi zweet Fro am Detail erkläert goufen.

ad 8. An de Strukture vun der nonformaler Bildung (Maison relais a Foyer scolaire), déi zoustänneg si fir den Accueil nomëttes, also vun 13.00 Auer un, ginn et keng Pausen. Bei den Aktivitéiten am Bausseberäich vum Service d'éducation et d'accueil (SEA) sinn déi sanitär Consignen ze respektéieren. An der nonformaler Bildung ginn d'Gestionnairen encouragéiert, méiglechst vill Aktivitéiten dobaussen unzebidden an och aner Beräicher, wéi zum Beispill de Bësch, ze notzen. Esou gëtt evitéiert, datt sech ze vill Kanner gläichzäiteg am Bausseberäich vum SEA ophalen.

Question 2236 (18.05.2020) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant l'**augmentation projetée des émissions de gaz à effet de serre liées à l'énergie de 7,5 % en 2019 :**

En date du 6 mai 2020 Eurostat a publié ses estimations sur les évolutions des émissions de gaz à effet de serre dans les États membres de l'Union européenne pour l'année 2019. Il en ressort que les émissions de gaz à effet de serre liées à l'énergie auraient baissé en moyenne de 4,3 % pendant l'année passée ce qui signifierait une évolution encourageante en matière de protection du climat.

Or, les chiffres publiés par Eurostat[2] constatent une augmentation de 7,5 % des émissions de gaz à effet de serre liées à l'énergie émises par le Luxembourg au cours de cette même année. Avec une telle augmentation le Luxembourg afficherait l'évolution la plus préoccupante parmi tous les États membres de l'Union européenne. En effet, une augmentation de 7,5 % au cours d'une seule année constituerait une hausse jamais constatée jusqu'à présent pour le Luxembourg et mettra très probablement en péril les objectifs climatiques européens du pays qui sont fixés à -20 % d'ici 2020 (par rapport à 2005) et -40 % d'ici 2030 (par rapport à 2005). À noter que dans le Plan énergie et climat du Gouvernement pour les dix années à venir, un objectif beaucoup plus ambitieux a été fixé pour viser une réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 (par rapport à 2005).

Selon les données publiées par l'Agence européenne de l'environnement (AEE) le Luxembourg avait totalisé en 2018 une réduction des émissions des gaz à effet de serre à hauteur de -10,4 % par rapport à 2005. En 2017 cette réduction s'élevait encore à -13,8 % indiquant que le Luxembourg a quitté la trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre en phase avec l'objectif de réduction de -20 % pour 2020. L'augmentation importante des émissions liées à l'énergie observée pour 2019 aggraverait encore davantage le bilan actuel du Luxembourg en vue des objectifs en matière de climat de l'Union européenne.[3]

Au vu de l'écart croissant entre les objectifs fixés et les évolutions des émissions de gaz à effet de serre du Luxembourg je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Madame et Monsieur les Ministres ont-ils des explications pour cette évolution préoccupante des émissions de gaz à effet de serre du Luxembourg ? La vente de carburants constitue-t-elle à elle seule la source de cette augmentation ?

2) Madame et Monsieur les Ministres estiment-ils que le Luxembourg puisse encore se rapprocher de son objectif de réduction de -20 % par rapport à 2005 par des mesures de lutte contre le réchauffement climatique au niveau national ? Dans la négative, par quels moyens Madame et Monsieur les Ministres envisagent-ils de combler l'écart entre le niveau de réduction insuffisant et l'objectif européen ? Les fonds actuellement disponibles du Fonds climat et énergie seront-ils suffisants pour réaliser les opérations financières de compensation nécessaires ?

[2] https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/108-20684/8-06052020-BP-EN.pdf/e1dd6cf1-09b5-d7ee-b769-ffe63e94561e

[3] https://www.eea.europa.eu/data-and-maps/indicators/greenhouse-gas-emission-trends-6/assessment-3

3) Madame et Monsieur les Ministres n'estiment-ils pas qu'au vu de l'objectif de réduction ambitieux qui est à la base du Plan énergie et climat 2030 (-55 % d'ici 2030) et au vu de la trajectoire de l'évolution des émissions sur laquelle le Luxembourg se trouve actuellement, des mesures supplémentaires en matière de lutte contre le changement climatique s'imposent pour atteindre l'objectif de réduction précité ?

Réponse commune (18.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Les estimations des émissions de gaz à effet de serre publiées par Eurostat sont calculées sur base des statistiques mensuelles de l'énergie relatives aux combustibles fossiles, et ne reprennent donc pas la totalité des sources des émissions de gaz à effet de serre. À cela s'ajoute que ces données mensuelles ont entre-temps été partiellement corrigées. Aussi, les estimations d'Eurostat ne tiennent pas compte des variations des facteurs d'émission d'une année à l'autre. Leur marge d'incertitude est donc relativement grande.

Le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable publiera fin juillet 2020 l'inventaire dit « par approximation » pour l'année 2019. Ce dernier se basera sur l'ensemble des sources d'émission et fournira une première estimation fiable des émissions de l'année passée. Il sera suivi au printemps 2021, conformément aux lignes directrices de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et de la Commission européenne, de l'inventaire définitif de l'année 2019 se basant sur le bilan énergétique définitif de l'année 2019 tel que publié par le Statec.

Au stade actuel, on peut s'attendre à une légère augmentation des émissions de gaz à effet de serre entre 2018 et 2019, sachant que les ventes de carburants routiers, représentant environ deux tiers des émissions totales attribuées au Luxembourg (hors EU ETS), ont augmenté de 3 % entre 2018 et 2019. Cette évolution étant liée au différentiel de prix des carburants avec nos pays voisins, le Gouvernement a décidé des augmentations des accises sur le carburant pour contrecarrer cette dynamique.

Suite à un premier relèvement des taux des accises opéré au 1er mai 2019, cette tendance à la hausse des ventes de carburants, encore assez marquée début 2019, a pu être ralentie.

Le Gouvernement continuera de suivre de près l'évolution des ventes de carburants, laquelle sera déterminante pour le respect des objectifs de réduction des émissions sur la période allant de 2013 à 2020, et décidera en octobre si une nouvelle adaptation des accises sera nécessaire.

À l'heure actuelle, le Gouvernement estime que les objectifs de réduction des émissions sur la période allant de 2013 à 2020 peuvent éventuellement être atteints. Plusieurs facteurs jouent en faveur de cette baisse des émissions de gaz à effet de serre : à côté du relèvement du taux des accises, l'impact de la crise sanitaire sur le trafic est déterminant.

Par ailleurs, le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), adopté par le Gouvernement en conseil dans sa réunion du 20 mai 2020, décrit en détail les politiques et mesures permettant d'atteindre les objectifs nationaux ambitieux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (-55 %), d'énergies renouvelables (25 %) et d'efficacité énergétique (de 40 à 44 %) à l'horizon 2030.

Avec le nouveau paquet d'aides financières « Gréng Relance fir Lëtzebuerg - E Plus fir d'Klima, d'Handwierk an d'Bierger », le Gouvernement a anticipé sur la mise en œuvre du PNEC. Un axe central de ces réformes est la promotion d'une mobilité durable.

Question 2237 (18.05.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant la **reprise des activités dans le secteur Horeca :**

Den Horeca-Secteur huet an Aussiicht gestallt kritt, datt si seng Aktivitéite rëm den 1. Juni kéint ophuelen.

Eisen Informatiounen no huet d'Horesca dem Gesondheetsministère eng Propos fir e Guide mat méigleche Mesuren a Richtlinne fir d'Betriber fir d'Reouverture zoukomme gelooss.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung dës Informatioune confirméieren? Wa jo, huet d'Regierung dem Secteur schonn e Feedback ginn? Wéi huet dëse Feedback ausgesinn?

2. Huet d'Regierung de Secteur schonn informéiert, wéi eng Mesurë mussen en place gesat gi bei enger méiglecher Reouverture?

3. Wéi muss d'Separatioun tëscht de Clientë gemaach ginn?

4. Gëtt et, onofhängeg vun der Gréisst vum Restaurant, eng maximal Unzuel vu Leit déi kann zougelooss ginn?

5. Wéi eng Reegele gëllen op den Terrassen?

Réponse commune (18.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

D'Regierung ka confirméieren, dass d'Horesca hir Propositioun fir e Guide „Safe to serve: Covid-19 Guide" dem Mëttelstandsministère de 4. Mee ënnerbreet huet. Dës Propositioun gouf dunn dee selwechten Dag un d'Gesondheetsdirektioun fir Avis weiderginn. Den Direkter vun der Santé huet säin Avis schrëftlech de 6. Mee un de Mëttelstandsministère ginn a Form vun engem korrigéierten Text mat Trackchanges a mam Virbehalt, dass d'Regierung nach eng Rei prinzipiell Froen zu deem Zäitpunkt net decidéiert hat (z. B. Zäitpunkt an Ausmooss vun enger eventueller Reouverture).

Den Direkter vun der Santé huet och virgeschloen, dass de Guide zousätzlech vun der Sécurité alimentaire (Ministère vum Konsumenteschutz) soll aviséiert ginn, well do eng Rei Recommandatiounen d'Zoubereedung vun lesssaache betraff hunn. De 7. Mee huet d'Sécurité alimentaire hiren zousätzlechen Avis schrëftlech gemaach.

Souwäit d'Regierung informéiert ass, huet d'Horesca hire Guide dunn de 14. Mee publizéiert.

Eng Fro, déi zu deem Zäitpunkt op bliwwe war, war d'Fro no der Distanz zwëschent den Döscher an den eventuelle Separatiounen am Raum. D'Regierung huet entre-temps decidéiert, dass d'Distanz zwëschent den Döscher misst Minimum 1,50 Meter bedroe respektiv, wann dat net gewënscht oder anzehalen wär, mat enger méi klenger Distanz an enger zousätzlecher Separatioun (z. B. Plexiglaswand oder Änleches).

Et gouf keng maximal Zuel vu Leit am Restaurant zréckbehalen. Déi ergëtt sech méi oder manner automatesch aus der Distanz, déi muss zwëschent de Leit an den Döscher agehale ginn.

Op Terrasse gëllen am Prinzip déi selwecht Reegele vun Distanz an Hygiène.

Question 2238 (18.05.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **reprise des vols de Luxair :**

D'Luxair huet haut ugekënnegt, vum 29. Mee un erëm verschidden europäesch Stied unzefléien.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi eng sanitär Mesurë wäerte virgesi ginn um lux-Airport, fir eng beschtméiglech Sécherheet vun de Passagéier ze garantéieren?

2. Ass ugeduecht, de Passagéier d'Féiwer ze moossen?

3. Wéi ginn d'Passagéier iwwert dës Mesuren informéiert?

4. Sinn déi Mesurë mat de Flughäfe vun den Destinatiounen, déi ugeflu ginn, ofgeschwat?

5. Ginn et op EU-Niveau sanitär Virschrëften, déi um lux-Airport mussen ëmgesat ginn?

6. Ass d'Regierung a Kontakt mat der Luxair, fir dës progressiv Reprise ze koordinéieren am Beräich vun de sanitäre Mesuren?

Réponse commune (19.06.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Moossnamen, déi fir de Gesondheetsschutz vun de Passagéier a vum Personal um Lëtzebuerger Flughafen ageféiert goufen, si follgend:

- reegelméisseg a lafend Erënnerunge fir d'Passagéier an d'Notzer vum Terminal, déi allgemeng hygieenesch Virschrëften anzehalen;

- Verflichtung, e Mond-/Nuesschutz am Terminal ze droen, wéi och an deene Beräicher, wou de Mindestofstand vun zwee Meter net agehale ka ginn;

- Ëmsetzung vun Orientéierungshëllefen, fir d'Distanzen anzehalen (Beschëlderung, Pechbiller, Piktogrammen, Bildschiermer, Lautsprecherduerchsoen am Terminal);

- Alimentatioun vum Beléftungssystem am Terminal mat Fräschloft, woubäi d'Loft all 30 Minutte komplett ausgetosch gëtt;

- Dossier zum Theema „Fléie vu LUX" op der lux-Airport-Internetsäit, mat relevanten Informatiounen zu de Sécherheetskontrollen, de preventive Schutzmoossnamen a Linken zu anere wichtegen Internetsäiten;

- Asetze vu physeschem Schutz, fir d'Distanzen ze respektéieren: Plexiglas an Trennmauere bei de Guicheten;

- erweiderte Botz- an Desinfektiounsplang, mat ugepassten Zyklen a Frequenzen, reegelméissegt Botze vun de Gepäckween an de Sammelbehälter bei de Sécherheetskontrollen;

- automatiséiert Desinfektiounsspender fir d'Hänn un alle Kontaktplazen, déi et de Passagéier an dem Personal erméigleche sollen, eng gutt Handhygiène sécherzestellen, besonnesch do, wou et net méiglech ass, sech d'Hänn ze wäschen;

- Vermeide vu Bustransporter bei de Fliger sou oft wéi méiglech;

- Schutzmoossname fir d'Personal, wéi entspriechend Ekipement an Upassung vun den Ofleef a Prozesser;

- strikt Ëmsetzung vun de Gesondheetsvirschrëften, déi gëllen an de Flughafebutteker a Restauratiounsberäicher;

lux-Airport mécht zesumme mat senge Systempartner alles, wat erfuerdert ass, fir déi bestoend Qualitéit bei Fluchreesen vun an op Lëtzebuerg weider unzebidden.

ad 2. Am Moment (15. Juni 2020) musse just déi Passagéier, déi op Destinatiounen an Italien fléien, d'Temperatur am Flughafe gemooss kréien, dëst op Demande vun den italieeneschen Autoritéiten.

ad 3. lux-Airport huet an dësem Sënn eng Pressematdeelung erausginn an eng spezifesch Internetsäit op senger Websäit bereetgestallt, mat Froen an Äntwerten zu deem Theema. Weider sinn Duerchsoen am Terminal virgesinn a visuell Orientéierungshëllefen, déi placéiert ginn, fir d'Distanzen anzehalen.

ad 4. D'Moossname goufe vum europäesche Flughafeverband ACI ofgestëmmt fir all d'Flughäfen am europäesche Raum.

ad 5. Et gëllen d'Virschrëften, déi vun der EASA (Europäesch Agence fir d'Fluchsécherheet) zesumme mat der ECDC (Europäeschen Zentrum fir d'Preventioun an d'Kontroll vu Krankheeten) den 13. Mee 2020 erstallt goufen. D'Moossnamen, déi an der éischter Fro ernimmt sinn, entspriechen dëse Virschrëften.

ad 6. D'Luxair huet d'Virschrëfte vun der Regierung ëmgesat a flitt zënter dem 29. Mee op déi geplangt Destinatiounen.

Question 2239 (19.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **réouverture des écoles et des crèches :**

Am „Tageblatt" vum 16. Mee 2020 war en Artikel mam Titel „Ein Stück anormale Normalität" zum Theema Crèchen a Covidzäiten. An deem Artikel heescht et iwwert d'Reouverture vun de Crèchen an de Schoulen:

„Diese Maßnahmen hat das Ministerium in enger Zusammenarbeit mit der 'Santé', dem 'Conseil supérieur des maladies infectueuses' sowie auf Basis der Dokumente von Experten wie dem Direktor des 'Luxemburg Centre for Systems Biomedicine' Rudi Balling oder der Kinderätztin Dr. Isabel De La Fuente Garcia beschlossen. Vor zwei Monaten ging noch die Angst um einen schweren Verlauf der Krankheit beziehungsweise eine Verbreitung des Virus bei Kleinkindern um. Diese Befürchtungen entsprechen nicht mehr dem aktuellen Wissensstand."

Den nämmlechten Expert, de Professer Balling, gëtt de 14. Mee am „Lëtzebuerger Wort" online an den 15. Mee an der Pabeierversioun vum „Lëtzebuerger Wort" an engem Artikel mat Titel „Sars-CoV-2-Infektionen bei Kindern sind eindeutig möglich", mat follgende Wierder zitéiert:

„'Die meisten Studien berichten von einer eher niedrigen sekundären Ansteckungsrate bei Kindern - die Übertragungsrate ist wahrscheinlich geringer als bei Erwachsenen', betonte Prof. Balling. Es bestehe aber noch viel Klärungsbedarf und man müsse auf den Schutz des Lehrpersonals achten."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Sinn an enger esou kuerzer Zäitspan (vum 14. bis de 16. Mee) nei Fuerschungsresultater bekannt ginn? Wa jo, wéi eng? Konnten déi bannent zwee Deeg iwwerpréift ginn? Wéi ass dann den aktuelle „Wëssensstand" - besteet nach „Klärungsbedarf" oder net? Op wéi engen Etüde berout den „aktuelle Wëssensstand", op deen de Schoulministère sech bereffit?

2. Hunn déi lëtzebuergesch Gesondheetsexperte mat Instituten oder Experten aus dem Ausland zesummegeschafft? Wa jo, mat wéi engen?

3. Wéi stinn d'Experten zu aneren, och nach ëmmer aktuellen Analysen, wéi zum Beispill engem eventuellen Zesummenhang tëschent der Covid-19-Krankheet an dem MIS-C-Syndrom, deen zurzäit vun der WHO ënnersicht gëtt?

Réponse commune (18.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Aussoe vum Professer Rudi Balling hu sech tëschent dem 14. an dem 16. Mee net verännert, de Rapport (https://researchluxembourg.lu/publications/) huet ënner anerem déi follgend Konklusioun: „Kinder können sich zweifellos mit dem Sars-CoV-2-Virus infizieren. Die Infektionsrate von Kindern ist aber aufgrund unterschiedlicher Teststrategien in den verschiedenen Ländern sowie fehlender biologischer Daten zurzeit noch mit Unsicherheiten behaftet und eine Abschätzung auf der Basis der offiziell als positiv Getesteten sollte mit Vorsicht und kritisch betrachtet werden. Der Infektionsverlauf bei Kindern ist allerdings fast immer sehr mild oder sogar asymptomatisch. Nur in sehr seltenen Fällen werden schwere Verläufe beobachtet."

Et huet sech kloer erausgestallt, datt Kanner, déi mat Sars-CoV-2 infizéiert sinn, méi oft wéi Erwuessener asymptomatesch sinn an datt wa se Symptomer hunn, dës an der Reegel méi mëll si wéi bei Erwuessenen. De „Klärungsbedarf" deen am „Wort"-Artikel ugeschwat gëtt, bezitt sech net op d'Symptomatik bei Kanner, mee op d'Froen, wéi vill Kanner sech ustieche kënnen a wéi ustiechend se selwer sinn.

De Sars-CoV-2-Virus an déi duerch dëse verursaacht Covid-19-Erkrankung sinn nach ganz nei an dowéinst gëtt et effektiv nach keng definitiv Äntwerten op vill Froen. Allerdéngs hunn epidemiologesch Studien aus verschiddene Länner, zum Beispill China, Italien, Island, Australien, Holland an Frankräich, gewisen, datt Kanner eng méi niddreg Prevalenz wéi Erwuessener hunn, souwuel a Studien, déi nëmme symptomatesch Individue berücksichtegen, wéi och a Studien, déi duerch PCR-Tester d'Presenz vum Virus noweisen. Doriwwer raus si Kanner wuel manner ustiechend wéi Erwuessener. Duerch déi Moossnamen, déi an de Schoulen a Crèchë berücksichtegt ginn, wéi Verklengerung vun de Gruppegréissten, kee Vermëschen vu de Gruppen, verstäerkten Hygiènesmoossnamen, reegelméissegt Teste vum Personal a den Enseignantë souwéi d'Droe vu Masken (ab sechs Joer, ausserhalb vun de Klassesäll), gëtt iwwerdeems de Risiko vun engem Iwwerdroe weider gesenkt.

Déi follgend Referenze goufen heifir consideréiert:

1. Dong, Y. et al. Epidemiology of Covid-19 Among Children in China. Pediatrics 145, e20-200702 (2020);

2. Lavezzo, E. et al. Suppression of Covid-19 outbreak in the municipality of Vo, Italy. medRxiv 2020.04.17.20053157 (2020) doi:10.1101/2020.04.17.20053157;

3. Parri, N. & Lenge, M. Children with Covid-19 in Pediatric Emergency Departments in Italy. N. Engl. J. Med. 1-4 (2020);

4. Gudbjartsson, D. F. et al. Spread of Sars-CoV-2 in the Icelandic Population. N. Engl. J. Med. 1-14 (2020) doi:10.1056/nejmoa2006100 ;

5. Danis, K. et al. Cluster of coronavirus disease 2019 (Covid-19) in the French Alps, 2020. Clin. Infect. Dis. (2020) doi:10.1093/cid/ciaa424.

De Rapport baséiert sech haaptsächlech op enger extensiver Analys vu existéierender wëssenschaftlecher Literatur zum Theema Covid-19 bei Kanner. Kannerdokteren aus der Kannerklinik, dorënner d'Doktesch Isabel De La Garcia Fuente, hu sech mat follgenden Expertegruppen ausgetosch:

- Pediatric Intensive Care Society Covid-19 Multicentre CICU response;

- Diskussioune mam Advisory Forum ECDC;

- reegelméisseg Diskussioune mat der belscher pediatrescher Taskforce;

- Diskussioune mam PID team University Hospitals of Geneva.

De Rapport vum Professer Rudi Balling an der Doktesch Isabel De La Fuente adresséiert och de Multisystem Inflammatory Syndrom in Children (MIS-C), allerdéngs ënnert dem Numm „Kawasaki-like Syndrom". Dëst Syndrom trëtt och a Verbindung mat Grippe-Virus-Infektiounen op, an dowéinst gëtt et och scho gutt Behandlungsstrategien. Den MIS-C-Syndrom gouf effektiv bei e puer Kanner, déi mat Sars-CoV-2 infizéiert waren, diagnostizéiert an trëtt am Kader vun der Covid-19-Epidemie warscheinlech méi heefeg op. Allerdéngs sinn esou Fäll ganz seelen an déi betraffe Kanner loosse sech an der Reegel gutt medikamentéis behandelen. Zu Lëtzebuerg gouf et bis den 9. Mee zwee Fäll vu Kanner mat Myokarditis a Kawasaki-änlechem Syndrom an der Kannerklinik. Dës hu missen intensiv medezinnesch betreit ginn, hunn awer keng invasiv Beootmung gebraucht a goufen no enger Woch an der Klinik mat ausgezeechenter Entwécklung vun der Infektioun erëm heemgoe gelooss. D'Zuel vun de Fäll vu Kanner mat MIS-C schéngt an de leschte Woche weltwäit zréckzegoen a bleift weiderhi ganz niddreg.

Question 2240 (19.05.2020) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant la **recherche de cas de Covid-19 présents sur le territoire luxembourgeois avant le début présumé de l'épidémie :**

Depuis que le monde médical a pris connaissance du fait que le Covid-19 provoque des lésions très typiques au tissu pulmonaire, il est devenu pertinent de s'intéresser aux rayons X et aux scanners de patients ayant contracté une pneumonie avant les premiers cas confirmés de Covid-19 en Europe.

Ainsi, en France, les radiologues de l'hôpital Albert Schweitzer à Colmar ont procédé au réexamen de 2.456 images aux rayons X de cages thoraciques. Les images, réalisées entre le 1er novembre 2019 et le 30 avril 2020, ont permis d'établir que des patients avec des lésions typiques de Covid-19 étaient déjà présents sur le territoire français au moins à partir du 16 novembre, donc un jour avant la confirmation du premier cas en Chine. À défaut de tests sérologiques, on ne peut pourtant pas dire à 100 % que ces patients étaient bien atteints de Covid-19. Une étude épidémiologique en attente de publication du CNRS et de l'Université Clermont-Auvergne semble pourtant confirmer les résultats de l'Hôpital Albert Schweizer à Colmar.

Une autre piste suivie est celle de l'analyse rétroactive d'échantillons de tests prélevés sur des patients atteints de pneumonie. Cette méthode a également permis de confirmer qu'un des patients souffrait déjà de Covid-19 en date du 27 décembre 2019, donc un mois avant le premier cas confirmé en France.

La Direction générale de la santé française est en train de développer une méthodologie afin de rechercher les origines de l'épidémie en Europe et de mieux comprendre son évolution.

La DGS serait en contact avec plusieurs partenaires européens pour mettre au point une stratégie commune de recherche.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Les images médicales des poumons et les échantillons de tests de patients souffrant d'une pneumonie avant l'arrivée présumée de Covid-19 sur notre territoire sont-ils analysés rétroactivement afin de déterminer si le Covid-19 sévissait déjà au Luxembourg avant le 29 février 2020 ? Serait-il intéressant de faire des tests sérologiques chez les patients avec des lésions typiques de Covid-19 sur les images médicales pour confirmer qu'ils étaient bien en contact avec le virus ?

2) Le Ministère de la Santé est-il en contact avec la DGS française au sujet du projet de recherche de l'origine de l'épidémie de Covid-19 en Europe ? Dans l'affirmative, quel sera le rôle du Luxembourg dans cette étude et quels moyens seront engagés afin d'y participer ?

Réponse (18.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

L'intérêt d'étudier de façon rétrospective différentes sources de données afin d'identifier la date de survenue des premiers cas de Covid-19 sur le territoire est réel car cet élément permet de mieux comprendre la transmission du virus avant l'identification formelle du premier cas. Cela donne un élément important dans les modèles statistiques pour anticiper la survenue possible d'une seconde vague par exemple.

ad 1) Concernant la relecture des images médicales : cette approche a été utilisée avec succès comme dans l'exemple pris. Elle nécessite cependant une organisation lourde puisqu'il s'agirait de relire l'ensemble des clichés scanographiques réalisés sur l'ensemble du territoire. Il serait souhaitable que ces clichés soient revus de façon centralisée par un nombre limité de radiologues pour limiter les variabilités dans l'interprétation. D'un point de vue réglementaire, cela devrait très probablement s'inscrire dans le cadre d'un projet de recherche ce qui nécessite également de respecter les contraintes liées à ce type de projet (identification d'un sponsor et d'un investigateur principal, rédaction d'un projet, obtention des autorisations réglementaires nécessaires, consentement des personnes…). Le coût d'une telle étude n'est pas à négliger puisqu'il s'agit d'une part de reprendre contact avec l'ensemble des patients pour obtenir leur accord et d'autre part de faire relire par des experts radiologues l'ensemble des clichés. Alternativement, des algorithmes d'intelligence artificielle pourrait être utilisés mais leur entrainement et validation reste du domaine de la recherche et les ressources pour les mettre en place ne sont pas à sous-estimer.

Concernant les échantillons de tests de patients souffrant d'une pneumonie, il n'existe pas une collection labellisée de la sorte permettant d'analyser facilement a posteriori ces échantillons. Par contre, il existe une collection d'échantillons de personnes ayant été prélevées en raison d'un syndrome grippal, c'est-à-dire présentant de la fièvre et des signes respiratoires, dans le cadre du réseau de surveillance de la grippe. Ainsi, il est possible de retester les patients avec syndromes grippaux pour lesquels aucun pathogène connu n'avait été mis en évidence. Grace à cette approche, les pays voisins ont analysé les échantillons collectés dans le cadre de la surveillance sentinelle de la grippe pour le Covid à différents moments. Cette approche a été utilisée en Allemagne, France et Belgique.

Les échantillons de la surveillance sentinelle de la grippe organisée au Luxembourg par le Laboratoire national de santé sont conservés. Depuis le début de la surveillance en octobre 2019, 843 échantillons ont été reçus par le LNS, dont 402 sont négatifs pour la grippe A et B. Une discussion est en cours avec le LNS pour réanalyser ces échantillons négatifs et apporter des éléments de réponse sur la circulation du Covid en amont du 29 février 2020. Ces résultats pourraient apporter une première réponse et guider d'autres investigations éventuelles sur les clichés radiologiques.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher nº de la question.)

ad 2) Les services du Ministère de la Santé n'ont pas été informés de ce projet de recherche sur l'origine de l'épidémie de Covid-19 en Europe.

Question 2243 (19.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **rôle de la société TNS ILReS dans le cadre des tests d'immunité au coronavirus :**

Am Kader vu menger parlamentarescher Fro mat der Nummer 2042 ass vun der Regierung eng vun de Froen net beäntwert ginn, duerfir wéilt ech der Regierung dës Fro stellen:

- Wéi eng Prozedure si fir d'Ausschreiwung am Kader vun der Coronaquerschnittsetüd benotzt ginn a no wat fir enge Krittären ass dat privat Meenungsfuerschungsinstitut „partenaire associé" vun dëser Etüd ginn?

Fro Nr. 2042 iwwert d'Coronaimmunitéitstester a Roll vun der TNS ILReS:

E privat Meenungsfuerschungsinstitut soll elo déi Leit „bestëmmen", dat heescht also obligatoresch designéieren, déi bei der Coronaquerschnëttsetüd getest ginn (Quell: LW 9. Abrëll 2020). De Gesondheetsministère schreift, datt d'TNS ILReS e „partenaire associé" vun dëser Etüd soll sinn.

An deem Zesummenhang wollt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Firwat an no wéi enge Krittäre gouf d'TNS ILReS als „partenaire associé" fir dës Etüd erausgesicht? Wat si genee d'Aufgabe vun der TNS ILReS?

2. Gëtt d'TNS ILReS dofir bezuelt, fir hir Datebanken zur Verfügung ze stellen? Gouf et eng ëffentlech Ausschreiwung oder e spezielle Marché, fir e „partenaire associé" erauszesichen? Wéi eng Prozedure sinn hei applizéiert ginn?

3. Firwat ginn net staatlech Datebanke geholl, fir Leit erauszesichen? Oder kritt d'TNS ILReS Zougréff op staatlech Datebanken am Kontext vun dëser Etüd? Wéi eng zousätzlech Donnéeën iwwert d'Leit kritt d'TNS ILReS duerch hir Participatioun bei dëser Etüd? Ka si déi Donnéeë behalen a weidertraitéieren?

4. Firwat ginn d'Leit net vum Gesondheetsministère erausgesicht a gefrot fir matzemaachen, mat alle Garantië vum „secret médical"?

5. Wéi eng Rechter hunn déi Leit, déi vun der TNS ILReS „bestëmmt" ginn? Wéi gëtt hir Privatsphär respektéiert? Wéi eng Reegele gëlle fir den Dateschutz? Sinn all Dispositioune vum Dateschutzgesetz respektéiert, besonnesch och, wat d'net autoriséiert Deele vu geheimen, perséinlechen Informatioune mat Drëttpersounen ugeet?

6. Kann ee seng Participatioun refuséieren?

7. Kënnen d'Leit d'TNS ILReS opfuerderen, all Donnéeën, déi déi Firma iwwert si huet, aus hire Fichieren ze sträichen? Wéi ass do d'Prozedur?

Réponse commune (18.06.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Mir reagéieren op dem honorabelen Deputéierte seng Froe mat dëse Prezisiounen, wou de Gros vun de siwe Froe schonns an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2042 steet.

ad - Wéi eng Prozedure si fir d'Ausschreiwung am Kader vun der Coronaquerschnittsetüd benotzt ginn a no wat fir enge Krittären ass dat privat Meenungsfuerschungsinstitut „partenaire associé" vun dëser Etüd ginn?

D'TNS ILReS gëtt remuneréiert, fir dass si dem Luxembourg Institute of Health (LIH), dem Vertragspartner, mat deem si e „service agreement" ausgeschafft huet, ee statistesch representative Panel vun ongeféier 2.000 Leit zur Verfügung stellt.

An Iwwereneestëmmung mat dem Lëtzebuerger Gesetz vum 8. April 2018 („Gesetz") iwwer ëffentlech Ausschreiwungen an a strikter Anhalung vu Richtlinnen vun der Europäescher Kommissioun zur Notzung vun ëffentlechen Uschafungen an enger Noutfallsituatioun am Zesummenhang mat Covid-19 ass den LIH zu der Opfaassung komm, dass den Ausbroch vun der Covid-19-Pandemie eng Situatioun vun äussers-ter Drénglechkeet („urgence impérieuse") duerstellt.

Vu dass d'Gravitéit vu Pandemien nëmme schlecht virauszegesinn ass an opgrond vun der Drénglechkeet, fir mat der CON-VINCE-Studie unzefänken, fir esou séier wéi méiglech déi noutwendeg Äntwerten ze sammelen, ass den LIH zu der Usicht komm, dass d'Anhale vun den am Gesetz festgeluechte Fristen - och wann acceleréiert - net méiglech ass, vu dass d'Infektiounskurv kontinuéierlech a schnell an d'Luucht gaangen ass.

Ënnert dëse besonneschen an aussergewéinlechen Ëmstänn an an Iwwereneestëmmung mat den Dispositioune vum Artikel 64 (2) c) vum Gesetz huet den LIH beschloss, d'Partner, déi gebraucht ginn an dëser Studie, ouni eng Ausschreiwung ze kontaktéieren. Den LIH huet sech du mat TNS ILReS a Verbindung gesat, fir d'Modalitéite vun enger Partnerschaft ze beschwätzen, vu dass et keng Konkurrenten op dem Marché ginn, déi och iwwert déi erfuerderlech Ressourcen an Expertis verfügen.

Question 2245 (20.05.2020) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **baisse de la TVA pour les entreprises du secteur Horeca :**

Vill Betriber aus dem Horeca-Secteur sinn duerch de „Lockdown" an enger schwiereger finanzieller Situatioun. Et riskéiert zu engem massive Verloscht vun Aarbechtsplazen an zu sëllege Faillitten ze kommen.

Fir datt dem Secteur kuerzfristeg gehollef ka ginn, huet d'ADR an der Chamber verlaangt, datt d'TVA um alkoholesche Gedrénks vu 17 % op 3 % erofgeet, esou wéi dat nach virun e puer Joer de Fall war. Och vun enger Rei Acteuren aus dem Horeca-Secteur ass et dës dréngend Fuerderung, fir esou hir gréisser finanziell Verloschter wéinstens zu engem Deel nees opzefänken.

An deem Kontext géif ech gär follgend Fro un den Här Finanzminister an den Här Minister vum Mëttelstand stellen:

1. Plangt d'Regierung eng Baisse vun der TVA um alkoholesche Gedrénks fir d'Acteuren aus dem Horeca-Secteur?

2. Envisagéiert d'Regierung, fir dës TVA vu 17 % op 3 % erofzesetzen?

Réponse commune (28.05.2020) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances, et de* **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

D'Regierung plangt keng Baisse vun der TVA um alkoholesche Gedrénks fir d'Acteuren aus dem Horeca-Secteur.

Question 2246 (20.05.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **applications de messagerie dans la fonction publique :**

Den Dateschutzbeoptragte vun der Bundesrepublik Däitschland huet kierzlech drop higewisen, dass d'Verwaltungen a Servicer vum Bund d'Fangere vu WhatsApp loosse sollen.

Och wann déi verschéckte Messagë verschlësselt wieren, esou kéint een unhand vun de Metadate Profiller vun de Useren erstellen.

Wann elo op de Messenger-Déngscht vun zum Beispill Facebook géif zréckgegraff ginn, da wier dat och e Beweis dofir, dass d'Regierung et verpasst hätt, selwer en dateschutzfrëndlechen Déngscht op d'Been ze stellen.

Opgrond vun dësen Ausféierunge wéilte mir follgend Froen un den Här Premier-, Staats-, Medien- a Kommunikatiounsminister stellen:

- Deelt den Här Minister d'Aschätzung vum däitsche Bundesdateschutzbeoptragten?

• Wa jo, wéi eng Réckschlëss wëllt den Här Minister doraus schléissen?

• Am géigendeelege Fall, wéi gesäit d'Regierung d'Notze vun esou Déngschter op staatlecher Säit?

- Ginn et vu Säite vun der Regierung, oder vum Minister selwer, kloer Instruktiounen un d'Adress vun de Verwaltungen a Servicer, wat d'Handhabung vu WhatsApp oder änlech Messenger-Déngschter ubelaangt? Ginn et Verwaltungen a Servicer, an deenen en Zréckgräifen op dës Déngschter ënnersot ass? Kann de Minister eis dës ënnerschiddlech Virgaben erklären?

- Wéi schätzt eis national Dateschutzkommissioun (CNPD) d'Risike vum Benotze vun esou engem Medium an? Ginn et Guidelines vu Säite vun der CNPD respektiv dem europäesche Verbond vun nationalen Dateschutzautoritéiten an deem Beräich? Ass de Minister net der Meenung, dass esou Guidelines wichteg wieren?

- Huet d'Regierung wëlles eng Zort Messenger-Déngscht fir den ëffentlechen Déngscht op d'Been ze stellen, eventuell an engem Public-private-Partnership?

• Wa jo, wou sinn dës Iwwerleeungen drun?

• Ginn et änlech Iwwerleeungen op europäeschem Niveau an/oder an anere Memberstaaten?

- Wéi leeft aktuell d'Kommunikatioun tëscht de staatleche Verwaltungen a Servicer of? Leeft dat alles iwwert déi klassesch Medien (E-Mail, Post etc.)?

• Wéi soll dës Kommunikatioun an Zukunft moderniséiert ginn?

• Wou ginn déi staatlech Informatiounen a Kommunikatiounen aktuell ofgespäichert? Wou stinn d'Serveren, op deenen dës Donnéeë stockéiert ginn (hei am Land oder am Ausland, Drëttstaaten)?

• Wéi vill Späichercapacitéit huet de Staat aktuell zur Verfügung?

• Wéi ass d'Sécherheet vun deenen Donnéeë garantéiert (physesch an och virtuell)?

- Huet d'Regierung aktuell scho Verträg mat private Kommunikatiounsdéngschtleeschter ofgeschloss?

• Goufen et duerfir ëffentlech Ausschreiwungen?

• Wann net, firwat net?

Réponse (26.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias, Ministre de la Digitalisation :*

Et ass selbstverständlech, datt d'Regierung determinéiert ass, d'Vertraulechkeet vun de Messagen an den Dateschutz an der elektronescher Kommunikatioun bannent den Departementer a Servicer vum Staat a mam Bierger adequat ze garantéieren.

D'Benotze vu Messenger-Déngschter wéi zum Beispill Facebook oder WhatsApp vun de Verwaltungen a Servicer, souwuel am Austausch mat de Bierger wéi och an der interner Kommunikatioun, gëtt net vun der Regierung recommandéiert.

D'Regierungskommissariat fir Dateschutz beim Staat souwéi d'Charte de bonne conduite en matière de sécurité de l'information numérique vun der Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI), recommandéiert allen Administratiounen nëmme mat Virsiicht an Zeréckhaltung online Uwendunge vu kommerziellen Ubidder ze benotzen an déi gesécher Léisungen, déi vum Zenter fir Informatiounstechnologien (CTIE) ausgewielt goufen, ze favoriséieren („Open Threat Exchange"-Technologie [OTX] fir gesécher Dokumenter ze iwwerdroen, den Espace „Sharepoint" oder de „Skype for Business" als Plattform fir Telekonferenzen a Messagen am ëffentleche Déngscht).

Den Europäeschen Dateschutzcomité (EDPB) oder d'Dateschutzkommissioun (CNPD) hu keng Richtlinnen iwwert d'Benotzung vu Messenger-Déngschter am ëffentleche Secteur publizéiert.

Aktuell bitt de CTIE op den Aarbechtsposte modern Kommunikatiounsoutilen u fir all d'Verwaltungen a Servicer, déi seng Servicer notzen. Dorënner falen zum Beispill E-Mail, Telefonie VOIP, VideoConference an Chat. Op de mobillen Apparaten ewéi de Smartphone bitt de CTIE aktuell eng professionell Messagerie a Kalenner un. De CTIE couvréiert net de Gebrauch vu Kommunikatiounsapplikatiounen ewéi WhatsApp.

All Servicer, déi vum CTIE ugebuede ginn a Kommunikatiounen tëschent Verwaltungen a Servicer betreffen, ginn an den Datenzentre vum CTIE zu Lëtzebuerg hebergéiert. De CTIE huet aktuell méi wéi néng Petabytes Späichercapacitéit fir seng Servicer zur Verfügung.

Sämtlech Kommunikatiounen tëschent den Apparater an den informateschen Infrastrukturen, déi vum CTIE ugebuede ginn a wou op intern Informatiounen zougegraff gëtt, gi verschlësselt a mat Authentifizéierung duerchgefouert. D'Infrastruktur an den Traitement vu stockéierten Daten entspriechen aktuelle Sécherheetsstandarden.

Fir Detailer zu de Kommunikatiounsekipementer vun de Regierungsmemberen invitéieren ech den honorabelen Députéierten, sech op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1986 ze bezéien.

Wat Verträg mat private Kommunikatiounsdéngschtleeschter ugeet, existéieren am Beräich vun de Kommunikatiounsdéngschter Vertreeg fir mobill a fix Telefonie an och fir Netzwierkservicer ewéi d'Glasfasernetz. Beim Vergi vun Opträg ginn, wéi bei aneren Déngschter, d'Gesetzer vun de Marchés publics respektéiert.

Question 2247 (20.05.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **applications de messagerie dans la fonction publique :**

Den däitsche Bundesauftragte fir Dateschutz an Informatiounsfräiheet huet rezent rappeléiert, datt d'Benotze vun der Applikatioun WhatsApp fir Ministeren an Institutiounen net konform zu den Dateschutzbestëmmungen ass. Hie weist ënner anerem drop hin, datt de Staat eng Virbildroll huet, wann et ëm Dateschutz geet.

Duerch d'Benotze vun dëse Plattforme ginn allkéiers Metadonnéeë vun de Benotzer un déi jeeweileg Konzerner weidergeleet. Dëst biergt e gewësse Risiko fir d'Confidentialitéit vun dëse sensibelen Donnéeën.

An der Äntwert op meng Question parlementaire N° 1754 gouf preziséiert: „Mam CTIE a mat den Nationalarchiven huet de Staat en elektroneschen Archivsystem an d'Liewe geruff, deen eng Konservatioun op laang Dauer an a Konformitéit mat den internationalen Normen erméiglecht. Mat dësem System ginn d'Integritéit, d'Authentizitéit, d'Perennitéit an d'Lisibilitéit vun den Donnéeën op Dauer garantéiert."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Gëtt an de Ministèren op Applikatioune wéi Facebook-Messenger, WhatsApp oder Viber zréckgegraff? Wa jo, gedenkt den Här Minister, dëst an Zukunft aus Dateschutzgrënn ze ënnerbannen?

2. Leeft eng vun dësen Applikatiounen op den Déngschthandye vun de Ministeren? Wa jo, gedenkt den Här Minister, dëst an Zukunft aus Dateschutzgrënn ze ënnerbannen?

3. Ass ugeduecht, d'Kommunikatioun tëscht Regierungsvertrieder oder Institutiounen an Zukunft iwwer eng verschlësselt, sécher Verbindung ze assuréieren?

4. Falls déi ugefouerten Acteuren op dës Applikatiounen zréckgräifen, ginn dës Donnéeën no deem Prinzip archivéiert, wéi en an der Äntwert op meng Question parlementaire N° 1754 erkläert ginn ass?

Réponse (26.06.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Ech bieden den honorabelen Deputéierte sech op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2246 vum 20. Mee 2020 ze bezéien, déi sech ënner anerem mat deem selwechte Sujet beschäftegt.

Question 2250 (20.05.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **infrastructures critiques :**

A menger parlamentarescher Fro N° 1822 wollt ech méi iwwert d'Ëmsetzung vun der EU-Direktiv 2016/1148 wëssen, déi mam Gesetz vum 28. Mee 2019 zu Lëtzebuerg transposéiert gouf a bei där et iwwert d'Moossname fir d'Gewährleeschte vun engem héije gemeinsame Sécherheetsniveau vun Netz- an Informatiounssystemer an der EU geet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. A senger Äntwert schreift de Premierminister: „Den ILR huet am Total bis elo 44 OSE identifizéiert […]. D'CSSF schätzt, dass manner wéi zéng Etablissementer ënnert deene vun hir festgehalene Krittäre wäerte falen an als OSE klasséiert wäerte ginn." Wéi sinn d'Nimm vun de klassifizéierten OSEen?

2. D'Gesetz an d'Direktiv gesinn nieft den OSEen och d'Klassifizéierung vu Fournisseurs de services numériques (Digital Service Provider oder DSP) vir.

Opgelëscht no de Punkte 16 bis 18 vum Artikel 2 vum Gesetz (dat sinn: Place de marché en ligne, Moteur de recherche en ligne, Service informatique en nuage), wéi vill Organisatioune sinn zu Lëtzebuerg als Service numérique klassifizéiert ginn?

3. Wéi sinn d'Nimm vun de klassifizéierten DSPen?

4. Op d'Fro vun den Auditen äntwert de Premierminister:

„Audite sinn am Kader vum Gesetz vum 28. Mee 2019 méiglech, awer net zwéngend, soudass den ILR elo direkt net geplangt huet, fir Auditen ze maachen."

• Wéi kann den ILR seng Aufgab ouni Auditen am Sënn vum Artikel 15 (3) vun der Direktiv vollzéien?

• Wéi vill Budget gouf dem ILR am Kontext vun der Direktiv an dem Gesetz fir dës Missioun zougesprach?

• Sinn an deem Budget d'Ressourcë fir d'Realiséierung vun Audite mat budgetéiert oder net? Falls jo, wéi vill Sue goufen am Budget fir d'Audite virgesinn a goufen eventuell scho gebraucht? Falls nee, firwat net?

5. Wéi vill substanziell Incidente goufe bis dato un d'CSSF an un den IRL gemellt?

Réponse commune (01.07.2020) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1. Aus Sécherheetsgrënn ginn d'Nimm vun den designéierten Opérateurs de services essentiels net publizéiert.

ad 2. D'Gesetz gesäit bei de Fournisseurs de services numériques (op Englesch Digital Service Provider - DSP) keng Prozedur vir an iwwerléisst et den Autoritéiten (jee no Typ vu Service entweder den ILR oder d'CSSF), hir eege Prozedur, wéi se virgoe wëllen, festzeleeën. Aneschters wéi bei den OSEen, ginn d'DSPen net offiziell designéiert. D'Autoritéite sinn a Kontakt mat den Entitéiten, déi vun dësen Dispositioune betraff sinn.

ad 3. Och hei ginn d'Nimm net publizéiert an, wéi gesot, et ginn och keng DSPe klassifizéiert.

ad 4. Fir d'Ëmsetzung vum Artikel 15 (3) vun der Direktiv sinn Auditen net zwéngend néideg. Audite sinn och ëmmer just eng Momentopnam. Et geet dräm, fir Sécherheetsmesuren ëmzesetzen, dëst mécht den ILR op eng kollaborativ Aart a Weis, andeems eng Plattform fir Risikoanalys (SERIMA - Security Risk Management) zur Verfügung gestallt gëtt an Operateuren en continu kënnen un de Sécherheetsmesurë schaffen. D'Risikoanalys an d'Sécherheetsmesurë musse reegelméisseg dem ILR matgedeelt ginn. D'Plattform SERIMA gëtt an Zesummenaarbecht mat den Operateuren ausgeschafft.

Den Artikel 00.8.41.015 aus dem Staatsbudget 2020 gesäit 1.010.000 € vir fir den ILR fir d'Ëmsetzung vum Gesetz vum 28. Mee 2019. Dëst Joer huet den ILR keng Audite geplangt, deemno ass och kee Budget dofir virgesinn.

Audite kënnen an enger zweeter Phas applizéiert ginn. Den Ament ass et virrangeg, fir kollaborativ mat den Operateuren e gemeinsame Sécherheetsniveau opzebauen (SERIMA-Plattform).

ad 5. Bis dato goufe weeder dem ILR nach der CSSF Incidenten an dësem Kader gemellt.

Question 2252 (20.05.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **situation du secteur Horeca dans le contexte de la pandémie du coronavirus :**

Am „Tageblatt" ass an engem Artikel vum 14. Mee ze liesen: „Noch weiß niemand, wann genau die Gastronomiebranche in Luxemburg ihre Türen wieder öffnen kann." Dës Onwëssenheet mécht et ville Restaurateuren, Cafésbesëtzer an Hoteliere schwéier ze schafen, well si engersäits hir Geschäfter preparéiere mussen, anerersäits net wëssen, wéini si, ënner méi strengen Hygienesmoossnamen, erëm däerfen opmaachen.

Téschenzäitlech hu Liwwerdéngschter e reegelrechte Boom am Confinement kannt, well d'Restaurateure weiderhi schaffe kënnen an dobäi déi virgeschriwwe sanitär Mossnamen anhalen. De Client kënnt deemno net a Kontakt mat anere Clienten oder mam Personal, wat den Infektiounsrisiko reduzéiert. D'Firme kënnen also zum Deel normal mat hiren Aktivitéite weiderfueren.

Vill Betriber aus dem Restauratiounsberäich waren allerdéngs net drop virbereet, fir massiv iwwert den Internet Commanden eranzekréien an ausliwweren ze loossen, well se digital oder logistesch nach net dofir opgestallt waren.

Et stellt sech d'Fro, ob d'Regierung de Restaurateure mat schonns existéierende Mëttelen hätt hëllefe kënnen. Mat „LetzShop" ass fir den Eenzelhandel eng E-Shop-Plattform en place gesat ginn, déi sécherlech hätt kënnen ouni groussen Opwand erweidert ginn, fir d'Gastronomiebetriber matanzebannen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mëttelstand dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung, op Basis vum Verlaf vun der Infektiounskurv zu Lëtzebuerg, scho prognostizéieren, op wéi engem Datum d'Restaurateuren erëm definitiv hir Dieren däerfen opmaachen?

2. Huet de Minister d'Piste gepréift, fir de Restauratiounsbetriber eng Méiglechkeet unzebidden, hir Produiten op „LetzShop" auszestellen an d'Commandë via „LetzShop" empfänken ze kënnen?

- Falls nee, firwat net?

- Falls jo, wéini wäerten déi éischt Bestellungen op „LetzShop" méiglech sinn?

3. Wéi vill Restauratiounsbetriber zu Lëtzebuerg bidden aktuell iwwer Internet en Delivery-Service un? Gesäit de Minister hei nach Ausbaupotenzial? Falls jo, wat huet hien hei wëlles?

4. Gouf et Informatiounen oder Recommandatioune vun der Säit vum Minister, wéi Betriber hire Liwwerdéngscht am Kader vun der Coronapandemie opstelle kënnen?

Réponse (19.06.2020) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

ad 1. D'Regierung gëtt sech no all Phas vum Deconfinement zwou Wochen Zäit, fir ee Monitoring vun der Evolutioun vum Covid-19 ze maachen an d'Effete vun der viregter Phas anzeschätzen.

Well d'Zuele sech positiv entwéckelt hunn, konnten d'Restauranten an d'Caféen hir Terrasse den 27. Mee och nees opmaachen. D'Clientèle konnt ab dem 29. Mee erëm bannenzeg den Etablissementer empfaange ginn, mat der Oplag, maximal véier Leit aus dem selwechte Stot un engem Dësch ze zerwéieren. Den 10. Juni war ee weidere Schrëtt vum Deconfinement, andeems d'Unzuel vun de Leit aus dem selwechte Stot op zéng eropgesat gouf.

ad 2. Et gëtt keng gréisser Aschränkung fir d'Betriber, fir hir Produkter op „letzshop.lu" unzebidden. Sou gëtt et aktuell och schonn eenzel Betriber, déi hir frësch gekachte Liewensmëttel iwwer „LetzShop" ubidden. E Restauratiounsbetrib steet hei allerdéngs viru logisteschen Erausfuerderungen, well d'Liwwerung vun de Bestellunge bis bei de Client a Konformitéit zum Gesetz muss gemaach ginn. Bei der Liwwerung vu Liewensmëttel bedeit dat eng ganz Rei vu Konditiounen, fir déi vill Betriber net ausgeleucht sinn. Als einfachst logistesch Léisung, déi direkt kann ëmgesat ginn, kann een op „letzshop.lu" de „Click & Collect" ubidden, dat heescht de Client ka seng Onlinebestellung direkt am Betrib ofhuelen. Vereenzelt Betriber hunn dës Léisung schonn ëmgesat.

ad 3. Och wann ee sech aner Ëmstänn gewënscht hätt, sou hu vill Betriber, bedéngt duerch d'Kris, de Wee an d'Digitalisatioun méi séier ageschloen. Eng sëllleche Betriber hu wärend der Covid-19-Kris een Delivery-Service iwwer Internet ugebueden oder en Take-out-Service op d'Bee gestallt. Genee Zuelen heizou gëtt et awer net, well et all Betrib selwer iwwerlooss ass, ob a wéi laang hie sou en Delivery-Service wëllt ariichten.

ad 4. D'Ekipp vu „LetzShop" ass mat der Horesca a reegelméissegem Kontakt, fir sech iwwert d'Méiglechkeete vun der Plattform „letzshop.lu" auszetauschen. Sou ass ënner anerem e Rondmail geplangt, fir „LetzShop" als potenziell Léisung bei den Horeca-Betriber ze placéieren. Och kënnen d'Betriber bei der Entwécklung vun neien Distributiounskanäl finanziell ënnert d'Äerm gegraff kréien. Dëst kann ënner anerem iwwert de Programm Fit 4 Digital geschéien, wou iwwert de Wee vun engem Diagnostik dem Betrib seng Organisatioun a seng Prozesser kritesch analyséiert ginn. Um Enn vum Diagnostik ass eng staatlech Hëllef vu 5.000 Euro virgesinn. Bei der Ëmsetzung vum Diagnostik sinn op den Investissementer bis zu 50 % staatlech Ënnerstëtzung méiglech.

Question 2255 (20.05.2020) de **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant les **contrôles du Service de santé au travail multisectoriel (STM) :**

Mengen Informatiounen no ass et an de leschten Deeg verstäerkt a Coiffer- /Estheticienne-Salonen an och an anere Betriber zu Kontrollen duerch Beamte vum Service de santé au travail multisectoriel (STM) komm. D'Beamte wieren an déi jeeweileg Betriber komm, hätte sech zerwéiere gelooss a sech eréischt dono ze erkenne ginn an hätten de Responsabele matgedeelt, ob si all aktuell gülteg sanitär Virschrëften agehalen hätten an ob si en règle wieren oder net.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister an un den Här Aarbechtsminister stellen:

1. Ass dëst eng gängeg Virgoensweis?

2. Wa jo, firwat gëtt op dës Method vu Kontrollen zréckgegraff?

3. Ginn nach aner Zorte vu Kontrolle gemaach?

4. Wat ass déi legal Basis vun dëse Kontrollen?

5. Wou iwwerall goufen an de leschten Deeg esou Kontrolle gemaach?

6. Wat war d'Resultat vun de Kontrollen?

Réponse commune (18.06.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

De Service de santé au travail (STM) huet keng Missioun, fir Kontrollen um Terrain ze maachen. No Récksprooch mat der Direktioun vum STM kann ech dem honorabelen Deputéierte konfirméieren, dass den STM och keng esou Kontrolle realiséiert huet.

Question 2258 (22.05.2020) de **Mmes Martine Hansen** et **Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **aides financières pour fermes pédagogiques :**

Fir d'Rentabilitéit vun de Bauerebetriber och an Zukunft sécherzestellen, ass et wichteg, datt si hir Aktivitéiten diversifizéieren. Dofir versichen ëmmer méi Baueren, sech en zweet Standbeen niewent der klassescher Feld- a Véibewirtschaftung opzebauen. Genausou wichteg ass et, datt eis Kanner d'Landwirtschaft kënne praktesch erliewen. Esou versti se, wéi d'Iessen op den Teller kënnt a wéi eng Roll de Bauer an der lokaler Liewensmëttelversuergung a -produktioun huet.

Och op Lëtzebuerg trëfft dat zou an eng Rei Betriber hunn oder sinn derbäi, sech als pedagogesche Bauerebetrib en neit Standbeen opzebauen.

Zënter dem Ufank vun der Coronakris kënnen dës Betriber, awer och Betriber, wou zum Beispill Reittherapien ugebuede ginn, keng Kanner méi empfänken. Trotzdeem kréie si eisen Informatiounen no keng direkt Bäihëllefen.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass et richteg, datt pedagogesch Bauerebetriber bis kierzlech keng Bäihëllefe kritt hunn?

2. Sinn och bei den nei annoncéierte Stabilitéitsmesurë keng Bäihëllefe fir dës Betriber virgesinn?

3. Falls nee, firwat gesäit de Landwirtschaftsminister keng direkt Bäihëllefe fir dës Betriber vir?

4. Wéi wëllt de Landwirtschaftsminister dës Betriber ënnerstëtzen?

5. Wéini an ënner wéi enge Konditioune kënnen d'pedagogesch Bauerebetriber erëm mat hiren Aktivitéiten ufänken?

Réponse commune (19.06.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes :*

Et ass effektiv esou, datt, och wann d'Landwirtschaft wärend der Coronakris weidergeschafft huet, eenzel Aktivitéiten awer broochlouchen. Dofir hëlleft d'Regierung geziilt deene Betriber, deenen hir Tresorerie duerch d'Fermeture vun den Aktivitéite fir de Public gelidden huet. Dozou gehéieren och d'pedagogesch Bauerebetriber, déi duerch d'Zoumaache vun de Grondschoulen a Crèchë keng Schoulklasse konnten empfänken an Abousse hu missen a Kaf huelen.

Mat änleche Problemer wéi d'Fermes pédagogiques, déi hir Diere fir de Public hu missen zouhalen, waren iwwregens och aner Betriber konfrontéiert, wéi d'Päerdsmanègen, déi keng Coursen duerften organiséieren, an, net ze vergiessen, d'Wäistuffen.

Am Kader vun der Covid-19-Kris kënne pedagogesch Bauerebetriber potenziell an de Genoss vun de staatlechen Hëllefe kommen, déi vun der Direction générale des classes moyennes koordinéiert ginn, ënnert der Konditioun, dass si am Besëtz vun enger gülteger Handelsermächtegung sinn.

Well hei awer net all Betriber drënnerfalen, ass am Kader vum „paquet de relance agriculture", deen de Landwirtschaftsminister de 16. Juni an der Agrarkommissioun an och der Press virgestallt huet, ënner anerem eng Moossnam, fir dës Betriber, jee no Joresëmsaz, an de Genoss vun enger Aide vun 2.500 respektiv 5.000 Euro kommen ze loossen. Dës Aide ass ënner anerem un d'Konditioun gebonnen, datt d'Betriber duerch all Raster gefall sinn a vu kenger anerer Aide am Kader vun der Pandemie konnte profitéieren.

D'pedagogesch Bauerebetriber kënne respektiv hunn och schonns hir Aktivitéiten nees opgeholl. Dobäi musse si déi jeeweils aktuell Konditioune betreffend d'Schutzmoossname berücksichtegen.

Question 2259 (22.05.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **reprise des activités dans le secteur Horeca :**

Den Tourismus- a Gastronomiesecteur ass fir d'Gemengen op der Musel mat ee vun de wichtegste Wirtschaftssecteuren. Wärend op der anerer Säit vun der Musel déi däitsch Betriber vum Feierdag souwéi de follgende Bréckendeeg profitéiere konnten, hunn d'Betriber op dëser Säit vun der Musel keng Méiglechkeet gehat, hir Dieren opzemaachen an hunn esou missen nokucken, wéi um anere Bord vun der Musel d'Clientë bei waarmem Wierder op den Terrasse souzen.

De Buergermeeschter vu Réimech, Jacques Sitz, huet et wéi follegt beschriwwen:

„Mat de Buergermeeschteren aus de Grenzgemenge si mir streide gaangen, fir dass d'Grenzen nees opginn. Dat ass jo elo geschitt an dat ass och schéin. Dat ass eng Säit vun Europa. Mä dann déi aner Säit muss ee kucken. Dës Säit sinn d'Restauranten zou. Mir kucken eriwwer op eis Noperen, do sëtzen d'Leit op den Terrassen, wat natierlech guer net flott ass fir déi Leit, déi hei e Commerce bedreiwen. Dat ass och net logesch a schwätzt géint Europa. Rheinland-Pfalz, Saarland a Lëtzebuerg hunn ënnerschiddlech Reegelen, obwuel den Afloss vum Coronavirus dee selwechten ass."

De Réimecher Gemengeconseiller a Vize-President vum Réimecher Geschäftsverband Daniel Frères beschreift d'Situatioun esou:

„An dat ass nach méi traureg, well mir d'Informatioune kritt hunn, dass souguer Leit vun eiser Regierung an Däitschland op den Terrasse sëtzen, awer zu Lëtzebuerg onsen Horeca seng Diere weider muss zouloossen. Mam Resultat vu ville Faillitten an zegdausend Leit am Chômage."

D'Entscheedung vun der Regierung, den Horeca-Beräich zu Lëtzebuerg nach zouzeloossen, trëfft deemno bei ville Mënschen a Betriber hei am Land op Onverständnis, ugesiichts, dass d'Leit nëmmen 200 Meter eriwwer an Däitschland brauchen ze fueren, fir do dann op enger Terrass eppes drénken ze kënnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aarbecht, fir d'Grousregioun, fir Mëttelstand a fir Tourismus dës Froe stellen:

1. Firwat huet d'Regierung drop verzicht, fir den 21. Mee dem Horeca ze erlaben, erëm seng Dieren opzemaachen, wëssend, dass eis eege Bierger hiert Gedrénks op déi aner Säit vun der Musel konsuméiere ginn?

2. D'Ministere fir Wirtschaft, Mëttelstand an Tourismus hunn de 30. Mee als Datum fir d'Reouverture genannt. Wär et net sënnvoll gewiescht, fir d'Reouverture op den 21. Mee virzezéien?

3. Wéi vill Ëmsaz ass dem Horeca duerch d'Schléissung vun de Lokaler vum 21. bis zum 30. Mee verluergaangen?

4. Wéi vill Entreprisen aus dem Horeca-Beräich hunn am Mee 2020 Faillite gemellt?

5. Mat wéi vill Faillitte rechent d'Regierung insgesamt am Horeca-Secteur bis Dezember 2020?

6. Wéi vill Prozent vun allen Entreprisen am Horeca kruten de Chômage partiel accordéiert?

7. Wëssend, dass am Horeca-Beräich net nëmmen de feste Salaire, mee och Drénkgelder (legal a versteiert), Feierdeeg souwéi Sonndeger eng wichteg Geldquell fir d'Mataarbechter sinn, gouf dëse Fakt am Calcul vum Chômage partiel wärend der Zwangsfermeture berücksichtegt?

8. Wéi weider Leit berichten, goufen zwee Regierungsmembere rezent an engem Restaurant zu Nenneg (Däitschland) gesinn an och fotograféiert. Kann d'Regierung confirméieren, dass déi zwee Regierungsmemberen an deem Restaurant waren? Falls jo, firwat waren dës Regierungsmemberen do, wann den Horeca-Secteur zu Lëtzebuerg deen Dag nach zou war?

9. Wäert d'Regierung de Kontakt mat de Partner an der Grousregioun siche fir glaich Reegelen am Horeca-Beräich opzestellen? Goufe schonn éischt Gespréicher heizou gefouert?

10. Wäert den Ënnerscheed tëscht enger Terrass oder engem zouene Raum bei der Reouverture vum Horeca-Beräich eng Roll spillen?

11. Sinn d'Ministeren der Meenung, dass d'Betriber am Horeca elo tëscht der Ukënnegung bis zur Reouverture genuch Zäit hunn, fir genuch vun hire Fournisseure beliwwert kënnen ze ginn?

Réponse commune (19.06.2020) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre à la Grande Région,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme :*

ad 1. + 2. D'Regierung gëtt sech no all Phas vum Deconfinement zwou Wochen Zäit, fir ee Monitoring vun der Evolutioun vum Covid-19 ze maachen an d'Effete vun der viregter Phas anzeschätzen.

Well d'Zuele sech positiv entwéckelt hunn, konnten d'Restauranten an d'Caféen hir Terrassen de 27. Mee och nees opmaachen an de 29. Mee hir Clientèle nees bannenzeg den Etablissementer empfänken.

ad 3., 4. + 5. Den Horeca-Beräich gouf besonnesch schwéier vun der Covid-19 Kris getraff a vill Betriber sti viru grousse finanziellen Erausfuerderungen. Wéi ee konkreeten Impakt dës Kris awer wäert op de Secteur hunn, kann een zum aktuellen Zäitpunkt nach net kloer soen.

Well d'Regierung sech bewosst ass, wéi wichteg et ass, Liquiditéitsengpäss an de Betriber entgéintzewierken, huet si e Fonds de relance et de solidarité en faveur des entreprises an d'Liewe geruff, iwwert deen ënner anerem den Horeca-Secteur geziilt ënnerstëtzt gëtt.

Déi betraffe Betriber kënnen ënner verschiddene Konditiounen iwwer eng Dauer vu sechs Méint eng finanziell Ënnerstëtzung kréien. Fir all Salarié, dee sech am Chômage partiel befënnt, kréien d'Betriber all Mount eng Ënnerstëtzung vun 250 € a fir all Salarié, deen effektiv am Betrib schafft, ass eng monatlech Ënnerstëtzung vun 1.250 € geplangt. Iwwert dëse Wee wäert d'Regierung de Betriber vum Secteur nohalteg ënnert d'Äerm gräifen an de Reemploi cibléiert ënnerstëtzen.

ad 6. Den Ament sinn et 71 % vun allen Entreprisen am Horeca-Secteur, déi de Chômage partiel accordéiert kruten.

ad 7. Am Horeca-Secteur si vill Leit beschäftegt, déi de Mindestloun kréien. Eng vun de ville Mesuren, déi d'Regierung an de leschte Wochen a Méint geholl huet, ass och d'Garantie, dass de Salarié, deen am Chômage partiel ass a virdrun de Mindestloun verdéngt huet, och net ënnert dëse Seuil fält, also och net manner ewéi de Mindestloun kritt.

ad 8. Wou a wéini Regierungsmemberen (privat) iesse ginn, ass net Objet vun offizielle Positioune vun der Regierung. D'Regierung bedeelegt sech och net un anonymen Denunziatioune vu Persounen, egal ob se e politescht Mandat hunn oder och net.

ad 9. Zanter dem Ufank vun der Covid-19-Pandemie huet d'Lëtzebuerger Regierung eng enk Concertatioun mat den Nopeschlänner, sief et um bilateralen, groussregionalen oder europäeschen Niveau. Ofstëmmung heescht awer net gläich Harmonisatioun. Lëtzebuerg a seng Noperen an der Groussregioun hunn hiren Deconfinement an Etappe gemaach, dëst no de spezifesche sanitäre Konditiounen, déi et bei hinne gouf.

ad 10. Et gëtt keng gréisser Differenz beim Empfänke vun der Clientèle op der Terrass géintiwwer dem Service am Banneraum. D'Clientèle konnt ab dem 27. Mee erëm bannenzeg den Etablissementer empfaange ginn, mat der Oplag, maximal véier Leit aus dem selwechte Stot un engem Dësch ze zerwéieren. Den 29. Mee war ee weidere Schrëtt vum Deconfinement, andeems d'Unzuel vun de Leit aus dem selwechte Stot op zéng eropgesat gouf.

ad 11. D'Regierung huet d'Reouverture vum Secteur de 25. Mee annoncéiert. Eisem Wëssen no ass et och zu kenge gréisseren Engpäss komm bei der Beliwwerung vun de Betriber.

Question 2266 (26.05.2020) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant les **dépenses militaires à moyen terme :**

En juillet 2017, le Gouvernement a publié les « Lignes directrices de la défense luxembourgeoise à l'horizon 2025 et au-delà ». Dans ce document, il annonce son objectif de porter ses dépenses militaires à 0,6 % du PIB en 2020, chiffre qui a déjà été atteint et probablement dépassé en 2019 (avec environ 383 millions d'euros).

Cependant, le document susmentionné reste muet quant aux objectifs quantitatifs pour la période 2020-2025. Il affirme uniquement que « au-delà de 2020, le Gouvernement a décidé de planifier une hausse constante de l'effort de défense ». L'accord de coalition de 2018 n'apporte pas beaucoup plus d'éclaircissement, mentionnant uniquement que « les efforts en matière de défense seront poursuivis au-delà de 2020, axés sur le principe de l'effort raisonnable et dans une proportion comparable aux efforts de ses partenaires européens ».

Lors de la réunion de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense le 10 janvier 2019, Monsieur le Ministre a indiqué un taux de 0,70 % à 0,72 % du PIB comme objectif pour l'année 2025, sans toutefois préciser les étapes intermédiaires.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense :

1) Quels sont les objectifs quantitatifs du Gouvernement en matière de dépenses militaires du Luxembourg (en pourcentage du PIB) pour les années 2020, 2021, 2022, 2023, 2024 et 2025 ?

2) Est-ce que dans le contexte budgétaire difficile qui suivra la crise sanitaire, le Gouvernement est prêt à revoir en baisse ses objectifs en matière d'armement ?

3) Le Gouvernement est-il prêt à intervenir activement auprès de l'OTAN en faveur d'une baisse significative des objectifs formulés au Sommet au Pays de Galles en 2014 ?

4) Pouvez-vous m'expliquer quels risques ou menaces sécuritaires justifient une augmentation continue des dépenses militaires du Luxembourg ?

Réponse (26.06.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1) + 2) L'objectif de 0,6 % du PIB pour l'année 2020 est maintenu et il est prévu de revenir en 2024 aux objectifs fixés avant la crise du Covid-19.

ad 3) Suite à l'adoption de la déclaration des chefs d'État et de Gouvernement au Sommet de l'OTAN de 2014 au Pays de Galles, le Luxembourg a augmenté son effort de défense depuis 2014 et respecté son engagement politique dans l'optique de mieux partager le fardeau entre alliés. Étant donné que l'on peut s'interroger sur la pertinence d'un objectif budgétaire chiffré dans le domaine militaire pour promouvoir la paix, le Gouvernement soutient une approche consistant à élargir les critères de comptabilisation de l'effort de défense, en y intégrant par exemple des actions de prévention et de réponse au changement climatique dans une optique de sécurité, ceci afin de tenir compte de l'élargissement des menaces potentielles.

ad 4) Comme l'ont montré les dernières années, le Luxembourg est confronté à un nouveau genre de menaces : inondations, tornade, attaques cyber et maintenant le Covid-19. Dans presque tous les cas, le soutien de l'armée a dû être sollicité. Le Luxembourg fait ensuite partie de deux organisations avec une dimension de défense collective, l'OTAN et l'Union européenne. En analysant les menaces, il importe par conséquent de ne pas se limiter aux menaces pesant uniquement sur le Luxembourg, mais sur l'ensemble de l'UE et de l'espace euro-atlantique. Ces menaces sont détaillées par exemple dans la Stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne. Le Gouvernement luxembourgeois poursuit une approche intégrée dite « 3D », combinant les moyens de la diplomatie, du développement et de la défense. Les moyens militaires constituent dans ce contexte un moyen important dans le cadre de la gestion des crises, de la prévention et de la dissuasion.

Question 2273 (26.05.2020) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**instruction judiciaire diligentée contre un cadre dirigeant de la Police grand-ducale :**

Dans un communiqué du Parquet de Diekirch de ce jour, on apprend qu'une information judiciaire a été ouverte contre un cadre dirigeant de la Police grand-ducale et que des perquisitions ont eu lieu auprès des services dépendants de la direction générale de la police ainsi qu'à la direction de la région Nord de la police.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?

2) Monsieur le Ministre peut-il m'informer si ladite personne a été suspendue (i) en application de l'article 15 (1) de la loi du 18 juillet 2018 relative au statut disciplinaire du personnel du cadre policier de la Police grand-ducale ou (ii) d'office ? Dans le premier cas de figure, cette suspension a-t-elle été prononcée ab initio (i) par Monsieur le Ministre et sur proposition de quelle instance, ou (ii) par le directeur général de la Police grand-ducale ?

Réponse (15.06.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1) Les affirmations avancées par l'honorable Député peuvent être confirmées.

ad 2) Les articles 14 et 15 de la loi du 18 juillet 2018 relative au statut disciplinaire du personnel du cadre policier de la Police grand-ducale distinguent entre deux mesures conservatoires susceptibles d'être prises à l'égard d'un policier faisant l'objet d'une enquête ou d'une instruction préparatoire en application des dispositions du Code de procédure pénale.

L'article 14 prévoit la possibilité d'affecter temporairement le policier en cause à un autre service si le maintien sur son lieu de travail est incompatible avec le bon déroulement de l'enquête préliminaire ou de l'instruction préparatoire. Cette décision d'affectation temporaire est prise par le Ministre à la demande de l'intéressé ou sur proposition du directeur général de la police ou de l'inspecteur général de la Police. Elle ne pourra être prononcée qu'après que l'intéressé aura été appelé à donner ses explications, sauf lorsqu'elle aura été prise à sa demande.

Quant à l'article 15, il permet de suspendre l'intéressé de l'exercice de ses fonctions si le maintien au sein de la police est incompatible avec l'intérêt de service ou le bon déroulement de l'enquête préliminaire ou de l'instruction préparatoire. La décision de suspension est prise par le ministre sur proposition du directeur général de la police ou de l'inspecteur général de la police après que l'intéressé aura été appelé à donner ses explications.

En l'occurrence, le concerné a fait l'objet d'une affectation temporaire à un autre service de la police sur proposition du directeur général de la police conformément à l'article 14 de la loi précitée du 18 juillet 2018.

Question 2276 (27.05.2020) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **dégradation de l'état du pont sur l'Our à l'entrée de la ville de Vianden en venant du village de Bettel (N10) :**

Des habitants de la région ont attiré mon attention sur la dégradation de l'état du pont sur l'Our à l'entrée de la ville de Vianden en venant du village de Bettel (N10).

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur d'éventuelles mesures de maintenance destinées respectivement à sécuriser et à réparer le pont en question ?

- Dans l'affirmative, dans quel intervalle de temps ces mesures pourraient-elles être mises en œuvre ?

- Quels autres ouvrages d'art seront rénovés dans les mois à venir dans les cantons de Diekirch et de Vianden ?

Réponse (26.06.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

L'ouvrage faisant l'objet de la présente question parlementaire, qui enjambe l'Our à l'entrée de la ville de Vianden en venant du village de Bettel (N10), est l'ouvrage identifié dans la banque de données de l'Administration des ponts et chaussées comme l'OA113.

Tous les ouvrages d'art de ce type font l'objet d'une inspection dans un intervalle régulier de trois ans. Ainsi, la prochaine inspection de l'OA113 est prévue en 2021. Lors de la dernière inspection de cet ouvrage en 2018, seulement quelques imperfections ont été constatées, à savoir des infiltrations légères, des éclatements du crépi sur les faces extérieures et la détérioration du béton auprès des pieds des piles centrales. Il s'agit cependant seulement de défauts esthétiques qui n'ont pas d'effet sur la structure et la stabilité de l'ouvrage. Cet ouvrage, construit en 1952, se trouve toujours dans un bon état grâce à des entretiens réguliers. Voilà pourquoi aucun projet de rénovation n'est actuellement prévu pour l'OA113, en attendant évidemment le résultat de sa prochaine inspection en 2021.

Dans les cantons de Diekirch et de Vianden, de même que dans les cantons de Wiltz, Clervaux, Redange et Echternach, plus de 300 ouvrages sont à surveiller et à entretenir par l'Administration des ponts et chaussées, ce qui explique pourquoi tous les projets de rénovation qui s'imposent ne peuvent pas être réalisés en même temps. Ainsi, la priorité est toujours accordée aux ouvrages qui se trouvent dans un état de dégradation avancé.

Question 2277 (27.05.2020) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant l'**impact de la pandémie de la Covid-19 dans le milieu carcéral :**

Déi sanitär Kris an där mir eis am Moment befannen huet och e staarken Impakt an eise Prisongen. Intern Mesurë vun der Administration pénitentiaire goufe scho geholl, déi begréissbar sinn, mee et misst ee sech ewéi an eisen Nopeschlänner och méi proaktiv mat der Lag an de Prisongen auserneesetzen.

Opgrond vun däser Situatioun wëll ech follgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch mir méi Informatioune liwweren iwwert den Oflaf vun der Isolatioun fir déi méi grouss Zuel vu Prisonéier wéinst dem Covid-19?

2. Kann d'Ministesch envisagéieren, dass d'Telefonéiere mat Familljemembere fir d'Prisonéier gratis ass, bis dass d'Visitten erëm erlaabt ginn?

3. Wéi eng Moossname gesäit d'Madamm Ministesch vir, fir d'Stëmmung an de Prisongen ze verbesseren an däser extreemer Situatioun, wou d'Angscht, fir de Covid-19 ze kréie wäit verbreet ass ënnert de Prisonéier?

4. Kann d'Madamm Ministesch mech informéieren, wann d'Prisonéier d'Méiglechkeet hunn, fir Maske respektiv Händschen ze kréien? Wéi gesäit et aus mat Desinfizéiergel fir all Prisonéier?

5. An deem Kontext, kann d'Madamm Ministesch mir méi Informatioune liwweren iwwert d'Ekipement vun de Giischtercher, fir en Ausbreede vum Covid-19 ze verhënneren?

6. Huet e Prisonéier dat selwecht Recht ewéi eng aner Persoun, fir am CHL traitéiert ze ginn, am Fall wou et am CPL net méiglech wier (cf. Beotmungsmaschinnen etc.)?

Réponse (26.06.2020) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Den honorabelen Deputéierte freet no iwwert den Oflaf vun der Isolatioun fir déi méi grouss Zuel vu Prisonéier wéinst dem Covid-19. Wichteg ass et hei ze betounen, dass kee Prisonéier isoléiert gouf. Et koum wärend der Kris effektiv zu manner Kommunikatioun tëschent den Detenuen a baussen, fir d'Verbreedung vum Virus esou vill wéi méiglech ze vermeiden. Mee bannent de Mauere vum Prisong konnten Detenuë weiderhin an hirer Sektioun wärend den normalen Zäite fräi spadséieren. Detenuen haten och zu all Moment d'Méiglechkeet, hir Famill iwwer Skype oder Telefon ze erreechen.

ad 2. Wärend der Kris krut all Detenu zweemol eng Primm vu 50 Euro als Beitrag, fir kënnen no baussen unzeruffen. Ab dësem Mount gëtt dës Primm allerdéngs net méi ausbezuelt, well d'Visitten am Prisong elo erëm erlaabt sinn.

ad 3. Am Ufank vun der Kris war d'Stëmmung zwëschent den Detenuen a generell am Prisong selwer zimmlech ugespaant. Mëttlerweil huet sech awer déi Spannung erëm geluecht an et kann ee vun engem Retour zu enger normaler Situatioun schwätzen. Verschidde Moossname si wärend der Kris geholl ginn, fir dës Spannung erofzekréien, wéi zum Beispill hat all Detenu Recht op zwee Spadséiergäng am Haff den Dag amplaz vun engem, si konnten am Haff Fussball spillen an d'Kantin fir Detenuen huet och Gesellschaftsspiller verkaaft. Detenuë kruten zweemol eng Primm, fir no baussen unzeruffen an et gouf hinne méi Méiglechkeet ginn, fir der Famill iwwer Skype unzeruffen.

D'Administration pénitentiaire huet och verschidde Moossname geholl, fir d'Angscht virun der Pandemie bei den Detenuen esou gutt wéi méiglech ewechzehuelen. Am CPL gouf, duerch Affichen, déi a verschidde Sproochen iwwersat goufen, eng grouss Informatiounscampagne lancéiert. Et goufen och Masken un d'Detenuë verdeelt an d'Klensche vun den Dieren an aner sensibel Infrastrukture goufen oft desinfizéiert. Méi Infirmiere goufen um Terrain agesat, fir dass all Detenu d'Méiglechkeet hat, seng Froen direkt u qualifizéiert Personal ze stellen, an all Detenu, deen en Doute hat de Virus eventuell ze hunn, gouf automatesch direkt getest.

All dës Moossnamen hunn den Detenuë gewisen, dass um Terrain grouss Efforte gemaach ginn, si fir eng Protektioun ze garantéieren, an esou war d'Vertraue bei den Detenuë schnell erëm do.

ad 4. All Detenu huet Recht op zwou Masken. Wat den Desinfizéiergel ugeet, ass et esou, dass een deen net op all Unitéit ka fräistellen, well de Risiko, fir domadder Abusen ze dreiwen, ze grouss ass, vu dass den Desinfizéiergel jo eng héich Konzentratioun un Alkohol huet. Et steet awer Desinfizéiergel iwwerall wou eng permanent Surveillance garantéiert ass.

ad 5. All Giischtercher hunn e Recht op Masken, Händschen, Desinfizéiergel a spezifesch sanitär Produkter, fir hire Büro op eng professionell Aart a Weis ze desinfizéieren.

Le saviez-vous ?

GROUPE POLITIQUE

Un groupe politique est une formation interne de la Chambre des Députés réunissant des membres de celle-ci d'après leurs affinités politiques. Pour être reconnu, un groupe politique doit comprendre au moins cinq membres. Chaque groupe politique désigne un président qui le représentera au sein de la Conférence des Présidents et se voit mettre à sa disposition des locaux et des crédits calculés sur base de sa représentation proportionnelle à la Chambre.

ad 6. All Prisonéier huet d'Recht ewéi all aner Persoun am CHL traitéiert ze ginn, am Fall wou dësen Traitement am CPL net méiglech wier. De Prinzip vun der „équivalence des soins" gëtt ëmmer strikt an all Hypothees respektéiert.

Question 2279 (27.05.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **produits régionaux :**

An eisen dräi Naturparken (Our/Uewersauer/Mëllerdall) gi jo vu verschiddene Kooperatioune Produiten hiergestallt, déi als regional respektiv lokal Produite verkaaft ginn.

An deem Kontext géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Gëtt et eng genee Definitioun dovunner, wat zu Lëtzebuerg als regionale respektiv lokale Produit kann ugesi ginn? Wa jo, wéi gesäit dës Definitioun aus?

2. Wéi verfuere mir mat ausläännesche Produiten, déi als regional Produite markéiert sinn an awer net aus Lëtzebuerg oder der Grossregioun stamen?

3. Wéi gëtt dem Konsument beim Kaf vum Produit kloer duergestallt, datt et sech ëm en Erzeugnis aus Lëtzebuerg oder der Grossregioun handelt?

4. Wat gesäit d'Regierung vir, fir de Konsument méi ze motivéieren, lokal respektiv regional Produite virzezéien?

5. Wat gesäit d'Regierung vir, fir Lëtzebuerger Produite méi „en évidence" ze setzen?

Réponse commune (24.06.2020) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs :*

ad 1. Et gëtt keng Definitioun vun de Begrëffer „regional" a „lokal" am Kontext vu Lëtzebuerger Produiten. Am Allgemenge bezitt sech den Term „lokal" op ee klengen, raimlech ofgegrenzte Raum, wärend den Term „regional" éischter eng méi grouss geografesch Entitéit beschreift, déi an der Reegel historesch, kulturell oder sozioekonomesch begrenzt ass. A béide Fäll wär allerdéngs d'Definitioun vu „lokal" respektiv „regional" éischter subjektiv a sollt duerfir, jee no ugeduechten Zweck, an engem vertriebbare Kader gewielt ginn. Vu d'Gréisst vum Land, mécht et net onbedéngt Sënn, fir eng Differenzéierung tëschent deene verschiddenen Notiounen ze maachen (lokal, regional, national).

ad 2. Och bei ausläännesche Produite gëllt de Grondsaz, dass keng Verbrauchertäuschung däerf stattfannen an dass dat en ligne mat der europäescher Etiquetage-Gesetzgebung muss sinn. Wann e Produkt als regional markéiert ass, dierft ee kënnen dovunner ausgoen, dass d'Komponenten an deem Produkt aus enger geografesch begrenzter Regioun stamen, op déi een Hiweis op der Etikett oder an der Begleetwerbung vum Produit enthalen ass. Jee no Produit (haaptsächlech am net transforméierten Zoustand) existéieren och gesetzlech obligatoresch Herkunftsangaben (siehe Punkt 3). E rezent europäescht Reglement gesäit ausserdem vir, dass wann d'Originn vun den Ingrédient-primaire vun engem Liewensmëttel net d'selwecht ass wéi d'Originn vum Liewensmëttel selwer, een och d'Originn vun dësem Ingrédient primaire muss uginn - an dat ka mat enger Referenz op d'Regioun geschéien (Artikel 2 vum EU-Reglement 2018/775).

ad 3. D'Kennzeechnung vu Liewensmëttel an Agrarprodukter ënnerläit enger Rei vu gesetzleche Bestëmmungen, ënner anerem och wat den Etiquetage vun der Originn ubelaangt. All Produit (egal ob lëtzebuergesch oder soss EU) muss konform sinn zu dësen europäesche Bestëmmungen. Beim Rëndfleesch, Schwéngefleesch a Poulet (onveraarbechten Zoustand) beispillsweis enthalen d'EU-Reglementer 1337/2013 an 1825/2000 Virschrëfte wat d'Herkunftsangaben (Gebuert, Opzuucht, Schluechtung) ubelaangt; dat bezitt sech allerdéngs nëmmen op Angaben zum Land an net der Regioun. Wat d'Groussregioun ubelaangt, ginn et gewëss privat Initiative wéi „Aus der Regioun fir d'Regioun", „Eist Uebst - Ues Uebscht". Wéi uewe vermierkt, ass säit Abrëll 2020 d'Reglement UE 2018/775 applikabel, wat virgesäit (Artikel 2), dass ee fir d'Originn vum Ingrédient primaire bei Liewensmëttel och eng Regioun kann uginn. Bei Originnen, wou keng EU-Virschrëfte betreffend Herkunftsangabe sinn, muss sech un déi allgemeng Etikettéierungsvirschrëfte gehale ginn (EU-Reglement 1169/2011). Hei ass explizitt am Artikel 7 Paragraf 1 drop higewisen, dass keng Irreféierung a Relatioun zur Originn däerf gemaach ginn. Donieft ginn et och nach Appellations d'origine protégées (AOP), Indications géographiques protégées (IGP), wou d'Referenz op d'Originn am Numm vum Produit op der AOP/IGP-Gesetzgebung baséiert (bei dëse Produiten ass allerdéngs eng laang Traditioun erfuerderlech, fir se als solches am EU-Register vun den AOP/ IGP agedroen ze kréien). Am Allgemenge mussen also d'Angaben der Realitéit entspriechen, däerfen de Konsument net täuschen a mussen iwwerpréifbar sinn. Vill vun eise regionalen, nationale Labelen enthalen u sech schonns eng Referenz op d'Regioun am Logo an hunn och ee gewësse Bekanntheetsgrad dobausse beim Konsument.

ad 4. + 5. D'Regierung ënnerstëtzt eng ganz Rei u Campagnen an Aktivitéiten zum Theema Regionalitéit an de Beräicher Landwirtschaft a Liewensmëttelproduktioun. Dës sollen de Konsument iwwer Lëtzebuerger Agrarprodukter a Liewensmëttel grad wéi och iwwer hir Produktiounsweis a Qualitéit informéieren. Zousätzlech sollen dës Demarchen de Konsument fir d'Qualitéit vu regionalen, saisonale Produite sensibiliséieren. Och gëtt duerch dës Demarchen e méi enke Kontakt tëscht Produzent a Konsument geférdert. Beispillhaft fir esou Campagnë sinn d'Foire agricole, d'Campagne „Sou schmaacht Lëtzebuerg", de „Bauerenhaff an der Stad" oder och nach d'Campagne „AntiGaspi". Weiderhin erméiglechen den Onlineportail vun der Landwirtschaft (www.agriculture.public.lu) souwéi den Internetsite vu „Sou schmaacht Lëtzebuerg" (https://www.sou-schmaacht-letzebuerg.lu/de) et jidderengem, sech iwwert déi lokal Originn an Demarchen ze informéieren. D'Regierung incitéiert de Konsument iwwer allgemeng Campagnë „regional, saisonal, bio" zum Kaf vun nohaltege Produkter. D'Regierung plangt och d'Aféierung vun enger offizieller Agrementsdemarche fir Labelen, wou och de Volet Regionalitéit, Circuits courts verankert ass. Dat ass e Konzept, wou an Zukunft och ugeduecht ass, fir et bis an d'Kantinne virun ze deklinéieren. Allgemeng sief awer och drop higewisen, dass och eise Marché staark vum Export vu regional produzéierte Liewensmëttel a Basisprodukter ofhänkt.

Question 2280 (27.05.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **congé sans solde et congé spécial dans la fonction publique :**

Bei den ëffentleche Verwaltungen (Staat) sinn eng Rei vu Leit am „congé sans solde" an anerer hunn de „congé spécial".

An dësem Kontext géif ech dem Här Minister fir d'Fonction publique gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill Leit hunn aktuell de „congé sans solde" beim Staat a wéi deelen dës sech op déi eenzel Verwaltungen op?

2. Wéi vill Leit hunn de „congé spécial" beim Staat a wéi deelen dës sech op déi eenzel Verwaltungen op?

3. Opgrond vu wat fir engen Ëmstänn oder Prozedure kommen déi eenzel Leit - gewollt oder net gewollt - an de „congé spécial"?

4. Sinn aktuell och Persoune géint hire Wëllen am „congé spécial", a wa jo, wat sinn déi eenzel Grënn fir dësen an deem Fall net gewënschte Congé?

Réponse (17.06.2020) de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Fir de Moment si 572 Agenten am „congé sans solde" beim Staat. De follgenden Tableau weist d'Opdeelung vun dësem Congé op déi eenzel Verwaltungen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Froe vum honorabelen Deputéierten iwwert de „congé spécial" loosse mech e bësse perplex, wat d'Interpretatioun vum Term ubelaangt. Op d'Gefor hi vun engem eventuelle Mëssverständnes, ginn et menges Wëssens fir Staatsagente follgend „congés spéciaux":

- congé spécial pour la participation à des opérations pour le maintien de la paix,

- congé spécial dans l'intérêt des volontaires assurant les services d'incendie, de secours et de sauvetage,

- congé spécial pour les fonctionnaires ayant accepté une fonction internationale,

- congé spécial qui peut être accordé aux sportifs d'élite,

- congé spécial dit « congé de la coopération au développement ».

Allerdéngs, esou wéi d'Fro formuléiert ass, sinn ech mir net sécher, ob den Term vum „congé spécial" elo wierklech op déi Situatioun zoutrëfft, déi den honorabelen Deputéierten undeit. Dofir géif ech dem honorabelen Deputéierte virschloen, sech direkt mat menge Servicer a Relatioun ze setzen, fir him bei der ëmschriwwener Problematik beschtméiglech weiderhëllefen ze kënnen, fir besser kënnen erauszefannen, wat den honorabelen Deputéierte mengt.

Question 2281 (27.05.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **interventions de la Police grand-ducale :**

Säit der Covid-19-Pandemie am Mäerz - verbonne mat engem allgemengen Ausgangsverbuet - huet och d'Police verännert Asätz ze verzeechnen.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un den Här Policeminister riichten:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt sech d'Grënn fir d'Noutwendegkeet vun engem Policeasaz säit der Covid-19-Pandemie verännert hunn? Wa jo, kann den Här Minister kuerz op d'Natur vun dëser Verännerung agoen?

2. Kann den Här Minister confirméieren, datt sech och d'Heefegkeet vun de Policeinterventioune verännert huet? Wa jo, a wéi engem Ëmfang?

3. Wéi huet sech d'Problematik vun der Gewalt am Stot wärend der Covid-19-Pandemie entwéckelt am Hibléck op d'Heefegkeet an d'Brutalitéit vun den Delikter?

4. Ginn et am Hibléck op d'Problematik vun der Gewalt am Stot regional opfälleg Entwécklungen?

5. Gouf et an deene leschten zwee Joer eng Steigerung vun den Delikter vun haislecher Gewalt?

Réponse (17.06.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. D'Grënn fir d'Noutwendegkeet vun engem Policeasaz hu sech wärend der Covid-19-Pandemie an deem Sënn geännert, dass d'Police verstäerkt d'Anhale vun de Restriktiounen, wéi se am modifizéierte Reglement vum 18. Mäerz 2020 enthale sinn, kontrolléiert huet. Donieft sinn natierlech och Meldunge vu Bierger erakomm, déi sech op déi respektiv Mesurë bezunn hunn an déi eng Policeinterventioun no sech gezunn hunn.

ad 2. D'Heefegkeet vun all den Interventiounen huet en valeur absolue net geännert. Vu dass wärend der akuter Pandemiephas d'Leit sollten doheembleiwen, goufen et manner Asätz am Verkéiersberäich respektiv an der „klassescher" Kriminalitéit (Abréch, Déifställ etc.), mee vu dass op där anerer Säit restriktiv Reglementer geholl goufen, fir d'Pandemie anzedämmen, vun deenen d'Police huet missen d'Anhalen iwwerwaachen, sinn d'Patrullen genausou oft erausgefuer wéi zu méi normalen Zäiten.

Wann een d'Interventioune just a Relatioun wëllt setze mat de Froen, déi duerno kommen, kann ee festhalen, dass d'Streidereien an der Famill am Allgemengen änlech héich wore wéi soss normalerweis zu Zäiten, wou d'Leit méi doheem en famille sinn (Chrëschtdagszäit etc.).

ad 3. Cf. ad 2., zweeten Abschnitt.

ad 4. An dësem Beräich konnt par rapport zu den anere Jore kee Changement festgestallt ginn.

ad 5. Bei dëser Fro verweise mir op de Rapport annuel[4] vum Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence, deen den 11. Juni 2020 presentéiert gouf.

Question 2282 (27.05.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **recommandations pour les maisons de soins :**

En date du 20 mai 2020, Madame la Ministre de la Famille a informé la Chambre des Députés que désormais les centres de soins pour personnes âgées n'auront plus besoin de mettre leurs habitants sous quarantaine une fois que ceux-ci auront quitté le CIPA pour rejoindre leurs kinésithérapeutes, médecins ou soins en dialyse. Par la même occasion, la Ministre a affirmé que désormais les responsables des maisons décideront de façon autonome si oui ou non leurs habitants pourront rejoindre leur famille pour y passer un moment agréable, sans toutefois devant passer en quarantaine à leur retour.

Malheureusement cette information tant attendue par toutes les familles concernées ne semble pas encore être arrivée chez tous les responsables des établissements concernés.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

- Madame la Ministre peut-elle nous confirmer que les habitants des maisons de soins pourront sur décision et sous la responsabilité des dirigeants des maisons de soins pour personnes âgées rejoindre leurs familles pour quelques heures afin d'y passer un moment de détente et de normalité ?

- La Ministre peut-elle aussi confirmer que ces habitants ne passent pas en quarantaine à leur retour de leur famille ?

- Est-ce que tous les établissements ont été informés de façon écrite de ces nouvelles consignes ?

Réponse (29.05.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

À la suite de l'annonce, par Monsieur le Premier Ministre, des différentes phases de déconfinement, j'ai chargé mes services d'élaborer des recommandations en vue d'un déconfinement progressif des structures pour personnes âgées, et ce en étroite concertation avec la COPAS. Ces recommandations ont trait d'une part aux visites des familles dans les structures et, d'autre part, aux sorties des résidents à l'extérieur du périmètre des structures[5].

Ces recommandations ont été avisées par la Direction de la santé et, à ma demande, la COPAS les a transmises aux gestionnaires le mercredi 20 mai 2020. Elles ont été publiées le même jour sur le site Internet du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région (https://mfamigr.gouvernement.lu/fr/dossiers/faq/faqnew.html).

En vertu de ces recommandations, les gestionnaires peuvent en principe permettre des sorties des résidents en-dehors du site de la structure, donc aussi dans leur famille, sans qu'une quarantaine ne soit de mise à leur retour. Il est évident que les gestes barrière et les règles d'hygiène préconisés pour l'ensemble de la population devront être respectés avec rigueur.

Il est de la responsabilité des gestionnaires de transposer ces recommandations générales dans le contexte spécifique des structures d'hébergement dont ils sont responsables, tout en veillant à la santé physique et au bien-être psychique des résidents.

Question 2284 (27.05.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **consignes pour structures de logement pour personnes en situation de handicap :**

Madame la Ministre de la Famille vient d'informer la Chambre des Députés que désormais les personnes habitants dans les centres de soins pour personnes âgées pourront rejoindre leur famille pour y passer un moment agréable, sans toutefois devant passer en quarantaine à leur retour.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre :

- Madame la Ministre, est-ce que les mêmes consignes ont été transmises aux structures de logement pour personnes en situation de handicap ?

- Dans la négative, pour quelles raisons ? Quelles consignes valent pour ces structures concernées ?

Réponse (29.05.2020) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Suite aux déclarations des différentes phases de déconfinement annoncées par Monsieur le Premier Ministre, j'ai informé les gestionnaires des structures pour personnes en situation de handicap, qu'il y a lieu de passer à une prochaine étape devant commencer au plus tard à partir du 25 mai 2020. En accord avec la COPAS et la FEDAS, cette information a été transmise le 19 mai 2020 par courrier postal aux gestionnaires.

Ainsi, je soutiens les gestionnaires de services conventionnés pour personnes en situation de

[4] https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/actualites/2020/06-juin/Rapport-au-gouvernement-2019-Comite-Violence.pdf

[5] Visites dans les structures pour personnes âgées dans le cadre du déconfinement progressif. Alignement des sorties des structures d'hébergement pour personnes âgées aux recommandations pour la population générale.

handicap dans leur désir de commencer à relancer, de façon progressive, leurs activités dans les services d'activités de jour, les ateliers protégés et les centres de propédeutique professionnelle pour personnes handicapées tout en tenant compte des besoins spécifiques dus à une population très diversifiée et présentant des degrés de vulnérabilité très différents.

Comme certains ateliers protégés ont déjà repris ou reprennent prochainement leur activité, les personnes bénéficiant du statut de salarié handicapé et vivant dans un foyer d'hébergement seront susceptibles de reprendre leur travail. J'ai prié les gestionnaires de bien vouloir rouvrir les structures d'hébergement vers le monde extérieur au plus tard à partir du lundi 25 mai 2020.

Je les ai aussi informés qu'au vu des nouvelles évolutions, les recommandations émises antérieurement se révélaient trop contraignantes, à savoir notamment celles s'appliquant dans les structures d'hébergement concernant la quarantaine pour tout résident qui revient de l'extérieur et qui est admis dans une structure avec des personnes vulnérables ou encore celle de l'interdiction des visites.

En effet, dans la plupart des structures d'hébergement pour personnes en situation de handicap, les résidents vivent dans des petits groupes de vie de six à huit personnes dans un environnement familial. Dans le contexte de déconfinement dans lequel nous nous trouvons actuellement, elles doivent, entre autres, pouvoir se rendre à leur travail, aller à l'école et vivre leur vie comme tout un chacun et ce dans un contexte de sécurité.

Voilà pourquoi, tous les gestionnaires ont été priés d'élaborer des stratégies de reprise contenant entre autres les procédures à respecter par le personnel et les usagers en matière d'hygiène et de sécurité qui seront visées par le Ministère de la Famille et la Direction de la santé. 36 de ces stratégies de reprise sont entretemps parvenues aux autorités concernées.

J'ai aussi souligné que dans tous les cas les « gestes barrières » recommandés par le Ministère de la Santé devaient être suivis scrupuleusement.

Question 2286 (28.05.2020) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **masse maximale autorisée des ambulances :**

De Fuerpark vum CGDIS gëtt mat 34 neie Rettungstransportween (Ambulanzen) ekipéiert. Bis elo goufe schonn 19 Ween ausgeliwwert. An der technescher Beschreiwung ass vermierkt, datt dës Gefierer (Mercedes-Benz Sprinter 519) eng maximal Charge vu 5.300 kg däerfen transportéieren.

Elo ass et awer laut mengen Informatiounen esou, datt déi meescht Secouristen en Autosführerschäi vun der Kategorie B hunn - dat heescht, si däerfe just e Gefier benotze mat engem Maximalgewiicht vun 3.500 kg.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Banneministesch:

1. Wéi e Leergewiicht hunn déi uewe genannte Gefierer? Op wéi ee Gewiicht kommen déi bestallte Gefierer an der Praxis wuelwëssend, datt dës jo nach mat enger Rei un techneschen Apparater ausgestatt sinn an een och nach d'Gewiicht vun der Besatzung an dem Patient derbäirechne muss?

2. Däerfen dës Rettungstransportween nach mam normalen Autosführerschäi gefuer ginn oder mussen déi eenzel Chauffere vun dësen Ambulanzen elo e Camionsführerschäi maachen?

3. Am Fall wou dës Gefierer iwwer 3.500 kg weien: Kréien déi eenzel Chaufferen hire Führerschäi vum CGDIS bezuelt oder kréie si een Deel vun dëse Käschte remboursséiert?

Réponse (25.06.2020) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Déi vum honorabelen Deputéierte gefrote Wäerter stinn am follgenden Tableau, opgedeelt no de verschiddenen Asazsituatiounen, déi sech am Alldag stelle kënnen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Fir op deenen neien Ambulanze vum CGDIS däerfen ze fueren, brauch de Chauffer entweeder e Camionsführerschäin oder en Autosführerschäi mat engem Zertifikat deen em autoriséiert, mat engem Asazgefier vu bis maximal 5.500 kg ze fueren.

Ech verweisen hei op den Artikel 76quater vum Code de la route:

« Les agents du Corps grand-ducal d'incendie et de secours et des associations et organismes de secours agréés ayant la sécurité civile dans leur objet social, titulaires d'un permis de conduire de la catégorie B en cours de validité, agissant dans le cadre de leurs missions, sont autorisés à conduire sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, un véhicule automoteur sans remorque, dont la masse maximale autorisée dépasse 3.500 kg sans dépasser 5.500 kg, et comportant, outre le siège du conducteur, huit places assises au maximum, sous couvert d'un certificat attestant l'aptitude à la conduite du véhicule dont question, délivré par le ministre ayant les services de secours dans ses attributions. Ce certificat est délivré aux agents des services de secours concernés, titulaires du permis de conduire de la catégorie B depuis au moins deux ans et ayant participé avec succès à un cours de formation organisé par le ministre ayant les services de secours dans ses attributions.

Les modalités de ce cours de formation ainsi que le modèle du certificat sont arrêtés par le ministre ayant les services de secours dans ses attributions.

Toutefois, les certificats délivrés avant l'entrée en vigueur du présent article aux agents des services de secours concernés, autorisant la conduite de véhicules visés à l'alinéa 1er d'une masse maximale autorisée ne dépassant pas 4.250 kg, restent valables pour la conduite de ces véhicules. »

De CGDIS organiséiert fir déi fräiwëlleg Fraen a Männer Pompjeeën, zesumme mam Fuersécherheetszentrum vu Colmer-Bierg (Centre de formation pour conducteurs), am Aklang mat den Dispositioune vum Artikel 76quater aus dem Code de la route, all Joer séchs bis aacht Coursë fir Chauffere vun den Ambulanzen oder anere Pompjeesgefierer. Iwwert déi lescht Joren hu 700 fräiwëlleg Membere vum CGDIS un dëse Coursen deelgeholl. D'Onkäschte vun dëse Formatioune sinn integral vum CGDIS iwwerholl ginn.

Fir un der Ausbildung kënnen deelzehuelen, kann de fräiwëllege Pompjee zousätzlech och d'Fräistellung vu senger Aarbechtsplaz iwwert de Congé spécial notzen.

De Verdéngschtausfall gëtt dem Patron vum CGDIS remboursséiert.

Fir Chauffere vu Rettungsdéngschtgefierer mat enger MMA iwwer 5,5 Tonne remboursséiert de CGDIS zënter senger Entsteeung all Joer 50 komplett Führerschäiner C/CE u seng volontär Memberen.

Dës Moossnam, fir de Volontariat ze fuerdere kascht de CGDIS 115.000 € pro Joer.

Déi haaptamtlech Fraen a Männer Pompjeeën am Cadre de base mussen de Camionsführerschäi bis spéitstens zum Enn vun hirem Stage gemaach hunn.

Question 2287 (28.05.2020) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **chantier sur la route de Remich à Moutfort :**

An de parlamentaresche Froen N° 1656 an 1901 hat ech de Minister ëm Detailer iwwert d'Situatioun vun engem Schantjen op der Nationalstrooss N2 zu Moutfort gefrot. D'Äntwert op déi éischt Fro vum Minister hat dozou gefouert, datt vusäite vun der Buergermeeschtesch vu Contern Kritik opkomm war, well een an der Gemeng der Meenung war, datt d'Ponts et chaussées fir d'Situatioun op dësem Schantje responsabel war, well et sech ëm eng Nationalstrooss géif handelen. A senger leschter Äntwert beréifft sech de Minister op d'Gesetz vum 21. Dezember 2009 „relative au régime des permissions de voiries" a verweist ganz kloer op d'Responsabilitéit vun der Gemeng an dësem Dossier.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. An der Fro N° 1656 huet de Minister geschriwwen, d'Gemeng kann déi néideg Verkéiersberouegungsmoossnamen am Kader vum Schantjen huelen. D'Gemeng verweist an deem Fall op d'Responsabilitéit vum Staat, well et sech ëm eng Nationalstrooss handelt. Kann de Minister confirméieren, dass d'Aussoe vun der Gemeng net richteg sinn?

2. Am Code de la route steet am Artikel 5:

« Dans les limites et selon les distinctions faites au présent article les autorités communales peuvent réglementer ou interdire en tout ou en partie, temporairement ou de façon permanente la circulation sur les voies publiques du territoire de la commune pour autant que ces règlements communaux concernent la circulation sur la „voirie communale" ainsi que sur la voirie normale de l'État située à l'intérieur des agglomérations. Ces règlements communaux sont soumis à l'approbation du Ministre de l'Intérieur et du „ministre". »

Kann de Minister confirméieren, dass dës Dispositioun och fir d'Ariichte vun enger 30er-Zon op der N2 vun der Gemeng kéint genotzt ginn?

3. De Minister schreift a senger Äntwert, datt op säin Uerder an „am Interessi vun der Qualitéit vun der Reparatur vun de Stroossen eng Remise en état" gemaach kéint ginn a verweist domadder op den Artikel 7 vum Gesetz vun 2009. Ugesiichts de Stroosseverhältnisser zu Moutfort: Wäert de Minister dat maachen? Falls nee, firwat net?

4. Falls Drëttpersounen duerch d'Stroossesituatioun (notamment duerch déi staark Vibratiounen) e Schued un hiren Haiser erleiden, ginn dës Schied reparéiert? Wie kënnt an deem Fall fir Schied op?

Réponse (26.06.2020) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Bei den Aarbechten an der Route de Remich zu Moutfort handelt et sech ëm e Schantje vun der Gemeng an de Concessionnairen. Et fält ganz kloer ënnert d'Responsabilitéit vun enger Gemeng, fir ënnerueerts am Kader vun engem Schantjen déi néideg Verkéiersreglementer ze huelen, an dat och op Staatsstroossen. Dës Verkéiersreglementer sinn an esou Fäll meeschtens an der Zäit limitéiert, an zwar fir d'Dauer vum Schantjen.

Den Artikel 5 vum Code de la route beschreift déi generell Prozedur, wéi eng Gemeng e Verkéiersreglement huele muss. Fir d'Ariichte vun enger definitiver Vitess-30-Zon („V30") op enger Staatsstrooss, muss eng Gemeng fir d'éischt eng Demande un den zouständege Minister schécken. Ereescht no engem positiven Avis („accord préalable" fir Nationalstroossen) vum Minister kann eng Gemeng e Projet „V30" ëmsetzen, dat op Basis vun enger Permission de voirie fir déi konstruktiv Moossnamen. Um Enn gëtt dann dat definitiivt Verkéiersreglement nom Artikel 5 vum Code de la route ëmgesat.

Eng Remise en état duerch de Staat gëtt nëmmen da gemaach, wann déi verantwortlech Bauhären hirer Verflichtung vun der Permission de voirie net géifen nokommen, dëst awer dann op Käschte vum Demandeur vun der Permission de voirie. De Permissionnaire respektiv déi beoptraagt Entreprise kënnen och verantwortlech fir eventuell Schied gemaach ginn, falls duerch Expertisë bewisen ass, dass dës Schied duerch d'Aarbechten entstane sinn.

Question 2290 (28.05.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **prix de l'électricité et du gaz :**

Alors qu'au mois de février l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) notait encore une augmentation du prix de l'électricité facturé aux consommateurs de 10 % en moyenne par rapport à l'année précédente, les prix de l'électricité et du gaz ont entre-temps chuté sensiblement sur les marchés de gros de l'électricité et du gaz naturel.

Cette évolution fait suite à la baisse de la demande d'énergie due à l'hiver clément et au ralentissement de l'activité économique lié à la pandémie Covid-19.

En Belgique ces baisses ont conduit à une diminution des prix au consommateur atteignant jusqu'à 18 % pour l'électricité et jusqu'à 30 % pour le gaz.

1) Comme à l'opposé des prix des carburants et du gasoil chauffage, les prix de l'électricité et du gaz naturel ne sont pas annoncés au grand public, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre si les prix au consommateur ont connu la même évolution au Luxembourg qu'en Belgique ?

2) Quelle a été l'évolution des prix de l'électricité et du gaz depuis le début de la pandémie ?

3) Quelle est la différence de prix dans les offres à prix variables des différents fournisseurs sur le marché luxembourgeois ?

Réponse (30.06.2020) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1) + 2) Depuis des années déjà, les marchés européens de l'électricité et du gaz naturel sont libéralisés de sorte que tous les clients peuvent se décider pour le fournisseur de leur choix parmi ceux actifs sur leur marché. Les fournisseurs sont par contre libres de formuler leur meilleure offre vis-à-vis des clients potentiels et correspondant à leur stratégie commerciale. Pour avoir une meilleure comparabilité des prix des produits offerts au Luxembourg par les différents fournisseurs, l'Institut luxembourgeois de régulation offre sur leur site Internet www.calculix.lu un comparateur de prix sur toutes les offres actuelles s'adressant à des clients résidentiels que ce soit dans l'électricité ou dans le gaz naturel.

Il est important de rappeler que, dans le prix intégré facturé aux clients, les coûts pour l'énergie proprement dite de l'électricité et du gaz naturel représentent à peu près 30 % (pour l'électricité) et 50 % (pour le gaz naturel). Le reste sont des frais liés à l'utilisation des réseaux, ainsi que des taxes et redevances.

Sur demande, les fournisseurs actifs sur le territoire luxembourgeois ont fait savoir qu'ils appliquent généralement une stratégie d'achat structurée, avec une gestion active de leur portefeuille pour ce qui concerne l'approvisionnement d'électricité et de gaz naturel. Sur les marchés de gros de l'électricité et du gaz naturel, les fournisseurs peuvent acheter et vendre les quantités d'énergie à des échéances variées (court, moyen et long terme), avec un risque de volatilité de prix qui en découle. En général, ces transactions couvrent des périodes de fourniture d'une année, d'un trimestre, d'un mois ou même plus court. Les fournisseurs réalisent leurs achats dans le respect de procédures internes de gestion des risques mises en place, en vue de limiter les risques sur une période annuelle ou pluriannuelle qui précède la période durant laquelle a lieu la fourniture. Ainsi, l'achat à court terme ne représente souvent qu'une petite partie de l'achat entier, notamment pour couvrir la consommation résiduelle qui n'était pas prédite de manière précise.

Le prix facturé aux clients reflète donc une moyenne des prix du marché pendant la période durant laquelle l'approvisionnement a été réalisé et ne correspond pas au prix à un moment déterminé tel qu'appliqué sur les marchés court terme des marchés de gros de l'énergie. Cette méthode de se procurer les quantités d'énergie sur les produits moyen et long terme des marchés de gros permet aux fournisseurs d'offrir une plus grande stabilité des prix à leurs clients ainsi qu'une meilleure gestion des risques.

Comme les principaux fournisseurs d'électricité au Luxembourg semblent ainsi privilégier la stabilité des prix de leurs produits par rapport à des produits à prix reflétant les variations court terme des marchés, les prix de l'électricité pour les clients finals n'ont pas varié auprès de la majorité des fournisseurs en énergie électrique depuis le début de la crise sanitaire.

En revanche, pour les prix de gaz naturel, dont une partie de l'approvisionnement est assurée à plus court terme, certains fournisseurs ont pu offrir depuis le début de l'année en cours une baisse au-delà de 20 % pour la partie énergie proprement dite, représentant comme mentionné ci-avant à peu près la moitié du tarif intégré facturé aux clients.

ad 3) Les fournisseurs d'électricité et de gaz naturel actifs sur le marché luxembourgeois n'offrent pas de produits avec des prix aux clients résidentiels qui varient plusieurs fois par an, voire plusieurs fois par mois aux clients résidentiels. Certains fournisseurs de gaz naturel offrent cependant des produits à prix mensuels variables à des clients professionnels. Ces clients ont ainsi pu profiter d'une baisse du prix du marché de gros de gaz naturel des derniers mois, mais ils sont également exposés au risque de toute hausse éventuelle, un risque qui est souvent évité en optant pour un prix moins variable respectivement fixe pour plusieurs années.

La différence de prix entre ces différentes offres varie continuellement au cours de l'année et évolue, entre autres, en fonction des échéances des contrats, de l'origine de l'énergie ou encore des prestations liées aux contrats de fourniture. Au cours de l'année 2019, des écarts de prix intégré TTC (moyenne annuelle) entre les différents produits pouvaient atteindre jusqu'à environ 20 % pour le gaz naturel et 10 % pour l'électricité.

Pour situer les prix des produits énergétiques pratiqués au Luxembourg par rapport à ses voisins, il est intéressant de citer les statistiques du deuxième semestre 2019, dernièrement publiées par Eurostat sur les prix électricité et gaz pour les consommateurs domestiques qui révèlent que le prix de l'électricité était supérieur de 6 % en France, de 58 % en Belgique et en Allemagne et de 20 % en Union européenne par rapport au prix au Luxembourg. Pour le gaz naturel, la situation de prix était +38 % en Belgique, +42 % en Allemagne, +102 % en France et +74 % en Union européenne par rap-

port au prix au Luxembourg. Ces prix s'entendent à chaque fois toutes taxes et frais d'utilisation des réseaux compris.

Question urgente 3197 (25.11.2020) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **mesures prévues dans le cas d'une infection Covid-19 dans une classe :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr. 2850, an där ech wësse wollt, wéi d'Léierpersonal virgoe soll, wann Eltere si iwwer eng Covidinfektioun innerhalb vun hirer Klass informéieren, éier si vun der Santé kontaktéiert ginn, huet de Minister gesot:

„Et läit op der Hand, datt den Titulaire de classe, dee vun den Elteren iwwert d'Covid-19-Infektioun vun hirem Kand informéiert gouf, dës Informatioun, iwwert d'Regionaldirektioun respektiv d'Lycéesdirektioun un d'Cellule de coordination weiderleet. A Récksprooch mat der Direktioun vun der Santé ënnerhëlt dës all weider Schrëtt, fir jee no Situatioun enger Verbreedung vum Virus effikass entgéintzewierken.[...]

Ewéi et aus de Circulairen un d'Schoul- an d'Lycéespersonal evirgeet, gëtt mäi Ministère, soubal e vun enger Direktioun informéiert gëtt, dass eng Covid-19-Infektioun an enger Schoul virläit, dëst weider un d'Cellule de coordination. Dës Cellule mécht op deeglecher Basis e Rapport zur aktueller Situatioun an de Schoulen a steet all Dag a Kontakt mam Comité de pilotage 'Covid-19 and Education'. Wann et néideg wier, kann dëse Comité de pilotage déi néideg Mesure decidéieren.

D'Mesure vun der Quarantän ënnerläit hei der Autoritéit vun der Direktioun vun der Santé. Nëmme si dierf heifir den Accord ginn a bestëmmte Schüler, Klassen oder ganz Cyclen a Quarantän setzen."

Ouni en Accord vun der Direktioun vun der Santé kann eng Schoulklass soumat net vum Presenzunterrecht ausgeschloss an a Quarantän gesat ginn.

Opgrond vun den aktuell héijen Infektiounszuelen, hunn d'Cellule de coordination, de Comité de pilotage „Covid-19 and Education" an d'Direktioun vun der Santé zurzäit awer esou vill Fäll ze traitéieren, dass et hinnen net ëmmer méiglech ass, an engem Delai ze reagéieren, deen et hinne wierklech géif erlaben, enger Verbreedung vum Virus beschtméiglech entgéintzewierken.

Esou ass et zum Beispill e Méindeg an enger Schoul aus dem Fondamental hei am Land zu enger Situatioun komm, wou eng Klass, aus där dräi Kanner positiv op de Virus getest goufen, trotzdeem an d'Schoul huet misste goen, well d'Direktioun vun der Santé nach keng Quarantän ausgeschwat hat, just fir dass d'Kanner du Mëttes op Uerder vum Ministère awer nees heemgeschéckt gi sinn. An der selwechter Gemeng sinn och nach aner Klassen am Homeschooling.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass et opgrond vun den aktuell héijen Infektiounszuele Problemer gëtt, Quarantänen zäitno no engem positiven Testresultat ze ordonéieren?

2. Hält d'Regierung un där an der Äntwert op d'Fro Nr. 2850 beschriwwener Prozedur fest, dass et enger Schoul net erlaabt ass, eng Klass a Quarantän ze setzen, éier eng Ordonnance vun der Direktioun vun der Santé virläit?

Falls jo: Wéi wëll de Minister verhënneren, dass et an Zukunft zu weidere Fäll, wéi deem hei beschriwwene kënnt?

Falls nee: Wéi gesinn déi nei Prozeduren aus a kréien d'Regionaldirektioune méi Pouvoiren, wann et drëms geet, Klassen a Quarantän ze setzen? Kritt och den Educatiounsministère zousätzlech Kompetenzen, wann et drëms geet, Klassen a Quarantän ze setzen?

Réponse (25.11.2020) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. D'Direktioun mellt dee positive Fall der Cellule de coordination. An der Cellule gëtt an Zesummenaarbecht mat der Inspection sanitaire gepréift, ob d'Klass à l'écart gesat gëtt (am Zenario 1) oder op eng Quarantän (Zenario 2) gesprach muss ginn. Dës Situatioun gëtt am Laf vum Dag mat der Inspection sanitaire analyséiert an d'Direktioun gëtt iwwert d'Mesure, déi en place gesat muss ginn, informéiert.

An der aktueller Situatioun, bei héijen Infektiounszuelen, kann et sinn, datt Fäll, déi owes spéit gemellt ginn, eréischt den aneren Dag mat der Inspection sanitaire analyséiert kënne ginn.

ad 2. D'Mise en quarantaine ass en Dispositiv, deen ausschliisslech vun der Direction de la santé gesprach ka ginn. Eng Klass, an där d'Fro vun enger Quarantän sech stellt, ass am Prinzip jo schonns à l'écart par rapport zu deenen anere Klasse vun der Schoul opgrond vun engem éischte positive Fall an där selwechter Klass.

Wann zwee positiv Fäll der Direktioun an der nämmlechter Klass gemellt ginn, setzt d'Direktioun d'Klass no Récksprooch mat der Cellule de coordination schonns à l'écart bis d'Fäll confirméiert sinn an d'Analys mat der Inspection sanitaire ofgeschloss ass.

Question urgente 3203 (26.11.2020) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **parc éolien à Dalheim :**

Et geet ëm Informatiounsversammlunge vun enger Firma am Beräich vun den erneierbaren Energien, déi ugekënnegt huet, am Kulturzentrum zu Duelem, den 28. November, zesumme mat der Gemeng eng Informatiounsversammlung ze organiséieren an ofzehalen. Et geet ëm e geplangte Wandpark an der Gemeng Duelem. Dëse Projet suergt fir Retizenze bei der lokaler Populatioun. Soler schreift esouguer selwer vu méiglechen negativen Auswierkunge vun dem zukünftege Wandpark.

Dofir wéilt ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Ass et opportun, fir sou eng wichteg Informatiounsversammlung elo an dësen Zäite vun de Coronarestriktiounen ze organiséieren?

2. Ass et no den aktuelle Gesetzer méiglech, eng Informatiounsversammlung an engem Kulturzentrum ofzehalen?

3. Ass et am Sënn vun der Gesondheet a vun der demokratescher Participatioun net besser, fir dës Versammlung op e spéideren Datum ze verleeën an eng richteg Versammlung ze organiséieren, wou ee sech net perséinlech muss umellen an der Firma säin Numm muss matdeelen, fir un der Reunioun kënnen deelzehuelen?

Réponse commune (30.11.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. D'Informatiounsversammlunge goufen am Aklang mat alle gültege Restriktioune geplangt. D'Gesondheetsdirektioun huet den entspriechenden Hygiènesplang validéiert an de 25. November am Aklang mat den aktuelle sanitäre Reegelen och d'Erlabnis ginn, dës Versammlung ze organiséieren. D'Gesondheetsdirektioun huet awer Enn leschter Woch och drop higewisen, dass et am Kader vun der aktueller sanitärer Situatioun allgemeng dovunner ofzeroden ass, Versammlungen ze organiséieren.

D'Soler hätt d'Versammlungen deemno organiséiere kënnen, hält sech awer natierlech un dës Recommandatioun an hat dunn d'Versammlungen ofgesot.

ad 2. Laut der aktuell gülteger Gesetzeslag kann esou eng Versammlung stattfannen, ënnert de Konditiounen, dass all Leit sëtzen, op zwee Meter Distanz sinn, an déi ganzen Zäit eng Mask droen. Et däerfen net méi wéi 100 Leit un der Versammlung deelhuelen.

D'Soler hat dës Informatiounsversammlungen no den aktuell gültege Gesetzer organiséiert: Am Versammlungsraum zu Duelem kéinten déi néideg Distanzen agehale ginn. D'Leit waren zudeem opgefuerdert, hir Maske wärend der ganzer Seance unzehalen. No all Seance wieren d'Still desinfizéiert ginn.

ad 3. D'Umeldunge woren aus organisatoreschen an hygieenesche Grënn néideg an d'Nimm ginn ëmmer all geläscht no der Versammlung.

D'Soler wäert d'Versammlungen, a Récksprooch mat der Gesondheetsdirektioun, zu engem spéideren Zäitpunkt nohuelen.

Question urgente 3210 (26.11.2020) de **M. Guy Arendt** *(DP)* concernant la **chasse dans le cadre de la pandémie Covid-19 :**

Le 25 novembre le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a annoncé sur son site Internet : « Sur base de l'article 3sexies de la loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série des mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, qui dispose que "La pratique d'activités récréatives en groupe de plus de quatre personnes est interdite", et de l'article 18 de ladite loi, qui définit la période d'application des mesures prises, l'organisation de chasses en battue est interdite jusqu'au 15 décembre 2020 inclus. »

Il est toutefois à noter que la chasse n'est pas explicitement citée comme « activité récréative » dans la loi Covid-19 mentionnée ci-dessus.

De plus, la loi du 25 mai 2011 relative à l'exercice de la chasse définit la chasse dans son article 2 comme suit : « L'exercice de la chasse doit répondre à l'intérêt général et aux exigences d'un développement durable. Il doit contribuer à garantir la pérennité de la faune et de la flore sauvage et de leurs habitats naturels et garantir les activités sylvicoles et agricoles, en permettant une gestion des forêts proche de la nature et en prévenant les dégâts de gibier aux surfaces agricoles et sylvicoles. »

Par ailleurs, il est à préciser que le tableau synoptique d'ouverture de la chasse 2020-2021 ferme la chasse pour différentes espèces le 20 décembre 2020 (notamment le cerf, chevrette et chevrillard). Il est évident que l'interdiction de l'organisation de chasses en battue aura comme conséquence que les objectifs fixés par l'Administration de la nature et des forêts dans les plans de tir ne pourront être atteints. De plus il est à craindre que les dégâts de gibier sur les jeunes plantations soient plus considérables que les années précédentes.

Voilà pourquoi, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Sur quel texte législatif Madame la Ministre se base-t-elle pour qualifier l'exercice de la chasse comme une « activité récréative » ?

2) Vu que la loi sur la chasse dispose que l'exercice de la chasse répond à l'intérêt général, l'organisation de chasses en battue ne devrait-elle pas rester permise et être soumise, comme cela a été le cas jusqu'au 25 novembre, à la condition que les personnes portent un masque et observent une distance minimale de deux mètres ?

3) Si Madame la Ministre maintient l'interdiction de l'organisation de chasses en battue, ne devrait-elle pas prolonger la date limite pour la chasse aux espèces qui prend fin le 20 décembre de trois semaines afin que les chasseurs puissent répondre aux exigences de leurs plans de tir ?

4) Dans la négative, par quels moyens Madame la Ministre compte-t-elle contribuer afin que les plans de tir puissent être atteints et que les dégâts de gibier puissent être limités ? Qui prendra en charge les dégâts de gibier causés aux cultures et aux récoltes agricoles ?

Réponse (27.11.2020) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) + 2) Même si la loi modifiée du 25 mai 2011 relative à la chasse dispose effectivement en son article 2 que « L'exercice de la chasse doit répondre à l'intérêt général », l'exercice de la chasse reste une activité récréative. Le commentaire de cet article précise que : « La prise de conscience accrue des problèmes liés à l'environnement, notamment en ce qui concerne la perte de la diversité biologique, requiert un recadrage de l'exercice de la chasse selon les attentes de la société d'aujourd'hui et les exigences d'une gestion durable de la nature et du gibier en particulier. »

Le législateur de 2011 a d'ailleurs opté pour différencier clairement l'exercice de la chasse de la pratique du sport, qui selon les termes de la loi du 3 août 2005 concernant le sport « est d'intérêt général et sa pratique constitue un droit pour chacun ».

Or, concernant le sport, justement l'article 3quinquies, paragraphe 2, de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 prévoit que « La pratique d'activités sportives en groupe de plus de quatre acteurs sportifs est interdite, sauf si les personnes font partie d'un même ménage ou cohabitent. »

Rappelons que l'objet de la législation sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 est de limiter, voire d'éviter les contacts sociaux pour ainsi enrayer la propagation du virus. Or, la chasse en battue, dont la saison a débuté le 17 octobre 2020, est par essence une activité sociale qui rassemble des chasseurs et traqueurs de différents ménages. Les battues tombent par conséquent sous le champ d'application de l'article 3sexies de la loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série des mesures de lutte contre la pandémie Covid-19.

ad 3) + 4) Afin de contribuer à l'atteinte des plans de tir et à la prévention des dégâts causés par le gibier, les modes de chasse « à l'affût » et « à l'approche » restent autorisés pendant cette période.

Sachant que la principale saison de chasse en battue s'étend aussi sur le mois de décembre, je tiens à préciser que la chasse au chien courant au sanglier reste aussi autorisée tout au long du mois de janvier. En dehors de cette période, le locataire de chasse peut toujours organiser des chasses en battue, mais sans chiens courants, au sanglier.

Concernant la prise en charge des dégâts causés par le gibier aux cultures et aux récoltes agricoles, l'article 36 de la loi modifiée du 25 mai 2011 relative à chasse prévoit que la chasse est louée aux risques et périls du locataire, c'est-à-dire que le locataire de chasse sera toujours responsable des dégâts causés par le gibier et de payer le loyer :

« [...] Dès l'approbation du contrat de location, la chasse est louée aux risques et périls du locataire. Ce dernier ne pourra présenter aucune réclamation ni faire valoir aucun droit vis-à-vis du syndicat tendant à obtenir une réduction du loyer ou une allocation de dommages et intérêts pour cause d'entrave ou d'empêchement à l'exercice de la chasse, alors même que ces entraves ou empêchements sont dus à des cas fortuits. »

Question urgente 3212 (26.11.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant les **mesures concernant les transports publics dans le cadre de la loi du 25 novembre 2020 :**

Am Artikel 4 (2) vum Covid-19-Gesetz vum 25. November 2020 ass festgehalen, datt am ëffentlechen Transport fir d'Benotzer eng allgemeng Maskeflicht besteet. Den Artikel 4 (5) beseet, datt de Verbuet vu Rassemblement vun iwwer 100 Leit sech net op den ëffentlechen Transport applizéiert an am Punkt (6) vum selwechten Artikel ass festgehalen, datt d'Obligatioune vun der „distanciation physique", déi am Gesetz virgesi sinn, net fir d'Notzer vum ëffentlechen Transport gëllen. De selwechten Artikel 4 (4) hält allerdéngs och fest, datt bei all Rassemblement tëscht zéng an 100 Leit Sëtzplaze mussen zougewise ginn. Hei ass keng explizitt Ausnam fir den ëffentlechen Transport virgesinn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass den Artikel 4 (4) applikabel op den ëffentlechen Transport?

2. Wa jo, wat fir eng Konsequenzen hätt dat gegeebenefalls a misst dat gëschter gestëmmte Gesetz net direkt adaptéiert ginn?

Réponse (02.12.2020) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Fir d'éischt ass ze preziséieren, datt dat neit Gesetz d'Bestëmmunge zum ëffentlechen Transport, déi zanter dem initiale Gesetz vum 17. Juli 2020 gëllen, net geännert huet. Esouwuel d'initiaalt Gesetz vum 17. Juli 2020 wéi och déi Texter duerno, hunn engersäits eng Ausnam fir den ëffentlechen Transport virgesinn, wat déi minimal Distanzéierung ugeet, déi een ze respektéieren huet wann e puer Leit zesummekommen, anerersäits ass eng generaliséiert Maskeflicht agefouert ginn.

Eis Iwwerleeëung, deemools wéi haut ass déi, dass d'Finalitéit vun der Zouweisung vu Sëtzplazen doranner besteet, bei grousse Rassemblementer wou d'physesch Distanzéierung obligatoresch ass, ze garantéieren. Wann een, wéi am Kader vum ëffentlechen Transport, kenger Distanzéierungsflicht ënnerläit (Art. 4 (6)), dann ënnerläit een ipso facto och kenger Zouweisung vu Sëtzplazen.

Déi allgemeng Reegel vum Artikel 4 (4) spillt an dësem Fall net.

Mir versécheren och den honorabelen Deputéierten, dass zanter dat d'Gesetz vum 17. Juli 2020 a Kraaft getrueden ass, kee Passagéier, weeder vun Zuch, Bus oder Tram, wéinst engem Verstouss géint d'Sëtzflicht sanktionéiert gouf.

Op Basis vun den Erkenntnisser vum Transportministère sinn d'Clientë vum ëffentlechen Transport ganz disziplinéiert. Si hunn all de Mask op a setzen sech wäit auserneen, am Géigesaz zum Covoiturage, wou et keng Maskeflicht gëtt, och wa Persounen aus verschiddene Stéit do kënnen zesummesëtzen.

Doriwwer eraus misst ee sech och d'Fro stellen, wéi dat ze kontrolléiere wier an ob de Busoder den Tramchauffeur d'Leit op den Arrête/Quaie stoe loosse misst, wann e mengt d'Sëtzplaze wieren all besat.